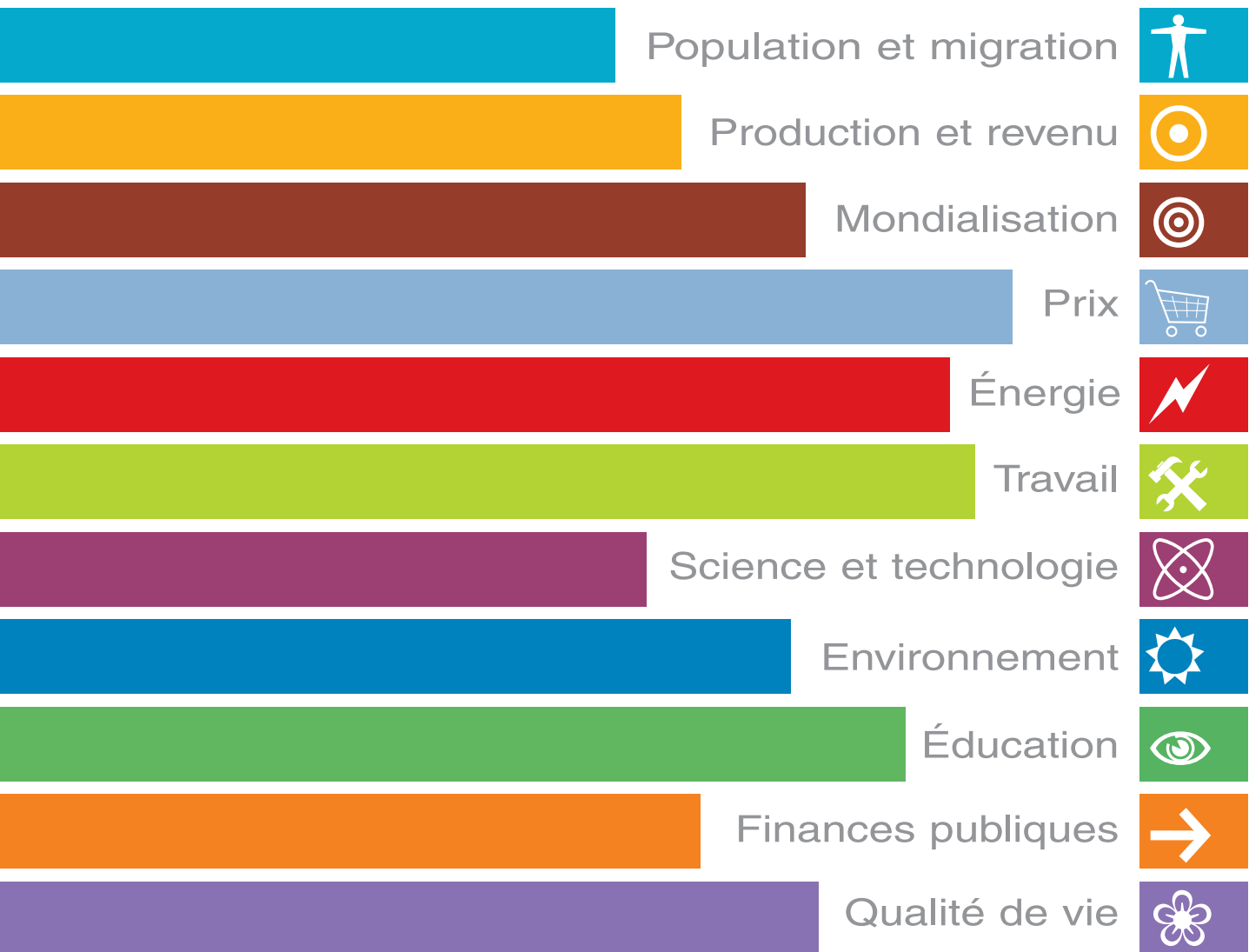




Panorama des statistiques de l'OCDE

2010

Économie, environnement et société



Panorama des statistiques de l'OCDE 2010

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

ISBN 978-92-64-08401-8 (imprimé)

ISBN 978-92-64-08402-5 (PDF)

ISBN 978-92-64-08406-3 (HTML)

Série : Panorama des statistiques de l'OCDE

ISSN 1818-6394 (imprimé)

ISSN 1814-7372 (en ligne)

Publié en anglais : *OECD Factbook 2010: Economic, Environmental and Social Statistics*

Crédits photo : Chapitre 2 : © Image Source/Getty Images | Chapitre 3 : © Stockbyte/Getty Images | Chapitre 4 : © Lawrence Lawry/Photodisc/Getty Images | Chapitre 5 : © Larry Lee Photography/Corbis | Chapitre 6 : © Cocoon/Digital Vision/Getty Images | Chapitre 7 : © Comstock Images/Comstock Images/Getty Images | Chapitre 8 : © Digital Vision/Getty Images | Chapitre 9 : © Jacobs Stock Photography/Getty Images | Chapitre 10, 11, 12 : © OCDE

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2010

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Panorama des statistiques de l'OCDE 2010

AVANT-PROPOS

L'économie mondiale émerge lentement de la crise la plus grave de notre époque. On peut aussi raisonnablement affirmer qu'il s'agit de la première crise véritablement « mondiale ». Une crise qui a affecté à différents degrés tous les pays et régions du monde. Elle nous a rappelé à quel point nos économies et nos sociétés sont désormais interconnectées, et la rapidité avec laquelle des déséquilibres peuvent s'étendre d'un pays à d'autres. Pour élaborer des politiques stratégiques dans notre monde dynamique, mondialisé et interconnecté, les décideurs ont besoin d'outils appropriés à l'analyse des défis régionaux, nationaux et mondiaux, afin de les relever et de les résoudre.

Dans ce contexte, les statistiques comparatives offrent une aide indispensable à l'analyse politique, à la mise en place d'un agenda et d'une action politique. Les comparaisons entre les pays et les meilleures pratiques politiques fondées sur une expérience solide font partie des principaux avantages comparatifs de l'OCDE. Cette sixième édition du *Panorama des statistiques de l'OCDE* contient des statistiques comparables concernant les tendances à long terme de phénomènes économiques, sociaux et environnementaux clés. Il fournit une description synthétique des caractéristiques principales du monde dans lequel nous vivons. Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est désormais la publication statistique phare, conçue pour servir de source et de fondement empirique à la prise de décisions stratégiques.

L'OCDE travaille sur des statistiques comparables dont le rôle d'outil de base pour la prise de décisions évolue rapidement. Cette évolution a deux facteurs principaux :

Premièrement, la crise a ouvert un débat sur la meilleure façon de mesurer le progrès dans nos sociétés et le bien-être des populations au-delà des mesures de la productivité. L'OCDE a inauguré la recherche dans ce domaine et continuera à conduire son application. Le troisième Forum mondial de l'OCDE « Statistiques, connaissances et politiques », qui s'est tenu à Busan du 27 au 30 octobre 2009 avec le concours du gouvernement coréen, a rassemblé des dirigeants politiques, universitaires et d'entreprises de premier niveau, qui ont témoigné ainsi leur dévouement à cet agenda. Le travail accompli produira un flot de nouveaux rapports statistiques et d'indicateurs dans les années à venir.

Deuxièmement, une des conséquences les plus manifestes de la crise est le changement d'architecture de la gouvernance mondiale, et la coopération et l'action conjointe qui en ont découlé entre économies développées et émergentes. Ce changement se manifeste principalement dans l'importance des sommets du G20, qui représentent le format à venir de la gouvernance économique mondiale à l'échelle des gouvernants, mais ils n'en sont pas la seule manifestation. Il nous faut différents forums pour mener le dialogue entre économies industrialisées, émergentes et en voie de développement. L'OCDE implique de plus en plus d'acteurs mondiaux essentiels dans son travail d'analyse et de décisions, et se prépare à inclure ces pays dans ses bases de données. Cette édition du *Panorama des statistiques de l'OCDE* fournit des informations sur les principales économies émergentes : Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Afrique du Sud. De plus, l'OCDE travaille à son élargissement : le Chili a ratifié l'accord d'adhésion en janvier, et l'Estonie, Israël, la Slovaquie et la Fédération de Russie sont engagés dans des discussions pour faire de même. Cette édition du *Panorama des statistiques de l'OCDE* comprend aussi des données concernant ces cinq pays candidats à l'adhésion.



Angel Gurría
Secrétaire général

PRÉFACE

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est la publication statistique horizontale la plus complète publiée par l'Organisation. C'est un outil d'évaluation des tendances à long terme des variables économiques, sociales et environnementales, des pays de l'OCDE à partir de données statistiques fiables et comparables. Il prend en compte l'ensemble des données disponibles au sein de l'Organisation, y compris celles provenant de trois organismes affiliés à l'OCDE, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) et la Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT).

Rédigé dans un langage non technique, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* a pour objectifs :

- de fournir à un large éventail d'utilisateurs un instrument unique contenant des données économiques, sociales et environnementales qui soient comparables, tout en se situant dans une optique nationale ;
- d'aider les utilisateurs à évaluer la situation et les performances d'un pays en examinant un large éventail de domaines ;
- d'encourager les lecteurs à chercher plus profondément dans la mine des statistiques de l'OCDE en citant les sources et en suggérant des ouvrages pour en savoir plus ;
- de mettre en lumière les problèmes de mesure, et de souligner les domaines où la comparabilité des statistiques est encore faible.

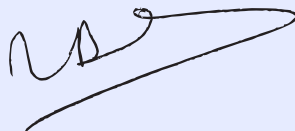
Les tableaux du *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont disponibles en ligne à l'adresse www.oecd-ilibrary.org/factbook. La version en ligne présente des séries temporelles plus longues et davantage de métadonnées que la version papier. Les données incluses dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont aussi utilisées pour produire les « Profils statistiques par pays » que l'on peut trouver sur www.oecd.org. Enfin, les données contenues dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE* peuvent faire l'objet d'une visualisation dynamique sur le Portail des statistiques de l'OCDE (www.oecd.org/statistics) grâce au logiciel eXplorer développé par le Centre national pour l'analyse visuelle.

Cette année, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* contient davantage de données et d'indicateurs concernant des pays qui sont en voie d'adhésion à l'OCDE (le Chili, l'Estonie, la Fédération de Russie et la Slovaquie) ainsi que les principaux pays émergents avec lesquels l'OCDE a développé un engagement renforcé (le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud).

Dans l'édition de cette année, le thème spécial traite de la crise économique et financière. Il présente un vaste ensemble d'indicateurs portant sur ses causes, ses conséquences et les principales mesures prises par les pouvoirs publics pour y répondre.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est le fruit des travaux des statisticiens de l'ensemble de l'Organisation et a été préparé en collaboration avec la Direction des relations extérieures et de la communication (PAC). Cette publication doit également beaucoup à l'action concertée des statisticiens de tous les pays de l'OCDE et de pays non membres, qui, depuis de nombreuses années, élaborent dans un grand nombre de domaines les statistiques que l'on trouvera dans cet ouvrage.

Marco Mira D'Ercole a édité la publication et coordonné la préparation de cette édition du *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Vincent Finat-Duclos, Michela Gamba, Ingrid Herrbach, Frédéric Parrot et Katia Sarrazin ont eu la responsabilité de la mise en forme du manuscrit.



Martine Durand

Chef statisticien et directrice de la Direction des statistiques

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Préface	5
Guide de l'utilisateur	8

Population et migration

POPULATION	12
Population totale	12
Population dépendante	16
Population par région	18
Personnes âgées par région	20
MIGRATION INTERNATIONALE	22
Population immigrée	22
Tendances des migrations	24
Migration et emploi	26
Migration et chômage	28

Production et revenu

PRODUCTION	32
Taille du PIB	32
Évolution du PIB	36
PIB par région	38
REVENUS, ÉPARGNE ET INVESTISSEMENTS	40
Revenu national par habitant	40
Revenu disponible des ménages	42
Épargne des ménages	44
Taux d'investissement	46
PRODUCTIVITÉ	48
Niveaux de la productivité du travail	48
Évolution de la productivité du travail	50
Productivité et croissance	52
Coûts unitaires de la main-d'œuvre	54
STRUCTURE ÉCONOMIQUE	56
Valeur ajoutée par activité	56
Évolution de la valeur ajoutée par activité	58
Petites et moyennes entreprises	60

Mondialisation

ÉCHANGES	64
Part des échanges internationaux dans le PIB	64
Échanges internationaux de biens	66
Échanges internationaux de services	70
Partenaires commerciaux	74
Balance des paiements	76
IDE ET ENTREPRISES MULTINATIONALES	78
Flux et stocks d'IDE	78
Emploi dans les filiales étrangères	82

Prix

PRIX, COÛT DU TRAVAIL ET TAUX D'INTÉRÊT	86
Indices des prix à la consommation	86
Indices des prix à la production	90
Rémunération du travail	92
Taux d'intérêt à long terme	94
PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE	96
Taux de conversion	96
Taux de change effectifs	100

Énergie

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE	106
Approvisionnement en énergie	106
Intensité énergétique	108
Approvisionnement en énergie par habitant	110
Production d'électricité	112
Énergie nucléaire	114
Contribution des énergies renouvelables	116
PRODUCTION ET PRIX DE L'ÉNERGIE	118
Production d'énergie	118
Production de pétrole	120
Prix du pétrole	122

Travail

EMPLOI ET HEURES TRAVAILLÉES	126
Taux d'emploi	126
Taux d'emploi par groupe d'âge	130
Emploi à temps partiel	132
Emploi non salarié	134
Emploi par région	136
Durée effective du travail	138
CHÔMAGE	140
Taux de chômage	140
Chômage de longue durée	144
Chômage par région	146

Science et technologie

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	150
Dépenses de recherche et développement	150
Chercheurs	152
Brevets	154
TIC	156
Taille du secteur des TIC	156
Investissement dans les TIC	158
Exportations d'équipements liés aux TIC	160
Ordinateur, Internet et télécommunications	162

Environnement

EAU ET RESSOURCES NATURELLES	166
Consommation d'eau	166
Pêcheries	168
AIR ET SOLS	170
Émissions de dioxyde de carbone	170
Déchets municipaux	172

Éducation

RÉSULTATS	176
Évaluation internationale des élèves	176
Élèves les plus performants	178
Carrières scientifiques : les attentes des filles et des garçons	180
Taux d'obtention d'un diplôme et taux d'entrée dans l'enseignement tertiaire	182
Niveau d'éducation	184
RESSOURCES	186
Conditions d'enseignement et d'apprentissage	186
Dépenses d'éducation par étudiant	188
Dépenses publiques et privées dans l'éducation	190

Finances publiques

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS	194
Dépenses, revenus et déficits publics	194
Dettes publiques	198
DÉPENSES PUBLIQUES	200
Dépenses sociales	200
Dépenses de santé	202
Dépenses de retraite publiques et privées	204
AUTRES DÉPENSES PUBLIQUES	206
Dépenses d'éducation	206
Dépenses de maintien de l'ordre et de défense	208
SOUTIENS À L'AGRICULTURE ET AIDE ÉTRANGÈRE	210
Soutien des administrations publiques à l'agriculture	210
Concours publics à la pêche	212
Aide publique au développement	214
FISCALITÉ	218
Recettes fiscales totales	218
Impôts applicables au salarié moyen	222

Qualité de vie

SANTÉ	226
Espérance de vie	226
Mortalité infantile	230
Obésité	232
INÉGALITÉ DES REVENUS ET PAUVRETÉ	234
Inégalité des revenus	234
Taux et intensité de la pauvreté	236
SOCIÉTÉ	238
Suicides	238
Bien-être subjectif	240
Bénéfices sociaux de l'éducation	242
Inactivité des jeunes	244
Tourisme – nuitées	246
SÉCURITÉ	248
Population carcérale	248
Véhicules routiers automobiles et accidents mortels de la route	250

Thème spécial :

De la crise à la reprise

Introduction	254
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	256
Produit intérieur brut	256
Production industrielle et vente au détail	258
Confiance des entreprises et des consommateurs	260
CONDITIONS FINANCIÈRES	262
Prix des actifs	262
Dettes et titrisation	264
COMMERCE EXTÉRIEUR ET FINANCES	266
Commerce international	266
Flux financiers internationaux	268
CONDITIONS DES MÉNAGES	270
Conséquences sur le marché du travail	270
Revenu des ménages	272
POLITIQUES ÉCONOMIQUES FACE À LA CRISE	274
Politique budgétaire	274
Politique monétaire	276
Index analytique	278

GUIDE DE L'UTILISATEUR

Présentation et contenu

- Chaque tableau ou groupe de tableaux est précédé d'un bref commentaire qui donne la définition des statistiques (Définition) et expose les principaux problèmes qui peuvent se poser lorsqu'on veut comparer les résultats des pays (Comparabilité). Pour éviter toute erreur d'interprétation, les tableaux doivent donc être lus en liaison avec le texte d'accompagnement.
- Les tableaux et graphiques sont aussi disponibles en tant que fichiers Excel à télécharger (voir ci-dessous). Dans leur version électronique, les tableaux peuvent inclure des séries plus longues. Ces versions peuvent également inclure des notes de bas de page donnant des précisions supplémentaires.
- En général, les médias s'intéressent surtout aux statistiques dans une optique à court terme (par exemple, comment ont évolué ces derniers mois l'emploi, les prix ou le PIB ?). Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* se situe dans une vision à plus long terme : le texte et les graphiques rendent compte essentiellement de l'évolution intervenue durant les quatorze années qui vont de 1995 à 2008. Cette perspective à long terme permet de comparer dans de bonnes conditions les succès et les échecs des politiques mises en œuvre pour améliorer le niveau de vie et le bien-être social dans les pays.
- Un grand nombre d'indicateurs du *Panorama des statistiques* a été normalisé en les rapportant au produit intérieur brut (PIB) de chaque pays. Lorsque le PIB doit être converti en une monnaie commune, on a utilisé les parités de pouvoir d'achat (PPA) au lieu des taux de change. Lorsque les PPA ont été appliquées, les différences de niveau de PIB traduisent uniquement les différences de volume des biens et services, les écarts de niveau de prix ayant été éliminés.

Conventions

Sauf indication contraire,

- Les *taux OCDE* couvrent uniquement les pays membres de l'OCDE qui apparaissent dans le tableau; quand la variable est un ratio ou une moyenne, le *total OCDE* est alors la moyenne pondérée des chiffres des pays.
- Les *moyennes OCDE* sont les moyennes arithmétiques non pondérées des pays membres de l'OCDE présentés dans le tableau.
- Pour chaque pays, les moyennes sur une période prennent uniquement en compte les années pour lesquelles les données sont disponibles. Le *taux moyen de croissance annuelle* d'une variable sur une période est la moyenne géométrique des taux de croissance annuels de cette variable au cours de cette période (le taux composé de croissance annuelle).
- La période couverte est précisée dans chaque tableau ou graphique. La mention *XXXX* ou *dernière année disponible* (où *XXXX* est une année) signifie que les données pour les années ultérieures n'ont pas été prises en compte.

Signes, abréviations et acronymes

- .. Valeur manquante; non applicable ou non disponible
- 0 Moins de la moitié du niveau de précision de l'unité de l'observation
- Zéro absolu
- | Rupture dans la série

USD Dollars des États-Unis

CAD	Comité d'aide au développement
BIT	Bureau international du travail
FMI	Fonds monétaire international
FIT	Forum international des transports
UIT	Union internationale des télécommunications
ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain
ONU	Nations Unies
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CEE ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
OMT	Organisation mondiale du tourisme
OMC	Organisation mondiale du commerce

Pour la plupart des graphiques, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* utilise les codes ISO des différents pays

AFRIC	Afrique	IRL	Irlande
ASME	Moyen-Orient	ISL	Islande
AUS	Australie	ISR	Israël
AUT	Autriche	ITA	Italie
BEL	Belgique	JPN	Japon
BRA	Brésil	KOR	Corée
CAN	Canada	LUX	Luxembourg
CHE	Suisse	MEX	Mexique
CHL	Chili	NLD	Pays-Bas
CHN	Chine	NMAM	Amérique non OCDE
CZE	République tchèque	NMAS	Asie non OCDE
DAC	Total CAD	NOC	Non OCDE
DEU	Allemagne	NOR	Norvège
DNK	Danemark	NZL	Nouvelle-Zélande
EA16	Zone euro	OECD	Total OCDE ou moyenne de l'OCDE
ESP	Espagne	POL	Pologne
EST	Estonie	PRT	Portugal
EU27	Union européenne (total ou moyenne)	RUS	Fédération de Russie
FIN	Finlande	SVK	République slovaque
FRA	France	SVN	Slovénie
G7M	Sept principaux pays	SWE	Suède
GBR	Royaume-Uni	TALIS	Moyenne TALIS
GRC	Grèce	TUR	Turquie
HUN	Hongrie	USA	États-Unis
IDN	Indonésie	XBL	Belgique-Luxembourg
IND	Inde	ZAF	Afrique du Sud

Statistiques concernant Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

StatLinks

Cet ouvrage offre une prestation unique, **StatLink**, qui permet de télécharger en version Excel[®] les graphiques et les tableaux. Le lien **StatLink** figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse Internet. Utilisez-le avec votre navigateur Internet pour obtenir les données en format Excel[®].

Pour de plus amples informations sur **StatLink**, voir : www.oecd.org/statistics/statlink.

Accéder aux publications de l'OCDE

- Les publications de l'OCDE citées dans le présent ouvrage sont disponibles via OECDiLibrary (www.oecd-ilibrary.org), la bibliothèque en ligne de l'OCDE.
- Tous les documents de travail de l'OCDE peuvent être téléchargés via OECDiLibrary.
- Toutes les bases de données mentionnées dans le livre peuvent également être consultées via OECDiLibrary.
- De plus, les versions imprimées de tous les livres de l'OCDE peuvent être achetées sur le site de vente par correspondance de l'OCDE, www.oecdbookshop.org.

Glossaire de termes statistiques

Le *Glossaire des termes statistiques*, en ligne, de l'OCDE (www.oecd.org/statistics/glossary) complète parfaitement le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Il contient près de 7 000 définitions de termes statistiques, acronymes et concepts, sous une forme très conviviale. Ces définitions proviennent essentiellement des directives et recommandations statistiques internationales formulées ces deux ou trois dernières décennies par des organisations comme les Nations Unies, le BIT, l'OCDE, Eurostat, le FMI et les instituts nationaux de la statistique.





POPULATION ET MIGRATION

POPULATION

POPULATION TOTALE

POPULATION DÉPENDANTE

POPULATION PAR RÉGION

PERSONNES ÂGÉES PAR RÉGION

MIGRATION INTERNATIONALE

POPULATION IMMIGRÉE

TENDANCES DES MIGRATIONS

MIGRATION ET EMPLOI

MIGRATION ET CHÔMAGE

POPULATION TOTALE

La taille et la croissance de la population d'un pays sont à la fois les causes et les conséquences des évolutions sociales et économiques. Le rythme de l'accroissement naturel de la population a ralenti dans tous les pays de l'OCDE.

Définition

Les données se rapportent à la population résidente. Pour des pays qui ont des colonies, des protectorats ou d'autres possessions territoriales outre-mer, les statistiques n'englobent pas, en règle générale, les populations résidant dans ces territoires. Les taux de croissance correspondent aux variations annuelles de la population résultant du solde des naissances, des décès et de l'immigration nette au cours de l'année.

Le taux de fécondité total est le nombre total d'enfants qu'aurait chaque femme si elle devait vivre jusqu'à la fin de sa période de procréation et donner naissance à des enfants selon les taux de fécondité observés pour des tranches d'âge spécifiques.

Comparabilité

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les statistiques de la population sont basées sur des recensements réguliers réalisés tous les dix ans, et, pour les années intermédiaires, sur les données administratives relatives aux migrations. Dans plusieurs pays européens, les données proviennent intégralement de registres administratifs. En règle générale, les statistiques démographiques des pays de l'OCDE présentent un bon degré de comparabilité.

En bref

En 2007, les pays de l'OCDE regroupaient 18 % de la population mondiale, estimée à 6.7 milliards de personnes. La Chine en représentait 20 % et l'Inde 18 %. À l'intérieur de la zone OCDE, les États-Unis comptaient pour 25 % de la population totale, suivis par le Japon (11 %), le Mexique (9 %), l'Allemagne (7 %) et la Turquie (6 %).

Entre 2004 et 2007, des taux de croissance démographique nettement supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE (0.7 % par an) ont été enregistrés en Islande, au Mexique et en Turquie (pays à forte natalité) ainsi qu'en Australie, au Canada, au Luxembourg, en Irlande, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, en Espagne et aux États-Unis (pays à fort excédent migratoire). En Hongrie et en Pologne, la population a décliné en raison à la fois de faibles taux de natalité et d'un solde migratoire négatif. Le Japon et la République slovaque ont enregistré des taux de croissance démographique très bas, mais tout de même positifs. Jusqu'au milieu du siècle, on estime que la population des pays de l'OCDE va augmenter de moins de 0.3 % par an.

Les taux de fécondité totaux ont fortement chuté dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies, passant en moyenne de 2.7 en 1970 à 1.6 enfant par femme en âge de procréer au début des années 2000. Dans tous les pays de l'OCDE, les taux de fécondité ont reculé parmi les femmes jeunes et ont augmenté chez les femmes plus âgées. Depuis 2002, on a observé une modeste remontée des taux de fécondité totaux, pour atteindre une moyenne de 1.7 % en 2008. En 2008, le taux de fécondité total est descendu en dessous de son niveau de remplacement de 2.1 dans tous les pays de l'OCDE à l'exception de la Nouvelle-Zélande, de l'Islande, de l'Irlande, du Mexique, de la Turquie et des États-Unis.

À noter que, pour certains pays, les chiffres de population indiqués ne sont pas ceux qui sont utilisés pour calculer le PIB et d'autres statistiques économiques par habitant. À cela plusieurs raisons, mais les écarts entre les deux séries de données sont faibles.

Les projections démographiques sont tirées des sources nationales lorsque celles-ci sont mises à disposition mais, pour certains pays, elles sont basées sur les projections de l'ONU ou d'Eurostat; les projections mondiales proviennent de l'ONU. Toutes les projections démographiques requièrent des hypothèses sur les futures tendances de l'espérance de vie, des taux de fertilité et de la migration. Souvent, un ensemble de projections est produit en utilisant différentes hypothèses sur ces futures tendances. Les estimations présentées ici correspondent aux variantes médianes ou centrales.

Source

- Pour les pays membres : sources nationales, Nations Unies et Eurostat.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Russie et l'Afrique du Sud : *Perspectives de la population mondiale, 1950-2050* (Révision de 2006), Nations Unies, New York.
- Taux de fécondité : OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris (voir www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Bagnoli, P., T. Goeschl et E. Kovacs (2008), *Politiques de la biodiversité : Impacts socio-économiques, enjeux et stratégies d'action des pouvoirs publics*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Maddison, A. (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.theworlddeconomy.org.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris (voir www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG).

Publications méthodologiques

- d'Addio, A.C. et M. Mira d'Ercole (2005), *Trends and Determinants of Fertility Rates: The Role of Policies, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE*, n° 27, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

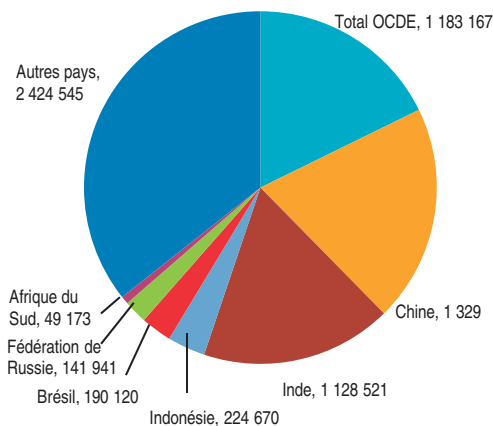
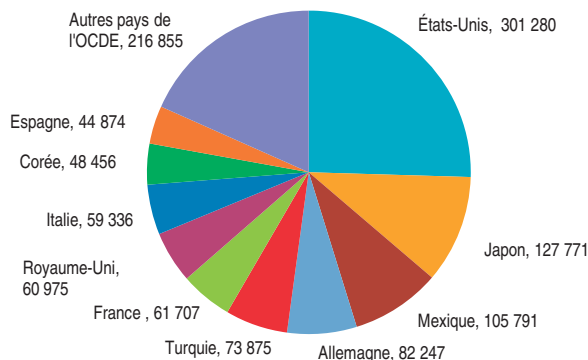
- Statistiques de l'emploi.
- La Base de données de l'OCDE sur la famille (voir www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees).
- World Bank – World Development Indicators.

Sites Internet

- Perspectives de la population mondiale : *The 2008 Revision Population Database*, <http://esa.un.org/unpp>.


Population
 Milliers

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2020	2050
Allemagne	81 915	82 035	82 047	82 100	82 212	82 350	82 488	82 534	82 516	82 469	82 376	82 247	82 635	74 422
Australie	18 311	18 518	18 711	18 926	19 153	19 413	19 651	19 895	20 127	20 395	20 698	21 015	23 663	28 081
Autriche	7 959	7 968	7 977	7 992	8 012	8 043	8 084	8 118	8 175	8 233	8 282	8 315	8 651	8 986
Belgique	10 157	10 181	10 203	10 226	10 251	10 287	10 333	10 376	10 421	10 479	10 548	10 626	10 801	10 897
Canada	29 611	29 907	30 157	30 404	30 689	31 021	31 373	31 676	31 995	32 312	32 649	32 976	36 344	41 896
Corée	45 525	45 954	46 287	46 617	47 008	47 357	47 622	47 859	48 039	48 138	48 297	48 456	49 326	42 343
Danemark	5 262	5 284	5 301	5 319	5 337	5 355	5 374	5 387	5 401	5 416	5 435	5 457	5 582	5 621
Espagne	39 479	39 583	39 722	39 927	40 264	40 721	41 314	42 005	42 692	43 398	44 068	44 874	45 568	42 703
États-Unis	269 394	272 647	275 854	279 040	282 158	284 915	287 502	289 986	292 806	295 583	298 442	301 280	341 387	439 010
Finlande	5 125	5 140	5 153	5 165	5 176	5 188	5 201	5 213	5 228	5 246	5 266	5 289	5 538	5 747
France	58 026	58 207	58 398	58 673	59 049	59 454	59 863	60 264	60 643	60 996	61 353	61 707	65 102	69 993
Grèce	10 709	10 777	10 835	10 883	10 917	10 950	10 988	11 024	11 062	11 104	11 149	11 193	11 426	10 605
Hongrie	10 311	10 290	10 267	10 238	10 211	10 188	10 159	10 130	10 107	10 087	10 071	10 050	9 856	8 718
Irlande	3 626	3 664	3 703	3 742	3 790	3 847	3 917	3 980	4 045	4 134	4 240	4 339	4 774	5 482
Islande	269	271	274	277	281	285	288	289	293	296	304	311	327	355
Italie	56 856	56 886	56 902	56 912	56 937	56 972	57 151	57 597	58 167	58 597	58 931	59 336	59 001	55 710
Japon	125 864	126 166	126 486	126 686	126 926	127 291	127 435	127 619	127 687	127 768	127 770	127 771	122 735	95 152
Luxembourg	414	419	425	430	436	442	446	452	458	465	473	480	523	644
Mexique	93 130	94 478	95 790	97 115	98 439	99 716	100 909	102 000	103 002	103 947	104 874	105 791	115 762	121 856
Norvège	4 381	4 405	4 431	4 462	4 491	4 514	4 538	4 565	4 592	4 623	4 661	4 709	5 061	5 854
Nouvelle-Zélande	3 732	3 781	3 815	3 835	3 858	3 881	3 949	4 027	4 088	4 134	4 185	4 228	4 565	5 046
Pays-Bas	15 531	15 611	15 707	15 812	15 926	16 046	16 149	16 225	16 282	16 320	16 346	16 382	16 762	16 789
Pologne	38 289	38 292	38 284	38 270	38 258	38 248	38 232	38 195	38 180	38 161	38 132	38 116	37 038	33 576
Portugal	10 058	10 091	10 129	10 172	10 226	10 293	10 368	10 441	10 502	10 549	10 584	10 608	10 501	9 332
Rép. slovaque	5 374	5 383	5 391	5 395	5 401	5 380	5 379	5 379	5 383	5 387	5 391	5 398	5 417	4 880
Rép. tchèque	10 315	10 304	10 295	10 283	10 273	10 224	10 201	10 202	10 207	10 234	10 267	10 323	10 287	9 457
Royaume-Uni	58 164	58 314	58 475	58 684	58 886	59 114	59 324	59 557	59 846	60 238	60 587	60 975	66 754	76 959
Suède	8 841	8 846	8 851	8 858	8 872	8 896	8 925	8 958	8 994	9 030	9 081	9 148	9 658	10 490
Suisse	7 072	7 089	7 110	7 144	7 184	7 230	7 285	7 339	7 390	7 437	7 484	7 550	7 993	8 067
Turquie	62 911	64 063	65 214	66 338	67 393	68 367	69 304	70 231	71 151	72 065	72 971	73 875	84 301	96 498
Total UE27	477 367	478 051	478 674	479 562	480 808	482 159	483 825	485 841	487 988	490 103	492 076	494 269	500 487	484 603
Total OCDE	1 096 611	1 104 556	1 112 194	1 119 926	1 128 050	1 136 184	1 144 135	1 151 981	1 159 853	1 167 527	1 175 228	1 183 167	1 249 678	1 318 459
Afrique du Sud	42 167	42 890	43 562	44 215	44 872	45 536	46 197	46 849	47 477	48 073	48 639	49 173	52 671	56 802
Bésil	164 157	166 650	169 162	171 675	174 175	176 659	179 123	181 537	183 864	186 075	188 158	190 120	209 051	218 512
Chili	14 631	14 840	15 039	15 231	15 419	15 602	15 780	15 955	16 127	16 297	16 467	16 636	18 639	20 657
Chine	1 223 083	1 234 764	1 245 993	1 256 729	1 266 954	1 276 684	1 285 984	1 294 940	1 303 667	1 312 253	1 320 724	1 329 090	1 431 155	1 417 405
Estonie	1 418	1 402	1 389	1 379	1 370	1 363	1 357	1 353	1 349	1 347	1 345	1 343	1 333	1 233
Féd. de Russie	148 284	148 003	147 648	147 205	146 670	146 042	145 339	144 598	143 864	143 170	142 530	141 941	135 406	116 097
Inde	935 960	954 298	972 746	991 287	1 009 914	1 028 610	1 045 547	1 062 388	1 079 117	1 095 722	1 112 186	1 128 521	1 326 155	..
Indonésie	194 264	197 014	199 760	202 513	205 280	208 064	210 858	213 656	216 443	219 210	221 954	224 670	254 218	288 110
Israël	5 534	5 683	5 821	5 954	6 084	6 211	6 334	6 454	6 573	6 692	6 811	6 932	8 307	10 649
Slovénie	1 972	1 976	1 979	1 982	1 985	1 988	1 991	1 994	1 997	2 001	2 005	2 010	2 053	1 954
Monde	5 801 566	5 883 317	5 964 309	6 044 563	6 124 124	6 202 980	6 281 210	6 359 055	6 436 827	6 514 751	6 592 901	6 671 227	7 667 090	9 191 287

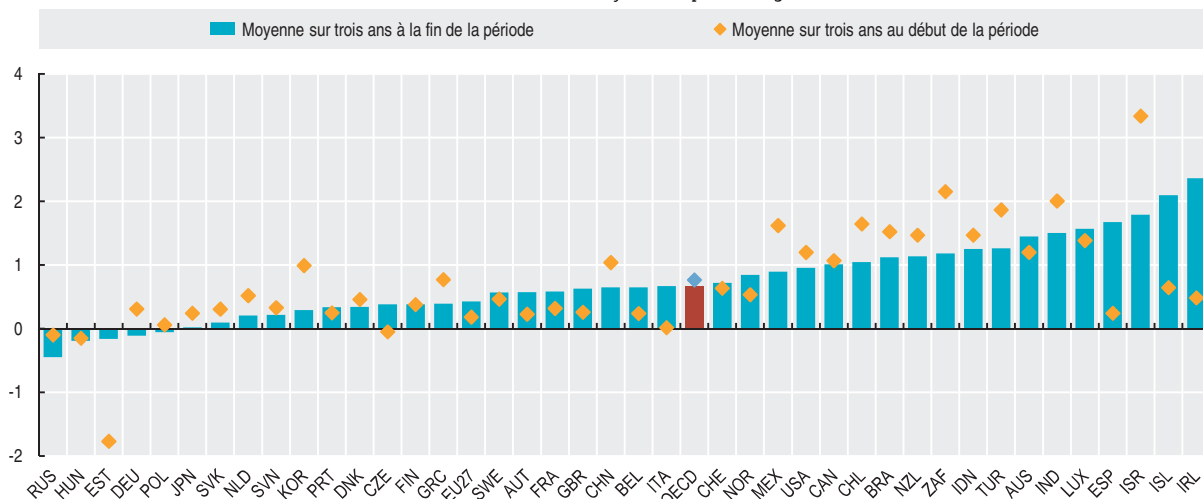
 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823560113307>
Population mondiale
 Milliers, année 2007

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817451835814>
Population de l'OCDE
 Milliers, année 2007

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817532305520>

Taux de croissance de la population
Croissance annuelle en pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	0.35	0.29	0.29	0.15	0.02	0.06	0.14	0.17	0.17	0.06	-0.02	-0.06	-0.11	-0.16
Australie	1.06	1.22	1.32	1.13	1.05	1.15	1.20	1.36	1.23	1.24	1.17	1.33	1.49	1.53
Autriche	0.39	0.15	0.14	0.11	0.11	0.19	0.24	0.39	0.51	0.42	0.70	0.72	0.59	0.40
Belgique	0.31	0.21	0.20	0.24	0.21	0.23	0.24	0.34	0.45	0.42	0.43	0.55	0.66	0.74
Canada	1.11	1.05	1.05	1.00	0.84	0.82	0.94	1.08	1.13	0.97	1.01	0.99	1.04	1.00
Corée	1.01	1.01	0.96	0.94	0.72	0.71	0.84	0.74	0.56	0.50	0.38	0.21	0.33	0.33
Danemark	0.30	0.44	0.64	0.43	0.32	0.34	0.34	0.33	0.36	0.24	0.26	0.27	0.34	0.42
Espagne	0.27	0.23	0.23	0.26	0.35	0.52	0.84	1.14	1.46	1.67	1.64	1.65	1.54	1.83
États-Unis	1.23	1.20	1.17	1.21	1.18	1.15	1.12	0.98	0.91	0.86	0.97	0.95	0.97	0.95
Finlande	0.43	0.38	0.33	0.30	0.27	0.23	0.21	0.23	0.24	0.24	0.29	0.34	0.38	0.43
France	0.33	0.32	0.31	0.31	0.33	0.47	0.64	0.69	0.69	0.67	0.63	0.58	0.58	0.58
Grèce	0.84	0.77	0.70	0.63	0.54	0.44	0.32	0.30	0.34	0.33	0.35	0.38	0.40	0.40
Hongrie	-0.14	-0.14	-0.17	-0.20	-0.23	-0.28	-0.26	-0.23	-0.28	-0.29	-0.22	-0.20	-0.16	-0.21
Irlande	0.33	0.43	0.69	1.05	1.06	1.04	1.28	1.52	1.82	1.60	1.64	2.19	2.56	2.34
Islande	0.84	0.52	0.58	0.74	1.06	1.24	1.43	1.39	0.88	0.60	1.15	1.12	2.86	2.32
Italie	0.02	0.00	0.03	0.05	0.03	0.02	0.04	0.06	0.31	0.78	0.99	0.74	0.57	0.69
Japon	0.26	0.24	0.23	0.24	0.25	0.16	0.19	0.29	0.11	0.14	0.05	0.06	0.00	0.00
Luxembourg	1.37	1.42	1.37	1.26	1.25	1.36	1.35	1.20	1.05	1.22	1.43	1.54	1.61	1.56
Mexique	1.71	1.62	1.53	1.45	1.39	1.38	1.36	1.30	1.20	1.08	0.98	0.92	0.89	0.87
Norvège	0.57	0.52	0.51	0.54	0.60	0.69	0.65	0.51	0.54	0.59	0.59	0.68	0.81	1.04
Nouvelle-Zélande	1.34	1.47	1.60	1.32	0.89	0.53	0.59	0.59	1.75	1.99	1.50	1.14	1.23	1.04
Pays-Bas	0.60	0.50	0.46	0.52	0.62	0.67	0.72	0.76	0.64	0.47	0.35	0.23	0.16	0.22
Pologne	0.08	0.06	0.04	0.01	-0.02	-0.04	-0.03	-0.03	-0.04	-0.10	-0.04	-0.05	-0.08	-0.04
Portugal	0.22	0.26	0.27	0.33	0.38	0.42	0.53	0.66	0.73	0.70	0.58	0.45	0.33	0.23
République slovaque	0.43	0.30	0.19	0.18	0.14	0.08	0.10	-0.39	-0.02	0.00	0.07	0.09	0.07	0.12
République tchèque	0.05	-0.05	-0.15	-0.11	-0.08	-0.12	-0.10	-0.47	-0.23	0.01	0.05	0.27	0.32	0.55
Royaume-Uni	0.26	0.28	0.24	0.26	0.28	0.36	0.34	0.39	0.36	0.39	0.48	0.66	0.58	0.64
Suède	0.71	0.53	0.16	0.06	0.06	0.08	0.16	0.27	0.33	0.37	0.39	0.40	0.56	0.74
Suisse	0.80	0.67	0.44	0.24	0.30	0.48	0.56	0.63	0.76	0.74	0.69	0.64	0.63	0.88
Turquie	1.89	1.86	1.85	1.83	1.80	1.72	1.59	1.45	1.37	1.34	1.31	1.28	1.26	1.24
Total UE27	0.21	0.18	0.16	0.14	0.13	0.19	0.26	0.28	0.35	0.42	0.44	0.43	0.40	0.45
Total OCDE	0.79	0.76	0.74	0.72	0.69	0.70	0.73	0.72	0.70	0.69	0.68	0.66	0.66	0.68
Afrique du Sud	2.38	2.16	1.92	1.71	1.57	1.50	1.49	1.48	1.45	1.41	1.34	1.26	1.18	1.10
Brésil	1.53	1.52	1.52	1.52	1.51	1.49	1.46	1.43	1.39	1.35	1.28	1.20	1.12	1.04
Chili	1.76	1.65	1.53	1.43	1.34	1.28	1.23	1.19	1.14	1.11	1.08	1.06	1.04	1.03
Chine	1.08	1.04	1.00	0.96	0.91	0.86	0.81	0.77	0.73	0.70	0.67	0.66	0.65	0.63
Estonie	-2.05	-1.80	-1.46	-1.16	-0.90	-0.73	-0.64	-0.55	-0.42	-0.32	-0.24	-0.20	-0.16	-0.13
Fédération de Russie	-0.05	-0.10	-0.14	-0.19	-0.24	-0.30	-0.36	-0.43	-0.48	-0.51	-0.51	-0.48	-0.45	-0.41
Inde	2.03	2.01	1.98	1.96	1.93	1.91	1.88	1.85	1.65	1.61	1.57	1.54	1.50	1.47
Indonésie	1.50	1.47	1.44	1.42	1.39	1.38	1.37	1.36	1.34	1.33	1.30	1.28	1.25	1.22
Israël	3.69	3.35	2.98	2.68	2.44	2.28	2.18	2.09	1.98	1.89	1.84	1.81	1.79	1.77
Slovénie	0.39	0.33	0.27	0.22	0.18	0.16	0.15	0.15	0.14	0.15	0.16	0.19	0.21	0.24
Monde	1.51	1.48	1.44	1.41	1.38	1.35	1.32	1.29	1.26	1.24	1.22	1.21	1.20	1.19

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823587486160>

Taux de croissance de la population
Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817541454352>



Taux de fécondité

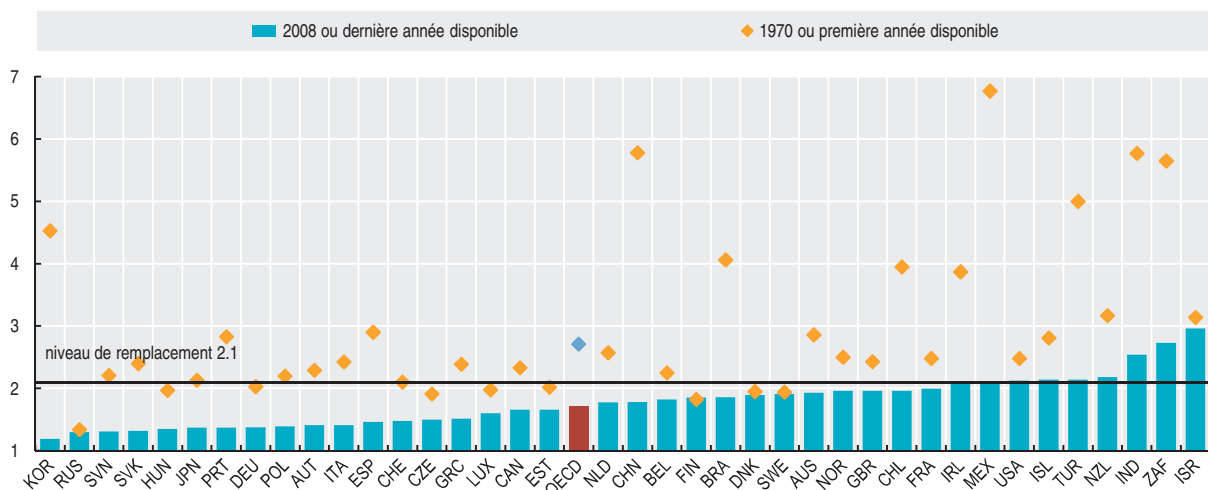
Nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans

	1970	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	2.03	1.32	1.37	1.36	1.36	1.38	1.35	1.34	1.34	1.36	1.34	1.33	1.37	1.38
Australie	2.86	1.80	1.78	1.76	1.76	1.76	1.73	1.76	1.75	1.76	1.79	1.82	1.93	..
Autriche	2.29	1.45	1.39	1.37	1.34	1.36	1.33	1.39	1.38	1.42	1.41	1.41	1.38	1.41
Belgique	2.25	1.59	1.61	1.60	1.62	1.72	1.76	1.65	1.72	1.76	1.77	1.80	1.81	1.82
Canada	2.33	1.62	1.58	1.54	1.51	1.49	1.51	1.50	1.53	1.53	1.54	1.59	1.66	..
Corée	4.53	1.57	1.52	1.45	1.41	1.47	1.30	1.17	1.18	1.15	1.08	1.12	1.25	1.19
Danemark	1.95	1.75	1.75	1.72	1.74	1.77	1.75	1.72	1.76	1.78	1.80	1.85	1.85	1.89
Espagne	2.90	1.16	1.18	1.16	1.19	1.23	1.24	1.26	1.31	1.33	1.35	1.38	1.40	1.46
États-Unis	2.48	1.98	1.97	2.00	2.01	2.06	2.03	2.01	2.04	2.05	2.05	2.10	2.12	..
Finlande	1.83	1.76	1.75	1.71	1.73	1.73	1.73	1.72	1.76	1.80	1.80	1.84	1.83	1.85
France	2.48	1.73	1.73	1.76	1.79	1.87	1.88	1.86	1.87	1.90	1.92	1.98	1.96	2.00
Grèce	2.39	1.30	1.31	1.29	1.28	1.27	1.26	1.27	1.29	1.31	1.34	1.41	1.42	1.51
Hongrie	1.97	1.46	1.38	1.33	1.29	1.33	1.31	1.31	1.28	1.28	1.32	1.35	1.32	1.35
Irlande	3.87	1.89	1.94	1.95	1.91	1.90	1.96	1.98	1.98	1.95	1.88	1.90	2.03	2.10
Islande	2.81	2.12	2.04	2.05	1.99	2.08	1.95	1.93	1.99	2.03	2.05	2.07	2.09	2.14
Italie	2.43	1.22	1.23	1.21	1.23	1.26	1.25	1.27	1.29	1.33	1.32	1.35	1.38	1.41
Japon	2.13	1.43	1.39	1.38	1.34	1.36	1.33	1.32	1.29	1.29	1.26	1.32	1.34	1.37
Luxembourg	1.98	1.76	1.71	1.67	1.71	1.78	1.66	1.63	1.62	1.66	1.62	1.64	1.61	1.60
Mexique	6.77	2.84	2.74	2.71	2.73	2.77	2.60	2.46	2.34	2.25	2.20	2.17	2.13	2.10
Norvège	2.50	1.89	1.86	1.81	1.85	1.85	1.78	1.75	1.80	1.83	1.84	1.90	1.90	1.96
Nouvelle-Zélande	3.17	1.96	1.96	1.89	1.97	1.98	1.97	1.89	1.93	1.98	1.97	2.01	2.17	2.18
Pays-Bas	2.57	1.53	1.56	1.63	1.65	1.72	1.71	1.73	1.75	1.73	1.71	1.72	1.72	1.77
Pologne	2.20	1.53	1.47	1.41	1.37	1.37	1.32	1.25	1.22	1.23	1.24	1.27	1.31	1.39
Portugal	2.83	1.44	1.47	1.48	1.51	1.56	1.46	1.47	1.44	1.40	1.41	1.36	1.33	1.37
République slovaque	2.40	1.47	1.43	1.37	1.33	1.29	1.20	1.19	1.20	1.24	1.25	1.24	1.25	1.32
République tchèque	1.91	1.19	1.17	1.16	1.13	1.14	1.15	1.17	1.18	1.23	1.28	1.33	1.44	1.50
Royaume-Uni	2.43	1.73	1.72	1.71	1.68	1.64	1.63	1.64	1.71	1.77	1.79	1.84	1.90	1.96
Suède	1.94	1.61	1.53	1.51	1.50	1.55	1.57	1.65	1.72	1.75	1.77	1.85	1.88	1.91
Suisse	2.10	1.50	1.48	1.47	1.48	1.50	1.38	1.39	1.39	1.42	1.42	1.44	1.46	1.48
Turquie	5.00	2.69	2.63	2.56	2.48	2.27	2.25	2.24	2.22	2.23	2.20	2.17	2.15	2.14
Moyenne OCDE	2.71	1.68	1.65	1.63	1.63	1.65	1.61	1.60	1.61	1.62	1.62	1.65	1.68	1.71
Afrique du Sud	5.65	3.04	3.00	2.97	2.93	2.90	2.86	2.84	2.82	2.80	2.78	2.73	..	..
Brésil	..	2.48	2.45	2.43	2.41	2.39	2.34	2.27	2.20	2.13	2.06	1.99	1.93	1.86
Chili	3.95	2.28	2.21	2.17	2.12	2.08	2.04	2.00	1.99	1.98	1.97	1.96	..	..
Chine	5.78	1.91	1.90	1.90	1.89	1.89	1.89	1.88	1.88	1.85	1.81	1.78	..	..
Estonie	..	1.37	1.32	1.28	1.32	1.39	1.34	1.37	1.37	1.47	1.50	1.55	1.64	1.66
Fédération de Russie	..	1.27	1.22	1.23	1.16	1.19	1.22	1.29	1.32	1.34	1.29	1.30	..	..
Inde	5.77	3.35	3.30	3.22	3.15	3.07	3.00	2.92	2.92	2.68	2.61	2.54	..	..
Israël	..	2.94	2.93	2.98	2.94	2.95	2.89	2.89	2.95	2.90	2.84	2.88	2.90	2.96
Slovénie	2.21	1.28	1.25	1.23	1.21	1.26	1.21	1.21	1.20	1.25	1.26	1.31	1.31	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823625874732>

Taux de fécondité

Nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817542708333>

POPULATION DÉPENDANTE

Les tendances démographiques dans les pays de l'OCDE ont entraîné une forte augmentation de la part de la population dépendante (c'est-à-dire la somme des personnes âgées et des jeunes) dans la population totale, et cette tendance est appelée à se poursuivre. Ces tendances ne sont pas sans conséquence pour les dépenses publiques et privées de retraite, de santé, et d'éducation, mais aussi, plus généralement, pour la croissance économique et le bien-être.

Définition

La population est la population qui réside effectivement dans le pays, c'est-à-dire toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui a un lieu permanent de résidence dans le pays. Les prévisions démographiques par âge et par genre proviennent de sources nationales lorsqu'il en existe ou, dans certains cas, des bases de données statistiques d'Eurostat et de l'ONU.

La population âgée comprend les personnes âgées de 65 ans et plus, la population jeune comprend les personnes âgées de moins de 15 ans. La part de la population dépendante est calculée comme le ratio de la somme des populations âgées et jeunes sur le total de la population.

En bref

La part de la population dépendante reflète les effets combinés des taux de fécondité et d'une espérance de vie plus longue. En 2005, cette part était plus large dans les pays émergents (entre 34 % au Brésil et en Indonésie, et 38 % en Inde) que dans la plupart des pays de l'OCDE (où elle atteignait 33 % en moyenne).

D'ici 2050, on prévoit que la part de la population dépendante va croître fortement dans tous les pays de l'OCDE jusqu'à atteindre un taux moyen de 41,6 %, et ne décliner qu'en Inde et en Afrique du Sud. La part de la population dépendante devrait dépasser les 45 % en Italie, au Japon, en Corée et en Espagne d'ici là.

La population jeune représente environ 30 % de la population totale dans le monde, et environ 20 % dans la zone OCDE. En raison de taux de fécondité plus bas, on prévoit que cette part décline jusqu'à représenter moins de 20 % au niveau mondial en 2050, et environ 15 % dans la zone OCDE.

En 2005, la part des personnes âgées dans la population totale allait de moins de 4 % en Afrique du Sud, en Inde, en Indonésie et au Mexique, et plus de 18 % en Grèce, en Allemagne, au Japon et en Italie. D'ici 2050, on prévoit que cette part ne sera inférieure à 10 % qu'en Afrique du Sud, et dépassera le tiers de la population totale en Italie, au Japon, en Corée et en Espagne.

Comparabilité

Toutes les prévisions démographiques reposent sur des hypothèses concernant les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de fécondité et du solde migratoire. Hypothèses qui peuvent varier selon les pays. Comme on fait souvent plusieurs séries de calculs en fonction de diverses hypothèses, il a été décidé de présenter ici les estimations correspondant au scénario central ou médian.

Source

- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Eurostat, Nations Unies, sources nationales et estimations de l'OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Burniaux, J.-M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), *Coping with Ageing, Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 371, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Ageing and Transport Mobility Needs and Safety Issues*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Ageing, Housing and Urban Development*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Vieillesse et politiques de l'emploi*, séries, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Vieillesse et service public : Le défi des ressources humaines*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les pensions dans les pays de l'OCDE : Panorama des politiques publiques – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Les pensions dans les pays de l'OCDE 2009 : Panorama des systèmes de retraite*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonneuve et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth, Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 420, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (1997), *Principaux indicateurs économiques : avril 1997*, vol. 4, « Sources et méthodes : Statistiques de la main-d'œuvre et des salaires », OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.



Part de la population dépendante

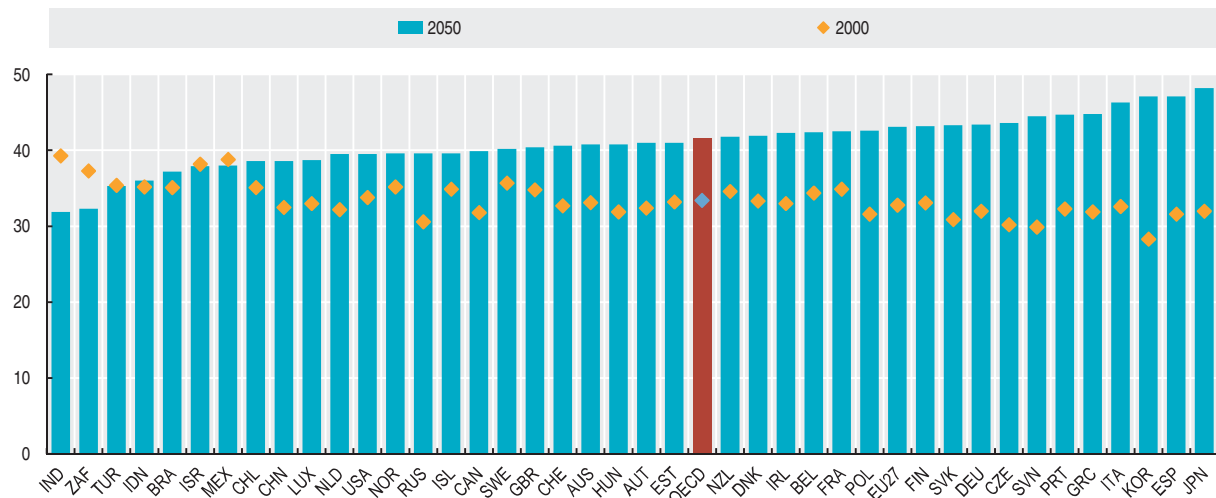
En pourcentage de la population totale

	Jeune population (âgée de moins de 15 ans)							Population âgée (65 ans et plus)						
	2000	2005	2010	2020	2030	2040	2050	2000	2005	2010	2020	2030	2040	2050
Allemagne	15.6	14.3	13.6	13.0	12.7	12.0	11.9	16.4	18.9	20.4	22.7	27.8	31.1	31.5
Australie	20.7	19.7	18.4	17.0	16.2	15.5	15.1	12.4	12.9	14.3	18.3	22.2	24.5	25.7
Autriche	17.0	16.0	14.9	14.4	14.3	13.8	13.6	15.4	16.3	17.4	19.3	23.4	26.4	27.4
Belgique	17.6	17.1	16.3	15.7	15.4	14.8	14.7	16.8	17.2	17.6	20.7	24.9	27.4	27.7
Canada	19.2	17.6	16.2	15.3	14.7	13.8	13.6	12.6	13.1	14.1	18.2	23.1	25.0	26.3
Corée	21.1	19.2	16.2	12.4	11.4	10.3	8.9	7.2	9.1	11.0	15.6	24.3	32.5	38.2
Danemark	18.5	18.8	17.9	16.3	16.8	16.9	16.5	14.8	15.1	16.8	20.9	24.1	26.2	25.4
Espagne	14.8	14.5	14.9	14.1	11.6	11.3	11.4	16.8	16.7	17.4	20.0	25.1	31.6	35.7
États-Unis	21.4	20.7	20.1	20.0	19.5	19.3	19.3	12.4	12.4	13.0	16.1	19.3	20.0	20.2
Finlande	18.2	17.4	16.5	16.6	16.1	15.5	15.6	14.9	15.9	17.3	22.8	26.2	27.0	27.6
France	18.8	18.4	18.3	17.5	16.7	16.5	16.3	16.1	16.4	16.7	20.3	23.4	25.6	26.2
Grèce	15.3	14.4	14.2	14.0	12.6	12.1	12.3	16.6	18.3	18.9	21.3	24.8	29.4	32.5
Hongrie	16.8	15.5	14.8	15.1	14.4	13.7	13.9	15.1	15.7	16.7	20.1	21.5	23.9	26.9
Irlande	21.8	20.6	21.0	19.7	16.8	16.1	16.0	11.2	11.1	11.9	14.9	18.5	22.4	26.3
Islande	23.3	22.1	20.8	19.7	19.0	18.2	18.1	11.6	11.7	12.4	15.5	19.2	20.9	21.5
Italie	14.3	14.1	14.0	13.1	12.1	12.4	12.7	18.3	19.6	20.5	23.3	27.3	32.2	33.6
Japon	14.6	13.8	13.0	10.8	9.7	9.3	8.6	17.4	20.2	23.1	29.2	31.8	36.5	39.6
Luxembourg	18.9	18.5	17.8	17.0	17.3	16.9	16.6	14.1	14.1	14.6	16.6	20.0	22.3	22.1
Mexique	34.1	31.3	28.1	23.2	20.8	18.5	16.8	4.7	5.2	5.9	8.1	11.8	16.7	21.2
Norvège	20.0	19.6	18.7	17.5	17.5	16.9	16.4	15.2	14.7	15.1	18.0	20.6	22.9	23.2
Nouvelle-Zélande	22.8	21.5	20.3	18.1	16.9	16.3	15.6	11.8	12.0	13.3	17.1	21.9	25.2	26.2
Pays-Bas	18.6	18.4	17.5	15.9	16.1	16.2	16.0	13.6	14.2	15.5	19.8	23.4	25.0	23.5
Pologne	19.4	16.5	14.7	14.5	14.1	12.8	13.0	12.2	13.2	13.5	18.5	22.7	25.0	29.6
Portugal	16.1	15.6	15.5	14.0	12.7	12.9	13.1	16.2	17.1	17.5	20.1	23.9	28.2	31.6
République slovaque	19.5	16.8	14.8	14.6	13.4	12.6	13.2	11.4	11.7	12.8	17.3	21.6	25.0	30.1
République tchèque	16.4	14.8	13.6	13.7	12.7	12.2	12.4	13.8	14.1	15.4	20.1	22.7	26.5	31.2
Royaume-Uni	19.0	17.9	17.4	17.8	16.9	16.3	16.3	15.8	16.0	16.5	19.0	21.9	23.7	24.1
Suède	18.4	17.4	16.4	17.2	17.1	16.4	16.6	17.3	17.3	18.5	21.2	22.8	24.0	23.6
Suisse	17.4	16.1	15.0	14.0	13.6	13.0	12.7	15.3	15.9	17.2	20.2	24.2	27.0	27.9
Turquie	30.0	28.4	26.6	23.2	21.1	19.1	17.7	5.4	5.9	6.3	7.8	10.4	14.2	17.6
Total UE27	17.1	16.0	15.4	14.9	14.1	13.7	13.8	15.7	16.7	17.5	20.6	24.4	27.7	29.3
Total OCDE	20.4	19.3	18.4	17.2	16.4	15.9	15.8	13.0	13.8	14.8	18.0	21.5	24.2	25.8
Afrique du Sud	33.6	31.7	30.3	28.6	26.2	24.3	22.5	3.7	4.1	4.6	6.3	7.9	8.5	9.8
Brésil	29.6	27.5	25.5	20.1	17.0	15.3	14.7	5.5	6.2	6.9	9.6	13.7	17.7	22.5
Chili	27.8	24.9	22.3	20.2	18.6	17.2	16.5	7.3	8.1	9.2	12.1	16.8	20.2	22.1
Chine	25.7	22.0	19.9	18.7	16.9	15.3	15.3	6.8	7.6	8.2	11.7	15.9	21.8	23.3
Estonie	18.1	15.2	15.4	18.3	16.9	15.3	16.8	15.1	16.7	17.1	18.6	20.7	22.0	24.2
Fédération de Russie	18.2	15.1	15.0	16.7	15.2	14.7	16.2	12.4	13.8	12.9	15.4	19.4	20.5	23.4
Inde	35.0	33.1	30.8	26.7	22.8	19.7	18.2	4.3	4.6	4.9	6.3	8.4	10.7	13.7
Indonésie	30.3	28.4	26.7	22.9	20.0	18.8	17.4	4.9	5.5	6.1	7.5	10.7	14.7	18.6
Israël	28.3	27.9	27.6	24.9	22.1	20.6	18.7	9.9	10.1	10.2	12.8	14.7	16.8	19.2
Slovénie	15.9	14.2	13.8	14.5	13.5	13.1	14.3	14.0	15.5	16.4	20.3	24.6	27.5	30.2
Monde	30.3	28.4	26.9	25.0	22.7	20.7	19.6	6.8	7.3	7.6	9.3	11.7	14.2	16.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823628673425>

Part de la population dépendante

En pourcentage de la population totale

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817566233168>

POPULATION PAR RÉGION

À l'intérieur des pays, la population ne se répartit pas de manière uniforme d'une région à l'autre. Les différences de conditions climatiques et environnementales découragent l'installation humaine dans certaines zones et favorisent la concentration de population autour de quelques centres urbains. Ce schéma est renforcé par l'existence d'opportunités économiques plus nombreuses et la plus grande disponibilité de services résultant de l'urbanisation elle-même.

Définition

Le nombre d'habitants d'une région donnée, autrement dit sa population totale, peut s'exprimer en population annuelle moyenne ou en population à une date spécifique au cours de l'année considérée. La population moyenne au cours d'une année civile est généralement calculée par moyenne arithmétique de la population au 1^{er} janvier de deux années consécutives. Certains pays estiment la population à une date proche du 1^{er} juillet.

L'indice de concentration géographique donne une image de la distribution spatiale de la population. Il compare la part de la population et la superficie entre les différentes régions d'un pays donné. Il est construit de manière à tenir compte des écarts de taille des régions à la fois à l'intérieur d'un même pays et entre pays. Cet indice, qui va de 0 (absence de concentration) à 100 (concentration maximale), se prête aux comparaisons internationales.

En bref

C'est en Australie, au Canada, en Islande, aux États-Unis, au Mexique et au Chili, que la concentration démographique est la plus forte : dans ces pays, 10 % des régions ne regroupent pas moins de 45 % de la population. En revanche, la répartition territoriale semble plus équilibrée (selon ces statistiques) en République slovaque, en Pologne, en République tchèque, en Belgique et au Danemark.

L'indice de concentration géographique montre que le Canada, l'Australie, l'Islande et Israël sont les pays dans lesquels la répartition de la population est la plus inégale. Par ailleurs, c'est en République slovaque, en Slovénie, en République tchèque, en Hongrie et en Belgique que la concentration géographique est la plus faible.

La région la plus densément peuplée est Paris, en France, puisqu'on y dénombre plus de 20 000 habitants au km², tandis qu'en Estonie, Põhja-Eesti ne compte que 121 habitants au km².

Près de la moitié de la population de la zone OCDE (46 %) vit dans des régions essentiellement urbaines, représentant moins de 6 % de la superficie totale. La concentration dans les régions urbaines est de plus de 60 % aux Pays-Bas, en Belgique et au Royaume-Uni. Les régions essentiellement rurales regroupent près d'un quart de la population totale (24 %) et couvrent 80 % de la superficie. En Irlande, en Finlande, en Suède et en Norvège, la part de la population nationale vivant en milieu rural est plus de deux fois supérieure à la moyenne OCDE.

Comparabilité

Le principal problème de l'analyse économique au niveau infranational est l'unité d'analyse, c'est-à-dire la région. Le mot « région » peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs en termes de superficie et de population.

La plus petite région de la zone OCDE (Mellila, Espagne) s'étend sur 13 kilomètres carrés alors que la plus vaste (les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut au Canada) compte plus de 3 millions de kilomètres carrés. De même, la population des régions de l'OCDE varie, de 400 habitants environ dans le Territoire de la capitale australienne (ACT) hors Canberra (en Australie) à plus de 47 millions à Kanto (Japon).

Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux. Le niveau supérieur (niveau territorial 2) englobe 578 macrorégions et le niveau inférieur (niveau territorial 3) se compose de 1 793 microrégions, incluant les pays bénéficiant d'un engagement renforcé et candidats à l'adhésion. Cette classification qui, pour les pays de l'Union européenne, est largement compatible avec celle d'Eurostat NUTS, facilite la comparaison entre régions d'un même niveau territorial. Toutes les données présentées ici se rapportent aux microrégions, à l'exception du Brésil, du Chili, de la Chine, de l'Inde, de la Fédération de Russie et de l'Afrique du Sud.

En outre, l'OCDE a établi une typologie régionale qui distingue les régions essentiellement urbaines, essentiellement rurales et intermédiaires. Cette typologie repose sur le pourcentage de la population régionale vivant dans les collectivités rurales.

Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE – Villes, compétitivité et mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Le nouveau paradigme rural : Politiques et gouvernance*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 6, février, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- OCDE, *Base de données régionales*.

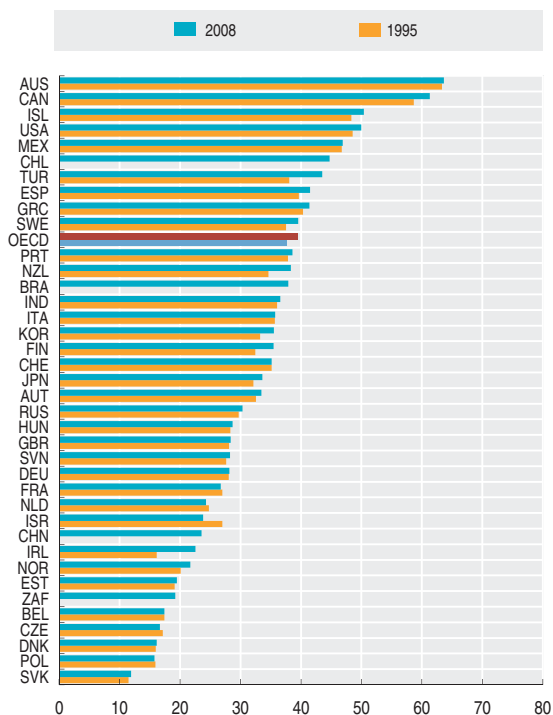
Sites Internet

- OECD eXplorer, www.OECD.org/gov/developpementregional.
- Territorial grids, www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators.



Proportion de la population nationale dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de population, petites régions

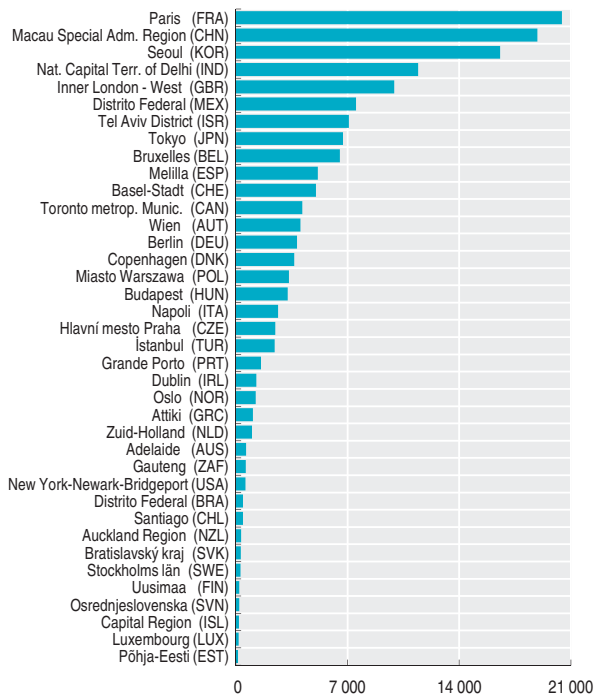
Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817575228758>

Régions avec la plus grande densité de population dans chaque pays, petites régions

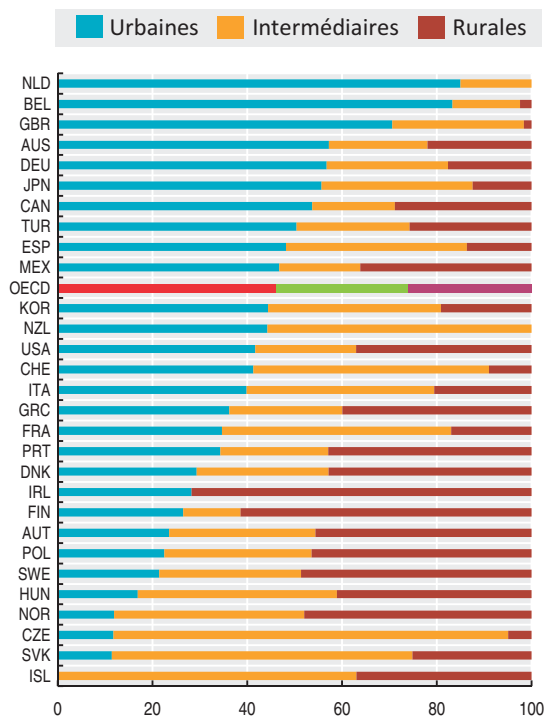
Habitant par km², 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817588537262>

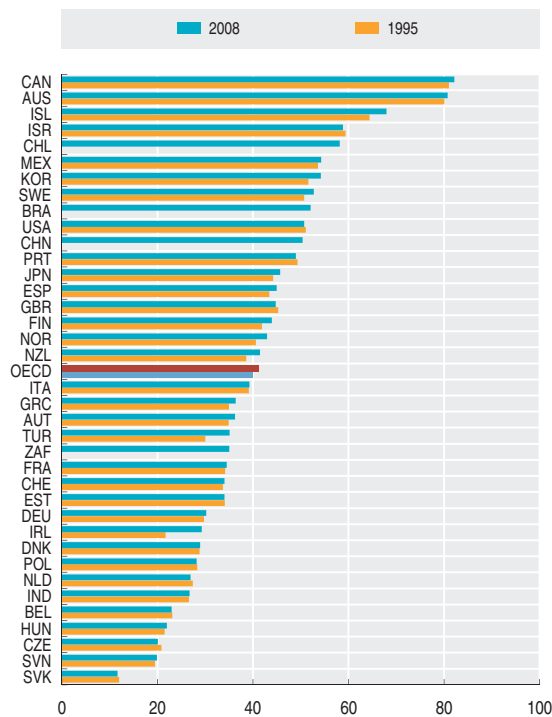
Part de la population nationale en zones urbaines, intermédiaires et rurales, petites régions

Pourcentage, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817651371158>

Indice de la concentration géographique de la population par région



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817723667414>

PERSONNES ÂGÉES PAR RÉGION

Dans tous les pays de l'OCDE, la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de manière spectaculaire au cours des trente dernières années, tant en taille qu'en pourcentage de la population totale. Étant donné que les personnes âgées tendent à se concentrer dans quelques rares régions de chaque pays, seul un petit nombre de régions devra faire face aux opportunités et aux défis sociaux et économiques que crée le vieillissement de la population.

Définition

La population âgée est définie comme le nombre d'habitants de 65 ans ou plus d'une région donnée. Il peut s'agir soit de la population annuelle moyenne, soit de la population à une date précise de l'année considérée. On calcule généralement la population moyenne sur une année civile en faisant la moyenne arithmétique de la population au 1^{er} janvier de deux années consécutives.

L'indice de concentration géographique donne une image de la distribution spatiale de la population âgée. Il compare la part de la population et la superficie entre les différentes régions d'un pays donné. Il est construit de manière à tenir compte des écarts de taille des régions à la fois à l'intérieur d'un même pays et entre pays. Cet indice, qui va de 0 (absence de concentration) à 100 (concentration maximale), se prête aux comparaisons internationales.

En bref

Les personnes âgées sont davantage concentrées dans certaines zones de chaque pays. Environ 35 % des personnes âgées des pays de l'OCDE vivent dans seulement 10 % des régions. Cette proportion n'a guère évolué au cours des dix dernières années, sauf en Irlande où la part de la population âgée dans la population globale a augmenté dans la région de Dublin.

Selon l'indice de concentration géographique, le Canada, l'Australie et l'Islande sont les pays où la concentration de la population âgée est la plus forte. Une relative concentration géographique des personnes âgées peut faciliter la fourniture de services. La concentration de la population âgée peut être fonction de la population totale – plus une population est nombreuse, plus elle comprend de personnes âgées – ou due aux disparités régionales de la structure par âge – une population égale, mais plus de personnes âgées. Il ressort de la comparaison des indices de concentration de la population totale et de la population âgée qu'en moyenne, la population âgée est moins concentrée que la population totale.

Outre la concentration de la population âgée, l'équilibre entre population active économiquement et population retraitée laisse entrevoir les défis qui se posent à un pays pour générer de la richesse et produire suffisamment de ressources pour subvenir aux besoins des personnes âgées. En 2008, le taux de dépendance des personnes âgées à travers la zone OCDE était plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines, sauf en Belgique, en Hongrie, en Italie, en Pologne et en République tchèque.

Le taux de dépendance des personnes âgées est défini comme étant le ratio de la population âgée sur la population en âge de travailler (15-64 ans).

Comparabilité

Comme dans le cas des autres statistiques régionales, les différences de définition de la région et le caractère variable de la géographie des localités rurales et urbaines (voir Population par région) tant dans un même pays que d'un pays à l'autre, influent sur la comparabilité des données relatives à la population âgée.

Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonneuve et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth*, Documents de travail du Département des Affaires économiques, n° 420, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », Cahiers Statistiques de l'OCDE, n° 6, février, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.

Bases de données en ligne

- OCDE Base de données régionales.

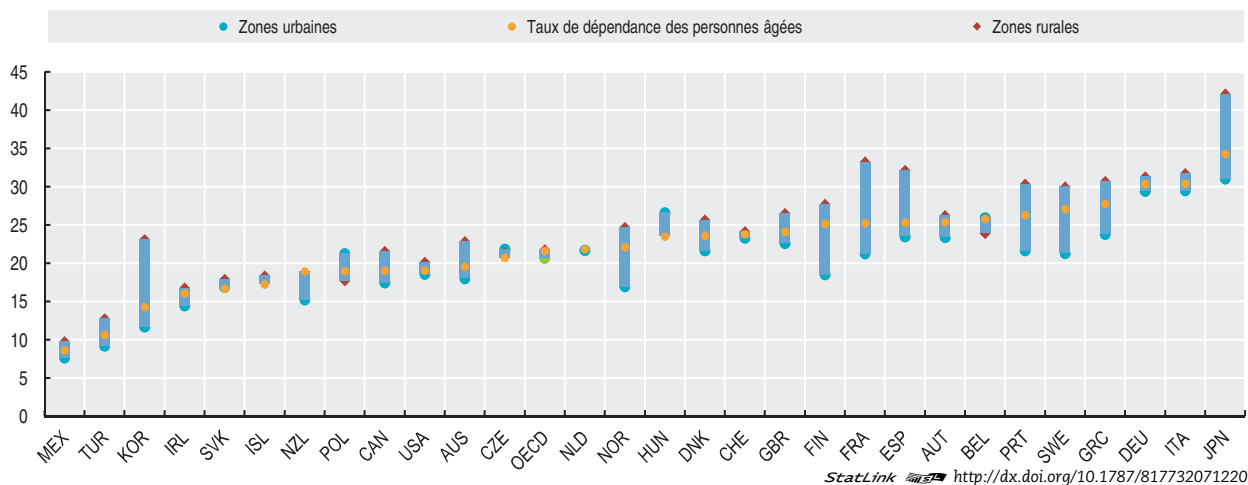
Sites Internet

- OECD eXplorer, www.OECD.org/gov/developpementregional.
- Territorial grids, www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators.



Taux de dépendance des personnes âgées en zones urbaines et rurales, petites régions

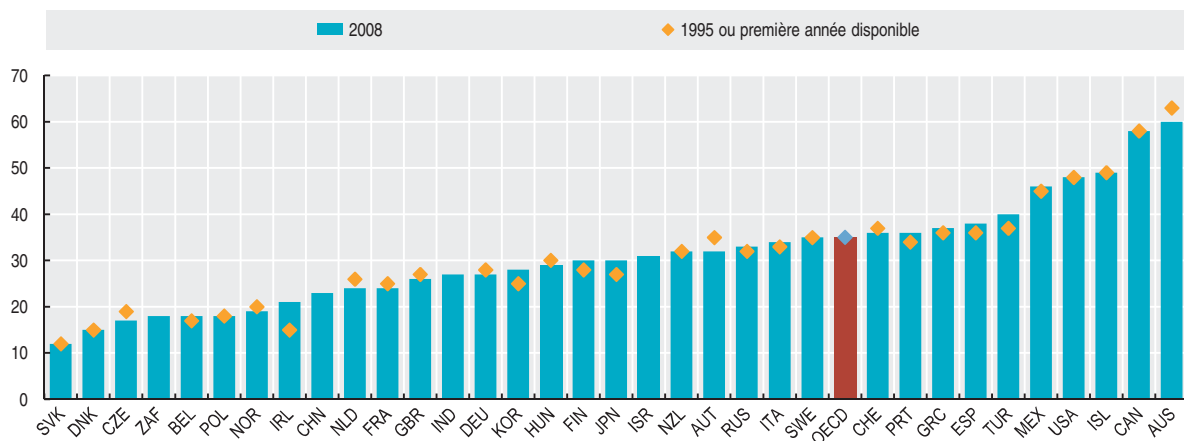
Pourcentage, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817732071220>

Part des personnes âgées dans les 10 % des petites régions avec la plus grande concentration de personnes âgées

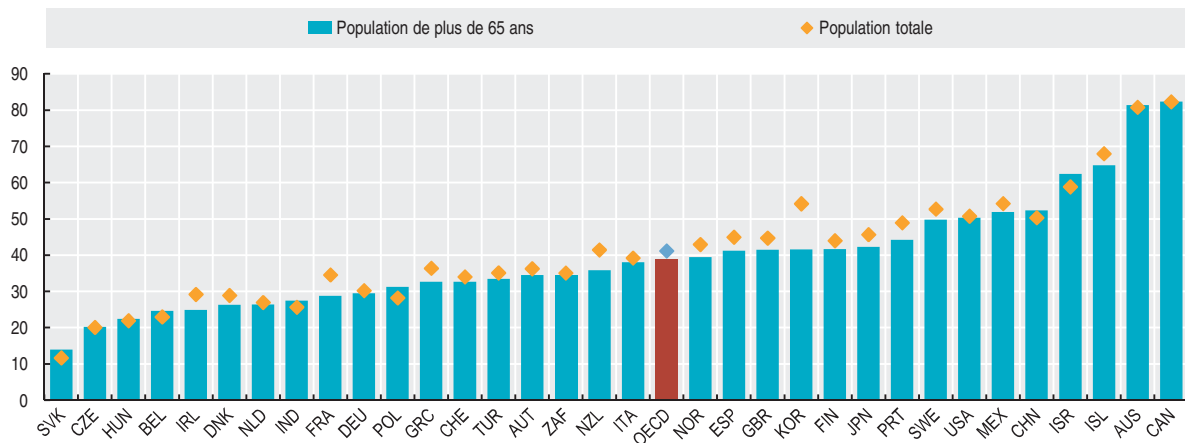
Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817736435151>

Indice de la concentration géographique de la population totale et des personnes âgées, petites régions

Année 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817741046441>

POPULATION IMMIGRÉE

En dépit des différences de point de vue entre les pays quant à savoir ce qu'est un « immigré », il est maintenant possible de présenter un tableau comparatif international de l'importance des populations immigrées, en fonction de la nationalité ou du pays de naissance.

Définition

La nationalité et le lieu de naissance sont les deux critères les plus couramment utilisés pour définir la population « immigrée ». La population née à l'étranger englobe toutes les personnes ayant quitté leur pays de naissance pour vivre dans leur pays de résidence actuel. La population étrangère se compose des personnes ayant conservé la nationalité de leur pays d'origine et peut inclure des personnes nées dans le pays d'accueil.

Comparabilité

La différence d'un pays à l'autre entre la taille de la population née à l'étranger et celle de la population étrangère dépend des règles régissant l'acquisition de la nationalité. Dans certains pays, les enfants nés sur le territoire acquièrent automatiquement la nationalité de leur pays de naissance (*jus solis* ou droit du sol) alors que, dans d'autres pays, les enfants conservent la nationalité de leurs parents (*jus sanguinis* ou droit du sang). Dans d'autres encore, ils conservent la nationalité de leurs parents à la naissance mais reçoivent celle du pays hôte à leur majorité. La plus ou moins grande facilité avec laquelle les immigrants peuvent se faire naturaliser dans leur pays d'accueil explique en partie l'écart entre les deux séries. Par exemple, le critère de la durée de séjour varie : s'il n'est guère que de trois ans au Canada, il peut aller jusqu'à dix ans dans quelques pays. Le taux de naturalisation est élevé dans les pays d'installation comme l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et certains pays d'Europe dont la Belgique, la Suède et les Pays-Bas. En général, l'utilisation du critère de naissance à l'étranger aboutit à des pourcentages de population immigrée bien supérieurs à ceux que l'on obtient quand on emploie la méthode fondée sur la nationalité. Cela tient au fait que beaucoup d'allochtones se font naturaliser et n'apparaissent plus comme ressortissants étrangers. Toutefois, le lieu de naissance ne change pas, sauf lorsque les frontières d'un pays sont redessinées.

Les données indiquées pour l'année 2000 proviennent d'une collecte spéciale de données de recensement couvrant la quasi-totalité des pays de l'OCDE. À noter que les allochtones dont il est question ici incluent les personnes nées à l'étranger mais possédant la nationalité de leur pays de résidence actuel. La prévalence de ces personnes parmi la population allochtone peut être significative dans certains pays, en particulier la France et le Portugal (rapatriements depuis les anciennes colonies).

Pour un certain nombre de pays, on ne dispose de données fiables sur la population allochtone qu'au moment des recensements. Pour combler cette lacune, l'OCDE a élaboré des séries de données sur un certain nombre de pays en appliquant deux méthodes d'estimation, le choix de la méthode étant dicté par la disponibilité de données auxiliaires. Pour une description et une évaluation de ces méthodes, voir www.oecd.org/els/migration/foreignborn.

Pour la population allochtone, l'année observée figurant dans la colonne « 2000 » est en réalité : 1999 pour la France, 2001 pour l'Espagne, la Grèce, l'Italie et la République slovaque, 2002 pour la Pologne; et sous la colonne « 2007 » : 2003 pour l'Allemagne, et 2005 pour le Mexique. Pour la population étrangère, l'année 2000 renvoie à : 1999 pour la France, 2001 pour l'Australie, le Canada et la Grèce, 2002 pour la Pologne. Les données apparaissant dans la colonne « 2007 » renvoient à 2005 pour la France et l'Irlande.

En bref

La population allochtone a augmenté au cours de ces dix dernières années dans tous les pays pour lesquels on dispose de données. Elle est particulièrement importante en Australie, au Canada, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande et en Suisse. Dans des pays comme l'Espagne, la République slovaque et l'Irlande, la part de la population allochtone n'est pas aussi élevée, mais elle s'est accrue de façon spectaculaire ces dernières années. En revanche, la population étrangère augmente généralement plus lentement, parce que les entrées de ressortissants étrangers tendent à être compensées par les naturalisations dans les pays d'accueil.

Source

- OCDE (2009), *Perspectives des migrations internationales* : SOPEMI 2009, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Lemaître, G. et C. Thoreau (2006), *Estimating the foreign-born population on a current basis*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), « Comptabilisation des immigrés et des expatriés dans les pays de l'OCDE : une nouvelle perspective », *Tendances des migrations internationales* : SOPEMI – Édition 2004, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE.
- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales.



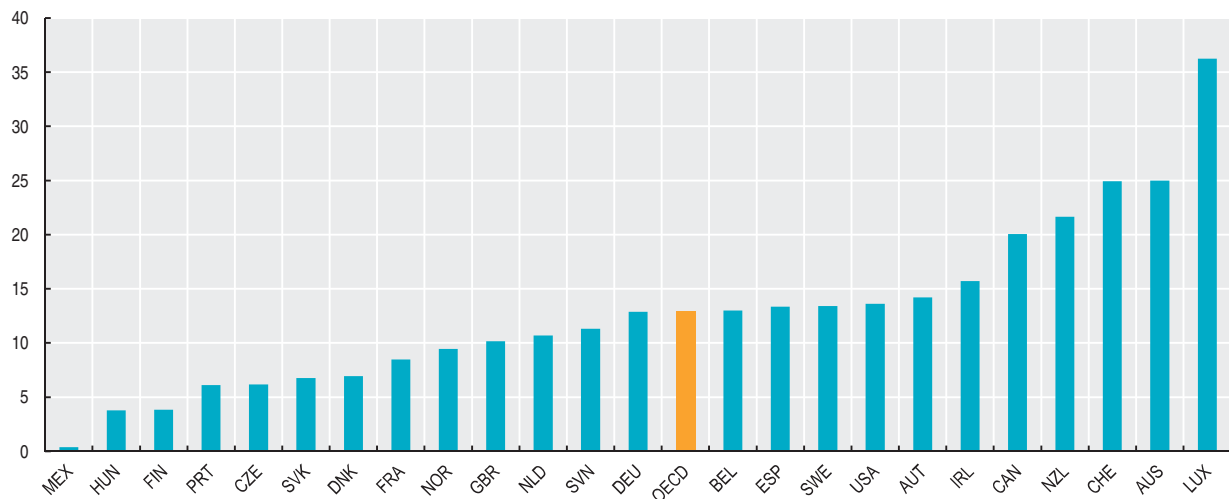
Personnes nées à l'étranger et population étrangère

	En pourcentage de la population totale										En pourcentage de toutes les personnes nées à l'étranger
	Personnes nées à l'étranger					Population étrangère					Ressortissants nés à l'étranger
	1995	2000	2005	2006	2007	1995	2000	2005	2006	2007	2000
Allemagne	11.5	12.5	..	..	..	8.8	8.9	8.2	8.2	8.2	..
Australie	23.0	23.0	23.8	24.1	25.0	..	7.4	..	7.7	..	68.4
Autriche	..	10.5	13.5	14.1	14.2	8.5	8.8	9.7	9.9	10.1	40.9
Belgique	9.7	10.3	12.1	12.5	13.0	9.0	8.4	8.6	8.8	9.1	40.8
Canada	17.2	18.1	19.5	19.8	20.1	..	5.3	..	6.0	..	72.6
Corée	..	..	..	..	..	0.2	0.4	1.1	1.4	1.7	..
Danemark	4.8	5.8	6.5	6.6	6.9	4.2	4.8	5.0	5.1	5.5	40.3
Espagne	..	4.9	11.1	11.9	13.4	..	3.4	9.5	10.3	11.6	30.9
États-Unis	9.3	11.0	12.9	13.0	13.6	6.0	6.6	..	7.4	..	46.4
Finlande	2.0	2.6	3.4	3.6	3.8	1.3	1.8	2.2	2.3	2.5	41.6
France	..	7.4	8.1	8.3	8.5	..	..	5.6	..	..	53.1
Grèce	..	..	..	..	..	..	2.9	5.2	5.3	5.7	41.5
Hongrie	2.8	2.9	3.3	3.4	3.8	1.4	1.1	1.5	1.6	1.7	71.1
Irlande	..	8.7	12.7	14.4	15.7	2.7	3.3	6.3	..	..	45.2
Italie	..	..	..	..	..	1.7	2.4	4.6	5.0	5.8	47.5
Japon	..	..	..	..	..	1.1	1.3	1.6	1.6	1.7	..
Luxembourg	30.9	33.2	33.8	34.8	36.2	33.4	37.3	40.4	41.6	43.2	13.0
Mexique	0.4	0.5	0.4	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	5.5	6.8	8.2	8.7	9.5	3.8	4.0	4.8	5.1	5.7	47.6
Nouvelle-Zélande	..	17.2	20.5	21.2	21.6	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	9.1	10.1	10.6	10.6	10.7	4.7	4.2	4.2	4.2	4.2	65.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	0.2	96.1
Portugal	5.4	5.1	6.3	6.1	6.1	1.7	2.1	4.1	4.1	4.2	66.3
Rép. slovaque	..	..	4.6	5.6	6.8	0.4	0.5	0.5	0.6	0.8	84.2
Rép. tchèque	..	4.2	5.1	5.5	6.2	1.5	1.9	2.7	3.1	3.8	79.8
Royaume-Uni	6.9	7.9	9.7	10.1	10.2	3.4	4.0	5.2	5.8	6.5	..
Suède	10.5	11.3	12.4	12.9	13.4	6.0	5.4	5.3	5.4	5.7	62.5
Suisse	21.4	21.9	23.8	24.1	24.9	18.9	19.3	20.3	20.3	20.8	29.3
Turquie	..	1.9	..	..	..	..	..	..	..	..	79.2
Brésil	..	0.4	..	..	..	..	0.4	0.4	0.4	0.4	25.4
Chili	..	..	..	..	..	..	1.2	..	..	..	..
Estonie	..	18.4	..	..	..	..	6.9	..	..	..	38.1
Féd. de Russie	..	8.3	..	..	..	..	1.0	..	..	..	..
Slovénie	..	10.8	11.1	11.3	..	2.4	2.1	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823651035743>

Personnes nées à l'étranger

En pourcentage de la population totale, 2007 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817748232510>

TENDANCES DES MIGRATIONS

Les mouvements migratoires comprennent non seulement les entrées de personnes de nationalité étrangère – sur lesquelles l'opinion publique tend à se focaliser – mais aussi les migrations des nationaux et des émigrés. Le solde migratoire, qui exprime l'effet global de ces migrations, constitue la principale source d'accroissement de la population dans un nombre croissant de pays de l'OCDE.

Définition

Le solde migratoire se définit comme le nombre total d'immigrés nationaux et étrangers moins le nombre total d'émigrés étrangers et nationaux. Les entrées et les départs pour des motifs tels que le tourisme ou les voyages d'affaires ne sont pas comptabilisés dans ces statistiques.

Le solde migratoire est exprimé pour 1 000 habitants. La moyenne sur 3 ans correspond aux années 2006 à 2008 (fin de période) et 1995 à 1997 (début de période).

Comparabilité

Les principales sources d'information sur les migrations varient d'un pays à l'autre, ce qui crée des problèmes de comparabilité des données disponibles concernant les flux d'entrées et de sorties. Toutefois, comme ces problèmes sont généralement liés au degré de prise en compte des migrations de courte durée, le fait de calculer la différence entre les entrées et les sorties permet d'éliminer les migrations qui sont la principale cause de non-comparabilité.

En bref

L'Estonie, la Pologne, les Pays-Bas, le Japon et la Turquie sont les seuls pays, parmi ceux figurant dans le tableau, qui affichaient un solde migratoire négatif ou égal à zéro entre 2006 et 2008. L'Irlande, l'Islande, le Luxembourg et l'Espagne affichent un solde migratoire supérieur à 10 % ces dernières années. Les anciens pays d'émigration (Espagne, Irlande, Italie et Portugal) figurent très clairement parmi ces pays à taux de migration nette élevé, tendance qui devrait se poursuivre.

Dans la plupart des pays, le taux de migration nette est plus élevé qu'il ne l'était dans les années 1995, et sa hausse a été particulièrement forte dans plusieurs pays nordiques, dans des pays de l'Europe du Sud et continentale ainsi qu'en Australie. Avec, dans l'avenir proche, le départ à la retraite de la génération du baby-boom qui sera remplacée par des cohortes plus petites d'individus entrant dans la vie active, les besoins de main-d'œuvre pourraient bien augmenter et les pays de l'OCDE voir leur solde migratoire continuer à progresser.

On dénombre néanmoins un certain nombre de pays où, de nos jours, le solde migratoire ne contribue plus autant à l'accroissement de la population que ce n'était le cas il y a cinq ou dix ans. Ce sont notamment Israël, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la Grèce, l'Allemagne, la Turquie et les Pays-Bas.

Mais les données relatives au solde migratoire sont sujettes à caution car les migrations non autorisées ne sont pas comptabilisées dans les flux d'entrées, or elles sont significatives dans certains pays de l'OCDE. De surcroît, la qualité des données relatives aux flux de sorties n'est pas homogène : dans bon nombre de pays, une partie seulement des sorties est enregistrée tandis que dans d'autres, elles doivent faire l'objet d'une estimation.

Le taux de migration nette est utilisé par les démographes pour exprimer la contribution des migrations internationales à l'accroissement démographique, l'autre composante étant l'accroissement naturel, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès sur une année donnée.

Source

- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2001), *Migration Policies and EU Enlargement: The Case of Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Migration and the Labour Market in Asia: Recent Trends and Policies – 2002 Edition*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Migration for Employment: Bilateral Agreements at a Crossroads*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Migration: Building Bridges for Global Labour Mobility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Développement économique et création d'emplois locaux (LEED) – De l'immigration à l'intégration : Des solutions locales à un défi mondial*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2009*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2007*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et G. Lemaître (2005), *Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 25, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Base de données de l'OCDE des migrations internationales.



Taux de migration nette

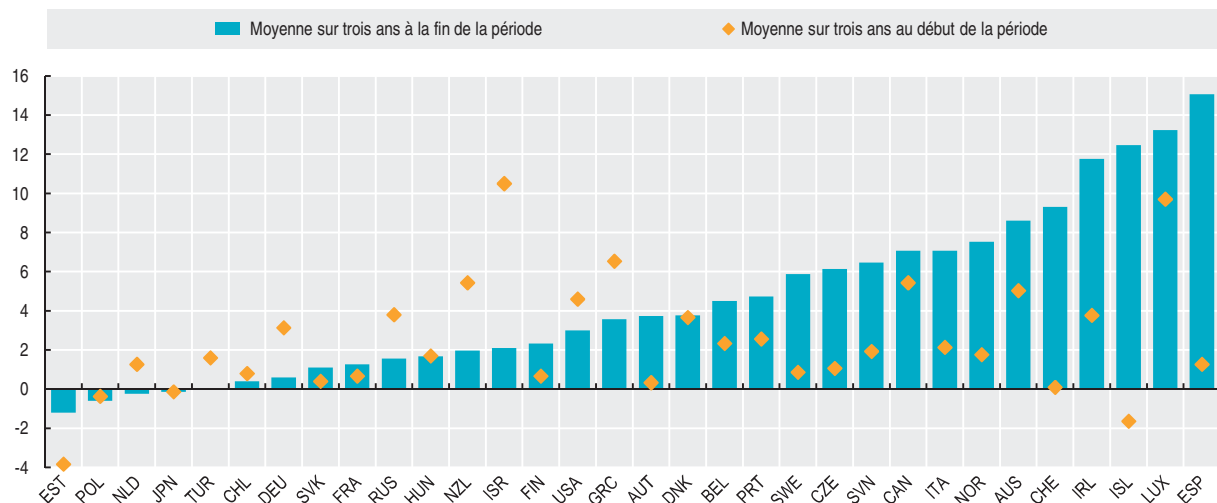
Pour 1 000 habitants

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	4.9	3.4	1.1	0.6	2.5	2.0	3.3	2.7	1.7	1.0	1.0	0.3	0.5	..
Australie	5.9	5.3	3.9	4.8	5.5	5.8	7.0	5.6	5.5	5.3	6.7	8.8	10.3	..
Autriche	0.3	0.5	0.2	1.1	2.5	2.2	4.1	4.1	4.9	6.2	5.4	2.9	4.2	4.1
Belgique	2.7	2.4	1.9	2.1	2.7	2.5	3.4	4.0	3.9	4.2	4.5	4.8	..	..
Canada	5.5	5.6	5.2	3.9	5.2	6.5	8.1	7.0	6.7	6.6	7.0	6.9	7.3	..
Danemark	5.5	3.2	2.3	2.1	1.7	1.7	2.2	1.7	1.1	0.9	1.2	1.8	4.2	5.3
Espagne	0.9	1.3	1.6	3.1	4.9	8.9	10.1	15.7	14.5	14.7	15.0	14.2	16.0	..
États-Unis	4.4	4.6	4.8	4.2	4.4	4.6	3.8	3.7	3.0	3.1	3.3	3.2	2.9	2.9
Finlande	0.6	0.6	0.8	0.6	0.6	0.4	1.2	1.0	1.2	1.3	1.7	1.9	2.5	2.6
France	0.7	0.6	0.7	0.8	1.0	1.2	1.4	1.6	1.7	1.7	1.6	1.5	1.1	1.2
Grèce	7.3	6.6	5.7	5.1	4.1	2.7	3.5	3.5	3.3	3.7	3.5	3.6	3.6	..
Hongrie	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.0	0.4	1.6	1.8	1.7	1.9	1.4	..
Irlande	1.6	4.6	5.1	4.5	6.4	8.4	10.0	8.4	7.8	11.6	15.9	..	..	..
Islande	-2.6	-2.6	0.3	3.2	4.0	6.1	3.4	-1.0	-0.5	1.8	13.0	17.3	16.5	3.6
Italie	1.6	2.6	2.2	1.6	1.8	3.1	2.2	6.1	10.6	9.6	5.2	6.4	..	..
Japon	-0.4	-0.1	0.1	0.3	-0.1	0.3	-0.4	0.5	-0.3	-0.4	-	-	-0.4	..
Luxembourg	11.2	8.9	9.0	9.6	10.9	8.2	2.5	5.8	12.0	9.6	13.1	11.4	12.5	15.8
Norvège	1.4	1.4	2.5	3.2	4.3	2.0	1.8	3.7	2.4	2.8	3.9	5.1	8.5	9.0
Nouvelle-Zélande	7.7	6.6	2.0	-1.7	-2.3	-2.9	2.5	9.7	8.7	3.7	1.7	3.6	1.4	0.9
Pays-Bas	0.9	1.1	1.8	2.7	2.6	3.4	3.2	1.5	-	-1.0	-1.7	-1.9	-0.4	1.6
Pologne	-0.5	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4	-0.5	-0.4	-0.5	-0.4	-0.2	-0.3	-0.9	-0.5	-0.4
Portugal	2.2	2.6	2.9	3.2	3.7	4.6	6.3	6.8	6.1	4.5	3.6	..	..	..
République slovaque	0.5	0.4	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.3	0.5	0.6	0.7	1.3	1.3
République tchèque	1.0	1.0	1.2	0.9	0.9	0.6	-0.8	1.2	2.5	1.8	3.5	3.4	8.1	6.9
Suède	1.2	0.7	0.7	1.2	1.6	2.8	3.3	3.5	3.2	2.8	3.0	5.6	5.9	6.1
Suisse	2.1	-0.8	-1.0	0.2	2.3	2.8	5.8	6.7	5.9	5.4	4.8	5.2	9.9	12.8
Turquie	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	-	-	-	-	-	-	..	..	..
Chili	0.8	..	..	..	..	0.4	..	..	..	..	0.4	..	..	..
Estonie	-5.7	-4.0	-1.8	-0.8	-0.4	-0.7	-1.4	-1.1	-1.6	-1.4	-2.4	-2.5	-0.5	-0.6
Fédération de Russie	4.4	3.5	3.5	2.9	1.8	2.5	1.9	1.6	0.6	0.7	0.9	1.1	1.8	1.8
Israël	11.9	10.4	9.2	8.2	11.9	9.8	6.2	3.3	1.6	2.0	2.4	2.4	2.1	1.8
Slovénie	1.3	3.3	1.2	-1.1	1.2	1.3	1.5	0.9	1.7	1.0	3.2	3.1	7.1	9.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823677044676>

Taux de migration nette

Pour 1 000 habitants, moyenne annuelle

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817761100575>

MIGRATION ET EMPLOI

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux d'emploi des travailleurs immigrés sont inférieurs à ceux des nationaux. Cependant, la situation est plus contrastée lorsque l'on ventile les données en fonction du niveau d'instruction.

Définition

Le taux d'emploi est la part des personnes employées, âgées de 15 à 64 ans, dans la population totale (actifs et inactifs) pour un même groupe d'âge. Selon la définition du BIT, les personnes employées sont celles qui ont travaillé ne serait-ce qu'une heure ou qui avaient un emploi mais étaient absentes du travail au cours de la semaine de référence. La classification de l'éducation indiquée correspond aux catégories de la Classification internationale type de l'éducation (CITE). D'une manière générale, « bas » correspond au niveau précédant le deuxième cycle de l'enseignement supérieur, « intermédiaire » au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et « supérieur » à l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur comprend l'enseignement professionnel de haut niveau formant à des métiers techniques ou semi-intellectuels.

En bref

Les résultats des travailleurs immigrés et des travailleurs autochtones au regard de l'emploi varient considérablement entre les pays de l'OCDE et les différences en fonction du niveau d'instruction sont encore plus marquées. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux d'emploi augmente avec le niveau d'instruction. Si les personnes qui ont suivi des études supérieures trouvent plus facilement du travail et sont moins exposées au chômage, pour autant l'accès à l'enseignement supérieur ne garantit pas nécessairement que travailleurs immigrés et travailleurs autochtones entreront de la même façon sur le marché du travail. Dans tous les pays de l'OCDE, les taux d'emploi des autochtones ayant suivi des études supérieures sont supérieurs à ceux des personnes nées à l'étranger et ayant les mêmes qualifications. L'écart est particulièrement important dans des pays comme la Pologne, l'Allemagne et l'Autriche. Ce phénomène s'explique en partie par les difficultés auxquelles les travailleurs immigrés sont confrontés sur le plan de la maîtrise de la langue et de la reconnaissance ou de l'acceptation des compétences et diplômes acquis à l'étranger.

La situation est plus contrastée pour les personnes ayant un faible niveau d'instruction. Aux États-Unis, au Luxembourg et dans certains pays d'Europe du Sud comme la Grèce et l'Italie, les immigrés ont des taux d'emploi bien supérieurs à leurs homologues nationaux; l'inverse est vrai aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède. Cet écart en faveur de la population née à l'étranger dans les pays d'Europe du Sud peut s'expliquer par la forte demande de travailleurs dans les emplois faiblement qualifiés dont ne veulent plus les cohortes réduites de jeunes travailleurs nationaux.

Comparabilité

Toutes les données relatives aux pays européens sont issues de l'*Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne*. Pour les États-Unis et le Canada, on a utilisé respectivement l'enquête *Current Population Survey* (supplément de mars) et le Recensement de 2006. Même si des changements dans la conception de l'enquête (ce qui est le cas pour la France depuis 2004) ou des problèmes de réalisation de l'enquête (non-réponses, par exemple) influent parfois sur les niveaux d'emploi, les taux demeurent généralement homogènes dans le temps. Cependant, la comparabilité des niveaux de formation entre les immigrés et les autochtones ainsi qu'entre les pays est approximative. Les diplômes délivrés à l'étranger peuvent ne pas correspondre exactement aux catégories nationales car la durée des études ou le contenu des programmes débouchant sur des qualifications en apparence équivalentes peuvent ne pas être identiques. De même, la réduction de la classification de la CITE à trois catégories représente une certaine perte d'informations concernant la durée des études, la finalité des programmes, etc. Par exemple, des diplômes d'études supérieures peuvent sanctionner des formations dont la durée varie de deux ans (certaines filières courtes de formation technique de niveau universitaire) à sept ans ou plus (doctorats).

Source

- OCDE (2009), *Perspectives des migrations internationales* : SOPEMI 2009, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Jobs for Immigrants (Vol. 1): Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales, www.oecd.org/els/migration/statistics.



Taux d'emploi des populations nées à l'étranger et nées dans le pays de résidence

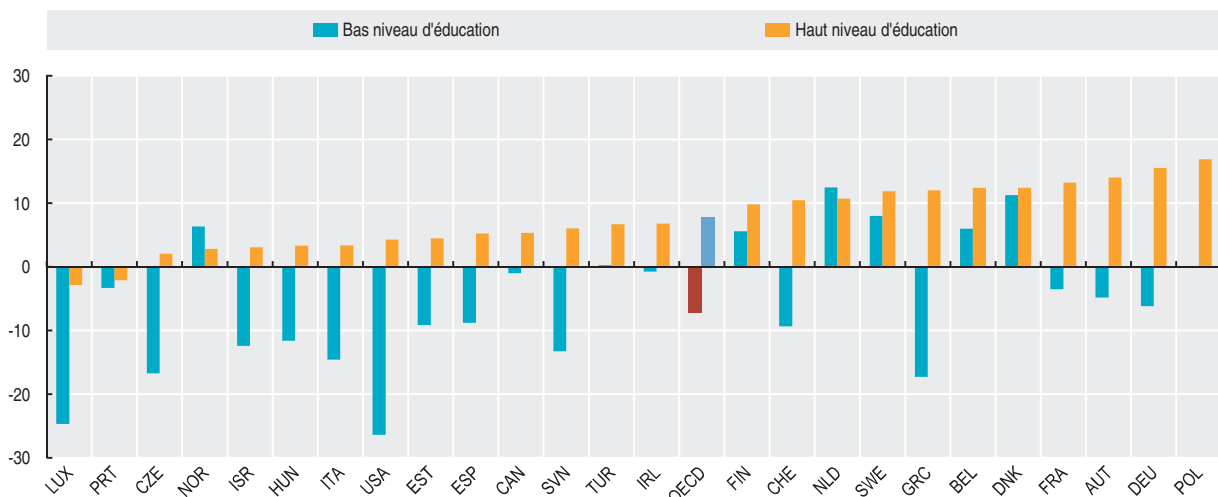
En pourcentage de la population totale, 2007

	Taux d'emploi de la population née dans le pays de résidence				Taux d'emploi de la population née à l'étranger			
	Bas niveau d'éducation	Niveau intermédiaire d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total	Bas niveau d'éducation	Niveau intermédiaire d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total
Allemagne	43.2	74.2	87.9	70.9	49.4	67.7	72.3	61.0
Autriche	49.8	76.6	89.2	72.8	54.6	69.7	75.1	65.0
Belgique	41.4	66.9	85.0	63.5	35.4	55.8	72.6	50.9
Canada	50.6	75.5	82.7	73.0	51.6	68.9	77.4	70.5
Danemark	65.0	82.6	88.6	78.8	53.7	69.1	76.2	62.5
Espagne	55.1	66.6	83.4	64.5	63.9	74.3	78.1	70.3
États-Unis	35.1	71.6	84.2	69.8	61.5	72.2	79.9	71.2
Finlande	46.4	74.2	85.5	70.5	40.9	72.8	75.6	63.5
France	46.6	69.8	81.3	65.3	50.1	64.3	68.0	58.5
Grèce	48.7	61.7	82.6	60.9	66.0	65.8	70.6	66.6
Hongrie	27.2	64.7	80.1	57.2	38.8	67.3	76.7	64.5
Irlande	48.9	73.7	87.4	68.2	49.6	75.9	80.6	72.9
Italie	45.1	67.5	77.9	58.0	59.7	71.0	74.5	65.9
Luxembourg	39.3	61.6	81.8	59.2	64.0	66.2	84.7	71.1
Norvège	57.8	81.7	89.6	77.2	51.5	72.6	86.7	69.9
Pays-Bas	61.8	81.1	88.0	77.0	49.3	65.8	77.3	62.4
Pologne	24.9	61.1	82.9	57.1	68.8	29.3	66.0	36.8
Portugal	65.5	63.9	83.9	67.3	..	71.8	86.0	73.1
République slovaque	14.6	69.0	83.0	60.7	..	69.8	..	66.0
République tchèque	23.7	72.6	84.1	66.1	40.5	72.4	82.0	67.3
Suède	54.9	82.5	89.5	76.2	46.9	68.4	77.6	63.1
Suisse	55.4	81.3	92.6	80.4	64.8	75.0	82.1	73.7
Turquie	41.5	50.0	72.9	45.8	41.3	55.8	66.3	48.7
Moyenne OCDE	45.3	70.9	84.5	67.0	52.5	67.0	76.7	64.2
Estonie	32.7	74.6	87.6	68.6	41.8	73.6	83.1	74.5
Israël	27.6	56.0	83.0	56.3	40.0	63.3	79.9	66.7
Slovénie	41.6	70.7	87.8	67.8	54.8	72.7	81.8	68.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823685188133>

Différence entre les taux d'emploi des populations nées dans le pays de résidence et nées à l'étranger par niveau d'éducation

Point de pourcentage, 2007 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/817830358176>

MIGRATION ET CHÔMAGE

Les travailleurs immigrés souffrent davantage du chômage dans les pays d'Europe naguère pays d'immigration, alors qu'en Amérique du Nord, en Australie et, dans une moindre mesure, en Europe méridionale, le taux de chômage est généralement moins subordonné au lieu de naissance. Certains groupes tels que les jeunes immigrés, les femmes ou les immigrés âgés rencontrent des difficultés particulières pour trouver un emploi.

Définition

Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs en pourcentage de la population active totale (occupée et sans emploi). D'après les normes de l'OIT, les chômeurs sont les personnes indiquant qu'elles étaient sans travail pendant la semaine de référence, qu'elles étaient disponibles pour travailler et qu'elles ont pris des dispositions spécifiques pour trouver du travail pendant les quatre semaines précédentes.

En bref

En 2007, dans la majorité des pays de l'OCDE, le taux de chômage a baissé aussi bien pour les immigrés que pour les autochtones, mais les premiers restent plus touchés que les seconds par le chômage. En Finlande, en Belgique, en France et en Allemagne, le taux de chômage des immigrés est supérieur à 13 %. Le taux de chômage de cette population est plus de deux fois supérieur à celui affiché par les autochtones en Finlande, en Belgique, en Suède, aux Pays-Bas, en Autriche, en Norvège, en Suisse et au Danemark. Toutefois, dans d'autres pays, notamment les principaux pays d'immigration (Australie, Canada, États-Unis) et les pays d'immigration récente (Grèce, Portugal), le taux de chômage ne varie pas beaucoup en fonction du statut d'autochtone ou d'allochtone.

À partir de 1995, on a observé un recul non négligeable du taux de chômage des autochtones, tant chez les hommes que chez les femmes, dans un certain nombre de pays dont l'Australie, le Danemark, la Suède, la Grèce, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni. Parallèlement, dans un certain nombre d'autres pays, le marché du travail a tourné au ralenti, ce qui a pénalisé les immigrés en Autriche, en Allemagne et au Luxembourg.

En Finlande, en Belgique, en France, en Allemagne et en Grèce, plus de 15 % des femmes immigrées appartenant à la population active sont en quête d'emploi. En termes relatifs, le taux de chômage des femmes immigrées est au moins deux fois supérieur à celui des femmes autochtones en Suisse, en Norvège, aux Pays-Bas, en Belgique, en Finlande, en Autriche, au Luxembourg et en Suède. Dans tous les pays de l'OCDE, le taux de chômage des femmes immigrées est toujours supérieur à celui des femmes autochtones mais, généralement, l'écart ne se creuse pas à mesure que le niveau de qualifications augmente.

Comparabilité

Les données relatives aux pays d'Europe proviennent de l'*Enquête communautaire sur les forces de travail*. Les données concernant l'Australie proviennent de la *National Labour Force Survey*, celles concernant le Canada sont extraites de l'*Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* et du recensement de 2006 (*2006 Census*), et les données concernant les États-Unis proviennent de la *Current Population Survey* (supplément de mars). Même si des changements dans la conception de l'enquête (ce qui est le cas pour la France depuis 2004) ou des problèmes de réalisation de l'enquête (non-réponses, par exemple) influent parfois sur les niveaux de chômage, les taux demeurent généralement homogènes dans le temps.

Source

- OCDE (2009), *Perspectives des migrations internationales* : SOPEMI 2009, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Développement économique et création d'emplois locaux (LEED) – De l'immigration à l'intégration : Des solutions locales à un défi mondial*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Jobs for Immigrants (Vol. 1): Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales, www.oecd.org/els/migration/statistics.



Taux de chômage des populations nées à l'étranger et nées dans le pays de résidence

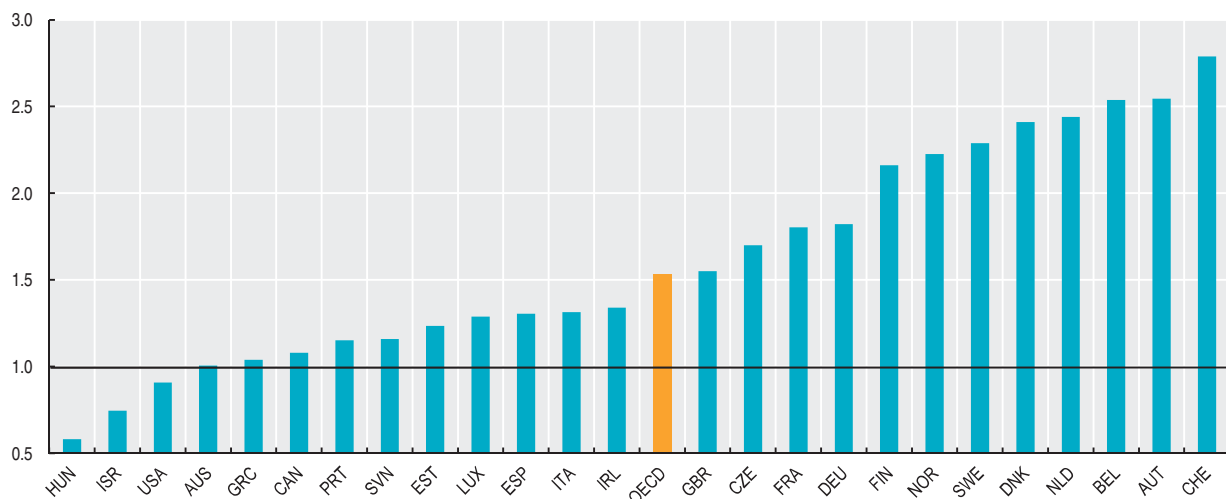
En pourcentage de la population active totale

	Hommes						Femmes						Total	
	Nés dans le pays de résidence			Nés à l'étranger			Nés dans le pays de résidence			Nés à l'étranger			Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger
	1995	2000	2007	1995	2000	2007	1995	2000	2007	1995	2000	2007	2007	2007
Allemagne	..	6.9	7.7	12.9	14.9	..	8.0	8.1	..	12.1	13.5	7.8	14.3	
Australie	8.4	6.6	3.4	10.6	6.5	4.1	7.7	5.8	4.2	9.6	7.0	5.1	4.2	4.2
Autriche	3.6	4.3	3.1	6.6	8.7	8.4	4.6	4.2	4.1	7.3	7.2	9.7	3.5	9.0
Belgique	6.3	4.2	5.6	16.9	14.7	15.8	11.2	7.4	7.5	23.8	17.5	17.2	6.4	16.4
Canada	8.6	5.7	..	10.4	6.1	..	9.8	6.2	..	13.3	8.7	..	..	..
Danemark	6.4	3.4	3.0	20.5	9.5	8.6	8.4	4.3	3.9	20.7	9.6	7.9	3.4	8.2
Espagne	18.0	9.5	6.0	24.4	12.4	8.4	30.5	20.5	10.5	30.5	20.7	12.6	7.9	10.3
États-Unis	6.2	4.5	5.4	7.9	4.5	4.8	5.3	4.2	4.3	8.2	5.5	4.0	4.9	4.5
Finlande	17.7	10.3	6.5	..	..	12.0	16.1	12.0	7.0	..	..	17.4	6.7	14.5
France	9.1	7.7	7.2	16.6	14.5	11.9	13.6	11.3	7.7	19.0	19.7	15.1	7.4	13.4
Grèce	6.1	7.4	5.3	14.0	9.5	4.9	13.7	16.6	12.8	20.8	21.1	14.3	8.4	8.7
Hongrie	..	7.3	7.2	..	..	2.6	..	5.8	7.7	..	..	6.1	7.5	4.3
Irlande	12.0	4.4	4.7	16.8	..	6.0	11.9	4.2	4.1	15.4	..	5.7	4.4	5.9
Italie	9.3	8.4	4.9	..	6.5	5.3	16.3	14.9	7.6	23.5	21.2	11.4	6.0	7.9
Luxembourg	..	..	3.0	..	..	4.3	..	..	4.4	..	..	5.1	3.6	4.6
Norvège	..	3.4	2.3	..	6.8	6.1	..	3.2	2.3	..	..	4.0	2.3	5.1
Pays-Bas	4.9	1.8	2.7	19.5	5.4	7.5	7.7	3.0	3.6	19.8	7.6	7.7	3.1	7.6
Pologne	..	..	9.1	..	..	..	..	..	10.4	..	..	..	8.4	9.4
Portugal	6.6	3.1	7.0	..	3.9	7.3	7.8	4.9	10.0	..	5.4	12.1	..	9.6
République slovaque	..	..	9.9	..	..	..	..	..	12.8	..	..	..	11.2	..
République tchèque	..	..	4.2	..	..	7.6	..	..	6.7	..	..	10.8	5.3	9.0
Royaume-Uni	9.9	5.9	5.3	14.2	9.6	7.0	6.7	4.6	4.4	10.9	7.8	8.4	4.9	7.6
Suède	7.9	5.1	5.1	24.8	12.3	11.7	6.6	4.2	5.5	18.5	10.8	12.6	5.3	12.1
Suisse	..	..	2.0	..	..	5.8	..	..	3.2	..	..	8.8	2.6	7.1
Moyenne OCDE	8.8	5.8	5.2	15.6	9.0	7.9	11.1	7.7	6.6	17.2	12.1	9.9	5.7	8.8
Estonie	..	..	5.3	..	13.4	..	..	11.8	3.9	..	11.1	..	4.6	5.7
Israël	5.8	8.8	7.4	5.2	7.8	5.4	9.0	9.4	8.8	7.9	8.9	6.6	8.0	6.0
Slovenie	..	..	4.1	..	10.0	4.0	..	7.1	5.8	..	7.9	7.8	4.9	5.7

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823715202068>

Ratio du taux de chômage des personnes nées à l'étranger sur celui des personnes nées dans le pays de résidence

Ratio, 2007 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818012473347>





PRODUCTION ET REVENU

PRODUCTION

TAILLE DU PIB

ÉVOLUTION DU PIB

PIB PAR RÉGION

REVENUS, ÉPARGNE ET INVESTISSEMENTS

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES

ÉPARGNE DES MÉNAGES

TAUX D'INVESTISSEMENT

PRODUCTIVITÉ

NIVEAUX DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE

COÛTS UNITAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

TAILLE DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure de référence de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. Le PIB par habitant est un indicateur approximatif du niveau de vie économique de la population.

Chaque pays calcule son PIB dans sa propre monnaie, si bien que toute comparaison de pays utilisant des monnaies différentes nécessite la conversion de ces estimations dans une unité commune. Souvent, cette conversion est effectuée à l'aide des taux de change, mais cette méthode ne permet pas de comparer véritablement les volumes de biens et de services entrant dans la composition du PIB. Le meilleur moyen de comparer les PIB de différents pays consiste donc à utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA) pour convertir le PIB de chaque pays dans une unité commune. Les PPA sont les taux de conversion monétaires auxquels les pouvoirs d'achat des différentes monnaies sont égaux (voir également Taux de conversion).

Définition

Qu'entend-on par produit intérieur brut ? L'adjectif « brut » signifie qu'aucune déduction n'a été faite au titre de la dépréciation des équipements, bâtiments et autres biens de capital utilisés dans le processus de production. Le terme « intérieur » signifie qu'il s'agit de la production réalisée par les unités institutionnelles résidentes du pays considéré. Dans la mesure où de nombreux biens et services sont utilisés pour produire d'autres biens et services, la production doit être définie en termes de valeur ajoutée.

Le PIB peut être mesuré de trois manières différentes : comme la somme de la valeur ajoutée (c'est-à-dire la production diminuée de la consommation intermédiaire) et des impôts – diminués des subventions – sur les produits (tels que la taxe sur la valeur ajoutée – TVA); comme le revenu global retiré de la production, calculé en ajoutant la rémunération des salariés, l'excédent brut d'exploitation des entreprises et des administrations publiques, le revenu mixte brut des entreprises non constituées en société, et les impôts – diminués des subventions – sur la production et les importations (TVA, impôts sur les salaires, droits sur les importations, etc.); ou, enfin, comme le total des dépenses d'acquisition des biens et services produits, calculé en ajoutant les dépenses de consommation finale, la formation brute de capital fixe (FBCF), la variation des stocks et les exportations, diminuées des importations.

En bref

En termes de PIB total, les États-Unis devancent largement les autres pays membres de l'OCDE. Le Japon arrive en deuxième position, suivi à une certaine distance par les quatre grands États membres de l'Union européenne (UE) – à savoir l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Viennent ensuite le Mexique, l'Espagne, le Canada et la Corée. Le PIB de la Chine représente un peu plus de la moitié de celui des États-Unis, tandis que celui de l'Inde et de la Fédération de Russie équivalent à 23 % et 16 %.

Le PIB par habitant de l'ensemble de la zone OCDE était de 33 700 dollars des EU en 2008. Six pays de l'OCDE affichaient un revenu par habitant supérieur à 40 000 dollars des EU – le Luxembourg, la Norvège, les États-Unis et l'Irlande. Près de la moitié des 30 pays membres de l'OCDE avaient un PIB par habitant supérieur à 40 000 dollars des EU : le Luxembourg, la Norvège, les États-Unis, la Suisse, l'Irlande et les Pays-Bas. Près de la moitié des pays membres de l'OCDE avaient un PIB par habitant compris entre 30 000 et 45 000 dollars des EU, tandis que 10 pays affichaient un PIB par habitant inférieur à 30 000 dollars des EU. C'est en Turquie, au Mexique et en Pologne que le revenu par habitant était le plus faible.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent le *Système de comptabilité nationale de 1993*, ce qui permet de comparer les données d'un pays à l'autre. Néanmoins, étant donné que le Luxembourg et, dans une moindre mesure, la Suisse comptent un nombre relativement élevé de travailleurs frontaliers, leur PIB par habitant est quelque peu surestimé par rapport à ceux des autres pays. Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

Dans le cas de certains pays, les données de la dernière année ont été estimées par l'OCDE. Pour plusieurs économies, les données rétrospectives sont également des estimations de l'OCDE. En effet, lorsqu'un pays a changé de méthodologie mais n'a fourni des données révisées que pour les années récentes, le Secrétariat de l'OCDE a estimé les données chronologiques en reliant mécaniquement la nouvelle et l'ancienne série.

Des différences relativement mineures dans le PIB par habitant mesuré peuvent avoir pour effet qu'un pays se retrouve à un rang qui ne correspond pas à ses statistiques ou à sa situation économique.

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud : FMI (2009), *World Economic Outlook (WEO)*, FMI, Washington, DC.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Maddison, A. (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.theworldeconomy.org.
- OCDE, Banque africaine de développement (2008), *Perspectives économiques en Afrique 2007/2008*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.sourceocde.org/9789264049956.
- OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.sourceocde.org/9789264051690.
- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.sourceocde.org/9789264068100.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

Bases de données en ligne

- *Statistiques des Comptes nationaux annuels de l'OCDE*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.

Produit intérieur brut

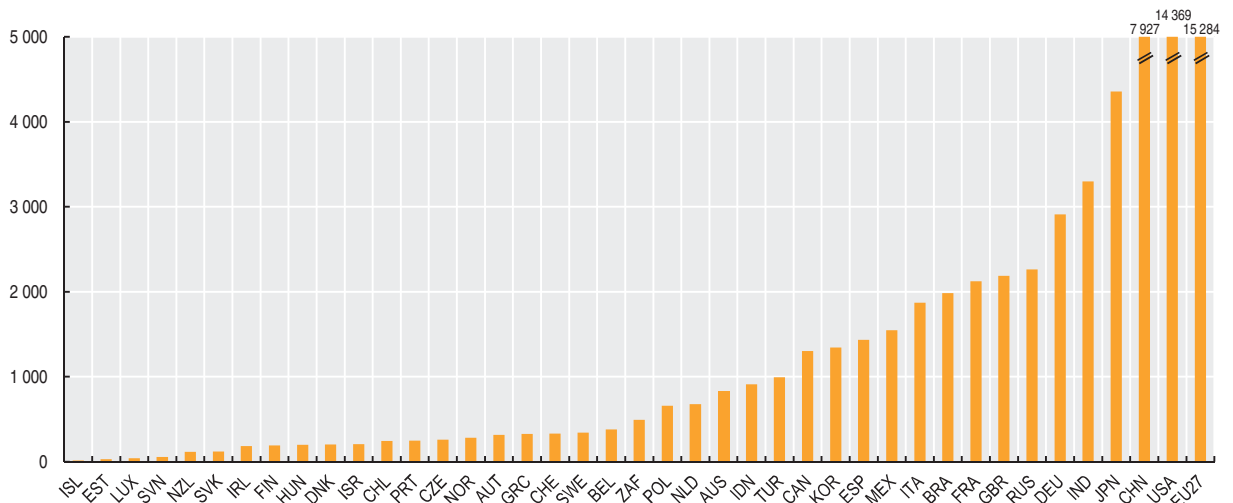
Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA


	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	1 836.8	1 888.2	1 934.7	1 989.2	2 063.8	2 133.0	2 211.6	2 275.4	2 357.0	2 466.4	2 586.5	2 710.2	2 853.2	2 909.7
Australie	391.9	411.7	436.9	463.8	497.4	525.4	552.1	584.9	622.3	655.6	696.8	742.9	795.7	831.2
Autriche	186.8	193.5	198.5	208.0	215.9	230.5	231.6	244.3	252.3	266.3	274.8	292.0	305.8	315.6
Belgique	227.6	231.5	242.6	248.4	259.0	283.1	292.9	310.0	313.7	324.4	336.6	351.8	368.2	377.9
Canada	666.2	690.0	731.9	770.5	825.0	874.1	909.8	937.8	989.3	1 049.1	1 132.0	1 202.2	1 267.9	1 300.2
Corée	601.6	656.1	698.7	658.2	731.2	809.4	860.7	936.0	965.8	1 039.1	1 096.7	1 191.1	1 287.7	1 344.4
Danemark	120.3	126.6	133.5	138.6	143.3	153.9	157.7	165.3	164.0	174.5	179.9	191.3	198.3	202.2
Espagne	629.8	659.5	700.5	750.4	791.5	858.5	920.1	994.3	1 039.4	1 108.0	1 188.1	1 306.1	1 412.1	1 434.2
États-Unis	7 359.3	7 783.9	8 278.9	8 741.0	9 301.0	9 898.8	10 233.9	10 590.2	11 089.2	11 812.3	12 579.7	13 336.2	14 010.8	14 369.4
Finlande	95.9	98.8	107.9	116.7	122.3	132.9	138.2	143.3	144.2	156.0	160.7	171.6	186.9	190.8
France	1 201.5	1 240.6	1 301.1	1 368.7	1 425.2	1 534.9	1 629.9	1 711.2	1 699.6	1 766.5	1 869.4	1 953.4	2 071.8	2 121.7
Grèce	156.1	162.5	172.9	178.8	185.4	201.0	218.3	237.3	250.2	267.2	273.6	298.8	311.1	324.7
Hongrie	93.3	97.2	103.7	111.0	115.3	123.7	138.2	149.9	156.0	164.7	171.0	180.5	188.7	198.1
Irlande	64.5	70.9	79.6	89.0	97.2	109.0	117.8	129.8	137.7	148.2	160.4	175.3	193.4	184.4
Islande	6.2	6.5	7.1	7.6	7.9	8.1	8.7	8.9	8.9	9.9	10.4	10.6	11.3	11.8
Italie	1 200.1	1 239.7	1 284.7	1 350.2	1 377.2	1 457.6	1 545.9	1 532.0	1 563.1	1 594.7	1 649.4	1 739.8	1 840.1	1 871.7
Japon	2 826.9	2 960.0	3 059.8	3 031.0	3 071.1	3 250.3	3 330.1	3 417.2	3 509.9	3 708.5	3 872.8	4 080.4	4 297.5	4 358.3
Luxembourg	15.9	16.7	17.1	18.4	21.1	23.4	23.8	25.7	27.4	29.8	31.8	36.5	39.6	41.4
Mexique	686.6	735.8	799.6	849.3	894.1	987.1	1 009.2	1 047.7	1 109.1	1 186.3	1 293.9	1 403.3	1 493.0	1 545.3
Norvège	102.8	114.1	123.2	121.5	133.0	162.3	167.4	168.2	174.8	184.0	218.7	242.6	253.2	280.0
Nouvelle-Zélande	63.8	66.5	69.8	71.3	76.4	80.3	84.7	89.2	93.3	99.0	102.8	109.1	115.2	116.4
Pays-Bas	333.2	351.5	376.1	400.1	425.8	468.3	494.0	515.8	514.2	540.4	572.9	607.4	648.5	675.1
Pologne	286.4	310.9	339.7	362.5	382.6	404.3	418.9	442.1	457.7	496.8	526.1	561.1	621.7	659.2
Portugal	131.1	137.0	145.7	153.7	163.9	174.7	183.2	191.3	196.2	201.3	217.9	229.3	240.2	247.3
République slovaque	44.6	48.5	52.4	55.6	56.1	59.3	64.9	69.7	73.1	78.8	87.1	96.8	109.4	119.7
République tchèque	132.4	140.7	142.5	143.7	147.2	154.0	165.4	172.1	183.5	197.0	208.4	224.1	247.7	256.9
Royaume-Uni	1 144.0	1 217.9	1 307.5	1 362.8	1 423.0	1 535.4	1 630.5	1 713.7	1 777.5	1 902.2	1 971.3	2 065.1	2 131.5	2 186.0
Suède	193.0	200.1	207.2	214.7	228.5	246.3	248.8	258.9	269.3	288.3	291.7	311.7	336.5	340.5
Suisse	188.5	194.1	202.6	210.4	215.2	228.0	233.9	245.2	246.3	257.4	266.1	288.7	318.5	329.9
Turquie	425.8	465.7	510.9	535.4	517.7	589.3	561.1	572.1	587.7	688.5	781.2	873.7	938.7	991.7
Total UE27	8 348.3	8 696.0	9 112.2	9 529.6	9 920.3	10 579.4	11 155.6	11 631.9	11 954.6	12 588.4	13 207.4	14 003.4	14 870.1	15 283.6
Total OCDE	21 413.0	22 516.7	23 767.2	24 720.7	25 914.3	27 696.7	28 783.4	29 879.6	30 972.8	32 871.3	34 809.0	36 978.4	39 094.1	40 135.5
Afrique du Sud	234.4	249.1	260.3	264.6	274.8	292.4	307.2	323.6	340.9	366.5	398.8	433.7	468.8	493.5
Brésil	1 027.3	1 069.4	1 125.0	1 138.2	1 157.8	1 233.8	1 278.3	1 333.5	1 377.8	1 494.7	1 584.6	1 701.2	1 849.1	1 984.5
Chili	107.3	117.4	127.3	132.9	133.8	142.8	151.1	157.1	166.8	182.0	198.4	214.1	230.5	243.0
Chine	1 833.4	2 055.1	2 285.8	2 491.9	2 720.8	3 013.2	3 337.3	3 700.1	4 157.8	4 697.9	5 314.4	6 124.4	7 119.4	7 926.5
Estonie	9.1	9.8	11.2	11.7	12.1	13.5	14.6	16.3	18.1	19.9	22.3	24.8	27.7	27.7
Fédération de Russie	832.7	818.1	843.0	806.9	870.7	998.3	1 074.5	1 167.9	1 339.3	1 476.3	1 698.0	1 883.2	2 096.7	2 262.7
Inde	1 039.6	1 139.5	1 213.1	1 300.2	1 410.6	1 523.1	1 618.0	1 719.2	1 876.5	2 096.1	2 357.8	2 673.6	3 007.9	3 297.8
Indonésie	442.3	486.0	517.8	454.9	465.2	500.7	530.7	563.6	603.2	650.2	705.2	768.2	839.8	909.7
Israël	93.0	100.1	104.6	110.3	130.9	147.8	151.2	154.6	149.0	160.9	162.1	177.1	192.4	204.0
Slovénie	25.8	27.3	29.3	30.9	32.9	34.8	36.5	39.3	40.8	44.3	47.0	49.9	53.6	56.3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/823716683245>

Produit intérieur brut

Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA, 2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818023134435>

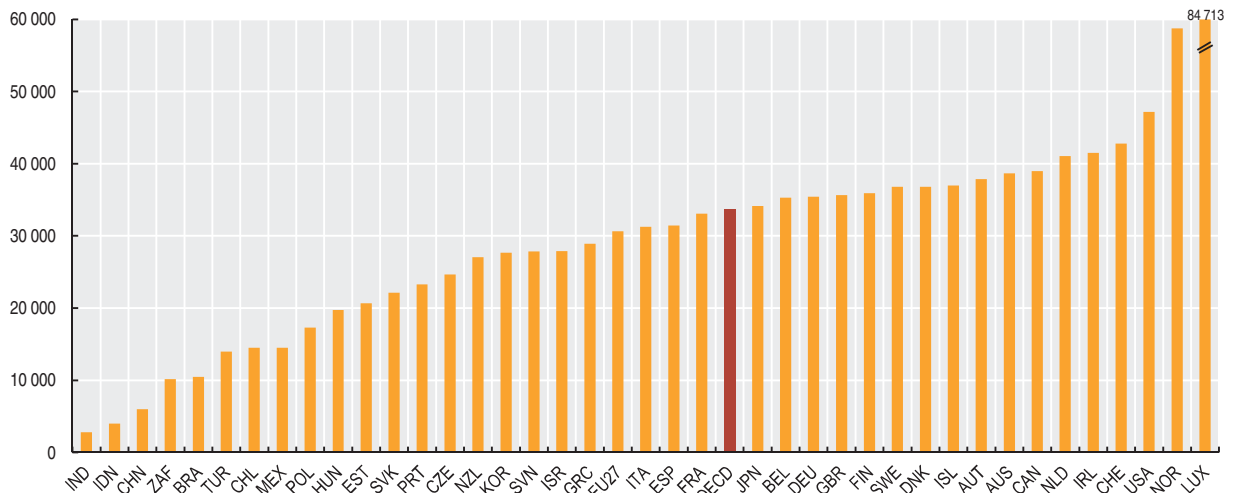
TAILLE DU PIB

PIB par habitant
Dollars des EU, prix courants et PPA

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	22 493	23 056	23 579	24 250	25 142	25 952	26 859	27 587	28 563	29 895	31 366	32 905	34 683	35 432
Australie	21 541	22 353	23 479	24 657	26 128	27 266	28 277	29 610	31 137	32 416	33 963	35 679	37 616	38 637
Autriche	23 502	24 317	24 913	26 076	27 011	28 773	28 804	30 231	31 077	32 592	33 409	35 312	36 839	37 858
Belgique	22 450	22 797	23 827	24 348	25 333	27 628	28 493	30 014	30 238	31 146	32 141	33 365	34 665	35 288
Canada	22 737	23 301	24 472	25 549	27 135	28 482	29 330	29 893	31 233	32 790	35 033	36 821	38 448	38 975
Corée	13 342	14 411	15 205	14 220	15 685	17 219	18 174	19 656	20 181	21 630	22 783	24 661	26 574	27 658
Danemark	22 993	24 052	25 259	26 139	26 926	28 826	29 442	30 756	30 424	32 296	33 196	35 183	36 326	36 808
Espagne	15 989	16 704	17 696	18 891	19 824	21 323	22 595	24 067	24 745	25 953	27 377	29 638	31 469	31 455
États-Unis	27 606	28 860	30 330	31 653	33 298	35 051	35 871	36 765	38 143	40 267	42 494	44 630	46 434	47 186
Finlande	18 773	19 281	20 986	22 650	23 686	25 671	26 635	27 560	27 661	29 851	30 644	32 587	35 346	35 918
France	20 222	20 807	21 747	22 794	23 628	25 276	26 649	27 777	27 396	28 269	29 692	30 819	32 495	33 090
Grèce	14 679	15 177	16 043	16 506	17 032	18 412	19 932	21 598	22 699	24 155	24 641	26 356	27 793	28 896
Hongrie	9 032	9 425	10 073	10 811	11 260	12 114	13 562	14 755	15 403	16 299	16 952	17 920	18 763	19 732
Irlande	17 908	19 554	21 746	23 996	25 909	28 680	30 515	33 047	34 512	36 518	38 675	41 218	44 381	41 493
Islande	23 220	24 164	26 095	27 825	28 632	28 844	30 449	31 084	30 764	33 692	35 025	34 958	36 325	36 964
Italie	21 112	21 802	22 583	23 726	24 196	25 597	27 132	26 804	27 134	27 411	28 144	29 517	30 990	31 253
Japon	22 512	23 519	24 254	23 966	24 245	25 608	26 156	26 805	27 487	29 021	30 312	31 935	33 635	34 132
Luxembourg	38 842	40 095	40 712	43 083	48 857	53 383	53 917	57 546	60 703	64 967	68 313	77 141	82 456	84 713
Mexique	7 536	7 951	8 515	8 918	9 261	10 046	10 136	10 398	10 887	11 532	12 462	13 397	14 128	14 501
Norvège	23 597	26 042	27 962	27 414	29 800	36 130	37 098	37 052	38 294	42 250	47 319	52 041	53 802	58 717
Nouvelle-Zélande	17 143	17 625	18 322	18 601	19 819	20 706	21 514	22 224	22 865	23 995	24 626	25 831	27 020	27 036
Pays-Bas	21 552	22 641	24 096	25 479	26 933	29 409	30 793	31 943	31 699	33 203	35 111	37 173	39 594	41 063
Pologne	7 483	8 120	8 871	9 468	9 996	10 568	10 952	11 563	11 983	13 012	13 786	14 715	16 312	17 294
Portugal	13 071	13 619	14 438	15 173	16 113	17 089	17 803	18 447	18 789	19 168	20 656	21 662	22 638	23 283
République slovaque	8 308	9 025	9 739	10 316	10 399	10 973	12 063	12 957	13 587	14 646	16 163	17 956	20 270	22 141
République tchèque	12 813	13 644	13 829	13 962	14 312	14 994	16 176	16 872	17 990	19 300	20 366	21 827	23 995	24 631
Royaume-Uni	19 716	20 939	22 422	23 305	24 249	26 074	27 583	28 888	29 845	31 785	32 724	34 085	34 957	35 631
Suède	21 867	22 632	23 418	24 263	25 801	27 761	27 968	29 004	30 059	32 060	32 298	34 328	36 785	36 790
Suisse	26 622	27 319	28 487	29 501	30 028	31 622	32 109	33 391	33 262	34 531	35 478	38 201	41 800	42 783
Turquie	7 126	7 676	8 296	8 571	8 171	9 171	8 615	8 667	8 789	10 164	11 391	12 585	13 362	13 952
Total UE27	17 440	18 137	18 975	19 818	20 592	21 904	23 035	23 956	24 517	25 700	26 839	28 341	29 954	30 651
Total OCDE	19 680	20 547	21 536	22 252	23 170	24 581	25 361	26 144	26 913	28 371	29 846	31 501	33 077	33 732
Afrique du Sud	5 715	5 957	6 111	6 111	6 253	6 567	6 821	7 106	7 409	7 887	8 504	9 151	9 797	10 136
Bésil	6 466	6 629	6 869	6 846	6 861	7 204	7 354	7 560	7 698	8 231	8 603	9 168	9 854	10 466
Chili	7 455	8 045	8 601	8 859	8 804	9 275	9 707	9 979	10 479	11 308	12 194	13 031	13 888	14 495
Chine	1 514	1 679	1 849	1 997	2 163	2 377	2 615	2 880	3 217	3 614	4 064	4 659	5 389	5 970
Estonie	6 280	6 894	7 959	8 420	8 752	9 863	10 695	11 967	13 368	14 756	16 531	18 462	20 620	20 648
Fédération de Russie	5 612	5 522	5 700	5 464	5 914	6 810	7 361	8 038	9 265	10 265	11 864	13 217	..	..
Inde	1 086	1 168	1 221	1 285	1 370	1 455	1 520	1 588	1 706	1 875	2 078	2 321	2 573	2 780
Indonésie	2 265	2 450	2 572	2 226	2 243	2 441	2 552	2 674	2 825	3 005	3 207	3 449	3 722	3 980
Israël	16 764	17 602	17 947	18 470	21 365	23 503	23 489	23 535	22 271	23 630	23 390	25 106	26 801	27 902
Slovénie	12 966	13 737	14 741	15 581	16 593	17 471	18 346	19 702	20 446	22 197	23 494	24 837	26 557	27 865

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823716823112>

PIB par habitant
Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818057245736>

Indices de PIB par habitant en volume

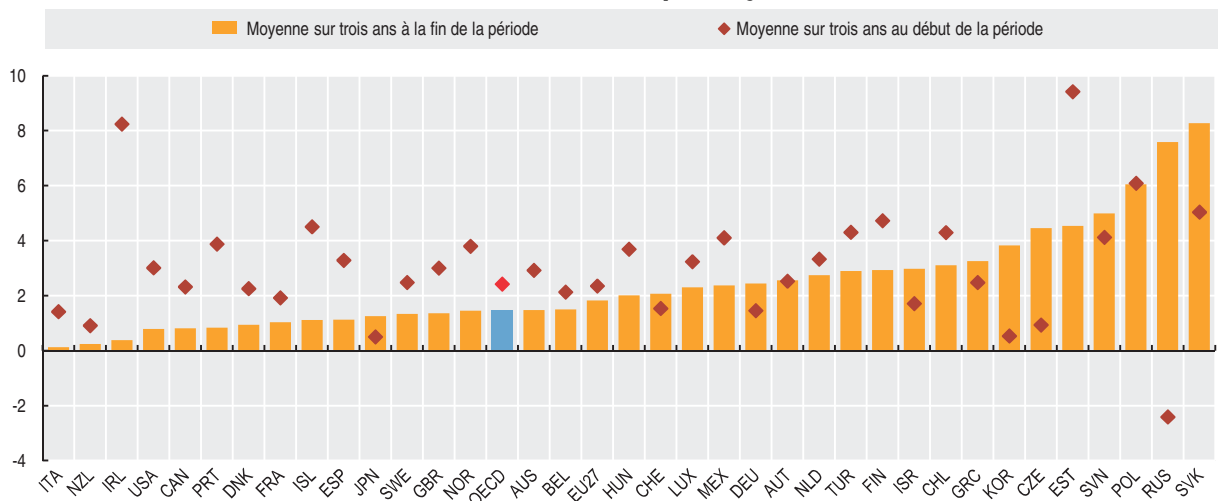
OCDE = 100 en 2000, aux prix de 2000 et PPA

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	96.2	96.9	98.4	100.5	102.4	105.6	106.7	106.5	106.2	107.5	108.4	112.0	114.9	116.5
Australie	97.1	99.6	103.0	107.2	110.2	110.9	113.6	115.9	119.1	121.0	122.9	125.1	127.7	128.4
Autriche	101.8	104.0	106.1	109.8	113.2	117.1	117.2	118.6	119.0	121.2	123.4	127.0	131.0	133.1
Belgique	98.7	99.9	103.4	105.1	108.7	112.4	112.9	113.9	114.3	117.5	118.9	121.4	124.1	124.4
Canada	99.1	99.7	102.9	106.2	111.1	115.9	116.7	118.7	119.8	122.3	124.8	127.0	128.9	128.0
Corée	58.9	62.5	64.8	59.9	65.1	70.1	72.3	77.0	78.8	82.1	85.2	89.3	93.6	95.4
Danemark	104.0	106.3	109.2	111.2	113.6	117.3	117.7	117.8	118.0	120.4	123.0	126.7	128.3	126.4
Espagne	72.5	74.1	76.8	79.9	83.3	86.7	88.9	90.0	91.3	92.7	94.5	96.8	98.5	97.7
États-Unis	122.1	125.3	129.4	133.5	138.4	142.6	142.7	143.9	146.2	150.0	153.2	155.9	157.7	156.9
Finlande	83.6	86.5	91.5	96.1	99.6	104.4	107.0	108.4	110.1	113.9	116.6	121.9	126.5	127.2
France	91.5	92.2	93.9	96.9	99.6	102.8	104.0	104.3	104.7	106.5	107.7	109.4	111.3	111.1
Grèce	64.9	66.0	67.9	69.9	71.9	74.9	77.8	80.2	84.7	88.3	90.0	93.6	97.4	99.0
Hongrie	40.2	40.7	42.5	44.8	46.9	49.3	51.4	53.9	56.3	59.2	61.4	63.9	64.7	65.2
Irlande	77.8	83.5	92.2	98.7	108.0	116.7	121.5	127.1	130.6	134.3	139.5	143.3	148.4	141.1
Islande	97.2	101.3	105.5	111.0	114.1	117.3	120.3	119.4	121.5	129.4	137.6	139.6	144.0	142.2
Italie	94.9	96.0	97.7	99.0	100.5	104.1	106.0	106.1	105.3	105.8	105.7	107.3	108.2	106.1
Japon	100.3	102.8	104.2	101.8	101.5	104.2	104.1	104.2	105.5	108.3	110.4	112.7	115.4	114.6
Luxembourg	172.6	172.8	180.7	190.0	203.1	217.2	221.1	227.8	228.5	235.2	244.2	253.8	266.0	261.4
Mexique	33.8	35.0	36.8	38.1	39.0	40.9	40.3	40.1	40.3	41.5	42.4	44.2	45.3	45.5
Norvège	126.4	132.2	138.5	141.4	143.3	147.0	149.2	150.6	151.2	156.2	159.4	161.6	165.1	166.4
Nouvelle-Zélande	76.9	78.5	79.1	79.0	82.7	84.2	86.0	88.5	90.8	93.1	94.7	95.4	97.4	95.4
Pays-Bas	101.1	104.1	107.9	111.5	115.9	119.6	121.0	120.3	120.2	122.5	124.7	128.7	133.0	135.2
Pologne	33.0	35.1	37.5	39.4	41.2	43.0	43.5	44.2	45.9	48.4	50.2	53.3	57.0	59.8
Portugal	58.0	60.0	62.3	65.0	67.3	69.5	70.5	70.5	69.4	70.1	70.4	71.1	72.3	72.2
République slovaque	38.1	40.6	42.3	44.1	44.1	44.6	46.4	48.5	50.8	53.4	56.9	61.6	68.1	72.2
République tchèque	56.3	58.7	58.3	57.9	58.8	61.0	62.8	64.1	66.4	69.4	73.6	78.3	82.7	83.8
Royaume-Uni	90.9	93.3	96.2	99.3	102.4	106.1	108.3	110.2	112.8	115.6	117.3	120.0	122.2	122.2
Suède	96.3	97.6	99.9	103.7	108.4	112.9	113.8	116.2	118.0	122.4	125.9	130.5	132.8	131.0
Suisse	118.4	118.7	121.0	123.9	124.9	128.6	128.8	128.3	127.0	129.4	131.9	135.7	139.5	140.3
Turquie	32.8	34.5	36.6	37.2	35.4	37.3	34.7	36.4	37.8	40.8	43.7	46.1	47.7	47.6
Total UE27	78.0	79.3	81.3	83.6	86.0	89.1	90.6	91.5	92.4	94.2	95.7	98.3	100.7	101.0
Total OCDE	87.6	89.7	92.3	94.1	96.7	100.0	100.6	101.6	102.9	105.4	107.6	110.2	112.4	112.4
Chili	32.9	34.9	36.7	37.4	36.6	37.7	38.6	39.0	40.1	42.0	43.9	45.4	47.1	48.1
Estonie	27.5	29.5	33.5	36.0	36.3	40.1	43.3	46.9	50.7	54.5	59.8	65.9	70.8	68.4
Fédération de Russie	25.3	24.4	24.8	23.5	25.1	27.7	29.2	30.8	33.2	35.7	38.2	41.3	..	..
Israël	84.9	87.4	87.7	89.3	89.9	95.6	93.4	90.9	90.6	93.5	96.5	99.8	103.2	105.4
Slovénie	57.4	59.5	62.5	64.8	68.3	71.1	73.0	75.8	77.9	81.2	84.7	89.3	94.8	98.0

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/823725156646>

Évolution du PIB par habitant en volume

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818072647305>

ÉVOLUTION DU PIB

L'importance de mesurer la croissance du PIB est évidente, mais cette croissance peut être tout simplement liée à l'inflation. Si l'on ne prend pas en compte les évolutions des prix pour mesurer le PIB réel, on obtient une base plus solide pour estimer la croissance de la production économique.

Définition

Pour éliminer du taux de croissance du PIB les effets directs de l'inflation, il convient d'utiliser des données à prix fixes, ou constants. Les prix relatifs se modifiant au fil du temps, le *Système de comptabilité nationale* de 1993 recommande d'utiliser des prix fixes représentatifs de la période pour laquelle le taux de croissance est calculé, ce qui implique de changer régulièrement la série de prix fixes employée, normalement tous les ans. Les taux de croissance du PIB au cours des périodes successives sont ensuite liés les uns aux autres pour former des indices-chaînes de volume. C'est ainsi que procèdent les pays de l'OCDE pour établir leurs estimations « en volume » du taux de croissance de leur PIB. Seul fait exception à cette règle le Mexique, qui, comme de nombreux pays non membres, ne révisé sa pondération fixe que tous les dix ans. Cette pratique tend à fausser les estimations du taux de croissance, généralement par excès. Pour la définition du PIB, voir « Taille du PIB ».

Les taux de croissance indiqués pour l'ensemble de la zone OCDE sont des moyennes des taux de croissance de chaque pays membre, pondérées par la taille relative du PIB de chaque pays en dollars des EU. La conversion en dollars est effectuée en utilisant les parités de pouvoir d'achat.

Comparabilité

Les statistiques du PIB utilisées pour le calcul de ces taux de croissance ont été établies conformément au *Système de comptabilité nationale* de 1993. Les estimations du PIB aux prix courants sont généralement considérées comme tout à fait comparables entre pays. En revanche, on note davantage de divergences dans les méthodes employées par les différents pays pour établir les estimations en volume de leur PIB, en particulier pour ce qui est de la consommation publique et de certains types de dépenses d'équipement. Ces divergences n'impliquent toutefois pas nécessairement une moindre comparabilité des estimations de croissance elles-mêmes.

Les moyennes sur trois ans correspondent aux années 2006-08 (fin de période), et 1995-97 (début de période).

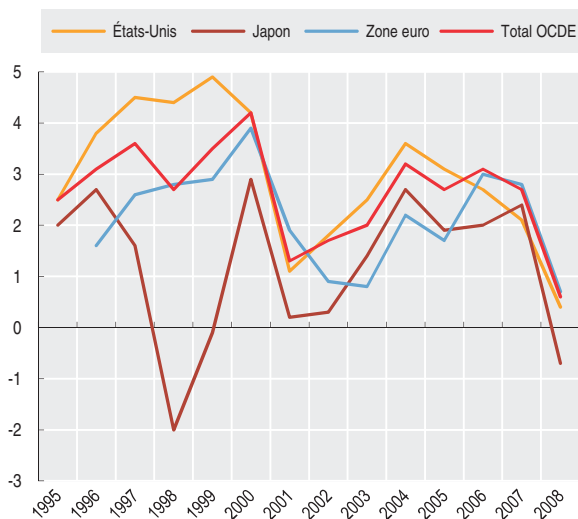
En bref

La croissance annuelle du PIB de l'ensemble de la zone OCDE s'est établie en moyenne à 3.1 % de 2006 à 2008. Durant cette période, les taux de croissance du PIB de la Fédération de Russie, de la République slovaque, de l'Inde et de la Chine ont nettement dépassé cette moyenne, avec un taux annuel de 7 % ou davantage. À l'opposé, l'Italie, le Portugal, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Danemark ont enregistré des taux de croissance du PIB moyens de 1.4 % ou moins au cours de la période considérée.

Pour la plupart des pays, les taux de croissance du PIB enregistrés à la fin des années 2000 (avant le début de la récession mondiale, fin 2008) étaient inférieurs à ceux enregistrés entre 1994 et 1997. C'était le cas en particulier du Portugal, de la Norvège, de l'Irlande, de la Turquie, de la Corée et de l'Estonie. À l'inverse, la Suisse, le Brésil, l'Inde, la République slovaque et la République tchèque ont enregistré des taux de croissance plus élevés.

Croissance du PIB réel

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818081345127>

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris, www.sourceOCDE.org/comptesnationaux.
- Pour les économies non membres : sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *Études du Centre de développement – L'essor de la Chine et de l'Inde : quels enjeux pour l'Afrique ?*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Réformes économiques : Objectif croissance 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne


- Statistiques des Comptes nationaux annuels de l'OCDE.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE.

Sites Internet

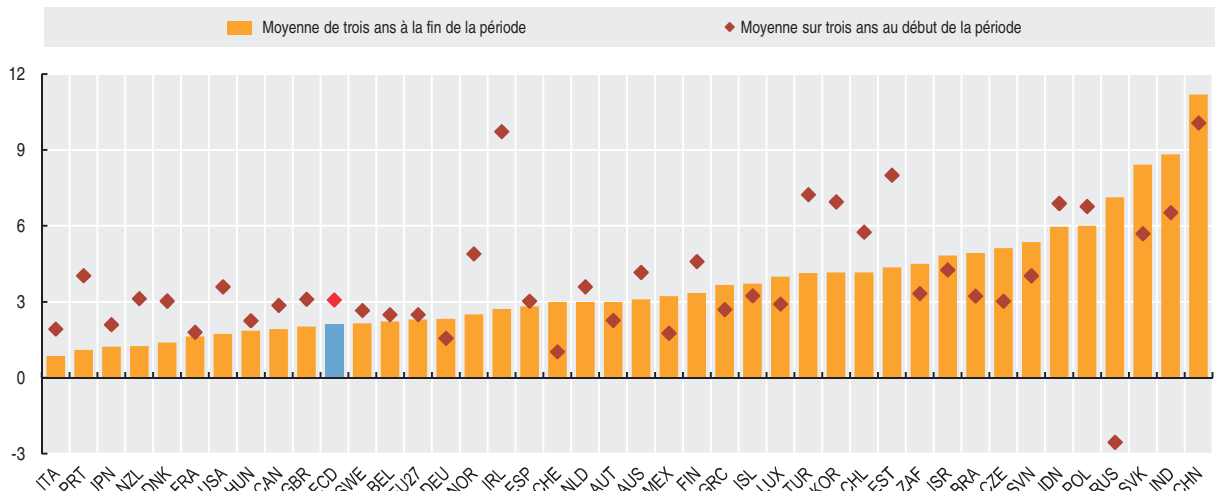
- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.

Croissance du PIB réel
Croissance annuelle en pourcentage

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	1.9	1.0	1.8	2.0	2.0	3.2	1.2	0.0	-0.2	1.2	0.8	3.2	2.5	1.3
Australie	4.1	3.9	4.5	5.2	4.0	1.9	3.8	3.2	4.0	2.8	3.0	3.3	3.7	2.3
Autriche	2.5	2.2	2.1	3.6	3.3	3.7	0.5	1.6	0.8	2.5	2.5	3.5	3.5	2.0
Belgique	2.4	1.4	3.7	1.9	3.5	3.7	0.8	1.4	0.8	3.2	1.8	2.8	2.9	1.0
Canada	2.8	1.6	4.2	4.1	5.5	5.2	1.8	2.9	1.9	3.1	3.0	2.9	2.5	0.4
Corée	9.2	7.0	4.7	-6.9	9.5	8.5	4.0	7.2	2.8	4.6	4.0	5.2	5.1	2.2
Danemark	3.1	2.8	3.2	2.2	2.6	3.5	0.7	0.5	0.4	2.3	2.4	3.4	1.7	-0.9
Espagne	2.8	2.4	3.9	4.5	4.7	5.0	3.6	2.7	3.1	3.3	3.6	4.0	3.6	0.9
États-Unis	2.5	3.8	4.5	4.4	4.9	4.2	1.1	1.8	2.5	3.6	3.1	2.7	2.1	0.4
Finlande	3.9	3.7	6.2	5.2	3.9	5.1	2.7	1.6	1.8	3.7	2.8	4.9	4.2	1.0
France	2.1	1.1	2.2	3.5	3.3	3.9	1.9	1.0	1.1	2.5	1.9	2.2	2.3	0.4
Grèce	2.1	2.4	3.6	3.4	3.4	4.5	4.2	3.4	5.9	4.6	2.2	4.5	4.5	2.0
Hongrie	1.5	1.0	4.3	5.2	4.2	4.9	4.1	4.4	4.3	4.9	3.5	4.0	1.0	0.6
Irlande	9.6	8.1	11.5	8.4	10.7	9.4	5.7	6.5	4.4	4.6	6.2	5.4	6.0	-3.0
Islande	0.1	4.8	4.9	6.3	4.1	4.3	3.9	0.1	2.4	7.7	7.5	4.3	5.6	1.3
Italie	2.8	1.1	1.9	1.4	1.5	3.7	1.8	0.5	0.0	1.5	0.7	2.0	1.6	-1.0
Japon	2.0	2.7	1.6	-2.0	-0.1	2.9	0.2	0.3	1.4	2.7	1.9	2.0	2.4	-0.7
Luxembourg	1.4	1.5	5.9	6.5	8.4	8.4	2.5	4.1	1.5	4.4	5.4	5.6	6.5	0.0
Mexique	-6.2	5.2	6.8	5.0	3.8	6.6	0.0	0.8	1.4	4.0	3.3	5.0	3.4	1.3
Norvège	4.2	5.1	5.4	2.7	2.0	3.3	2.0	1.5	1.0	3.9	2.7	2.3	3.1	2.1
Nouvelle-Zélande	4.2	3.5	1.7	0.5	5.3	2.4	3.6	4.9	4.3	3.8	3.0	1.8	3.1	-1.1
Pays-Bas	3.1	3.4	4.3	3.9	4.7	3.9	1.9	0.1	0.3	2.2	2.0	3.4	3.6	2.0
Pologne	7.0	6.2	7.1	5.0	4.5	4.3	1.2	1.4	3.9	5.3	3.6	6.2	6.8	5.0
Portugal	4.3	3.6	4.2	4.9	3.8	3.9	2.0	0.8	-0.8	1.5	0.9	1.4	1.9	0.0
République slovaque	5.8	6.9	4.4	4.4	0.0	1.4	3.5	4.6	4.8	5.0	6.7	8.5	10.6	6.2
République tchèque	5.9	4.0	-0.7	-0.8	1.3	3.6	2.5	1.9	3.6	4.5	6.3	6.8	6.1	2.5
Royaume-Uni	3.1	2.9	3.3	3.6	3.5	3.9	2.5	2.1	2.8	3.0	2.2	2.9	2.6	0.6
Suède	4.0	1.5	2.5	3.8	4.6	4.4	1.1	2.4	1.9	4.1	3.3	4.2	2.5	-0.2
Suisse	0.4	0.6	2.1	2.6	1.3	3.6	1.2	0.4	-0.2	2.5	2.6	3.6	3.6	1.8
Turquie	7.2	7.0	7.5	3.1	-3.4	6.8	-5.7	6.2	5.3	9.4	8.4	6.9	4.7	0.9
Zone euro	..	1.6	2.6	2.8	2.9	3.9	1.9	0.9	0.8	2.2	1.7	3.0	2.8	0.7
Total UE27	..	1.8	2.7	3.0	3.0	3.9	2.0	1.2	1.3	2.5	2.0	3.2	2.9	0.8
Total OCDE	2.5	3.1	3.6	2.7	3.5	4.2	1.3	1.7	2.0	3.2	2.7	3.1	2.7	0.6
Afrique du Sud	3.1	4.3	2.6	0.5	2.4	4.2	2.7	3.7	3.1	4.9	5.0	5.3	5.1	3.1
Brésil	4.2	2.1	3.4	0.0	0.3	4.3	1.3	2.7	1.1	5.7	3.2	4.0	5.7	5.1
Chili	..	7.4	6.6	3.3	-0.7	4.5	3.3	2.2	4.0	6.0	5.6	4.6	4.7	3.2
Chine	10.9	10.0	9.3	7.8	7.6	8.4	8.3	9.1	10.0	10.1	10.4	11.6	13.0	9.0
Estonie	..	5.7	11.7	6.7	-0.3	10.0	7.5	7.9	7.6	7.2	9.4	10.0	7.2	-3.6
Fédération de Russie	..	-3.6	1.4	-5.3	6.4	10.0	5.1	4.7	7.3	7.2	6.4	7.7	8.1	5.6
Inde	7.4	7.6	4.6	6.0	6.9	5.7	3.9	4.6	6.9	7.9	9.2	9.8	9.4	7.3
Indonésie	8.2	7.8	4.7	-13.1	0.8	5.4	3.6	4.5	4.8	5.0	5.7	5.5	6.3	6.1
Israël	..	5.6	2.9	4.3	3.3	9.2	0.0	-0.7	1.5	5.0	5.1	5.3	5.2	4.0
Slovénie	..	3.6	4.9	3.6	5.4	4.4	2.8	4.0	2.8	4.3	4.5	5.8	6.8	3.5

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/823740485502>

Croissance du PIB réel
Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818085232057>

PIB PAR RÉGION

Les disparités entre les pays de l'OCDE en matière de performances économiques sont souvent moins importantes que les disparités entre les régions d'un même pays. En outre, ces disparités régionales résistent au temps, même quand les disparités économiques entre les pays se sont estompées.

Définition

Les inégalités régionales de performance économique sont mesurées ici d'après le PIB régional par habitant. Le PIB par habitant est calculé en divisant le PIB d'une région par la population résidente (nombre d'habitants) et est mesuré selon les définitions du *Système de comptabilité nationale 1993*.

Le coefficient de Gini est un indicateur synthétique des disparités régionales au sein de chaque pays. Il considère non seulement les régions ayant le PIB par habitant le plus élevé et le plus bas mais aussi les écarts entre toutes les régions. Ce coefficient varie de 0 à 1 : plus sa valeur est élevée, plus les disparités sont fortes. Les disparités régionales tendent à être sous-estimées pour les régions de grande taille. C'est sans doute le cas pour ces pays, où les chiffres du PIB ne sont disponibles que pour les régions de niveau territorial 2 (voir « Population par région »).

En bref

Les disparités régionales qui apparaissent d'un pays à l'autre dans les performances économiques sont souvent conséquentes. Le PIB par habitant dans le centre Ouest de Londres (Royaume-Uni) par exemple est plus de quatre fois supérieur à la moyenne nationale, tandis que celui de l'île d'Anglesey ne représente que la moitié de la moyenne nationale. De fortes différences sont également à constater dans la Fédération de Russie, au Brésil, aux États-Unis, en Turquie et en Pologne. Enfin, les inégalités régionales au sein des pays demeurent conséquentes, même quand on utilise une mesure de la productivité régionale (par exemple le PIB par travailleur).

Les disparités régionales en PIB par habitant résultent de schémas de croissance économique différents au sein des pays. Ces dernières années, les dix régions les plus dynamiques de la zone OCDE étaient à la source de plus d'un tiers de l'augmentation totale du PIB de l'OCDE. En Grèce, la hausse du PIB national est presque uniquement due à la région de l'Attique. Les dix régions dont la croissance est la plus contribuent à la croissance du PIB à hauteur d'environ 60 % dans la Fédération de Russie, en Pologne et en Hongrie.

C'est en Turquie, au Mexique et en République slovaque, que les disparités régionales dans l'indice de Gini du PIB par habitant sont les plus fortes. En comparant les disparités régionales et la proportion de population qui vit dans ces régions dotées d'un faible PIB par habitant (en dessous de la moyenne nationale), on prend la mesure des implications économiques de ces inégalités régionales. En 2006, plus de 40 % du total de la population de l'OCDE vivaient dans des régions à faible PIB par habitant. En Turquie et au Mexique, deux pays qui ont le même indice de Gini de PIB régional par habitant, cette part allait de 35 % en Turquie à presque 60 % au Mexique.

Comparabilité

Pour les autres statistiques régionales, la comparabilité est réduite en raison de différences dans la définition du mot « région ». Le mot « région » peut désigner des réalités très différentes au sein d'un pays et entre les pays avec des écarts sensibles en termes de superficie et de population. Pour surmonter ce problème, l'OCDE a classé les régions de chaque pays selon deux niveaux territoriaux : le niveau territorial 2 (TL2, grandes régions), et le niveau territorial 3 (TL3, petites régions). Toutes les données présentées ici se rapportent à des petites régions – à l'exception de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Chine, de l'Inde, du Mexique, de la Fédération de Russie, de l'Afrique du Sud et des États-Unis.

Une partie des différences observées dans le PIB par habitant au sein d'un pays sont dues aux migrations pendulaires, qui ont tendance à faire augmenter le PIB par habitant dans les régions où les gens travaillent, et à le faire diminuer dans les régions de résidence des migrants pendulaires.

« 2006 ou dernière année disponible » fait référence à l'année 2006 dans tous les pays à l'exception du Japon (2005), de la Nouvelle-Zélande (2003), de la Fédération de Russie (2005) et de la Turquie (2001). « 1995-2006 ou dernière période disponible » fait référence à des données de 1995-2006 dans tous les pays sauf l'Italie (2000-06), le Mexique (1995-2004), la Pologne (2000-05) et les États-Unis (1997-2005).

Source

- OCDE, *Base de données régionales*.
- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Reprise économique, innovation et croissance durable : Le rôle crucial des régions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Régions et croissance : Une analyse des tendances*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Local Governance and the Drivers of Growth*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE – Villes, compétitivité et mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Enseignement supérieur et régions : Concurrence mondiale, engagement local*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 6, février, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.

Bases de données en ligne

- OCDE, *Base de données régionales*.

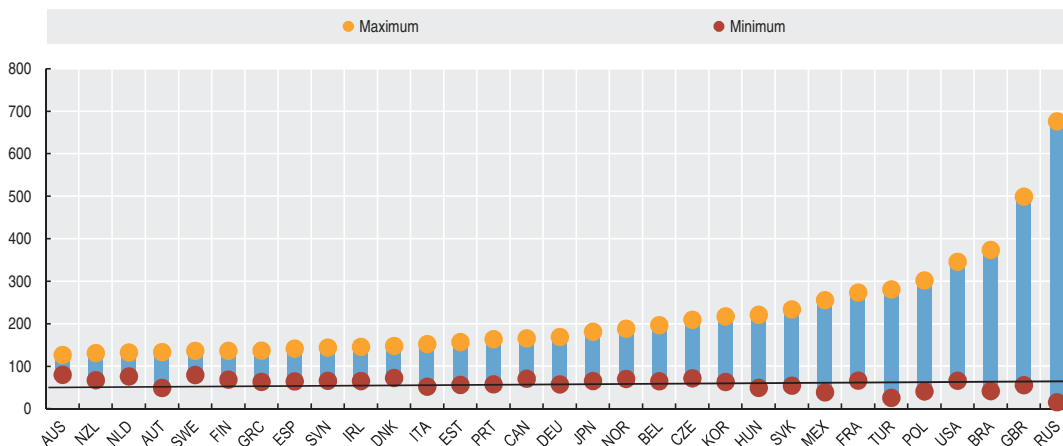
Sites Internet

- OECD eXplorer, www.OECD.org/gov/developpementregional.
- Territorial grids, www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators.



Classement des PIB régionaux par habitant, petites régions

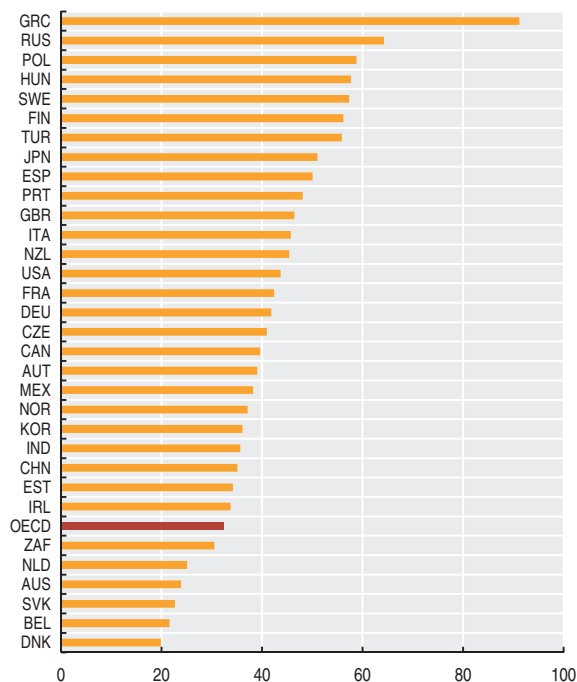
En pourcentage du PIB national par habitant, 2006 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818135428215>

Part de l'augmentation du PIB de chaque pays due aux 10 % des régions les plus dynamiques, petites régions

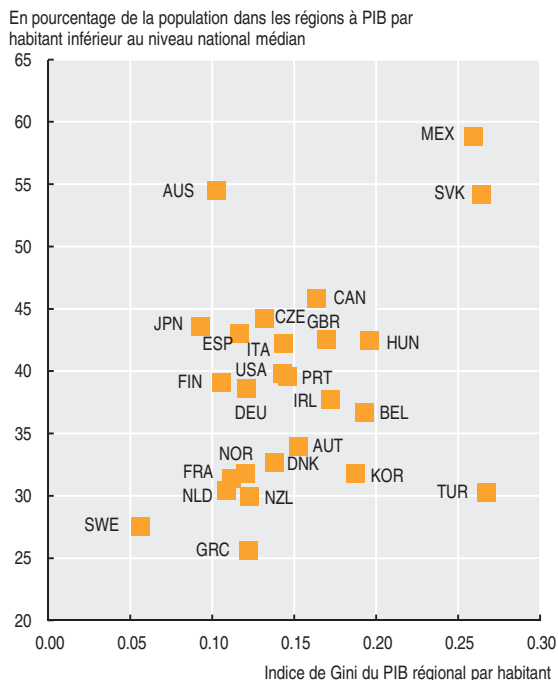
Pourcentage, 1995-2006 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818145715674>

Indice de Gini du PIB régional par habitant et part de la population dans les régions à faible PIB par habitant, petites régions

2006 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818166553241>

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

Si le produit intérieur brut (PIB) par habitant est l'indicateur le plus couramment utilisé pour comparer les niveaux de revenu d'un pays à l'autre, deux autres mesures lui sont préférées par de nombreux analystes. Il s'agit du revenu national brut (RNB) et du revenu national net (RNN) par habitant.

Définition

Le RNB est défini comme le PIB augmenté des recettes nettes en provenance de l'étranger au titre des salaires et traitements et des revenus de la propriété.

Les salaires et traitements en provenance de l'étranger sont ceux qui sont perçus par des résidents, c'est-à-dire par des personnes qui vivent et consomment essentiellement sur le territoire économique du pays considéré mais travaillent à l'étranger (ce qui est courant dans les régions frontalières), ou des personnes qui vivent et travaillent à l'étranger uniquement pour de brèves périodes (travailleurs saisonniers). Les travailleurs immigrés temporaires et les autres travailleurs migrants qui vivent à l'étranger pendant un an ou plus sont considérés comme des résidents du pays dans lequel ils sont employés. Ces personnes peuvent envoyer une partie de leurs gains à des parents dans leur pays d'origine, mais ces envois de fonds sont assimilés à des transferts entre ménages résidents et non résidents et ne sont pas comptabilisés dans les recettes nettes en provenance de l'étranger au titre des salaires et traitements.

Les revenus de la propriété en provenance de l'étranger sont les intérêts, les dividendes et la totalité ou une partie des bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées en tout ou partie par des résidents. Dans la plupart des pays, la différence entre le PIB et le RNB est essentiellement imputable aux recettes nettes de revenus de la propriété. Il est à noter que les bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées par des résidents peuvent ne pas revenir effectivement aux résidents en question et que, dans certains pays, le rapatriement des bénéfices est soumis à des restrictions. Les rentrées de bénéfices non distribués constituent une imputation; en l'absence de transaction effective, il faut comptabiliser une sortie imputée d'un montant identique. Cette sortie imputée est traitée comme une transaction financière (des bénéfices réinvestis à l'étranger). Les pays qui détiennent des stocks importants d'investissements directs à l'étranger peuvent afficher des rentrées considérables de revenus de la propriété en provenance de l'étranger et donc un RNB élevé, alors même qu'une grande partie de ces revenus de la propriété ne sont peut-être jamais effectivement rapatriés, et s'ajoutent en fait à l'investissement direct à l'étranger.

En bref

Dans le graphique, les pays sont classés en fonction de leur RNB, qui est généralement supérieur de 15 à 19 % au RNN. On notera que le choix de l'indicateur de revenu a peu d'incidence sur le classement des pays; les seuls qui perdraient plus d'une place dans le classement si l'indicateur retenu était le RNN sont l'Australie, le Danemark, l'Islande et la Suisse, tandis que l'Irlande et le Royaume-Uni gagneraient plus d'une place.

La dépréciation, qui est déduite du RNB pour obtenir le RNN, représente la perte de valeur marchande des immobilisations – logements, bâtiments, machines, matériel de transport, pouvant prendre la forme d'infrastructures matérielles, logiciels, etc. – sous l'effet de l'usure et de l'obsolescence.

Comparabilité

Le RNB et le RNN sont calculés d'après les définitions du *Système de comptabilité nationale* de 1993. Toutefois, la mesure des flux internationaux de salaires et traitements et de revenus de la propriété, ainsi que de la dépréciation, soulève des difficultés pratiques. C'est pourquoi le PIB par habitant, quoique théoriquement inférieur en qualité au RNB ou au RNN, est l'indicateur de revenu le plus largement utilisé.

Il convient de noter que les données pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande se rapportent à l'exercice budgétaire.

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Maddison, A. (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.theworldeconomy.org.
- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.sourceocde.org/9789264068100.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

Bases de données en ligne

- Statistiques des *Comptes nationaux annuels* de l'OCDE.
- Statistiques des *Perspectives économiques* de l'OCDE.


Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des *Perspectives économiques*, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.

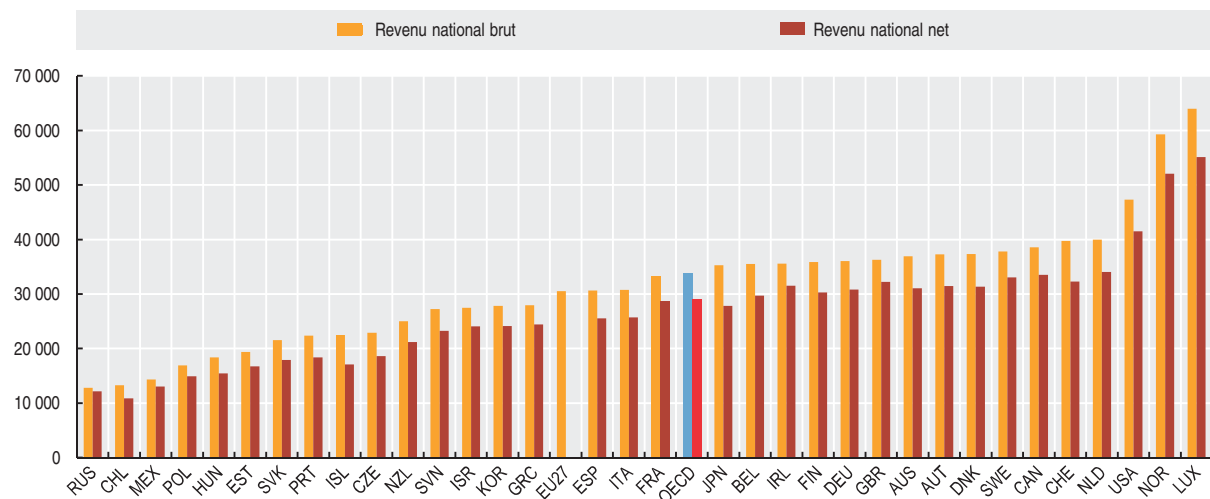

Revenu national brut par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	22 326	22 935	23 408	23 999	24 873	25 709	26 592	27 246	28 364	30 182	31 738	33 602	35 390	36 017
Australie	20 729	21 569	22 743	23 909	25 389	26 525	27 521	28 770	30 255	31 212	32 640	34 113	35 938	36 897
Autriche	23 135	24 161	24 623	25 723	26 529	28 285	28 187	29 854	30 775	32 347	33 083	34 920	36 100	37 256
Belgique	22 808	23 220	24 295	24 777	25 826	28 260	28 951	30 417	30 704	31 484	32 350	33 656	34 997	35 523
Canada	21 936	22 512	23 704	24 700	26 217	27 740	28 500	29 145	30 497	32 121	34 377	36 451	37 963	38 593
Corée	13 286	14 344	15 111	13 978	15 491	17 131	18 132	19 668	20 198	21 694	22 762	24 699	26 623	27 839
Danemark	22 747	23 744	24 902	25 844	26 699	28 216	29 027	30 393	30 238	32 444	33 659	35 839	36 699	37 323
Espagne	15 895	16 546	17 535	18 705	19 638	21 143	22 230	23 703	24 458	25 608	26 991	29 145	30 743	30 648
États-Unis	27 520	28 881	30 467	32 024	33 652	35 659	36 415	37 012	38 322	40 605	43 091	45 610	46 867	47 320
Finlande	18 173	18 775	20 607	22 127	23 373	25 493	26 584	27 643	27 478	30 063	30 813	32 907	35 329	35 837
France	20 260	20 915	21 890	22 966	23 990	25 623	26 965	27 853	27 568	28 493	29 884	31 120	32 840	33 309
Grèce	15 044	15 504	16 393	16 859	17 160	18 462	20 058	21 655	22 570	23 977	24 224	25 787	26 981	27 947
Hongrie	8 738	9 073	9 551	10 241	10 651	11 560	12 917	14 009	14 705	15 462	16 027	16 882	17 429	18 407
Irlande	16 161	17 749	19 423	21 279	22 304	24 717	25 795	27 422	29 501	31 273	33 164	35 873	37 997	35 581
Islande	22 570	23 609	25 501	27 225	28 071	28 046	29 492	31 033	30 282	32 323	33 674	32 309	33 035	22 515
Italie	20 787	21 526	22 437	23 563	24 091	25 406	26 953	28 594	26 912	27 253	28 056	29 467	30 795	30 774
Japon	22 586	23 774	24 572	24 296	24 557	25 935	26 593	27 252	27 965	29 581	31 027	32 843	34 759	35 258
Luxembourg	35 969	37 325	39 182	39 633	43 897	46 516	47 893	47 726	47 060	56 760	58 668	58 806	65 342	63 978
Mexique	7 196	7 628	8 256	8 645	9 028	9 811	9 926	10 216	10 696	11 376	12 260	13 193	13 936	14 305
Norvège	23 310	25 746	27 669	27 105	29 550	35 643	37 131	37 166	38 532	42 331	47 646	52 079	54 189	59 253
Nouvelle-Zélande	16 042	16 318	17 168	17 705	18 625	19 355	20 291	21 028	21 668	22 494	22 897	23 968	24 982	24 997
Pays-Bas	21 872	22 844	24 417	25 215	27 226	30 044	31 026	32 236	32 059	34 092	35 280	38 173	40 165	39 983
Pologne	7 375	8 065	8 805	9 403	9 940	10 530	10 925	11 524	11 867	12 653	13 523	14 342	15 727	16 900
Portugal	13 045	13 545	14 264	14 954	15 843	16 668	17 278	18 065	18 537	18 865	20 255	20 886	21 801	22 346
République slovaque	8 345	9 091	9 753	10 324	10 340	10 912	12 061	12 909	12 911	14 056	15 706	17 402	19 734	21 545
République tchèque	12 787	13 455	13 613	13 702	13 975	14 655	15 633	16 103	17 215	18 240	19 452	20 743	22 316	22 875
Royaume-Uni	19 561	20 799	22 358	23 527	24 141	26 026	27 747	29 315	30 251	32 240	33 272	34 298	35 432	36 259
Suède	21 355	22 127	22 907	23 919	25 546	27 523	27 696	28 905	30 330	31 990	32 249	34 903	37 674	37 780
Suisse	27 376	28 190	29 916	31 110	31 961	33 946	33 588	34 469	35 774	36 994	38 822	41 107	42 338	39 735
Total UE27	17 329	18 044	18 895	19 737	20 501	21 810	22 923	23 825	24 424	25 717	26 845	28 375	29 920	30 511
Total OCDE	19 554	20 479	21 522	22 290	23 197	24 683	25 440	26 144	26 924	28 469	30 024	31 815	33 216	33 748
Chili	..	7 822	8 370	8 686	8 566	8 950	9 382	9 583	9 847	10 381	11 115	11 396	12 311	13 299
Estonie	6 283	6 923	7 753	8 319	8 632	9 541	10 259	11 475	12 676	14 046	15 902	17 487	19 174	19 402
Fédération de Russie	5 550	5 443	5 577	5 225	5 680	6 634	7 259	7 884	8 984	10 043	11 569	12 811	..	..
Israël	16 301	17 035	17 290	17 787	20 461	21 935	22 433	22 579	21 360	22 850	23 149	24 974	26 726	27 448
Slovénie	13 081	13 834	14 792	15 621	16 647	17 482	18 385	19 593	20 288	21 940	23 295	24 543	26 007	27 222

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/823762510007>
Revenu national brut et net par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2008 ou dernière année disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818176348655>

REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES

Le concept de revenu disponible des ménages est proche du concept de revenu utilisé de manière générale en économie, et constitue un indicateur important de bien-être et de niveau de vie. Si l'on fait abstraction des variations de patrimoine net découlant des transferts en capital ou des gains de détention, le revenu disponible des ménages peut être considéré comme le montant maximum que les ménages peuvent affecter à l'acquisition de biens ou services de consommation sans devoir réduire leurs actifs financiers ou non financiers, ou accroître leurs engagements.

Définition

Le Revenu disponible des ménages est la somme des dépenses de consommation finale des ménages et de leur épargne (diminuée de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension). Elle correspond également à la somme des salaires et traitements, du revenu mixte, des revenus nets de la propriété, des transferts courants nets et des prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, moins les impôts sur le revenu et la richesse et les cotisations de sécurité sociale payées par les salariés, les travailleurs indépendants et les chômeurs.

Les chiffres présentés ici pour le secteur des ménages comprennent le revenu disponible des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Le déflateur des prix utilisé pour obtenir des valeurs réelles est compatible avec celui utilisé pour dégonfler la dépense de consommation finale des ménages et des ISBLSM.

En bref

Au cours de la période 2006-08, le revenu disponible des ménages a augmenté en termes réels de 2.5 % par an environ dans les pays de l'OCDE considérés ici. Le revenu disponible réel des ménages a diminué en Hongrie, tandis qu'il a progressé de moins de 0.5 % en Italie et en Allemagne. Par contre, il a enregistré une croissance supérieure à 10 % en Fédération de Russie et en Estonie.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance du revenu disponible réel des ménages entre 2005 et 2008 a été inférieure à celle enregistrée entre 1994 et 1997. Il existe cependant plusieurs exceptions, telles que le Japon, la France, l'Autriche, la Suisse, la Suède, le Canada, l'Australie et la République tchèque.

Parmi les sept grands pays, la croissance du revenu disponible réel des ménages a fortement baissé au Royaume-Uni, et plus modérément aux États-Unis, en Allemagne et en Italie. En 2008, dans tous les pays hormis le Canada, l'Allemagne, le Portugal et le Royaume-Uni, la progression du revenu disponible des ménages a ralenti par rapport à 2007. À quelques notables exceptions près, telles que la Hongrie, les pays non membres de l'OCDE et les anciennes économies en transition ont eu tendance à enregistrer des taux de croissance du revenu disponible des ménages plus élevés que les autres pays de l'OCDE.

Comparabilité

Le revenu disponible des ménages est calculé suivant les définitions du *Système de comptabilité nationale* de 1993. La mesure de certaines composantes de ce revenu, telles que les envois de fonds, soulève toutefois des difficultés pratiques.

Source

- OCDE (2009), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE 2009, volume IIa, Tableaux détaillés*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus


Publications méthodologiques

- OCDE (2007), *Understanding National Accounts*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève.

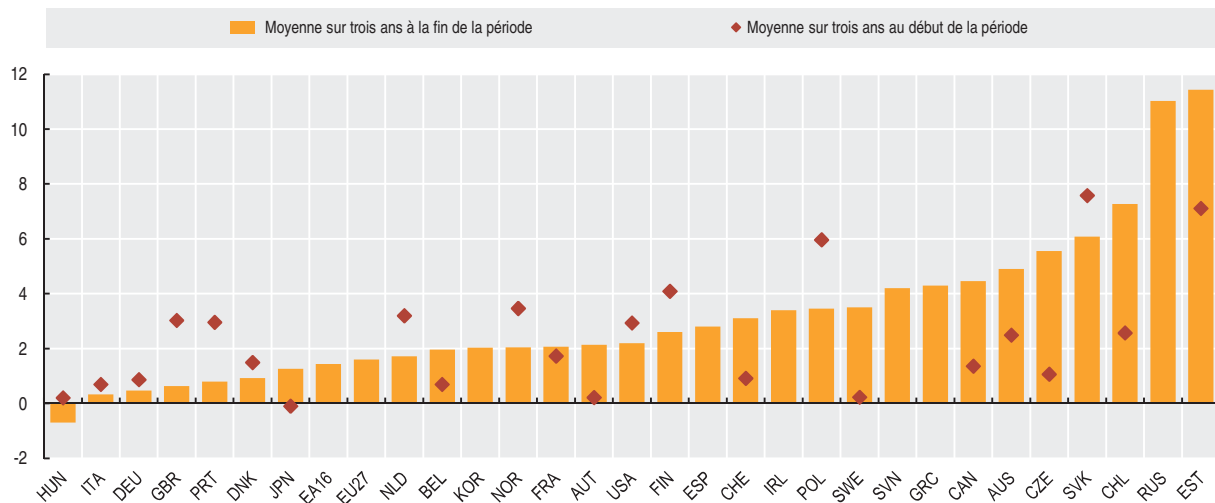

Revenu disponible des ménages

Croissance annuelle en pourcentage

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	..	1.1	0.3	1.2	2.2	1.9	2.1	-0.4	0.5	0.2	0.6	1.0	-0.2	0.6
Australie	4.1	2.3	1.1	4.0	4.2	4.1	1.3	0.1	4.9	5.6	4.5	4.6	..	..
Autriche	..	-0.1	-1.6	2.4	3.8	1.9	0.0	1.2	1.9	2.4	2.6	3.0	1.7	1.7
Belgique	..	-0.6	0.6	2.1	2.4	1.8	3.1	-0.4	-0.3	-0.2	0.1	2.9	1.8	1.2
Canada	1.8	0.1	2.2	2.8	2.9	4.8	2.8	1.8	2.1	3.8	2.5	5.7	3.4	4.3
Corée	..	..	..	..	..	..	0.9	3.4	4.9	4.7	2.3	2.6	2.7	0.8
Danemark	..	1.4	0.2	2.9	-2.9	0.5	3.7	1.4	2.1	2.9	2.0	2.9	0.2	-0.3
Espagne	..	..	..	..	..	..	3.0	3.1	3.2	3.1	4.1	3.2	2.9	2.3
États-Unis	2.7	2.8	3.3	6.0	3.1	4.8	2.5	3.6	2.9	3.0	1.4	3.9	1.9	0.8
Finlande	7.4	0.0	5.0	2.7	4.5	0.4	3.4	2.3	5.7	4.1	1.3	2.5	3.3	2.0
France	3.1	0.6	1.5	3.4	3.1	3.4	3.4	3.7	0.6	2.4	1.4	2.5	3.1	0.6
Grèce	..	..	..	..	..	..	3.2	3.6	5.0	4.4	3.4	5.1	..	..
Hongrie	..	-2.4	-0.2	3.3	1.3	3.1	6.0	8.1	5.8	5.5	2.2	2.7	-1.8	-2.9
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	1.9	6.8	3.5	4.4	4.2	1.6
Italie	0.3	1.8	0.0	-1.1	1.0	0.3	3.0	1.1	0.1	0.6	0.5	0.7	0.7	-0.4
Japon	..	..	0.3	-0.1	-0.5	-0.9	-2.1	1.3	-0.7	1.7	1.7	1.3	0.8	..
Norvège	2.9	3.8	3.7	5.7	2.5	3.8	0.0	8.0	4.4	3.6	7.6	-6.3	5.4	..
Nouvelle-Zélande	4.0	5.1	0.8	1.7	2.8	3.0	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	2.7	2.8	4.1	3.4	2.3	2.2	5.5	-0.6	-2.4	0.7	-0.3	0.6	4.4	0.2
Pologne	..	5.3	7.1	5.5	3.5	1.7	3.8	-0.9	1.3	3.6	1.4	4.4	4.6	..
Portugal	..	1.6	2.4	4.9	5.0	4.2	2.5	1.0	0.0	1.6	0.8	0.5	-0.2	2.1
République slovaque	..	13.7	4.6	4.7	-1.3	2.0	3.0	5.1	-0.6	3.9	6.2	3.7	9.3	5.3
République tchèque	..	3.7	2.2	-2.6	2.1	1.0	0.9	2.8	5.3	0.8	5.3	6.8	6.6	3.3
Royaume-Uni	..	3.0	4.1	2.0	2.5	4.0	4.4	1.8	3.1	0.4	2.2	0.2	-0.1	1.8
Suède	..	-0.9	-0.4	2.0	2.6	4.6	6.2	3.6	1.4	1.3	1.2	3.3	3.6	3.6
Suisse	..	-1.3	1.3	2.8	2.7	3.7	2.7	-1.2	-0.7	2.1	2.6	3.0	3.7	..
Zone euro	..	..	..	..	..	2.2	2.9	1.4	0.8	1.5	1.3	1.8	1.6	0.9
Total UE27	..	..	..	..	..	2.5	3.3	1.6	1.6	1.4	1.7	1.7	1.6	1.5
Chili	..	..	3.8	4.9	-0.9	3.5	3.2	2.2	3.4	7.8	7.7	7.0	7.1	..
Estonie	..	9.7	9.5	2.3	-1.8	9.1	6.4	8.6	5.6	5.5	10.5	12.1	11.7	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	7.9	9.8	11.3	12.0	..	..
Slovénie	..	..	..	..	..	..	4.7	3.3	0.5	4.0	4.9	3.1	4.6	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/823771515813>
Revenu disponible des ménages

Croissance annuelle moyenne en pourcentage


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818188300134>

ÉPARGNE DES MÉNAGES

L'épargne des ménages est la principale source intérieure de financement des dépenses en capital, qui constituent un moteur essentiel de la croissance économique à long terme.

Définition

Dans les comptes nationaux, l'épargne est estimée en soustrayant les dépenses de consommation des ménages de leur revenu disponible augmenté de la variation de leurs droits nets sur les fonds de pension (dans la mesure où cette composante est également un déterminant du revenu disponible des ménages, mais de signe opposé).

Le revenu disponible des ménages est principalement constitué des revenus tirés d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise non constituée en société, auxquels s'ajoutent les intérêts, dividendes et prestations sociales perçus, diminués des impôts sur le revenu, des intérêts et des cotisations de sécurité sociale versés. On notera que les revenus d'entreprise comprennent les « loyers imputés » des logements occupés par leur propriétaire.

Les dépenses de consommation des ménages comprennent principalement leurs achats de biens et services de consommation. Elles incluent également les « dépenses imputées » des propriétaires occupants, c'est-à-dire les sommes fictives qu'ils versent, en leur qualité d'occupant, à eux-mêmes, en leur qualité de propriétaire de leur logement, et la production de biens tels que les produits agricoles pour une utilisation personnelle.

Les taux d'épargne peuvent être mesurés en termes nets ou bruts. Les taux d'épargne nets sont mesurés en déduisant de l'épargne et du revenu disponible des ménages la consommation de capital fixe (amortissement) correspondant aux actifs utilisés dans les entreprises exploitées par les ménages et aux logements occupés par leur propriétaire, de sorte que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux indiqués en termes nets.

En bref

Le taux d'épargne des ménages est très variable suivant les pays. En 2008 ou pendant la dernière année disponible, ce taux d'épargne allait de plus de 10 % du revenu disponible des ménages en Belgique, en France, en Allemagne, en Suède, en Suisse, dans la Fédération de Russie et en Slovaquie, à des valeurs négatives au Danemark, en Finlande, en Grèce, en Norvège, au Portugal, au Royaume-Uni et en Estonie.

Ces écarts tiennent en partie à des différences institutionnelles entre les pays, concernant par exemple la mesure dans laquelle les retraites sont financées par l'État ou par l'épargne individuelle, et la mesure dans laquelle l'État offre une assurance contre la maladie et le chômage. La composition par âge de la population est également importante à cet égard, car les personnes âgées ont tendance à liquider les actifs financiers qu'elles ont acquis pendant leur vie active, si bien qu'un pays comptant une proportion importante de retraités se caractérise généralement par un faible taux d'épargne.

Au cours des dix à quinze dernières années couvertes par le tableau, les taux d'épargne des ménages ont augmenté en Autriche, en Suède et en Allemagne et sont restés stables en Belgique, en France et en Suisse. Une tendance à la baisse s'est manifestée sur cette même période au Canada, en Italie, au Japon, en Corée, en Pologne et aux États-Unis.

Le secteur des ménages comprend les ménages ainsi que les institutions sans but lucratif au service des ménages. Le taux d'épargne des ménages est égal au rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible (augmenté de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension).

Comparabilité

L'épargne étant par définition la différence entre deux grands agrégats – le revenu disponible et les dépenses de consommation des ménages – qui peuvent tous deux donner lieu à des erreurs d'estimation, les estimations de l'épargne tendent également à faire l'objet d'importantes erreurs relatives et de révisions au fil des ans.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Cotis, J.-P., J. Coppel et L. de Mello (2004), *Est-ce que les États-Unis ont une tendance à « surconsommer » ?*, document présenté à la Conférence économique de la Federal Reserve Bank of Boston, Cape Cod, 14-16 juin, www.oecd.org/eco/speeches.
- Harvey, R. (2005), « Comparaison des taux d'épargne des ménages : Zone euro/États-Unis/Japon », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 8, avril, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.
- Kohl, R. et P. O'Brien (1998), *The Macroeconomics of Ageing, Pensions and Savings*, Documents de travail du Département des Affaires économiques, n° 200, OCDE, Paris.
- de Serres, A. et F. Pelgrin (2003), « La baisse des taux d'épargne privée durant les années 90 dans les pays de l'OCDE : la contribution des déterminants autres que la richesse ? », *Revue économique de l'OCDE*, n° 36, 2003/1, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Taux d'épargne net des ménages

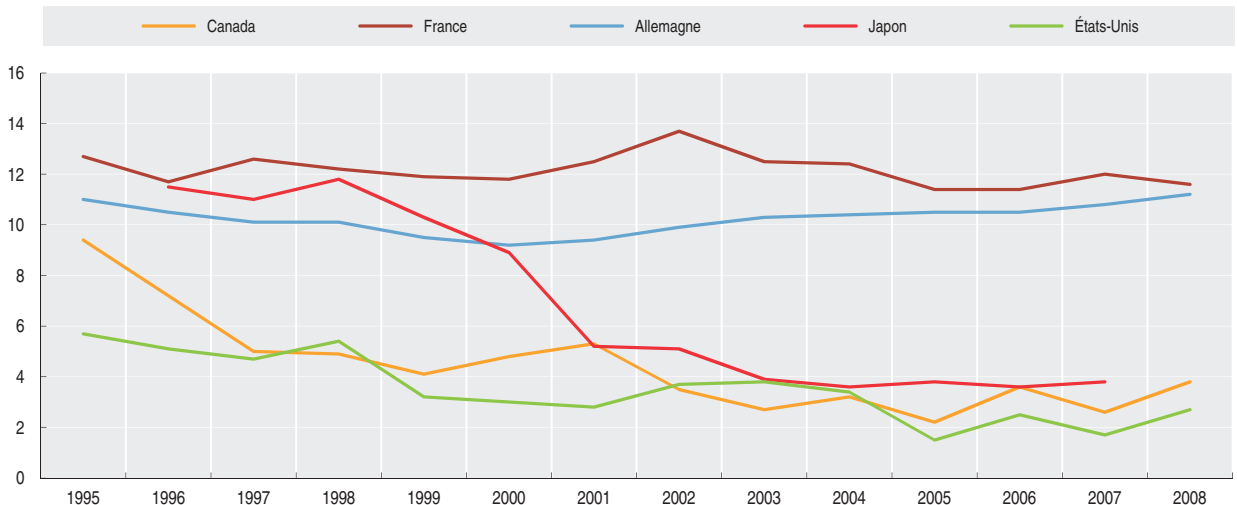
En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	11.0	10.5	10.1	10.1	9.5	9.2	9.4	9.9	10.3	10.4	10.5	10.5	10.8	11.2
Australie	6.4	6.2	2.9	1.9	1.8	2.2	0.6	-2.7	-3.2	-2.1	-0.2	0.8	..	..
Autriche	11.8	9.3	7.7	8.5	9.8	9.2	8.1	8.0	9.2	9.4	9.7	10.9	11.4	12.0
Belgique	16.4	14.3	13.2	12.7	13.1	12.3	13.7	12.9	12.2	10.8	10.0	10.9	11.2	11.5
Canada	9.4	7.2	5.0	4.9	4.1	4.8	5.3	3.5	2.7	3.2	2.2	3.6	2.6	3.8
Corée	..	..	..	..	..	9.3	5.2	0.4	5.2	9.2	7.2	5.2	2.9	2.8
Danemark	1.3	0.9	-1.6	0.0	-3.3	-1.9	3.7	4.1	4.1	0.7	-1.5	0.4	-1.0	-0.3
Espagne	..	..	..	..	..	5.9	5.6	5.6	6.0	4.9	4.7	4.2	3.6	6.1
États-Unis	5.7	5.1	4.7	5.4	3.2	3.0	2.8	3.7	3.8	3.4	1.5	2.5	1.7	2.7
Finlande	3.9	0.4	2.0	0.6	2.1	-0.1	0.2	0.6	1.4	2.5	0.7	-1.4	-1.2	-1.0
France	12.7	11.7	12.6	12.2	11.9	11.8	12.5	13.7	12.5	12.4	11.4	11.4	12.0	11.6
Grèce	..	..	..	..	..	-6.0	-7.5	-8.0	-7.3	-7.2	-8.0	-7.3	..	..
Hongrie	14.4	15.6	14.2	13.5	9.9	8.9	8.5	6.4	4.3	6.8	6.1	7.5	4.6	3.0
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	5.4	5.4	8.3	5.6	3.8	2.7	4.1
Italie	17.0	17.9	15.1	11.4	10.2	8.4	10.5	11.2	10.3	10.2	9.9	9.1	8.2	8.6
Japon	..	11.5	11.0	11.8	10.3	8.9	5.2	5.1	3.9	3.6	3.8	3.6	3.8	..
Norvège	4.8	2.6	3.0	5.7	4.7	4.3	3.1	8.2	8.9	7.2	10.1	0.1	-1.2	..
Nouvelle-Zélande	-3.6	-2.6	-4.6	-4.2	-5.3	-3.8	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	14.0	12.4	13.0	12.0	8.9	6.7	9.5	8.4	7.5	7.3	6.3	6.0	8.1	6.8
Pologne	14.6	11.7	11.7	12.1	11.1	10.3	12.3	8.3	7.8	8.0	7.1	6.8	7.4	..
Portugal	6.9	5.5	4.3	4.0	3.3	3.8	4.6	4.1	4.0	3.1	2.5	1.1	-1.1	-0.9
République slovaque	5.2	8.9	9.4	7.7	6.3	6.1	3.9	3.5	1.2	0.5	1.2	0.5	2.5	1.8
République tchèque	10.0	6.1	6.0	4.1	3.4	3.3	2.2	3.0	2.4	0.5	3.2	4.8	6.3	5.8
Royaume-Uni	6.9	5.9	5.9	3.5	0.9	0.1	1.5	-0.1	0.4	-1.7	-1.3	-2.9	-4.3	-4.5
Suède	9.5	7.3	4.9	4.0	3.6	4.8	9.3	9.1	9.0	7.7	6.8	7.8	9.1	12.1
Suisse	12.7	10.9	10.7	10.7	10.8	11.7	11.9	10.7	9.4	9.0	10.1	11.4	12.7	..
Zone euro	..	..	..	..	9.3	8.4	9.2	9.7	9.4	9.3	8.6	8.2	8.3	8.9
Total UE27	..	..	..	..	7.4	6.6	7.5	7.4	7.3	6.6	6.4	5.8	5.5	5.8
Chili	..	7.2	5.6	6.5	7.3	6.5	7.0	6.8	6.4	7.2	7.1	7.7	7.7	..
Estonie	4.2	2.0	-0.1	-2.8	-5.4	-3.0	-4.0	-6.5	-8.4	-11.7	-10.4	-9.6	-5.2	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	12.8	13.2	11.8	12.0	12.6	..	..
Slovénie	..	..	..	..	..	7.0	9.0	9.9	7.6	9.2	11.1	11.2	10.5	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823876227135>

Taux d'épargne net des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818204663301>

TAUX D'INVESTISSEMENT

La part du PIB total consacrée aux investissements en actifs fixes est un important indicateur de la croissance économique future. Toutefois, les différents types d'investissement ne contribuent pas tous de la même manière à cette future expansion, et cette dernière dépend aussi de dépenses qui sont par convention considérées comme des dépenses de consommation (par exemple l'éducation, la santé).

Définition

La formation brute de capital fixe (FBCF) est mesurée par la valeur des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes, c'est-à-dire de produits qui devraient être utilisés pour la production pendant plusieurs années. Les acquisitions comprennent à la fois les achats d'actifs (neufs ou d'occasion) et la construction d'actifs par les producteurs pour leur propre usage. Les cessions comprennent les ventes d'actifs mis au rebut ainsi que les ventes d'actifs d'occasion encore utilisables à d'autres producteurs : la Nouvelle-Zélande, le Mexique et certains pays d'Europe centrale importent des quantités considérables d'actifs d'occasion.

Les actifs fixes sont les machines et équipements; les logements et autres bâtiments; les routes, ponts, aéroports et barrages; les vergers et plantations d'arbres; les aménagements apportés aux terrains, notamment les travaux de clôture, de nivellement et de drainage; les animaux de trait et les autres animaux élevés pour leur lait et leur laine; les logiciels et les bases de données; les œuvres récréatives, littéraires ou

artistiques originales; et les dépenses de prospection minière et pétrolière. Tous ces éléments ont en commun de contribuer à la production future. Cela n'est peut-être pas évident pour les logements, mais dans l'optique de la comptabilité nationale, les appartements et les maisons sont considérés comme produisant des services de logement qui sont consommés par les propriétaires ou les locataires au cours de la durée de vie du bâtiment.

Pour le calcul des pourcentages, la FBCF et le PIB sont évalués aux prix courants du marché. Les moyennes sur trois ans réfèrent aux périodes 2006 à 2008 (fin de période) et 1995 à 1997 (début de période)

Comparabilité

Lors de la révision du *Système de comptabilité nationale* en 1993, le champ de la FBCF a été élargi de façon à inclure la prospection minière et pétrolière, les logiciels et les œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales. La comparabilité des données correspondantes s'est améliorée ces dernières années, mais la couverture de ces différents éléments est plus limitée dans certains pays, notamment en ce qui concerne la production de logiciels pour compte propre.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

En bref

Le taux d'investissement total s'est établi pour la période 2006-08 à 21 % en moyenne pour la zone OCDE dans son ensemble, mais on observe un taux d'investissement nettement supérieur en Espagne, en Islande, en Corée et en Australie, et bien inférieur au Royaume-Uni, en Allemagne, aux États-Unis, en Suède et au Luxembourg. Ce taux d'investissement dépasse les 30 % du PIB en Estonie et en Inde, et 40 % du PIB en Chine.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, le taux d'investissement total est resté *grosso modo* inchangé par rapport à la période 1995-97. Des baisses de 4 points ou plus ont eu lieu en Corée, en République slovaque et au Japon – encore que le taux d'investissement y reste nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE, ainsi qu'en Israël et au Chili (où le taux d'investissement est plus faible en comparaison). Le taux d'investissement total est aujourd'hui beaucoup plus élevé qu'entre 1995 et 1997 en Islande, en Irlande, en Espagne et en Australie. Une partie de cette augmentation pourrait refléter un boom de la construction immobilière non viable sur le long terme.

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour la Russie et l'Afrique du Sud : OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour la Chine : Bureau national des statistiques.
- Pour le Brésil : sources nationales et OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2004), « Vers une harmonisation des estimations de l'investissement en logiciels », *Revue économique de l'OCDE*, n° 37, 2003/2, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Formation brute de capital fixe

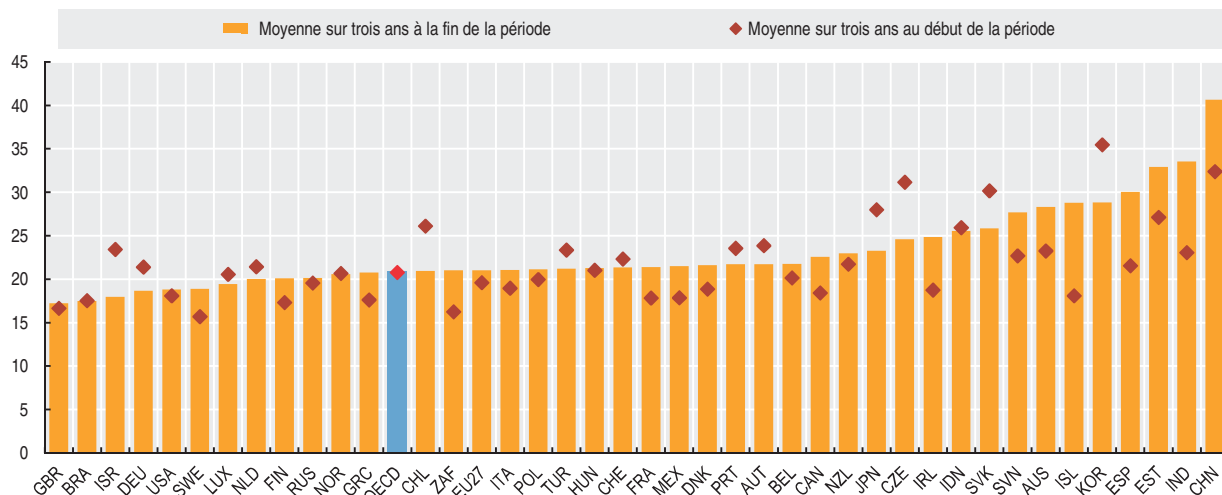
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	21.9	21.3	21.0	21.1	21.3	21.5	20.0	18.3	17.9	17.5	17.4	18.2	18.8	19.0
Australie	22.9	22.9	24.0	24.2	24.8	22.0	22.9	24.8	25.4	25.8	27.0	27.2	28.3	29.4
Autriche	23.6	24.1	23.9	24.0	23.5	24.0	23.3	21.7	22.4	22.0	21.7	21.6	21.8	21.8
Belgique	19.9	20.1	20.5	20.6	20.7	21.1	20.8	19.1	18.8	19.8	20.7	21.0	21.7	22.6
Canada	17.6	17.9	19.8	19.9	19.8	19.2	19.6	19.5	19.6	20.3	21.3	22.4	22.6	22.7
Corée	36.0	36.1	34.3	29.2	28.6	30.0	28.8	28.6	29.3	29.2	28.9	28.7	28.5	29.3
Danemark	18.4	18.6	19.6	20.4	19.8	20.2	19.8	19.6	19.3	19.3	19.5	21.7	22.3	20.9
Espagne	21.5	21.4	21.8	23.0	24.6	25.8	26.0	26.3	27.2	28.0	29.4	30.6	30.7	28.8
États-Unis	17.7	18.1	18.5	19.1	19.7	20.0	19.4	18.2	18.2	18.8	19.5	19.7	18.9	17.9
Finlande	16.6	17.1	18.3	19.0	19.0	19.4	19.5	18.0	18.1	18.2	18.9	19.3	20.4	20.6
France	18.1	17.9	17.5	17.9	18.8	19.5	19.5	18.8	18.8	19.3	20.0	20.7	21.6	21.9
Grèce	17.0	17.8	18.1	19.4	20.8	21.6	21.6	22.5	23.3	22.2	20.6	21.5	21.4	19.4
Hongrie	20.6	21.2	21.3	22.3	23.0	23.4	23.0	23.1	22.3	22.5	23.0	21.7	21.2	20.9
Irlande	17.3	18.9	20.1	21.6	23.1	23.1	22.4	21.6	22.4	24.4	26.6	26.9	26.0	21.7
Islande	15.7	18.9	19.7	24.0	21.8	22.9	21.5	18.2	20.0	23.5	28.4	34.0	28.2	24.2
Italie	19.1	18.9	18.9	19.3	19.6	20.3	20.3	20.9	20.4	20.5	20.7	21.1	21.2	20.9
Japon	28.0	28.3	27.7	25.9	25.5	25.2	24.7	23.3	22.8	22.7	23.3	23.3	23.4	23.1
Luxembourg	19.9	20.1	21.7	21.8	23.5	20.8	22.6	22.6	22.2	21.5	20.5	19.1	19.9	19.3
Mexique	16.2	17.9	19.5	20.9	21.2	21.4	20.0	19.3	18.9	19.7	20.3	20.9	21.4	22.2
Norvège	19.8	20.2	22.0	25.0	21.9	18.4	18.1	17.9	17.3	18.0	18.8	19.6	21.3	20.8
Nouvelle-Zélande	22.1	22.0	21.1	20.1	20.9	20.4	20.8	21.4	22.6	23.7	24.1	23.5	23.3	22.1
Pays-Bas	20.8	21.6	21.9	22.2	22.9	21.9	21.1	20.0	19.5	18.8	18.9	19.7	20.0	20.4
Pologne	17.7	19.8	22.4	24.1	24.4	23.7	20.7	18.7	18.2	18.1	18.2	19.7	21.6	22.1
Portugal	22.5	23.0	25.2	26.5	26.8	27.1	26.5	25.0	22.9	22.6	22.2	21.7	21.8	21.7
République slovaque	24.8	31.8	33.9	35.8	29.5	25.8	28.5	27.4	24.8	24.0	26.6	26.5	26.2	24.9
République tchèque	31.5	32.1	29.9	28.2	27.0	28.0	28.0	27.5	26.7	25.8	24.9	24.7	25.2	23.9
Royaume-Uni	16.6	16.7	16.7	17.7	17.4	17.1	16.8	16.8	16.4	16.7	16.7	17.1	17.8	16.8
Suède	15.7	15.9	15.5	16.3	17.0	17.6	17.5	16.8	16.3	16.4	17.4	18.2	19.0	19.5
Suisse	23.3	22.1	21.6	22.2	22.2	22.7	21.9	21.3	20.5	20.8	21.2	21.3	21.5	21.3
Turquie	22.2	23.3	24.6	22.9	18.9	20.4	15.9	16.7	17.0	20.3	21.0	22.3	21.4	19.9
Total UE27	19.7	19.6	19.5	20.1	20.4	20.6	20.2	19.6	19.5	19.6	20.0	20.7	21.3	21.1
Total OCDE	20.5	20.8	21.0	21.0	21.2	21.4	20.7	20.0	19.8	20.2	20.7	21.1	21.1	20.6
Afrique du Sud	15.9	16.3	16.5	17.1	15.5	15.1	15.0	15.0	15.9	16.2	17.1	18.8	21.1	23.2
Brésil	18.3	16.9	17.4	17.0	15.7	16.8	17.0	16.4	15.3	16.1	15.9	16.4	17.4	18.7
Chili	25.1	26.4	26.9	25.8	20.4	20.2	21.0	20.5	20.1	19.3	21.2	19.0	19.9	24.0
Chine	33.0	32.4	31.8	33.0	33.6	34.3	34.6	36.3	39.2	40.6	41.0	40.7	40.1	41.1
Estonie	26.9	26.4	28.1	30.4	24.6	25.7	26.4	29.7	31.6	30.9	32.1	34.9	34.5	29.3
Fédération de Russie	20.6	20.2	17.9	15.9	14.5	16.6	18.7	17.8	18.2	18.1	17.5	18.2	20.7	21.5
Inde	..	..	23.3	22.7	23.2	22.9	23.3	23.8	24.4	27.5	30.4	32.1	34.0	34.5
Indonésie	25.6	26.7	25.5	22.9	18.1	19.9	19.7	19.4	19.5	22.4	23.6	24.1	25.0	27.6
Israël	23.9	23.8	22.6	20.7	20.2	18.7	17.8	17.3	16.6	16.4	16.5	17.2	18.7	18.0
Slovénie	21.8	22.5	23.8	24.9	26.6	26.1	24.7	23.1	24.0	24.9	25.5	26.5	27.7	28.9

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824150721364>

Formation brute de capital fixe

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818238325032>

NIVEAUX DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La productivité mesure l'efficacité avec laquelle les ressources disponibles sont utilisées pour la production. La productivité de la main-d'œuvre, conjuguée à l'utilisation des ressources du travail, est un des principaux indicateurs du niveau de vie.

Définition

La productivité du travail se mesure en PIB par heure travaillée. Les estimations présentées ici sont basées sur les données fournies par les comptes nationaux annuels de l'OCDE sur le PIB à prix courants, converti en monnaie commune selon les parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'OCDE de 2008.

Les différences de niveaux de revenu par rapport aux États-Unis peuvent se décomposer en différences de niveau de productivité du travail, mesuré par le PIB par heure travaillée, et différences de niveau d'utilisation de la main-d'œuvre, mesuré par le nombre d'heures travaillées par personne.

Comparabilité

Pour qu'il soit possible de comparer les niveaux de revenu et de productivité d'un pays à l'autre, plusieurs conditions strictes doivent être satisfaites. Premièrement, une telle comparaison nécessite des données comparables sur la production, or tous les pays de l'OCDE appliquent le Système de comptabilité nationale de 1993. Toutefois, d'autres différences, telles que la mesure de l'investissement en logiciels, peuvent aussi affecter la comparabilité des

statistiques du PIB entre pays, encore que ces différences soient généralement assez minimales. Deuxièmement, dans un certain nombre de pays, les données sur l'emploi sont tirées d'enquêtes sur la population active, qui ne sont pas toujours entièrement cohérentes avec les comptes nationaux, ce qui réduit la comparabilité des niveaux d'utilisation de la main-d'œuvre entre pays. La mesure des apports de travail repose aussi sur le nombre d'heures travaillées, qui est tiré soit d'enquêtes sur la population active, soit d'enquêtes réalisées auprès des entreprises. Plusieurs pays de l'OCDE estiment le nombre d'heures travaillées à partir de ces deux types de sources, ou intègrent ces sources dans un système de comptabilité du travail comparable aux comptes nationaux. La base de données de l'OCDE sur la productivité repose sur des estimations cohérentes de l'emploi et du nombre d'heures travaillées. Néanmoins, la comparabilité internationale du nombre d'heures travaillées reste quelque peu limitée, d'où une marge d'incertitude dans les estimations des niveaux de productivité.

Le troisième problème concerne la conversion de la valeur de la production exprimée dans la monnaie nationale en une unité commune. On ne peut utiliser directement les taux de change du marché, compte tenu de leur volatilité et du fait qu'ils sont déterminés par des facteurs tels que les mouvements de capitaux et les courants d'échanges. La solution privilégiée consiste à utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA), qui mesurent les prix relatifs d'un même panier de biens de consommation dans différents pays.

En bref

En 2008, la productivité du travail allait de plus de 70 dollars des EU en Norvège et au Luxembourg à moins de 20 dollars des EU au Chili et au Mexique. L'écart en matière de PIB par habitant par rapport aux États-Unis allait d'environ 70 % au Mexique, en Turquie et au Chili à 20 % ou moins en Australie, au Canada et dans plusieurs pays européens. En Norvège et au Luxembourg, les niveaux de PIB par habitant étaient plus élevés qu'aux États-Unis. Les différences de PIB par habitant reflètent pour beaucoup des différences de productivité du travail, avec des écarts par rapport aux États-Unis qui vont de 60 % ou plus au Chili, au Mexique, en Pologne et en Estonie à 5 % ou moins en France, en Belgique, en Irlande et aux Pays-Bas, avec une productivité du travail plus élevée en Norvège et au Luxembourg qu'aux États-Unis.

Les disparités d'un pays à l'autre étaient sensiblement plus faibles en matière d'utilisation de la main-d'œuvre qu'en matière de PIB par habitant et par heure. En Belgique et en France, une utilisation plus faible de la main-d'œuvre était responsable à respectivement 87 % (c'est-à-dire 26 points sur 30 points d'écart dans le PIB par habitant) et 92 % (c'est-à-dire 23 points sur 25 points d'écart dans le PIB par habitant) de l'écart de niveau de vie par rapport aux États-Unis, tandis qu'en Turquie cette utilisation plus faible de la main-d'œuvre n'y contribuait qu'à hauteur de 20 %. En 2008, plusieurs pays hors Union européenne (Canada, Islande, Japon, Corée, Nouvelle-Zélande et Suisse) ont enregistré des niveaux plus élevés d'utilisation de la main-d'œuvre que celui enregistré aux États-Unis, ce qui contribue à réduire l'écart en matière de PIB par habitant. Les disparités d'un pays à l'autre dans l'utilisation de la main-d'œuvre reflètent d'une part un fort taux de chômage et un faible taux de participation de la population en âge de travailler, et d'autre part des horaires plus réduits pour les personnes qui ont un emploi.

Source

- Statistiques des Comptes nationaux annuels de l'OCDE.
- OCDE, Base de données de la productivité.

Pour en savoir plus

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), « Les différentes facettes du temps de travail », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, p. 59-65.

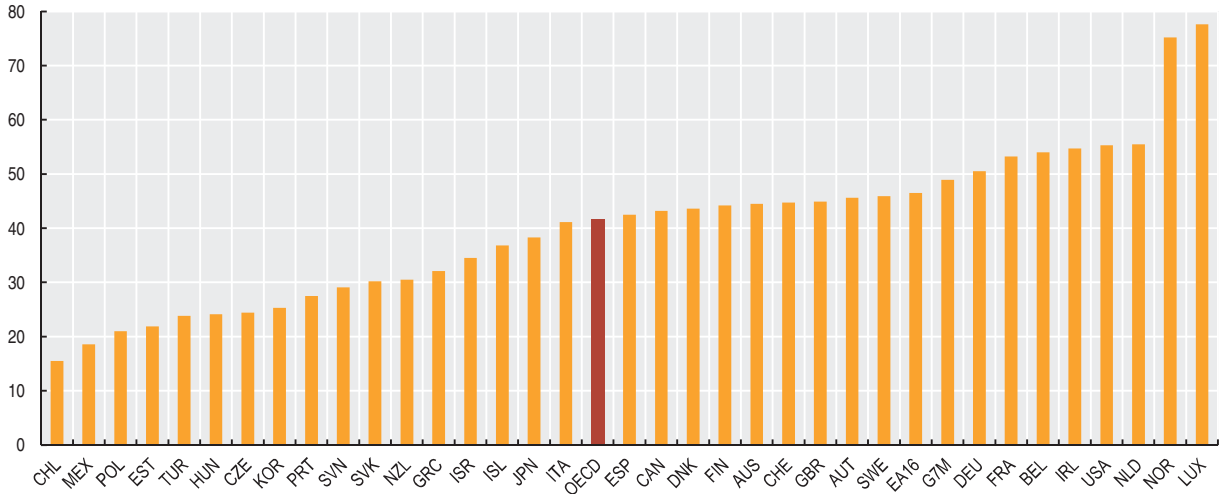
Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.
- Travaux de l'OCDE sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/.



PIB par heure travaillée

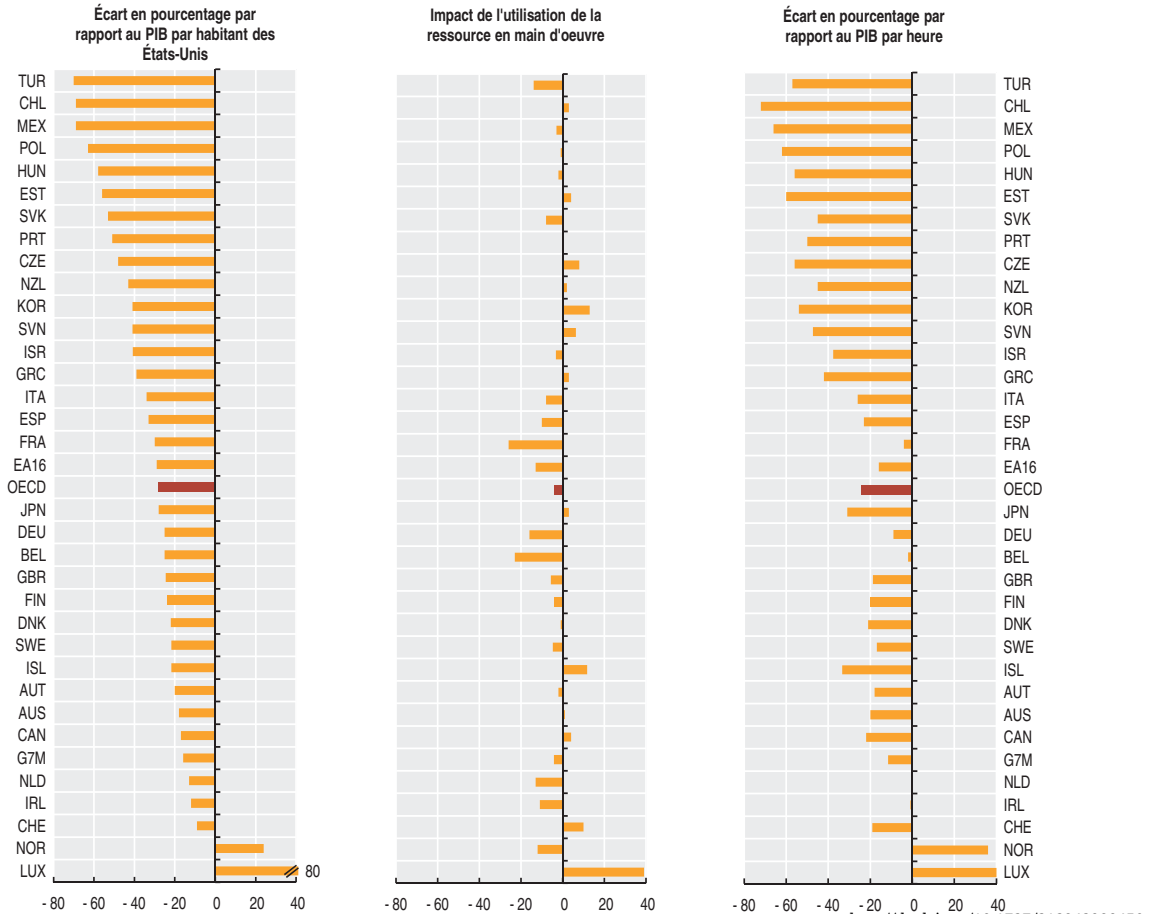
Dollars des EU, prix courants et PPA, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818246855568>

Niveaux du PIB par habitant et de la productivité du travail

Différences en points de pourcentage par rapport aux États-Unis, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818248323450>

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La croissance de la productivité du travail est un indicateur clé de la performance économique et un facteur essentiel d'évolution du niveau de vie.

Définition

La productivité du travail se définit comme le PIB par heure travaillée. La croissance du PIB par habitant est liée aux variations de la productivité du travail conjuguées à celles de l'utilisation de la main-d'œuvre (mesurée par le nombre d'heures travaillées par personne). Une croissance forte de la productivité du travail peut indiquer une utilisation accrue du capital et/ou une diminution de l'emploi des travailleurs à faible productivité.

Les mesures de la production utilisées sont des estimations du PIB et de la population tirées de la base de données des comptes nationaux annuels de l'OCDE. Le nombre d'heures effectivement travaillées est issu des comptes nationaux annuels de l'OCDE ou des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*. Les heures travaillées tiennent compte des horaires normaux de travail des salariés à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, des heures travaillées dans des emplois d'appoint, ainsi que des heures non travaillées pour cause de jours fériés, de congés payés annuels, de grèves et conflits du travail ou d'intempéries, ainsi qu'en raison des conditions économiques ou d'autres circonstances.

Pour les agrégats, les estimations du PIB ont été converties en dollars des EU constants sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes de 2000.

Comparabilité

Bien que les données issues des comptes nationaux soient fondées sur des définitions communes, les méthodes utilisées par les pays peuvent varier sur certains plans. En particulier,

En bref

La croissance de la productivité du travail varie énormément suivant les pays. Ainsi, au cours de la seconde moitié des années 90, elle s'est établie entre 4,8 % et 6,2 % en Irlande, en Corée, en Pologne et en République slovaque, tandis qu'elle a été inférieure à 1,0 % en Italie et en Espagne.

Dans plusieurs pays de l'OCDE, la croissance de la productivité du travail s'est accélérée au cours de la seconde moitié des années 90, avant de ralentir à nouveau pendant la première moitié des années 2000. La République tchèque est le seul pays à avoir connu une forte hausse de la croissance de la productivité du travail entre 2001 et 2008, par rapport à la période 1995-2000. Pendant la même période, la croissance de la productivité du travail a chuté en Irlande, en Pologne et au Portugal.

La croissance de la productivité du travail est un facteur majeur d'évolution du niveau de vie telle qu'on la mesure grâce au PIB par habitant. Pour la zone OCDE dans son ensemble, la croissance de la productivité du travail est à l'origine de toute l'augmentation du PIB par habitant, tandis que l'utilisation de la main-d'œuvre a en partie décliné. Au Portugal, en France, en Allemagne, aux États-Unis, au Japon, au Royaume-Uni, en Suède, en Irlande, en Islande et en Corée la productivité du travail a entraîné 90 %, voire plus, de la hausse du PIB par habitant. Dans la plupart de ces pays, le taux d'utilisation de la main-d'œuvre sur les années 2001 à 2008 a chuté en termes absolus.

les données concernant les heures travaillées proviennent d'une série de sources primaires. Dans la plupart des pays, les données sont tirées d'enquêtes sur la population active réalisées auprès des ménages, tandis que dans les autres pays, on utilise des enquêtes réalisées auprès des établissements, des sources administratives ou une combinaison des deux. Pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont établies par l'OCDE sur la base de l'Enquête communautaire sur les forces de travail réalisée au printemps, complétée par des informations provenant d'autres sources s'agissant des heures non travaillées. Pour les pays hors Europe, les nombres annuels d'heures travaillées sont communiqués par les offices statistiques nationaux. En règle générale, il vaut mieux utiliser ces données pour comparer les évolutions plutôt que le niveau de la productivité dans le temps.

Les taux indiqués ici ne prennent pas en compte les décalages de cycle conjoncturel; des estimations corrigées des variations cycliques pourraient faire apparaître une situation un peu différente.

Source

- OCDE, *Base de données de la productivité*, www.sourceoecd.org/database/OECDStat.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Ahmad, N., F. Lequiller, P. Marianna, D. Pilat, P. Schreyer et A. Wöfl (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/14, OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/126534183836>.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), « Mesure de la productivité : que veulent dire les chiffres? », *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, chapitre 3, pp. 29-61, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), « Les différentes facettes du temps de travail », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris, www.sourceoecd.org/9789264108141.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, p. 59-65, www.csls.ca/ipm/ipm8f.asp.
- Schreyer, P. et D. Pilat (2001), « Measuring Productivity », *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris, www.oecd.org/oecdeconomicstudies.
- Van Ark, B. (2004), « Mesure de la productivité : que veulent dire les chiffres? », *Fostering Productivity – Patterns, Determinants and Policy Implications*, G. Gelauff, L. Klomp, S. Raes et T. Roelandt (éd.), Elsevier, Amsterdam; Boston, chapitre 3, p. 29-61.

Sites Internet

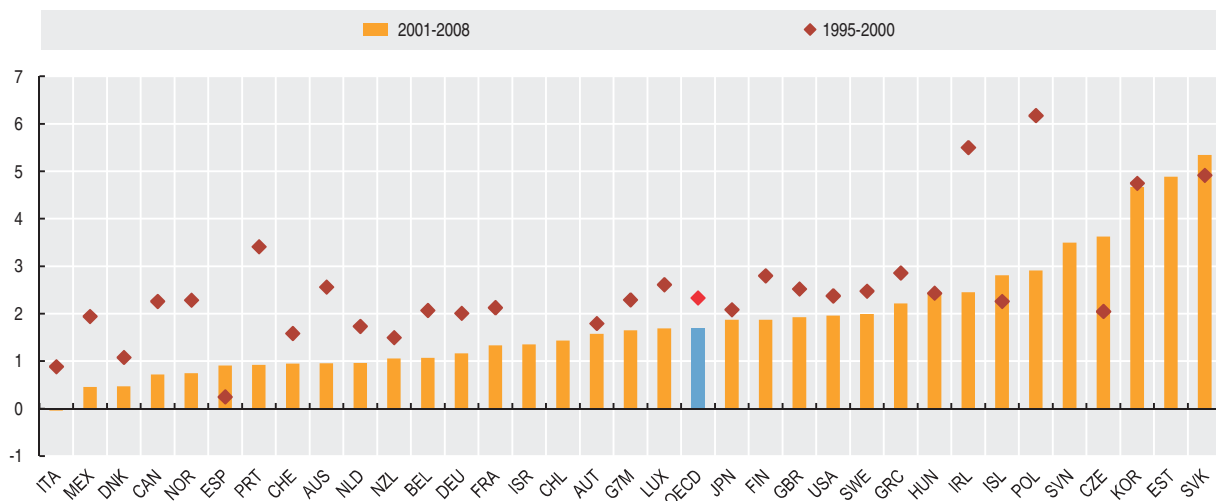
- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.
- Travaux de l'OCDE sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/.



ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Évolution du PIB par heure travaillée

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818262068028>

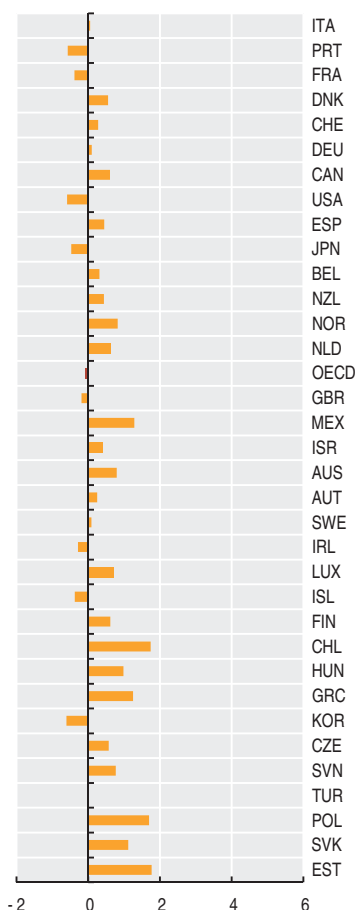
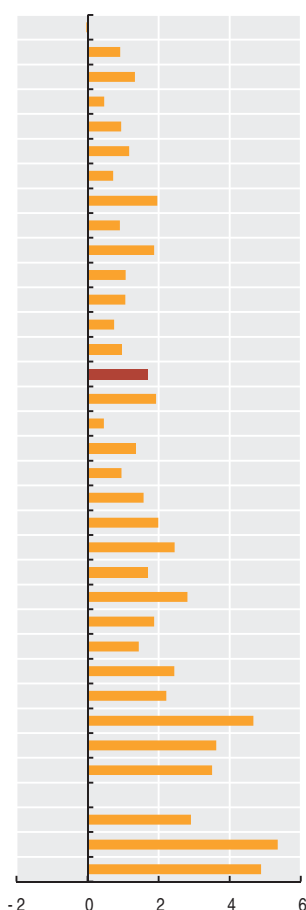
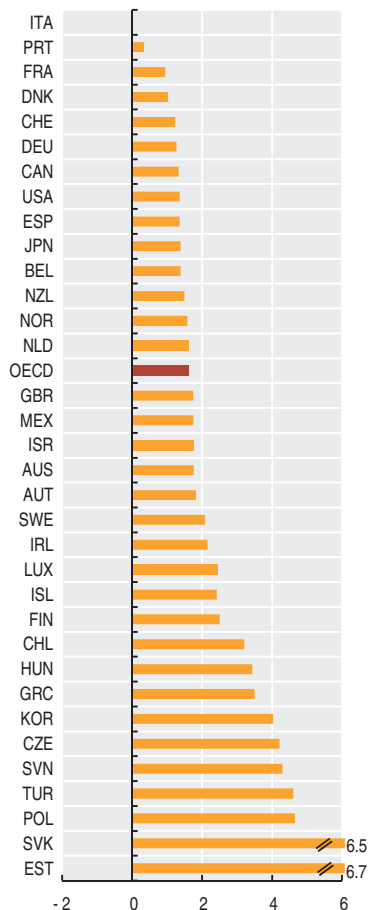
Contribution de la productivité du travail et de l'utilisation de la ressource en main-d'œuvre au PIB par habitant

Variation en pourcentage 2001-08, taux annuel

Évolution du PIB par habitant

Évolution du PIB par heure travaillée

Évolution de l'utilisation de la ressource en main d'oeuvre



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818276564572>

PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE

Il est possible de renforcer la croissance économique en augmentant la quantité de main-d'œuvre et de capital utilisés dans le cadre de la production, ainsi qu'en améliorant l'efficacité globale avec laquelle ces facteurs de production sont combinés, c'est-à-dire la productivité multifactorielle (PMF). L'analyse causale de la croissance consiste à décomposer l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) en distinguant les contributions du travail, du capital et de la PMF.

Définition

La démarche d'analyse causale de la croissance explique la croissance de la production à partir des taux de variation des apports de travail et de capital et de la croissance de la PMF, calculés de façon résiduelle. Dans le cadre de ces calculs, les taux de croissance des apports de travail et de capital sont pondérés par la part des coûts totaux qu'ils représentent. Par conséquent, la contribution du travail à la croissance du PIB est mesurée par le rythme auquel augmente l'apport de main-d'œuvre, multiplié par la part de ce facteur dans les coûts totaux.

Dans les tableaux et graphiques, la contribution du capital à la croissance du PIB est décomposée entre le capital en TIC (le capital en TIC comprend le matériel informatique, les équipements de communication et les logiciels) et le capital hors TIC (le capital hors TIC se compose du matériel de transport et de la construction non résidentielle, des produits de l'agriculture, des ouvrages en métaux et des machines autres que le matériel informatique et les équipements de communication).

Comparabilité

La mesure la plus appropriée de l'apport de capital dans le cadre de la démarche d'analyse causale est le flux de services productifs qui peut être tiré du stock cumulatif des

investissements passés dans des immobilisations. Ces services sont estimés par l'OCDE en utilisant le taux de change du capital. Cette mesure prend en compte l'usure et les départs à la retraite, c'est-à-dire les réductions de la capacité productrice des actifs immobilisés.

Dans le cadre de l'analyse causale de la croissance, la mesure adéquate de l'apport de capital est le flux de services productifs pouvant être obtenus à partir du stock cumulé des investissements antérieurs en actifs immobilisés. L'OCDE estime la valeur de ces services à l'aide du taux de variation du « stock de capital productif ». Cette mesure prend en compte l'usure et les mises au rebut, autrement dit les réductions de la capacité productive des actifs immobilisés. Le prix des services tirés du capital pour chaque type d'actif est mesuré par leur « loyer ». En principe, ce dernier pourrait être directement observé s'il existait des marchés de services tirés du capital. En pratique, cependant, il faut imputer ces loyers pour la plupart des actifs, en utilisant le loyer implicite que les détenteurs de ces biens d'équipement se « versent » à eux-mêmes (appelé également « coût d'usage du capital »).

Le nombre total d'heures travaillées est une mesure incomplète de l'apport de travail, car elle ne prend pas en compte les variations des qualifications de la main-d'œuvre au fil du temps, liées par exemple à leur niveau d'instruction ou à leur expérience professionnelle. Des ajustements en fonction de ces attributs permettraient de cerner plus précisément la contribution du facteur travail à la production. En l'absence de tels ajustements, comme c'est le cas pour la série présentée ici, une accélération de la croissance de la production découlant d'un renforcement des qualifications de la main-d'œuvre est intégrée dans le facteur résiduel que constitue la PMF, au lieu d'être attribuée au travail. Il convient de ne pas perdre cet élément de vue lors de l'interprétation des taux de croissance de la PMF.

Source

- OCDE, *Base de données de la productivité*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- Schreyer, P. (2004), « Capital Stocks, Capital Services and Multi-factor Productivity Measures », *OECD Economic Studies* n° 37, 2003/2, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates, Documents de travail de la Direction des statistiques*, n° 2003/6, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.
- Travaux de l'OCDE sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/.


Tendances à long terme

De 1985 à 2008, dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance du PIB a été tirée dans une large mesure par la croissance du capital et celle de la PMF. Dans de nombreuses économies, environ un tiers de l'augmentation du PIB était attribuable à la croissance du capital de 1985 à 2008. Au cours de la même période, les services tirés du capital en TIC ont représenté entre 0.2 et 0.6 point de croissance du PIB. C'est au Royaume-Uni, en Australie, aux États-Unis et en Suède que le capital en TIC a le plus fortement contribué à l'augmentation du PIB ; sa contribution a été la plus réduite en France, en Autriche et en Irlande. Par contre, la croissance de l'apport de main-d'œuvre a joué un rôle notable dans quelques pays de 1985 à 2008, notamment en Irlande, au Canada et en Australie. Toutefois, la contribution au PIB de l'apport de travail a été négative en Allemagne, en Finlande et au Japon. Enfin, au cours de la même période, la progression de la PMF a constitué une importante source de croissance du PIB en Irlande, en Finlande, au Japon et en Belgique, tandis que sa contribution a été très limitée en Espagne, au Canada et en Italie.

Contributions à la croissance du PIB

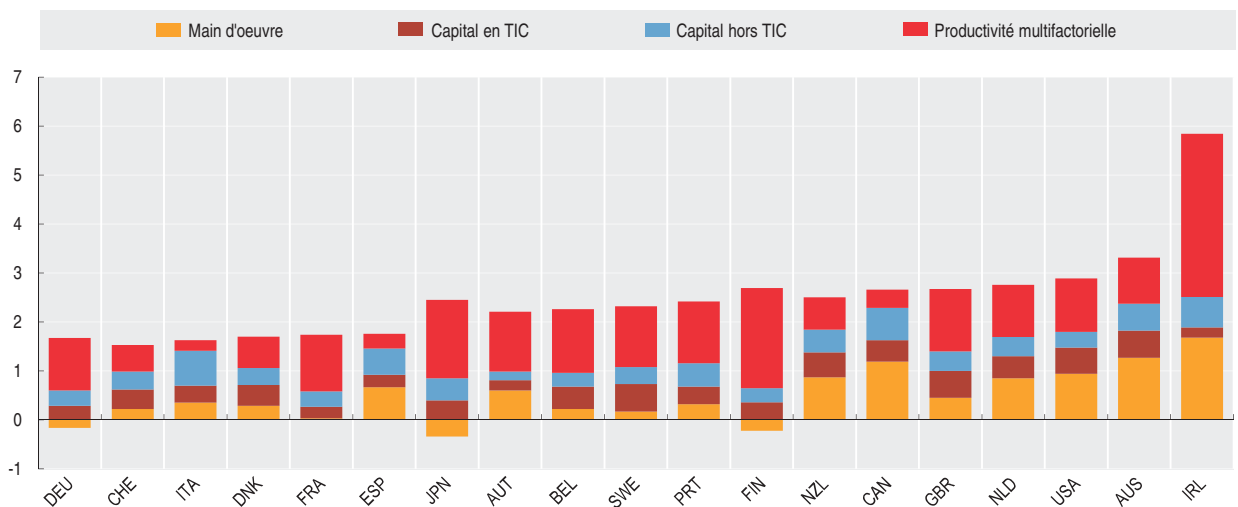
Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2008 (ou plus proches périodes comparables)


	Main-d'œuvre	Capital en TIC	Capital hors TIC	Productivité multifactorielle	Croissance du PIB
Allemagne	-0.16	0.29	0.31	1.07	1.50
Australie	1.27	0.55	0.55	0.94	3.31
Autriche	0.60	0.21	0.18	1.22	2.20
Belgique	0.22	0.46	0.28	1.30	2.26
Canada	1.19	0.44	0.66	0.37	2.65
Danemark	0.29	0.42	0.35	0.64	1.70
Espagne	0.67	0.25	0.54	0.30	1.76
États-Unis	0.94	0.54	0.32	1.09	2.89
Finlande	-0.22	0.36	0.29	2.04	2.45
France	0.03	0.24	0.31	1.16	1.75
Irlande	1.68	0.21	0.62	3.33	5.84
Italie	0.35	0.35	0.71	0.22	1.63
Japon	-0.34	0.40	0.45	1.60	2.10
Nouvelle-Zélande	0.87	0.51	0.46	0.66	2.50
Pays-Bas	0.85	0.45	0.39	1.07	2.77
Portugal	0.32	0.36	0.48	1.26	2.42
Royaume-Uni	0.45	0.55	0.40	1.27	2.67
Suède	0.17	0.56	0.35	1.24	2.32
Suisse	0.22	0.40	0.37	0.54	1.53

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/824238771241>

Contributions à la croissance du PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2008 (ou plus proches périodes comparables)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818276737521>

COÛTS UNITAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre sont un indicateur clé de la compétitivité du système productif d'un pays aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur. Les coûts unitaires de la main-d'œuvre reflètent l'évolution combinée de la rémunération des employés par unité d'apport de travail et de productivité du travail, et peuvent être un indicateur de tensions inflationnistes exercées sur les prix à la production.

Définition

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre mesurent le coût moyen du travail par unité produite. Les coûts unitaires de la main-d'œuvre sont le ratio des coûts totaux de main-d'œuvre et de la production réelle, ou, de manière équivalente, le ratio des coûts totaux de la main-d'œuvre par unité d'apport de travail divisés par la productivité de la main-d'œuvre.

Les données proviennent du Système des coûts unitaires de la main-d'œuvre de l'OCDE et des indicateurs associés, qui fournissent des informations annuelles et trimestrielles pour les pays membres ainsi que pour une sélection de pays non

membres. Les estimations de la productivité du travail sont un dérivé du calcul du coût unitaire de la main-d'œuvre. Les données sont présentées sous forme de taux de croissance annuelle des coûts unitaires de la main-d'œuvre pour l'économie dans son ensemble; elles concernent 34 pays (30 pays membres de l'OCDE et 4 pays non membres) et 4 régions géographiques, sur la période allant de 1998 à 2008.

Comparabilité

Ces indicateurs sont assemblés grâce à une méthode spécifique pour assurer la comparabilité entre les pays. La source primaire des données présentes dans ces indicateurs est la base de données de la Comptabilité nationale de l'OCDE, dans laquelle les données sont calculées sur une base similaire d'un pays à l'autre suivant le *Système de comptabilité nationale* de 1993. Grâce au haut niveau de comparabilité, on peut se livrer avec une grande confiance à des comparaisons entre les pays des évolutions dans la croissance annuelle des coûts unitaires de la main-d'œuvre.

En bref

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre dans l'économie totale ont augmenté à une vitesse annuelle moyenne de 2,3 % dans la zone OCDE dans son ensemble entre 1998 et 2008. Le taux de croissance annuelle moyenne de ces coûts allait de valeurs négatives au Japon et au Brésil à plus de 6 % en Estonie, en Hongrie et au Mexique, voire plus de 30 % en Turquie.

La croissance annuelle moyenne des coûts unitaires de la main-d'œuvre a été plus faible dans d'autres régions géographiques, c'est-à-dire le G7, la zone euro et l'UE à 27, que pour l'ensemble de l'OCDE, à respectivement 1,2 %, 1,5 % et 2,0 %. Sur la dernière décennie, le taux de croissance annuelle de ces coûts a manifesté une tendance à l'augmentation en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Espagne et au Danemark, tandis qu'en Islande, en Corée et en Slovaquie, il a décliné avec le temps. Ce taux a manifesté une grande volatilité en République tchèque, en Hongrie, en Corée, en République slovaque et en Suède.

Pendant cette décennie, dix pays (l'Autriche, la République tchèque, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Corée, le Japon, la Pologne, la République slovaque et la Suède) ont connu une croissance plus forte de la productivité de la main-d'œuvre que des coûts unitaires de cette dernière. La croissance modérée de la rémunération de la main-d'œuvre pendant cette période a été principalement liée au faible taux de l'inflation dans ces pays. À observer la situation par régions géographiques, les pays du G7 ont enregistré une croissance plus forte de la productivité de la main-d'œuvre que des coûts unitaires de la main-d'œuvre. C'était le cas au Japon, en France et en Allemagne; au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, productivité et coûts unitaires de la main-d'œuvre ont eu un rythme similaire de croissance. L'Italie est le seul pays du G7 qui a connu une croissance plus faible de la productivité du travail que des coûts unitaires de la main-d'œuvre pendant cette période.

Source

- OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de productivité.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Coûts unitaires de la main-d'œuvre, économie totale

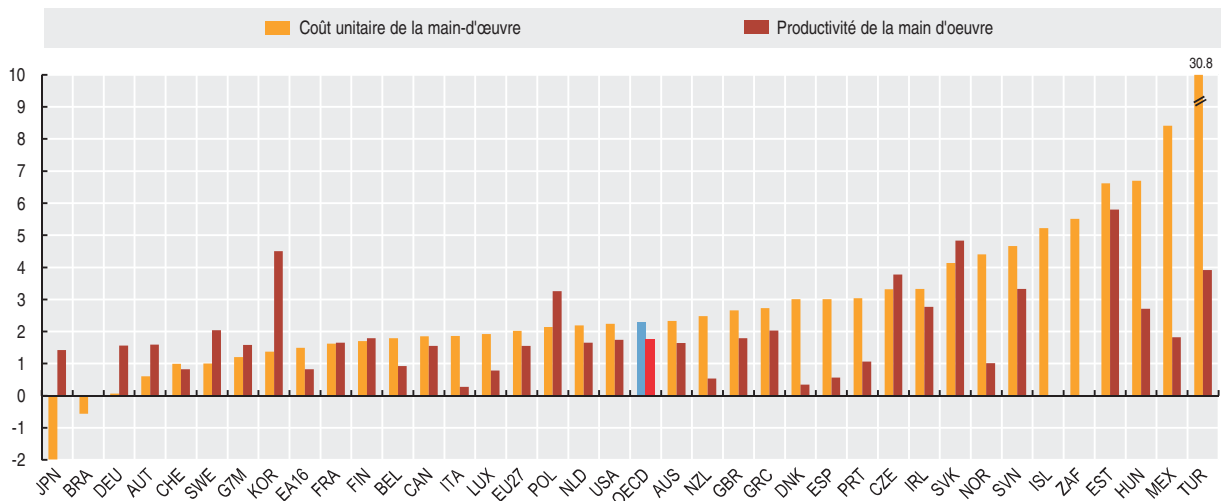
Croissance annuelle en pourcentage

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	1.8	0.1	-1.0	0.1	0.6	0.3	0.4	0.3	0.7	-0.9	-0.9	-1.6	-0.3	2.1
Australie	2.7	1.7	0.6	-0.4	1.4	3.2	0.9	2.2	1.9	4.3	3.9	3.7	..	..
Autriche	-2.8	0.3	-1.6	-0.2	0.3	-0.1	1.0	0.3	1.1	-0.6	1.2	0.6	0.8	2.3
Belgique	-0.1	1.0	0.6	1.3	1.6	0.4	3.7	2.2	0.5	0.2	1.5	1.8	2.9	3.7
Canada	0.4	1.5	1.5	1.2	-0.4	2.0	2.2	1.0	2.5	2.2	2.4	3.6	..	..
Corée	8.9	8.0	1.2	4.0	-6.0	-0.5	5.5	1.2	5.3	1.3	2.4	0.2	0.7	1.5
Danemark	1.4	3.0	1.2	3.8	1.6	0.2	4.4	3.7	2.2	1.1	2.8	2.5	4.1	6.8
Espagne	2.4	2.9	2.0	2.1	2.0	2.7	3.1	3.0	3.2	2.5	3.5	3.2	3.5	4.3
États-Unis	1.4	0.6	1.1	2.2	1.6	4.1	2.3	0.8	2.1	1.3	2.2	3.0	2.8	..
Finlande	2.0	0.2	-1.0	1.4	0.6	0.4	3.3	1.6	2.0	0.4	2.4	-0.4	1.1	6.1
France	0.6	1.2	-0.1	-0.4	0.7	1.6	2.3	2.9	1.9	0.9	1.8	2.1	1.6	2.5
Grèce	13.2	6.7	10.0	4.3	4.2	1.5	0.1	9.6	2.1	-1.5	2.4	2.2	..	..
Hongrie	18.3	17.4	16.2	9.6	4.1	12.1	11.0	8.8	6.6	8.3	3.2	0.8	5.6	4.2
Irlande	-0.9	-0.3	0.0	4.8	1.6	4.0	3.2	0.7	4.0	3.3	5.4	3.8	2.6	..
Islande	4.6	4.3	2.5	9.1	6.7	4.4	6.1	8.5	1.6	2.1	3.5	..	..	..
Italie	1.4	4.8	3.0	-1.9	1.8	-0.4	3.3	3.4	4.4	1.5	3.1	1.8	1.8	3.8
Japon	-0.5	-2.0	0.5	0.4	-2.7	-2.4	-1.3	-3.8	-3.1	-3.1	-2.1	-0.6	-1.1	..
Luxembourg	1.4	2.9	0.6	-0.9	1.0	3.4	5.7	2.3	1.5	1.6	1.9	0.9	1.5	7.0
Mexique	21.4	21.5	21.8	17.1	17.6	11.1	10.6	6.8	6.1	2.0	3.2	2.5	..	..
Norvège	1.6	1.7	2.5	7.3	4.3	2.0	4.3	3.5	1.6	1.5	3.2	7.3	7.3	6.4
Nouvelle-Zélande	1.2	2.6	1.9	1.5	-2.6	0.6	3.0	2.0	4.1	4.2	4.9	4.9	..	..
Pays-Bas	0.5	1.2	1.1	2.7	2.0	3.1	4.7	4.5	2.3	0.3	-0.3	0.7	2.0	2.6
Pologne	27.8	22.5	17.3	13.5	3.9	5.4	3.2	-1.0	-2.8	-1.9	0.7	-0.8	2.7	6.9
Portugal	0.8	4.3	4.5	4.2	3.3	4.5	3.3	3.4	3.3	0.8	3.5	1.1	..	..
République slovaque	14.3	7.5	9.1	5.5	4.2	11.0	1.0	4.0	5.4	4.0	5.1	0.3	1.0	4.4
République tchèque	12.5	13.8	10.7	7.6	2.4	2.1	6.5	5.8	4.7	1.0	-0.8	0.1	2.8	4.6
Royaume-Uni	1.7	1.3	2.4	3.6	2.2	2.9	3.7	2.5	3.0	2.2	2.9	2.2	1.5	2.6
Suède	-0.4	4.6	0.7	0.4	-1.1	4.5	5.4	0.7	0.9	-1.2	0.4	-0.7	4.5	2.6
Suisse	2.1	0.0	-0.4	-0.7	1.2	1.0	4.7	2.1	0.4	-2.3	1.1	1.6	..	..
Turquie	60.8	87.3	88.8	73.1	82.4	33.1	49.9	30.0	21.2	9.5	-1.0	4.0	..	..
Zone euro	1.1	1.7	-1.4	-0.1	1.8	1.0	2.1	2.3	2.0	0.7	1.2	1.0	1.4	3.1
Total UE27	..	3.1	2.1	1.8	1.5	2.5	3.3	2.6	2.5	0.9	2.0	1.2	1.9	3.3
G7	1.0	0.5	0.9	1.2	0.6	1.9	1.6	0.4	1.3	0.4	1.3	1.8	1.6	..
Total OCDE	3.0	3.8	3.9	3.8	3.1	3.0	3.4	1.7	2.1	0.8	1.5	1.8	1.8	..
Afrique du Sud	10.1	7.6	7.5	8.8	5.7	4.7	4.4	5.8	6.5	3.9	4.1	5.1	6.2	..
Brésil	..	-29.2	-11.2	-2.7	1.9	-1.5	0.4	0.2	2.1	-6.7	2.2	-0.6	..	..
Estonie	..	19.4	9.2	5.3	3.3	2.7	2.3	2.9	5.4	3.8	3.0	8.9	20.3	16.6
Slovénie	..	7.8	5.4	5.0	5.2	6.5	8.7	5.6	4.4	3.7	0.9	0.9	2.6	8.1

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824253208267>

Coûts unitaires de la main-d'œuvre et productivité du travail, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1998-2008 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818288570372>

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Les contributions des secteurs primaires, secondaires et tertiaires, à la valeur ajoutée totale ont considérablement changé au cours des dernières décennies. L'agriculture a désormais une importance relativement mineure dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. La part du secteur manufacturier a elle aussi diminué, tandis que les services représentent aujourd'hui nettement plus de 60 % de la valeur ajoutée brute totale dans la plupart des pays de l'OCDE.

Définition

La valeur ajoutée brute est égale à la production moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent brut d'exploitation des administrations publiques et des sociétés, du revenu mixte brut des entreprises non constituées en sociétés, et des impôts (moins les subventions) sur la production. La part de chaque secteur est calculée en divisant la valeur ajoutée du secteur considéré par la valeur ajoutée totale. La valeur ajoutée totale est inférieure au PIB, car elle ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ni les autres impôts sur les produits.

L'« agriculture » comprend l'agriculture, la chasse et la sylviculture, et la pêche. L'« industrie » comprend les activités extractives et de fabrication, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, ainsi que la construction. Les « services » comprennent le commerce de détail et de gros, les transports et les communications, l'immobilier, les services financiers, les activités d'assurances et les services aux entreprises, l'éducation, la santé et les autres services personnels, ainsi que l'administration publique et la défense.

En bref

La part du secteur regroupant l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche, a diminué pendant toute la période considérée dans la quasi-totalité des pays et, en 2008, l'Islande (pêche), la Hongrie et la Turquie étaient les seuls pays où sa contribution était encore significative. La part de l'industrie a aussi diminué (ou est restée stable, dans certains pays) pendant toute la période considérée. Les activités de fabrication constituent la principale composante du secteur de l'industrie, sauf en Norvège, où la production de pétrole et de gaz les devance.

Au total, les activités de services représentent environ 60 % de la valeur ajoutée brute totale des pays de l'OCDE, leur part étant particulièrement importante en Belgique, en France, en Grèce, au Luxembourg, aux États-Unis et au Royaume-Uni, et relativement faible en République tchèque, en Corée, en Norvège et en République slovaque. Il convient toutefois de noter que dans la plupart des pays, la plus grande part de la valeur ajoutée du secteur des services est liée à des biens et prend la forme de services commerciaux, de services de transport et de services aux entreprises achetés par l'industrie. Le poids relativement élevé des services dans la valeur ajoutée totale ne signifie pas nécessairement que le pays considéré est devenu une économie de services; la production, le transport et la distribution de marchandises constituent toujours des activités prédominantes dans la plupart des pays de l'OCDE en matière d'emploi et de valeur ajoutée.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE ont adopté le *Système de comptabilité nationale* de 1993, de sorte que la comparabilité internationale des données est bonne en termes de définition de la valeur ajoutée et de couverture des secteurs considérés. Il convient cependant de noter que le déclin du secteur de l'industrie et l'expansion du secteur des services s'expliquent en partie par l'externalisation d'activités de services qui étaient précédemment réalisées en interne par les entreprises industrielles. En ce sens, ces mouvements d'un secteur à l'autre exagèrent l'importance des évolutions réelles intervenues dans ces activités. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité d'une entreprise manufacturière, précédemment fournis par des salariés de cette entreprise, sont sous-traités à des prestataires de services spécialisés, la rémunération de ces prestations n'est plus intégrée dans la valeur ajoutée de l'industrie mais dans celle du secteur des « autres services aux entreprises ».

Les données pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande se rapportent à l'exercice budgétaire.

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Lal, K. (2003), *Measurement of Output, Value Added, GDP in Canada and the United States*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/4, OCDE, Paris.
- OCDE (1996), *Services : Mesurer la valeur ajoutée réelle annuelle*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.


Sites Internet

- OCDE, Comptes nationaux, www.oecd.org/std/national-accounts.
- OCDE, Archives des Comptes nationaux, www.oecd.org/std/national-accounts/papers.

Valeur ajoutée par activité, dans l'agriculture, dans l'industrie et dans les services

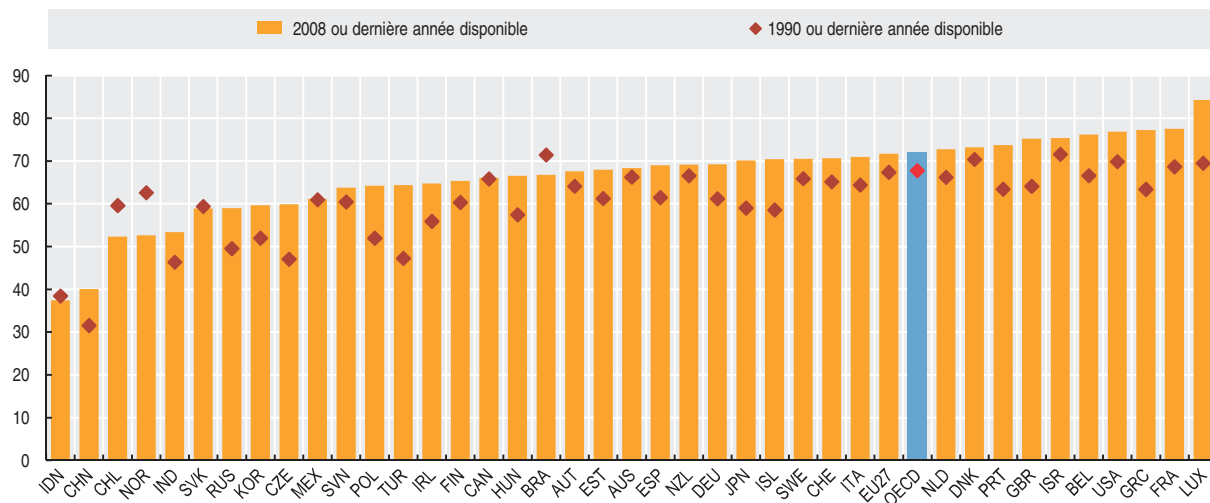
En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Valeur ajoutée dans l'agriculture				Valeur ajoutée dans l'industrie				Valeur ajoutée dans les services			
	1990	2000	2005	2008	1990	2000	2005	2008	1990	2000	2005	2008
Allemagne	1.5	1.3	0.9	0.9	37.3	30.3	29.1	29.8	61.2	68.5	70.0	69.3
Australie	3.6	4.0	3.1	..	30.1	26.1	28.0	..	66.3	69.9	68.9	..
Autriche	3.7	2.0	1.6	1.7	32.2	30.8	29.5	30.7	64.1	67.2	68.9	67.6
Belgique	2.1	1.4	0.8	0.7	31.5	27.0	24.1	23.1	66.6	71.6	75.1	76.2
Canada	2.9	2.3	..	..	31.3	33.2	..	..	65.8	64.5	..	..
Corée	8.5	4.6	3.3	..	38.8	38.4	38.0	..	52.0	57.0	58.7	..
Danemark	4.0	2.6	1.4	1.2	25.6	26.8	25.5	25.6	70.4	70.6	73.1	73.2
Espagne	5.5	4.4	3.2	2.6	33.0	29.2	29.7	28.4	61.5	66.4	67.1	69.0
États-Unis	2.1	1.2	1.3	..	28.0	24.2	22.3	..	69.9	74.6	76.4	..
Finlande	6.3	3.5	3.0	3.0	33.3	33.7	31.4	31.6	60.3	62.8	65.7	65.3
France	4.2	2.8	2.3	2.0	27.1	22.9	20.7	20.4	68.7	74.3	77.0	77.6
Grèce	9.0	6.6	4.9	3.7	25.2	21.0	19.6	19.0	63.4	72.5	75.5	77.3
Hongrie	..	5.4	4.2	4.3	..	31.8	30.2	29.1	..	62.8	65.6	66.6
Irlande	8.9	3.5	1.9	..	35.0	41.1	35.0	..	55.9	55.5	63.1	..
Islande	11.2	8.6	5.8	..	30.3	26.1	23.7	..	58.6	65.3	70.5	..
Italie	3.5	2.8	2.2	2.0	32.1	28.4	26.9	27.0	64.4	68.8	70.9	71.0
Japon	2.5	1.7	1.5	..	38.6	31.1	29.1	..	59.1	67.2	69.4	..
Luxembourg	1.5	0.7	0.4	0.3	29.4	18.4	16.6	15.4	69.5	81.0	82.9	84.3
Mexique	8.1	4.2	3.3	..	36.4	35.8	34.1	..	61.0	61.5	62.5	..
Norvège	3.4	2.1	1.5	1.2	34.0	42.0	42.9	46.2	62.6	56.0	55.6	52.6
Nouvelle-Zélande	6.7	8.6	..	..	26.7	24.5	..	..	66.6	66.9	..	..
Pays-Bas	4.4	2.6	2.1	1.8	29.4	24.9	24.2	25.5	66.2	72.4	73.7	72.8
Pologne	..	5.0	4.5	3.7	..	31.7	30.7	32.0	..	63.3	64.8	64.2
Portugal	9.1	3.8	2.8	2.3	28.1	27.6	24.5	23.9	63.5	68.6	72.6	73.8
République slovaque	..	4.5	3.7	3.1	..	36.2	36.5	38.0	..	59.3	59.8	58.9
République tchèque	8.7	3.9	3.0	2.5	43.2	38.1	37.9	37.6	47.1	58.0	59.1	59.9
Royaume-Uni	1.8	1.0	0.7	0.9	34.1	27.3	23.5	23.6	64.1	71.7	75.9	75.2
Suède	3.6	2.0	1.1	1.6	30.6	28.6	27.7	28.0	65.9	69.4	71.2	70.5
Suisse	2.9	1.6	1.3	1.2	31.9	27.3	27.2	28.2	65.1	71.1	71.6	70.7
Turquie	13.4	10.8	10.6	8.5	38.6	30.0	28.0	27.1	47.2	59.2	61.3	64.4
Total UE27	..	2.4	1.9	1.8	..	27.9	26.2	26.5	..	69.7	71.9	71.7
Total OCDE	..	2.0	..	..	..	27.8	..	..	..	70.3	..	..
Brésil	..	5.6	5.7	5.9	..	27.7	29.3	27.3	..	66.7	65.0	66.7
Chili	..	5.3	4.4	3.9	..	34.0	42.0	43.8	..	61.1	53.5	52.3
Chine	27.1	15.1	12.2	11.3	41.3	45.9	47.7	48.6	31.5	39.0	40.1	40.1
Estonie	..	4.8	3.5	2.9	..	27.5	28.6	29.1	..	67.6	67.9	68.0
Fédération de Russie	..	6.7	5.4	4.9	..	37.9	38.2	36.1	..	55.4	56.4	59.0
Inde	..	24.0	19.1	17.4	..	25.9	28.6	29.2	..	50.1	52.3	53.4
Indonésie	..	15.6	13.1	14.4	..	45.9	46.5	48.1	..	38.5	40.3	37.5
Israël	..	1.7	2.0	..	..	25.3	21.9	..	..	72.9	76.1	..
Slovénie	..	3.3	2.7	2.4	..	35.8	34.1	33.9	..	60.9	63.2	63.8

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/824276856832>

Valeur ajoutée dans les services

En pourcentage de la valeur ajoutée totale



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818305304618>

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

La croissance du PIB total n'a pas été également répartie entre les différents secteurs économiques. Certaines branches d'activité ont connu une croissance plus rapide que d'autres et certaines ont eu tendance à perdre de l'importance. Pour mettre en évidence l'évolution des profils de croissance, il est d'usage de diviser l'économie en secteurs primaire, secondaire et tertiaire – qui correspondent respectivement à l'agriculture, à l'industrie et aux services.

Définition

La valeur ajoutée brute est égale à la production moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent net d'exploitation, du revenu mixte net et de l'amortissement des biens de capital, et des impôts (moins les subventions) sur la production. Les taux de croissance indiqués ici se rapportent aux estimations en volume de la valeur ajoutée brute.

L'« agriculture » comprend l'agriculture, la chasse et la sylviculture et la pêche. L'« industrie » comprend les activités extractives et de fabrication, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, ainsi que la construction. Les « services » comprennent le commerce de détail et de gros, les transports et les communications, l'immobilier, les services financiers, les activités d'assurances et les services aux entreprises, l'éducation, la santé et les autres services personnels, ainsi que l'administration publique et la défense.

Les graphiques montrent les taux de croissance annuelle pour les années 2006 à 2008 (fin de période) et 1995 à 1997 (début de période).

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE ont adopté le *Système de comptabilité nationale* de 1993, de sorte que la comparabilité internationale des données est bonne en termes de définition et de couverture. Il convient cependant de noter que le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire s'expliquent en partie par l'externalisation d'activités de services qui étaient précédemment réalisées en interne par les entreprises industrielles. En ce sens, ces mouvements d'un secteur à l'autre exagèrent l'importance des évolutions réelles intervenues dans ces activités. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité d'une entreprise manufacturière, précédemment fournis par des salariés de cette entreprise, sont sous-traités à des prestataires de services spécialisés, la rémunération de ces prestations n'est plus intégrée dans la valeur ajoutée de l'industrie mais dans celle du secteur des services, alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits n'a peut-être pas changé.

Les données pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande se rapportent à l'exercice budgétaire.

En bref

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, l'agriculture a progressé d'environ 3 % par an entre 2006 et 2008, soit un taux presque identique à celui enregistré entre 1995 et 1997. La production agricole a décliné dans huit pays, en particulier au Luxembourg, en République tchèque et en Irlande, tandis qu'elle a augmenté de 5 % voire plus en République slovaque, en Suède et en Suisse.

La valeur ajoutée réelle dans l'industrie a enregistré une croissance de 2 % par an entre 2006 et 2008. L'industrie a connu une croissance dans tous les pays à l'exception de la Norvège, du Royaume-Uni et de la Grèce, à une vitesse supérieure à 8 % par an en Inde, en République tchèque, en Pologne et en République slovaque.

La valeur ajoutée réelle dans le secteur des services pour l'ensemble des pays de l'OCDE a augmenté à une vitesse de 2.6 % par an entre 2006 et 2008, soit un rythme beaucoup lent que celui enregistré entre 1995 et 1997. Tous les pays représentés sur le graphique ont enregistré une croissance de leur activité de services, avec un taux de plus de 6 % par an en Irlande, en Islande et en République slovaque. Dans la Fédération de Russie, en Indonésie et en Inde, la croissance de l'activité de services était proche de 10 %, voir plus.

La croissance annuelle de l'agriculture est généralement très irrégulière, des variations de 10 % ou plus d'une année sur l'autre étant assez courantes, tandis que la croissance de l'activité industrielle et des services est généralement plus stable.

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Maddison, A. (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, www.theworldeconomy.org.
- OCDE (2009), *Comptes nationaux trimestriels*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.

Sites Internet

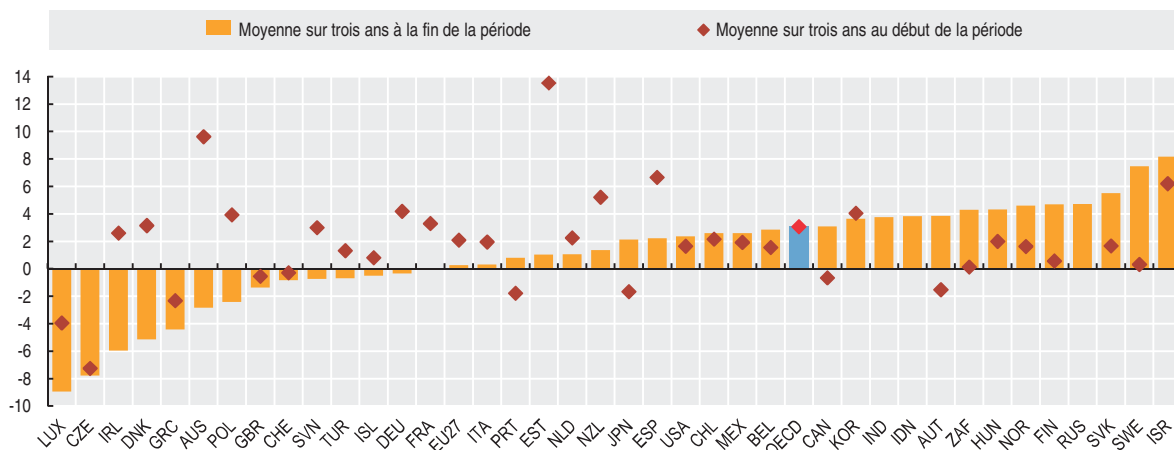
- OCDE, *Comptes nationaux*, www.oecd.org/std/national-accounts.



ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture

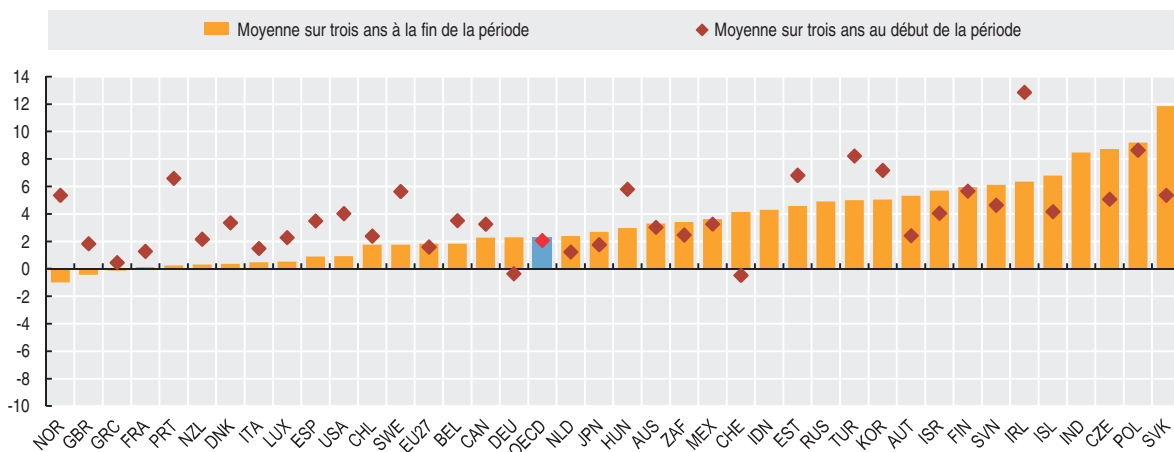
Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818312622321>

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie

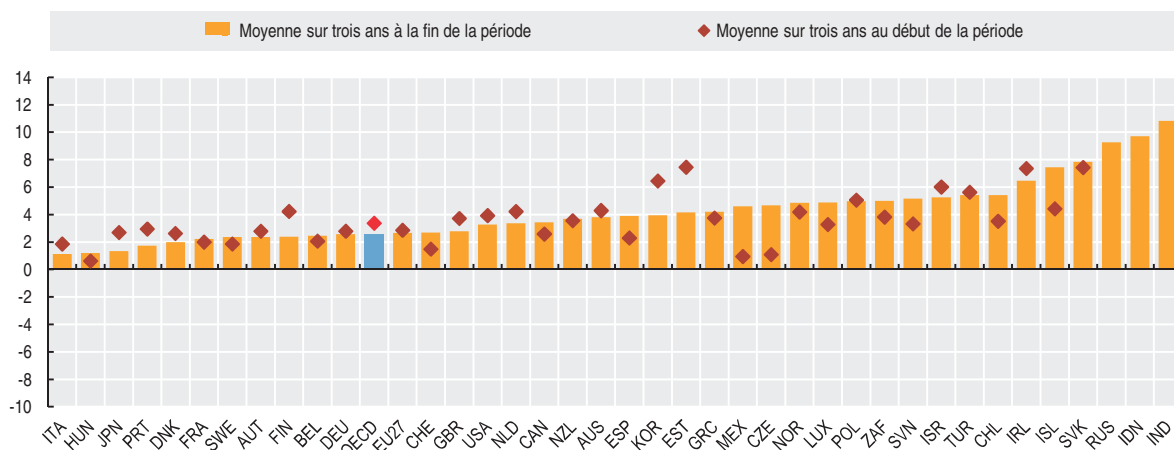
Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818346743466>

Valeur ajoutée réelle dans les services

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818382306804>

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les petites entreprises, et en particulier les *start-up* récentes, sont souvent dynamiques et innovantes. Une poignée de nouvelles et petites entreprises à très haute performance peut apporter une contribution importante à la création d'emploi et à la croissance économique. Bien que la majorité des petites entreprises aient un impact économique individuel plus modeste, ensemble elles font une différence sensible.

Définition

Une entreprise est une entité juridique habilitée à mener des activités pour son compte propre, notamment à signer des contrats, à posséder des biens, à contracter des dettes et à établir des comptes bancaires. Elle peut être constituée d'un ou de plusieurs établissements sis en des lieux topographiquement identifiés. Dans ce chapitre, petite entreprise correspond aux entreprises avec moins de 20 salariés. Les données sur le nombre de petites entreprises et leurs salariés correspondent au secteur manufacturier.

Le terme « salariés » correspond à l'ensemble des personnes bénéficiant d'une situation contractuelle, qui travaillent dans l'entreprise et reçoivent une rémunération pour ce travail. Sont notamment considérés comme salariés les gérants d'entreprises salariés, les étudiants ayant conclu un engagement formel par lequel ils contribuent au processus de production de l'entreprise en échange d'une rémunération et/ou de services d'éducation, et les personnes à la recherche d'emplois fixes qui bénéficient d'un contrat de réinsertion ou de retour à l'emploi. Cette catégorie comprend aussi les personnes en congé maladie, en congé payé ou en vacances mais elle exclut les propriétaires qui travaillent dans l'entreprise, les associés actifs, les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs à domicile, qu'ils figurent ou non sur la liste des employés de l'entreprise.

En bref

D'une économie à l'autre, la contribution des petites entreprises varie beaucoup. Dans la plupart des pays, la part des entreprises de moins de 20 personnes occupées dépasse 70 %, descendant jusqu'à 67 % en Irlande et dépassant 95 % en Grèce. Les petites entreprises représentent une part plus faible du nombre total de salariés, d'environ 11 % aux États-Unis et en République tchèque à plus de 35 % en Grèce.

En règle générale, plus le pays est grand, plus la proportion de petites entreprises est réduite. Cette situation résulte en partie des meilleures perspectives de croissance qu'offrent les grands marchés, où l'offre de main-d'œuvre est plus importante et la demande plus vaste, mais aussi d'un phénomène statistique : lorsqu'une entreprise ouvre un nouvel établissement dans le pays où elle est immatriculée, elle croît, et passe du statut de petite entreprise à celui de grande entreprise; en revanche, si le même établissement est implanté dans un autre pays, il y sera enregistré comme une création d'entreprise.

Comparabilité

L'unité statistique sur laquelle reposent les informations présentées est l'entreprise pour tous les pays sauf le Japon, la Corée et le Mexique, qui utilisent l'établissement. Comme la plupart des entreprises sont aussi des établissements, la comparaison n'est pas sensiblement faussée pour autant. En revanche, la couverture des données sur les entreprises/établissements peut varier considérablement. Dans de nombreux pays, ces informations sont tirées de registres des sociétés, de recensements économiques ou d'enquêtes qui peuvent comporter un seuil d'exclusion fondé sur la taille. En fait, tous les pays appliquent une forme ou une autre de seuil, qui dépend souvent de la législation fiscale et de la charge qu'il est possible d'imposer aux entreprises. En Irlande, seules les entreprises comptant au minimum trois salariés sont prises en compte, alors qu'au Japon et en Corée, les données n'incluent pas les établissements de moins de quatre et cinq salariés respectivement. Les entreprises qui exercent exclusivement leurs activités dans l'économie informelle sont naturellement très difficiles, voire impossibles, à appréhender. Néanmoins, en dépit de ces différences, il est possible de procéder à des comparaisons rationnelles entre pays.

Les données relatives à l'emploi de l'Australie et de la Suisse font référence au nombre de personnes occupées et non au nombre des salariés.

Les données concernant l'Australie, la Corée, la Norvège, la Turquie et le Royaume-Uni portent sur 2006, pour la Suisse sur 2001, 2003 pour le Mexique, 2004 pour les États-Unis et 2005 pour l'Islande.

Il convient de noter que, comme les données ne suivent pas l'évolution d'une même entreprise dans le temps, elles ne reflètent pas la contribution que les petites entreprises apportent à la croissance économique et à l'emploi lorsqu'elles passent de la phase de *start-up* à une taille optimisée.

Source

- OCDE (2010), *PME, Entrepreneuriat et innovation*, OCDE, Paris.
- *Statistiques structurelles et démographiques des entreprises, base de données de l'OCDE*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *L'impact de la crise mondiale sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat et les réponses en termes d'action des pouvoirs publics*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Enhancing the Role of SMEs in Global Value Chains*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Removing Barriers to SME Access to International Markets*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE, Eurostat (2009), *Measuring Entrepreneurship – a collection of indicators*, OECD-Eurostat Entrepreneurship Indicators Programme, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Structural and Demographic Business Statistics 2009*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE, Eurostat (2008), *Eurostat-OECD Manual on Business Demography Statistics*, OCDE, Paris.



Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière

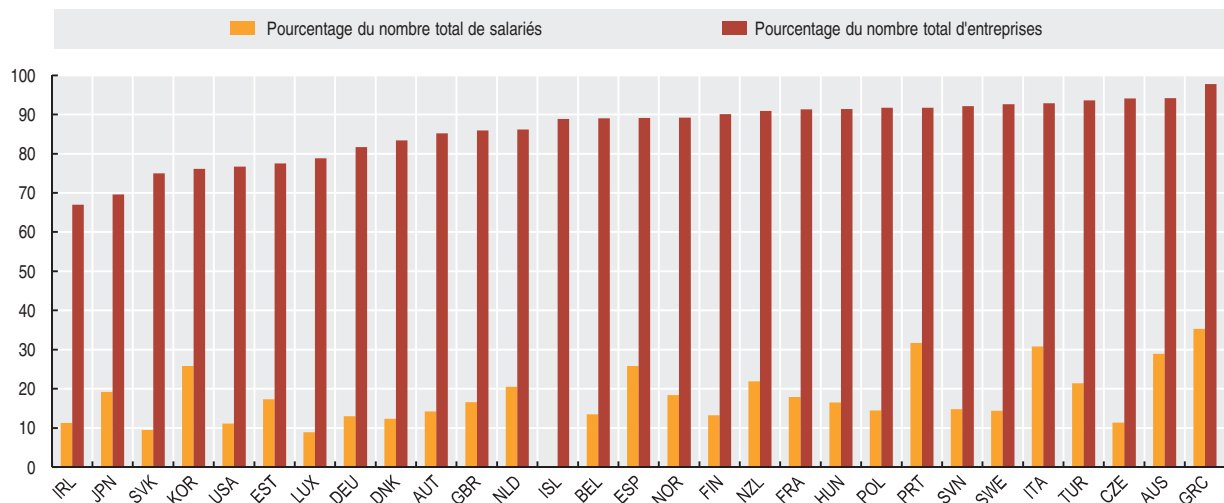
Par taille d'entreprise, 2007 ou dernière année disponible

	Nombre de salariés dans l'industrie manufacturière dans les entreprises, en pourcentage du nombre total de salariés							Nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière, en pourcentage du nombre total d'entreprises						
	Moins de 20 personnes occupées	20 personnes occupées ou plus	Moins de 10 personnes occupées	10-19 personnes occupées	20-49 personnes occupées	50-249 personnes occupées	250 personnes occupées ou plus	Moins de 20 personnes occupées	20 personnes occupées ou plus	Moins de 10 personnes occupées	10-19 personnes occupées	20-49 personnes occupées	50-249 personnes occupées	250 personnes occupées ou plus
Allemagne	13.0	87.0	5.0	8.0	7.5	25.3	54.3	81.7	18.3	60.5	21.3	7.8	8.4	2.1
Australie	28.9	71.1	19.3	9.6	13.9	..	..	94.2	5.8	88.5	5.7	3.8	..	..
Autriche	14.2	85.8	7.3	6.9	11.3	27.0	47.5	85.2	14.8	73.8	11.4	7.9	5.3	1.6
Belgique	13.5	86.5	7.0	6.5	13.2	25.9	47.5	89.0	11.0	81.4	7.6	6.4	3.7	0.9
Corée	25.8	74.2	11.3	14.5	20.9	..	..	76.1	23.9	49.5	26.6	16.5	..	..
Danemark	12.3	87.7	5.8	6.5	12.0	28.4	47.4	83.4	16.6	72.8	10.7	8.9	6.3	1.4
Espagne	25.8	74.2	14.0	11.8	20.6	25.3	28.3	89.1	10.9	79.1	10.0	7.5	2.9	0.5
États-Unis	11.1	88.9	5.7	5.4	..	..	..	76.7	23.3	62.6	14.2	..	..	..
Finlande	13.2	86.8	7.4	5.9	10.1	24.8	51.9	90.1	9.9	83.2	7.0	5.2	3.8	1.0
France	17.9	82.1	10.7	7.3	12.1	22.2	47.8	91.3	8.7	84.1	7.2	5.1	2.8	0.8
Grèce	35.3	64.7	30.4	4.9	12.1	25.6	27.1	97.8	2.3	96.5	1.2	1.3	0.8	0.2
Hongrie	16.5	83.5	9.8	6.7	11.6	26.4	45.4	91.4	8.6	85.3	6.2	4.7	3.1	0.8
Irlande	11.3	88.7	5.0	6.2	12.9	30.1	45.8	67.0	33.0	46.8	20.2	17.7	12.1	3.2
Islande	..	..	..	..	..	..	..	88.9	11.1	80.2	8.7	6.7	3.8	0.7
Italie	30.8	69.2	15.1	15.7	18.2	24.7	26.3	92.9	7.1	82.7	10.3	4.8	2.0	0.3
Japon	19.2	80.8	8.6	10.7	17.6	31.0	32.2	69.6	30.4	45.4	24.2	18.4	10.2	1.8
Luxembourg	8.9	91.1	4.3	4.6	7.6	23.1	60.5	78.8	21.2	66.5	12.3	9.3	8.9	3.0
Mexique	13.7	86.3	9.4	4.3	7.3	21.6	57.3	92.8	7.2	89.7	3.1	2.2	1.8	0.7
Norvège	18.4	81.7	9.9	8.5	14.5	28.3	38.9	89.2	10.8	81.0	8.2	6.3	3.8	0.8
Nouvelle-Zélande	21.9	78.1	11.6	10.3	14.8	..	..	90.9	9.1	82.1	8.8	5.7	..	..
Pays-Bas	20.5	79.5	10.7	9.8	15.9	29.4	34.2	86.2	13.8	76.8	9.4	8.1	4.7	1.1
Pologne	14.5	85.5	10.8	3.7	9.4	30.7	45.4	91.7	8.3	88.3	3.4	3.9	3.5	0.9
Portugal	31.7	68.3	19.7	12.0	19.4	30.1	18.9	91.7	8.3	84.0	7.7	5.4	2.6	0.3
République slovaque	9.5	90.5	4.5	5.0	8.1	26.1	56.3	75.0	25.0	51.1	23.9	9.9	11.4	3.7
République tchèque	11.4	88.6	5.7	5.7	10.6	29.8	48.3	94.1	5.9	90.5	3.6	3.0	2.3	0.6
Royaume-Uni	16.6	83.4	9.5	7.1	11.8	26.7	44.9	85.9	14.2	75.0	10.9	7.8	5.2	1.2
Suède	14.4	85.6	8.2	6.1	10.3	23.7	51.6	92.6	7.4	87.3	5.3	3.9	2.7	0.7
Suisse	22.7	77.3	14.9	7.8	13.0	29.2	35.1	87.8	12.2	79.1	8.7	6.7	4.5	0.9
Turquie	21.4	78.6	..	..	17.3	25.9	35.4	93.6	6.4	..	..	4.2	1.9	0.4
Estonie	17.3	82.7	9.1	8.2	16.8	38.4	27.6	77.5	22.5	64.4	13.1	12.6	8.6	1.3
Slovénie	14.8	85.2	9.3	5.5	9.0	28.4	47.8	92.1	8.0	86.7	5.3	3.8	3.3	0.9

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824283220655>

Entreprises du secteur manufacturier de moins de 20 personnes occupées

En pourcentage du nombre total de salariés ou du nombre total d'entreprises, 2007 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818387841621>





MONDIALISATION

ÉCHANGES

PART DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DANS LE PIB

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES

PARTENAIRES COMMERCIAUX

BALANCE DES PAIEMENTS

IDE ET ENTREPRISES MULTINATIONALES

FLUX ET STOCKS D'IDE

EMPLOI DANS LES FILIALES ÉTRANGÈRES

PART DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DANS LE PIB

Les échanges internationaux constituent l'un des principaux vecteurs d'intégration économique. Les échanges internationaux sont généralement plus importants pour les petits pays (en termes de taille géographique ou de population) entourés de pays ayant des régimes commerciaux ouverts que pour les grands pays relativement autosuffisants ou ceux qui sont géographiquement isolés et donc pénalisés par des coûts de transport élevés. D'autres facteurs contribuent à expliquer les différences de poids des échanges en proportion du PIB entre pays : leur histoire, leur culture, leur politique commerciale, la structure de leur économie (notamment la part du PIB que représentent les services ne pouvant pas faire l'objet d'échanges internationaux), les réexportations et enfin la présence de multinationales qui se traduit par d'importants échanges intragroupe.

Définition

L'importance des échanges internationaux pour différents pays est ici mesurée par la part dans le PIB des échanges de biens et de services. Les ratios indiqués correspondent à la moyenne des importations et des exportations de biens et de services à prix courants et en pourcentage du PIB. Il faut entendre par biens les marchandises importées et exportées. Quant aux services, ils recouvrent les transports, les voyages, les communications, le bâtiment et les travaux publics, les technologies de l'information, les services financiers, les autres services aux entreprises, les services personnels, les services fournis ou reçus par les administrations publiques, ainsi que les redevances et droits de licence.

Les données proviennent des statistiques des comptes nationaux établies conformément au *Système de comptabilité nationale de 1993*.

En bref

En 2008, le ratio échanges/PIB des pays de l'OCDE s'est établi à 29 %, tandis qu'il était de 41 % pour les 27 États membres de l'UE depuis le 1^{er} janvier 2007 (UE27). Pour les raisons indiquées plus haut, ce ratio varie fortement suivant les pays. Il dépasse 50 % pour des petits pays – l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Hongrie, l'Irlande, la Corée, le Luxembourg, les Pays-Bas, la République slovaque, la Suède et la Suisse – mais il est inférieur à 20 % pour les deux plus grands pays de l'OCDE, à savoir le Japon et les États-Unis. Entre 1998 et 2008, le ratio échanges/PIB de l'ensemble de la zone OCDE a augmenté de 8 points de pourcentage. Des augmentations substantielles du ratio échanges/PIB ont été enregistrées au Luxembourg, en Hongrie, en République tchèque et en République slovaque. Le ratio a chuté en Irlande ainsi qu'au Canada où la baisse a été particulièrement marquée (-6 %).

Comparabilité

Les ratios indiqués dans ce tableau sont établis sur la base de normes et définitions communes.

Le ratio échanges/PIB est souvent considéré comme un indicateur du degré d'ouverture commerciale. Cependant, le terme « ouverture » peut prêter à confusion. En fait, un ratio peu élevé n'indique pas nécessairement l'existence d'obstacles tarifaires ou non tarifaires élevés aux échanges internationaux; il peut être dû aux autres facteurs susmentionnés.

Il convient de noter que le ratio échanges/PIB qui figure dans les indicateurs commerciaux publiés par l'OMC, le FMI et l'OCDE, se réfère à la somme des importations et des exportations et non à leur moyenne comme c'est le cas ici.

Les données relatives à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande portent sur les exercices budgétaires.

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.
- ONU, CE, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manuel des Statistiques du commerce international des services*, Nations Unies, New York.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur le commerce international, www.oecd.org/std/its.



Échanges internationaux de biens et services

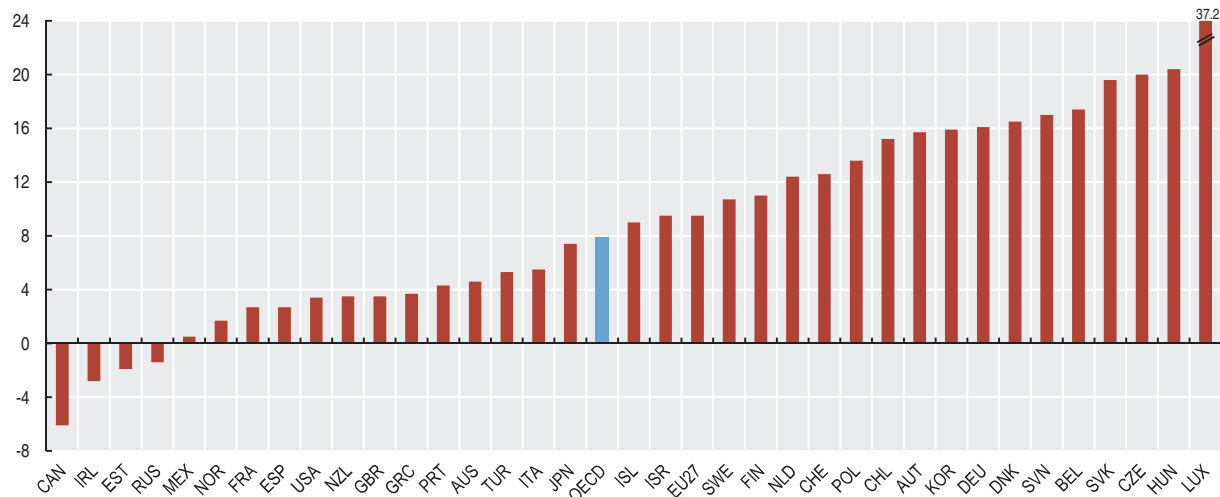
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	23.7	24.4	26.8	28.0	29.0	33.2	33.8	33.4	33.7	35.9	38.5	42.5	43.4	44.1
Australie	19.4	19.3	20.3	19.9	20.9	22.5	21.1	20.4	18.8	19.9	21.0	21.2	21.6	24.5
Autriche	35.3	36.3	39.7	40.8	41.7	45.5	47.4	46.7	46.8	50.0	52.2	54.4	56.8	56.5
Belgique	63.5	64.1	68.0	67.9	68.0	76.8	76.1	74.1	71.7	74.2	78.2	80.4	81.5	85.3
Canada	35.7	36.4	38.5	40.4	41.4	42.7	40.7	39.4	36.2	36.3	35.9	34.9	33.9	34.3
Corée	27.8	28.0	30.9	37.6	33.8	37.1	34.6	32.4	34.2	38.8	37.9	39.0	41.2	53.5
Danemark	35.5	35.4	36.9	37.2	38.2	43.5	43.9	44.3	42.2	42.9	46.5	50.5	51.2	53.7
Espagne	22.4	23.4	25.9	26.8	27.6	30.6	29.8	28.4	27.5	27.9	28.3	29.5	30.3	29.5
États-Unis	11.6	11.8	12.1	11.8	12.0	13.0	11.9	11.5	11.7	12.6	13.2	13.9	14.4	15.2
Finlande	32.6	33.4	34.7	34.0	33.7	38.7	36.7	35.7	35.1	36.5	39.6	42.7	43.2	45.0
France	22.2	22.4	24.3	25.0	25.1	28.1	27.5	26.3	25.1	25.7	26.5	27.4	27.4	27.7
Grèce	21.8	22.1	24.0	24.6	27.4	31.6	30.6	27.8	26.1	27.2	27.0	27.9	28.3	28.3
Hongrie	44.8	47.9	53.9	61.3	64.7	74.9	71.6	63.8	63.1	64.5	66.9	77.5	79.7	81.7
Irlande	70.4	71.5	73.1	81.1	82.4	91.6	92.4	85.5	75.8	76.5	75.9	74.9	75.8	78.3
Islande	33.7	36.0	36.0	36.9	35.9	37.2	39.3	36.7	35.8	36.9	37.8	41.1	40.2	45.9
Italie	23.8	22.4	23.3	23.6	23.5	26.6	26.4	25.2	24.3	25.0	26.0	28.1	29.1	29.1
Japon	8.5	9.6	10.3	10.0	9.5	10.3	10.2	10.7	11.2	12.3	13.6	15.5	16.8	17.4
Luxembourg	95.8	101.0	112.2	119.3	124.6	139.5	137.8	130.9	125.1	140.2	143.0	153.2	160.5	156.5
Mexique	26.5	28.3	27.7	28.9	28.8	29.1	26.1	25.3	26.1	27.5	27.9	28.7	29.1	29.4
Norvège	34.9	36.3	37.3	36.7	35.7	38.0	37.3	34.4	33.8	35.3	36.4	37.4	37.8	38.4
Nouvelle-Zélande	28.6	27.8	27.9	29.3	31.0	34.7	33.9	31.5	28.9	29.3	28.9	29.8	29.4	32.8
Pays-Bas	56.5	57.0	60.5	60.2	60.9	67.3	64.4	60.9	59.9	62.7	65.4	69.0	70.5	72.6
Pologne	22.1	23.0	25.4	28.4	27.1	30.3	28.9	30.4	34.7	38.7	37.5	41.3	42.2	42.0
Portugal	31.8	31.7	32.6	33.4	33.0	35.2	33.9	32.1	31.3	32.3	33.0	35.1	36.5	37.7
République slovaque	56.7	58.7	61.2	64.6	63.4	71.7	76.8	74.8	76.8	75.9	78.6	86.4	87.2	84.2
République tchèque	52.9	51.8	54.7	54.8	56.0	64.9	66.6	61.3	62.9	70.1	70.6	74.7	77.6	74.8
Royaume-Uni	28.3	29.3	28.3	26.9	26.9	28.6	28.3	27.4	26.6	26.6	28.1	30.1	28.2	30.4
Suède	36.4	35.3	38.4	39.8	39.9	43.4	43.2	41.2	40.4	42.2	44.9	47.4	48.8	50.5
Suisse	33.4	34.1	37.5	38.2	39.3	43.6	43.5	41.1	40.8	42.9	45.6	48.4	51.1	50.8
Turquie	17.5	19.5	21.8	20.8	19.4	21.6	25.4	24.4	23.5	24.9	23.6	25.1	24.9	26.1
Total UE27	28.8	29.1	30.9	31.5	32.0	35.8	35.6	34.5	33.9	35.2	36.9	39.4	39.9	41.0
Total OCDE	19.1	19.8	20.7	21.0	20.8	22.2	21.7	21.5	22.1	23.6	24.7	26.4	27.5	28.9
Chili	28.1	28.1	28.1	27.9	28.4	30.6	32.5	32.8	34.5	36.2	37.1	38.2	40.3	43.1
Estonie	71.9	67.4	77.2	79.6	72.9	86.4	81.1	74.6	72.9	76.6	81.0	86.0	78.4	77.7
Fédération de Russie	27.6	24.0	23.6	27.9	34.7	34.0	30.6	29.8	29.5	28.3	28.3	27.4	26.0	26.5
Israël	32.7	31.9	31.8	31.3	35.5	37.2	34.1	36.4	36.9	41.3	42.7	42.6	43.3	40.8
Slovénie	50.9	50.7	52.1	52.2	49.7	55.7	55.9	54.6	54.1	58.7	62.3	66.8	70.4	69.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824333188522>

Part des échanges internationaux dans le PIB

Différence entre les ratios de 2008 et 1998 en points de pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818408344514>

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS

Depuis sa création, l'OCDE s'efforce de promouvoir le commerce international, car elle y voit un moyen efficace de renforcer la croissance économique et d'élever les niveaux de vie. Le développement des échanges bénéficie aux pays membres aussi bien qu'aux partenaires commerciaux de l'OCDE dans le reste du monde.

Définition

Suivant les recommandations des Nations Unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens dont l'entrée (importations) ou la sortie (exportations) du territoire économique fait augmenter ou diminuer le stock de ressources matérielles du pays considéré. Les biens transportés à travers le pays ou admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens destinés au perfectionnement actif ou passif) ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce de marchandises.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE suivent les recommandations des Nations Unies pour autant que les sources de données dont ils disposent le permettent. On observe quelques différences, généralement peu importantes, entre les pays quant à la couverture de certaines catégories de transactions comme le commerce par correspondance, les importations et exportations de matériel militaire en vertu d'accords de défense, le commerce de produits de la mer en haute mer par des navires battant pavillon national et les biens entrant dans des zones sous douane ou en sortant.

Les exportations sont généralement évaluées *fab* (« franco à bord »), sauf dans le cas des États-Unis, qui les évaluent *f.l.n.* (« franco le long du navire », c'est-à-dire après déduction des coûts de chargement). Les importations sont évaluées par la plupart des pays *caf* (« Coût assurance fret », c'est-à-dire au coût des biens majoré des coûts d'assurance et de fret liés à leur acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur). Cependant, le Canada déclare ses importations à leur valeur *fab*. Les soldes commerciaux indiqués dans le tableau ne sont donc pas strictement comparables, car les importations ne sont pas évaluées de la même manière par tous les pays.

La mise en place du Marché unique en Europe en 1993 s'est traduite par une certaine dégradation de la précision des données en ce qui concerne le commerce intra-communautaire, car les documents douaniers ne sont plus disponibles pour consigner toutes les importations et exportations. Il est à noter que si les données de l'OCDE suivent la plupart du temps les recommandations des Nations Unies, les statistiques commerciales d'Eurostat suivent les définitions communautaires. En conséquence, les statistiques commerciales de l'OCDE concernant les pays de l'Union européenne ne sont pas strictement comparables à celles d'Eurostat.

Le « Total OCDE » comprend le Mexique à partir de 1990, la Hongrie et la Pologne à partir de 1992, la République tchèque à partir de 1993, la Corée à partir de 1994 et la République slovaque à partir de 1997.

En bref

Sur la période de dix ans allant de 1998 à 2008, la croissance relative des importations (c'est-à-dire leur croissance pour le pays considéré divisée par la croissance des importations de tous les pays de l'OCDE) a été faible en Irlande, au Royaume-Uni et au Canada, mais particulièrement soutenue en République slovaque, en Corée, en Pologne et en République tchèque. La Chine et l'Inde affichaient toujours une croissance relative des importations élevée, alors que celle enregistrée par la Fédération de Russie et le Brésil était supérieure à la moyenne de l'OCDE.

Au cours de la même période, les taux de croissance relative des exportations de marchandises ont atteint des niveaux élevés en République slovaque, en Pologne, en République tchèque, en Turquie et en Hongrie. Dans des pays comme le Royaume-Uni, les États-Unis, le Japon, la France, le Canada et l'Irlande, en revanche, les taux de croissance des exportations ont été inférieurs à la moyenne.

La Chine affichait le taux de croissance annuelle relative le plus élevé de tous les pays considérés tant pour les importations que pour les exportations.

Le déficit commercial des États-Unis est resté ample tout au long de la période et a augmenté la plupart des années. Le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Inde et la France ont aussi enregistré d'importants déficits commerciaux, alors que l'Allemagne a généralement dégagé, en moyenne, les excédents commerciaux les plus volumineux de tous les pays de l'OCDE. La Fédération de Russie et la Chine ont, elles aussi, affiché des excédents commerciaux significatifs.

Source

- OCDE (2009), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- UN Commodity Trade Statistics Database.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Objectif développement – L'aide au commerce : Comment la rendre efficace*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Trade Based Money Laundering*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, www.oecd.org/std/cahierstatistique.
- OCDE (2004), *International Trade by Commodity Statistics – Définitions*, OCDE, Paris.
- Nations Unies (1998), *International Merchandise Trade Statistics: Compilers Manual*, Nations Unies, New York, <http://unstats.un.org/unsd/trade/methodology.htm>.

Bases de données en ligne

- ITCS *Statistiques du commerce international par produit*.
- *Statistiques mensuelles du commerce international*.



Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises

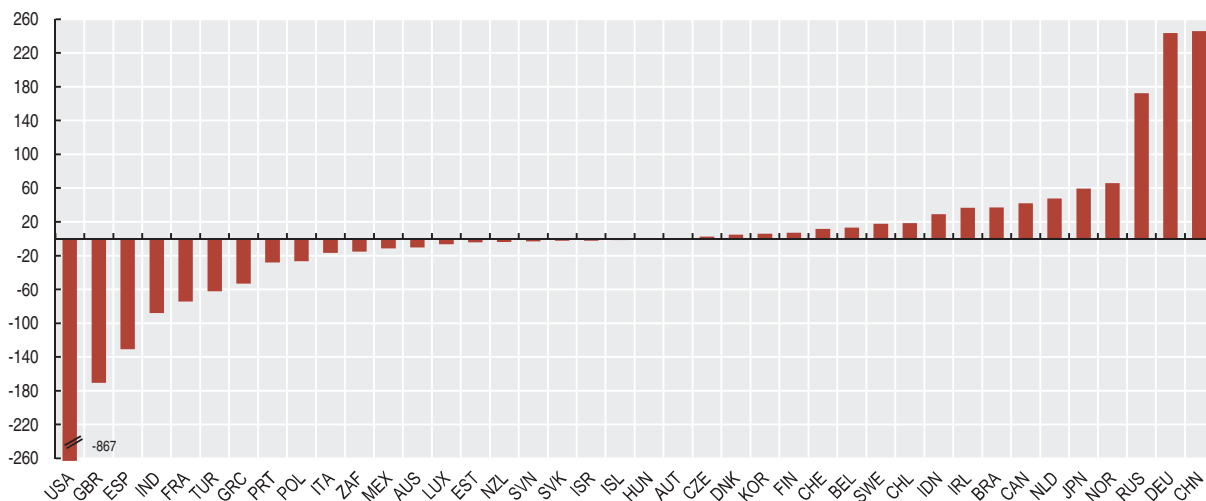
Milliards de dollars des EU

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	59.6	68.3	67.1	72.3	69.3	54.8	85.7	125.6	146.8	193.6	198.0	199.7	269.5	261.9
Australie	-4.4	-1.2	1.0	-5.0	-9.5	-4.0	2.4	-4.5	-14.6	-17.3	-13.2	-9.3	-16.9	-4.7
Autriche	-8.5	-10.1	-6.9	-6.2	-6.2	-5.2	-4.4	-0.1	-2.3	-0.4	-2.2	-0.2	0.5	-2.6
Belgique	15.4	11.4	12.3	14.4	14.3	13.5	11.6	17.7	20.7	21.1	13.8	15.4	17.3	6.5
Canada	16.5	19.2	18.1	13.3	23.2	37.6	39.4	30.2	31.8	43.1	45.7	38.2	39.9	47.4
Corée	-10.4	-19.6	-8.5	39.0	23.9	11.8	9.3	10.4	15.0	29.4	23.2	16.1	14.6	-13.3
Danemark	4.7	5.7	3.7	1.7	4.7	5.2	5.8	6.4	8.4	8.0	8.3	6.3	3.6	5.0
Espagne	-23.0	-21.0	-18.2	-25.8	-36.4	-39.5	-38.8	-40.0	-53.4	-76.5	-96.8	-115.9	-137.5	-139.5
États-Unis	-187.9	-194.8	-210.5	-263.9	-366.4	-477.7	-449.1	-509.1	-581.4	-707.4	-828.0	-882.0	-854.6	-864.9
Finlande	10.9	9.7	10.0	10.8	10.2	11.7	10.7	11.0	10.9	10.1	6.8	7.8	8.3	4.7
France	10.6	6.2	16.8	14.7	9.5	-8.5	-4.4	1.1	-4.5	-20.5	-41.6	-50.9	-71.8	-100.6
Grèce	-15.0	-15.7	-15.8	-19.4	-18.8	-18.8	-17.9	-21.8	-31.2	-37.6	-37.4	-42.8	-52.6	-63.8
Hongrie	-2.6	-3.1	-2.1	-2.7	-3.0	-4.0	-3.2	-3.3	-4.7	-4.8	-3.6	-2.9	-0.1	-0.6
Irlande	11.5	12.4	14.4	19.9	24.0	25.6	26.4	36.0	38.7	42.0	39.7	32.2	35.3	42.8
Islande	-	-0.1	-0.2	-0.6	-0.5	-0.7	-0.3	-	-0.4	-0.8	-1.9	-2.5	-1.9	-0.8
Italie	27.2	43.9	29.9	26.5	14.7	1.8	8.1	7.7	2.0	-1.9	-17.0	-25.4	-11.6	-13.6
Japon	107.1	61.8	82.2	107.5	107.2	99.6	54.0	79.1	88.5	110.5	79.1	67.7	92.1	18.9
Luxembourg	..	..	..	..	-2.8	-2.8	-2.9	-2.9	-3.7	-4.6	-4.9	-5.5	-6.1	-7.8
Mexique	6.8	6.2	0.5	-8.0	-5.7	-5.8	-7.6	-8.7	-5.6	-8.8	-7.6	-6.1	-11.2	-17.3
Norvège	9.0	14.0	12.8	2.9	11.3	25.5	26.0	24.7	29.0	33.7	48.3	57.9	56.1	83.1
Nouvelle-Zélande	-0.7	-0.6	-0.8	-0.6	-2.4	-1.2	..	-1.2	-2.0	-2.8	-4.5	-4.0	-3.9	-3.8
Pays-Bas	19.6	16.5	15.5	10.9	2.7	5.4	5.6	11.9	18.3	32.8	36.9	38.7	55.6	48.1
Pologne	-6.1	-12.7	-16.5	-18.8	-18.5	-17.3	-14.2	-14.1	-14.4	-14.4	-12.2	-16.1	-25.4	-38.6
Portugal	-10.2	-10.6	-11.1	-12.8	-15.3	-15.6	-15.4	-14.2	-15.3	-19.2	-23.1	-23.3	-26.9	-34.2
République slovaque	..	..	-2.1	-2.4	-1.1	-0.9	-2.1	-2.2	-0.7	-1.9	-2.4	-3.1	-2.1	-2.4
République tchèque	-3.9	-5.8	-4.4	-2.2	-2.0	-3.2	-3.1	-2.2	-2.5	0.5	1.7	1.7	4.1	2.3
Royaume-Uni	-25.9	-28.7	-26.3	-46.9	-53.2	-56.6	-65.4	-78.8	-85.8	-119.9	-131.4	-150.1	-184.7	-176.6
Suède	15.8	18.9	18.3	16.4	16.3	14.2	12.8	15.9	18.2	22.8	18.9	20.3	16.2	16.5
Suisse	1.5	1.5	0.2	-1.2	0.4	-2.0	-2.1	4.2	4.2	6.8	4.4	6.5	10.9	17.2
Turquie	-14.1	-20.4	-22.3	-19.0	-14.1	-26.7	-10.1	-15.5	-22.1	-34.4	-43.3	-54.0	-62.8	-70.0
Total UE27	103.7	114.8	118.3	82.0	37.0	-15.9	28.9	77.3	68.4	45.4	-23.8	-95.1	-117.8	-270.1
Total OCDE	3.7	-48.7	-43.0	-85.1	-224.0	-383.7	-343.0	-336.1	-411.7	-518.9	-741.3	-885.8	-844.8	-1 000.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	-0.5	3.7	-3.1	-2.9	-7.3	-8.0	-15.9	-15.8	-13.6
Brésil	-7.2	-9.0	-12.1	-9.7	-3.7	-3.8	-0.2	10.7	23.4	31.4	42.1	46.5	40.0	24.7
Chili	1.0	-1.4	-1.4	-2.2	1.7	1.6	2.6	2.0	2.7	8.5	8.7	21.2	23.0	10.9
Chine	16.7	12.2	40.4	43.6	29.2	24.1	22.5	30.4	25.5	32.1	102.0	177.5	261.8	298.1
Estonie	-0.7	-1.1	-1.5	-1.5	-1.1	-1.2	-1.2	-1.5	-2.3	-2.5	-2.5	-4.6	-4.9	-3.6
Fédération de Russie	..	27.6	19.7	28.6	42.6	69.2	58.0	60.5	76.3	106.0	142.7	163.4	152.5	200.9
Inde	-4.9	-5.6	-6.6	-9.2	-13.0	-6.1	-7.6	-8.6	-14.2	-28.4	-46.3	-57.0	-72.7	-133.9
Indonésie	4.8	6.9	11.8	21.5	24.7	28.6	25.4	25.9	28.5	21.5	28.0	39.7	39.6	7.8
Israël	-9.3	-9.4	-6.5	-4.2	-5.2	-4.3	-4.2	-3.6	-2.4	-2.3	-2.3	-1.0	-2.5	-3.8
Slovénie	-1.2	-1.1	-1.0	-1.1	-1.5	-1.4	-0.9	-0.6	-1.1	-1.7	-1.7	-2.0	-2.9	-4.7

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824347818584>

Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises

Milliards de dollars des EU, moyenne 2006-08



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818412306552>

Importations de marchandises

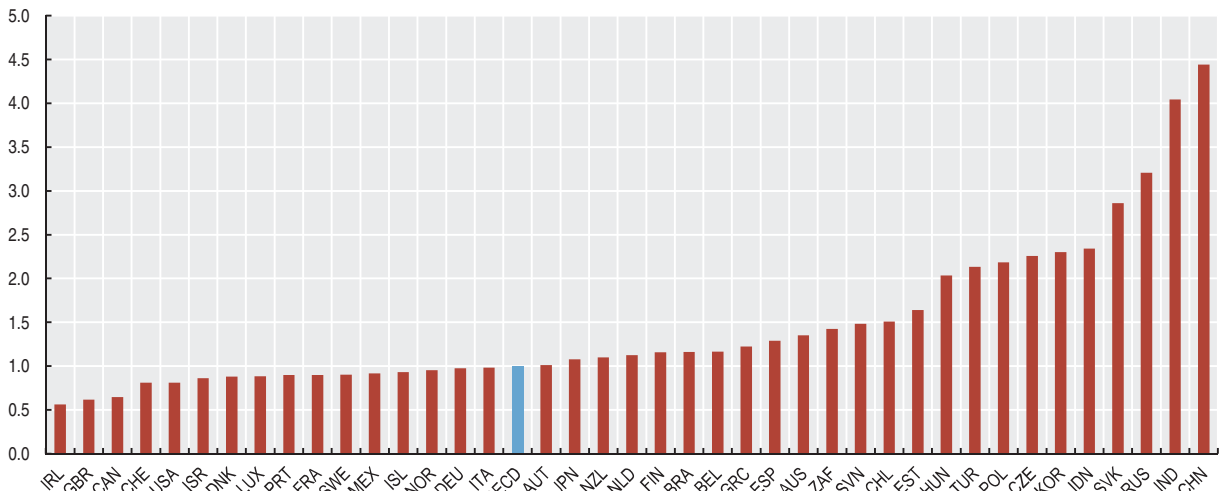
Milliards de dollars des EU

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	464.3	444.4	445.3	471.6	473.5	495.4	486.3	490.1	601.8	718.2	779.8	922.2	1 059.3	1 204.2
Australie	57.4	61.4	61.8	60.8	65.5	67.8	60.9	69.5	84.8	103.8	119.0	132.7	157.8	191.6
Autriche	66.3	67.1	63.6	67.1	68.7	67.4	69.0	71.4	91.5	111.3	120.0	134.3	156.1	175.4
Belgique	152.3	159.4	158.3	164.9	164.6	171.7	178.7	198.1	234.8	285.4	320.2	353.7	413.6	470.7
Canada	164.5	171.0	197.1	201.3	215.6	240.0	221.6	222.4	240.2	273.8	314.4	350.0	380.4	408.3
Corée	137.9	144.1	144.6	93.3	119.8	160.5	141.1	152.1	178.8	224.5	261.2	309.4	356.8	435.3
Danemark	45.6	45.0	44.5	46.2	44.3	44.4	44.3	49.3	56.2	66.8	75.0	85.3	98.0	110.8
Espagne	116.5	123.6	124.4	137.2	147.9	152.9	155.0	165.9	209.7	259.3	289.6	330.0	391.2	418.7
États-Unis	770.8	817.6	898.0	944.4	1 059.2	1 258.1	1 180.1	1 202.3	1 305.1	1 525.3	1 732.3	1 919.0	2 017.1	2 164.8
Finlande	29.5	30.9	31.0	32.4	31.6	34.1	32.2	33.6	41.6	50.7	58.5	69.4	81.8	92.2
France	273.5	277.7	266.6	285.8	292.8	304.0	293.9	303.8	362.5	434.2	476.0	529.9	611.1	695.5
Grèce	25.9	27.0	27.0	30.3	29.5	29.8	28.2	32.5	44.9	52.8	54.9	63.7	76.1	89.3
Hongrie	15.5	16.2	21.2	25.7	28.0	32.1	33.7	37.6	47.7	60.2	65.9	77.0	94.7	108.8
Irlande	32.3	35.8	39.2	44.4	46.5	50.7	51.1	52.3	54.2	62.3	70.3	76.6	86.7	84.1
Islande	1.8	2.0	2.0	2.5	2.5	2.6	2.3	2.3	2.8	3.6	5.0	6.0	6.7	6.2
Italie	204.0	208.2	208.1	215.6	220.3	238.1	236.1	246.6	297.4	355.3	384.8	442.6	511.9	553.2
Japon	336.1	349.2	338.8	280.6	309.9	379.7	348.6	337.6	383.5	455.2	515.9	579.1	622.2	762.5
Luxembourg	..	..	..	..	10.6	10.6	11.2	11.5	13.6	16.8	17.6	19.6	22.3	25.4
Mexique	72.5	89.5	109.8	125.3	142.0	171.1	165.1	168.7	170.5	196.8	221.8	256.1	283.2	308.6
Norvège	33.0	35.6	35.8	37.5	34.2	34.4	33.0	34.9	39.9	48.5	55.5	64.3	80.3	94.5
Nouvelle-Zélande	13.9	14.7	14.5	12.5	14.3	13.9	13.3	15.0	18.6	23.2	26.2	26.4	30.9	34.4
Pays-Bas	157.7	162.5	158.3	156.8	167.9	174.7	169.9	163.4	209.0	257.7	283.2	331.5	421.3	437.5
Pologne	28.9	37.1	42.3	47.0	45.9	48.8	50.2	55.1	68.0	88.2	101.5	125.6	164.2	210.5
Portugal	33.6	35.2	35.1	37.0	39.8	39.9	39.5	40.0	47.1	54.9	61.2	66.7	78.2	90.1
République slovaque	..	..	11.7	13.1	11.1	12.7	14.7	16.6	22.6	29.5	34.2	44.8	60.2	72.6
République tchèque	20.8	27.4	27.2	30.5	28.8	32.2	36.5	40.7	51.2	66.7	76.5	93.4	116.8	140.3
Royaume-Uni	268.2	287.6	307.5	320.3	323.8	339.4	338.0	359.4	393.5	468.1	515.8	598.4	624.7	636.0
Suède	61.6	64.0	63.2	68.6	68.5	73.1	63.5	67.1	84.2	100.5	111.4	127.1	152.8	167.3
Suisse	80.2	78.2	75.9	80.1	79.9	82.5	84.2	83.7	96.4	110.0	126.6	141.4	161.2	183.6
Turquie	35.7	43.6	48.6	45.9	40.7	54.5	41.4	51.3	69.3	97.5	116.8	139.6	170.1	202.0
Total UE27	..	..	..	..	..	2 402.9	2 386.6	2 496.5	3 011.1	3 642.1	4 020.4	4 645.4	5 420.3	6 033.3
Total OCDE	3 700.2	3 856.2	4 001.4	4 078.5	4 327.7	4 817.1	4 623.4	4 774.9	5 521.5	6 601.0	7 391.0	8 415.7	9 487.5	10 574.2
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	26.8	25.6	26.2	34.5	47.6	55.0	68.5	79.9	87.6
Brésil	53.7	56.7	65.1	60.8	51.7	55.9	55.6	47.2	48.3	62.8	73.6	91.3	120.6	173.2
Chili	14.9	16.8	18.1	17.1	13.9	16.6	16.1	15.4	17.4	22.4	29.9	34.7	42.7	58.2
Chine	132.1	138.8	142.4	140.2	165.7	225.1	243.6	295.2	412.8	561.2	660.0	791.5	956.0	1 132.6
Estonie	2.5	3.2	4.4	4.8	4.1	5.1	5.2	5.9	7.9	9.1	11.0	14.6	16.7	17.3
Fédération de Russie	..	61.1	67.6	43.7	30.3	33.9	41.9	46.2	57.3	75.6	98.7	137.8	199.7	267.1
Inde	36.6	39.1	41.4	42.4	50.0	52.9	50.7	57.5	72.4	99.0	140.9	178.2	218.6	315.7
Indonésie	40.6	42.9	41.7	27.3	24.0	33.5	31.0	31.3	32.6	46.5	57.7	61.1	74.5	129.2
Israël	28.3	29.9	29.0	27.5	31.1	35.7	33.3	33.1	34.2	41.0	45.0	47.8	56.6	65.2
Slovénie	9.5	9.4	9.4	10.1	10.1	10.1	10.1	10.9	13.9	17.6	19.6	23.0	29.4	34.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824364441318>

Croissance annuelle relative des importations de marchandises

1998-2008, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1.0



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818430164256>



Exportations de marchandises

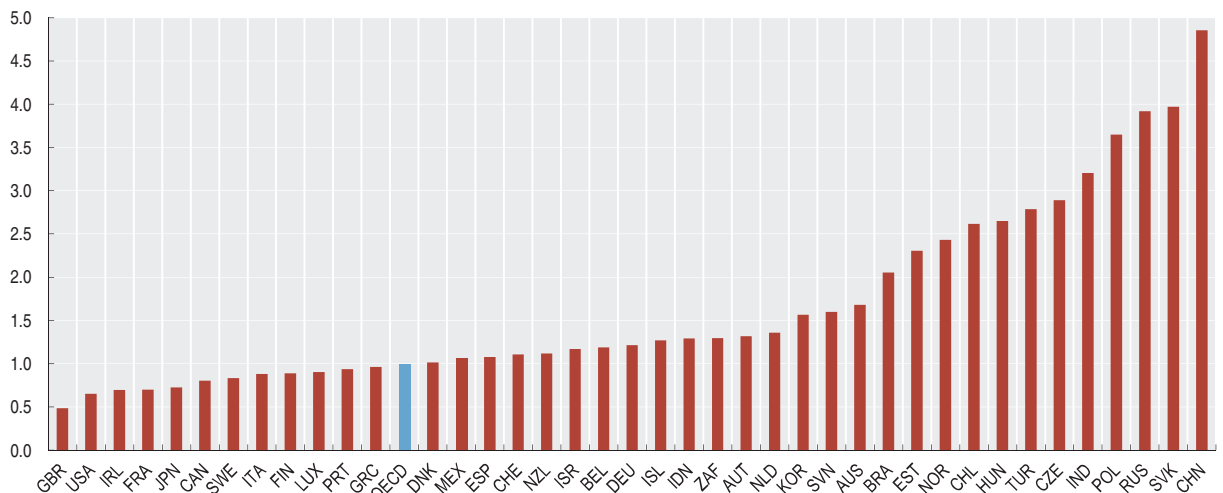
Milliards de dollars des EU

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	523.9	512.7	512.4	543.8	542.8	550.2	572.0	615.6	748.5	911.8	977.1	1 122.0	1 328.8	1 466.1
Australie	53.0	60.2	62.8	55.8	56.0	63.8	63.3	65.0	70.2	86.4	106.0	123.3	140.9	186.9
Autriche	57.8	57.1	56.7	60.9	62.4	62.3	64.7	71.3	89.2	110.8	117.7	134.2	156.6	172.8
Belgique	167.7	170.8	170.7	179.3	178.9	185.2	190.3	215.8	255.5	306.4	334.0	369.1	430.9	477.2
Canada	181.0	190.2	215.1	214.6	238.9	277.6	261.1	252.6	272.1	317.2	360.6	388.2	420.2	455.7
Corée	127.5	124.5	136.2	132.3	143.7	172.3	150.4	162.5	193.8	253.8	284.4	325.5	371.5	422.0
Danemark	50.3	50.7	48.2	47.9	49.0	49.6	50.1	55.7	64.6	74.7	83.3	91.6	101.6	115.8
Espagne	93.5	102.6	106.2	111.4	111.5	113.3	116.1	125.9	156.3	182.7	192.8	214.1	253.8	279.2
États-Unis	583.0	622.8	687.5	680.4	692.8	780.3	731.0	693.2	723.7	817.9	904.3	1 037.0	1 162.5	1 299.9
Finlande	40.4	40.6	41.0	43.2	41.8	45.8	42.8	44.7	52.5	60.9	65.2	77.3	90.1	96.9
France	284.1	283.9	283.4	300.5	302.3	295.6	289.6	304.9	358.1	413.7	434.4	479.0	539.4	594.9
Grèce	11.0	11.3	11.2	10.9	10.7	11.0	10.3	10.8	13.7	15.2	17.5	20.9	23.5	25.5
Hongrie	12.9	13.1	19.1	23.0	25.0	28.1	30.5	34.3	43.0	55.5	62.3	74.1	94.6	108.2
Irlande	43.8	48.2	53.6	64.2	70.5	76.3	77.4	88.3	92.9	104.3	110.0	108.8	122.0	126.9
Islande	1.8	1.9	1.9	1.9	2.0	1.9	2.0	2.2	2.4	2.8	3.1	3.5	4.8	5.4
Italie	231.3	252.1	238.0	242.1	235.1	239.9	244.3	254.2	299.5	353.5	373.0	417.2	500.2	539.6
Japon	443.3	410.9	421.0	388.1	417.1	479.2	402.6	416.7	472.0	565.7	594.9	646.7	714.3	781.4
Luxembourg	..	..	..	..	7.8	7.9	8.3	8.6	10.0	12.2	12.7	14.2	16.2	17.7
Mexique	79.3	95.7	110.2	117.3	136.3	165.3	157.5	160.8	164.9	188.0	214.2	250.0	272.0	291.3
Norvège	42.0	49.6	48.5	40.4	45.5	59.9	59.0	59.6	67.9	82.5	103.8	122.2	136.4	177.6
Nouvelle-Zélande	13.3	14.2	13.7	11.9	11.9	12.7	13.3	13.8	16.5	20.3	21.7	22.4	26.9	30.6
Pays-Bas	177.4	179.0	173.8	167.6	170.5	180.1	175.5	175.3	227.3	290.5	320.1	370.2	476.8	485.6
Pologne	22.9	24.4	25.7	28.2	27.4	31.6	36.1	41.0	53.5	73.8	89.4	109.6	138.8	171.9
Portugal	23.4	24.6	24.0	24.2	24.5	24.4	24.1	25.8	31.8	35.7	38.1	43.4	51.3	55.9
République slovaque	..	..	9.6	10.7	10.1	11.8	12.6	14.5	22.0	27.9	31.9	41.7	58.0	70.2
République tchèque	16.8	21.7	22.7	28.3	26.8	29.1	33.4	38.5	48.7	65.8	78.2	95.1	120.9	142.6
Royaume-Uni	242.2	258.9	281.2	273.4	270.7	282.9	272.6	280.6	307.7	349.0	384.4	448.4	440.0	459.3
Suède	77.4	82.9	81.5	85.0	84.8	87.4	76.3	82.9	102.4	123.2	130.3	147.4	169.1	183.9
Suisse	81.6	79.7	76.2	78.9	80.3	80.5	82.1	87.9	100.7	116.8	130.9	147.9	172.1	200.8
Turquie	21.6	23.2	26.2	27.0	26.6	27.8	31.3	35.8	47.3	63.1	73.5	85.5	107.3	132.0
Total UE27	..	..	..	..	..	2 349.1	2 366.1	2 533.8	3 034.3	3 641.0	3 939.3	4 479.3	5 239.4	5 763.2
Total OCDE	3 703.9	3 807.5	3 958.4	3 993.4	4 103.7	4 433.5	4 280.5	4 438.7	5 108.9	6 082.4	6 649.8	7 530.1	8 641.5	9 573.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	26.3	26.0	23.1	31.6	40.3	47.0	52.6	64.0	74.0
Brésil	46.5	47.7	53.0	51.1	48.0	55.1	58.3	60.4	73.2	96.7	118.5	137.8	160.6	197.9
Chili	15.9	15.4	16.7	14.8	15.6	18.2	18.7	17.4	20.1	30.9	38.6	55.9	65.7	69.1
Chine	148.8	151.0	182.8	183.8	194.9	249.2	266.1	325.6	438.2	593.3	762.0	968.9	1 217.8	1 430.7
Estonie	1.8	2.1	2.9	3.2	3.0	3.8	4.0	4.3	5.6	6.5	8.2	10.0	11.7	13.7
Fédération de Russie	..	88.7	87.4	72.3	72.9	103.1	99.9	106.7	133.7	181.6	241.5	301.2	352.3	468.0
Inde	31.7	33.5	34.8	33.2	36.9	42.4	43.9	50.1	59.3	75.9	100.4	121.2	145.9	181.9
Indonésie	45.4	49.8	53.4	48.8	48.7	62.1	56.3	57.2	61.1	71.6	85.7	100.8	114.1	137.0
Israël	19.0	20.5	22.5	23.3	25.8	31.4	29.1	29.5	31.8	38.6	42.8	46.8	54.1	61.3
Slovénie	8.3	8.3	8.4	9.1	8.5	8.7	9.3	10.4	12.8	15.9	17.9	21.0	26.5	29.3

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824370122572>

Croissance annuelle relative des exportations de marchandises

1998-2008, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818444001112>

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES

Les échanges internationaux de services entre les pays de l'OCDE et avec le reste du monde revêtent une importance croissante. Les services traditionnels – transport, assurance des marchandises échangées et voyages – représentent la moitié environ du total des échanges internationaux de services, mais le commerce de nouvelles catégories de services, notamment de prestations pouvant être fournies via Internet, se développe rapidement.

Définition

Les échanges internationaux de services sont définis conformément à la 5^e édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) du FMI. Les services comprennent les transports (de marchandises et de passagers), les voyages (principalement les achats de biens et services effectués par les touristes et les personnes voyageant à titre professionnel), les services de communication (postale, téléphonique, par satellite, etc.), les services de bâtiment et de travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services d'informatique et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises (négoce, location-exploitation, services techniques et professionnels, etc.), les services culturels et relatifs aux loisirs (location de films, rémunération des acteurs et autres artistes, mais à l'exclusion de l'achat de films, de musique enregistrée, de livres, etc.) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste ci-dessus.

En bref

Entre 1998 et 2008, la Grèce est le pays membre de l'OCDE où la croissance des importations de services a été la plus forte, sachant qu'elle a également été bien supérieure à la moyenne en Irlande, en Hongrie et en Pologne. La croissance des importations de services a été relativement lente au Japon.

Au cours de la même période, le taux de croissance des exportations de services a été lui aussi nettement supérieur à la moyenne dans le cas de l'Irlande et relativement soutenu en ce qui concerne le Luxembourg et le Danemark. En revanche, les exportations de la Turquie, du Mexique et de la France ont connu une croissance relative assez faible.

En moyenne, sur les trois dernières années, les échanges de services ont été relativement équilibrés dans la plupart des pays, mais les États-Unis et le Royaume-Uni ont enregistré d'amples excédents, tandis que l'Allemagne et le Japon ont accusé des déficits importants.

Pour l'OCDE dans son ensemble, sur la période 2002-08, les services qui connaissent l'expansion la plus rapide, aussi bien pour les importations que les exportations, sont aujourd'hui les services financiers et les services d'informatique et d'information, tandis que les services qui enregistrent la croissance la plus lente sont les services fournis ou reçus par les administrations publiques, en matière d'exportations, et les services de voyage, pour les importations.

Comparabilité

Le MBP5 est paru en 1993 et les pays ont commencé à l'appliquer au cours des deux ou trois années suivantes. Auparavant, les services étaient définis suivant le MBP4. Aujourd'hui, tous les pays de l'OCDE présentent leurs statistiques de commerce international de services en suivant dans une large mesure le cadre du MBP5, de sorte que l'intérêt essentiel du MBP4 est de fournir une grille de lecture pour quelques séries historiques qui n'ont pas été révisées. La principale différence entre les deux versions du Manuel réside dans le fait que le MBP5 établit une nette distinction entre les transactions au titre des services et celles qui ont trait aux revenus, alors que dans le MBP4, les revenus du travail et de la propriété non financière étaient inclus dans les services. Les pays ont essayé de préserver la continuité de leurs statistiques en révisant leurs données antérieures sur la base du MBP5, mais cela n'a pas toujours été possible.

Source

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Promoting Trade in Services: Experience of the Baltic States*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Trade Policy Studies: Liberalisation and Universal Access to Basic Services: Telecommunications, Water and Sanitation, Financial Services, and Electricity*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Infrastructure to 2030 (Vol. 2) : Preparing the Future (version française)*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE, Volume II : Services* Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5^e édition, FMI, Washington, DC.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur les échanges de services, www.oecd.org/std/trade-services.



Balance des services : exportations de services moins importations de services

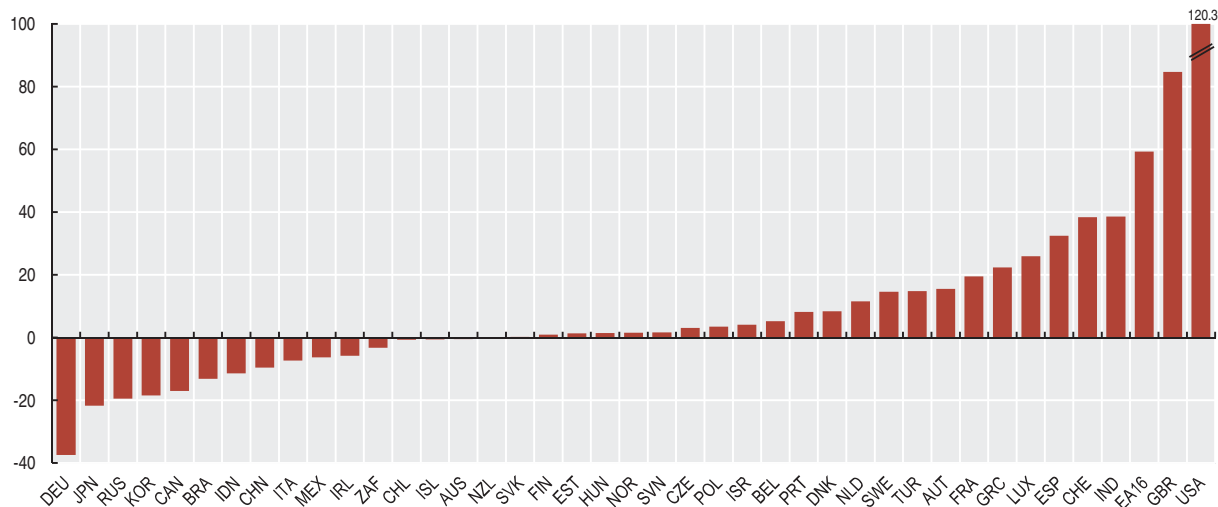
Milliards de dollars des EU

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	-53.4	-51.7	-48.1	-51.6	-57.9	-55.0	-54.1	-43.2	-50.7	-51.1	-46.7	-34.1	-37.3	-40.9
Australie	-0.9	0.2	0.2	-0.9	0.1	0.9	0.7	1.2	1.8	0.5	0.5	0.9	0.6	-3.1
Autriche	5.0	4.7	4.0	5.1	6.2	6.6	6.4	7.1	8.7	10.1	11.9	12.1	15.2	19.2
Belgique	-0.1	0.2	1.3	0.8	1.4	2.1	1.8	1.8	1.7	3.6	5.0	6.2	5.5	3.9
Canada	-7.4	-6.7	-6.4	-4.3	-4.5	-3.9	-5.0	-4.6	-8.2	-8.5	-9.9	-12.3	-17.7	-21.1
Corée	-3.0	-6.2	-3.2	1.0	-0.7	-2.8	-3.9	-8.2	-7.4	-8.0	-13.7	-19.0	-19.8	-16.7
Danemark	0.7	1.3	0.1	-0.3	2.0	2.4	3.4	2.0	3.5	3.3	6.2	7.1	7.9	10.0
Espagne	17.4	19.0	18.2	19.7	20.5	19.4	20.6	21.1	26.2	26.9	27.7	27.8	31.3	38.1
États-Unis	77.8	86.9	90.2	82.1	82.7	74.9	64.4	61.2	54.0	61.8	75.6	86.9	129.6	144.3
Finlande	-2.2	-1.7	-1.6	-1.1	-1.1	-1.4	-0.2	0.6	-0.7	0.6	-0.7	-1.1	1.0	2.7
France	14.3	15.1	16.7	17.3	18.6	19.8	17.8	17.1	15.8	16.5	16.6	16.8	20.5	21.1
Grèce	..	..	7.2	7.0	7.6	8.2	7.9	9.7	13.0	19.2	19.5	19.3	22.7	25.1
Hongrie	0.6	1.5	1.7	1.7	1.3	0.8	1.1	-	-1.2	0.1	1.4	1.6	1.4	1.3
Irlande	-6.3	-7.7	-9.0	-9.9	-10.8	-12.8	-11.9	-13.0	-12.5	-12.7	-11.6	-8.5	-1.7	-7.2
Islande	-	-	-	-	-0.1	-0.1	-	-	-0.1	-0.2	-0.5	-0.7	-0.7	-0.3
Italie	6.3	7.2	7.8	4.9	1.2	1.1	-	-2.9	-2.7	1.5	-0.7	-1.6	-9.7	-10.7
Japon	-57.3	-62.3	-54.1	-49.3	-54.0	-47.6	-43.7	-42.0	-35.5	-39.0	-27.9	-20.1	-23.2	-22.0
Luxembourg	3.2	3.5	4.0	4.2	5.4	6.8	6.4	8.1	9.9	13.0	16.3	20.8	27.4	29.5
Mexique	0.7	0.4	-0.7	-0.9	-1.8	-2.3	-3.6	-4.0	-4.6	-4.6	-4.7	-5.7	-6.3	-7.1
Norvège	0.5	1.4	1.4	0.7	1.0	2.7	2.6	1.6	1.1	1.0	0.7	1.5	2.1	1.1
Nouvelle-Zélande	-0.2	-0.2	-0.6	-0.7	-0.2	-0.1	0.1	0.6	1.1	1.0	0.4	0.2	0.2	-0.7
Pays-Bas	1.1	2.0	3.3	2.5	2.6	-2.1	-2.5	-1.0	-0.7	4.3	6.8	9.4	12.1	13.0
Pologne	3.5	3.4	3.2	4.2	1.4	1.4	0.8	0.8	0.5	0.1	0.7	0.7	4.8	5.0
Portugal	..	1.4	1.5	1.9	2.0	2.0	2.6	3.1	4.0	5.0	4.8	6.2	8.8	9.5
République slovaque	0.7	0.2	0.2	0.2	0.2	0.4	0.5	0.5	0.2	0.3	0.3	0.8	0.5	-0.7
République tchèque	1.8	1.9	1.8	1.9	1.2	1.4	1.5	0.7	0.5	0.6	1.5	2.1	2.4	4.8
Royaume-Uni	17.6	22.3	27.5	24.8	25.2	22.9	24.8	29.1	36.9	52.1	46.9	63.6	89.4	100.9
Suède	-0.4	-0.9	-1.3	-1.6	-1.3	-1.5	-0.6	-0.8	2.0	5.8	7.8	10.0	16.3	17.6
Suisse	14.3	14.0	14.9	15.9	16.7	17.9	17.3	18.0	21.5	24.4	26.9	31.3	37.7	46.0
Turquie	9.6	6.7	10.9	13.5	7.5	11.4	9.1	7.9	10.5	12.8	15.3	13.7	13.3	17.5
Zone euro	..	..	5.0	0.7	-8.9	-8.1	-2.5	16.0	25.4	39.6	48.1	52.2	66.1	59.4
Total OCDE	..	..	95.1	90.5	74.7	77.3	70.8	83.8	98.0	151.3	193.3	259.6	343.5	396.1
Afrique du Sud	-1.4	-0.7	-0.6	-0.3	-0.5	-0.8	-0.4	-0.5	0.3	-0.6	-1.0	-2.3	-3.0	-4.4
Brésil	-7.5	-8.1	-9.3	-9.0	-7.0	-7.2	-7.8	-5.0	-4.9	-4.7	-8.3	-9.7	-13.2	-16.7
Chili	-0.3	-	-0.1	-0.5	-0.7	-0.7	-0.8	-0.7	-0.6	-0.7	-0.6	-0.6	-1.0	-0.6
Chine	-6.1	-2.0	-3.4	-2.8	-5.3	-5.6	-5.9	-6.8	-8.6	-9.7	-9.4	-9.0	-8.0	-11.8
Estonie	0.4	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.8	1.1	1.0	1.0	1.3	1.8
Fédération de Russie	-9.6	-5.4	-5.9	-4.1	-4.3	-6.7	-9.1	-9.9	-10.9	-12.7	-13.8	-13.6	-19.6	-25.1
Inde	0.2	0.3	1.3	2.1	2.2	3.4	2.9	4.4	6.4	13.0	20.0	29.4	39.3	46.9
Indonésie	-8.1	-8.5	-9.7	-7.6	-7.8	-10.4	-10.4	-10.4	-12.1	-8.8	-9.1	-9.9	-11.8	-12.7
Israël	-0.4	-0.6	0.2	0.8	2.1	3.5	1.0	1.3	2.5	3.2	3.7	4.5	3.5	4.2
Slovénie	0.6	0.6	0.6	0.5	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.9	1.1	1.2	1.4	2.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824373103577>

Balance des services : exportations de services moins importations de services

Milliards de dollars des EU, moyenne 2006-08




StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818457315474>

Importations de services

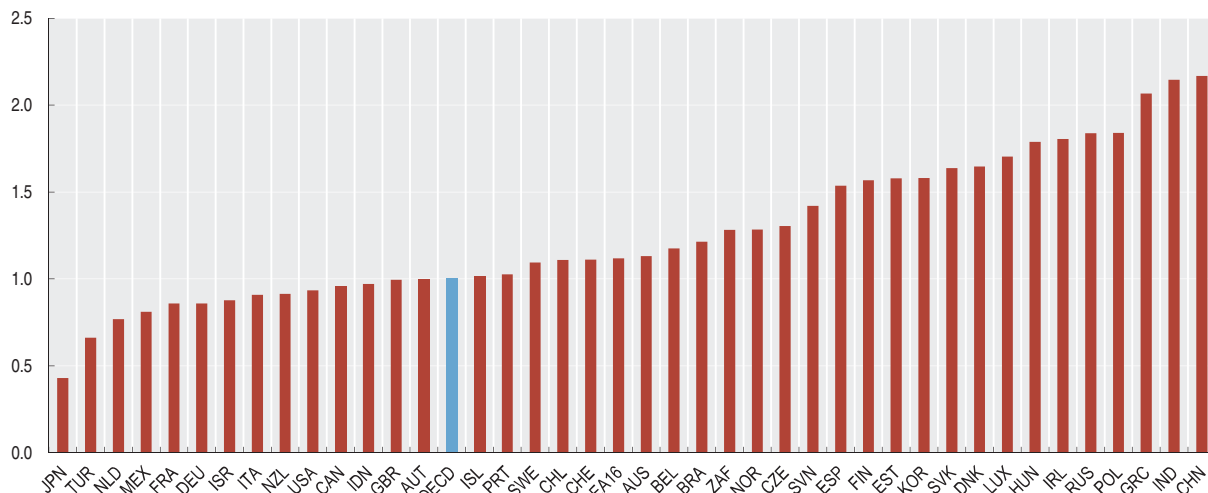
Milliards de dollars des EU


	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	133.4	135.3	130.7	135.6 |	141.9	138.2	142.7	145.5	173.8	196.9	210.2	224.0	259.2	285.7
Australie	17.4	18.9	19.2	18.0	18.8	18.9	17.3	18.3	21.8	27.9	30.4	32.2	39.7	47.5
Autriche	19.3	19.9	17.9	18.1	17.3	16.5	17.6	18.8	23.8	27.8	30.6	33.6	39.1	42.8
Belgique	29.7	29.0	27.8	30.0 |	31.2	32.3	33.6	35.9	42.9	49.1	51.1	53.3	69.0	82.1
Canada	33.5	35.9	38.0	38.1	40.6	44.1	43.8	45.0	52.3	58.7	65.7	72.8	82.5	87.1
Corée	25.8	29.6	29.5	24.5	27.2	33.4	32.9	36.6	40.4	49.9	58.8	68.9	83.1	92.7
Danemark	13.2	13.9	14.2	15.6	18.4	22.1	23.5	25.1	27.9	33.3	37.3	45.1	53.9	62.2
Espagne	22.9	25.5	25.6	28.6 |	32.0	33.2	35.2	38.8	48.0	59.2	67.1	78.6	96.4	104.5
États-Unis	141.4	152.6	165.9	180.7	199.2	223.7	221.8	231.1	250.4	291.2	313.5	349.0	375.2	405.3
Finlande	9.6	8.8	8.2	7.8 |	7.6	9.1	9.4	9.8	12.1	14.6	17.7	18.6	22.3	29.2
France	64.5	66.8	64.2	67.5 |	63.1	60.8	62.4	68.7	82.9	98.4	105.7	111.8	129.2	142.1
Grèce	..	..	4.1	4.5 |	9.7	11.5 |	11.6	9.6	11.2	14.0	14.7	16.4	20.2	24.8
Hongrie	3.6	3.5	4.1	4.2 |	4.4	4.8	5.6	6.8	9.2	10.2	11.5	12.1	15.8	18.7
Irlande	11.3	13.4	15.2 |	23.9 |	27.7	32.8	37.5	42.8	54.5	65.4	71.5	80.2	94.7	107.8
Islande	0.6	0.7	0.8	1.0	1.0	1.2	1.1	1.1	1.5	1.8	2.5	2.6	3.0	2.4
Italie	51.1	53.4	54.2	59.1 |	57.7	55.6	57.8	63.0	74.3	83.3	90.0	100.4	121.7	129.8
Japon	122.8	130.0	123.4	111.7 |	114.9	116.8	108.2	107.8	108.8	133.7	134.0	134.5	149.3	163.3
Luxembourg	7.5	8.5	8.7	9.9 |	11.5	13.2	13.3	12.4	15.5	21.0	24.6	29.9	38.0	41.3
Mexique	9.0	10.2	11.8	12.4	13.5	16.0	16.2	16.7	17.1	18.6	20.8	22.0	23.8	25.1
Norvège	13.1	13.4	14.3	14.8	15.4	15.0	15.8	17.8	20.6	24.3	29.2	31.7	38.9	44.2
Nouvelle-Zélande	4.7	4.9	4.8	4.4	4.5	4.5	4.3	4.8	5.7	7.2	8.3	7.9	9.2	9.7
Pays-Bas	44.8	45.3	45.8	47.2 |	49.5	51.4	53.8	57.0	63.9	69.5	73.3	75.3	84.2	92.2
Pologne	7.1	6.3	5.7	6.6	7.0	9.0	9.0	9.2	10.6	13.4	15.5	19.9	24.2	30.6
Portugal	..	6.5	6.2	6.9 |	7.3	7.1	6.8	7.2	8.3	9.8	10.4	12.2	14.4	16.7
République slovaque	1.8	2.0	2.1	2.3	1.8	1.8	2.0	2.3	3.1	3.5	4.1	4.7	6.5	9.1
République tchèque	4.9	6.3	5.4	5.7	5.9	5.4	5.6	6.4	7.3	9.0	10.2	11.8	14.4	17.3
Royaume-Uni	66.9	74.3	79.8	89.9	98.6	101.1	101.6	112.0	130.3	154.8	169.7	183.5	212.0	212.0
Suède	16.8	18.4	19.7	21.3	23.2	24.6	24.2	24.8	28.7	33.2	35.3	39.6	48.2	54.5
Suisse	12.1	12.7	11.2	12.3	13.1	12.8	12.3	12.9	14.8	19.5	22.8	23.5	28.0	31.9
Turquie	5.3 |	6.4	8.3	9.7	8.9	8.1	6.1	6.1	7.4	10.1	11.4	11.7	15.3	17.3
Zone euro	..	..	241.4	262.8 |	274.2	276.5	285.5	294.5	347.2	412.8	455.6	501.6	607.1	686.1
Total OCDE	..	..	901.7 |	953.0 |	1 008.7	1 051.9 |	1 061.6	1 116.3	1 283.7	1 505.4	1 630.1	1 776.0	2 043.6	2 257.7
Afrique du Sud	6.0	5.7	6.0	5.7	5.8	5.8	5.2	5.5	8.0	10.3	12.2	14.3	16.6	17.0
Brésil	13.6	12.7	15.3	16.7	14.2	16.7	17.1	14.5	15.4	17.3	24.4	29.1	37.2	47.1
Chili	3.7	3.6	4.0	4.4	4.6	4.8	5.0	5.1	5.7	6.8	7.8	8.5	9.9	11.4
Chine	25.2	22.6	28.0	26.7	31.6	36.0	39.3	46.5	55.3	72.1	83.8	101.0	130.0	158.9
Estonie	0.5	0.6	0.7	0.9	0.9	0.9	1.0	1.1	1.4	1.7	2.2	2.5	3.1	3.4
Fédération de Russie	20.2	18.7	20.0	16.5	13.4	16.2	20.6	23.5	27.1	33.3	38.7	44.7	59.1	76.4
Inde	6.7	7.1	7.8	9.6	12.3	13.3	14.5	15.0	17.5	25.2	32.6	40.3	47.7	56.2
Indonésie	13.5	15.1	16.6	12.1	12.4	15.6	15.9	17.0	17.4	20.9	22.0	21.4	24.3	28.0
Israël	8.3	8.9	9.0	9.3	10.3	11.9	11.8	10.9	11.2	12.8	13.7	14.7	17.6	19.9
Slovénie	1.4	1.5	1.4	1.5	1.5	1.4	1.5	1.7	2.2	2.6	2.8	3.3	4.3	5.0

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/824476760308>

Croissance annuelle relative des importations de services

1998-2008, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1.0



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818472382102>



Exportations de services

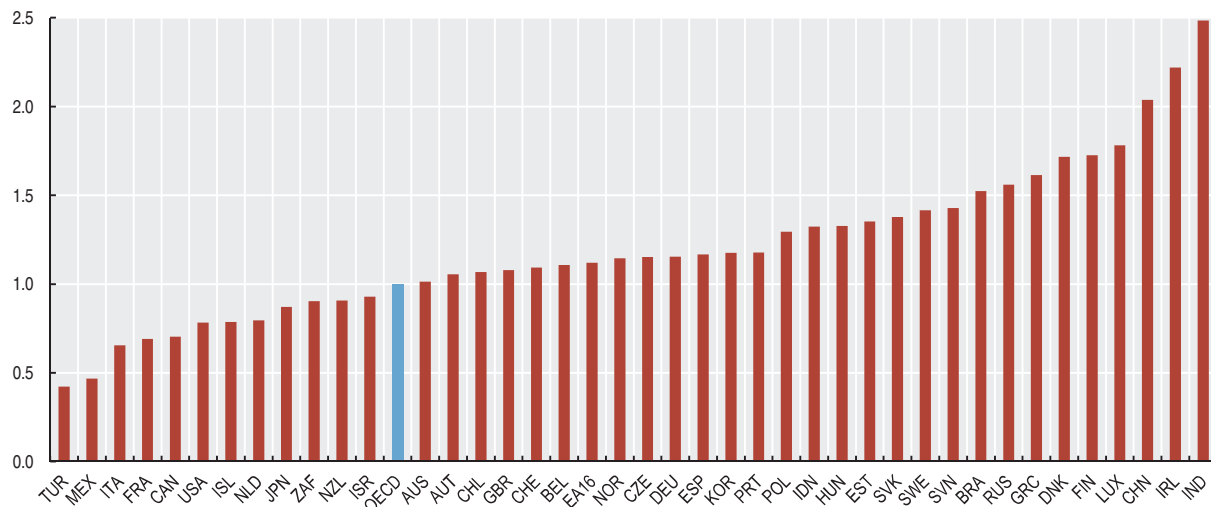
Milliards de dollars des EU

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	79.9	83.6	82.6	84.0	84.0	83.2	88.6	102.3	123.1	145.8	163.5	189.9	221.9	244.8
Australie	16.5	19.1	19.3	17.2	18.9	19.9	18.1	19.6	23.6	28.5	31.0	33.1	40.3	44.3
Autriche	24.3	24.6	21.9	23.2	23.5	23.1	24.0	25.9	32.5	37.9	42.4	45.6	54.3	62.0
Belgique	29.6	29.3	29.1	30.8	32.6	34.3	35.4	37.7	44.6	52.7	56.1	59.5	74.4	86.1
Canada	26.1	29.2	31.6	33.9	36.1	40.2	38.8	40.4	44.1	50.3	55.8	60.5	64.8	66.0
Corée	22.8	23.4	26.3	25.6	26.5	30.5	29.1	28.4	33.0	41.9	45.1	49.9	63.3	76.0
Danemark	13.9	15.1	14.3	15.3	20.4	24.5	26.9	27.1	31.4	36.6	43.5	52.2	61.8	72.2
Espagne	40.3	44.5	43.9	48.4	52.5	52.6	55.8	59.9	74.2	86.2	94.8	106.4	127.6	142.6
États-Unis	219.2	239.5	256.1	262.8	281.9	298.6	286.2	292.3	304.3	353.1	389.1	435.9	504.8	549.6
Finlande	7.4	7.1	6.7	6.7	6.5	7.7	9.2	10.4	11.5	15.2	17.0	17.5	23.3	31.9
France	78.9	81.9	80.9	84.8	81.7	80.6	80.2	85.8	98.7	114.8	122.3	128.6	149.8	163.2
Grèce	..	..	11.2	11.5	17.4	19.6	19.5	19.2	24.2	33.2	34.3	35.6	42.9	49.8
Hongrie	4.3	5.0	5.7	5.9	5.6	5.6	6.6	6.9	8.0	10.3	12.9	13.7	17.3	20.0
Irlande	5.0	5.7	6.2	14.1	16.9	20.0	25.6	29.8	42.0	52.7	59.9	71.6	93.0	100.6
Islande	0.7	0.8	0.8	1.0	0.9	1.0	1.1	1.1	1.4	1.6	2.0	1.9	2.3	2.1
Italie	57.5	60.6	62.0	64.0	58.9	56.7	57.9	60.1	71.6	84.7	89.4	98.8	111.9	119.1
Japon	65.5	67.7	69.3	62.4	60.9	69.2	64.5	65.7	73.3	94.7	106.1	114.4	126.2	141.3
Luxembourg	10.7	12.0	12.7	14.2	16.9	20.0	19.8	20.5	25.4	33.9	40.9	50.7	65.4	70.8
Mexique	9.7	10.6	11.1	11.5	11.7	13.7	12.7	12.7	12.5	14.0	16.1	16.2	17.5	18.0
Norvège	13.7	14.8	15.7	15.5	16.4	17.8	18.4	19.4	21.7	25.2	29.9	33.2	40.4	44.8
Nouvelle-Zélande	4.5	4.7	4.2	3.8	4.3	4.4	4.4	5.4	6.8	8.2	8.7	8.1	9.4	8.9
Pays-Bas	45.9	47.2	49.0	49.7	52.1	49.3	51.3	56.0	63.2	73.7	80.1	84.7	96.4	105.2
Pologne	10.7	9.7	8.9	10.8	8.4	10.4	9.8	10.0	11.2	13.5	16.3	20.6	28.9	35.6
Portugal	..	7.9	7.7	8.8	9.3	9.0	9.4	10.3	12.3	14.7	15.2	18.4	23.2	26.2
République slovaque	2.5	2.2	2.3	2.4	2.1	2.2	2.5	2.8	3.3	3.7	4.4	5.4	7.0	8.5
République tchèque	6.7	8.2	7.2	7.6	7.1	6.9	7.1	7.1	7.8	9.6	11.8	13.9	16.8	22.1
Royaume-Uni	84.5	96.5	107.4	114.7	123.8	124.0	126.4	141.0	167.2	206.9	216.7	247.1	301.4	312.9
Suède	16.4	17.5	18.4	19.7	21.7	22.7	23.0	23.3	30.7	38.9	43.1	49.7	64.5	72.1
Suisse	26.4	26.7	26.2	28.2	29.7	30.7	29.6	30.9	36.3	43.9	49.7	54.8	65.7	77.9
Turquie	14.9	13.1	19.2	23.2	16.4	19.5	15.2	14.0	18.0	22.9	26.8	25.4	28.6	34.8
Zone euro	..	..	246.4	263.5	265.3	268.3	283.0	310.5	372.6	452.5	503.7	553.8	673.2	745.5
Total OCDE	..	..	996.8	1 043.4	1 083.4	1 129.1	1 132.4	1 200.1	1 381.8	1 656.7	1 823.4	2 035.7	2 386.4	2 652.9
Afrique du Sud	4.6	5.1	5.4	5.4	5.2	5.0	4.8	5.0	8.3	9.7	11.2	12.0	13.6	12.6
Brésil	6.1	4.7	6.0	7.6	7.2	9.5	9.3	9.6	10.4	12.6	16.0	19.5	24.0	30.5
Chili	3.3	3.6	3.9	4.0	3.9	4.1	4.1	4.4	5.1	6.0	7.1	7.8	8.8	10.8
Chine	19.1	20.6	24.6	23.9	26.2	30.4	33.3	39.7	46.7	62.4	74.4	92.0	122.0	147.1
Estonie	0.9	1.1	1.3	1.5	1.5	1.5	1.6	1.7	2.2	2.8	3.2	3.5	4.4	5.2
Fédération de Russie	10.6	13.3	14.1	12.4	9.1	9.6	11.4	13.6	16.2	20.6	25.0	31.1	39.4	51.3
Inde	6.9	7.5	9.1	11.7	14.5	16.7	17.3	19.5	23.9	38.3	52.6	69.7	86.9	103.1
Indonésie	5.5	6.6	6.9	4.5	4.6	5.2	5.5	6.7	5.3	12.0	12.9	11.5	12.5	15.2
Israël	8.0	8.3	9.2	10.1	12.3	15.4	12.9	12.2	13.7	16.0	17.4	19.2	21.1	24.1
Slovénie	2.0	2.1	2.0	2.0	1.9	1.9	1.9	2.3	2.8	3.5	4.0	4.5	5.7	7.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824477670776>

Croissance annuelle relative des exportations de services

1998-2008, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1.0



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818537802643>

PARTENAIRES COMMERCIAUX

La structure des échanges de marchandises des pays de l'OCDE – origine des importations et destination des exportations – a subi de profondes transformations au cours de la dernière décennie. Celles-ci découlent de l'évolution de la répartition des revenus à l'échelle planétaire et de la mondialisation – notamment la délocalisation d'activités manufacturières des pays de l'OCDE vers le reste du monde.

Définition

Ces tableaux concernent les importations et exportations totales des pays de l'OCDE et font apparaître les échanges de marchandises entre les pays membres de l'Organisation mais aussi avec le reste du monde. On trouvera des définitions des importations et exportations de marchandises à la rubrique « Échanges de biens ».

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) réunit le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'ensemble « OCDE Asie Océanie » comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée. L'Amérique « hors OCDE » regroupe les pays des Caraïbes, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, à l'exclusion du Mexique. L'Asie « hors OCDE » comprend les pays d'Asie centrale, la Chine, les pays du sous-continent indien et ceux de l'Asie du Sud-Est. Le Moyen-Orient englobe les pays arabes du Golfe, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Liban, le territoire palestinien occupé et la République arabe syrienne.

En bref

Depuis 1988, la part des échanges entre pays de l'OCDE a régulièrement diminué dans les importations et exportations totales de ces pays. Alors qu'en 1988 les importations en provenance d'autres pays de l'OCDE représentaient 80 % des importations totales des pays membres de l'Organisation, elles n'en représentaient plus que 65 % en 2008. Pour ce qui est des exportations, la baisse des échanges intra-OCDE a été moins marquée, puisque leur poids relatif est passé de 81 % en 1988 à 74 % en 2008.

La part des importations des pays de l'OCDE en provenance des pays d'Asie non membres de l'Organisation est passée de 7 % à 18 % au cours de la période considérée, tandis que celle des exportations à destination de ces pays a progressé de 7.5 % à 11 %. Les échanges entre la zone OCDE et la Chine ont profondément changé. Alors qu'en 1988, un peu plus d'1 % des importations totales de l'OCDE provenaient de Chine, cette proportion s'établissait en 2008 à 10 %. L'importance de la Chine en tant que destination des exportations des pays de l'OCDE a augmenté moins fortement, puisque son poids relatif est passé de 1 % en 1988 à 4 % en 2008.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE utilisent des définitions et procédures communes pour établir les statistiques de leurs échanges de biens, lesquelles sont par conséquent comparables et de bonne qualité. La suppression des frontières douanières à la suite de la création d'un marché commun en Europe a obligé les pays de l'UE à adopter un système d'enregistrement des flux d'échanges reposant sur des enquêtes par sondage auprès des exportateurs et des importateurs. Cela a entraîné une certaine dégradation de la fiabilité des statistiques relatives aux échanges de biens entre les États membres de l'UE. En revanche, la qualité des statistiques relatives aux échanges entre ces États et les pays non membres de l'UE n'en a pas souffert.

Source

- OCDE (2009), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE, OIM et la Banque mondiale (éd.) (2004), *Échanges et migrations : Pour une main-d'œuvre mobile à l'échelle mondiale*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Agriculture, échanges et environnement : Le secteur laitier*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Competitiveness in Argentina, Brazil and Chile Not as Easy as A-B-C*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Études de l'OCDE sur la politique commerciale – Les réglementations environnementales et l'accès au marché*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Objectif développement – L'aide au commerce : Comment la rendre efficace*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- ONU, CE, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manuel des Statistiques du commerce international des services*, Nations Unies, New York.

Bases de données en ligne

- ITCS *Statistiques du commerce international par produit*.
- Statistiques mensuelles du commerce international*.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur le commerce international, www.oecd.org/std/its.



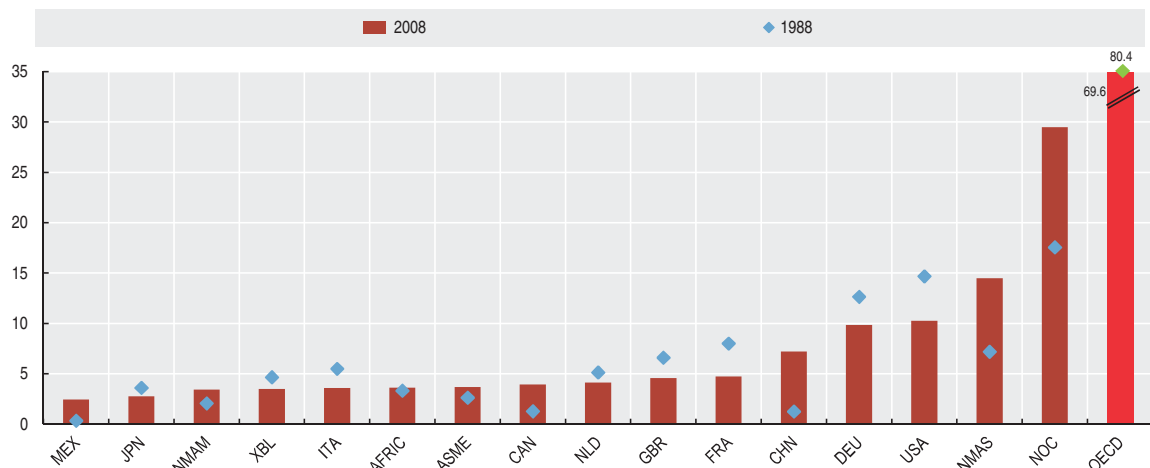
Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

	En pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE				En pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE				En pourcentage des échanges de marchandises de l'OCDE			
	1990	2000	2005	2008	1990	2000	2005	2008	1990	2000	2005	2008
Total OCDE	77.8	73.0	67.2	65.5	80.5	79.0	75.4	74.1	79.1	75.8	71.3	69.6
G7	52.1	47.5	40.2	37.3	51.8	51.0	46.1	43.0	52.0	49.2	43.0	40.0
ALENA	16.7	21.7	16.0	14.9	18.4	26.1	21.5	18.5	17.5	23.8	18.6	16.6
Canada	4.5	5.6	4.6	4.2	4.1	4.8	4.0	3.6	4.3	5.3	4.3	3.9
Mexique	1.5	3.3	2.7	2.6	1.5	3.0	2.3	2.2	1.5	3.2	2.5	2.4
États-Unis	10.7	12.8	8.7	8.0	12.8	18.3	15.1	12.7	11.7	15.4	11.7	10.3
OCDE Asie Océanie	10.0	9.4	7.5	6.1	7.3	6.5	5.4	5.1	8.7	8.0	6.6	5.6
Japon	7.1	6.3	4.6	3.3	4.1	3.4	2.5	2.2	5.6	4.9	3.7	2.8
Corée	1.7	2.0	1.8	1.7	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.9	1.8	1.7
OCDE Europe	51.3	42.0	43.5	44.5	55.0	46.4	48.5	50.5	53.1	44.0	46.1	47.3
Allemagne	12.4	9.2	10.2	10.2	10.6	8.8	9.0	9.4	11.6	9.0	9.7	9.8
Autriche	1.3	1.0	1.2	1.3	1.6	1.4	1.5	1.6	1.4	1.2	1.3	1.4
Belgique-Luxembourg	3.9	2.6	2.6	3.2	4.5	3.2	3.2	3.8	4.2	2.8	3.4	3.5
Espagne	1.8	1.9	2.1	2.2	2.7	2.8	3.4	3.2	2.2	2.4	2.7	2.7
France	6.9	5.1	4.9	4.2	8.1	6.0	6.2	5.3	7.4	5.5	5.5	4.7
Italie	5.2	3.7	3.1	3.5	5.1	3.7	3.5	3.7	5.2	3.7	3.3	3.6
Pays-Bas	4.5	3.5	3.8	4.1	4.8	3.9	3.7	4.2	4.6	3.7	3.8	4.1
Royaume-Uni	5.3	4.9	4.0	3.6	7.0	6.1	5.7	5.6	6.1	5.4	4.8	4.6
Suède	1.9	1.5	1.5	1.4	1.8	1.4	1.4	1.5	1.9	1.5	1.5	1.5
Suisse	2.1	1.4	1.1	1.5	2.6	1.7	1.4	1.9	2.4	1.6	1.4	1.7
Pays hors OCDE	20.7	26.0	31.3	33.6	17.6	20.1	22.7	25.0	19.2	23.1	27.3	29.5
Afrique	3.4	2.4	3.5	4.2	2.8	1.9	2.6	3.0	3.1	2.2	3.1	3.6
Afrique du Sud	0.4	0.5	0.5	0.6	0.4	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.5	0.5
Amérique	3.3	3.0	3.4	3.5	2.3	3.0	2.6	3.3	2.8	3.0	3.0	3.4
Amérique du Sud	2.7	2.2	2.7	2.9	1.4	1.9	1.6	2.2	2.1	2.1	2.2	2.6
Brésil	1.0	0.8	1.0	1.0	0.5	0.8	0.7	1.0	0.8	0.8	0.8	1.0
Chili	0.3	0.3	0.4	0.4	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.3	0.3
Asie	8.7	14.6	17.2	17.6	7.8	10.9	11.7	11.0	8.3	12.8	14.6	14.5
Chine	1.8	5.5	9.3	10.1	0.9	2.2	4.0	4.0	1.3	3.9	6.8	7.2
Inde	0.5	0.6	0.7	0.8	0.5	0.5	0.8	1.0	0.5	0.5	0.8	0.9
Taïpei chinois	1.9	2.1	1.3	..	1.5	2.0	1.5	..	1.7	2.0	1.4	..
Europe	1.8	2.4	3.7	4.6	2.1	1.9	3.4	4.9	1.9	2.2	3.6	4.8
Estonie	..	0.1	0.1	0.1	..	0.1	0.1	0.1	..	0.1	0.1	0.1
Féd. de Russie	0.1	1.4	2.1	2.7	0.1	0.6	1.2	2.0	0.1	1.0	1.7	2.4
Slovénie	..	0.1	0.2	0.2	..	0.2	0.2	0.3	..	0.2	0.2	0.2
Moyen-Orient	3.5	3.5	3.9	4.2	2.6	2.2	2.8	3.1	3.0	2.9	3.4	3.7
Israël	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.5	0.4	0.4	0.6	0.5	0.4

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824503768206>

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage des échanges de marchandises de l'OCDE


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818556324750>

BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger. Si ce solde des opérations courantes est positif, le pays pourra utiliser cet excédent pour rembourser une partie de sa dette extérieure, pour acquérir des actifs étrangers ou pour prêter des fonds au reste du monde. Si le solde des opérations courantes est négatif, ce déficit devra être financé par des emprunts extérieurs ou par la liquidation d'actifs extérieurs acquis auparavant.

Définition

Les transactions des opérations courantes prennent la forme d'exportations et d'importations de biens, d'exportations et d'importations de services (comme le voyage, le transport international de marchandises et de passagers, les assurances et les services financiers), de flux de revenus (tels que les salaires et traitements, les dividendes, les intérêts et autres revenus de placements – c'est-à-dire les revenus de la propriété dans le système des comptes nationaux), ainsi que de transferts courants tels que les transferts gouvernementaux (la coopération internationale par exemple), les envois de fonds des travailleurs ou d'autres transferts comme les dons, les héritages, les prix de loteries.

Il est à noter que le revenu de placement comprend les bénéfices non distribués (bénéfices non distribués sous forme de dividendes à l'investisseur direct) des filiales ou succursales étrangères. En général, les gains des entreprises bénéficiant des investissements directs sont traités comme s'ils étaient transférés à l'étranger à l'investisseur direct, de sorte que la partie qui reste effectivement dans le pays où sont situées les entreprises bénéficiant d'investissements directs apparaît comme un revenu des investissements directs-bénéfices réinvestis (débit) dans les comptes courants et (avec le signe opposé) comme des investissements étrangers directs dans les comptes financiers.

Comparabilité

Les données proviennent des statistiques de la balance des paiements établies conformément à la 5^e édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) publié par le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI assure un suivi rigoureux des statistiques de la balance des paiements publiées par ses pays membres dans le cadre de réunions régulières de statisticiens spécialistes de la balance des paiements. La comparabilité des données entre pays est donc relativement bonne.

Étant donné que tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés – alors qu'en pratique, ces filiales peuvent en conserver une grande partie dans le pays où elles sont situées –, l'existence de filiales de sociétés étrangères dans une économie tend à réduire son solde des opérations courantes.

Il convient aussi de noter que la balance des revenus de portefeuille joue un rôle d'importance croissante dans les soldes des opérations courantes.

En bref

Les soldes des opérations courantes exprimés en pourcentage du PIB sont négatifs depuis 1990 en Australie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis; cela tient en partie à la manière dont les revenus des filiales de sociétés étrangères sont traités. La balance des investissements de portefeuille ainsi que la balance des biens avaient un impact significatif sur les tendances affectant les soldes des opérations courantes, jusqu'à la crise récente qui a frappé l'économie mondiale. Des pays comme le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, et la Suisse ont au contraire dégagé des excédents de balance courante pendant toute cette période.

Depuis 1990, les déficits de balance courante ont généralement laissé la place à des excédents en Autriche, au Canada et en Allemagne.

Le graphique fait apparaître la moyenne sur 2006-08 du solde des opérations courantes en pourcentage du PIB. Les déficits ont atteint en moyenne 5 % du PIB ou plus en Islande (où le déficit a atteint en moyenne 30 %), en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Nouvelle-Zélande, en Hongrie, en République slovaque, aux États-Unis, en Australie et en Turquie. À l'inverse, des excédents de plus de 5 % ont été enregistrés par l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse et la Norvège.

Source

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5^e édition, FMI, Washington, DC.
- ONU, CE, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manuel des Statistiques du commerce international des services*, Nations Unies, New York.

Bases de données en ligne

- Principaux indicateurs économiques*.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Balance des opérations courantes

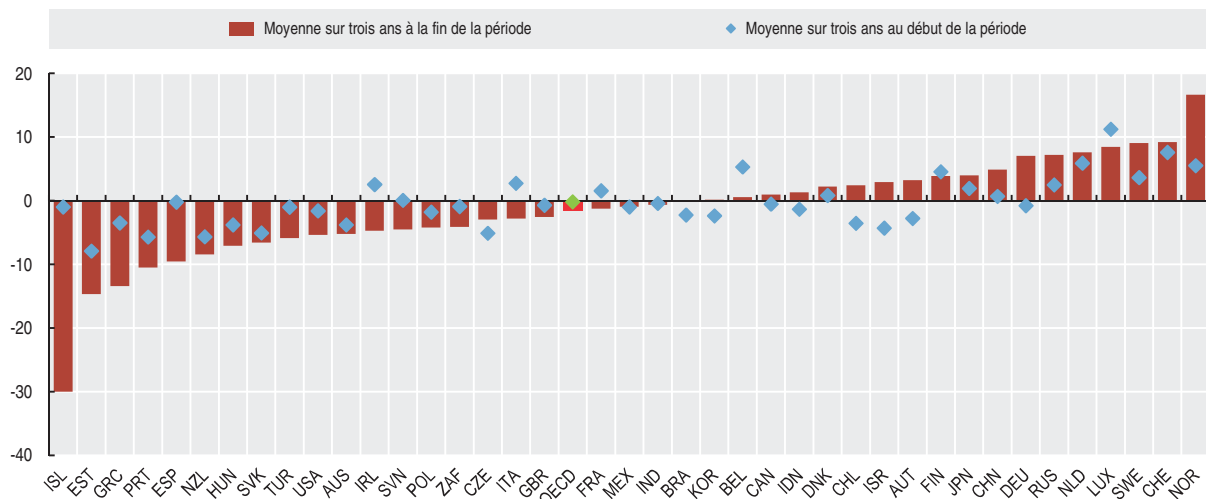
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	-1.2	-0.6	-0.5	-0.7	-1.3	-1.7	0.0	2.1	1.9	4.7	5.1	6.5	7.9	6.7
Australie	-5.0	-3.6	-2.8	-4.7	-5.1	-3.6	-1.9	-3.7	-5.2	-5.9	-5.5	-5.1	-6.1	-4.4
Autriche	-2.9	-2.9	-2.5	-1.7	-1.7	-0.7	-0.8	2.7	1.7	2.2	2.2	2.8	3.6	3.2
Belgique	5.4	5.0	5.5	5.2	5.1	4.0	3.4	4.6	4.1	3.5	2.6	2.0	2.2	-2.5
Canada	-0.8	0.5	-1.3	-1.2	0.3	2.7	2.3	1.7	1.2	2.3	1.9	1.4	1.0	0.5
Corée	-1.6	-4.0	-1.5	11.2	5.3	2.3	1.6	0.9	1.9	3.9	1.8	0.6	0.6	-0.7
Danemark	0.7	1.4	0.4	-0.9	1.9	1.6	2.6	2.9	3.5	2.3	4.3	3.0	1.5	2.2
Espagne	-0.3	-0.2	-0.1	-1.2	-2.9	-4.0	-3.9	-3.3	-3.5	-5.3	-7.4	-9.0	-10.0	-9.6
États-Unis	-1.5	-1.6	-1.7	-2.5	-3.2	-4.2	-3.9	-4.3	-4.7	-5.3	-6.0	-6.0	-5.2	-4.9
Finlande	4.1	4.0	5.6	5.6	6.2	8.1	8.6	8.8	5.2	6.6	3.6	4.5	4.2	3.0
France	0.7	1.3	2.7	2.6	3.1	1.6	1.9	1.4	0.8	0.6	-0.4	-0.5	-1.0	-2.3
Grèce	..	..	-3.9	-2.7	-3.8	-7.8	-7.3	-6.8	-6.6	-5.9	-7.4	-11.3	-14.5	-14.5
Hongrie	-3.3	-3.8	-4.3	-6.9	-7.7	-8.5	-6.0	-6.9	-8.0	-8.3	-7.2	-7.4	-6.8	-7.1
Irlande	2.6	2.8	2.3	0.8	0.2	-0.4	-0.7	-0.9	0.0	-0.6	-3.5	-3.5	-5.3	-5.3
Islande	0.7	-1.8	-1.8	-6.7	-6.8	-10.1	-4.3	1.5	-4.8	-9.8	-16.2	-25.7	-20.1	-44.2
Italie	2.2	3.1	2.8	1.9	0.7	-0.5	-0.1	-0.8	-1.3	-0.9	-1.7	-2.6	-2.4	-3.4
Japon	2.1	1.4	2.3	3.1	2.6	2.6	2.1	2.9	3.2	3.7	3.6	3.9	4.8	3.2
Luxembourg	12.1	11.2	10.4	9.2	8.4	13.2	8.8	10.5	8.1	11.9	11.0	10.3	9.7	5.4
Mexique	-0.5	-0.7	-1.7	-3.5	-2.7	-2.9	-2.6	-2.0	-1.0	-0.7	-0.5	-0.5	-0.8	-1.5
Norvège	3.5	6.8	6.3	0.0	5.6	15.0	16.1	12.5	12.3	12.7	16.3	17.3	14.1	18.5
Nouvelle-Zélande	-5.0	-5.7	-6.3	-3.9	-6.2	-5.2	-2.7	-3.8	-4.1	-6.2	-8.3	-8.5	-8.0	-8.8
Pays-Bas	6.1	5.1	6.5	3.2	3.8	1.9	2.4	2.5	5.5	7.5	7.3	9.3	8.7	4.8
Pologne	-1.7	-0.9	-2.7	-4.0	-6.9	-6.0	-3.1	-2.8	-2.5	-4.0	-1.2	-2.8	-4.8	-5.1
Portugal	..	-4.2	-5.9	-7.0	-8.5	-10.2	-9.9	-8.1	-6.1	-7.6	-9.5	-10.0	-9.4	-12.1
République slovaque	2.6	-9.3	-8.5	-8.9	-4.8	-3.4	-8.3	-7.9	-5.9	-7.8	-8.5	-7.9	-5.3	-6.5
République tchèque	-2.5	-6.6	-6.2	-2.0	-2.4	-4.8	-5.3	-5.5	-6.3	-5.2	-1.3	-2.6	-3.2	-3.1
Royaume-Uni	-1.2	-0.8	-0.1	-0.4	-2.4	-2.6	-2.1	-1.7	-1.6	-2.1	-2.6	-3.3	-2.7	-1.6
Suède	3.3	3.5	4.1	3.8	4.1	3.8	3.8	4.0	7.2	6.7	7.0	8.5	8.8	9.8
Suisse	6.5	7.0	9.3	9.2	10.8	12.1	8.2	8.8	13.3	13.4	14.0	15.2	10.0	2.4
Turquie	-1.0	-1.0	-1.0	0.7	-0.4	-3.7	1.9	-0.3	-2.5	-3.7	-4.6	-6.0	-5.9	-5.7
Total OCDE	..	..	0.2	-0.1	-0.7	-1.3	-1.1	-1.1	-1.0	-0.9	-1.5	-1.6	-1.3	-1.6
Afrique du Sud	-1.1	-0.7	-0.9	-0.8	-0.2	-0.1	0.1	0.3	-0.6	-1.9	-2.4	-3.7	-4.4	-4.3
Brésil	-1.8	-2.2	-2.7	-3.0	-2.2	-2.0	-1.8	-0.6	0.3	0.8	0.9	0.8	0.1	-1.4
Chili	-2.1	-4.1	-4.4	-4.9	0.1	-1.2	-1.6	-0.9	-1.1	2.2	1.2	4.9	4.4	-2.0
Chine	0.1	0.4	1.6	1.3	0.8	0.7	0.5	1.0	1.1	1.5	3.0	4.1	5.2	5.4
Estonie	-4.2	-8.4	-11.1	-8.6	-4.3	-5.4	-5.2	-10.6	-11.3	-11.3	-10.0	-16.9	-17.8	-9.4
Fédération de Russie	2.2	2.8	0.0	0.1	12.6	18.0	11.1	8.5	8.2	10.1	11.1	9.6	5.9	6.1
Inde	-0.5	-0.5	-0.3	-0.5	-0.2	-0.3	0.1	0.4	0.5	0.0	-0.4	-0.4	-0.4	-1.1
Indonésie	-1.5	-1.6	-0.9	0.9	1.2	1.6	1.3	1.4	1.3	0.2	0.0	1.4	1.2	0.0
Israël	-5.0	-4.9	-3.0	-0.9	-1.8	-1.8	-1.6	-1.1	0.5	1.7	3.1	5.0	2.8	1.0
Slovénie	-0.3	0.2	0.3	-0.6	-3.2	-2.7	0.2	1.0	-0.8	-2.6	-1.7	-2.5	-4.8	-6.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824532532285>

Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818557825873>

FLUX ET STOCKS D'IDE

L'investissement direct étranger (IDE) est un élément central du processus d'intégration économique internationale, qui évolue rapidement. L'IDE crée des liens directs, stables et durables entre les économies. Il favorise les transferts de technologies et de savoir-faire entre les pays, et il permet à l'économie d'accueil de promouvoir plus largement ses produits sur les marchés internationaux. Enfin, l'IDE représente une source de fonds supplémentaire pour l'investissement productif, et dans un cadre d'action publique adéquat, il peut constituer un vecteur important de développement des entreprises.

Définition

L'IDE se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, dans le cadre de laquelle l'investisseur exerce une influence notable sur la gestion de l'entreprise. Cette influence est évaluée à l'aune de la participation au capital, qui doit représenter au moins 10 % des droits de vote. Il n'est donc pas nécessaire que l'investisseur étranger ait un contrôle absolu (c'est-à-dire qu'il détienne plus de 50 % du droit de vote).

En bref

Les statistiques trimestrielles montrent que les flux d'IDE dans l'OCDE se sont effondrés dans la première moitié de 2009, suite à la récession qui a démarré en 2008. Dans la première moitié de 2009, les entrées ont chuté de 50 % et les sorties de 40 % par rapport au dernier trimestre 2008. Ces baisses ont suivi celle enregistrée en 2008, quand les entrées d'IDE ont baissé de 35 % et les sorties de 19 %.

Ces baisses sont beaucoup plus sensibles que celles enregistrées en 2001, suite à l'essor des investissements de la fin des années 90. À cette époque, les entrées d'IDE dans la zone OCDE ont continué de décroître jusqu'en 2004, où elles ont augmenté d'un modeste 8 %, tandis que les sorties d'IDE ont enregistré une hausse plus sensible de 41 %.

L'environnement mondial est devenu plus propice à l'IDE en 2006, année où la croissance macroéconomique a continué, où les cours boursiers sont restés stables, et où les entreprises ont affiché en règle générale une bonne rentabilité. Les entreprises multinationales basées dans les économies émergentes ont cherché activement à acquérir des entreprises dans la zone OCDE. De plus, on a enregistré en 2006 un volume considérable d'investissements réalisés par des investisseurs financiers tels que les sociétés de capital-investissement. Les entrées d'IDE dans la zone OCDE ont progressé de 31 % en 2007, pour s'établir à 1 583 milliards de dollars des EU.

Fin 2007, les stocks d'IDE entrants des pays membres de l'OCDE atteignaient les 11 trillions de dollars des EU et les investissements sortants 13 trillions de dollars des EU. Les stocks d'IDE, aussi bien entrants que sortants, des États-Unis et du Royaume-Uni sont les plus importants de l'OCDE. En dehors de la zone OCDE, la Chine reste la première destination d'IDE fin 2007, alors que ses investissements sortants sont limités.

Les stocks d'investissements entrants sont les investissements directs détenus par des non-résidents; les stocks d'investissements sortants sont les investissements directs détenus dans d'autres économies.

Le tableau sur les stocks d'IDE indique aussi leur ventilation entre grands secteurs d'activité, c'est-à-dire entre les industries manufacturières et les services.

Des flux négatifs reflètent généralement des cessions d'actifs ou l'impact de remboursements substantiels au titre de prêts interentreprises.

Comparabilité

Les normes internationales exigent que les stocks d'IDE soient évalués aux prix du marché, mais la plupart des pays de l'OCDE s'en éloignent et établissent leurs statistiques de stocks d'IDE en appliquant les valeurs comptables inscrites dans les bilans des entreprises. Or, ces valeurs comptables peuvent être très différentes des valeurs du marché, sans compter que les règles d'estimation des valeurs comptables varient d'un pays à l'autre.

En dépit des améliorations apportées ces dernières années, il existe aussi des différences d'ordre méthodologique entre pays concernant les flux entrants et sortants d'IDE.

Les totaux indiqués pour la zone OCDE ne concernent que les pays pour lesquels des données sont disponibles. Les données relatives à 2007 et 2008 sont provisoires.

Source

- OCDE (2006), *Examens de l'OCDE sur l'investissement direct étranger*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *OECD Reviews of Innovation Policy: China 2008*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- IMF, OECD (1999), *Report on the Survey of Implementation of Methodological Standards for Direct Investment*.
- OCDE (1996), *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, troisième édition, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Enquête sur les mesures non tarifaires dans le secteur des TIC*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- L'investissement international à l'OCDE, www.oecd.org/daf/investment.



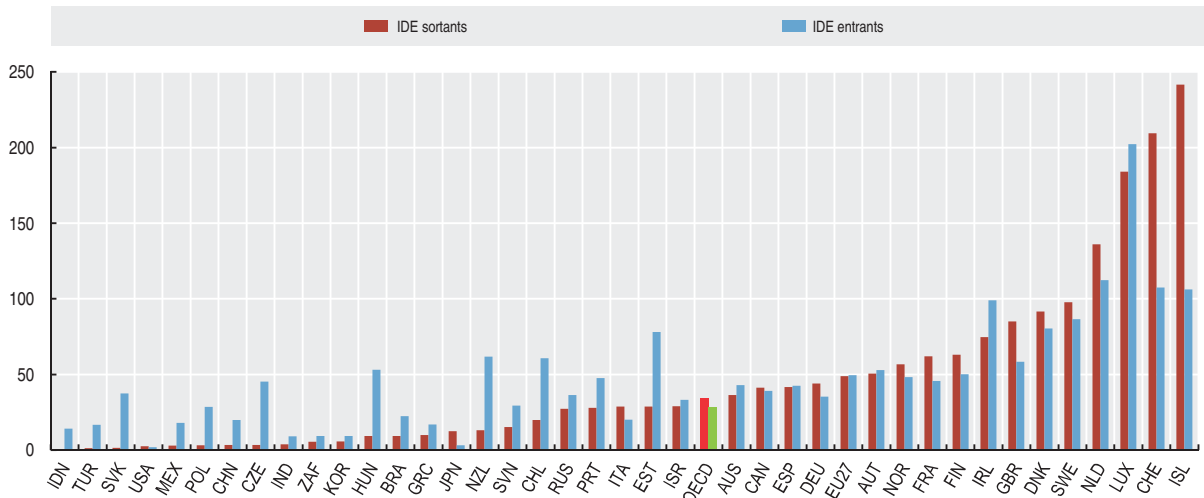
Stocks d'IDE sortants et entrants
Millions de dollars des EU

	Stocks d'IDE sortants							Stocks d'IDE entrants						
	1990	1995	2000	2004	2005	2006	2007	1990	1995	2000	2004	2005	2006	2007
Allemagne	130 760	233 107	486 750	814 671	830 650	1 012 236	1 248 883	74 067	104 367	462 529	719 261	647 936	800 237	1 001 709
Australie	30 495	53 009	85 385	203 776	175 541	225 393	289 669	73 615	104 074	111 138	263 390	213 530	260 803	341 837
Autriche	4 747	11 832	24 820	69 806	71 807	105 697	156 043	11 097	21 363	31 165	70 714	82 551	111 072	163 404
Canada	84 813	118 106	237 647	372 652	388 317	450 287	521 653	112 850	123 182	212 723	315 247	341 630	376 404	497 204
Corée	..	..	..	32 166	38 683	49 187	74 777	..	..	..	87 766	104 879	119 143	121 956
Danemark	..	24 703	73 112	126 311	129 283	148 326	179 787	..	23 801	73 585	116 489	116 443	134 463	157 801
Espagne	..	36 547	167 718	282 294	305 427	413 605	590 587	..	110 291	156 347	407 472	384 538	460 583	605 140
États-Unis	616 655	885 506	1 531 607	2 498 494	2 651 721	2 948 172	3 451 482	505 346	680 066	1 421 017	1 727 062	1 874 263	2 154 062	2 450 132
Finlande	11 227	14 993	52 109	85 023	81 860	96 208	115 813	5 132	8 465	24 272	57 379	54 802	70 569	92 148
France	110 121	204 430	445 087	845 451	868 469	1 044 456	1 291 546	84 931	191 433	259 773	641 807	628 017	762 151	950 297
Grèce	..	..	5 852	13 791	13 602	19 560	31 650	..	..	14 113	28 482	29 189	41 317	53 221
Hongrie	..	278	1 279	6 022	7 810	12 561	17 595	569	11 304	22 856	62 624	61 970	82 115	100 328
Irlande	..	..	27 925	106 692	104 152	120 728	145 862	..	..	127 088	207 647	163 530	156 491	193 451
Islande	75	177	663	4 025	10 085	13 753	27 285	147	149	491	1 998	4 696	7 674	11 994
Italie	60 195	106 319	180 274	280 481	293 475	378 931	520 087	60 009	65 347	121 169	220 720	224 079	294 878	364 839
Japon	201 440	238 452	278 441	370 544	386 581	449 567	542 614	9 850	33 508	50 322	96 984	100 899	107 634	132 851
Luxembourg	..	4 703	7 927	27 883	32 691	42 358	72 912	..	18 503	23 492	49 733	43 650	60 671	80 145
Mexique	..	..	..	21 673	29 641	36 447	44 703	22 424	41 130	97 170	202 885	223 830	243 121	267 807
Norvège	10 889	22 521	34 022	80 950	92 923	120 425	143 025	12 404	19 836	30 261	79 413	76 322	95 662	121 593
Nouvelle-Zélande	..	7 676	6 065	13 957	11 584	12 825	15 066	..	25 728	28 070	52 640	52 300	63 055	70 941
Pays-Bas	106 896	172 675	305 459	587 252	615 727	757 870	876 920	68 729	116 051	243 730	477 218	451 234	513 301	724 076
Pologne	..	539	1 018	3 354	6 279	14 319	19 371	109	7 843	34 233	86 633	90 741	125 601	175 863
Portugal	..	..	19 793	43 940	41 965	53 984	67 708	..	18 973	32 043	66 970	63 340	88 461	115 315
République slovaque	..	139	379	842	597	1 325	1 609	..	1 297	4 761	21 881	23 656	33 612	40 702
République tchèque	..	345	738	3 759	3 610	5 017	8 556	..	7 350	21 647	57 246	60 662	79 838	112 396
Royaume-Uni	229 307	304 865	897 845	1 247 190	1 198 637	1 454 903	1 841 206	203 905	199 772	438 631	701 913	840 652	1 139 154	1 263 781
Suède	50 720	73 143	123 260	214 736	208 777	265 546	327 297	12 636	31 089	93 998	196 305	171 818	227 330	289 957
Suisse	66 087	142 481	232 176	400 590	431 980	559 970	657 911	34 245	57 064	86 810	197 679	170 156	264 952	337 536
Turquie	..	..	3 668	7 060	8 315	8 866	12 210	..	..	19 209	38 523	71 299	95 078	157 649
Total UE27	..	..	..	4 627 432	4 575 957	5 810 496	7 471 726	..	..	..	4 405 989	4 548 405	5 913 974	7 575 624
Total OCDE	1 714 426	2 656 546	5 231 017	8 765 384	9 040 191	10 822 522	13 293 826	1 292 065	2 021 985	4 242 644	7 254 082	7 372 545	8 969 431	10 996 072
Dont :														
Industrie manufacturière	36 %	37 %	27 %	22 %	24 %	24 %	..	37 %	37 %	30 %	27 %	25 %	25 %	..
Services	53 %	57 %	68 %	73 %	72 %	72 %	..	50 %	57 %	67 %	69 %	70 %	69 %	..
Afrique du Sud	15 010	23 301	32 325	39 083	37 706	50 826	65 878	9 210	15 014	43 451	64 451	78 986	87 765	110 415
Brésil	..	..	..	69 196	79 259	113 925	136 103	..	..	..	161 259	195 562	236 186	328 455
Chili	..	..	11 154	17 413	21 359	26 596	32 695	..	..	45 753	60 541	74 196	80 297	99 488
Chine	..	..	..	52 704	64 493	90 630	115 960	..	..	..	368 970	471 549	614 383	703 667
Estonie	..	..	259	1 419	1 940	3 596	6 174	..	..	2 645	10 059	11 290	12 727	16 815
Fédération de Russie	..	2 420	20 141	107 291	146 679	216 488	370 161	..	345	32 204	122 295	180 228	265 873	491 232
Inde	..	..	2 609	10 072	12 832	27 036	44 080	..	..	20 278	44 669	50 614	70 870	105 429
Indonésie	..	..	..	-102	-1 762	1 042	353	..	..	..	15 858	41 187	54 534	59 125
Israël	..	2 867	9 091	18 493	23 010	38 741	48 466	365	5 741	22 556	31 471	35 691	48 137	55 699
Slovénie	..	490	768	3 025	3 290	4 547	7 197	..	1 763	2 893	7 590	7 236	8 985	14 048

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824532554644>

Stocks d'IDE

En pourcentage du PIB, 2007 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818560207840>



Flux sortants d'investissement direct

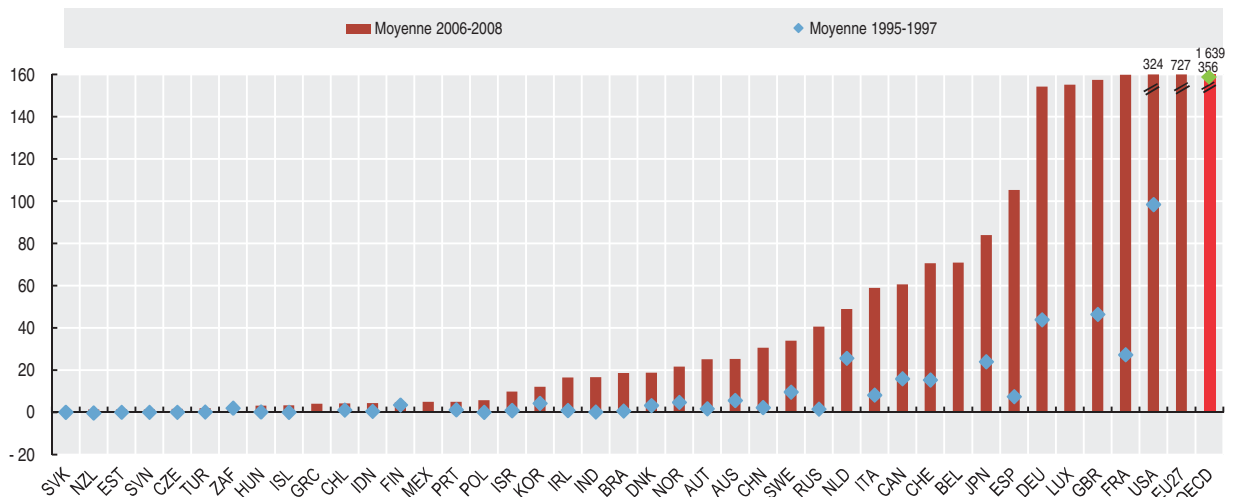
Millions de dollars des EU

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	39 052	50 806	41 794	88 837	108 692	56 567	39 691	18 963	5 827	20 559	75 848	127 287	179 572	156 160
Australie	3 282	7 088	6 428	3 345	-421	3 158	11 962	7 852	16 205	10 257	-37 984	23 419	16 804	35 780
Autriche	1 131	1 935	1 988	2 745	3 301	5 741	3 138	5 812	7 143	8 305	11 138	13 678	33 387	28 159
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	12 288	38 359	34 038	32 640	50 713	93 919	68 146
Canada	11 462	13 094	23 059	34 349	17 250	44 678	36 037	26 761	22 935	43 341	27 540	44 404	59 631	77 626
Corée	3 552	4 670	4 449	4 740	4 198	4 999	2 420	2 617	3 426	4 650	4 291	8 127	15 276	12 794
Danemark	3 063	2 519	4 207	4 477	17 006	26 533	13 364	5 708	1 139	-10 371	16 194	8 447	20 523	27 299
Espagne	4 158	5 590	12 547	18 938	44 384	58 224	33 113	32 744	28 745	60 567	41 804	100 305	138 523	77 168
États-Unis	98 750	91 885	104 803	142 644	224 934	159 212	142 349	154 460	149 564	316 223	36 235	241 244	398 597	332 012
Finlande	1 497	3 597	5 292	18 642	6 616	24 035	8 372	7 378	-2 282	-1 080	4 220	4 808	7 656	1 626
France	15 758	30 419	35 581	48 613	126 859	177 482	86 783	50 486	53 197	56 762	114 964	110 737	169 105	199 963
Grèce	..	..	..	-276	552	2 137	616	655	413	1 030	1 450	4 169	5 339	2 646
Hongrie	59	-4	462	278	250	620	368	278	1 644	1 119	2 179	3 876	3 742	1 637
Irlande	820	728	1 014	3 902	6 109	4 630	4 066	11 035	5 555	18 079	14 304	15 332	20 778	13 202
Islande	25	63	56	74	123	393	342	320	373	2 553	7 063	5 255	12 866	-8 100
Italie	5 731	6 465	12 245	16 078	6 722	12 318	21 476	17 138	9 079	19 273	41 795	42 091	90 797	43 754
Japon	22 628	23 419	25 991	24 155	22 747	31 539	38 349	32 280	28 799	30 963	45 830	50 244	73 545	127 981
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	125 770	99 863	84 083	124 542	110 781	250 865	103 931
Mexique	..	..	..	..	..	..	4 404	891	1 253	4 432	6 474	5 758	8 260	690
Norvège	2 855	6 098	5 290	2 542	5 834	9 510	807	5 760	6 065	5 317	21 970	21 321	15 589	28 074
Nouvelle-Zélande	1 783	-1 240	-1 566	401	1 073	609	-1 082	372	879	-456	-1 520	501	3 234	100
Pays-Bas	20 176	32 098	24 522	36 475	57 611	75 649	50 602	32 046	44 076	29 181	131 738	65 211	28 549	53 117
Pologne	42	53	45	316	31	17	-89	229	301	904	3 406	8 862	4 647	3 387
Portugal	685	729	2 092	4 029	3 191	8 134	6 263	-149	6 590	7 457	2 110	7 143	5 491	2 102
République slovaque	43	63	95	147	-377	29	65	11	247	-21	149	512	384	258
République tchèque	37	153	25	127	90	43	165	206	207	1 014	-19	1 469	1 621	1 895
Royaume-Uni	43 560	34 056	61 620	122 861	201 437	233 488	58 885	50 347	62 439	91 083	80 818	86 285	275 521	110 407
Suède	11 214	5 025	12 648	24 379	21 929	40 970	7 348	10 598	21 131	21 124	26 215	23 553	37 812	40 189
Suisse	12 214	16 150	17 748	18 769	33 264	44 698	18 326	8 212	15 443	26 282	50 994	75 860	49 677	86 255
Turquie	113	110	251	367	645	870	497	143	480	780	1 064	924	2 106	2 585
Total UE27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	281 845	532 598	662 661	883 596	634 725
Total OCDE	315 418	343 381	410 570	651 061	1 046 374	1 244 645	689 263	621 210	629 093	887 450	887 452	1 262 315	2 023 813	1 630 842
Afrique du Sud	2 494	1 048	2 324	1 634	1 584	277	-3 515	-402	553	1 305	909	5 929	2 982	-2 305
Brésil	1 384	-467	1 042	2 721	1 690	2 282	-2 258	2 482	249	9 471	2 517	28 203	7 067	20 457
Chili	752	1 133	1 463	1 483	2 558	3 987	1 610	343	1 606	1 563	2 183	2 742	3 009	6 891
Chine	2 000	2 114	2 563	2 634	1 775	916	6 884	2 518	-152	1 805	11 306	21 160	16 995	53 471
Estonie	3	40	137	6	83	63	200	132	156	268	688	1 111	1 737	1 089
Fédération de Russie	605	922	3 185	1 270	2 208	3 177	2 533	3 966	9 727	13 782	12 768	23 151	45 916	52 629
Inde	117	239	113	48	79	510	1 398	1 678	1 879	2 179	2 978	14 344	17 280	18 362
Indonésie	603	600	178	..	..	..	..	..	..	3 408	3 065	2 641	4 675	5 861
Israël	820	815	923	1 124	829	3 335	687	981	2 086	4 533	2 946	14 944	6 782	7 719
Slovénie	-10	7	31	-6	48	65	133	151	476	550	629	905	1 574	1 465

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/82455606076>

Flux sortants d'investissement direct

Milliards de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818643108775>

EMPLOI DANS LES FILIALES ÉTRANGÈRES

De plus en plus, les entreprises des pays de l'OCDE adoptent des stratégies mondiales et créent à l'étranger des services de commercialisation et des unités de production et de recherche pour faire face aux nouvelles pressions concurrentielles. Il est donc important de disposer d'indicateurs concernant l'activité des filiales sous contrôle étranger pour compléter les informations relatives à l'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'on analyse le poids et la contribution économique de ces entreprises dans les pays d'accueil.

Tandis que les données du secteur manufacturier sont disponibles depuis le début des années 80, l'OCDE n'a commencé à collecter des données sur l'activité des filiales sous contrôle étranger du secteur des services qu'à partir du milieu des années 90, et ces données ne sont pas encore disponibles pour tous les pays de l'OCDE.

Définition

Une filiale sous contrôle étranger est une société dans laquelle un seul investisseur étranger détient plus de 50 % des actions assorties de droits de vote. La notion de contrôle signifie que toutes les activités de la société considérée sont attribuées à l'investisseur étranger. Ainsi, des variables comme le chiffre d'affaires de la société, ses effectifs ou ses exportations sont toutes attribuées à l'investisseur étranger et à son pays d'origine. Le contrôle exercé peut être direct ou indirect.

L'emploi dans les filiales étrangères est mesuré en pourcentage de l'emploi total dans chaque pays.

En bref

La part des filiales de sociétés étrangères dans l'emploi manufacturier varie considérablement suivant les pays de l'OCDE, allant de moins de 15 % au Danemark, en Italie, en Suisse, en Turquie et aux États-Unis à 35 % ou plus en République tchèque, en Hongrie, au Luxembourg, en République slovaque et en Irlande. L'emploi dans les filiales étrangères exerçant des activités de services est plus faible dans tous les pays, même si, comme indiqué plus haut, la comparabilité des données est moindre pour plusieurs pays en raison de l'exclusion des effectifs des services bancaires et d'assurance.

Au cours de la période 2003-06, l'emploi dans les filiales sous contrôle étranger du secteur manufacturier a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception de la France et de l'Irlande, où il a baissé légèrement, et en Suède et aux États-Unis, où il est resté à peu près stable. Des augmentations particulièrement prononcées ont été enregistrées en République tchèque, en Pologne et au Royaume-Uni.

Sur la même période, l'emploi dans les filiales sous contrôle étranger du secteur des services a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, sauf en Belgique et en Hongrie. C'est en République tchèque, aux Pays-Bas, en Pologne et en Suède qu'ont été observées les hausses les plus importantes.

Comparabilité

Des estimations de l'emploi pour les filiales étrangères dans le secteur manufacturier sont disponibles sous forme de séries chronologiques pour la plupart des pays de l'OCDE. À l'inverse, les pays sont moins nombreux à pouvoir fournir des estimations de l'emploi pour les filiales du secteur des services, car la collecte des données dans le secteur des services a débuté plus tard.

S'agissant de l'emploi dans le secteur manufacturier, on observe des ruptures de séries pour l'Autriche (2001/2002), la République tchèque (1999/2000), la France (2001/2002), l'Allemagne (2001/2002), la Hongrie (2002/2003), le Portugal (2002/2003) et les États-Unis (1996/1997), qui sont dues à des changements de méthode de collecte des données.

En ce qui concerne l'emploi dans le secteur des services, le principal problème de comparabilité tient au fait que les institutions financières ne sont pas prises en compte en Belgique, en Allemagne, en Irlande, aux Pays-Bas, au Portugal, en Espagne, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les ruptures de séries constatées pour la France (2003), l'Allemagne (2002), la Hongrie (2003) et le Portugal (2002) sont dues à des changements de méthode de collecte des données.

Source

- OCDE (2009), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2010), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Mesurer la mondialisation : Activités des multinationales – Volume I : Secteur manufacturier, 2000-04, Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Mesurer la mondialisation : Activités des multinationales, Volume II, Édition 2008 : Services, 2000-04*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Mesurer la mondialisation – Base de données statistiques.*

Sites Internet

- OCDE, *Mesurer la mondialisation*, www.oecd.org/sti/measuring-globalisation.
- OCDE, *Science, Technologie et Industrie*, www.oecd.org/sti.



Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger

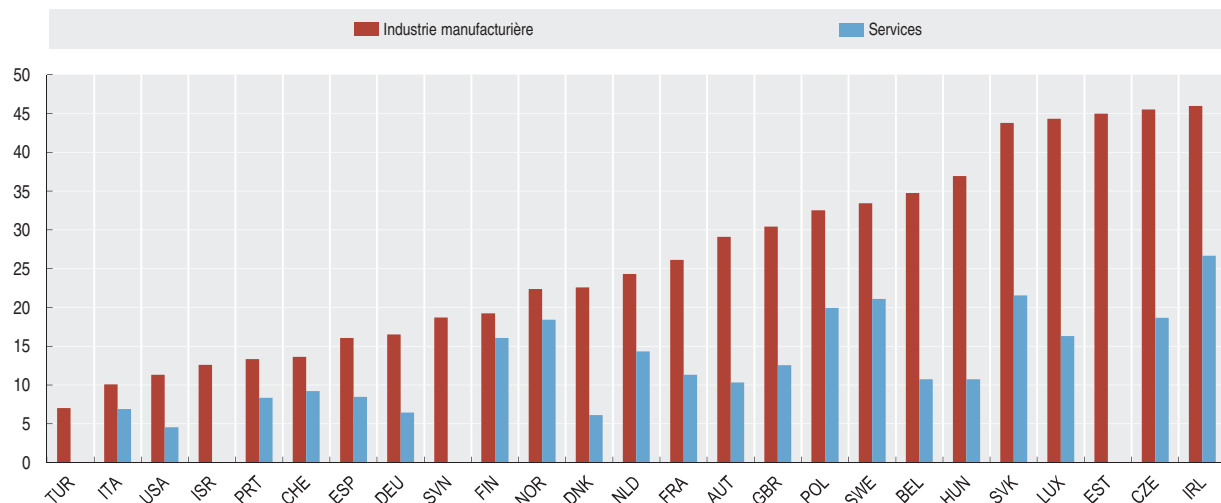
En pourcentage de l'emploi total

	Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière							Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans les services						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	5.8 |	14.8	15.5	15.7	15.8	16.5	..	2.9 |	7.2	6.1	6.3	6.7	6.4	..
Autriche	18.0 |	24.0	22.5	..	..	..	29.1	9.7	..	10.3	..	..	..	..
Belgique	..	32.3	34.5	32.8	33.1	34.8	..	..	17.2	16.2	15.3	14.2	10.8	..
Danemark	14.1	14.4 |	..	19.3	20.8	21.2	22.6	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	16.4	15.9	15.4	15.6	15.6	16.0	16.1	..	8.7	10.0	9.5	9.7	8.5	..
États-Unis	11.1	11.3	11.4	11.1	11.3	11.3	..	..	4.5	..	..	..	..	..
Finlande	17.2	..	..	..	17.3	17.8	19.2	11.9	..	14.5	15.9	16.1	..	..
France	30.8 |	26.4	26.8	26.2	26.4	26.3	26.1	5.6	5.2 |	10.0	10.5	11.3	11.3	..
Hongrie	45.2	43.6 |	27.1	32.4	33.4	36.9	..	15.1	14.8 |	..	11.3	10.7	..	..
Irlande	49.2	48.4	46.7	48.0	49.3	47.8	46.0	28.4	28.5	27.3	27.5	31.6	26.7	..
Italie	10.8	13.1	12.5	12.4	12.5	10.1	..	5.1	5.4	5.7	6.1	6.7	6.9	..
Luxembourg	41.7	42.4	42.8	45.0	44.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	24.3	23.0	21.3	21.4	22.3	23.9	22.4	17.3	17.5	17.5	17.5	..	18.4	..
Pays-Bas	21.0	25.7	24.1	25.7	24.3	..	..	9.1	12.1	11.6	12.6	14.3	..	..
Pologne	21.9	24.1	25.4	28.1	29.5	30.9	32.5	13.4	15.3	15.3	17.1	17.9	19.9	..
Portugal	9.5	8.9 |	12.8	12.6	13.1	13.3	..	4.7 |	..	7.4	7.0	7.3	8.4	..
République slovaque	..	..	34.9	41.4	44.3	43.8	..	..	..	..	23.5	23.9	21.6	..
République tchèque	28.9	27.2	32.6	37.2	37.8	39.6	45.5	..	..	21.1	22.7	24.9	18.7	..
Suède	32.7	34.8	33.2	32.4	33.8	34.3	33.4	..	17.5	20.6	22.4	20.3	21.1	..
Suisse	..	..	11.6	12.2	12.5	13.2	13.6	..	..	7.3	7.6	8.2	8.7	9.2
Turquie	7.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	..	..	38.4	41.8	43.7	45.0	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	11.0	10.8	12.6	12.6	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	24.0	24.6	26.1	25.8	27.6	28.4	30.4	..	..	11.6	12.0	12.0	12.6	..
Slovénie	..	..	15.9	16.0	..	..	18.7	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824582367013>

Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière et les services

En pourcentage de l'emploi total, 2007 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818660713260>

300,000 +
85,679,200 -
43,628,500 -
36,286,400 +
34,432,741,064 0
34,432,741,064 *220,061,246 +
242,765 +
54,975,316 -
3,458,295,462 +
9,423,290,000 -
627,646,320 -
242,347,296 +
312,759 +
-5,184,652,108 0
-5,184,652,108 *



PRIX

PRIX, COÛT DU TRAVAIL ET TAUX D'INTÉRÊT

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION

RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE

TAUX DE CONVERSION

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION

Les indices des prix à la consommation (IPC) sont utilisés de longue date comme statistiques officielles. Ils mesurent l'érosion du niveau de vie découlant de la hausse des prix, et sont probablement les statistiques économiques les plus connues des médias et du grand public.

Définition

Les indices des prix à la consommation mesurent la variation du coût d'un panier de biens et de services généralement achetés par des groupes spécifiques de ménages. Les IPC dont les valeurs sont indiquées dans les tableaux qui suivent et couvrent la quasi-totalité des ménages, hormis les « ménages institutionnels » – les prisons et les institutions militaires, par exemple – et, dans certains pays, les ménages de la catégorie de revenus la plus élevée.

L'indice tous produits hors alimentation et énergie fournit une mesure sous-jacente de l'inflation moins affectée par des effets à court terme. L'indice relatif à l'alimentation couvre les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, mais il exclut les achats effectués dans les restaurants. L'indice relatif à l'énergie est destiné à couvrir tous les types d'énergie, y compris les carburants et combustibles utilisés dans les véhicules à moteur, pour le chauffage et pour d'autres usages domestiques.

Comparabilité

Les méthodes de calcul de ces indices diffèrent sur un certain nombre de points. Les plus importants concernent le traitement des coûts de logement, les ajustements réalisés pour tenir compte de l'évolution qualitative des biens et services, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération des composantes du panier sont actualisés, et la formule utilisée pour calculer l'indice. En particulier, les méthodologies du traitement des logements occupés par leur propriétaire varient d'un pays à l'autre de façon significative. Les indices des prix à la consommation harmonisés européens (IPCH) excluent les logements occupés par leur propriétaire, de même que les IPC nationaux de la Belgique, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de la Corée, du Luxembourg, de la Pologne, du Portugal, de l'Espagne, de la Turquie, du Royaume-Uni et de la plupart des pays hors de la zone OCDE. Au Royaume-Uni, l'IPC national est le même que l'IPCH. L'IPC de l'Union européenne se réfère quant à lui à l'IPCH publié par Eurostat et couvre les vingt-sept pays sur toute la période de la série temporelle. En outre, la mesure des prix à la consommation soulève des difficultés pratiques dans les pays qui connaissent une très forte inflation – comme la Turquie, la Hongrie et le Mexique au cours de la période examinée ici.

En bref

De 2006 à 2008, l'inflation annuelle a été inférieure à 4,5 % dans tous les pays de l'OCDE à l'exception de la Hongrie, l'Islande et la Turquie. L'IPC de la zone OCDE est passé de 5,5 % entre 1995 et 1997 à 2,9 % entre 2006 et 2008. Sur l'ensemble de la période couverte par le tableau, l'inflation a été égale à zéro au Japon mais conséquente en Grèce, au Mexique, en Turquie, ainsi qu'en République tchèque, en Hongrie, en Pologne et en République slovaque.

L'inflation annuelle a été particulièrement forte hors de la zone OCDE, avec des augmentations annuelles de plus de 10 % dans la Fédération de Russie entre 2006 et 2008.

Depuis 1995, les prix de l'énergie ont enregistré de fortes vagues d'augmentation, avec des pics en 1996, 2000, 2005 et depuis la mi-2007. Dans les pays de l'OCDE, l'inflation annuelle des prix des produits alimentaires est en hausse depuis 2005. Si l'on exclut ces prix plus volatiles, l'indice sous-jacent des prix à la consommation (i.e. tous les biens et services à l'exception de l'alimentation et de l'énergie) a décliné progressivement jusqu'en 2003 puis s'est stabilisé à des taux annuels autour de 2,0 %. Entre 2006 et 2008, l'IPC excluant l'alimentation et l'énergie a décliné au rythme moyen de 0,2 % par an au Japon, tandis qu'il augmentait d'environ 8 % par an en Turquie et en Islande.

Source

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), *Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 412, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OIT, FMI, OCDE, Eurostat, Banque mondiale (2004), *Consumer Price Index Manual: Theory and Practice*, OIT, Genève.
- OCDE (1999), *Principaux indicateurs économiques : juillet, Volume 1999-7*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), « Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques, Volume 2002, Supplément 2*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Principaux indicateurs économiques, www.oecd.org/std/mei.



IPC : total

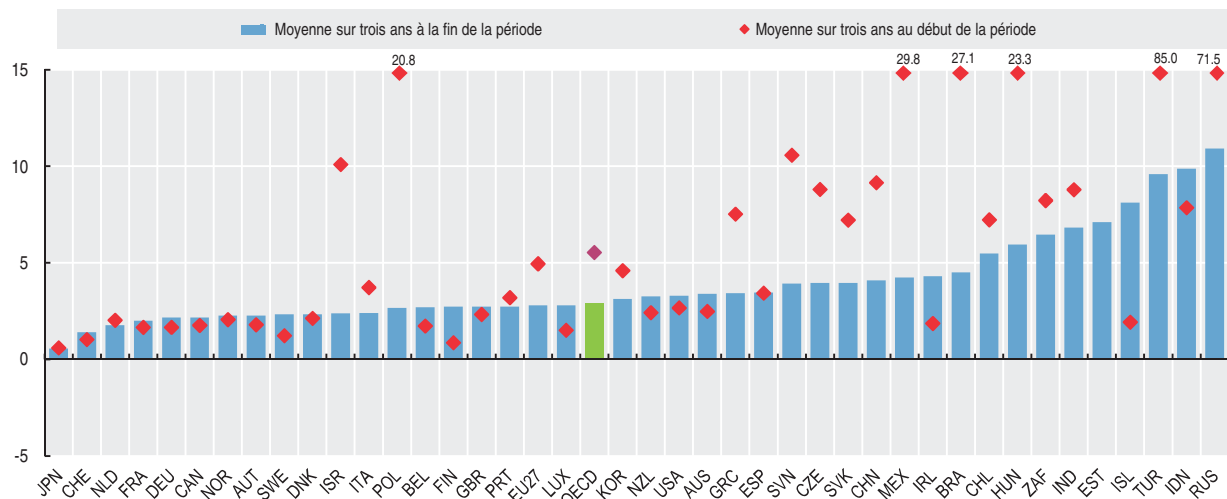
Croissance annuelle en pourcentage

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	1.7	1.4	1.9	0.9	0.6	1.5	2.0	1.4	1.0	1.7	1.6	1.6	2.3	2.6
Australie	4.6	2.6	0.3	0.9	1.5	4.5	4.4	3.0	2.8	2.3	2.7	3.5	2.3	4.4
Autriche	2.2	1.9	1.3	0.9	0.6	2.3	2.7	1.8	1.4	2.1	2.3	1.4	2.2	3.2
Belgique	1.5	2.1	1.6	0.9	1.1	2.5	2.5	1.6	1.6	2.1	2.8	1.8	1.8	4.5
Canada	2.1	1.6	1.6	1.0	1.7	2.7	2.5	2.3	2.8	1.9	2.2	2.0	2.1	2.4
Corée	4.5	4.9	4.4	7.5	0.8	2.3	4.1	2.7	3.6	3.6	2.8	2.2	2.5	4.7
Danemark	2.1	2.1	2.2	1.8	2.5	2.9	2.4	2.4	2.1	1.2	1.8	1.9	1.7	3.4
Espagne	4.7	3.6	2.0	1.8	2.3	3.4	3.6	3.1	3.0	3.0	3.4	3.5	2.8	4.1
États-Unis	2.8	2.9	2.3	1.6	2.2	3.4	2.8	1.6	2.3	2.7	3.4	3.2	2.9	3.8
Finlande	0.8	0.6	1.2	1.4	1.2	3.0	2.6	1.6	0.9	0.2	0.6	1.6	2.5	4.1
France	1.8	2.0	1.2	0.6	0.5	1.7	1.6	1.9	2.1	2.1	1.7	1.7	1.5	2.8
Grèce	8.9	8.2	5.5	4.8	2.6	3.2	3.4	3.6	3.6	2.9	3.6	3.2	2.9	4.2
Hongrie	28.3	23.5	18.3	14.2	10.0	9.8	9.1	5.3	4.7	6.7	3.6	3.9	8.0	6.0
Irlande	2.5	1.7	1.4	2.4	1.6	5.6	4.9	4.6	3.5	2.2	2.4	3.9	4.9	4.1
Islande	1.7	2.3	1.8	1.7	3.2	5.1	6.4	5.2	2.1	3.2	4.0	6.7	5.1	12.7
Italie	5.2	4.0	2.0	2.0	1.7	2.5	2.8	2.5	2.7	2.2	2.0	2.1	1.8	3.3
Japon	-0.1	0.1	1.8	0.7	-0.3	-0.7	-0.8	-0.9	-0.2	0.0	-0.3	0.2	0.1	1.4
Luxembourg	1.9	1.2	1.4	1.0	1.0	3.2	2.7	2.1	2.0	2.2	2.5	2.7	2.3	3.4
Mexique	35.0	34.4	20.6	15.9	16.6	9.5	6.4	5.0	4.5	4.7	4.0	3.6	4.0	5.1
Norvège	2.4	1.2	2.6	2.3	2.3	3.1	3.0	1.3	2.5	0.5	1.5	2.3	0.7	3.8
Nouvelle-Zélande	3.8	2.3	1.2	1.3	-0.1	2.6	2.6	2.7	1.8	2.3	3.0	3.4	2.4	4.0
Pays-Bas	1.9	2.0	2.2	2.0	2.2	2.4	4.2	3.3	2.1	1.2	1.7	1.2	1.6	2.5
Pologne	28.0	19.8	14.9	11.6	7.2	9.9	5.4	1.9	0.7	3.4	2.2	1.3	2.5	4.2
Portugal	4.2	3.1	2.3	2.8	2.3	2.9	4.4	3.6	3.3	2.4	2.3	3.1	2.5	2.6
République slovaque	9.8	5.8	6.1	6.7	10.6	12.0	7.3	3.1	8.6	7.5	2.7	4.5	2.8	4.6
République tchèque	9.1	8.8	8.5	10.7	2.1	3.9	4.7	1.8	0.1	2.8	1.9	2.6	3.0	6.3
Royaume-Uni	2.7	2.5	1.8	1.6	1.3	0.8	1.2	1.3	1.4	1.3	2.0	2.3	2.3	3.6
Suède	2.5	0.5	0.7	-0.3	0.5	0.9	2.4	2.2	1.9	0.4	0.5	1.4	2.2	3.4
Suisse	1.8	0.8	0.5	0.0	0.8	1.6	1.0	0.6	0.6	0.8	1.2	1.1	0.7	2.4
Turquie	89.1	80.4	85.7	84.6	64.9	54.9	54.4	45.0	21.6	8.6	8.2	9.6	8.8	10.4
Total UE27	..	..	7.3	4.6	3.0	3.5	3.2	2.5	2.1	2.3	2.3	2.3	2.4	3.7
Total OCDE	6.1	5.7	4.8	4.2	3.6	4.0	3.7	2.8	2.4	2.4	2.6	2.6	2.5	3.7
Afrique du Sud	8.7	7.4	8.6	6.9	5.2	5.3	5.7	9.5	5.7	-0.7	2.1	3.2	6.2	10.1
Brésil	66.0	15.8	6.9	3.2	4.9	7.0	6.8	8.5	14.7	6.6	6.9	4.2	3.6	5.7
Chili	8.2	7.4	6.1	5.1	3.3	3.8	3.6	2.5	2.8	1.1	3.1	3.4	4.4	8.7
Chine	16.8	8.3	2.8	-0.8	-1.4	0.3	0.7	-0.7	1.1	3.8	1.8	1.6	4.8	5.9
Estonie	..	..	..	..	3.3	4.0	5.7	3.6	1.3	3.0	4.1	4.4	6.6	10.4
Fédération de Russie	197.5	47.9	14.7	27.8	85.7	20.8	21.5	15.8	13.7	10.9	12.7	9.7	9.0	14.1
Inde	10.2	9.0	7.2	13.2	4.7	4.0	3.8	4.3	3.8	3.8	4.2	5.8	6.4	8.3
Indonésie	9.4	8.0	6.2	58.4	20.5	3.7	11.5	11.9	6.8	6.1	10.5	13.1	6.4	10.2
Israël	10.0	11.3	9.0	5.4	5.2	1.1	1.1	5.7	0.7	-0.4	1.3	2.1	0.5	4.6
Slovénie	13.5	9.9	8.4	7.9	6.2	8.9	8.4	7.5	5.6	3.6	2.5	2.5	3.6	5.7

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824636028278>

IPC : total

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818665222251>

IPC : total sauf alimentation sauf énergie

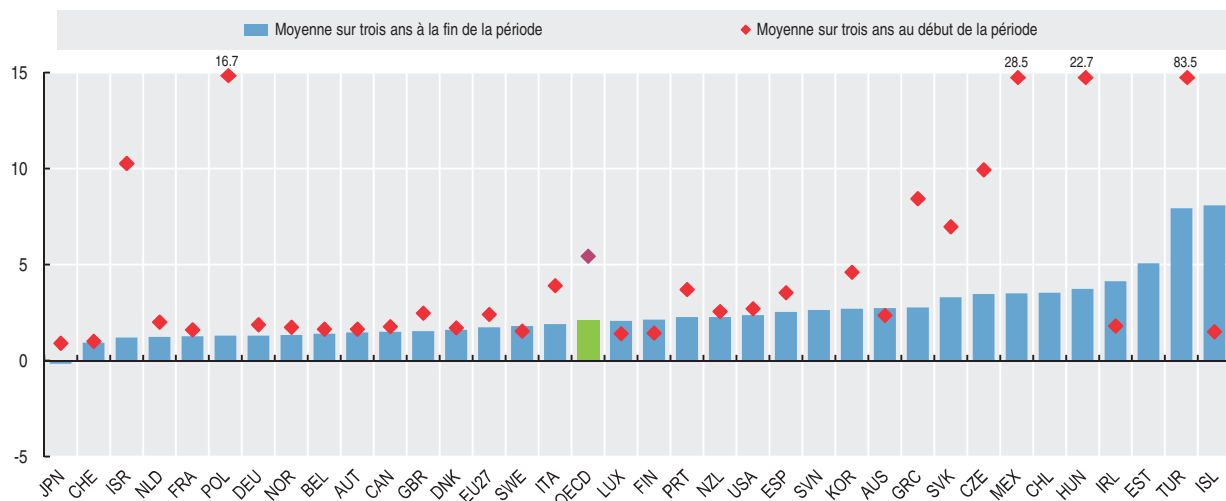
Croissance annuelle en pourcentage


	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	2.1	1.6	1.9	1.3	0.5	0.6	1.3	1.6	0.9	1.7	0.8	0.7	1.9	1.3
Australie	4.7	2.6	-0.2	0.8	1.1	4.2	4.3	3.1	2.5	2.1	2.2	2.1	2.5	3.6
Autriche	2.3	1.5	1.1	1.2	0.7	1.7	2.6	2.2	1.4	1.8	1.7	0.9	1.6	1.9
Belgique	1.8	1.8	1.3	1.3	1.3	1.5	2.2	2.1	1.7	1.7	1.9	0.8	1.6	1.8
Canada	2.2	1.5	1.6	1.5	1.4	1.5	2.1	2.8	2.4	1.3	1.2	1.5	2.0	1.0
Corée	5.3	5.0	3.5	4.8	-0.2	1.8	3.5	3.1	3.2	2.4	2.1	2.0	2.5	3.6
Danemark	1.9	1.5	1.7	1.9	2.2	0.7	2.2	2.5	2.4	1.4	1.3	1.3	1.4	2.1
Espagne	4.5	3.5	2.6	2.6	2.5	2.9	3.5	2.8	2.9	2.4	2.5	2.8	2.5	2.3
États-Unis	3.0	2.7	2.4	2.3	2.1	2.4	2.7	2.3	1.5	1.8	2.2	2.5	2.3	2.3
Finlande	2.9	0.3	1.1	1.6	1.2	2.6	2.6	1.5	0.6	-0.2	0.2	1.3	2.6	2.5
France	1.9	1.9	1.0	0.8	0.6	0.5	1.2	2.1	2.0	2.2	1.2	1.1	1.4	1.3
Grèce	9.7	8.5	7.1	5.8	3.4	2.1	3.5	3.5	3.2	3.2	3.3	2.5	2.9	2.9
Hongrie	26.4	24.6	17.4	14.2	11.5	8.6	8.9	6.1	5.3	6.4	3.3	2.2	5.6	3.4
Irlande	2.6	1.5	1.3	2.4	1.4	5.3	5.3	4.9	3.8	2.1	2.0	3.9	5.3	3.2
Islande	1.5	1.9	1.1	1.9	3.3	4.7	6.5	6.2	3.0	3.2	5.1	6.3	6.6	11.4
Italie	5.1	4.1	2.5	2.4	1.9	2.1	2.6	2.6	2.5	2.2	1.9	1.7	1.7	2.3
Japon	0.5	0.5	1.7	0.9	-0.1	-0.6	-0.9	-0.7	-0.3	-0.4	-0.4	-0.4	-0.2	0.1
Luxembourg	2.0	0.9	1.3	1.1	0.9	2.2	2.6	2.2	2.1	1.8	1.7	2.1	2.1	2.0
Mexique	33.1	32.1	20.8	16.0	16.7	9.9	6.5	5.0	3.7	3.6	3.3	3.2	3.2	4.1
Norvège	2.2	0.9	2.1	2.6	2.2	2.3	3.3	2.3	0.1	0.7	1.4	0.2	2.3	1.5
Nouvelle-Zélande	4.4	2.4	0.9	1.1	-0.4	2.0	2.2	2.8	2.0	1.9	2.7	2.5	2.1	2.2
Pays-Bas	2.3	2.0	1.7	2.1	2.4	1.6	3.5	3.4	2.0	1.5	1.1	0.4	1.5	1.8
Pologne	..	21.1	15.8	13.3	9.3	8.8	5.7	2.5	0.6	1.8	1.3	0.6	1.1	2.2
Portugal	4.9	3.5	2.7	2.8	2.8	2.8	3.7	4.3	3.3	2.5	2.4	2.7	2.3	1.8
République slovaque	..	6.4	6.9	7.6	9.1	8.5	6.3	1.6	7.7	6.7	2.7	3.1	3.0	3.8
République tchèque	..	9.2	9.1	11.5	3.7	3.2	4.8	2.9	0.5	2.5	1.7	2.0	2.8	5.6
Royaume-Uni	3.3	2.2	1.9	1.5	0.7	0.1	1.1	1.5	1.3	1.1	1.5	1.3	1.7	1.6
Suède	2.7	1.5	0.4	-0.5	0.3	0.4	2.0	2.1	1.4	0.2	0.1	0.8	2.5	2.1
Suisse	1.9	0.8	0.3	0.3	0.8	0.4	1.0	0.9	0.5	0.6	0.7	0.7	0.7	1.4
Turquie	86.2	80.8	83.5	87.8	71.5	58.0	51.1	43.2	21.8	10.3	8.5	9.2	7.5	7.1
Total UE27	..	..	3.3	2.4	1.5	1.2	2.1	2.5	1.8	1.8	1.5	1.4	1.9	1.9
Total OCDE	6.1	5.4	4.8	4.6	3.8	3.4	3.4	3.1	2.0	1.8	1.8	1.9	2.1	2.2
Chili	..	..	..	..	..	3.1	3.3	2.7	1.6	1.2	2.4	3.0	2.4	5.2
Estonie	..	..	..	..	5.8	3.9	4.1	2.9	2.4	1.2	1.9	3.3	5.4	6.5
Israël	10.7	11.3	8.8	5.5	4.7	0.4	1.1	5.9	-0.3	-0.9	0.1	1.3	-0.2	2.5
Slovénie	..	..	..	..	..	..	7.3	8.1	6.3	3.9	1.7	1.4	2.8	3.7

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/824728567477>

IPC : tous produits moins alimentation moins énergie

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/818680216063>



IPC : alimentation et énergie

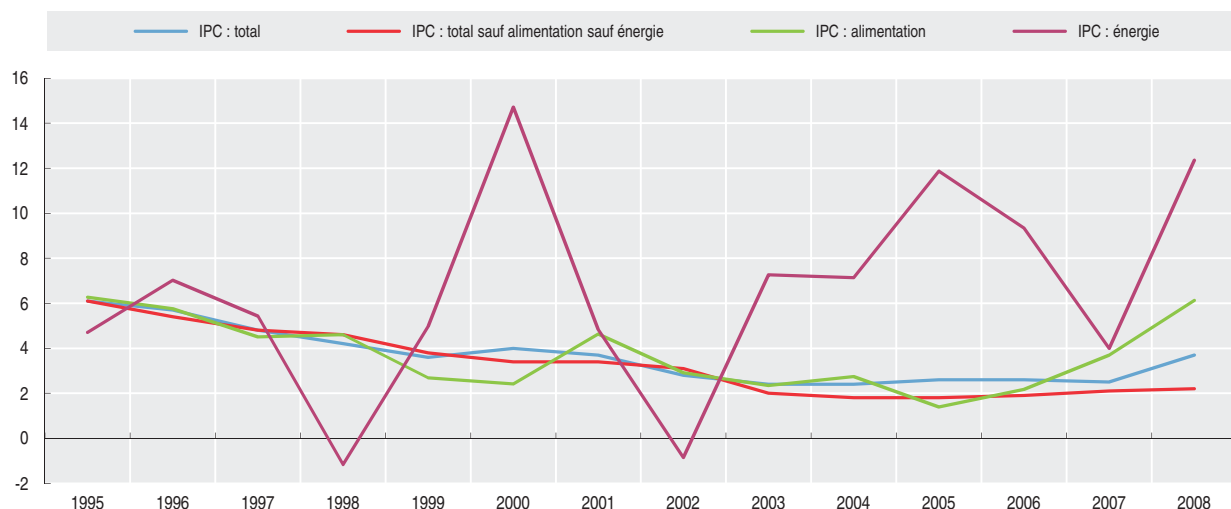
Croissance annuelle en pourcentage

	IPC : alimentation							IPC : énergie						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	0.8	-0.1	-0.3	0.1	2.0	3.8	6.1	0.2	3.9	4.1	9.9	8.5	4.0	9.6
Australie	3.7	3.7	2.0	2.0	9.4	1.8	4.3	0.6	5.1	6.6	10.2	9.7	1.2	12.7
Autriche	1.4	1.8	1.9	2.1	1.8	4.2	6.3	-2.4	0.9	6.4	9.8	6.2	4.2	10.3
Belgique	2.3	2.0	1.2	1.8	2.5	3.9	6.1	-3.1	-0.1	6.6	11.5	7.5	0.2	19.9
Canada	2.5	1.4	1.8	2.3	2.3	2.6	3.9	-2.0	7.9	6.8	9.7	5.2	2.3	9.8
Corée	4.8	4.6	8.0	2.6	0.5	2.5	5.0	-3.2	3.7	5.4	5.2	7.0	2.8	12.9
Danemark	2.2	1.4	-1.0	0.6	2.7	4.4	7.6	2.2	0.9	2.3	7.4	5.3	0.3	7.6
Espagne	5.0	4.1	3.9	3.2	4.1	3.7	5.9	-0.8	1.4	4.8	9.6	8.0	1.7	11.9
États-Unis	1.3	2.1	3.8	1.9	1.8	4.2	6.4	-5.9	12.2	10.9	16.9	11.2	5.5	13.9
Finlande	2.9	0.6	0.8	0.6	1.4	2.1	8.6	-0.9	4.8	3.8	6.8	5.9	1.8	13.5
France	2.7	2.3	0.5	0.1	1.7	1.5	5.1	-1.5	2.3	4.8	9.9	6.4	1.9	10.9
Grèce	5.3	5.0	0.5	0.6	3.7	3.2	5.4	-0.2	4.0	5.8	14.1	9.0	2.0	13.4
Hongrie	4.3	1.4	5.7	1.7	8.2	11.9	10.4	2.2	6.0	10.3	7.6	6.5	13.6	11.8
Irlande	3.4	1.4	-0.2	-0.7	1.4	2.8	6.5	3.5	4.1	8.4	12.7	8.2	4.6	8.8
Islande	4.2	-2.6	1.1	-2.6	8.0	-1.1	16.0	-2.1	2.0	7.5	6.1	8.0	1.7	21.7
Italie	3.6	3.2	2.2	0.0	1.7	2.9	5.4	-2.7	3.2	2.3	8.7	8.1	1.0	10.3
Japon	-1.1	-0.2	1.1	-1.3	0.6	0.3	3.0	-2.4	0.1	1.7	3.7	5.8	1.6	9.0
Luxembourg	3.9	1.9	1.8	1.6	2.4	3.4	5.4	-4.0	2.3	9.2	15.2	10.0	2.3	14.2
Mexique	3.8	5.6	7.3	5.5	3.6	6.5	8.1	8.1	9.4	7.7	6.2	7.3	3.8	6.2
Norvège	-1.7	3.4	1.8	1.6	1.4	2.7	4.2	-2.4	19.6	-2.6	2.4	17.8	-10.1	18.1
Nouvelle-Zélande	2.9	-0.5	0.4	1.2	3.0	4.0	8.4	1.3	4.1	10.0	10.5	12.5	2.5	12.7
Pays-Bas	3.3	1.1	-3.5	-1.3	1.7	1.0	5.6	2.4	4.6	5.5	11.9	7.6	3.7	4.5
Pologne	-0.7	-1.2	6.0	2.2	0.6	4.7	5.6	4.4	4.4	5.0	5.7	5.0	3.8	8.7
Portugal	2.0	2.6	1.1	-0.6	2.7	2.4	3.7	1.0	4.8	5.0	9.5	7.6	3.5	6.3
République slovaque	1.5	3.4	4.8	-1.4	1.4	4.0	7.7	12.1	19.8	14.3	7.8	12.4	0.9	4.0
République tchèque	-1.9	-2.2	3.4	-0.3	0.8	4.8	8.1	0.4	1.0	4.1	6.6	8.7	1.6	8.4
Royaume-Uni	0.8	1.2	0.7	1.5	2.5	4.5	9.1	-0.8	2.7	6.2	11.0	14.7	5.4	17.0
Suède	3.2	0.3	-0.4	-0.7	0.8	2.0	6.9	1.0	10.7	3.3	5.9	7.1	0.3	10.6
Suisse	2.3	1.3	0.5	-0.7	0.0	0.5	3.1	-5.0	1.2	4.6	10.4	7.1	1.8	12.8
Turquie	49.6	22.7	6.8	4.9	9.7	12.4	12.8	45.7	18.2	4.7	14.7	11.3	6.3	22.4
Total UE27	2.9	2.0	1.8	1.1	2.4	3.5	6.4	1.5	3.9	5.4	9.9	8.5	3.3	11.0
Total OCDE	2.9	2.3	2.7	1.4	2.2	3.7	6.1	-0.9	7.3	7.1	11.9	9.3	4.0	12.4
Afrique du Sud	17.4	8.2	1.4	1.7	6.0	10.0	15.5	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	9.7	20.4	4.0	3.1	0.0	6.8	13.1	..	..	..	..	..	..	..
Chili	2.0	3.3	-1.9	2.9	2.6	9.6	17.2	1.8	11.9	6.6	10.1	8.2	8.4	14.9
Chine	-0.6	3.4	9.8	2.8	2.4	12.4	14.4	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	3.0	-1.7	4.2	3.5	5.0	9.3	14.2	6.6	2.4	8.2	13.5	8.2	7.8	23.2
Fédération de Russie	12.3	11.2	10.4	13.7	9.6	9.0	20.9	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	10.8	1.1	5.9	10.3	14.9	11.0	17.0	..	..	..	..	..	..	..
Israël	2.8	2.8	-0.7	1.7	5.1	4.0	12.3	10.8	9.9	6.6	9.9	4.3	0.8	11.2
Slovénie	7.5	4.6	0.5	-0.8	2.3	7.8	10.1	4.2	3.5	6.9	11.9	8.2	3.1	10.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824748118261>

IPC pour le total OCDE

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818705625663>

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION

Un grand nombre d'outils sont utilisés pour mesurer les changements de prix dans un pays. Parmi eux, les indices des prix à la consommation (IPC), les indices de prix relatifs à des biens et/ou services spécifiques, les déflateurs du PIB et les indices des prix à la production (IPP). Alors que les IPC sont utilisés pour mesurer les changements au cours du temps des prix moyens au détail d'un panier fixe de biens et services représentatif des habitudes de consommation des ménages, le but des IPP est de mesurer les mouvements moyens des prix perçus par les producteurs de marchandises. De ce fait, ils sont souvent considérés comme des indicateurs avancés de l'évolution des prix dans l'ensemble de l'économie, y compris des variations de prix des biens et services de consommation.

Définition

L'indice des prix à la production (IPP) mesure les variations des prix « départ usine » des biens. Ils excluent toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. On entend par production manufacturière la fabrication des biens semi-transformés et autres biens intermédiaires, ainsi que des produits finis tels que les biens de consommation et les biens d'équipement.

Les indices présentés ici sont des moyennes pondérées des variations mensuelles des prix dans le secteur manufacturier. Ces indices capturent la production de produits destinés au marché intérieur.

Comparabilité

La façon exacte dont les IPP sont définis et construits dépend de l'usage que l'on souhaite en faire. En raison de cela, les pratiques peuvent varier d'un pays à l'autre et ces variations peuvent avoir un effet sur la comparabilité d'un pays à l'autre. C'est le cas en particulier pour les systèmes de pondération et d'agrégation, le traitement des différences de qualité, l'échantillonnage et la collecte de prix individuels, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération sont actualisés, et la formule employée pour calculer l'indice des prix. Il peut aussi y avoir des différences concernant la couverture du secteur manufacturier et l'unité statistique utilisée pour la mesure. Dans certains pays, par exemple, les indices peuvent refléter des variations de prix dans le rendement du secteur manufacturier, par opposition aux produits manufacturés.

Tandis que les séries d'IPP font référence pour la plupart des pays aux ventes domestiques de biens manufacturés, ceux de l'Australie, du Canada, du Chili, de la Chine, de la Nouvelle-Zélande, de la Suisse et des États-Unis incluent des prix appliqués aux ventes à l'étranger (c'est-à-dire « le marché total »).

En bref

Entre 2006 et 2008, les prix à la production ont augmenté d'environ 4.5 % par an dans la zone OCDE, soit un rythme presque identique à celui enregistré entre 1995 et 1997. Cette stabilité moyenne cache cependant de vastes écarts entre les pays, avec d'un côté de très fortes baisses enregistrées en Turquie et au Mexique et dans une moindre mesure en République tchèque et en République slovaque, et de l'autre des hausses enregistrées dans la plupart des autres pays. L'inflation de l'IPP a varié ces dernières années d'un taux légèrement supérieur à 1 % en République slovaque à près de 15 % en Islande.

Source

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), *Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 412, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- FMI, OIT, OCDE, Eurostat, ONU, Banque mondiale (2004), *Producer Price Index Manual: Theory and Practice*, FMI, Washington, DC.
- OCDE (2003), « Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques, Volume 2002, Supplément 2*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Principaux indicateurs économiques, www.oecd.org/std/mei.



IPP : produits manufacturés domestiques

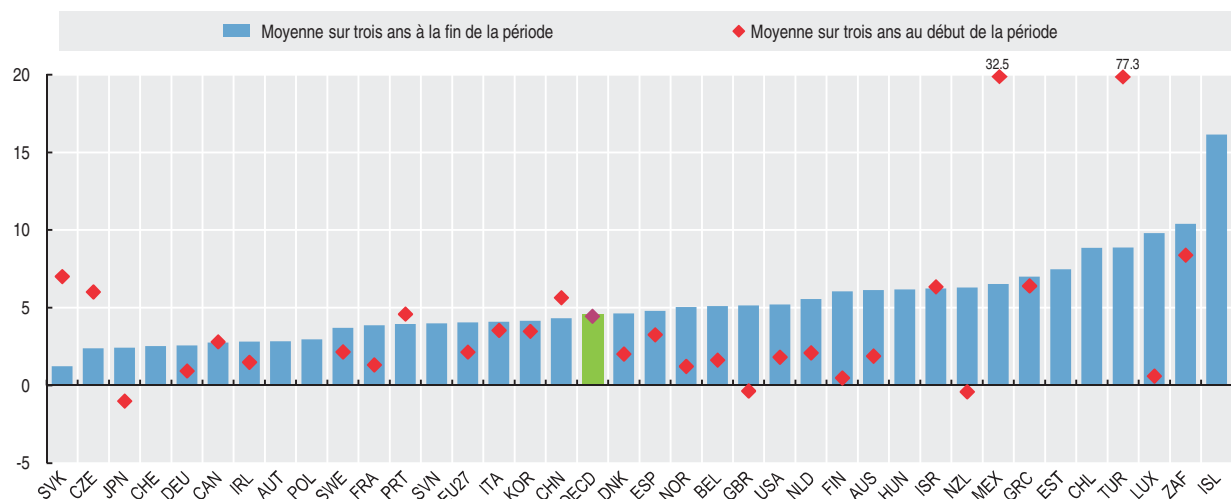
Croissance annuelle en pourcentage

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	2.1	0.1	0.6	-0.2	-0.3	3.1	1.3	0.2	0.6	1.7	2.4	2.3	2.3	3.1
Australie	3.6	0.9	1.2	0.7	0.7	7.1	3.1	0.2	0.5	4.0	6.0	7.9	2.3	8.3
Autriche	..	..	..	..	..	3.8	0.0	-1.4	0.3	2.2	3.7	1.7	3.4	3.4
Belgique	2.3	0.7	1.9	-1.5	0.0	9.8	-1.0	0.1	0.9	4.2	2.0	4.7	4.7	5.9
Canada	7.5	0.4	0.7	0.4	1.8	4.3	1.0	0.1	-1.4	3.2	1.5	2.4	1.6	4.3
Corée	4.9	2.2	3.4	14.5	-3.3	2.9	-2.1	-1.5	1.8	7.5	6.8	0.2	0.8	11.9
Danemark	3.1	1.4	1.6	-0.6	0.3	4.0	2.9	1.0	0.0	1.0	3.1	3.4	4.8	5.7
Espagne	6.9	1.7	1.3	-0.4	0.9	5.7	1.7	0.6	1.4	3.7	4.7	5.0	3.4	6.0
États-Unis	2.9	2.3	0.3	-1.1	1.7	4.1	0.8	-0.7	2.5	4.3	5.5	4.0	3.8	7.9
Finlande	2.3	-1.1	0.3	-1.3	-0.8	5.7	-1.5	-2.0	-1.4	0.4	4.7	5.6	4.5	8.1
France	3.6	0.2	0.2	-1.3	-0.1	4.0	1.3	-0.6	0.8	2.8	3.0	3.3	3.0	5.3
Grèce	9.5	6.0	3.8	2.9	2.4	5.9	3.4	2.1	2.1	3.8	6.4	7.9	3.5	9.7
Hongrie	..	..	..	9.1	6.9	16.1	9.4	2.0	3.7	7.3	4.3	5.7	4.3	8.6
Irlande	2.1	1.6	0.8	0.4	1.5	7.5	2.4	2.1	0.8	0.4	1.8	1.8	1.6	5.1
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17.5	1.8	31.0
Italie	8.2	1.8	0.8	0.6	0.2	4.0	1.1	0.8	1.4	3.3	3.1	4.0	3.3	5.0
Japon	-1.1	-2.0	0.1	-1.8	-1.8	-0.4	-2.6	-2.4	-1.4	0.3	0.8	1.9	1.3	4.1
Luxembourg	3.4	-4.4	3.0	2.7	-2.3	6.4	2.5	0.9	3.3	14.8	0.0	9.0	7.6	12.9
Mexique	48.1	33.9	17.3	14.8	15.1	8.9	4.1	3.2	6.6	8.6	4.5	6.0	5.0	8.6
Norvège	0.8	1.4	1.5	2.6	3.0	5.0	1.9	-0.4	1.4	3.1	3.5	3.0	4.4	7.8
Nouvelle-Zélande	0.0	-0.8	-1.3	0.9	1.0	7.0	4.8	0.3	-1.3	2.0	3.6	4.6	3.3	11.2
Pays-Bas	2.6	1.5	2.2	-1.8	0.3	9.1	1.9	-0.6	1.3	3.6	4.6	4.2	5.2	7.3
Pologne	..	..	..	..	..	7.9	0.6	-1.7	0.6	7.9	1.2	1.9	3.6	3.4
Portugal	5.0	5.8	3.0	-4.7	3.6	15.0	2.7	0.4	0.4	2.9	3.2	4.2	2.5	5.2
République slovaque	11.6	4.7	4.9	2.3	3.9	8.6	3.8	2.5	-0.1	2.5	1.3	1.5	0.2	2.0
République tchèque	8.4	4.9	4.8	4.6	0.1	6.3	2.4	-1.3	-0.4	5.7	2.0	0.6	3.5	3.1
Royaume-Uni	..	2.4	-1.4	-2.0	-0.2	1.9	-0.6	-0.3	1.1	2.2	4.0	3.1	3.0	9.5
Suède	7.5	-1.7	0.9	-0.2	0.4	3.9	3.1	0.6	-0.9	1.8	4.0	3.9	3.3	3.9
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	0.0	1.4	1.4	1.7	2.6	3.3
Turquie	81.0	70.4	80.6	66.7	57.2	56.1	66.7	48.3	23.8	11.0	9.6	9.3	5.6	11.8
Total UE27	4.7	1.3	0.5	-0.6	0.1	4.3	1.2	0.1	1.0	2.9	3.3	3.5	3.2	5.5
Total OCDE	6.6	3.9	2.9	1.8	2.2	5.1	2.0	0.8	1.8	3.6	4.1	3.7	3.2	6.8
Afrique du Sud	10.0	8.0	7.2	3.8	5.3	7.6	7.1	13.3	4.6	2.0	3.7	6.4	9.8	15.2
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.9	5.0	6.0	15.9
Chine	14.9	2.9	-0.3	-4.1	-2.4	2.8	-1.3	-2.3	2.4	6.1	4.9	3.0	3.1	6.9
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	-0.6	3.4	2.3	4.8	10.1	7.6
Israël	..	8.6	6.3	4.2	7.1	3.6	-0.1	3.9	4.3	5.4	6.2	5.7	3.5	9.6
Slovénie	..	..	..	..	2.7	8.4	9.9	4.9	2.9	4.2	3.3	2.4	4.4	5.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824763217211>

IPP : produits manufacturés domestiques

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818714771152>

RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

La rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est la rémunération moyenne perçue par les salariés dans un pays. Cette donnée est liée à d'autres indicateurs de compétitivité, comme les coûts unitaires de la main-d'œuvre également présentés dans cette publication.

Définition

La rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est définie comme la rémunération des salariés divisée par le nombre total des heures travaillées par les salariés des entreprises pour l'Australie, l'Autriche, le Canada, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Corée, le Mexique, la Norvège, la République slovaque, l'Espagne et la Suède. Pour tous les autres pays, lorsque l'on ne connaît pas le nombre d'heures travaillées, la rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est définie comme le ratio du coût total de la main-d'œuvre par le nombre total de salariés.

Les mesures annuelles de la rémunération du travail présentées ici sont unes des composantes principales des comparaisons internationales de la compétitivité élaborées par l'OCDE.

En bref

Entre 1998 et 2008, la rémunération de la main-d'œuvre par unité de main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie a augmenté dans tous les pays de l'OCDE sauf le Japon. La croissance annuelle moyenne de la rémunération de la main-d'œuvre a varié sur cette période de -0.6 % au Japon à plus de 35 % en Turquie. Environ deux tiers des pays de l'OCDE (19 pays) ont enregistré un taux de croissance annuelle de la rémunération de la main-d'œuvre par unité de main-d'œuvre de moins de 5 %. Pour la zone OCDE dans son ensemble, la croissance annuelle moyenne tourne autour de 4 %, après être passée d'environ 6 % en 1998 à environ 3 % en 2007.

Parmi les pays de l'OCDE pris séparément, le taux de croissance annuelle de la rémunération de la main-d'œuvre s'est effondré au Mexique (il est passé de 24 % en 1998 à 5 % en 2006) et en Turquie (de 74 % à 10 %). Le taux de croissance annuelle de la rémunération de la main-d'œuvre a également connu une baisse significative au Royaume-Uni et aux États-Unis. Par ailleurs, le taux de croissance annuelle de la rémunération de la main-d'œuvre par unité de main-d'œuvre a augmenté en Nouvelle-Zélande et en Espagne. La Hongrie, la Pologne et l'Estonie ont connu un taux très variable de leur croissance annuelle de la rémunération de la main-d'œuvre sur cette période.

Si l'on se penche sur des régions géographiques plus vastes, le taux de croissance annuelle moyenne de l'UE à 27 était de 3.6 %, tandis qu'il se limitait à 2.8 % dans les pays du G7 et à 2.3 % dans la zone euro. Dans les dix dernières années, le taux de croissance annuelle de la rémunération de la main-d'œuvre pour ces trois régions a été stable dans l'ensemble.

Comparabilité

La rémunération des employés est la somme des salaires bruts et des traitements ainsi que des contributions de sécurité sociale payées par les employeurs. Les données font références à l'ensemble de l'économie.

Les données sur la rémunération d'ensemble des employés, le nombre total d'heures travaillées et le nombre d'employés sont fondées sur les données de la comptabilité nationale annuelle. Cette source garantit un degré plutôt élevé de comparabilité d'un pays à l'autre, malgré des différences dans les façons d'appliquer les lignes directrices internationales dans ce domaine.

Des différences de définition des contributions des salariés (c'est-à-dire les heures travaillées dans certains pays, dans d'autres le nombre de salariés) affectent la comparabilité de cette série de données.

Source

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de productivité.*

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques, www.sourceOCDE.org/basededonnees/principauxindicateurseconomiques.
- Travaux de l'OCDE sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/.



Rémunération du travail par unité de main d'oeuvre, économie totale

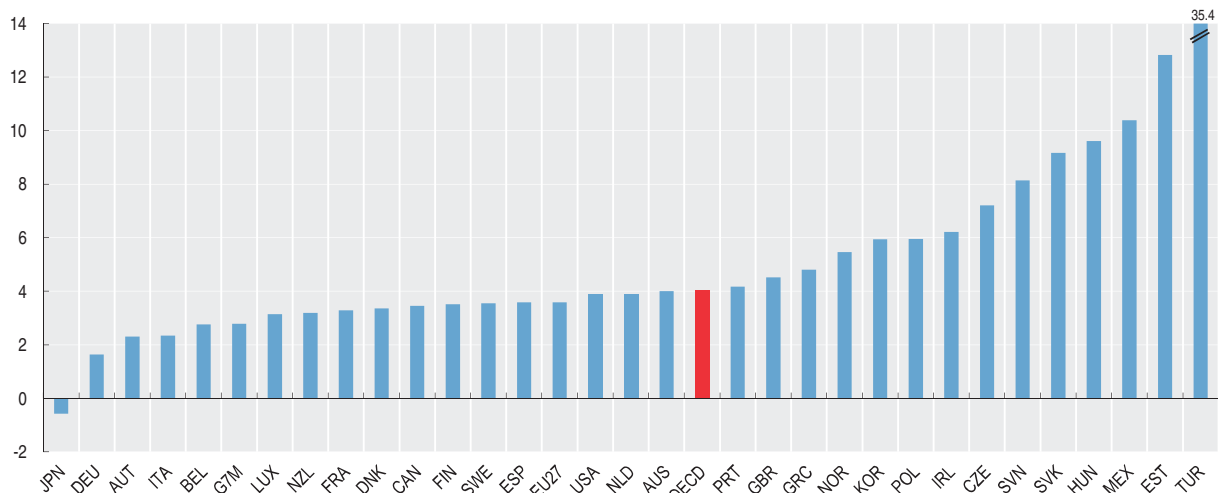
Croissance annuelle en pourcentage

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	4.7	2.7	1.6	1.3	2.0	3.3	2.4	2.1	2.0	0.1	0.6	1.2	0.8	2.2
Australie	4.3	5.5	3.6	3.1	3.1	3.9	5.0	3.1	4.3	4.4	4.7	4.5	..	..
Autriche	4.6	1.0	0.0	2.1	2.3	2.0	1.1	2.3	1.4	1.3	3.4	3.5	3.1	2.9
Belgique	1.4	1.4	3.4	1.3	3.5	2.0	3.6	3.8	1.7	1.9	2.1	3.3	3.8	3.4
Canada	1.6	1.5	5.2	2.9	2.3	5.3	3.1	2.2	3.1	2.7	4.7	4.8	..	..
Corée	14.7	12.9	6.5	8.4	0.1	2.4	8.1	7.4	10.0	5.4	6.9	4.3	6.6	6.1
Danemark	3.6	4.9	1.6	3.1	2.9	3.0	3.7	4.5	3.9	3.1	3.3	3.1	2.2	4.2
Espagne	3.7	3.9	2.1	1.6	1.9	2.8	3.9	3.5	3.7	3.1	4.1	4.1	5.5	5.3
États-Unis	3.3	3.2	3.8	5.9	4.7	5.4	3.2	2.4	3.7	3.8	3.7	3.8	3.7	2.5
Finlande	4.1	2.6	1.6	4.5	2.2	3.7	4.7	1.8	2.8	3.6	3.8	2.9	3.4	5.3
France	3.5	1.7	2.3	2.3	2.4	5.1	3.1	6.0	3.1	1.5	3.2	4.8	1.6	3.2
Grèce	..	10.3	16.1	4.2	4.1	5.5	3.5	12.4	7.1	4.0	2.9	0.0	..	..
Hongrie	..	21.1	19.8	13.9	4.1	15.8	17.5	12.7	11.1	6.5	7.0	4.9	6.8	6.4
Irlande	..	4.4	5.0	4.8	5.2	8.3	7.8	6.2	6.7	5.5	6.2	5.1	6.4	..
Italie	4.3	4.6	4.9	-2.5	2.1	2.2	4.1	2.9	2.9	2.8	3.7	2.1	2.2	3.4
Japon	1.6	0.6	1.5	-0.1	-1.1	0.4	-0.5	-1.6	-1.4	-1.3	-0.1	0.4	-0.4	..
Luxembourg	1.3	1.9	2.6	0.9	4.0	5.3	3.5	3.1	1.1	3.3	4.6	3.3	3.6	2.0
Mexique	..	20.8	20.5	23.7	16.7	19.7	12.1	3.0	9.6	3.7	1.9	5.3	..	..
Norvège	4.6	4.7	5.2	7.1	5.5	6.1	7.6	5.4	4.8	2.8	4.2	5.7	5.5	5.4
Nouvelle-Zélande	1.6	2.9	3.7	-0.6	-0.6	3.3	4.3	3.9	4.6	4.9	3.3	4.3	4.7	..
Pays-Bas	1.2	1.7	2.8	4.6	4.2	5.1	5.3	5.3	3.8	3.7	1.7	2.2	3.7	3.5
Pologne	34.0	27.0	21.5	16.3	11.3	12.2	5.2	2.3	1.6	1.9	1.7	1.8	4.9	7.5
Portugal	..	6.1	6.0	5.5	5.2	6.4	4.0	3.6	3.5	2.6	4.7	2.1	..	..
République slovaque	..	15.1	16.6	10.9	7.3	13.4	6.8	11.9	11.8	5.5	7.5	7.7	9.0	9.3
République tchèque	..	16.9	8.5	8.2	5.9	6.2	13.7	9.1	9.1	4.7	4.0	5.9	6.7	6.1
Royaume-Uni	3.6	3.4	4.1	6.8	4.7	5.4	4.9	3.7	4.7	4.1	3.8	4.6	3.7	3.3
Suède	2.4	6.3	4.6	2.6	0.8	8.5	5.7	4.5	4.3	2.4	3.4	2.3	3.9	0.9
Turquie	66.9	93.4	101.8	74.2	74.8	44.9	43.6	37.8	27.9	16.5	6.2	10.4	..	..
Zone euro	3.3	2.8	0.2	0.8	2.7	2.6	2.6	2.6	2.3	2.2	2.0	2.3	2.6	3.1
Total UE27	..	4.8	4.3	3.3	3.2	4.6	4.2	4.1	3.8	2.6	3.4	3.4	3.2	3.7
G7	3.2	2.6	3.2	3.4	2.9	4.0	2.6	2.1	2.6	2.3	2.7	3.0	2.4	2.7
Total OCDE	..	6.0	6.4	6.0	5.1	5.6	4.4	3.4	3.8	2.9	3.0	3.4	2.9	..
Estonie	..	28.6	20.1	13.8	8.3	14.5	9.6	9.1	10.9	10.6	9.7	14.7	26.3	14.7
Slovénie	..	13.7	12.5	8.7	8.7	10.2	11.9	8.7	8.0	7.8	5.3	5.5	6.4	8.5

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824765740726>

Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1998-2008 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818715472216>

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Les taux d'intérêt à long terme sont un des déterminants de l'investissement des entreprises. Ces taux ont un effet stimulant sur les investissements en nouveaux équipements lorsqu'ils sont bas, et dissuasif lorsqu'ils sont élevés. L'investissement est lui-même une source essentielle de croissance économique.

Définition

Les taux d'intérêt à long terme sont ceux des obligations d'État à échéance résiduelle d'environ 10 ans. Il ne s'agit pas des taux d'intérêt fixés lors de l'émission de ces emprunts, mais des taux d'intérêt correspondant aux cours auxquels ces obligations d'État s'échangent sur les marchés de capitaux. Par exemple, pour une obligation initialement achetée 100 avec un taux d'intérêt de 9 %, mais qui se négocie actuellement à un prix de 90, le taux d'intérêt indiqué sera de 10 % ($(9/90) \times 100$).

Les taux d'intérêt à long terme indiqués ici sont, dans la mesure du possible, des moyennes de taux journaliers. Dans tous les cas, ce sont des taux d'intérêt sur des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État.

Les taux d'intérêt à long terme sont déterminés par trois facteurs : le prix facturé par le prêteur pour le report de consommation auquel il consent, le risque que l'emprunteur ne rembourse pas le capital prêté, et la réduction par l'inflation de la valeur réelle du capital qui est anticipée par le prêteur au cours de la durée de vie de l'emprunt. Les taux d'intérêt indiqués ci-après se réfèrent à des emprunts d'État, de sorte que le facteur de risque est très faible. Ces taux sont déterminés dans une large mesure par les anticipations inflationnistes.

Comparabilité

On considère que la comparabilité de ces données est élevée. Il peut y avoir toutefois des variations de la taille des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État et qui sont exigibles, et du degré de représentativité de ces taux par rapport aux conditions financières existant dans les différents pays.

En bref

À partir de 1995, les taux d'intérêt à long terme ont baissé régulièrement dans la plupart des pays membres jusqu'en 2005. Dans de nombreux pays, les taux d'intérêt relevés en 2005 ont atteint un niveau historiquement bas. Le regain de ces taux s'est révélé de courte durée aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon, mais plus durable dans la zone euro.

Une des caractéristiques les plus frappantes des tendances récentes est la diminution de la variance des taux d'intérêt parmi les pays de l'OCDE. La convergence des taux d'intérêt à long terme s'explique essentiellement par l'intégration croissante des marchés financiers – un des aspects de la mondialisation – et a été particulièrement prononcée parmi les membres de la zone euro. Le Japon et la Suisse font exception : leurs taux d'intérêt à long terme sont restés bas sur toute la période, sans converger vers la moyenne OCDE.

Évolution des taux d'intérêt à long terme

Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818846053831>

Source

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Financial Market Trends*, série, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (1998), *Main Economic Indicators – Sources and Methods: Interest Rates and Share Price Indices*, OCDE, Paris.



Taux d'intérêt à long terme

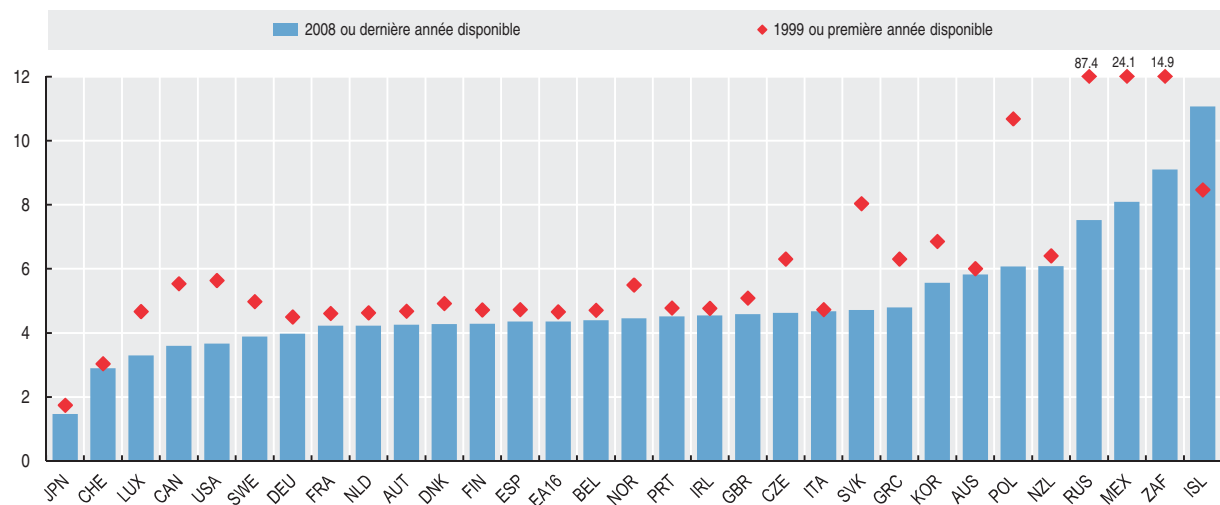
Pourcentage

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	6.86	6.23	5.66	4.58	4.50	5.27	4.80	4.78	4.07	4.04	3.35	3.76	4.22	3.98
Australie	9.21	8.21	6.95	5.49	6.01	6.31	5.62	5.84	5.37	5.59	5.34	5.59	6.00	5.82
Autriche	7.13	6.32	5.68	4.71	4.68	5.56	5.08	4.97	4.15	4.15	3.39	3.80	4.30	4.26
Belgique	7.38	6.30	5.59	4.70	4.71	5.57	5.06	4.89	4.15	4.06	3.37	3.81	4.33	4.40
Canada	8.16	7.24	6.14	5.28	5.54	5.93	5.48	5.30	4.80	4.58	4.07	4.21	4.27	3.60
Corée	..	..	..	..	..	..	6.86	6.59	5.05	4.73	4.95	5.15	5.35	5.57
Danemark	8.27	7.19	6.26	5.04	4.92	5.66	5.09	5.06	4.31	4.30	3.40	3.81	4.29	4.28
Espagne	11.27	8.74	6.40	4.83	4.73	5.53	5.12	4.96	4.13	4.10	3.39	3.78	4.31	4.36
États-Unis	6.58	6.44	6.35	5.26	5.64	6.03	5.02	4.61	4.02	4.27	4.29	4.79	4.63	3.67
Finlande	8.79	7.08	5.96	4.79	4.72	5.48	5.04	4.98	4.14	4.11	3.35	3.78	4.29	4.29
France	7.54	6.31	5.58	4.64	4.61	5.39	4.94	4.86	4.13	4.10	3.41	3.80	4.30	4.23
Grèce	..	..	..	8.48	6.31	6.11	5.30	5.12	4.27	4.26	3.59	4.07	4.50	4.80
Irlande	8.23	7.25	6.26	4.75	4.77	5.48	5.02	4.99	4.13	4.06	3.32	3.79	4.33	4.55
Islande	9.65	9.24	8.71	7.66	8.47	11.20	10.36	7.96	6.65	7.49	7.73	9.33	9.85	11.07
Italie	12.21	9.40	6.86	4.88	4.73	5.58	5.19	5.03	4.30	4.26	3.56	4.05	4.49	4.68
Japon	3.44	3.10	2.37	1.54	1.75	1.74	1.32	1.26	1.00	1.49	1.35	1.74	1.67	1.47
Luxembourg	7.23	6.30	5.60	4.73	4.67	5.52	4.86	4.68	3.32	2.84	2.41	3.30	..	..
Mexique	-	34.38	22.45	-	24.13	16.94	13.79	8.54	7.37	7.74	9.28	7.51	7.60	8.09
Norvège	7.43	6.77	5.89	5.40	5.50	6.22	6.24	6.38	5.05	4.37	3.75	4.08	4.77	4.46
Nouvelle-Zélande	7.78	7.89	7.19	6.29	6.41	6.85	6.39	6.53	5.87	6.07	5.88	5.78	6.26	6.08
Pays-Bas	6.90	6.15	5.58	4.63	4.63	5.41	4.96	4.89	4.12	4.10	3.37	3.78	4.29	4.23
Pologne	..	..	..	..	..	..	10.68	7.36	5.78	6.90	5.22	5.23	5.48	6.07
Portugal	11.47	8.56	6.36	4.88	4.78	5.60	5.16	5.01	4.18	4.14	3.44	3.91	4.42	4.52
République slovaque	..	..	..	..	..	..	8.04	6.94	4.99	5.03	3.52	4.41	4.49	4.72
République tchèque	..	..	..	..	..	..	6.31	4.88	4.12	4.82	3.54	3.80	4.30	4.63
Royaume-Uni	8.20	7.81	7.05	5.55	5.09	5.33	4.93	4.90	4.53	4.88	4.41	4.50	5.01	4.59
Suède	10.24	8.03	6.61	4.99	4.98	5.37	5.11	5.30	4.64	4.43	3.38	3.70	4.17	3.89
Suisse	4.52	4.00	3.36	3.04	3.04	3.93	3.38	3.20	2.66	2.74	2.10	2.52	2.93	2.90
Zone euro	8.73	7.23	5.96	4.70	4.66	5.44	5.03	4.92	4.16	4.14	3.44	3.86	4.33	4.36
Fédération de Russie	..	..	..	..	87.38	35.16	19.38	15.82	9.12	8.29	8.11	6.98	6.72	7.52
Afrique du Sud	16.11	15.48	14.70	15.12	14.90	13.79	11.41	11.50	9.62	9.53	8.07	7.94	7.99	9.10

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824804175268>

Taux d'intérêt à long terme

Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818744665752>

TAUX DE CONVERSION

Pour comparer les valeurs du PIB réel d'un seul pays sur une période de plusieurs années, il faut éliminer les fluctuations dues aux variations de prix. De même, pour comparer les PIB réels d'un groupe de pays à un moment donné, il faut éliminer les différences entre leurs PIB dues à des écarts entre leurs niveaux de prix respectifs. Les indices de prix sont utilisés pour éliminer les effets des variations de prix dans un pays donné au cours du temps; les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont employées pour éliminer les effets des écarts de niveaux de prix entre pays à un moment donné.

Définition

Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui permettent d'égaliser les niveaux de prix entre pays. Les parités de pouvoir d'achat qui figurent ci-après sont calculées en comparant les prix d'un panier commun de quelque 2 500 biens et services dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ne sont pas tenus d'indiquer le prix de chacun des articles de ce panier, car certains peuvent s'avérer difficiles à trouver dans tel ou tel pays, mais ce panier commun a été composé de telle sorte que chaque pays puisse déterminer les prix d'un large éventail de biens et services représentatifs de son marché.

En bref

Au cours de la période 1995-2008, les fluctuations des PPA et celles des taux de change ont été rarement similaires, et même quand elles ont varié dans le même sens, elles n'avaient pas la même amplitude – voir par exemple l'Irlande et la République tchèque.

Les taux de change sont parfois utilisés pour convertir dans une monnaie commune le PIB d'économies utilisant des monnaies différentes. Toutefois, les comparaisons de PIB fondées sur les taux de change ne reflètent pas les volumes réels de biens et services composant les PIB des pays comparés. Pour bon nombre des pays à bas revenu, les différences entre le PIB converti au moyen des taux de change et le PIB réel converti à l'aide des PPA sont considérables. Pour la Turquie et le Mexique, par exemple, l'écart entre les estimations pour 2008 du PIB converti à l'aide de la PPA et du PIB converti à l'aide du taux de change dépasse 35 %. Pour l'Inde la différence est de plus de 180 %. En général, l'utilisation des taux de change conduit à sous-estimer le PIB réel des pays à faible revenu et à surestimer le PIB réel des pays à revenu élevé.

Les indices de niveau de prix correspondent au rapport entre PPA estimées pour 2008 et taux de change de la même année, la valeur 100 étant fixée pour la zone OCDE. En général, il existe une corrélation positive entre les niveaux de revenu et les niveaux de prix. Ainsi, le Danemark, la Norvège et la Suisse – les trois pays de l'OCDE qui ont le plus haut revenu par habitant – affichaient les niveaux de prix les plus élevés en 2008, dépassant de 40 %, voire plus la moyenne de l'OCDE, tandis que l'Inde avait des niveaux de prix égaux à environ 35 % de la moyenne de l'OCDE.

Les biens et services dont les prix doivent être déterminés sont tous ceux qui font partie de la dépense finale, à savoir la consommation des ménages, les services rendus par les administrations publiques, la formation de capital et les exportations nettes. Les prix des différents articles sont ensuite pondérés selon leurs poids relatifs dans la dépense finale totale afin d'obtenir les PPA du PIB indiquées ci-après.

Comparabilité

Les PPA indiquées ci-après ont été calculées conjointement par l'OCDE et l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) sur la base de procédures courantes. En consultation avec leurs pays membres, l'OCDE et Eurostat examinent de façon continue les questions méthodologiques et apportent régulièrement des améliorations.

Source

- OCDE (2008), *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles : Année de référence 2005*, Édition 2007, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud : FMI (2009), *World Economic Outlook (WEO)*, FMI, Washington, DC.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Schreyer, P. et F. Koechlin (2002), « Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 3, mars, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Séminaire Banque mondiale-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat, www.oecd.org/std/ppp/seminar2001.
- OCDE, Parités de pouvoir d'achat, www.oecd.org/std/ppp.



Parités de pouvoir d'achat
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	1.006	0.994	0.990	0.988	0.975	0.967	0.955	0.942	0.918	0.896	0.867	0.858	0.851	0.858
Australie	1.32	1.33	1.32	1.31	1.30	1.31	1.33	1.34	1.35	1.37	1.39	1.41	1.42	1.48
Autriche	0.935	0.931	0.924	0.918	0.917	0.900	0.917	0.896	0.885	0.874	0.886	0.877	0.885	0.893
Belgique	0.912	0.913	0.912	0.925	0.921	0.891	0.886	0.865	0.879	0.896	0.900	0.905	0.910	0.912
Canada	1.22	1.21	1.21	1.19	1.19	1.23	1.22	1.23	1.23	1.23	1.21	1.21	1.21	1.23
Corée	691	713	733	767	755	745	757	770	794	796	789	763	757	762
Danemark	8.48	8.45	8.43	8.39	8.47	8.41	8.47	8.30	8.54	8.40	8.59	8.53	8.53	8.59
Espagne	0.710	0.719	0.719	0.719	0.733	0.734	0.740	0.733	0.753	0.759	0.765	0.754	0.745	0.759
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	0.99	1.01	1.00	1.01	0.98	0.98	0.97	0.96	0.97
France	0.994	0.989	0.974	0.967	0.960	0.939	0.919	0.905	0.938	0.940	0.923	0.925	0.915	0.919
Grèce	0.574	0.605	0.630	0.662	0.681	0.678	0.671	0.660	0.689	0.695	0.714	0.716	0.728	0.736
Hongrie	61.7	73.2	85.0	94.2	101.1	107.9	110.7	114.9	120.6	126.3	128.6	131.6	134.7	134.0
Irlande	0.824	0.828	0.853	0.882	0.930	0.962	0.993	1.004	1.015	1.006	1.010	1.008	0.981	0.986
Islande	73.1	75.0	74.5	77.2	79.7	84.3	88.9	91.3	94.5	94.2	99.1	109.8	115.1	125.1
Italie	0.789	0.810	0.816	0.808	0.818	0.817	0.808	0.845	0.854	0.873	0.867	0.854	0.840	0.840
Japon	175	170	168	167	162	155	149	144	140	134	130	124	120	116
Luxembourg	0.950	0.948	0.958	0.948	0.941	0.940	0.948	0.934	0.942	0.923	0.953	0.937	0.947	0.951
Mexique	2.93	3.76	4.35	4.96	5.63	6.10	6.31	6.55	6.81	7.21	7.13	7.37	7.49	7.82
Norvège	9.17	9.05	9.09	9.39	9.33	9.13	9.18	9.11	9.12	8.99	8.90	8.90	8.99	9.10
Nouvelle-Zélande	1.46	1.47	1.46	1.45	1.43	1.44	1.47	1.47	1.50	1.51	1.54	1.52	1.54	1.56
Pays-Bas	0.916	0.910	0.910	0.906	0.907	0.893	0.906	0.902	0.927	0.909	0.896	0.889	0.877	0.883
Pologne	1.18	1.36	1.52	1.66	1.74	1.84	1.86	1.83	1.84	1.86	1.87	1.89	1.89	1.93
Portugal	0.649	0.661	0.672	0.693	0.697	0.700	0.706	0.708	0.706	0.716	0.684	0.678	0.679	0.673
République slovaque	0.433	0.444	0.455	0.470	0.501	0.526	0.522	0.528	0.555	0.572	0.566	0.569	0.563	0.562
République tchèque	11.1	12.0	12.7	13.9	14.1	14.2	14.2	14.3	14.0	14.3	14.3	14.4	14.3	14.4
Royaume-Uni	0.641	0.642	0.635	0.645	0.653	0.636	0.627	0.628	0.641	0.632	0.636	0.642	0.656	0.662
Suède	9.38	9.26	9.30	9.37	9.29	9.14	9.35	9.35	9.34	9.10	9.38	9.31	9.10	9.26
Suisse	1.98	1.94	1.89	1.88	1.87	1.85	1.84	1.77	1.78	1.75	1.74	1.70	1.64	1.64
Turquie	0.025	0.043	0.076	0.131	0.202	0.283	0.428	0.613	0.774	0.812	0.831	0.868	0.898	0.958
Afrique du Sud	2.34	2.48	2.64	2.81	2.96	3.15	3.32	3.61	3.70	3.81	3.87	4.02	4.26	4.63
Brésil	0.69	0.79	0.84	0.86	0.92	0.96	1.02	1.11	1.23	1.30	1.36	1.39	1.41	1.46
Chili	264	266	273	275	278	285	289	296	307	320	334	363	371	364
Chine	3.32	3.46	3.46	3.39	3.30	3.29	3.29	3.25	3.27	3.40	3.45	3.46	3.61	3.79
Estonie	4.76	5.79	6.27	6.71	6.95	7.12	7.46	7.47	7.53	7.60	7.85	8.34	8.83	9.08
Fédération de Russie	1.72	2.45	2.78	3.26	5.54	7.32	8.32	9.27	9.89	11.55	12.74	14.29	15.79	18.42
Inde	11.0	11.3	12.2	13.1	13.4	13.6	13.8	14.0	14.2	14.5	14.7	14.8	15.1	15.9
Indonésie	1 136	1 211	1 340	2 322	2 612	2 775	3 102	3 233	3 338	3 531	3 934	4 347	4 703	5 446
Israël	3.11	3.36	3.57	3.79	3.50	3.44	3.42	3.46	3.63	3.53	3.72	3.67	3.56	3.56
Slovénie	0.399	0.434	0.461	0.485	0.511	0.532	0.565	0.588	0.615	0.611	0.612	0.623	0.645	0.659

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/824816616030>

Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1998-2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818848163281>



Indices de niveaux de prix

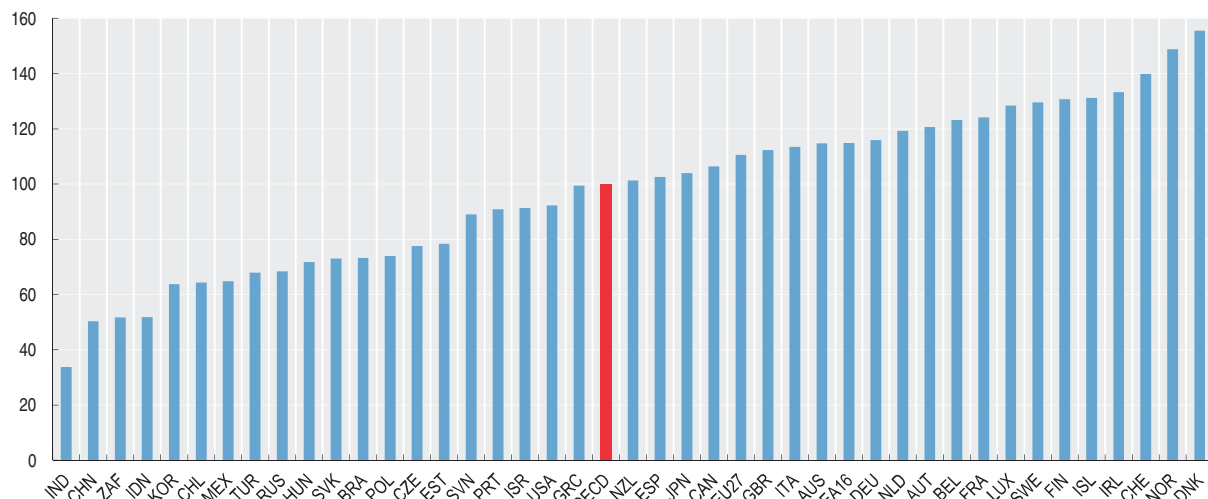
OCDE = 100

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	121	119	110	112	105	95	96	98	106	109	106	106	111	116
Australie	86	95	97	84	85	81	77	80	90	98	104	105	114	115
Autriche	113	111	103	104	99	88	92	93	102	106	108	109	116	121
Belgique	110	110	102	105	100	88	89	90	102	109	110	112	119	123
Canada	78	82	86	82	81	88	88	87	90	92	98	105	107	106
Corée	79	82	76	56	64	70	66	68	68	68	76	79	78	64
Danemark	134	134	126	128	123	111	114	117	133	137	140	142	149	155
Espagne	84	87	81	82	79	72	74	77	87	92	93	93	97	103
États-Unis	88	92	99	102	102	107	112	111	102	98	98	99	95	92
Finlande	120	120	113	114	108	98	101	105	117	118	119	121	125	131
France	115	117	108	110	104	92	92	94	108	114	113	115	119	124
Grèce	74	79	78	78	77	67	67	69	80	84	87	89	95	99
Hongrie	43	44	45	45	43	41	43	49	55	61	63	62	70	72
Irlande	92	96	101	101	101	94	99	105	117	122	123	125	128	133
Islande	100	104	104	111	112	114	102	110	126	131	154	155	171	131
Italie	83	94	92	92	89	80	81	88	99	106	106	106	110	113
Japon	164	144	137	130	144	153	137	127	123	121	115	106	97	104
Luxembourg	115	114	107	108	102	92	95	97	109	112	116	116	124	128
Mexique	40	46	54	56	60	69	76	75	65	62	64	67	65	65
Norvège	128	129	127	127	121	111	114	126	132	130	135	137	146	149
Nouvelle-Zélande	85	93	95	79	77	70	69	75	89	98	106	97	108	101
Pays-Bas	111	109	102	103	98	88	91	94	107	110	109	110	114	119
Pologne	43	46	46	49	45	45	51	50	48	50	57	60	65	74
Portugal	76	79	76	79	75	69	71	74	82	87	83	84	89	91
République slovaque	39	40	40	41	37	37	36	39	47	52	54	57	65	73
République tchèque	37	41	40	44	42	39	42	48	51	54	59	63	67	78
Royaume-Uni	89	92	103	109	107	103	101	104	107	113	113	117	125	112
Suède	116	127	120	120	114	106	101	106	118	121	123	125	128	130
Suisse	148	145	129	132	127	117	122	126	135	138	137	134	130	140
Turquie	47	48	49	51	49	48	39	45	53	56	61	60	66	68
Total UE27	97	99	96	98	94	85	86	89	98	102	102	103	108	111
Total OCDE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Afrique du Sud	57	53	56	52	49	48	43	38	50	58	60	59	58	52
Brésil	66	72	77	76	52	56	48	42	41	43	55	63	69	73
Chili	59	59	64	61	56	56	51	48	45	51	58	68	68	64
Chine	35	38	41	42	40	42	44	44	40	40	41	43	45	50
Estonie	37	44	45	49	48	45	48	50	56	59	61	66	74	78
Fédération de Russie	33	44	47	34	23	28	32	33	33	39	44	52	59	68
Inde	30	29	33	32	32	32	33	32	31	31	33	32	35	34
Indonésie	45	48	45	24	34	35	34	38	40	39	40	47	49	52
Israël	91	97	102	102	86	90	91	81	82	77	81	81	83	91
Slovénie	71	71	68	71	68	61	62	65	73	74	75	77	84	89

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825027465851>

Indices de niveaux de prix

OCDE = 100, année 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/818868164248>

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS

Les taux de change effectifs sont une mesure sommaire des évolutions des taux de change d'un pays vis-à-vis de ses partenaires commerciaux. En plus des indices de taux de change nominaux, qui reflètent uniquement l'évolution des taux de change de marché, cette section montre aussi deux indicateurs des taux de change effectifs réels, c'est-à-dire les variations des prix des biens de consommation ou des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier d'un pays donné par rapport à ceux de ses concurrents. Ces indicateurs permettent une vaste interprétation de la compétitivité des prix d'un pays. Cette compétitivité est à son tour un déterminant majeur de la capacité des pays à augmenter la productivité, stimuler l'innovation et améliorer le niveau de vie.

Définition

On calcule les indices de taux de change effectifs nominaux en comparant, pour chaque pays, la variation de son propre taux de change, par rapport au dollar des États-Unis, à une moyenne pondérée des variations des taux de change de ses concurrents (également par rapport au dollar des États-Unis). Les variations des taux de change des concurrents sont pondérées au moyen d'une matrice qui mesure l'importance du commerce bilatéral de l'année en cours.

Les deux autres indicateurs des taux de change effectifs réels, à savoir les indices de prix relatifs à la consommation et les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, prennent en compte non seulement l'évolution des taux de change du marché, mais aussi les variations des prix relatifs (en utilisant, respectivement, les prix à la consommation et les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier).

En bref

Depuis 2000, l'Allemagne et l'Italie ont connu des taux de change effectifs nominaux plus élevés, tandis que les États-Unis ont enregistré une dépréciation continue en termes effectifs. Depuis 2007, les taux de change effectifs nominaux se sont sensiblement dépréciés au Royaume-Uni, tandis qu'ils ont progressé au Japon.

Les variations des taux de change effectifs réels ont généralement suivi des variations affectant les taux de change du marché. À en juger par leurs coûts unitaires de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, on note une progression significative de la compétitivité du Japon, et dans une moindre mesure des États-Unis, de l'Allemagne et de la France. Depuis l'an 2000, le taux de change de l'Italie a augmenté de plus de 50 % en termes réels. Le Royaume-Uni a connu une progression similaire qui a été en partie annulée par la suite.

Les fluctuations des prix relatifs à la consommation indiquent une appréciation effective réelle en Italie mais aussi, dans une moindre mesure au Royaume-Uni et aux États-Unis, ainsi qu'une dépréciation au Japon, en Allemagne et en France. Les changements dans les prix relatifs à la consommation sont toutefois une mesure médiocre de la compétitivité d'un pays, dans la mesure où leurs fluctuations reflètent également des tendances concernant les prix des biens non cessibles.

La variation des prix relatifs à la consommation d'un pays donné entre deux années est mesurée en comparant la variation de l'indice des prix à la consommation dudit pays (converti en dollars des États-Unis au taux de change du marché) à une moyenne pondérée des variations des indices des prix à la consommation de ses concurrents (également exprimés en dollars des États-Unis). La moyenne pondérée des prix à la consommation des concurrents est calculée au moyen d'une matrice de l'année en cours qui montre l'importance du commerce bilatéral. Les variations de l'indice des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier sont calculées de la même manière.

Une augmentation de ces indices dénote une dégradation de la compétitivité du pays considéré. Il convient de noter que ces indices montrent uniquement l'évolution de la compétitivité internationale de chaque pays dans le temps, et que les différences entre pays concernant le niveau des indices n'ont aucune signification.

Comparabilité

Les trois indices présentés ici sont tous élaborés selon la même procédure, ce qui garantit un haut degré de comparabilité d'un pays à l'autre et au cours du temps.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Durand, M., C. Madaschi et F. Terribile (1998), *Trends in OECD Countries' International Competitiveness, Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 195, OCDE, Paris.
- Durand, M., J. Simon et C. Webb (1992), *OECD's Indicators of International Trade and Competitiveness, Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 120, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Statistiques des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des *Perspectives économiques*, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Taux de change effectifs nominaux

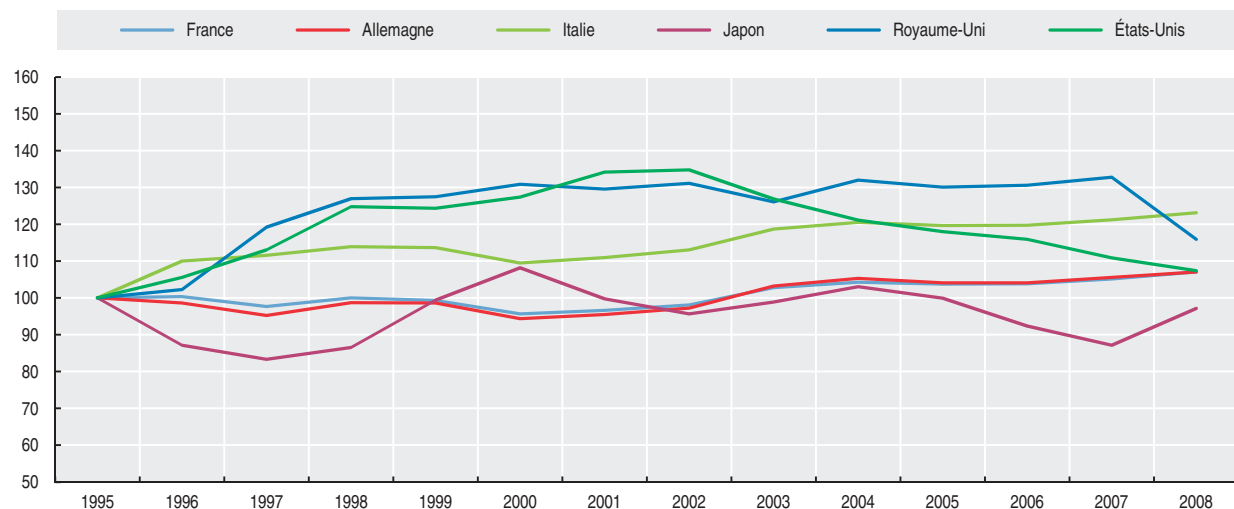
Année 2005 = 100

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	96.0	94.7	91.5	94.8	94.7	90.6	91.7	93.4	99.2	101.1	100.0	100.0	101.4	102.8
Australie	86.6	94.9	96.1	89.4	89.7	83.3	78.1	80.9	90.4	97.6	100.0	98.5	104.7	102.4
Autriche	97.9	97.0	95.1	97.0	97.7	95.5	95.9	96.5	99.7	100.7	100.0	100.1	100.6	101.1
Belgique	98.4	96.8	92.9	95.2	94.9	91.2	92.3	93.9	98.8	100.5	100.0	100.1	101.4	103.6
Canada	85.2	86.8	87.0	82.9	82.7	83.5	81.0	79.7	88.1	93.5	100.0	106.6	111.5	111.2
Corée	113.2	115.0	106.4	77.0	88.4	94.7	87.5	90.4	89.8	89.8	100.0	107.9	107.2	86.5
Danemark	97.4	96.5	94.2	96.6	96.0	92.1	93.8	95.1	99.6	100.9	100.0	99.9	101.1	103.3
Espagne	99.2	100.1	96.1	97.3	96.4	93.5	94.5	95.9	99.4	100.5	100.0	100.1	101.0	102.7
États-Unis	84.7	89.5	95.8	105.8	105.4	108.0	113.7	114.2	107.5	102.7	100.0	98.3	93.9	91.0
Finlande	93.0	90.7	88.7	91.3	93.9	89.7	91.6	93.5	98.9	100.8	100.0	99.8	101.4	104.0
France	96.4	96.7	94.1	96.4	95.7	92.2	93.1	94.6	99.0	100.5	100.0	100.1	101.3	103.2
Grèce	104.8	103.1	101.3	98.2	98.6	92.1	93.0	94.7	99.3	100.9	100.0	100.0	101.4	103.7
Hongrie	137.8	117.4	108.7	98.5	94.9	90.0	91.8	98.1	97.5	99.5	100.0	93.6	99.1	99.7
Irlande	96.8	99.3	99.1	96.2	93.4	87.0	88.1	90.2	98.0	100.2	100.0	100.2	102.7	107.8
Islande	90.1	89.6	91.6	94.1	95.6	96.6	82.3	84.9	88.9	89.9	100.0	89.5	90.5	66.1
Italie	83.6	92.0	93.2	95.2	95.0	91.6	92.7	94.5	99.2	100.8	100.0	100.1	101.3	102.9
Japon	100.1	87.3	83.4	86.6	99.5	108.3	99.9	95.7	99.0	103.1	100.0	92.5	87.2	97.3
Luxembourg	100.1	99.0	96.8	97.8	97.5	94.8	95.2	96.2	99.5	100.6	100.0	100.0	101.1	101.9
Mexique	164.4	139.6	137.0	121.7	116.1	118.6	121.9	118.3	103.3	97.2	100.0	99.4	97.5	95.1
Norvège	94.5	94.6	95.5	92.7	92.4	90.5	93.4	101.4	99.2	95.8	100.0	99.4	100.9	100.9
Nouvelle-Zélande	86.1	91.6	93.8	84.2	81.3	73.7	72.7	78.7	89.5	95.5	100.0	92.3	98.6	92.1
Pays-Bas	96.5	95.2	90.7	93.8	93.6	88.8	90.0	92.1	98.3	100.7	100.0	100.0	101.8	103.9
Pologne	118.4	110.4	102.5	100.3	93.6	96.5	106.3	101.7	91.4	89.5	100.0	103.0	106.5	115.7
Portugal	100.0	99.6	98.2	98.2	97.6	95.3	96.2	97.2	99.8	100.5	100.0	100.0	100.7	101.9
République slovaque	91.2	92.0	96.2	96.1	89.3	90.8	88.6	89.0	94.1	98.1	100.0	103.0	113.5	121.6
République tchèque	79.5	80.8	78.4	79.7	79.4	80.4	84.5	94.1	93.8	94.1	100.0	105.0	107.2	119.6
Royaume-Uni	76.9	78.6	91.7	97.6	98.0	100.7	99.6	100.8	97.0	101.5	100.0	100.4	102.1	89.2
Suède	95.2	104.8	101.5	101.2	101.0	101.3	93.1	95.3	100.8	102.6	100.0	100.3	101.5	99.7
Suisse	94.0	92.8	87.6	91.3	92.0	90.4	94.1	98.8	100.4	100.8	100.0	98.5	95.8	101.1
Turquie	2 625.3	1 539.7	915.3	550.5	363.4	265.0	149.1	110.7	97.5	95.0	100.0	93.1	95.0	91.2
Zone euro	90.1	92.0	86.1	91.2	90.2	82.1	84.1	87.3	97.9	101.6	100.0	100.1	103.1	107.1
Brésil	223.5	208.7	207.4	202.1	130.4	134.8	109.0	96.7	83.2	83.4	100.0	111.0	119.6	125.0
Chine	86.0	89.7	95.5	103.5	103.0	104.7	109.9	109.7	104.2	100.3	100.0	102.4	104.7	112.1
Fédération de Russie	509.2	479.6	478.9	383.9	126.2	122.0	123.0	111.0	100.1	99.1	100.0	103.0	101.8	99.0
Inde	115.8	109.5	116.1	111.0	109.4	110.7	110.3	105.4	101.3	98.7	100.0	96.0	99.6	92.1
Indonésie	366.7	374.6	344.3	106.1	129.5	123.7	108.1	118.1	120.4	110.2	100.0	104.3	100.0	90.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825033285632>

Taux de change effectifs nominaux

Année 1995 = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820024628626>

Taux de change effectifs réels basés sur l'Indice des prix à la consommation

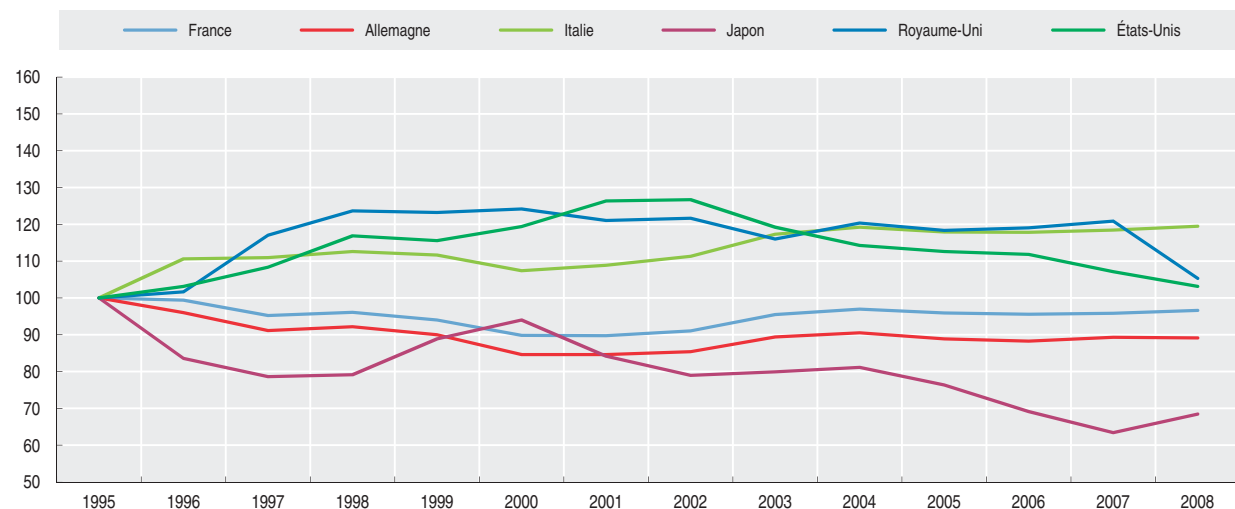
Année 2005 = 100

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	112.5	108.0	102.5	103.7	101.3	95.2	95.2	96.1	100.6	101.9	100.0	99.3	100.5	100.3
Australie	82.0	89.7	88.8	81.2	81.7	78.1	75.1	79.4	89.7	97.1	100.0	99.9	106.0	104.0
Autriche	105.7	103.3	99.6	99.8	98.7	96.3	96.5	96.9	99.6	100.5	100.0	99.4	99.7	99.9
Belgique	103.3	100.7	95.5	96.4	95.1	91.4	92.3	93.7	98.1	99.8	100.0	99.7	100.4	103.3
Canada	89.5	89.5	88.8	83.8	83.2	83.7	81.1	80.4	89.4	94.3	100.0	105.6	109.7	107.5
Corée	95.4	98.8	92.7	70.4	80.3	86.5	81.9	86.3	87.6	89.0	100.0	108.2	107.4	87.1
Danemark	97.5	96.1	93.6	95.8	95.8	92.5	93.9	95.7	100.4	101.0	100.0	99.7	100.2	101.8
Espagne	92.1	93.6	89.3	90.3	90.2	88.2	90.3	92.7	97.3	99.3	100.0	101.5	103.0	105.1
États-Unis	88.8	91.6	96.2	103.8	102.6	106.0	112.2	112.5	105.9	101.5	100.0	99.3	95.1	91.6
Finlande	109.3	102.9	99.2	100.8	100.7	96.4	97.7	98.8	102.8	102.6	100.0	99.0	100.2	102.0
France	104.2	103.6	99.2	100.1	98.0	93.6	93.5	94.9	99.5	101.0	100.0	99.6	99.9	100.7
Grèce	92.3	94.9	95.6	94.1	94.6	88.5	89.4	92.0	97.5	99.6	100.0	100.9	102.5	104.7
Hongrie	67.1	67.8	72.0	72.4	74.5	75.6	81.8	90.1	92.0	98.0	100.0	95.3	106.2	108.8
Irlande	87.9	89.3	88.5	86.5	83.8	80.7	83.9	88.5	97.6	100.0	100.0	101.8	106.9	112.8
Islande	77.4	76.8	78.5	80.5	82.8	86.0	76.4	81.7	85.9	88.1	100.0	93.7	97.5	76.4
Italie	84.8	93.8	94.1	95.5	94.7	91.1	92.3	94.4	99.5	101.1	100.0	99.9	100.4	101.3
Japon	130.9	109.4	102.9	103.6	116.3	123.1	110.2	103.4	104.6	106.2	100.0	90.5	83.0	89.6
Luxembourg	102.4	99.9	96.3	96.3	95.6	93.6	94.3	95.5	99.0	100.2	100.0	100.9	102.3	103.2
Mexique	67.8	75.7	87.5	88.4	96.7	105.1	112.1	112.5	100.4	96.4	100.0	100.0	99.1	97.5
Norvège	94.1	93.0	94.0	91.7	92.2	91.1	94.7	102.1	100.5	96.0	100.0	99.9	99.7	99.7
Nouvelle-Zélande	86.4	91.7	93.2	83.1	79.1	71.8	71.0	77.8	88.4	94.6	100.0	93.2	99.7	93.2
Pays-Bas	98.1	95.4	90.1	92.8	92.2	87.3	89.9	93.4	99.9	101.4	100.0	99.0	99.8	100.2
Pologne	74.6	80.1	82.8	88.2	85.7	94.5	106.6	101.8	90.3	89.4	100.0	102.2	105.6	115.2
Portugal	94.1	94.0	92.8	93.6	93.7	91.8	94.1	96.3	99.9	100.7	100.0	100.6	101.2	101.2
République slovaque	66.8	66.7	70.3	70.8	69.9	77.1	78.1	79.1	89.1	97.6	100.0	105.4	116.1	125.7
République tchèque	67.7	72.1	73.3	80.3	79.2	80.8	86.2	95.8	93.7	94.3	100.0	105.5	108.3	123.9
Royaume-Uni	84.5	85.9	98.9	104.5	104.1	104.9	102.3	102.8	98.0	101.7	100.0	100.6	102.1	89.0
Suède	108.6	116.9	111.0	108.1	106.1	104.6	96.0	98.5	104.1	104.3	100.0	99.5	100.5	98.1
Suisse	110.6	106.6	98.2	100.5	99.3	96.5	98.8	102.6	102.8	101.9	100.0	97.4	93.2	97.2
Turquie	66.5	67.2	71.6	79.0	83.1	92.9	75.8	82.6	87.0	89.9	100.0	99.6	107.9	109.4
Zone euro	104.0	102.6	93.4	95.8	92.5	83.4	85.0	88.3	98.7	102.1	100.0	99.6	101.8	103.8
Afrique du Sud	..	..	110.5	102.3	96.4	94.1	83.1	71.7	93.4	99.5	100.0	94.9	88.2	77.1
Brésil	124.7	130.9	135.0	132.6	88.3	95.8	83.5	80.0	77.1	80.5	100.0	112.3	121.7	128.4
Chine	87.3	93.9	99.1	103.6	100.9	102.6	107.8	106.7	101.9	100.1	100.0	101.8	106.8	116.5
Fédération de Russie	74.1	98.2	107.0	94.4	61.0	69.0	81.7	83.2	83.5	89.7	100.0	110.7	116.2	123.9
Inde	85.1	84.8	93.4	98.0	98.1	100.8	101.7	100.0	97.9	96.9	100.0	99.3	106.9	101.6
Indonésie	122.8	132.0	125.2	59.7	87.2	85.0	81.8	99.3	106.4	101.4	100.0	115.9	115.4	110.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/825060786731>

Taux de change effectifs réels basés sur l'Indice des prix à la consommation

Année 1995 = 100



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/820030485023>

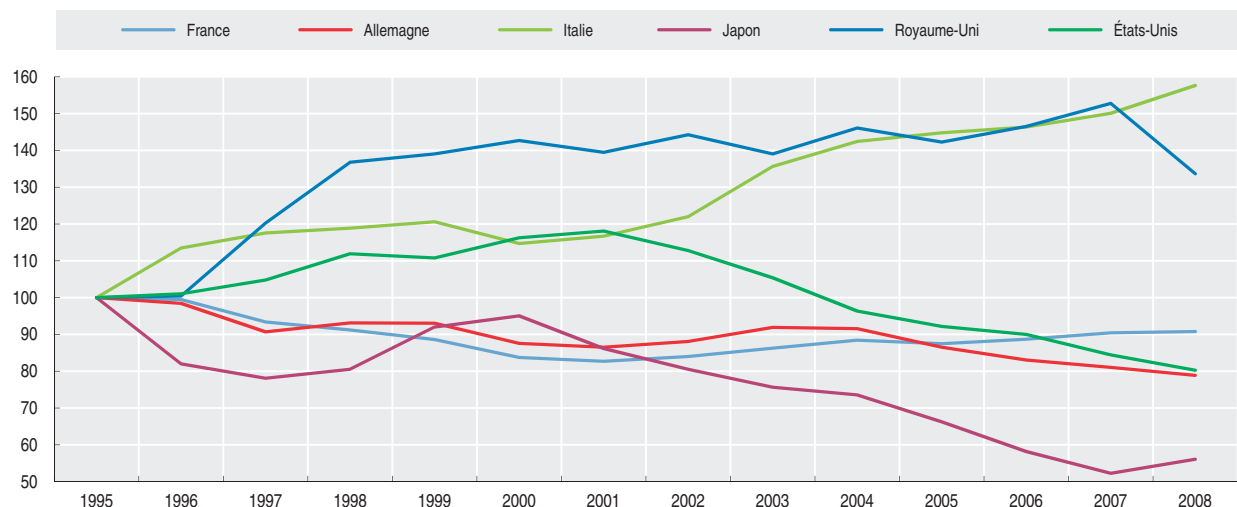

Taux de change effectifs réels basés sur les coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière

Année 2005 = 100

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	115.6	113.7	104.8	107.6	107.5	101.2	100.0	101.8	106.2	105.8	100.0	95.9	93.6	91.1
Australie	72.1	80.1	80.9	74.1	78.3	73.3	67.7	71.2	81.9	92.0	100.0	101.1	108.6	107.3
Autriche	107.8	102.4	99.6	101.2	100.1	94.7	94.2	95.0	98.6	100.0	100.0	97.9	97.6	96.9
Belgique	104.5	100.0	92.6	93.5	94.6	89.8	91.9	93.9	99.1	100.0	100.0	100.6	102.5	104.1
Canada	72.6	76.0	75.8	71.7	71.3	68.4	69.3	71.1	81.7	91.0	100.0	107.7	114.3	115.1
Corée	114.7	124.2	109.7	76.2	80.0	85.2	80.1	84.7	84.0	87.0	100.0	104.5	101.4	75.9
Danemark	83.5	84.9	82.3	85.7	86.4	83.6	85.6	89.2	95.4	98.0	100.0	101.8	105.5	111.0
Espagne	86.4	88.4	86.5	86.9	85.2	84.5	85.7	88.0	93.6	97.2	100.0	102.4	104.9	110.4
États-Unis	108.5	109.6	113.6	121.4	120.2	126.1	128.1	122.3	114.3	104.5	100.0	97.6	91.6	87.0
Finlande	127.2	118.8	112.2	113.3	113.5	101.7	101.0	98.8	101.1	101.4	100.0	94.8	89.9	90.6
France	114.4	113.8	106.8	104.3	101.3	95.7	94.6	96.0	98.6	101.1	100.0	101.4	103.4	103.8
Grèce	113.1	115.8	124.0	119.0	115.5	107.7	104.9	126.1	127.1	120.1	100.0	100.0	105.2	107.4
Hongrie	94.6	87.4	86.1	80.1	77.3	79.9	86.4	92.8	90.2	96.9	100.0	92.3	98.0	102.4
Irlande	122.6	122.1	116.1	105.1	97.5	89.8	87.0	82.1	90.7	94.4	100.0	97.7	94.4	100.0
Islande	60.9	60.7	64.1	70.0	77.7	84.4	73.8	78.3	82.6	85.3	100.0	97.4	104.3	77.8
Italie	69.1	78.4	81.2	82.1	83.3	79.2	80.6	84.3	93.7	98.4	100.0	101.1	103.7	108.9
Japon	151.0	123.7	117.8	121.5	138.8	143.5	130.1	121.5	114.2	111.0	100.0	87.8	78.9	84.6
Luxembourg	100.5	98.9	93.7	90.0	86.4	85.6	90.4	91.2	94.2	95.5	100.0	110.8	110.8	118.8
Mexique	55.7	59.0	70.1	72.0	82.3	95.4	106.2	111.6	99.9	96.5	100.0	100.5	98.7	94.5
Norvège	76.4	75.8	80.1	79.7	86.4	88.4	91.4	101.8	96.7	93.3	100.0	108.8	115.1	116.0
Nouvelle-Zélande	71.8	78.3	81.2	73.5	70.5	62.2	63.8	69.5	80.6	89.1	100.0	96.1	105.1	99.7
Pays-Bas	97.5	94.3	91.5	95.1	94.7	88.2	89.9	93.5	101.3	102.8	100.0	99.0	100.4	103.0
Pologne	111.2	118.4	122.2	129.4	123.5	126.7	131.2	115.3	94.2	88.8	100.0	97.2	96.7	102.1
Portugal	94.2	91.1	89.7	92.5	94.6	93.1	93.3	95.0	96.6	98.3	100.0	101.5	98.9	98.2
République slovaque	93.8	98.0	117.4	107.1	99.2	116.1	103.7	103.8	104.0	100.2	100.0	104.6	108.5	124.7
République tchèque	67.8	73.8	74.5	83.5	76.8	75.5	85.4	96.8	100.9	98.5	100.0	101.3	101.9	113.7
Royaume-Uni	70.3	70.6	84.5	96.1	97.7	100.3	98.0	101.4	97.7	102.7	100.0	103.0	107.4	93.9
Suède	124.6	141.0	131.7	124.2	115.2	115.9	111.5	107.8	110.1	105.9	100.0	94.6	99.0	100.0
Suisse	91.2	87.8	82.7	85.4	86.8	86.4	91.9	97.8	99.4	98.7	100.0	99.6	98.4	103.6
Turquie	69.8	68.2	76.8	83.8	108.1	116.3	88.1	89.5	87.2	90.3	100.0	96.8	102.5	103.2
Zone euro	105.3	106.0	95.7	97.2	95.6	84.8	84.4	88.8	100.0	103.7	100.0	98.5	99.4	102.1
Brésil	154.4	162.2	160.7	152.5	94.3	98.9	82.8	77.0	72.6	78.6	100.0	111.9	121.8	132.0
Indonésie	167.2	164.0	159.0	46.4	71.0	72.7	82.7	98.2	104.8	102.1	100.0	115.2	110.0	100.9
Fédération de Russie	71.8	103.6	113.8	101.8	44.0	57.5	78.2	83.3	83.7	93.3	100.0	116.0	134.1	151.8

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825118704336>
Taux de change effectifs réels basés sur les coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière

Année 2005 = 100


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820042662806>





ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PAR HABITANT

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

PRODUCTION ET PRIX DE L'ÉNERGIE

PRODUCTION D'ÉNERGIE

PRODUCTION DE PÉTROLE

PRIX DU PÉTROLE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

L'analyse des problèmes énergétiques nécessite une présentation exhaustive des données fondamentales de l'offre et de la demande de toute la gamme des combustibles sous une forme qui facilite les comparaisons de la contribution des différents combustibles à l'économie et de leur interdépendance à travers la transformation d'un combustible en une autre forme de combustible. Cette présentation est adaptée à l'étude des possibilités de substitution et d'économie d'énergie et aux prévisions énergétiques.

Définition

Le tableau présente les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP). Les ATEP correspondent à la production plus les importations moins les exportations moins les soutes internationales plus ou moins les variations des stocks. Il est à noter que, dès cette année, les soutes de l'aviation internationale sont soustraites de l'approvisionnement de la même manière que les soutes maritimes internationales. La méthode adoptée par l'AIE pour établir les bilans énergétiques repose sur le pouvoir calorifique des produits énergétiques et sur une unité de compte commune. L'unité adoptée est la tonne d'équivalent pétrole (tep) définie comme étant égale à 10^7 kilocalories (41.868 gigajoules). Cette quantité d'énergie équivaut, à quelques points de pourcentage près, au pouvoir calorifique net d'une tonne de pétrole brut. Pour chaque combustible, la différence entre le pouvoir calorifique « net » et « brut » correspond à la chaleur latente de vaporisation de

l'eau produite pendant la combustion. Pour le charbon et le pétrole, le pouvoir calorifique net représente 5 % de moins que le pouvoir calorifique brut et, pour la plupart des types de gaz naturel ou manufacturé, la différence est de 9 à 10 %. Pour l'électricité, il n'y a pas de différence. Les bilans énergétiques de l'AIE sont établis à l'aide de la méthode du contenu énergétique physique pour calculer l'équivalent en énergie primaire. Les prévisions de l'offre et de la demande fournies dans le tableau ont été obtenues pour le scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*, lequel repose sur l'hypothèse de la poursuite des politiques actuelles. *World Energy Outlook* propose aussi un scénario de stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre à 450 parties par million d'équivalent CO₂ (ce qui permettrait de limiter le réchauffement à 2 °C environ).

Comparabilité

Bien que tout soit mis en œuvre pour garantir l'exactitude des données, leur qualité n'est pas homogène dans l'ensemble des pays et des régions du monde. Dans certains pays, les données proviennent de sources secondaires et l'AIE procède par estimation lorsqu'elles sont incomplètes ou indisponibles. En général, les données relatives à la production et aux échanges devraient être de meilleure qualité que celles relatives aux soutes maritimes internationales et aux variations des stocks. De plus, les statistiques sur les énergies renouvelables thermiques et les déchets sont moins précises que les statistiques classiques sur les échanges d'énergie dans la plupart des pays.

En bref

De 1971 à 2007, les approvisionnements totaux en énergie primaire du monde entier ont augmenté de 117 %, atteignant 12 029 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), ce qui équivaut à un taux de croissance moyen de 2.2 % par an. À titre de comparaison, la population mondiale s'est accrue de 1.6 % par an et le produit intérieur brut (PIB) de 3.5 % par an, en termes réels, au cours de cette période.

La croissance des approvisionnements énergétiques a été relativement constante sur toute la période, hormis en 1974-75 et au début des années 80, suite aux deux premiers chocs pétroliers, et au début des années 90, après l'effondrement de l'Union soviétique. Avec la crise économique actuelle, des indicateurs précoces suggèrent que la croissance de l'approvisionnement en énergie a ralenti en 2008 et pourrait avoir baissé en 2009.

La part de la zone OCDE dans l'approvisionnement mondial en énergie primaire a encore diminué en 2007. L'essor économique de l'Asie a contribué à une forte hausse de la contribution de ce continent hors-OCDE (Chine comprise) à l'approvisionnement énergétique mondial, qui est passée de 13 % en 1971 à 28 % en 2007. Inversement, la part cumulée de l'ex-URSS et des pays européens non membres de l'OCDE a sensiblement diminué à la fin des années 80.

Source

- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *World Energy Outlook 2009*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2008), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Energy Technology Transitions for Industry: Strategies for the Next Industrial Revolution*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *IEA Scoreboard 2009: 35 Key Energy Trends over 35 Years*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Sectoral Approaches in Electricity – Building Bridges to a Safe Climate*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, www.iea.org.



Approvisionnement total en énergie primaire

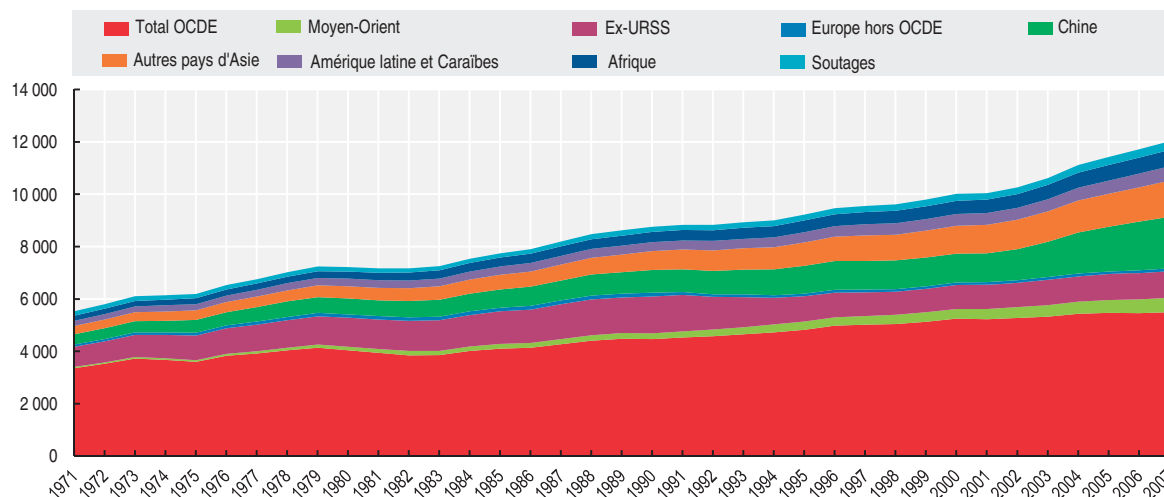
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2030
Allemagne	305.0	351.4	343.3	335.6	337.3	347.4	339.3	342.1	343.5	338.7	341.2	331.3	334.8	..
Australie	51.6	86.2	104.0	106.2	108.9	107.2	110.7	111.6	112.1	120.8	122.6	124.1	129.0	..
Autriche	18.8	24.8	28.7	28.7	28.5	30.2	31.0	32.7	33.0	33.7	34.2	33.2	32.3	..
Belgique	39.7	48.2	57.7	58.2	58.5	58.3	56.4	59.2	58.9	58.7	58.1	57.0	57.8	..
Canada	141.3	208.7	237.3	244.5	251.2	248.1	248.7	261.6	268.2	271.7	269.2	269.4	267.4	..
Corée	17.0	93.1	159.5	176.1	188.9	191.4	201.8	205.7	211.2	210.4	213.8	222.2	227.2	..
Danemark	18.5	17.3	20.0	19.2	18.6	19.1	19.0	20.1	19.4	18.8	20.1	19.6	19.2	..
Espagne	42.6	90.1	110.9	116.2	121.9	125.0	128.9	133.2	139.1	141.8	141.5	144.0	137.8	..
États-Unis	1 587.5	1 913.2	2 162.8	2 220.2	2 283.3	2 239.4	2 269.3	2 264.3	2 311.0	2 323.4	2 302.8	2 339.9	2 297.0	2 396
Finlande	18.2	28.4	32.6	32.5	32.1	32.8	34.5	36.6	36.8	34.0	37.0	36.5	34.8	..
France	158.6	224.5	250.8	250.6	253.2	261.2	261.9	266.7	270.7	271.4	267.7	263.7	266.9	..
Grèce	8.7	21.4	25.6	25.7	27.1	28.0	28.3	29.1	29.7	30.2	30.2	32.2	32.6	..
Hongrie	19.0	28.7	25.7	25.5	25.0	25.6	25.6	26.1	26.2	27.6	27.3	26.7	26.6	..
Irlande	6.7	10.0	12.8	13.1	13.6	14.5	14.7	14.2	14.3	14.4	14.7	15.1	15.1	..
Islande	0.9	2.1	2.6	3.0	3.1	3.2	3.3	3.3	3.4	3.5	4.2	4.9	4.7	..
Italie	105.4	146.7	165.5	167.5	170.7	171.3	171.6	178.5	180.6	182.9	181.1	178.2	174.5	..
Japon	267.5	438.1	499.8	507.5	517.7	509.5	509.0	504.8	520.9	518.9	518.3	513.5	491.1	488
Luxembourg	4.1	3.4	3.0	3.1	3.3	3.4	3.6	3.8	4.2	4.3	4.3	4.2	4.1	..
Mexique	43.0	121.2	143.9	146.9	147.4	149.4	153.8	158.4	163.3	175.2	175.1	184.3	186.3	..
Norvège	13.3	21.0	25.1	26.3	25.4	26.1	24.7	26.9	27.9	28.2	29.1	26.9	31.0	..
Nouvelle-Zélande	6.9	13.3	16.3	17.1	16.8	16.9	17.1	16.5	16.7	16.4	16.6	16.8	17.2	..
Pays-Bas	50.9	65.7	71.9	71.0	73.1	75.3	75.8	78.1	79.2	78.8	76.6	80.4	79.6	..
Pologne	86.1	103.1	95.5	93.0	89.1	89.7	88.9	91.1	91.4	92.4	97.3	97.1	98.4	..
Portugal	6.3	16.7	22.8	24.5	24.7	24.8	25.8	25.1	25.8	26.4	24.7	25.1	24.4	..
République slovaque	14.3	21.3	17.6	17.7	17.7	18.6	18.7	18.6	18.4	18.8	18.6	17.8	18.2	..
République tchèque	45.4	48.8	41.0	38.3	40.3	41.3	41.8	44.4	45.5	44.9	45.9	45.8	45.4	..
Royaume-Uni	208.7	207.2	222.2	222.7	224.0	224.9	219.2	223.2	222.7	222.7	219.4	211.3	207.4	..
Suède	36.0	47.2	51.1	50.1	47.6	50.5	51.8	50.6	52.6	51.6	50.2	50.4	49.7	..
Suisse	16.4	23.8	24.9	24.8	24.5	26.0	25.3	25.5	25.9	25.8	27.0	25.7	26.7	..
Turquie	19.5	52.8	71.7	70.4	76.3	70.4	74.2	77.8	80.9	84.4	93.0	100.0	96.5	..
Total UE27	..	1 636.9	1 687.1	1 673.2	1 685.7	1 725.3	1 720.1	1 760.5	1 777.9	1 778.9	1 778.9	1 758.8	..	1 781
Total OCDE	3 357.9	4 478.2	5 046.5	5 136.2	5 249.7	5 229.6	5 274.6	5 330.0	5 433.2	5 470.7	5 461.8	5 497.1	5 433.7	5 811
Afrique du Sud	45.1	90.9	108.1	108.2	110.3	108.3	104.3	117.1	128.6	126.8	129.2	134.3	..	..
Brésil	69.6	139.5	182.2	187.0	189.2	190.3	195.9	198.9	210.0	215.7	222.9	235.6	..	..
Chili	8.7	13.8	24.7	25.8	26.2	25.6	26.6	26.9	28.9	29.6	30.5	30.8	..	..
Chine	391.7	863.1	1 083.9	1 083.7	1 092.2	1 087.6	1 176.5	1 339.2	1 558.2	1 689.8	1 845.4	1 955.8	..	3 827
Estonie	..	9.6	4.9	4.6	4.5	4.7	4.5	5.0	5.1	5.2	5.0	5.6	..	..
Fédération de Russie	..	870.0	577.8	599.3	610.1	617.3	613.8	635.6	637.5	651.3	670.8	672.1	..	812
Inde	156.2	318.2	423.0	448.4	457.4	463.9	476.2	488.7	516.6	534.1	561.0	594.9	..	1 287
Indonésie	36.1	102.5	132.3	147.6	150.9	157.9	161.1	164.1	171.2	175.2	180.6	190.6	..	..
Israël	5.7	11.6	17.4	17.0	18.4	19.4	19.3	20.0	19.9	20.5	21.2	22.0	..	..
Slovénie	..	5.7	6.4	6.4	6.4	6.7	6.8	6.9	7.1	7.3	7.3	7.3	..	..
Monde	5 533.2	8 761.7	9 614.7	9 805.8	10 018.7	10 050.8	10 271.5	10 628.1	11 122.7	11 425.5	11 720.1	12 029.3	..	16 790

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825128533540>

Approvisionnement total en énergie primaire par région

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820073558273>

INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE

Pour mesurer l'intensité énergétique, la comparer et évaluer ses variations au cours du temps, il est courant d'observer l'évolution du ratio de la consommation d'énergie au PIB. Il convient de noter que l'intensité énergétique est un substitut médiocre de l'efficacité énergétique, dans la mesure où celle-ci dépend de multiples éléments (tels que le climat, la composition de la production, l'externalisation des biens produits par les industries à forte intensité énergétique, etc.) qui ne sont pas pris en compte par la simple mesure, présentée ici, de la contribution de l'énergie au PIB.

Définition

Le tableau montre les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par milliers de dollars des EU de PIB. Ce ratio est calculé en divisant les ATEP annuels de chaque pays par le PIB annuel de chaque pays exprimé aux prix constants de 2000 et converti en dollars des EU en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'année 2000.

Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges, des soutes et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple, les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite avec des combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a déjà été comptabilisé. Les ATEP sont exprimés en tonnes d'équivalent pétrole (l'explication détaillée de la méthode de calcul des ATEP figure dans les sources de l'AIE ci-après).

Comparabilité

La plus grande prudence s'impose lorsque l'on compare les intensités énergétiques de différents pays ou à différentes périodes. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures

En bref

Depuis 1971, de nombreux pays de l'OCDE ont amélioré considérablement l'efficacité des principales utilisations finales de l'énergie, substitué l'électricité à d'autres formes d'énergie, apporté des changements à la production manufacturière et induit certaines modifications de comportement chez les consommateurs. En conséquence, les approvisionnements énergétiques par unité de PIB ont sensiblement diminué, en particulier entre 1979 et 1990.

Ce bilan est à imputer également à la hausse des prix des combustibles, au progrès technologique à long terme ainsi qu'aux programmes publics et aux réglementations en faveur de l'efficacité énergétique.

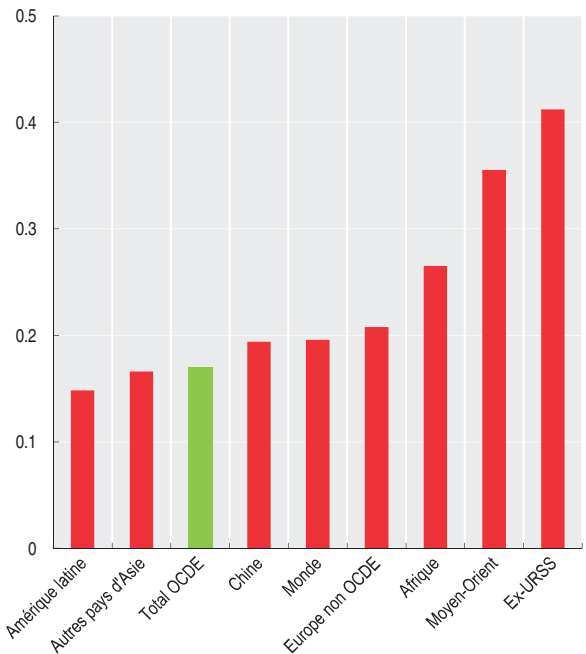
Le ratio des approvisionnements en énergie primaire au PIB (ATEP/PIB) a moins reculé que le ratio de la consommation d'énergie au PIB (CFT/PIB) en raison d'une consommation accrue d'électricité. En effet, les pertes lors de la production d'électricité ont dépassé les économies d'énergie réalisées par certaines utilisations finales, comme les appareils électroménagers.

Le ratio de la consommation d'énergie au PIB varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Indépendamment des prix de l'énergie, les conditions climatiques hivernales sont déterminantes à cet égard, de même que les techniques de transformation des matières premières, les distances sur lesquelles il faut transporter les marchandises, la taille des logements, l'utilisation de modes de transport individuels plutôt que collectifs et d'autres facteurs liés aux modes de vie.

moyennes et la structure économique, ont une influence sur ce ratio. Une baisse du ratio ATEP/PIB peut être imputable, en partie, à une restructuration de l'économie opérée en délocalisant des industries à forte intensité énergétique, par exemple la sidérurgie, à l'extérieur du pays – c'est-à-dire en achetant des produits à forte intensité énergétique à l'étranger. De telles délocalisations peuvent accentuer les dégâts causés à l'environnement si les techniques utilisées par les producteurs étrangers ont un rendement énergétique faible.

Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA, 2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820143523054>

Source

- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2007), *Energy Use in the New Millennium: Trends in IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Mind the Gap: Quantifying Principal-Agent Problems in Energy Efficiency*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2009), *IEA Scoreboard 2009: 35 Key Energy Trends over 35 Years*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *World Energy Outlook 2009*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, www.iea.org.



Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

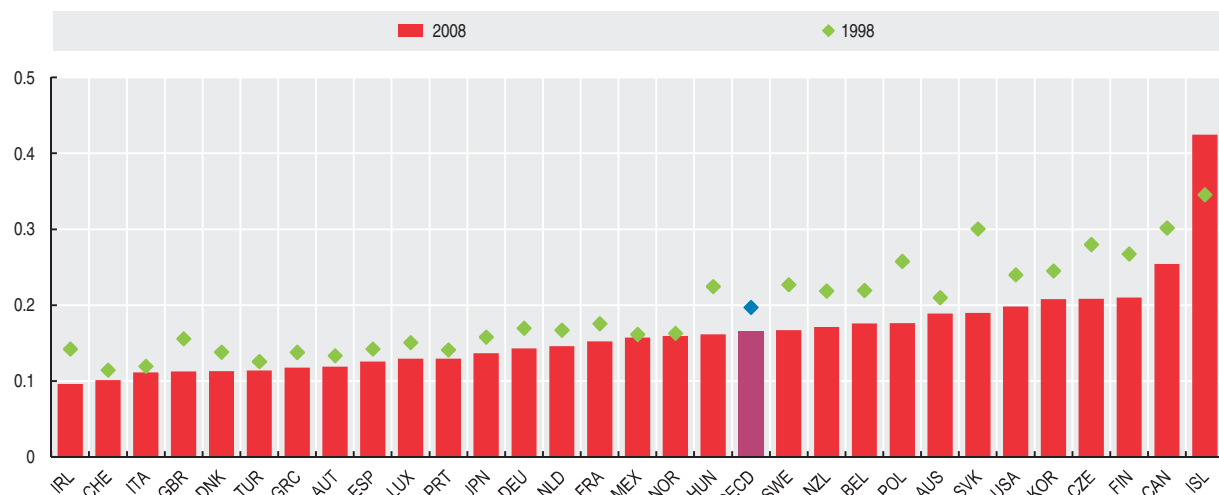
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA

	1971	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	0.29	0.20	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.14	0.14
Australie	0.24	0.23	0.22	0.21	0.21	0.21	0.20	0.20	0.19	0.19	0.20	0.19	0.19	0.19
Autriche	0.18	0.14	0.14	0.13	0.13	0.12	0.13	0.13	0.14	0.14	0.13	0.13	0.12	0.12
Belgique	0.28	0.21	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.18	0.18	0.18
Canada	0.41	0.32	0.32	0.30	0.29	0.29	0.28	0.27	0.28	0.28	0.27	0.26	0.26	0.25
Corée	0.17	0.22	0.25	0.25	0.25	0.24	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.21	0.21	0.21
Danemark	0.23	0.15	0.14	0.14	0.13	0.12	0.12	0.12	0.13	0.12	0.11	0.12	0.11	0.11
Espagne	0.12	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13
États-Unis	0.41	0.27	0.25	0.24	0.24	0.23	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.20	0.20	0.20
Finlande	0.31	0.26	0.28	0.27	0.26	0.24	0.24	0.25	0.26	0.25	0.23	0.23	0.22	0.21
France	0.22	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	0.16	0.15	0.15
Grèce	0.08	0.13	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12
Hongrie	0.28	0.25	0.24	0.22	0.21	0.20	0.20	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.16	0.16
Irlande	0.27	0.18	0.15	0.14	0.13	0.12	0.13	0.12	0.11	0.11	0.10	0.10	0.09	0.10
Islande	0.31	0.33	0.35	0.35	0.38	0.38	0.38	0.39	0.38	0.36	0.35	0.40	0.45	0.42
Italie	0.15	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11
Japon	0.20	0.15	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14	0.14
Luxembourg	0.58	0.24	0.17	0.15	0.14	0.14	0.14	0.14	0.15	0.16	0.15	0.15	0.14	0.13
Mexique	0.13	0.17	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.16	0.16	0.16	0.15	0.16	0.16
Norvège	0.23	0.19	0.16	0.16	0.17	0.16	0.16	0.15	0.16	0.16	0.16	0.16	0.14	0.16
Nouvelle-Zélande	0.16	0.22	0.22	0.22	0.22	0.21	0.20	0.20	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17
Pays-Bas	0.24	0.19	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15
Pologne	0.41	0.37	0.29	0.26	0.24	0.22	0.22	0.21	0.21	0.20	0.20	0.19	0.18	0.18
Portugal	0.10	0.13	0.14	0.14	0.15	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.15	0.13	0.13	0.13
République slovaque	0.38	0.39	0.32	0.30	0.30	0.30	0.30	0.29	0.28	0.26	0.25	0.23	0.20	0.19
République tchèque	0.44	0.33	0.29	0.28	0.26	0.26	0.26	0.26	0.27	0.26	0.24	0.23	0.22	0.21
Royaume-Uni	0.27	0.17	0.16	0.16	0.15	0.15	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.12	0.12	0.11
Suède	0.27	0.23	0.23	0.23	0.21	0.19	0.20	0.20	0.20	0.19	0.18	0.17	0.17	0.17
Suisse	0.11	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10
Turquie	0.11	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.12	0.11	0.12	0.12	0.11
Total UE27	..	0.19	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.14	..
Total OCDE	0.29	0.21	0.20	0.20	0.19	0.19	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17
Afrique du Sud	0.22	0.28	0.30	0.30	0.29	0.29	0.27	0.25	0.28	0.29	0.27	0.26	0.26	..
Bésil	0.17	0.14	0.15	0.15	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	..
Chili	0.20	0.18	0.18	0.18	0.19	0.19	0.18	0.18	0.17	0.18	0.17	0.17	0.16	..
Chine	0.88	0.47	0.27	0.25	0.24	0.22	0.20	0.20	0.21	0.22	0.21	0.21	0.20	..
Estonie	..	0.70	0.46	0.42	0.39	0.35	0.34	0.30	0.31	0.30	0.28	0.24	0.26	..
Fédération de Russie	..	0.57	0.64	0.66	0.64	0.59	0.57	0.54	0.52	0.49	0.47	0.45	0.42	..
Inde	0.25	0.23	0.20	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.15	0.15	..
Indonésie	0.34	0.26	0.22	0.23	0.26	0.25	0.25	0.25	0.24	0.24	0.23	0.23	0.23	..
Israël	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.12	0.11	..
Slovénie	..	0.20	0.22	0.21	0.19	0.19	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.16	..
Monde	0.32	0.26	0.23	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21	0.21	0.20	0.20	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825166083786>

Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820111418344>

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PAR HABITANT

Les approvisionnements totaux en énergie primaire par habitant sont un indicateur couramment utilisé, mais imparfait, de l'efficacité énergétique d'un pays. Par exemple, cet indicateur ne tient pas compte de façon appropriée, dans les comparaisons internationales, de l'impact du climat sur la consommation d'énergie (chauffage, climatisation), ni des dimensions d'un pays et de sa densité de population. Les analystes énergétiques préfèrent généralement comparer les consommations d'énergie exprimées par unité de production ou par unité de PIB. Cet indicateur est toutefois présenté dans cet ouvrage car son usage est largement répandu.

Définition

Le tableau donne les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par habitant. Ce chiffre est exprimé en tonnes d'équivalent pétrole (tep) par personne (l'explication détaillée de la méthode de calcul des ATEP figure dans les sources de l'AIE ci-après). Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite avec des combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a déjà été comptabilisé. Les prévisions

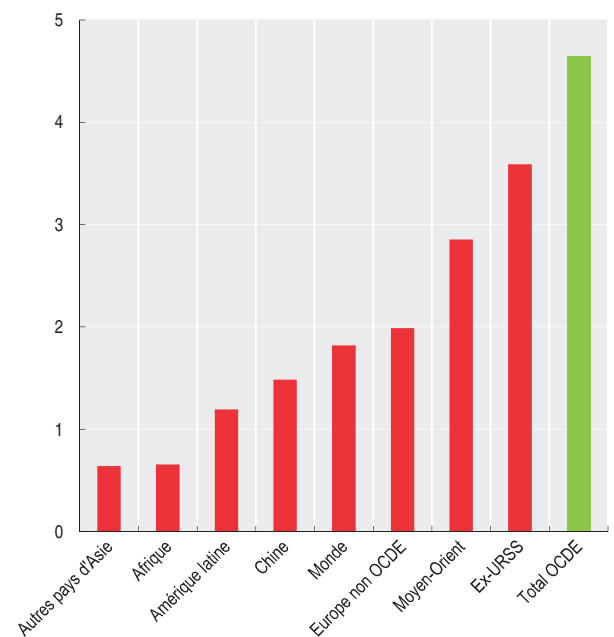
fournies dans le tableau sont celles obtenues avec le scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

Comparabilité

La plus grande prudence s'impose lorsque l'on compare les approvisionnements énergétiques par habitant de différents pays et au cours du temps. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures, la structure économique et les ressources énergétiques nationales ont une incidence sur ces valeurs. Les données pour l'Amérique latine incluent les Caraïbes.

Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant, 2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820182563243>

En bref

Le niveau des approvisionnements énergétiques par habitant varie fortement d'un pays de l'OCDE à l'autre. C'est dans les pays les moins densément peuplés qu'il est le plus élevé.

En 2008, les approvisionnements énergétiques par habitant de l'Islande se chiffraient à 15.2 tep/habitant et ceux du Luxembourg à 8.5 tep/habitant. Le chiffre élevé obtenu en Islande s'explique par le climat, mais aussi par la disponibilité d'énergie géothermique bon marché – et non polluante. Dans le cas du Luxembourg, il tient en partie aux faibles taxes sur les ventes de produits pétroliers : de ce fait, les automobilistes et d'autres consommateurs des pays limitrophes – Belgique, France et Allemagne – se ravitaillent dans ce pays.

Les États-Unis et le Canada, eux aussi gros consommateurs d'énergie par habitant, affichaient des niveaux de 7.5 et 8.1 tep/habitant en 2008. À l'autre extrême, les pays qui enregistraient les plus faibles ATEP/habitant étaient la Turquie (1.3 tep/habitant) et le Mexique (1.7 tep/habitant).

Entre 1971 et 2008, les disparités de tendances entre pays de l'OCDE sont frappantes. Par rapport à 1971, les ATEP/habitant étaient, en 2008, neuf fois supérieurs en Corée et avaient triplé en Grèce, en Islande et au Portugal. En revanche, ce chiffre avait diminué dans six pays de l'OCDE au cours de cette période : Luxembourg (-20 %), Royaume-Uni (-9 %), République tchèque (-4 %), Danemark (-3 %), Pologne (-2 %) et États-Unis (-1 %).

En règle générale, les ATEP/habitant des pays non membres de l'OCDE sont inférieurs à ceux des pays de l'OCDE. En 2007, le niveau de la Chine (1.5 tep/habitant) et de l'Indonésie (0.8 tep/habitant) avait triplé par rapport à 1971. Celui du Chili (1.9 tep/habitant) et de l'Inde (0.5 tep/habitant) avait doublé sur la période, tandis que celui de l'Afrique du Sud (2.8 tep/habitant), du Brésil (1.2 tep/habitant) et d'Israël (3.1 tep/habitant) augmentait un peu plus lentement.

Source

- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *World Energy Outlook 2009*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2009), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2009), *IEA Scoreboard 2009: 35 Key Energy Trends over 35 Years*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.


Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, www.iea.org.

Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

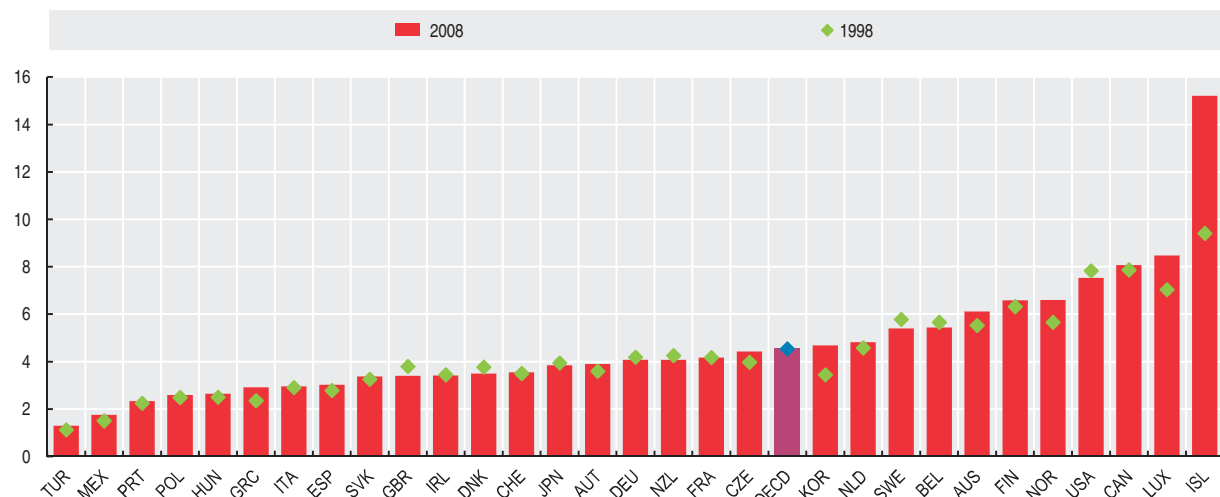
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant


	1971	1990	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2030
Allemagne	3.89	4.43	4.19	4.09	4.10	4.22	4.11	4.15	4.16	4.11	4.14	4.03	4.07	..
Australie	3.91	5.02	5.53	5.58	5.65	5.49	5.60	5.58	5.54	5.88	5.89	5.87	6.11	..
Autriche	2.51	3.23	3.60	3.59	3.56	3.76	3.83	4.03	4.04	4.10	4.12	3.99	3.90	..
Belgique	4.11	4.84	5.66	5.69	5.71	5.68	5.46	5.71	5.65	5.60	5.51	5.37	5.44	..
Canada	6.44	7.53	7.87	8.04	8.18	8.00	7.93	8.26	8.38	8.41	8.25	8.17	8.07	..
Corée	0.52	2.17	3.45	3.78	4.02	4.04	4.24	4.30	4.40	4.37	4.43	4.59	4.68	..
Danemark	3.73	3.37	3.77	3.60	3.48	3.57	3.53	3.72	3.59	3.47	3.69	3.60	3.50	..
Espagne	1.24	2.31	2.79	2.91	3.03	3.07	3.12	3.17	3.26	3.27	3.21	3.21	3.02	..
États-Unis	7.64	7.65	7.83	7.95	8.08	7.85	7.87	7.78	7.87	7.84	7.70	7.75	7.53	6.53
Finlande	3.94	5.69	6.32	6.28	6.20	6.33	6.64	7.03	7.04	6.48	7.02	6.90	6.59	..
France	3.03	3.86	4.18	4.15	4.17	4.27	4.25	4.30	4.33	4.32	4.24	4.15	4.17	..
Grèce	0.97	2.07	2.36	2.36	2.48	2.56	2.58	2.64	2.69	2.72	2.71	2.88	2.91	..
Hongrie	1.84	2.76	2.50	2.49	2.45	2.51	2.52	2.58	2.59	2.73	2.71	2.66	2.65	..
Irlande	2.26	2.84	3.45	3.50	3.58	3.74	3.74	3.55	3.53	3.46	3.45	3.46	3.41	..
Islande	4.38	8.19	9.41	10.69	11.03	11.36	11.40	11.33	11.50	11.76	13.68	15.74	15.21	..
Italie	1.95	2.59	2.91	2.94	3.00	3.01	3.00	3.10	3.10	3.12	3.07	3.00	2.96	..
Japon	2.55	3.55	3.95	4.01	4.08	4.01	3.99	3.95	4.08	4.06	4.06	4.02	3.85	4.14
Luxembourg	11.88	8.93	7.04	7.21	7.55	7.78	8.11	8.45	9.16	9.21	9.11	8.79	8.48	..
Mexique	0.86	1.49	1.51	1.52	1.50	1.50	1.53	1.55	1.59	1.69	1.67	1.74	1.75	..
Norvège	3.41	4.95	5.66	5.90	5.64	5.77	5.44	5.90	6.08	6.11	6.23	5.71	6.60	..
Nouvelle-Zélande	2.41	3.96	4.26	4.45	4.36	4.36	4.34	4.11	4.12	4.00	4.01	4.01	4.08	..
Pays-Bas	3.86	4.39	4.58	4.49	4.59	4.70	4.69	4.82	4.86	4.83	4.69	4.91	4.82	..
Pologne	2.63	2.71	2.49	2.43	2.33	2.35	2.32	2.39	2.39	2.42	2.55	2.55	2.59	..
Portugal	0.72	1.67	2.25	2.41	2.41	2.41	2.49	2.41	2.46	2.51	2.33	2.36	2.33	..
République slovaque	3.13	4.03	3.26	3.27	3.29	3.46	3.48	3.47	3.41	3.50	3.46	3.31	3.37	..
République tchèque	4.62	4.70	3.98	3.73	3.92	4.03	4.10	4.35	4.46	4.39	4.47	4.43	4.42	..
Royaume-Uni	3.73	3.62	3.80	3.79	3.80	3.80	3.69	3.75	3.72	3.70	3.62	3.48	3.40	..
Suède	4.45	5.51	5.78	5.66	5.36	5.68	5.80	5.65	5.85	5.71	5.53	5.51	5.40	..
Suisse	2.58	3.50	3.50	3.48	3.41	3.61	3.49	3.49	3.51	3.48	3.62	3.42	3.55	..
Turquie	0.54	0.94	1.13	1.09	1.13	1.03	1.07	1.10	1.13	1.17	1.27	1.35	1.29	..
Total UE27	..	3.46	3.51	3.47	3.49	3.56	3.54	3.61	3.63	3.62	3.60	3.55	..	3.50
Total OCDE	3.81	4.29	4.54	4.59	4.65	4.59	4.60	4.62	4.67	4.68	4.64	4.64	4.56	4.44
Afrique du Sud	2.00	2.58	2.58	2.52	2.51	2.42	2.31	2.56	2.78	2.70	2.73	2.82	..	..
Brésil	0.71	0.93	1.08	1.09	1.09	1.08	1.09	1.09	1.14	1.15	1.18	1.23	..	..
Chili	0.89	1.05	1.64	1.69	1.70	1.64	1.68	1.68	1.79	1.82	1.85	1.86	..	..
Chine	0.47	0.76	0.87	0.86	0.86	0.86	0.92	1.04	1.20	1.30	1.41	1.48	..	2.62
Estonie	..	6.10	3.56	3.35	3.29	3.43	3.32	3.67	3.80	3.85	3.74	4.20	..	..
Fédération de Russie	..	5.87	3.93	4.10	4.17	4.23	4.22	4.40	4.43	4.55	4.71	4.75	..	6.31
Inde	0.28	0.37	0.43	0.45	0.45	0.45	0.45	0.46	0.48	0.49	0.51	0.53	..	0.90
Indonésie	0.30	0.57	0.66	0.73	0.73	0.76	0.76	0.76	0.79	0.79	0.81	0.84	..	..
Israël	1.87	2.49	2.92	2.77	2.93	3.01	2.94	2.99	2.92	2.96	3.00	3.06	..	..
Slovénie	..	2.84	3.25	3.23	3.23	3.38	3.43	3.46	3.57	3.65	3.65	3.63	..	..
Monde	1.47	1.67	1.63	1.64	1.65	1.63	1.65	1.69	1.74	1.77	1.79	1.82	..	2.04

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/825224084556>

Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/820166684466>

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'électricité produite par un pays et sa répartition par source d'énergie dépendent de ses ressources naturelles, de ses importations d'énergie, de sa politique en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques, de sa population, de son taux d'électrification et du développement et de la croissance de son économie en général.

Définition

Le tableau présente des données sur la production d'électricité dans des centrales thermiques classiques, nucléaires, hydrauliques (à l'exclusion des stations de pompage) et solaires, des installations géothermiques ou brûlant de la biomasse, etc. Les centrales peuvent produire soit de l'électricité seule, soit de l'électricité et de la chaleur (centrales de cogénération). Tant les centrales des producteurs dont la production est l'activité principale que celles des autoproducteurs sont prises en compte, lorsque les données sont disponibles. Les producteurs dont la production est l'activité principale produisent de l'électricité essentiellement pour la vente à des tiers. Les autoproducteurs produisent de l'électricité totalement ou partiellement pour leur propre compte accessoirement à leur activité principale. Les deux catégories de centrales peuvent appartenir à des intérêts privés ou publics. Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

La production d'électricité est mesurée en térawattheures, qui exprime la génération de un térawatt (10^{12} watts) d'électricité pendant une heure.

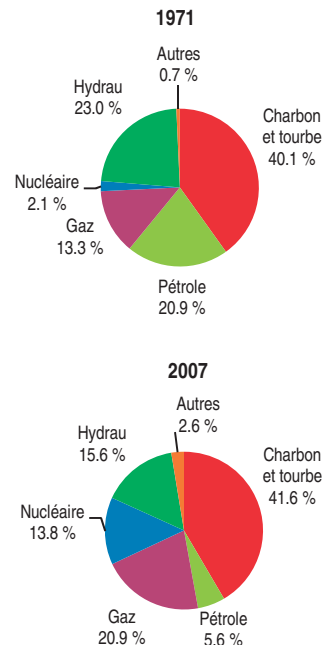
Comparabilité

Certains pays, membres et non membres de l'OCDE, éprouvent des difficultés à indiquer la production d'électricité des autoproducteurs. Il est par ailleurs difficile d'obtenir des informations sur l'électricité produite avec des énergies

renouvelables thermiques et des déchets dans certains pays non membres de l'OCDE. Par exemple, très peu d'informations y sont données sur l'électricité produite à partir de la biomasse constituée par les déchets de raffinage du sucre.

Production d'électricité mondiale par type d'énergie

En pourcentage de la production d'électricité mondiale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820207287871>

Tendances à long terme

La production mondiale d'électricité a progressé à un rythme annuel moyen de 3,8 % entre 1971 et 2007, à comparer à une croissance de 2,2 % de l'offre totale d'énergie primaire. Cette augmentation s'explique en grande partie par la multiplication des appareils électriques, le développement du chauffage électrique dans plusieurs pays développés et les programmes d'électrification rurale dans les pays en développement.

La part de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles a progressivement diminué, passant d'un peu moins de 75 % en 1971 à 68 % en 2007. Cette baisse est due à un recul progressif du fioul, qui est tombé de 20,9 % à 5,6 %.

La part du fioul dans la production d'électricité a diminué en particulier sous l'effet d'une augmentation spectaculaire de la production électronucléaire, qui est passée de 2,1 % en 1971 à 13,8 % en 2007. La part du charbon est restée stable, à 40-41 %, tandis que celle du gaz naturel a progressé de 13,3 % à 20,9 %. La production hydroélectrique est tombée de 23,0 % à 15,6 %. Grâce aux grands programmes de développement de plusieurs pays de l'OCDE, la part des énergies nouvelles et renouvelables, comme l'énergie solaire, éolienne et géothermique et l'utilisation de la biomasse et des déchets, s'est accrue. Cependant, ces formes d'énergie restent limitées : elles ne représentaient en 2007 que 2,6 % de la production totale mondiale d'électricité.

Source

- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *World Energy Outlook 2009*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2007), *Fossil Fuel-Fired Power Generation: Case studies of recently constructed coal- and gas-fired power plants*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Tackling Investment Challenges in Power Generation in IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Electricity Transmission: Getting the Best Investments*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *IEA Scoreboard 2009: 35 Key Energy Trends over 35 Years*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Sectoral Approaches in Electricity – Building Bridges to a Safe Climate*, AIE, Paris.

Publications statistiques

- AIE (2009), *Electricity Information: 2009 Edition*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, www.iea.org.



Production d'électricité

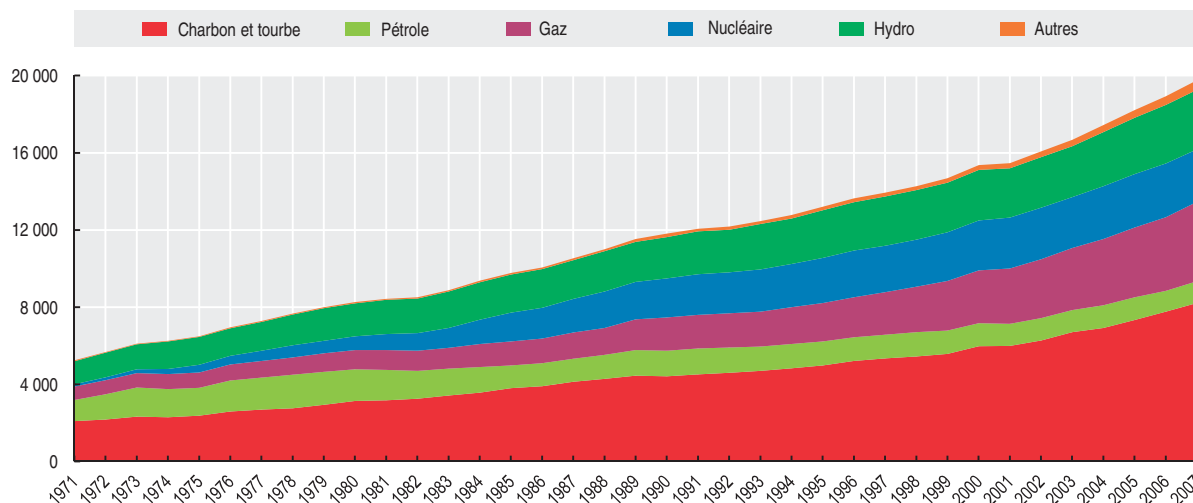
Térawatts heure (TWh)

	1971	1990	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2030
Allemagne	327.2	547.7	552.4	552.5	572.3	581.9	582.0	601.5	608.5	613.4	629.4	629.5	626.7	..
Australie	53.0	154.3	195.6	203.0	207.4	216.5	226.2	227.9	234.3	245.1	251.3	254.6	265.3	..
Autriche	28.2	49.3	55.9	59.7	59.9	60.7	60.3	57.7	61.6	63.0	60.8	60.9	64.1	..
Belgique	33.2	70.3	82.1	83.4	82.8	78.6	80.9	83.6	84.4	85.7	84.3	87.5	83.1	..
Canada	221.8	482.0	561.6	578.9	605.6	589.8	601.2	589.5	599.9	626.0	615.9	639.7	632.6	..
Corée	10.5	105.4	216.1	235.6	288.5	309.1	329.8	343.2	366.6	387.9	402.3	425.9	440.5	..
Danemark	18.6	26.0	41.1	38.9	36.0	37.7	39.3	46.2	40.4	36.2	45.6	39.2	36.4	..
Espagne	61.6	151.2	193.4	205.9	222.2	233.2	241.6	257.9	277.2	288.9	295.5	300.2	306.5	..
États-Unis	1 703.4	3 202.8	3 804.5	3 873.5	4 025.7	3 838.6	4 026.1	4 054.4	4 147.7	4 268.4	4 274.3	4 322.9	4 329.4	5 277
Finlande	21.7	54.4	70.2	69.5	70.0	74.5	74.9	84.2	85.8	70.6	82.3	81.2	77.1	..
France	155.8	417.2	507.3	521.3	536.1	545.7	553.9	561.8	569.1	571.5	569.3	564.4	569.9	..
Grèce	11.6	34.8	46.2	49.4	53.4	53.1	53.9	57.9	58.8	59.4	60.2	62.7	58.6	..
Hongrie	15.0	28.4	37.2	37.8	35.2	36.4	36.2	34.1	33.7	35.8	35.9	40.0	40.0	..
Irlande	6.3	14.2	20.9	21.8	23.7	24.6	24.8	24.9	25.2	25.6	27.1	27.9	28.5	..
Islande	1.6	4.5	6.3	7.2	7.7	8.0	8.4	8.5	8.6	8.7	9.9	12.0	16.5	..
Italie	123.9	213.1	253.7	259.3	269.9	271.9	277.5	286.3	295.8	296.8	307.7	308.2	312.4	..
Japon	382.9	835.5	1 010.0	1 027.9	1 048.6	1 029.8	1 048.4	1 037.5	1 067.2	1 088.4	1 093.0	1 123.5	1 078.1	1 302
Luxembourg	1.3	0.6	0.4	0.4	0.4	0.5	2.8	2.8	3.4	3.4	3.5	3.2	2.7	..
Mexique	31.0	124.1	181.2	189.9	203.6	209.1	214.6	217.8	224.1	242.0	249.6	257.5	258.3	..
Norvège	63.5	121.6	116.1	122.3	139.6	119.2	130.3	106.8	110.2	137.2	121.2	136.4	141.7	..
Nouvelle-Zélande	15.5	32.3	36.3	38.2	39.2	39.4	41.1	41.2	42.9	43.1	43.5	43.8	43.8	..
Pays-Bas	44.9	71.9	91.2	86.9	89.7	93.8	96.1	96.8	100.8	100.2	98.4	103.2	107.7	..
Pologne	69.5	134.4	140.8	140.0	143.2	143.7	142.5	150.0	152.6	155.4	160.8	158.8	154.0	..
Portugal	7.9	28.4	38.9	42.9	43.4	46.2	45.7	46.5	44.8	46.2	48.6	46.9	45.4	..
République slovaque	10.9	25.5	25.7	28.1	30.8	31.9	32.2	31.0	30.5	31.4	31.3	27.9	29.3	..
République tchèque	36.4	62.3	64.6	64.2	72.9	74.2	76.0	82.8	83.8	81.9	83.7	87.8	83.2	..
Royaume-Uni	255.8	317.8	361.1	365.3	374.4	382.4	384.6	395.5	391.2	395.4	394.0	392.3	386.2	..
Suède	66.5	146.0	158.8	154.8	145.2	161.6	146.7	135.4	151.7	158.4	143.3	148.8	149.5	..
Suisse	31.2	55.0	62.3	68.7	66.1	71.1	65.5	65.4	63.9	57.8	62.1	66.5	67.2	..
Turquie	9.8	57.5	111.0	116.4	124.9	122.7	129.4	140.6	150.7	162.0	176.3	191.6	198.6	..
Total UE27	..	2 567.8	2 886.8	2 914.5	2 996.7	3 077.1	3 099.1	3 187.4	3 252.6	3 273.7	3 318.4	3 327.9	..	3 968
Total OCDE	3 820.7	7 568.5	9 042.9	9 243.6	9 618.5	9 486.0	9 772.8	9 869.7	10 115.1	10 385.7	10 460.9	10 645.0	10 633.2	13 215
Afrique du Sud	54.6	165.4	203.0	200.4	207.8	208.2	215.7	231.2	240.9	242.1	250.9	260.5	..	..
Brésil	51.6	222.8	321.9	334.7	349.2	327.9	345.7	364.9	387.5	403.0	419.3	445.1	..	..
Chili	8.5	18.4	35.5	38.4	40.1	42.5	43.7	46.8	51.2	52.5	55.3	58.5	..	..
Chine	138.4	621.2	1 166.6	1 239.8	1 356.2	1 472.4	1 641.4	1 908.5	2 201.0	2 499.6	2 864.2	3 279.2	..	8 847
Estonie	..	17.4	8.6	8.3	8.5	8.5	8.6	10.2	10.3	10.2	9.7	12.2	..	..
Fédération de Russie	..	1 082.2	826.2	845.3	876.5	889.3	889.3	914.3	929.9	951.2	993.9	1 013.4	..	1 424
Inde	66.4	289.4	496.9	537.4	562.2	581.0	598.4	635.2	667.6	699.1	753.0	803.4	..	2 737
Indonésie	2.4	33.3	77.3	84.3	92.6	101.6	108.2	112.9	120.2	127.4	133.1	142.2	..	..
Israël	7.6	20.9	38.0	39.2	42.7	44.0	45.5	47.0	47.2	48.6	50.6	53.8	..	..
Slovénie	..	12.4	13.7	13.3	13.6	14.5	14.6	13.8	15.3	15.1	15.1	15.0	..	..
Monde	5 245.7	11 813.7	14 282.9	14 685.0	15 378.0	15 477.2	16 085.1	16 678.7	17 446.6	18 226.0	18 934.5	19 771.1	..	34 292

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825244047220>

Production d'électricité mondiale par type d'énergie

Térawatts heure (TWh)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/82018751144>

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

En 2008, l'énergie nucléaire a assuré plus de 21 % de la production totale d'électricité de la zone OCDE, avec toutefois des variations importantes suivant les pays. Au total, 17 des 30 pays membres de l'OCDE exploitent aujourd'hui cette énergie, dont sept pour produire un tiers, voire plus, de leur électricité. Pris ensemble, les pays de l'OCDE représentent aux alentours de 83 % de l'énergie nucléaire mondiale. Quatorze économies non membres de l'OCDE se partagent le reste de la production.

Définition

Le tableau présente la production électronucléaire en térawattheures (TWh) de chaque pays membre de l'OCDE. Le graphique indique la part de la production totale d'électricité qui revient au nucléaire, pour chaque pays et pour l'ensemble de l'OCDE.

En bref

Après une forte croissance dans les années 70 et 80, l'énergie nucléaire a connu une période de stagnation. Au cours des 20 dernières années, les commandes de centrales nucléaires se comptent sur les doigts de la main, et les seuls pays membres de l'OCDE à avoir mis en service des centrales nucléaires depuis 2000 sont la Corée, le Japon et la République tchèque. Toutefois, en Finlande, en France, au Japon, en Corée, en République slovaque et aux États-Unis, une ou plusieurs centrales nucléaires sont présentement en construction.

On a assisté, toutefois, ces dernières années, à la prise de conscience des possibilités d'exploiter l'énergie nucléaire pour réduire les gaz à effet de serre mais aussi diversifier les sources d'énergie et renforcer la sécurité d'approvisionnement. D'où un regain d'intérêt pour la construction de centrales dans plusieurs pays. La puissance nucléaire installée devrait donc croître plus vigoureusement au cours des 10 à 20 années qui viennent et au-delà. Cette croissance s'observera surtout dans les pays non membres de l'OCDE. La Chine notamment a commencé à développer sa capacité nucléaire, en lançant la construction de dix centrales supplémentaires l'année dernière. L'Inde et la Fédération de Russie ont aussi plusieurs nouvelles centrales en construction. Parmi les membres de l'OCDE, le Canada, la République tchèque, la Finlande, la France, le Japon, la Corée, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis prévoient activement d'augmenter leur capacité nucléaire, tandis que sept autres (la Hongrie, l'Italie, le Mexique, les Pays-Bas, la Pologne et la Suisse) ont eux aussi commencé à envisager la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Des prévisions récentes de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE (AEN) indiquent que dans un scénario optimiste, la puissance nucléaire installée dans le monde pourrait passer de 372 GWe (gigawatts électriques) en 2007 (dont 310 GWe dans les pays de l'OCDE) à près de 470 GWe en 2020. Dans ce scénario, la puissance installée pourrait atteindre 600 GWe d'ici 2030 et 1 400 GWe en 2050, portant la contribution du nucléaire à la production mondiale d'électricité de 14 % aujourd'hui à 22-25 % en 2050. Toutefois, le scénario pessimiste de l'AEN prévoit une puissance installée avoisinant 400 GWe seulement en 2030 et 580 GWe en 2050. Ce scénario tient compte des incertitudes qui subsistent concernant les possibilités de construire et d'exploiter avec succès la prochaine génération de centrales nucléaires, l'acceptation publique et politique de l'énergie nucléaire et le niveau de développement des autres sources d'énergie peu productrices de carbone.

Le tableau fournit aussi le nombre de centrales nucléaires en service ou en construction à la date du 31 octobre 2009.

Comparabilité

Certaines statistiques sur la production sont provisoires et donc susceptibles d'être modifiées. Les données sur le Japon se rapportent à l'année budgétaire. Le nombre de centrales connectées au réseau inclut deux tranches au Canada et une au Japon qui sont en arrêt prolongé mais devraient reprendre leur activité.

Source

- Données pour les pays non membres fournies par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).
- AEN (2009), *Données sur l'énergie nucléaire 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques


- AEN (2008), *Perspectives de l'énergie nucléaire 2008*, OCDE, Paris.
- AIE (2009), *World Energy Outlook 2009*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AEN et AIEA (2008), *Uranium 2007 : Ressources, production et demande*, OCDE, Paris.
- AEN (2007), *Innovation dans la technologie nucléaire*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Agence pour l'énergie nucléaire, www.nea.fr.

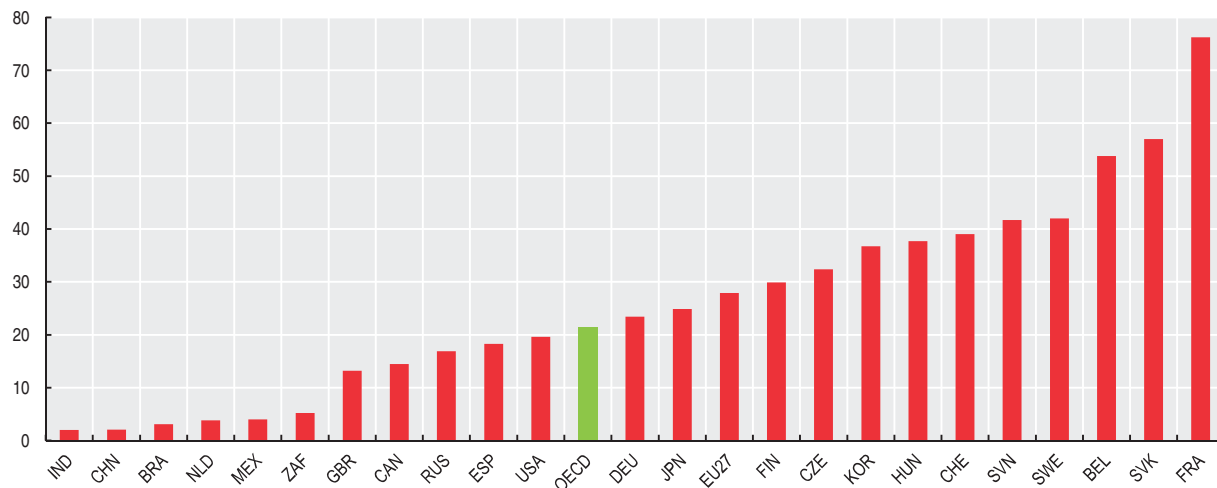

Production d'énergie nucléaire

	Production d'électricité nucléaire, année 2008		Nombre de centrales nucléaires, au 31 octobre 2009	
	Terawatts heure net	En pourcentage de la production totale d'électricité	Connectées au réseau	En construction
Allemagne	140.9	23.4	17	-
Australie	-	-	-	-
Autriche	-	-	-	-
Belgique	43.4	53.8	7	-
Canada	87.9	14.5	20	-
Corée	144.0	36.7	20	6
Danemark	-	-	-	-
Espagne	56.4	18.3	8	-
États-Unis	806.2	19.6	104	1
Finlande	22.1	29.9	4	1
France	418.3	76.2	59	1
Grèce	-	-	-	-
Hongrie	14.0	37.7	4	-
Irlande	-	-	-	-
Islande	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-
Japon	240.5	24.9	54	2
Luxembourg	-	-	-	-
Mexique	9.4	4.0	2	-
Norvège	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-
Pays-Bas	4.0	3.8	1	-
Pologne	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-
République slovaque	15.4	57.0	4	2
République tchèque	25.0	32.4	6	-
Royaume-Uni	47.7	13.2	19	-
Suède	61.3	42.0	10	-
Suisse	26.1	39.0	5	-
Turquie	-	-	-	-
Total UE27	888.7	27.9	145	6
Total OCDE	2 162.6	21.5	344	13
Afrique du Sud	12.7	5.2	2	-
Brésil	14.0	3.1	2	-
Chili	-	-	-	-
Chine	65.3	2.1	11	16
Estonie	-	-	-	-
Fédération de Russie	152.1	16.9	31	9
Inde	13.2	2.0	17	6
Indonésie	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-
Slovénie	6.0	41.7	1	-

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/825270840530>

Production d'électricité nucléaire

En pourcentage de la production totale d'électricité, 2008

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/820210813782>

CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à accorder une place de choix à la promotion du développement durable et à la lutte contre le changement climatique dans leurs politiques énergétiques. Avec la croissance de la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre ont grimpé en flèche et leur concentration dans l'atmosphère s'est accrue. Pour réduire ces émissions, une solution consiste à remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables.

Définition

Le tableau indique la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) des pays de l'OCDE. Les énergies renouvelables comprennent l'équivalent en énergie primaire de l'électricité produite par l'hydraulique (hors stations de pompage), la géothermie, le solaire, l'éolien, l'énergie marémotrice et l'énergie de la houle. Elles recouvrent aussi l'énergie provenant de la biomasse solide, la bio-essence, le biodiesel et les autres biocarburants liquides, le biogaz, les déchets industriels et les déchets urbains. La biomasse est par définition toute matière végétale utilisée directement comme combustible ou transformée en combustibles (charbon de bois, par exemple) ou en électricité et/ou chaleur. Elle inclut le bois, les déchets végétaux (dont les déchets de bois et les cultures énergétiques), l'éthanol, les

matières/déchets d'origine animale et les lessives sulfiteuses. Les déchets urbains comprennent les déchets des secteurs résidentiel, tertiaire et des services publics collectés par les autorités municipales pour élimination dans une installation centralisée et pour la production de chaleur et/ou d'électricité. Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

Comparabilité

Les données sur la biomasse et les déchets reposent souvent sur des enquêtes de portée limitée ou sur d'autres informations incomplètes. Elles ne donnent donc qu'une impression approximative des tendances et ne sont pas véritablement comparables d'un pays à l'autre. Parfois, des catégories entières de combustibles végétaux sont omises par manque d'information.

En bref

Dans les pays de l'OCDE, les approvisionnements totaux en énergies renouvelables ont augmenté au rythme de 2.4 % par an entre 1971 et 2008 contre 1.3 % dans le cas des approvisionnements totaux en énergie primaire. La croissance annuelle de l'hydraulique (1.1 %) est inférieure à celle d'autres énergies renouvelables comme la géothermie (5.6 %) et les énergies renouvelables thermiques et les déchets (2.8 %). Comme leur niveau était très bas en 1971, le solaire et l'éolien sont les énergies renouvelables qui ont enregistré la plus forte croissance dans les pays de l'OCDE, surtout lorsque les gouvernements ont mené une politique en faveur de leur développement.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, la contribution des énergies renouvelables aux approvisionnements énergétiques est passée de 4.8 % en 1971 à 7.1 % en 2008. Toutefois, les disparités entre pays sont considérables. En haut de la fourchette, la part des énergies renouvelables atteignait 82 % en Islande et 43 % en Norvège. À l'autre extrême, elle ne dépassait pas 3 % de l'offre au Japon, en Corée, au Luxembourg et au Royaume-Uni.

En général, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques des pays non membres de l'OCDE est supérieure à celle des pays de l'OCDE. En 2007, les énergies renouvelables représentaient 44 % de l'approvisionnement au Brésil, 31 % en Indonésie, 29 % en Inde, 12 % en Chine, 10 % en Afrique du Sud et 3 % en Fédération de Russie.

Source

- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *World Energy Outlook 2009*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2007), *Renewables for Heating and Cooling*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Deploying Renewables: Principles for Effective Policies*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *IEA Scoreboard 2009: 35 Key Energy Trends over 35 Years*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Transport Energy and CO₂: Moving towards Sustainability*, AIE, Paris.
- OCDE (2009), *Politiques de soutien des biocarburants : une Évaluation économique*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- AIE (2009), *Renewables Information 2009*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, www.iea.org.

Contribution des énergies renouvelables à l’approvisionnement en énergie

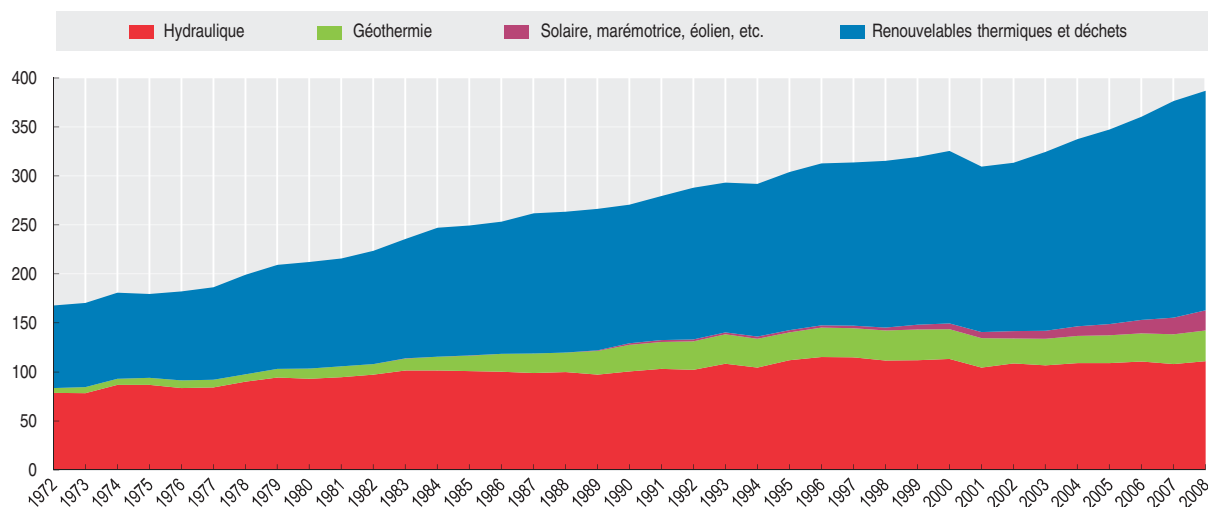
En pourcentage de l’approvisionnement total de l’énergie primaire

	1971	1990	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2030
Allemagne	1.2	1.8	2.8	2.8	3.2	3.5	3.8	4.3	4.9	5.2	6.1	8.6	8.4	..
Australie	8.8	6.1	6.1	6.1	6.0	6.2	6.2	6.0	6.0	5.5	5.3	5.6	5.3	..
Autriche	10.9	21.0	21.6	23.9	24.0	23.3	23.3	20.9	22.2	22.4	23.9	25.6	25.8	..
Belgique	..	1.6	1.7	1.8	1.8	2.1	2.1	2.4	2.6	2.8	3.4	3.8	4.4	..
Canada	15.3	16.2	16.5	16.9	16.9	16.0	16.9	15.7	15.6	16.1	15.8	16.2	16.5	..
Corée	0.6	1.4	0.9	0.9	0.9	1.0	0.9	1.1	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	..
Danemark	1.8	6.9	9.1	10.1	11.4	12.0	12.9	13.9	15.7	17.1	16.3	18.1	18.5	..
Espagne	6.5	6.9	6.3	5.4	5.8	6.7	5.5	7.0	6.5	6.0	6.6	7.1	7.5	..
États-Unis	3.7	5.2	5.1	5.0	4.8	4.3	4.3	4.6	4.6	4.8	5.0	5.0	5.3	10.9
Finlande	27.3	19.3	22.8	22.8	24.8	23.3	22.9	21.9	23.6	23.7	23.3	23.5	25.2	..
France	8.6	7.3	7.1	7.5	7.2	7.1	6.5	6.6	6.6	6.4	6.7	7.2	7.5	..
Grèce	7.8	5.1	5.4	5.8	5.4	4.9	5.0	5.4	5.4	5.5	5.9	5.4	5.1	..
Hongrie	2.9	2.7	3.4	3.5	3.5	3.6	3.6	3.5	3.7	4.5	4.8	5.4	6.1	..
Irlande	0.6	1.7	1.8	1.7	1.7	1.6	1.8	1.6	2.0	2.5	2.9	3.1	3.7	..
Islande	46.7	67.0	70.2	74.0	74.5	75.6	75.0	75.2	74.5	75.6	78.4	80.8	82.4	..
Italie	5.6	4.5	5.6	6.0	6.1	6.2	6.0	6.3	7.1	6.7	7.3	7.2	8.2	..
Japon	2.7	3.5	3.5	3.4	3.3	3.3	3.3	3.6	3.5	3.3	3.5	3.4	3.2	6.8
Luxembourg	..	0.9	1.7	1.6	1.5	1.7	1.4	1.6	1.7	1.9	1.9	2.8	2.4	..
Mexique	16.8	11.4	10.6	10.7	10.8	10.3	9.6	9.6	9.8	9.7	9.5	9.3	9.6	..
Norvège	40.9	54.5	44.7	45.5	52.5	45.0	50.9	38.8	38.2	46.1	40.1	48.3	43.4	..
Nouvelle-Zélande	32.0	35.8	32.0	32.2	29.8	27.8	29.7	29.7	31.6	32.1	31.7	32.6	33.9	..
Pays-Bas	..	1.5	2.3	2.4	2.5	2.6	2.8	2.7	3.0	3.6	3.8	3.9	4.5	..
Pologne	1.6	2.3	4.6	4.5	4.8	5.1	5.2	5.1	5.3	5.4	5.7	5.7	6.0	..
Portugal	19.6	19.6	16.3	13.7	15.6	16.5	14.1	17.3	15.1	13.6	17.6	18.3	18.2	..
République slovaque	2.4	1.5	4.0	4.4	4.6	4.4	4.2	3.6	4.2	4.6	4.7	5.7	5.1	..
République tchèque	0.2	0.2	1.7	2.4	2.0	2.1	2.5	3.7	4.1	4.3	4.6	5.0	5.1	..
Royaume-Uni	0.1	0.5	1.0	1.0	1.1	1.3	1.5	1.6	1.7	2.0	2.1	2.4	2.8	..
Suède	20.4	24.9	27.9	27.2	31.7	28.8	26.0	25.3	25.8	29.7	29.7	31.1	32.6	..
Suisse	15.5	14.9	17.0	19.1	18.6	19.3	17.6	18.0	18.4	18.5	18.0	20.7	20.4	..
Turquie	31.0	18.3	16.0	15.2	13.2	13.3	13.5	12.9	13.3	12.0	11.2	9.6	9.5	..
Total UE27	..	4.5	5.9	5.9	6.2	6.2	6.1	6.4	6.8	6.9	7.4	8.2	..	17.0
Total OCDE	4.8	6.0	6.2	6.2	6.2	5.9	5.9	6.1	6.2	6.3	6.6	6.9	7.1	12.9
Afrique du Sud	10.4	11.6	11.3	11.4	11.5	12.0	12.7	11.3	10.4	10.7	10.7	10.3	..	..
Bésil	56.4	46.9	40.3	40.1	39.0	37.5	39.3	42.0	42.3	42.9	43.3	44.4	..	..
Chili	20.8	25.0	23.2	20.5	22.6	23.9	23.8	22.7	21.4	22.5	23.0	21.8	..	..
Chine	40.0	24.5	20.4	20.4	20.3	20.7	19.1	16.7	14.7	13.8	12.8	12.3	..	8.9
Estonie	..	2.0	10.3	11.3	11.3	11.5	12.2	11.7	11.7	11.2	10.6	10.7	..	..
Fédération de Russie	..	3.0	3.4	3.6	3.5	3.5	3.4	3.1	3.5	3.4	3.4	3.3	..	4.7
Inde	62.9	43.9	35.8	34.3	34.0	33.9	33.3	33.0	31.8	31.4	30.4	29.2	..	17.2
Indonésie	76.0	45.4	35.2	36.5	36.4	35.9	35.4	34.9	33.7	33.0	32.6	31.2	..	..
Israël	..	3.1	3.2	3.2	3.3	3.3	3.5	3.5	3.7	3.6	3.5	3.5	..	..
Slovénie	..	9.2	8.7	8.6	12.3	11.6	10.4	10.4	11.6	10.8	10.7	10.4	..	..
Monde	13.2	12.8	13.2	13.2	13.1	13.0	12.9	12.8	12.6	12.6	12.6	12.6	..	14.1

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825324676083>

Approvisionnement en énergies renouvelables dans les pays de l’OCDE

Millions de tonnes d’équivalent pétrole (Mtep)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820212576811>

PRODUCTION D'ÉNERGIE

La production d'énergie est fonction des ressources naturelles nationales et des incitations économiques offertes pour les exploiter. Les pays tiennent également compte de la sécurité énergétique et de la protection de l'environnement lorsqu'ils fixent les quantités et les formes d'énergie à produire.

Définition

La production désigne les quantités de combustibles extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'elles contenaient (par exemple le soufre dans le gaz naturel). Pour les énergies non fossiles, notamment l'énergie nucléaire, l'hydraulique et le solaire, l'équivalent énergétique primaire est calculé en appliquant la méthode du contenu énergétique, qui exprime le contenu énergétique de chaque source en millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep) d'énergie.

Comparabilité

En règle générale, les données sur la production d'énergie sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'AIE.

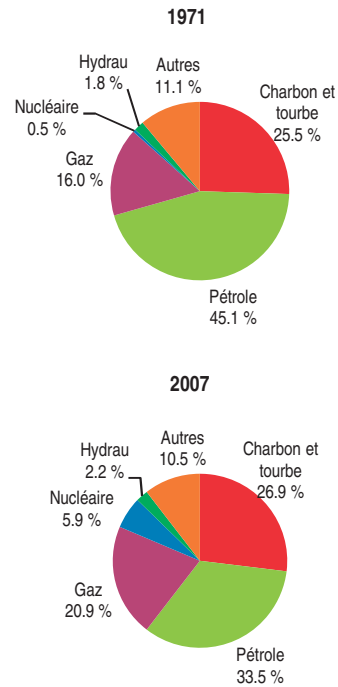
En bref

La production mondiale d'énergie a augmenté de 2.1 % par an entre 1971 et 2007, année où elle a atteint 11 940 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep). La zone de l'OCDE était la principale région productrice d'énergie en 2007, sa part de la production mondiale se chiffrant à 32 %. La Chine a assuré 15 % de la production énergétique mondiale, les États-Unis 14 %, le Moyen-Orient 13 % et la Fédération de Russie 10 %. Depuis 1971, les parts de la zone de l'OCDE, du Moyen-Orient et de l'ex-URSS ont diminué, tandis que celles de l'Amérique latine et de l'ensemble des pays non européens de l'OCDE sont restées stables. En revanche, la contribution de la Chine (comme du reste de l'Asie) à la production d'énergie croît de façon spectaculaire depuis 1971. En 2006, ce pays a même ravi aux États-Unis la place de premier producteur d'énergie.

Le paysage énergétique a substantiellement changé entre 1971 et 2007. L'énergie nucléaire, progressant au rythme annuel moyen de 9.3 % depuis 1971, a vu sa contribution à la production passer de 0.5 % à 5.9 %. Au cours des 35 dernières années, les énergies renouvelables ont elles aussi connu une croissance vigoureuse en termes absolus, mais comme elles étaient parties de très bas, le pourcentage de la production totale qu'elles assurent reste faible. La part du gaz naturel dans la production totale s'est également accrue, passant de 16.0 % en 1971 à 20.9 % en 2007, tandis que celle du pétrole tombait de 45.1 % à 33.5 %. Quant à la production de charbon et de tourbe, sa contribution a légèrement progressé pour atteindre 26.9 %.

Production totale d'énergie par produit

En pourcentage de la production totale d'énergie



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820216046881>

Source

- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2008), *Natural Gas Market Review 2008: Optimising investments and ensuring security in a high-priced environment*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2009), *IEA Scoreboard 2009: 35 Key Energy Trends over 35 Years*, AIE, Paris.
- AEN (2007), *Ressources, production et demande de l'uranium : Un bilan de quarante ans : Retrospective du Livre rouge*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, www.iea.org.

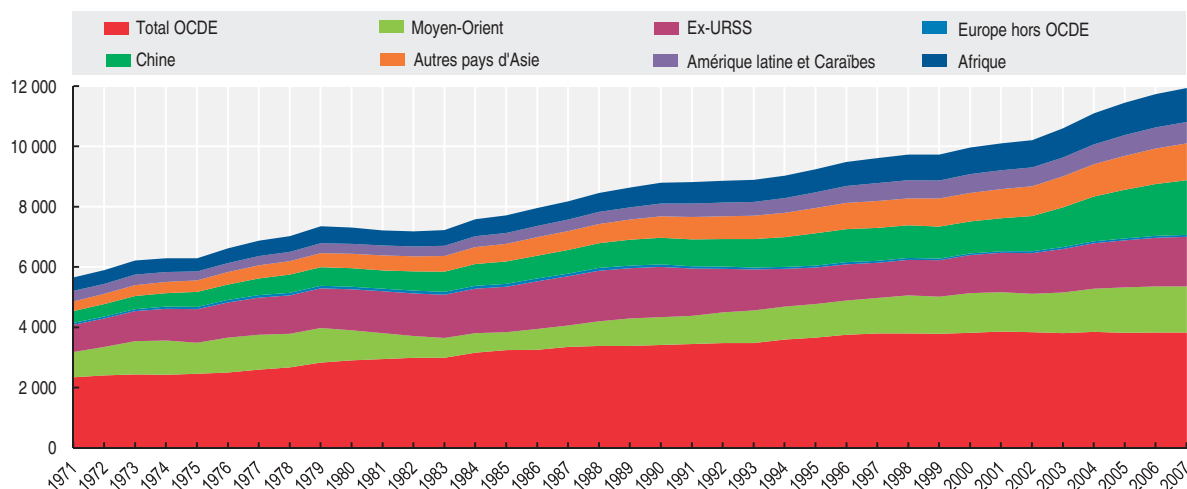


Production totale d'énergie
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	175.2	186.2	143.6	136.0	137.2	135.3	134.7	134.5	135.9	138.0	135.3	136.4	137.0	133.2
Australie	53.9	157.5	201.0	216.5	213.6	234.4	250.6	255.3	254.6	259.7	270.4	270.0	289.2	290.5
Autriche	7.4	8.1	8.7	8.9	9.7	9.8	9.9	10.2	10.0	10.3	10.0	10.4	10.9	10.4
Belgique	6.8	13.1	13.4	13.1	13.9	13.7	13.3	13.5	13.7	13.7	13.9	13.8	14.4	14.3
Canada	155.8	273.8	365.0	365.6	364.6	372.6	377.0	384.0	386.0	397.6	401.0	410.5	413.2	404.5
Corée	6.4	22.6	23.7	27.1	30.6	32.6	33.2	35.0	38.1	38.4	43.0	43.8	42.5	44.7
Danemark	0.3	10.1	20.2	20.4	23.8	27.7	27.1	28.6	28.5	31.1	31.3	29.6	27.0	26.6
Espagne	10.4	34.6	31.7	32.3	30.7	31.7	33.5	31.8	33.0	32.6	30.1	31.3	30.3	29.7
États-Unis	1 436.4	1 649.4	1 683.7	1 696.9	1 678.5	1 675.3	1 697.3	1 664.6	1 633.4	1 644.4	1 629.9	1 653.5	1 665.2	1 716.1
Finlande	5.0	12.1	15.0	13.6	15.4	15.1	15.0	16.0	15.9	15.7	16.5	18.0	15.9	16.1
France	47.6	112.5	129.5	126.5	128.4	132.2	133.0	135.0	136.8	138.0	137.8	137.7	135.4	136.2
Grèce	2.1	9.2	9.6	9.8	9.5	10.0	10.0	10.2	9.9	10.3	10.3	10.1	12.1	12.0
Hongrie	11.8	14.6	13.3	12.5	11.9	11.6	11.3	11.2	10.4	10.2	10.4	10.3	10.2	10.4
Irlande	1.4	3.5	2.9	2.5	2.5	2.2	1.8	1.5	1.8	1.9	1.6	1.6	1.4	1.5
Islande	0.4	1.4	1.7	1.8	2.2	2.3	2.5	2.5	2.5	2.5	2.6	3.3	4.0	3.8
Italie	19.5	25.3	30.4	30.3	29.2	28.2	26.9	27.5	27.8	28.4	27.8	27.4	26.4	27.1
Japon	35.8	75.1	106.2	109.1	104.5	105.8	104.7	96.9	84.0	95.0	100.4	101.3	90.5	87.1
Luxembourg	..	..	..	0.1	-	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Mexique	43.4	193.4	222.0	227.3	223.0	225.9	230.2	230.4	242.8	253.8	259.8	256.1	251.1	234.6
Norvège	6.0	119.1	212.6	205.7	209.4	226.4	223.9	232.6	233.1	229.0	224.6	216.7	213.9	211.5
Nouvelle-Zélande	3.4	12.0	14.8	13.8	14.5	14.3	14.2	14.5	13.1	12.9	12.6	13.1	14.0	15.1
Pays-Bas	37.3	60.5	65.8	63.0	59.0	57.2	61.0	60.4	58.4	67.7	61.9	60.8	61.5	67.1
Pologne	99.2	103.9	100.0	87.6	83.9	79.6	80.3	80.2	79.9	78.8	78.6	77.9	72.6	70.6
Portugal	1.4	3.4	3.7	3.7	3.4	3.8	4.1	3.6	4.3	3.9	3.6	4.3	4.6	4.4
Rép. slovaque	2.7	5.3	4.9	5.0	5.5	6.3	6.7	6.8	6.6	6.5	6.6	6.6	6.0	6.5
Rép. tchèque	39.9	40.1	32.9	30.8	28.1	29.9	30.6	30.7	33.4	34.5	32.9	33.6	33.7	33.0
Royaume-Uni	109.8	208.0	268.3	271.9	281.6	272.4	262.3	258.3	246.6	225.6	205.0	186.6	176.2	166.9
Suède	7.4	29.7	32.4	34.0	33.2	30.5	33.9	31.8	30.9	34.3	34.7	32.8	33.6	33.3
Suisse	2.9	9.7	10.8	11.0	11.5	11.5	12.0	11.6	11.8	11.8	10.9	12.1	12.6	12.7
Turquie	13.8	25.8	28.0	29.1	27.5	25.9	24.4	24.1	23.6	24.1	23.9	26.3	27.3	27.3
Total UE27	..	944.7	980.3	953.4	955.0	946.3	946.0	944.7	937.2	934.0	900.2	881.0	860.6	..
Total OCDE	2 343.7	3 420.0	3 795.8	3 805.8	3 786.8	3 824.2	3 865.5	3 843.5	3 807.0	3 851.0	3 827.5	3 836.0	3 832.9	3 847.5
Afrique du Sud	37.8	114.5	143.4	145.0	145.0	145.6	144.9	143.7	153.3	157.5	158.6	158.0	159.6	..
Brésil	49.0	103.7	126.1	133.3	141.7	148.4	152.4	167.7	178.4	183.1	195.3	206.8	215.6	..
Chili	5.3	7.4	8.4	8.1	7.5	8.2	8.7	8.7	8.3	8.1	8.9	9.1	8.5	..
Chine	394.1	886.3	1 094.3	1 083.5	1 059.6	1 061.0	1 089.7	1 166.2	1 311.2	1 486.5	1 615.6	1 718.4	1 814.0	..
Estonie	..	5.1	3.5	3.0	2.8	2.9	3.0	3.2	3.7	3.5	3.9	3.7	4.4	..
Féd. de Russie	..	1 280.3	921.6	928.4	950.5	966.5	996.1	1 034.5	1 106.9	1 158.4	1 197.1	1 220.0	1 230.6	..
Inde	141.5	291.1	351.6	350.3	357.4	364.3	372.3	381.4	394.3	407.4	420.3	435.8	450.9	..
Indonésie	72.8	170.0	230.2	223.6	242.7	235.5	241.6	246.3	257.0	263.1	276.0	309.7	331.1	..
Israël	5.9	0.4	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.8	1.8	2.1	2.7	2.7	..
Slovénie	..	3.1	3.0	3.1	2.9	3.1	3.2	3.3	3.3	3.5	3.5	3.4	3.5	..
Monde	5 655.0	8 796.7	9 620.8	9 730.6	9 729.7	9 968.9	10 104.0	10 208.4	10 602.5	11 097.3	11 456.0	11 742.0	11 939.5	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825347546714>

Production totale d'énergie par région
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820215663115>

PRODUCTION DE PÉTROLE

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont des régions exceptionnellement riches en ressources énergétiques : leur sous-sol renferme environ 70 % des réserves mondiales prouvées de pétrole fin 2008. En regard de ces réserves, la production pétrolière y est aujourd'hui relativement faible, et il sera essentiel, pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux des prochaines décennies, d'intensifier leur exploitation. Le pétrole non conventionnel (par exemple le schiste bitumineux et les sables, les réserves liquides à base de charbon et de biomasse, et les liquides entrant dans la fabrication chimique de gaz naturel) devrait aussi jouer un rôle croissant pour répondre à la demande mondiale.

Définition

La production de pétrole brut correspond aux quantités de pétrole extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'il contenait. Cette production comprend le pétrole brut, les liquides de gaz naturel (LGN) et les additifs. Le pétrole brut est une huile minérale constituée d'un mélange d'hydrocarbures d'origine naturelle. Sa couleur va du jaune au noir, sa densité et sa viscosité sont variables. Les LGN sont des hydrocarbures liquides ou liquéfiés obtenus pendant le traitement, la purification et la stabilisation du gaz naturel. Les additifs (notamment, le MTBE ou le plomb tétraéthyle) sont des substances autres que des hydrocarbures qui sont ajoutées ou mélangées à un produit afin d'en modifier les propriétés, par exemple d'en améliorer les propriétés de combustion.

On entend par production des raffineries la production de produits pétroliers raffinés des raffineries de pétrole.

En bref

La production mondiale de pétrole brut a progressé de 57 % durant les 36 années comprises entre 1971 et 2007. En 2007, la production a atteint 3 916 millions de tonnes, soit environ 82 millions de barils par jour. La croissance n'a pas été constante au cours de la période considérée, la production ayant chuté à la suite des deux chocs pétroliers au début et à la fin des années 70.

En 2007, la contribution de la région du Moyen-Orient à la production de pétrole s'établissait à 31 % du total mondial. Néanmoins, la production et la contribution de cette région au total mondial ont sensiblement varié au cours de la période considérée, passant de 33 % en 1971 à moins de 19 % en 1985. La zone de l'OCDE, qui grâce à l'augmentation de sa production s'était placée au même rang que le Moyen-Orient dans les années 80 et 90, a vu cependant sa part de la production pétrolière se réduire à 23 % en 2007.

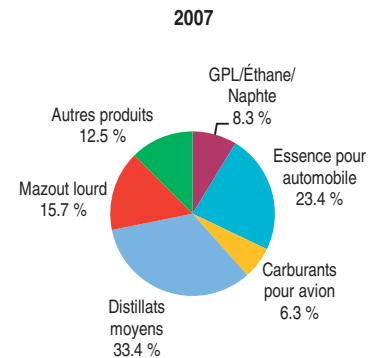
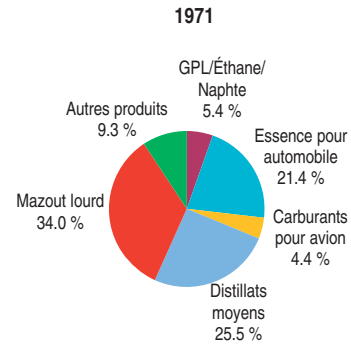
La production de produits pétroliers secondaires raffinés a considérablement évolué entre 1971 et 2007. Dans la gamme de ces produits, la part du fioul lourd est tombée de 34 % en 1971 à 16 % en 2007, tandis que celle des distillats moyens a augmenté pour passer de 25 à 33 % au cours de la même période.

Comparabilité

En règle générale, les données sur la production de pétrole sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'AIE.

Proportion des produits raffinés par produit

En pourcentage de la production de produits raffinés



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820305252613>

Source

- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Données sur le pétrole*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2008), *Oil Supply Security: Emergency Response of IEA Countries 2007*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, www.iea.org.



Production de pétrole brut

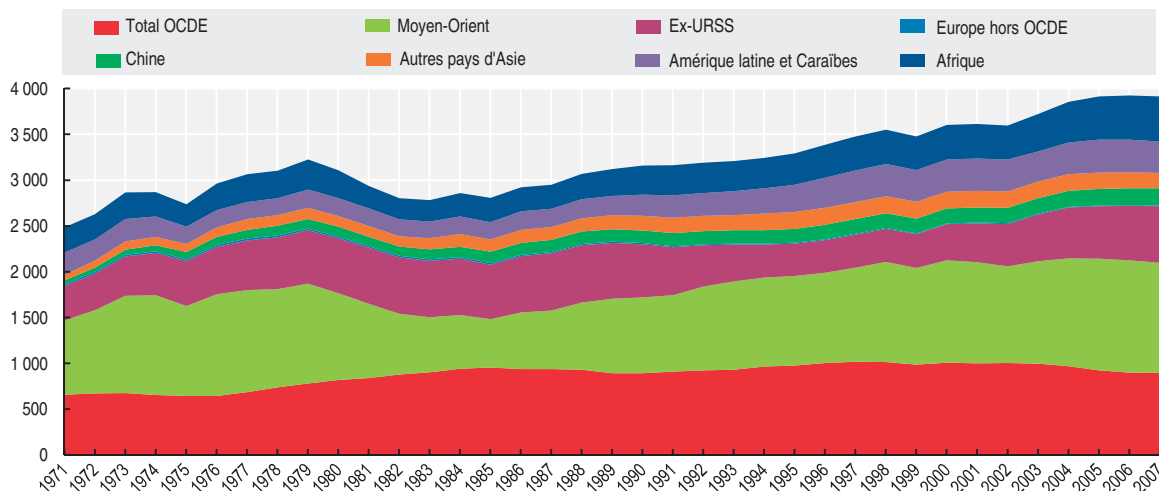
Millions de tonnes

	1971	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	7.6	5.3	3.7	3.8	3.8	4.3	4.3	4.6	4.8	4.9	5.2	5.2	5.2	4.9
Australie	14.3	27.5	26.7	29.4	23.7	32.1	33.1	31.3	29.1	26.2	22.9	21.9	24.0	22.2
Autriche	2.6	1.2	1.0	1.0	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0
Canada	70.6	91.6	119.0	124.7	119.9	124.8	126.6	132.9	140.4	145.4	143.5	151.3	156.8	154.6
Corée	..	..	0.5	0.4	0.4	0.7	0.6	0.5	0.5	0.4	0.5	0.6	0.6	0.5
Danemark	..	6.0	11.1	11.4	14.5	17.8	16.9	18.1	18.1	19.3	18.5	16.8	15.2	14.0
Espagne	0.1	1.1	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.1	0.1	0.1
États-Unis	527.7	413.3	380.9	369.8	354.2	353.0	349.9	348.1	338.4	325.9	310.0	304.4	304.0	300.5
Finlande	..	..	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1
France	2.5	3.5	2.3	2.1	2.0	1.9	1.6	1.5	1.6	1.6	1.4	1.1	1.1	1.1
Grèce	..	0.8	0.5	0.3	..	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Hongrie	2.0	2.3	2.0	1.8	1.8	1.7	1.5	1.6	1.6	1.6	1.4	1.3	1.2	1.2
Italie	1.3	4.7	6.1	5.8	5.2	4.8	4.2	5.8	5.9	5.7	6.4	6.3	6.6	6.3
Japon	0.8	0.5	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Mexique	25.4	151.1	169.0	171.9	166.9	169.3	175.5	178.3	189.3	191.4	187.6	183.2	175.4	159.5
Norvège	0.3	82.1	156.5	149.8	149.4	161.0	162.5	157.7	153.6	143.9	132.8	123.6	119.4	107.2
Nouvelle-Zélande	..	1.9	2.8	2.3	2.0	1.8	1.8	1.6	1.2	1.1	1.0	1.0	2.0	2.8
Pays-Bas	1.7	4.0	2.9	2.7	2.5	2.4	2.3	3.1	3.1	2.9	2.3	2.0	3.0	2.5
Pologne	0.4	0.2	0.4	0.4	0.5	0.7	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.8	0.7	0.8
République slovaque	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.4	0.4	0.4
Royaume-Uni	0.2	91.6	128.4	132.5	137.2	126.4	116.8	116.1	106.2	95.5	84.7	76.6	76.8	72.2
Turquie	3.5	3.7	3.4	3.2	2.9	2.8	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2	2.1	2.2
Total UE27	..	129.0	166.4	170.1	176.2	168.7	157.3	161.5	151.7	140.7	129.0	118.0	116.8	..
Total OCDE	661.1	892.7	1 018.8	1 015.2	989.4	1 008.0	1 003.6	1 007.1	999.8	971.9	924.1	900.8	896.7	854.9
Afrique du Sud	..	..	0.8	0.9	0.8	1.0	0.8	1.0	0.7	1.7	1.7	1.5	1.2	..
Brésil	8.4	32.4	43.7	50.6	57.2	64.3	67.4	75.6	77.9	77.6	85.7	90.8	92.4	..
Chili	1.7	1.1	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.5	..
Chine	39.4	138.3	160.7	161.2	160.2	163.1	164.1	167.1	169.7	175.9	181.4	184.9	186.4	..
Fédération de Russie	..	523.7	303.9	301.4	303.2	321.7	345.8	377.2	418.6	456.3	466.4	475.8	487.7	..
Inde	7.3	34.6	37.4	36.4	36.4	36.4	36.2	37.4	37.7	38.3	36.3	38.1	38.2	..
Indonésie	44.1	73.2	78.9	75.5	74.7	69.9	68.3	62.8	59.4	54.9	51.4	48.2	45.3	..
Israël	5.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monde	2 487.1	3 159.4	3 479.1	3 552.1	3 478.9	3 605.1	3 616.7	3 599.2	3 723.4	3 857.7	3 914.3	3 926.0	3 915.4	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825357604764>

Production de pétrole brut par région

Millions de tonnes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820237786452>

PRIX DU PÉTROLE

Outre les fluctuations habituelles de l'offre et de la demande, un certain nombre de facteurs, notamment d'ordre géopolitique, influent sur le prix du pétrole brut dont on tire les produits pétroliers (par exemple l'essence). Une partie des réserves les moins coûteuses se trouvent dans des régions du monde qui ne sont pas exemptes de risques. Il n'y a pas qu'un seul prix du pétrole brut, mais plusieurs : les cours mondiaux sont fixés par rapport à trois bruts de référence faisant l'objet d'échanges sur le marché (le West Texas Intermediate [WTI], le Brent et le Dubaï), à des niveaux supérieurs ou inférieurs.

Définition

Les prix d'importation du pétrole brut sont tirés du Crude Oil Import Register. Les données sont recueillies en fonction du type de brut et les prix moyens s'obtiennent en divisant la valeur par le volume enregistré par les administrations des douanes pour chaque position tarifaire. Les valeurs sont consignées à la date de l'importation et tiennent compte du coût, de l'assurance et du fret (CAF), mais non des droits d'importation.

En bref

L'embargo pétrolier imposé par les pays arabes en 1973 a eu un impact considérable sur les cours : le prix de l'Arabian Light s'est en effet envolé, passant de 1.84 USD/baril en 1972 à 10.77 USD/baril en 1974.

Après 1973, le premier pic s'est produit à la suite de la révolution iranienne en 1981, année où les prix ont approché les 40 USD. Après cette crise, les prix ont amorcé une baisse progressive, puis accusé une chute brutale en 1986, lorsque l'Arabie Saoudite a fortement accru sa production pétrolière.

La première crise du Golfe, en 1990, a déclenché une nouvelle flambée des prix. En 1997, les cours du pétrole brut ont commencé à diminuer sous l'effet de la crise financière en Asie.

Les prix sont repartis à la hausse en 1999, en réaction aux réductions des quotas de production visées par l'OPEP et aux tensions sur les stocks. Malgré le fléchissement intervenu en 2001 et 2002, la perspective de la guerre en Irak a poussé sensiblement les prix à la hausse, qui ont dépassé les 30 USD au premier trimestre de 2003 et sont restés élevés dans les derniers mois de l'année 2003 ainsi qu'en 2004. Les prix du pétrole brut ont augmenté très fortement fin août 2005, après les ravages provoqués par l'ouragan Katrina sur la côte Est du golfe du Mexique aux États-Unis. Ils ont poursuivi leur escalade en 2006, dépassant en moyenne de 24 % les cours de l'année précédente, car la demande de pétrole des économies émergentes, en particulier de la Chine, mettait à rude épreuve l'équilibre de l'offre et de la demande. En 2007, la hausse des cours a continué; le prix du Dubaï a atteint 88.82 USD par baril au début du mois de novembre et celui du WTI s'est envolé à 96.50 USD par baril.

Au début de l'année 2008, les prix ont franchi le seuil symbolique des 100 USD/baril puis atteint un nouveau sommet à un peu moins de 150 USD/baril au mois de juillet, la même année. Le prix réel du pétrole a ainsi atteint en 2008 des niveaux records. Début 2009, les prix sont retombés à 40 USD/baril lorsque, sous l'effet du renchérissement et de l'amorce de la crise financière mondiale, la demande s'est effondrée. Plus tard dans l'année, les prix allaient de 70 à 80 USD/baril.

Le prix spot nominal au comptant du pétrole brut indiqué pour les années 1985 à 2008 est celui du Dubaï, tandis que pour les années 1970 à 1984, il s'agit de celui de l'Arabian Light. Ces prix spot nominaux au comptant sont exprimés en dollars US par baril de pétrole. Le prix réel a été calculé à l'aide du déflateur du PIB aux prix du marché et en prenant 1970 comme nouvelle année de référence (1970 = 100).

Comparabilité

Les prix moyens d'importation du pétrole brut sont fonction de la qualité du brut importé. Les pétroles bruts de grande qualité, tels ceux extraits dans le secteur des Forties au Royaume-Uni ou le gisement d'Oseberg en Norvège ainsi que le brut léger vénézuélien, se vendront plus cher que les bruts de qualité inférieure, par exemple le brut lourd canadien ou le pétrole extra-lourd du Venezuela. Le prix moyen mensuel dépend du panachage de pétroles bruts importés chaque mois dans un pays donné.

Source

- AIE (2009), *Energy Prices and Taxes*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2007), *Natural Gas Market Review 2007: Security in a Globalising Market to 2015*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2009), *World Energy Outlook 2009*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Energy Prices and Taxes*.


Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, www.iea.org.

Prix du pétrole brut à l'importation

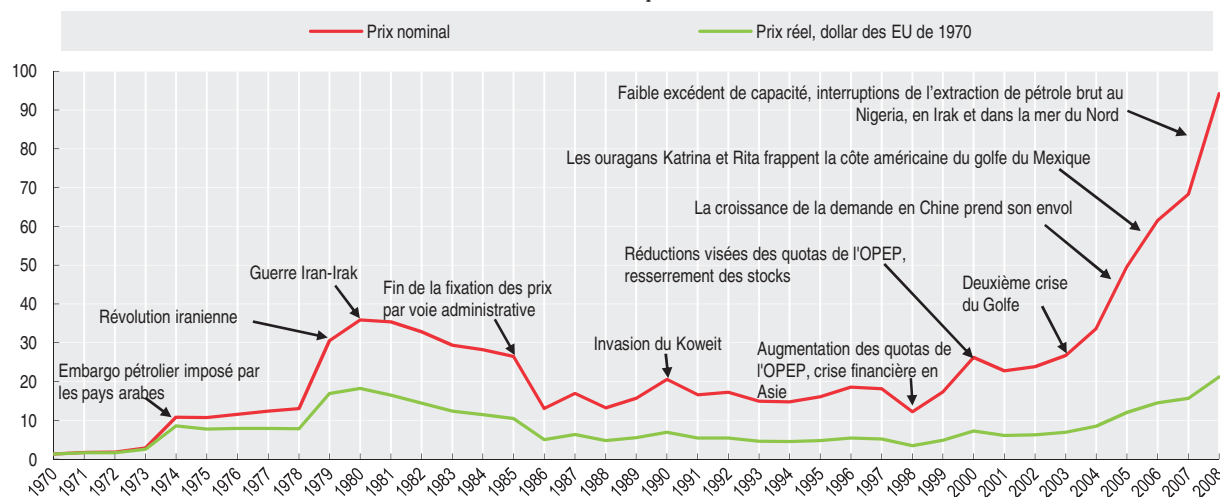
Dollars des EU par baril, valeur unitaire moyenne, c.a.f.


	1976	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	13.27	23.17	19.01	12.48	17.51	28.09	24.15	24.40	28.44	36.65	52.30	63.29	71.60	96.70
Australie	..	24.21	21.78	14.60	18.38	30.79	26.61	25.80	31.24	40.93	56.71	66.71	77.13	107.83
Autriche	12.85	24.58	21.31	14.34	17.54	29.39	25.32	24.64	29.59	38.21	53.15	64.44	71.86	103.05
Belgique	12.64	21.11	18.65	11.97	17.33	27.87	24.20	24.35	27.72	35.35	50.06	61.06	70.35	96.01
Canada	..	24.15	20.59	13.15	17.85	29.10	24.87	24.97	29.53	38.13	52.37	64.33	70.04	101.41
Corée	..	..	20.34	13.72	16.91	28.22	24.87	24.12	28.80	36.15	50.19	62.82	70.01	98.11
Danemark	12.98	23.18	20.15	13.49	17.71	29.66	24.82	24.88	29.68	38.78	54.40	66.92	74.94	96.48
Espagne	12.54	21.88	18.34	11.80	16.99	27.16	23.32	23.95	28.13	36.03	50.54	60.99	68.66	94.86
États-Unis	13.48	21.07	18.34	12.02	17.06	27.54	22.07	23.52	27.66	35.86	48.82	59.15	66.77	94.97
Finlande	..	..	19.44	12.80	18.31	28.13	23.49	24.51	27.72	36.09	51.12	63.37	70.48	94.79
France	..	..	18.99	12.43	17.45	28.18	24.13	24.63	28.87	37.61	52.74	63.69	72.22	97.63
Grèce	12.13	22.42	18.45	11.66	16.64	26.95	23.22	24.08	27.17	34.53	50.33	60.97	69.93	93.60
Hongrie	..	..	16.74	10.77	16.05	26.22	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	25.55	19.99	13.55	17.14	29.88	25.31	25.52	29.66	39.24	55.24	66.38	74.16	100.39
Italie	12.41	23.23	18.88	12.21	17.10	27.77	23.87	24.34	28.58	36.60	51.33	62.50	70.20	96.67
Japon	12.59	22.64	20.55	13.68	17.38	28.72	25.01	24.96	29.26	36.59	51.57	64.03	70.09	100.98
Norvège	..	18.46	16.71	12.23	17.46	28.91	23.43	24.46	30.41	39.20	53.08	58.83	70.16	80.22
Nouvelle-Zélande	..	21.97	21.65	14.63	18.16	29.95	26.14	25.89	31.00	41.71	56.07	67.36	73.84	105.80
Pays-Bas	13.06	21.83	18.37	11.98	16.97	27.59	23.48	23.99	27.67	35.02	50.00	61.47	68.74	97.89
Portugal	12.14	22.75	18.95	12.21	17.38	28.20	24.02	24.27	28.72	37.89	51.94	62.77	70.23	98.83
République tchèque	..	..	..	..	..	26.59	23.74	23.37	28.13	34.82	51.28	62.05	68.54	97.71
Royaume-Uni	12.57	22.92	19.32	12.64	18.01	28.45	24.45	24.58	29.13	37.75	53.79	65.00	73.80	99.34
Suède	13.22	23.02	18.90	12.61	17.68	28.13	24.03	23.86	28.60	36.47	51.78	62.50	70.13	95.09
Suisse	13.87	24.23	20.50	13.38	18.35	29.53	25.04	25.34	30.26	38.73	55.81	66.76	74.92	101.03
Turquie	..	23.11	18.79	11.99	16.07	26.61	22.98	23.57	27.05	34.90	50.65	61.48	68.59	98.07

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/825358536736>

Prix au comptant du pétrole brut

Dollars des EU par baril



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/820311462243>





TRAVAIL

EMPLOI ET HEURES TRAVAILLÉES

TAUX D'EMPLOI

TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

EMPLOI NON SALARIÉ

EMPLOI PAR RÉGION

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

CHÔMAGE

TAUX DE CHÔMAGE

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

CHÔMAGE PAR RÉGION

TAUX D'EMPLOI

Les taux d'emploi mesurent l'ampleur de l'utilisation des ressources disponibles de main-d'œuvre. Sur le court terme, ces taux sont sensibles au cycle économique, mais à plus long terme, ils sont davantage influencés par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources, et par les mesures qui facilitent l'emploi des femmes.

Définition

Les taux d'emploi sont obtenus en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes non employées sont les personnes sans emploi ou inoccupées, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas incluses dans la population active pour des raisons telles que les études, l'invalidité ou la nécessité de s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés.

En bref

Entre 2006 et 2008, le taux d'emploi total était légèrement supérieur, dans la plupart des pays membres de l'OCDE, au niveau atteint entre 1995 et 1997. En Irlande et en Espagne l'augmentation du taux d'emploi est de plus de 10 points, alors qu'elle est plus modeste dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Toutefois, la République tchèque, la Pologne, la République slovaque, la Turquie et les États-Unis ont enregistré sur cette période des baisses modestes de leur taux d'emploi. À la fin de la période, le taux d'emploi allait de 45 % en Turquie à 85 % en Islande. Parmi les pays non membres de l'OCDE présentés ici, le taux d'emploi du Brésil, de l'Estonie et de la Russie, est légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE, avec une hausse de cinq points de pourcentage ces dernières années en Russie et en Slovaquie. Par contraste, le taux d'emploi du Chili et d'Israël est inférieur à la moyenne de l'OCDE, malgré une hausse modeste depuis la moitié des années 90. Toutes ces évolutions ont précédé celles liées à la crise financière de 2008-09, dont l'impact sur l'emploi est décrit plus loin dans cette publication.

Dans tous les pays membres de l'OCDE, le taux d'emploi est plus élevé pour les hommes que pour les femmes. Tandis que le taux d'emploi des hommes est resté relativement stable dans la plupart des pays membres, les écarts entre les pays sont plus grands en ce qui concerne l'évolution du taux d'emploi des femmes. En particulier, en Italie, au Luxembourg, en Espagne, en Irlande et aux Pays-Bas, le taux d'emploi des femmes a augmenté de plus de 10 points de pourcentage sur cette période, une hausse qui est la principale responsable de la progression du taux d'emploi total. Dans les pays non membres de l'OCDE, le taux d'emploi des hommes est clairement supérieur à celui des femmes, de plus de 20 points au Brésil et au Chili et de 5 à 10 points en Estonie, en Israël, en Russie et en Slovaquie. Le taux d'emploi des femmes du Brésil, du Chili et d'Israël, est inférieur à la moyenne de l'OCDE malgré une progression depuis la moitié des années 90 plus importante que celle enregistrée par le taux d'emploi des hommes. Par contraste, l'Estonie, la Russie et la Slovaquie ont un taux d'emploi des femmes supérieur à la moyenne de l'OCDE, qui depuis la moitié des années 90 augmente à un rythme légèrement plus rapide que celui du taux d'emploi des hommes.

On considère généralement comme étant en âge de travailler les personnes âgées de 15 à 64 ans. Ici, les taux d'emploi sont montrés à la fois pour l'emploi total et pour les hommes et les femmes séparément.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement d'un pays à l'autre. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais malgré ces changements les taux d'emploi restent relativement fiables dans le temps.

Source

- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Jeumotte, F. (2003), *Female Labour Force Participation*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 376, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-07), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, série, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'emploi.

Sites Internet

- Base de données OCDE des Statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.
- Putting More Women to Work: A Colloquium on Employment, Child Care and Taxes, www.oecd.org/employment/colloquium/women.

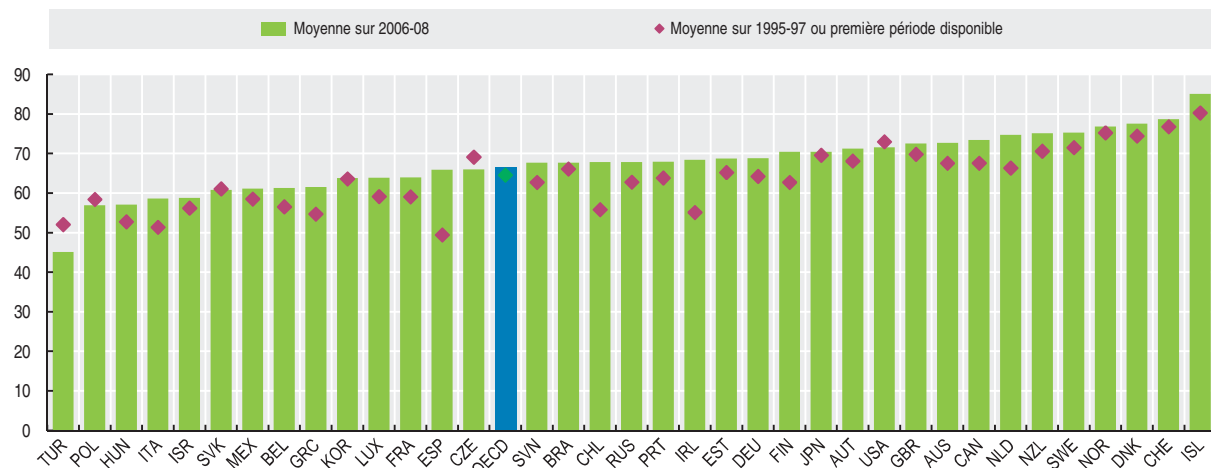
**Taux d'emploi : total**

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	64.6	64.3	63.8	64.7	65.2	65.6	65.8	65.3	64.6	65.0	65.5	67.2	69.0	70.2
Australie	67.7	67.6	67.4	67.9	68.4	69.3	69.0	69.4	70.0	70.3	71.5	72.2	72.8	73.2
Autriche	68.7	67.8	67.8	67.8	68.4	68.3	68.2	68.8	68.9	67.8	68.6	70.2	71.4	72.1
Belgique	56.3	56.3	57.0	57.3	58.9	60.9	59.7	59.7	59.3	60.5	61.0	60.4	61.6	62.0
Canada	67.5	67.3	68.0	68.9	70.0	70.9	70.8	71.4	72.2	72.5	72.5	72.9	73.6	73.7
Corée	63.5	63.7	63.7	59.2	59.6	61.5	62.1	63.3	63.0	63.6	63.7	63.8	63.9	63.8
Danemark	73.9	74.0	75.4	75.3	76.5	76.4	75.9	76.4	75.1	76.0	75.5	76.9	77.3	78.4
Espagne	48.3	49.3	50.7	52.4	55.0	57.4	58.8	59.5	60.7	62.0	64.3	65.7	66.6	65.3
États-Unis	72.5	72.9	73.5	73.8	73.9	74.1	73.1	71.9	71.2	71.2	71.5	72.0	71.8	70.9
Finlande	61.9	62.8	63.5	64.8	66.6	67.5	68.3	68.3	67.9	67.8	68.5	69.6	70.5	71.3
France	59.1	59.2	58.9	59.4	59.8	61.1	62.0	62.2	63.3	63.1	63.2	63.3	64.0	64.6
Grèce	54.5	54.9	54.8	55.6	55.4	55.9	55.6	57.7	58.9	59.6	60.3	61.0	61.5	62.2
Hongrie	52.9	52.7	52.7	53.6	55.4	56.0	56.2	56.2	57.0	56.8	56.9	57.3	57.3	56.7
Irlande	54.1	55.0	56.3	59.6	62.5	64.5	65.0	65.0	64.9	65.4	67.1	68.2	69.0	68.1
Islande	80.5	80.4	80.0	82.2	84.2	84.6	84.6	82.8	84.1	82.8	84.4	85.3	85.7	84.2
Italie	51.2	51.4	51.6	52.2	52.9	53.9	54.9	55.6	56.2	57.4	57.5	58.4	58.7	58.7
Japon	69.2	69.5	70.0	69.5	68.9	68.9	68.8	68.2	68.4	68.7	69.3	70.0	70.7	70.7
Luxembourg	58.5	59.1	59.9	60.2	61.6	62.7	63.0	63.6	62.2	62.5	63.6	63.6	63.6	64.4
Mexique	57.2	58.1	60.3	60.4	60.4	60.1	59.4	59.3	58.8	59.9	59.6	61.0	61.1	61.3
Norvège	73.5	75.3	77.0	78.3	78.0	77.9	77.5	77.1	75.8	75.6	75.2	75.5	76.9	78.1
Nouvelle-Zélande	70.1	71.1	70.6	69.6	70.1	70.7	71.8	72.4	72.5	73.5	74.6	75.2	75.4	74.9
Pays-Bas	65.1	66.0	67.9	69.5	70.8	72.1	73.1	73.2	72.6	71.8	71.9	73.2	74.8	76.1
Pologne	58.1	58.4	58.8	58.9	57.5	55.0	53.5	51.7	51.4	51.9	53.0	54.5	57.0	59.2
Portugal	63.2	63.6	64.7	66.8	67.4	68.3	68.6	68.1	67.1	67.8	67.5	67.9	67.8	68.2
République slovaque	60.2	61.9	61.1	60.5	58.1	56.8	56.9	56.9	57.7	57.0	57.7	59.4	60.7	62.3
République tchèque	69.4	69.3	68.7	67.5	65.9	65.2	65.3	65.7	64.9	64.2	64.8	65.3	66.1	66.6
Royaume-Uni	69.2	69.7	70.6	71.0	71.5	72.2	72.5	72.3	72.6	72.7	72.6	72.5	72.3	72.7
Suède	72.2	71.6	70.7	71.5	72.9	74.2	75.2	74.9	74.3	73.5	73.9	74.5	75.7	75.7
Suisse	76.4	77.0	76.9	78.0	78.4	78.4	79.2	78.9	77.9	77.4	77.2	77.9	78.6	79.5
Turquie	52.4	52.5	51.3	51.4	50.8	48.9	47.8	46.7	45.5	46.1	45.9	45.9	44.6	44.9
Total OCDE	64.2	64.5	65.0	65.1	65.3	65.6	65.4	65.1	64.9	65.2	65.5	66.2	66.6	66.7
Brésil	67.7	65.1	65.3	64.4	64.6	..	64.3	65.4	65.0	66.4	67.0	67.4	67.4	68.3
Chili	..	55.8	55.8	55.5	54.4	53.8	54.0	53.8	54.3	55.2	55.0	56.5	57.1	57.8
Estonie	65.5	64.9	65.2	64.5	61.6	60.7	61.1	61.7	62.6	62.6	64.0	67.7	69.1	69.5
Fédération de Russie	64.5	63.4	60.4	58.4	61.6	63.3	63.2	64.5	64.2	65.0	66.1	66.5	68.3	68.8
Israël	56.5	56.4	55.7	55.2	55.5	56.1	55.6	54.8	55.0	55.7	56.7	57.6	58.9	59.8
Slovénie	62.8	61.9	63.5	63.3	62.5	62.9	63.9	63.4	62.6	65.3	66.0	66.6	67.8	68.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825386018701>**Taux d'emploi : total**

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820337340873>

Taux d'emploi : hommes

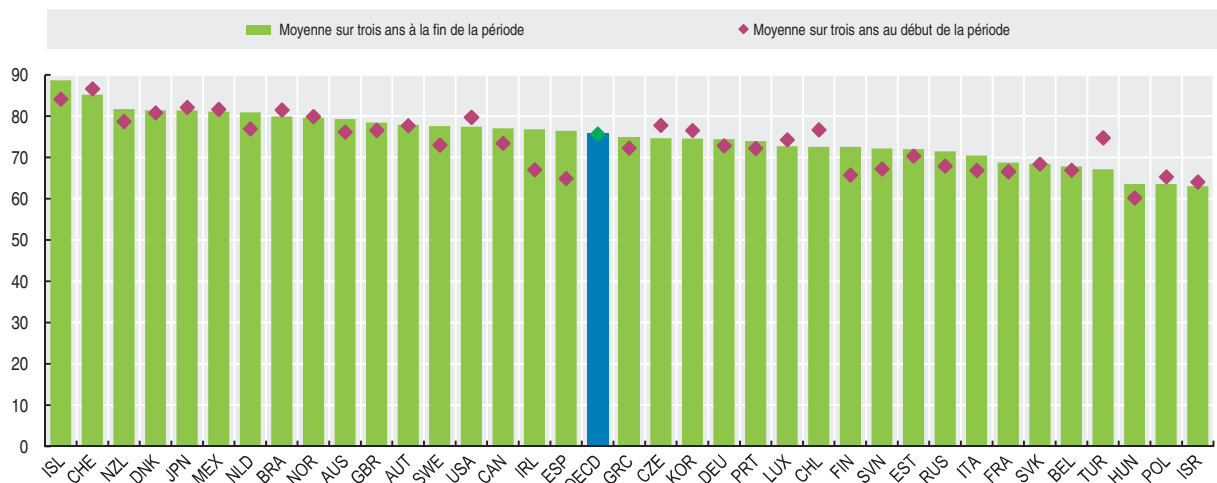
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler, hommes

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	73.7	72.8	72.1	72.9	72.8	72.9	72.8	71.7	70.4	70.8	71.4	72.8	74.7	75.9
Australie	76.4	76.3	75.8	76.2	76.6	77.1	76.4	76.7	77.0	77.6	78.5	78.8	79.6	79.6
Autriche	78.6	77.4	77.2	77.0	77.5	77.3	76.6	76.4	76.4	74.9	75.4	76.9	78.4	78.5
Belgique	66.9	66.8	67.1	67.0	67.5	69.8	68.5	68.1	67.1	67.9	67.7	67.0	68.2	68.3
Canada	73.4	73.2	73.8	74.3	75.4	76.2	75.7	75.9	76.4	76.7	76.7	76.8	77.2	77.2
Corée	76.8	76.7	76.2	71.3	71.3	73.1	73.5	74.9	75.0	75.2	75.0	74.6	74.7	74.4
Danemark	80.7	80.5	81.3	80.2	81.2	80.7	80.2	80.2	79.7	79.9	80.1	80.6	81.3	82.4
Espagne	64.0	64.7	66.1	68.3	70.8	72.7	73.8	73.9	74.5	74.9	76.4	77.3	77.4	74.6
États-Unis	79.5	79.7	80.1	80.5	80.5	80.6	79.4	78.0	76.9	77.2	77.6	78.1	77.8	76.4
Finlande	64.8	66.0	66.6	68.2	69.6	70.5	71.2	70.4	70.1	70.0	70.5	71.8	72.4	73.4
France	66.7	66.8	66.3	66.6	66.8	68.1	69.0	68.6	69.1	68.7	68.6	68.4	68.6	69.2
Grèce	72.2	72.6	71.9	71.6	70.9	71.3	70.9	72.5	73.5	74.0	74.5	74.6	74.9	75.4
Hongrie	60.2	60.2	60.3	60.3	62.2	62.7	63.0	62.9	63.4	63.1	63.1	63.8	64.0	63.0
Irlande	66.7	66.6	67.8	71.0	73.5	75.6	76.0	74.9	74.6	75.1	76.2	77.4	77.4	75.6
Islande	84.0	84.3	84.2	86.0	88.2	88.2	88.0	85.7	86.8	86.2	87.4	88.7	89.5	87.8
Italie	67.0	66.9	66.8	67.1	67.6	68.2	68.7	69.2	69.7	69.7	69.7	70.5	70.7	70.3
Japon	81.9	82.1	82.4	81.7	81.0	80.9	80.5	79.9	79.8	80.0	80.4	81.0	81.7	81.6
Luxembourg	74.3	74.4	74.3	74.6	74.4	75.0	74.9	75.5	73.3	72.8	73.3	72.6	72.8	72.8
Mexique	79.9	81.4	83.7	83.5	83.7	82.8	82.3	81.6	80.8	81.0	80.2	81.6	80.9	80.7
Norvège	78.1	80.0	81.7	82.8	82.1	81.7	81.0	80.2	78.7	78.4	78.3	78.6	79.7	80.6
Nouvelle-Zélande	78.6	79.0	78.6	77.3	77.4	78.2	79.1	79.8	79.4	80.8	81.5	82.1	82.1	81.0
Pays-Bas	76.0	76.8	78.1	79.6	80.3	81.2	81.9	81.4	80.3	79.3	78.9	79.9	81.0	81.9
Pologne	64.7	65.2	66.1	65.8	63.6	61.2	59.2	57.0	56.7	57.4	59.0	60.9	63.6	66.3
Portugal	72.1	72.0	72.5	75.6	75.6	76.3	76.5	75.7	73.9	74.1	73.4	73.9	73.9	74.0
République slovaque	67.6	69.2	68.4	67.8	64.3	62.2	62.1	62.5	63.4	63.2	64.6	67.0	68.4	70.0
République tchèque	77.9	78.1	77.4	76.3	74.3	73.6	73.6	74.2	73.4	72.4	73.3	73.7	74.8	75.4
Royaume-Uni	76.1	76.3	77.4	78.0	78.3	78.9	79.1	78.6	78.9	78.9	78.8	78.4	78.4	78.5
Suède	73.5	73.2	72.4	73.6	74.8	76.2	76.9	76.4	75.7	75.0	75.9	76.8	78.0	78.1
Suisse	87.3	86.8	85.9	87.2	87.1	87.3	87.6	86.2	85.1	84.5	83.9	84.7	85.6	85.4
Turquie	74.6	74.9	74.8	74.3	72.7	71.7	69.3	66.9	65.9	67.9	68.2	68.0	66.8	66.6
Total OCDE	75.4	75.6	76.0	76.0	76.0	76.2	75.7	75.0	74.6	74.8	75.1	75.7	76.0	75.7
Brésil	83.1	80.8	80.7	79.5	78.8	...	78.2	78.7	77.9	79.3	79.4	79.6	79.7	80.6
Chili	...	76.7	76.7	74.4	73.0	72.1	72.3	71.8	71.7	71.9	71.6	72.6	72.6	72.5
Estonie	70.9	69.8	70.4	68.9	65.6	64.8	65.2	66.0	66.7	65.7	66.2	70.5	72.6	73.0
Fédération de Russie	69.9	68.6	65.3	63.1	65.9	67.6	67.4	68.3	67.9	68.6	69.6	69.7	71.8	73.0
Israël	65.0	64.2	63.1	61.9	61.3	61.4	60.8	59.5	59.4	60.4	61.0	61.8	63.3	64.1
Slovénie	67.7	66.2	67.9	67.7	66.9	67.2	68.7	68.2	67.4	70.0	70.4	71.1	72.7	72.7

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/825405675131>

Taux d'emploi : hommes

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler, hommes



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/820376622564>

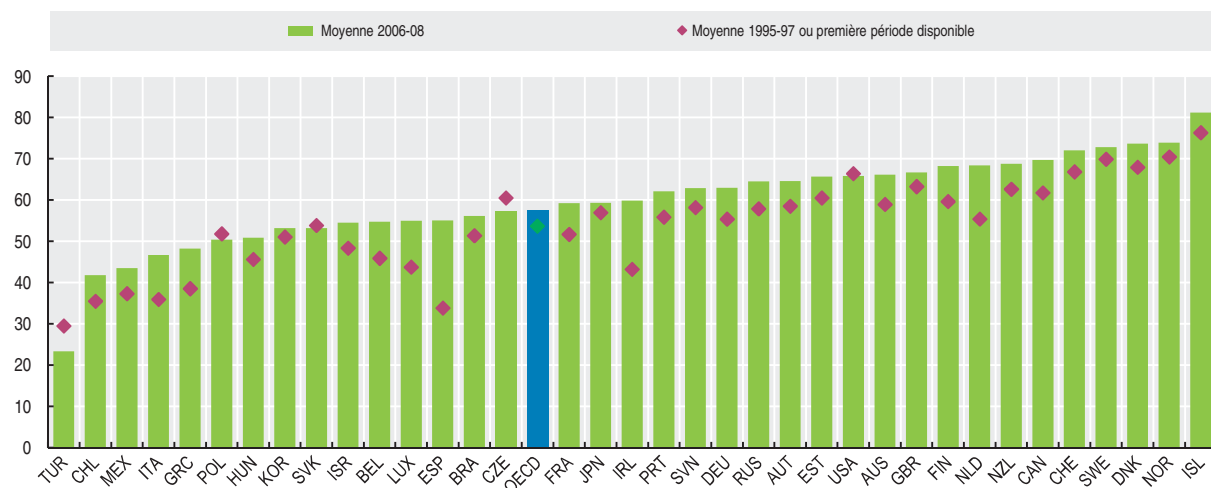
**Taux d'emploi : femmes**

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler, femmes

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	55.3	55.5	55.3	56.3	57.4	58.1	58.7	58.8	58.7	59.2	59.6	61.4	63.2	64.3
Australie	59.0	58.9	58.9	59.6	60.0	61.4	61.7	62.0	63.0	63.0	64.6	65.5	66.1	66.7
Autriche	58.9	58.3	58.4	58.5	59.4	59.4	59.9	61.2	61.6	60.7	62.0	63.5	64.4	65.8
Belgique	45.4	45.6	46.7	47.5	50.2	51.9	50.7	51.1	51.4	53.0	54.1	53.6	54.9	55.7
Canada	61.6	61.5	62.1	63.5	64.6	65.6	65.9	67.0	67.9	68.4	68.3	69.0	70.1	70.1
Corée	50.5	51.1	51.6	47.3	48.1	50.0	50.9	52.0	51.1	52.2	52.5	53.1	53.2	53.2
Danemark	67.0	67.4	69.4	70.3	71.6	72.1	71.4	72.6	70.5	72.0	70.8	73.2	73.3	74.4
Espagne	32.5	33.8	35.2	36.5	39.1	42.0	43.8	44.9	46.8	49.0	51.9	54.0	55.5	55.7
États-Unis	65.8	66.3	67.1	67.4	67.6	67.8	67.1	66.1	65.7	65.4	65.6	66.1	65.9	65.5
Finlande	59.0	59.5	60.4	61.3	63.6	64.5	65.4	66.1	65.7	65.5	66.5	67.3	68.5	69.0
France	51.6	51.8	51.7	52.4	53.0	54.3	55.2	55.8	57.6	57.7	58.0	58.2	59.4	60.1
Grèce	38.0	38.5	39.1	40.3	40.7	41.3	41.2	43.1	44.5	45.5	46.2	47.5	48.1	49.0
Hongrie	45.9	45.5	45.5	47.3	48.9	49.6	49.8	49.8	50.9	50.7	51.0	51.2	50.9	50.6
Irlande	41.5	43.3	44.7	48.2	51.3	53.3	54.0	55.0	55.2	55.6	57.9	58.7	60.3	60.5
Islande	76.8	76.5	75.6	78.3	80.2	81.0	81.1	79.8	81.2	79.4	81.2	81.6	81.7	80.3
Italie	35.4	36.0	36.4	37.3	38.3	39.6	41.1	42.0	42.7	45.2	45.3	46.3	46.6	47.2
Japon	56.4	56.8	57.6	57.2	56.7	56.7	57.0	56.5	56.8	57.4	58.1	58.8	59.5	59.7
Luxembourg	42.2	43.6	45.4	45.6	48.5	50.0	50.8	51.5	50.9	51.9	53.7	54.6	54.5	55.8
Mexique	36.0	36.8	39.1	39.3	39.1	39.6	39.0	39.5	39.1	40.9	41.6	42.9	43.6	44.1
Norvège	68.8	70.4	72.2	73.6	73.8	74.0	73.8	73.9	72.7	72.7	72.0	72.3	74.0	75.4
Nouvelle-Zélande	61.7	63.4	62.8	62.1	63.0	63.5	64.8	65.3	65.7	66.5	68.0	68.4	69.0	69.0
Pays-Bas	53.9	54.9	57.4	59.1	61.1	62.7	64.1	64.8	64.7	64.1	64.8	66.4	68.5	70.2
Pologne	51.8	51.8	51.8	52.2	51.6	48.9	47.8	46.4	46.2	46.4	47.0	48.2	50.6	52.4
Portugal	54.8	55.6	57.2	58.3	59.5	60.5	61.0	60.8	60.6	61.7	61.7	62.0	61.9	62.5
République slovaque	53.0	54.6	54.0	53.5	52.1	51.5	51.8	51.4	52.2	50.9	50.9	51.9	53.0	54.6
République tchèque	61.0	60.6	59.9	58.7	57.4	56.9	57.0	57.1	56.3	56.0	56.3	56.8	57.3	57.6
Royaume-Uni	62.5	63.3	64.0	64.2	65.0	65.6	66.0	66.3	66.4	66.6	66.7	66.8	66.3	66.9
Suède	70.9	69.9	68.9	69.4	70.9	72.2	73.5	73.4	72.8	71.8	71.8	72.1	73.2	73.2
Suisse	65.6	67.1	67.8	68.8	69.6	69.4	70.7	71.5	70.7	70.3	70.4	71.1	71.6	73.5
Turquie	30.2	30.3	28.0	28.5	28.9	26.2	26.3	26.6	25.2	24.3	23.7	23.8	22.8	23.5
Total OCDE	53.2	53.6	54.2	54.4	54.9	55.2	55.3	55.3	55.3	55.7	56.1	56.9	57.5	57.8
Brésil	53.1	50.3	50.7	50.1	51.3	..	51.3	52.9	52.9	54.3	55.3	55.9	55.8	56.8
Chili	..	35.5	35.5	36.9	36.3	35.7	35.8	35.8	37.1	38.8	38.7	40.5	41.6	43.2
Estonie	60.6	60.5	60.5	60.5	57.9	57.0	57.3	57.8	58.8	59.8	61.9	65.1	65.7	66.3
Fédération de Russie	59.4	58.5	55.8	54.0	57.5	59.3	59.3	61.0	60.8	61.7	62.8	63.6	65.1	64.9
Israël	48.1	48.6	48.4	48.7	49.8	50.9	50.4	50.2	50.6	51.0	52.5	53.3	54.6	55.6
Slovénie	57.9	57.7	59.0	58.8	57.9	58.5	58.9	58.6	57.6	60.5	61.3	61.8	62.6	64.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825430142350>**Taux d'emploi : femmes**

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler, femmes

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820422085208>

TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

Les marchés du travail se différencient par leur façon de distribuer les opportunités d'emploi parmi des personnes de différentes classes d'âge. Dans ces différentes classes, les taux d'emploi sont très sensibles aux politiques publiques concernant l'enseignement supérieur, les systèmes de pension et l'âge de la retraite.

Définition

Le taux d'emploi d'un groupe d'âge donné se mesure comme étant le ratio du nombre des actifs occupés d'un âge donné et de l'effectif total du groupe de ce même âge.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes non employées sont les personnes sans emploi ou inoccupées, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas incluses dans la population active pour des raisons telles que les études, l'invalidité ou la nécessité de s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés.

En bref

En règle générale, les taux d'emploi des personnes d'âge allant de 25 à 54 ans sont à peu près identiques dans l'ensemble de la zone OCDE, où ils ont atteint en 2008 des niveaux compris entre 70 et 90 % dans tous les pays sauf la Turquie. Ils varient beaucoup en revanche pour les jeunes, allant de moins de 25 % en Hongrie, en Corée, en Grèce et en Italie, à plus de 60 % en Islande, au Danemark, aux Pays-Bas, en Australie et en Suisse, toujours en 2008. Les taux d'emploi des travailleurs âgés sont également très disparates d'un pays à l'autre, avec près de 70 % d'actifs occupés dans ce groupe en Islande, en Nouvelle-Zélande et en Suède, mais moins de 35 % en Turquie, en Hongrie, en Italie, en Belgique et en Pologne. Dans les pays non membres de l'OCDE, les taux d'emploi des jeunes dépassent la moyenne de l'OCDE, sauf au Brésil, alors que ceux de la classe d'âge qui est au plus fort de son activité professionnelle dépassent la moyenne de l'OCDE de plus de cinq points en Slovaquie, en Russie et en Estonie, et ceux des travailleurs les plus âgés dépassent la moyenne de l'OCDE en Estonie, en Israël, au Chili et au Brésil.

Sur la période 1990-2008, les taux d'emploi des jeunes ont fléchi de plus de cinq points dans l'ensemble de la zone OCDE, les baisses les plus marquées s'étant produites en Suède, au Portugal, au Luxembourg, en Turquie et au Royaume-Uni. Cela tient en partie aux mesures qu'ont adoptées les gouvernements pour encourager les jeunes à rehausser leur niveau de qualification et leurs conditions générales d'emploi, mais aussi aux difficultés rencontrées par certains jeunes pour entrer sur le marché du travail. Dans le groupe des personnes d'âge très actif - 25 à 54 ans -, les taux d'emploi ont légèrement progressé dans l'ensemble de la zone OCDE, mais sensiblement baissé en Turquie et en Suède, tandis qu'ils augmentaient au contraire nettement en Espagne, en Irlande et aux Pays-Bas. Les taux d'emploi des travailleurs les plus âgés ont augmenté de six points en moyenne, notamment en Finlande, en Irlande, en Allemagne, en République slovaque, aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande, où leurs taux d'emploi ont le plus progressé, et à l'exception de la Turquie où ce taux a baissé. Parmi les pays non membres de l'OCDE mentionnés ici, les taux d'emploi ont augmenté pour l'ensemble des groupes d'âge.

Les taux d'emploi sont présentés pour trois classes d'âge : les personnes âgées de 15 à 24 sont celles qui arrivent sur le marché du travail après la scolarité, les personnes âgées de 25 à 54 ans sont celles qui sont au plus fort de leur activité professionnelle, les personnes âgées de 55 à 64 ans sont celles qui approchent de la retraite.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent varier légèrement d'un pays à l'autre. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais malgré ces changements les taux d'emploi restent relativement fiables dans le temps.

Source

- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Burniaux, J.-M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), *Coping with Ageing, Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 371, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Vieillesse et politiques de l'emploi*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- Réunion NERO sur le marché du travail, Paris, 25 juin 2004, www.oecd.org/eco/nero.
- OCDE, Vieillesse et politiques de l'emploi, www.oecd.org/els/employment/olderworkers.
- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, www.oecd.org/els/emploi/.
- Des emplois pour les jeunes, projet de l'OCDE, www.oecd.org/els/emploi/jeunes.
- Base de données OCDE des Statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.
- Youth Employment Summit, www.yesweb.org.

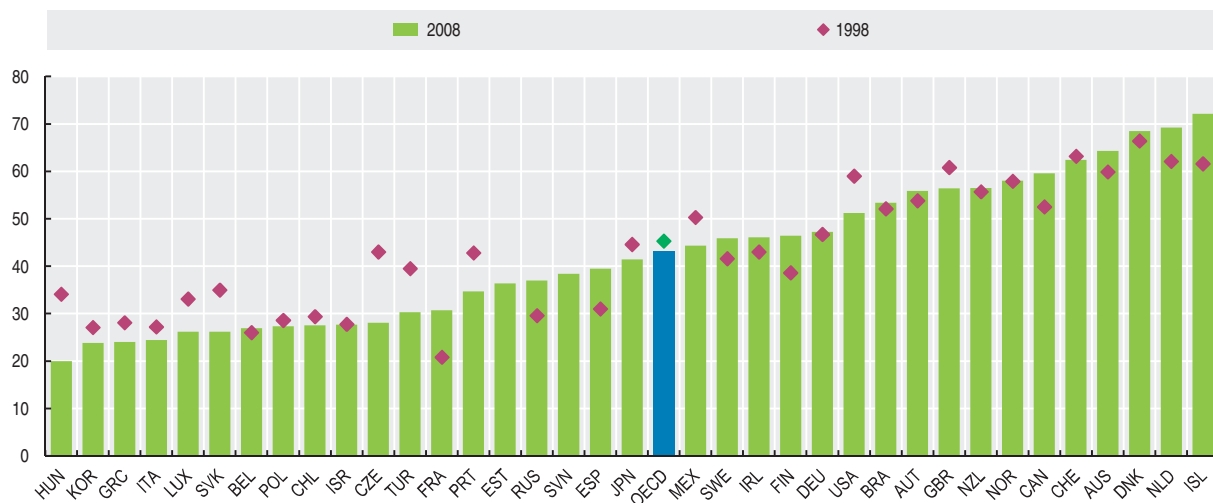
**Taux d'emploi par groupe d'âge**

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24				Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54				Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64			
	1990	2000	2005	2008	1990	2000	2005	2008	1990	2000	2005	2008
Allemagne	56.4	47.2	42.6	47.2	73.6	79.3	77.4	81.0	36.8	37.6	45.5	53.8
Australie	62.7	62.1	63.3	64.3	76.0	76.3	78.8	80.3	41.5	46.2	53.5	57.4
Autriche	..	52.8	53.1	55.9	..	82.5	82.6	84.4	..	28.3	31.8	41.0
Belgique	30.4	30.3	26.6	26.9	71.7	77.9	78.3	80.5	21.4	25.0	32.1	32.8
Canada	61.3	56.3	57.8	59.6	78.1	79.9	81.3	82.3	46.2	48.1	54.8	57.5
Corée	32.5	29.4	29.9	23.8	73.2	72.2	73.4	74.2	61.9	57.8	58.7	60.6
Danemark	65.0	67.1	62.0	68.5	84.0	84.3	83.9	87.9	53.6	54.6	59.8	57.7
Espagne	38.3	36.3	41.9	39.5	61.4	68.4	74.4	75.3	36.9	37.0	43.1	45.6
États-Unis	59.8	59.7	53.9	51.2	79.7	81.5	79.3	79.1	54.0	57.8	60.8	62.1
Finlande	55.2	42.9	42.1	46.4	87.9	80.9	81.7	84.3	42.8	42.3	52.6	56.4
France	29.5	23.2	29.3	30.7	77.4	78.3	80.7	83.2	35.6	34.3	38.7	38.2
Grèce	30.3	26.9	25.3	24.0	68.5	70.2	74.3	76.6	40.8	39.0	41.6	42.9
Hongrie	..	32.5	21.8	20.0	..	73.0	73.7	74.4	..	21.9	33.0	31.4
Irlande	41.4	48.2	46.4	46.1	60.0	75.3	77.8	78.0	38.6	45.2	51.7	53.9
Islande	..	68.2	71.6	72.1	..	90.6	88.2	88.1	..	84.2	84.8	83.3
Italie	29.8	27.8	25.5	24.4	68.2	68.0	72.2	73.5	32.6	27.7	31.4	34.4
Japon	42.2	42.7	40.9	41.4	79.6	78.6	79.0	80.2	62.9	62.8	63.9	66.3
Luxembourg	43.3	31.8	24.9	26.2	71.8	78.2	80.7	80.2	28.2	27.2	31.7	38.3
Mexique	..	48.9	43.7	44.3	..	67.4	68.8	70.6	..	51.7	52.6	54.7
Norvège	53.4	58.1	52.9	58.0	82.2	85.3	83.2	86.8	61.5	67.1	67.6	69.3
Nouvelle-Zélande	59.1	54.6	56.9	56.5	76.3	78.6	82.0	82.2	41.8	57.2	69.7	71.9
Pays-Bas	54.5	66.5	64.2	69.2	71.2	81.0	81.8	85.7	29.7	37.6	44.0	50.7
Pologne	..	24.5	20.9	27.3	..	70.9	69.5	77.5	..	28.4	29.1	31.6
Portugal	54.8	42.0	36.1	34.7	78.4	81.8	80.8	81.6	47.0	50.8	50.5	50.8
République slovaque	..	29.0	25.6	26.2	..	74.7	75.3	80.1	..	21.3	30.4	39.3
République tchèque	..	38.3	27.3	28.1	..	81.6	82.0	83.8	..	36.3	44.6	47.6
Royaume-Uni	70.1	61.5	58.6	56.4	79.1	80.2	81.1	81.6	49.2	50.4	56.7	58.2
Suède	66.1	46.1	42.5	45.9	91.6	83.8	83.9	86.5	69.5	65.1	69.6	70.3
Suisse	..	65.1	59.9	62.4	..	85.4	85.1	87.2	..	63.3	65.1	68.4
Turquie	45.9	37.0	31.2	30.3	61.6	56.7	54.1	53.5	42.7	36.4	30.8	27.4
Total OCDE	48.8	45.6	43.1	43.2	75.8	76.0	75.9	77.2	48.0	47.9	51.9	54.0
Brésil	..	51.7	52.7	53.4	..	73.2	75.9	77.0	..	52.2	54.1	55.1
Chili	..	26.3	25.7	27.5	..	65.9	68.2	71.1	..	47.8	51.7	56.6
Estonie	..	..	29.1	36.4	..	..	79.6	83.9	..	..	56.1	62.4
Fédération de Russie	..	34.6	32.9	37.0	..	80.2	82.9	84.2	..	34.8	44.6	50.7
Israël	23.6	28.2	26.6	27.6	66.5	70.4	70.6	73.9	48.5	46.6	52.4	58.4
Slovénie	..	..	34.1	38.4	..	..	83.8	86.8	..	..	30.7	32.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825481425236>**Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24**

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820428223537>

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

Le travail à temps partiel joue un rôle particulièrement important pour des personnes dont les obligations les empêchent de travailler à temps plein, telles que les femmes qui élèvent de jeunes enfants et ceux qui ont à s'occuper de parents âgés. En effet, des enquêtes récentes réalisées dans un grand nombre de pays de l'OCDE montrent que pour la plupart des personnes concernées, le temps partiel est un choix. Dans les pays où le travail à temps partiel est peu développé, il pourrait donc être intéressant de prendre des mesures pour l'encourager afin d'accroître l'emploi.

Définition

On considère comme employées à temps partiel les personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur emploi principal. Cette définition a l'avantage de permettre les comparaisons internationales car les définitions nationales de l'emploi à temps partiel varient grandement d'un pays à l'autre. Le travail à temps partiel concerne aussi bien les salariés que les non-salariés.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les taux indiqués ici représentent le nombre de personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine en pourcentage du nombre d'actifs occupés.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement d'un pays à l'autre. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais les taux d'emploi restent relativement fiables dans le temps. Les informations sur le nombre d'heures travaillées habituellement sont issues d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Les taux d'emploi à temps partiel présentés ici sont considérés comme ayant un bon degré de comparabilité.

En bref

Dans l'ensemble de la zone OCDE, le taux d'emploi à temps partiel représente 15,5 % en 2008, mais il y a des différences significatives d'un pays à l'autre. Aux Pays-Bas et en Suisse, plus de 25 % de la population employée travaillait à temps partiel, tandis que cette part était inférieure à 10 % dans un tiers des pays de l'OCDE et particulièrement faible en République slovaque, en Hongrie et en République tchèque, ainsi que dans plusieurs pays non membres – l'Estonie, la Slovaquie, la Fédération de Russie et le Chili.

Ces dernières années, le travail à temps partiel a contribué de façon conséquente à la croissance de l'emploi dans son ensemble dans beaucoup de pays de l'OCDE.

Pour l'OCDE dans son ensemble, le taux d'emploi à temps partiel a augmenté de 3,6 points de pourcentage entre 1998 et 2008. Le taux d'emploi à temps partiel a augmenté de plus de 5 points de pourcentage en Autriche, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas, tandis qu'il a baissé de plus d'un point de pourcentage dans plusieurs pays, parmi lesquels l'Islande, la Pologne, la Grèce et la France, ainsi que la Fédération de Russie.

La croissance de l'emploi à temps partiel a été particulièrement importante pour des groupes souvent sous-représentés dans la population active, tels que les femmes, les jeunes et dans une moindre mesure les travailleurs âgés.

Source

- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (1999), *La mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : Évaluation des performances et des politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-07), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, série, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, www.oecd.org/els/emploi/.
- Base de données OCDE des Statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.



Fréquence de l'emploi à temps partiel

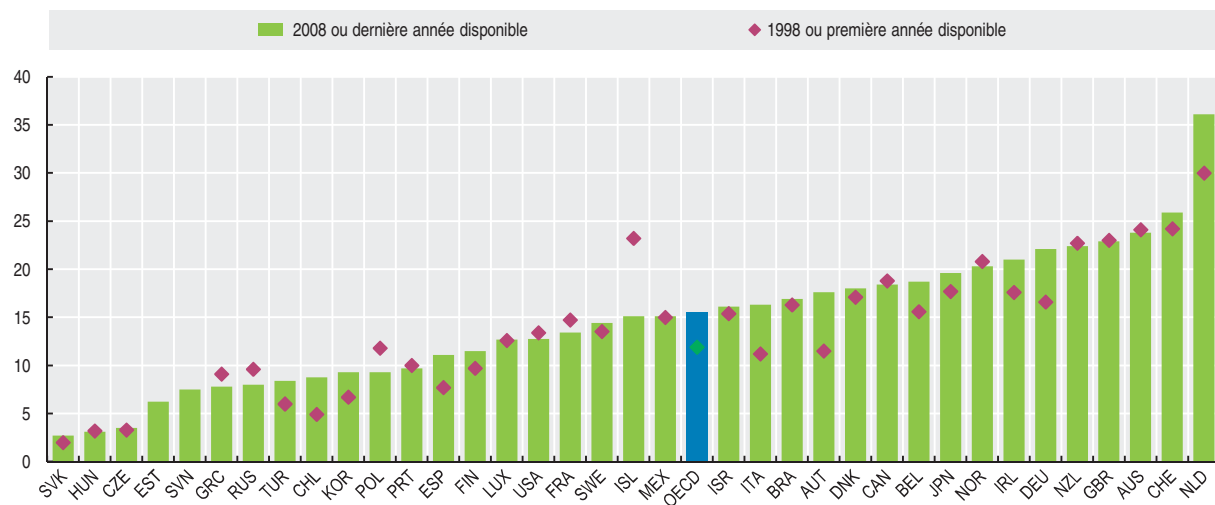
En pourcentage de l'emploi total

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	14.2	14.9	15.8	16.6	17.1	17.6	18.3	18.8	19.6	20.1	21.8	22.0	22.2	22.1
Australie	..	..	..	..	..	..	24.1	24.0	24.3	23.8	24.0	23.9	23.7	23.8
Autriche	11.1	10.9	10.8	11.5	12.3	12.2	12.4	13.6	13.5	15.4	16.0	17.3	17.2	17.6
Belgique	14.6	14.8	15.0	15.6	19.9	19.0	17.0	17.9	18.0	18.9	18.5	19.3	18.3	18.7
Canada	18.8	19.1	19.1	18.8	18.4	18.1	18.1	18.8	18.9	18.5	18.3	18.1	18.2	18.4
Corée	4.3	4.3	5.0	6.7	7.7	7.0	7.3	7.6	7.7	8.4	9.0	8.8	8.9	9.3
Danemark	16.9	16.6	17.2	17.1	15.3	16.1	14.7	16.0	15.7	17.3	17.6	18.1	17.7	18.0
Espagne	7.0	7.5	7.9	7.7	7.8	7.7	7.8	7.7	8.0	8.5	11.3	11.1	10.9	11.1
États-Unis	14.0	13.9	13.5	13.4	13.3	12.6	12.8	13.1	13.2	13.2	12.8	12.6	12.6	12.8
Finlande	8.7	8.5	9.3	9.7	9.9	10.4	10.5	11.0	11.3	11.3	11.2	11.4	11.7	11.5
France	14.2	14.0	14.8	14.7	14.6	14.2	13.8	13.8	12.9	13.3	13.4	13.3	13.4	13.4
Grèce	7.8	8.0	8.3	9.1	8.0	5.5	4.9	5.6	5.6	6.0	6.1	7.5	7.8	7.8
Hongrie	2.8	2.7	2.9	3.2	3.2	2.9	2.5	2.6	3.2	3.3	3.2	2.7	2.8	3.1
Irlande	14.3	14.2	15.0	17.6	17.9	18.1	17.9	18.6	19.3	19.3	19.6	19.9	20.3	21.0
Islande	22.5	20.9	22.4	23.2	21.2	20.4	20.4	20.1	16.0	16.6	16.4	16.0	15.9	15.1
Italie	10.5	10.5	11.3	11.2	11.8	12.2	12.2	11.9	12.0	14.8	14.6	14.9	15.1	16.3
Japon	..	..	..	..	..	..	..	17.7	18.2	18.1	18.3	18.0	18.9	19.6
Luxembourg	11.3	10.4	11.0	12.6	12.1	12.4	13.3	12.5	13.3	13.2	13.9	12.7	12.7	12.7
Mexique	16.6	14.9	15.5	15.0	13.7	13.5	13.7	13.5	13.4	15.1	..	..	..	..
Norvège	21.4	21.6	21.0	20.8	20.7	20.2	20.1	20.6	21.0	21.1	20.8	21.1	20.4	20.3
Nouvelle-Zélande	20.9	21.9	22.3	22.7	23.0	22.2	22.4	22.6	22.3	22.0	21.7	21.3	22.0	22.4
Pays-Bas	29.4	29.3	29.1	30.0	30.4	32.1	33.0	33.9	34.6	35.0	35.7	35.5	36.1	36.1
Pologne	..	..	11.9	11.8	14.0	12.8	11.6	11.7	11.5	12.0	11.7	10.8	10.1	9.3
Portugal	8.6	9.2	10.2	10.0	9.4	9.4	9.2	9.7	10.0	9.6	9.8	9.3	10.0	9.7
République slovaque	2.3	2.1	2.0	2.0	1.8	1.9	1.9	1.6	2.3	2.8	2.6	2.5	2.6	2.7
République tchèque	3.4	3.4	3.4	3.3	3.4	3.2	3.2	2.9	3.2	3.1	3.3	3.3	3.5	3.5
Royaume-Uni	22.3	22.9	22.9	23.0	22.9	23.0	22.7	23.3	23.7	24.0	23.4	23.3	23.0	22.9
Suède	15.1	14.8	14.2	13.5	14.5	14.0	13.9	13.8	14.1	14.4	13.5	13.4	14.4	14.4
Suisse	22.9	23.7	24.0	24.2	24.8	24.4	24.8	24.8	25.1	24.9	25.1	25.5	25.4	25.9
Turquie	6.4	5.5	6.1	6.0	7.7	9.4	6.2	6.6	6.0	6.6	5.8	7.9	8.4	8.4
Total OCDE	11.6	11.5	11.8	11.9	12.1	11.9	12.1	14.6	14.7	15.1	15.2	15.2	15.3	15.5
Brésil	16.2	15.3	15.9	16.3	16.9	..	16.0	17.0	17.1	17.3	18.0	18.1	17.3	16.9
Chili	..	5.4	4.7	4.9	5.2	5.4	5.8	6.0	6.1	7.5	7.6	7.8	8.7	..
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	6.9	7.5	6.8	6.7	6.7	6.8	6.2
Fédération de Russie	11.2	10.6	9.1	9.6	11.2	10.2	9.0	8.5	8.3	8.1	8.3	7.6	7.5	8.0
Israël	15.2	15.1	14.2	15.4	15.9	15.6	16.3	16.5	16.6	16.8	16.9	16.6	16.1	..
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	4.9	5.0	7.5	7.4	7.8	7.8	7.5

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825487183524>

Fréquence de l'emploi à temps partiel

En pourcentage de l'emploi total

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820431217732>

EMPLOI NON SALARIÉ

L'emploi non salarié peut être perçu soit comme une stratégie de survie pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'autres moyens de percevoir un revenu, soit comme le signe d'une volonté d'entreprendre et de travailler pour son propre compte. Les taux d'emploi non salarié présentés ici reflètent ces différentes motivations.

Définition

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête.

En bref

En 2008, les taux d'emploi non salarié global (hommes et femmes confondus) allaient de moins de 9 % au Luxembourg, aux États-Unis, dans la Fédération de Russie, en Estonie, en Norvège et au Danemark à bien plus de 30 % en Corée, au Mexique, au Brésil, en Grèce et en Turquie. C'est en général dans les pays à faible revenu par habitant que l'emploi non salarié atteint ses niveaux les plus élevés, mais avec un taux de 25,7 %, l'Italie constitue à cet égard une exception remarquable. L'Irlande et l'Espagne sont deux autres pays qui affichent à la fois un revenu élevé par habitant et un fort taux d'emploi non salarié. Il est intéressant de constater que près de 55 % de l'emploi non salarié relève du secteur agricole en Pologne et en Turquie, les taux correspondants étant de 40 % au Portugal, 30 % en Grèce, 24 % au Mexique et 21 % en Corée. La répartition des non salariés entre les différentes catégories d'employeurs – travailleurs pour leur propre compte, membres de coopératives de producteurs, et travailleurs au foyer non rémunérés – varie elle aussi considérablement selon les pays. On trouve en particulier dans les pays ayant un nombre relativement important de petites fermes, comme le Brésil, le Mexique et la Turquie, un nombre relativement grand de travailleurs au foyer non rémunérés.

Sur la période 1998-2008, l'emploi non salarié a reculé dans la plupart des pays, mais il a légèrement progressé en Allemagne et davantage en République tchèque, en République slovaque et dans la Fédération de Russie, partant il est vrai dans ces trois derniers cas d'un niveau peu élevé. Il a au contraire chuté sensiblement en Turquie, en Grèce, en Corée, au Brésil, au Mexique et en Espagne, à partir d'un niveau de départ plus haut.

Les niveaux et les variations de l'emploi non salarié total masquent des différences importantes entre les hommes et les femmes. Dans plus de la moitié des pays membres, plus de 17 % des hommes pourvus d'un emploi étaient des non-salariés en 2008; le pourcentage correspondant pour les femmes était inférieur à 9 %. Chez les hommes, l'emploi non salarié a augmenté de plus d'un point de pourcentage en Autriche, en République slovaque, en République tchèque, dans la Fédération de Russie et aux Pays-Bas, alors qu'il cédait plus d'un point de pourcentage dans près de deux tiers des pays membres de l'OCDE, en particulier en Grèce, au Mexique, au Brésil, en Corée, au Portugal, en Espagne, en Pologne et en Turquie. Chez les femmes, l'emploi non salarié n'a enregistré une progression sensible qu'en République slovaque, dans la Fédération de Russie et la République tchèque, et a baissé de plus de dix points en Corée, en Grèce et en Turquie.

Les travailleurs non salariés comprennent les employeurs, les personnes établies à leur compte, les membres des coopératives de production et les aides familiaux non rémunérés. Ces derniers sont des personnes qui, sans être salariées, c'est-à-dire sans être pourvues d'un contrat formel leur garantissant le versement d'un revenu de montant fixe à intervalles réguliers, participent aux travaux d'une entreprise dont elles partagent le revenu; la catégorie des aides familiaux non rémunérés est particulièrement importante dans le secteur agricole et le commerce de détail. À noter que toutes les personnes qui travaillent dans une entreprise constituée en société, y compris les dirigeants, sont considérées comme des salariés.

Les taux indiqués ici représentent le pourcentage de non-salariés dans l'emploi civil total, c'est-à-dire l'emploi total moins les membres des forces armées.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent varier légèrement d'un pays à un autre. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais les taux d'emploi restent relativement fiables dans le temps.

Source

- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2000), « La renaissance partielle de l'emploi indépendant », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 5, OCDE, Paris, p. 165-213.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat – Édition 2005*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- OCDE, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, www.oecd.org/els.
- OCDE, Entrepreneuriat au niveau local, www.oecd.org/tds/leed/entrepreneurship.



Taux d'emploi non salarié

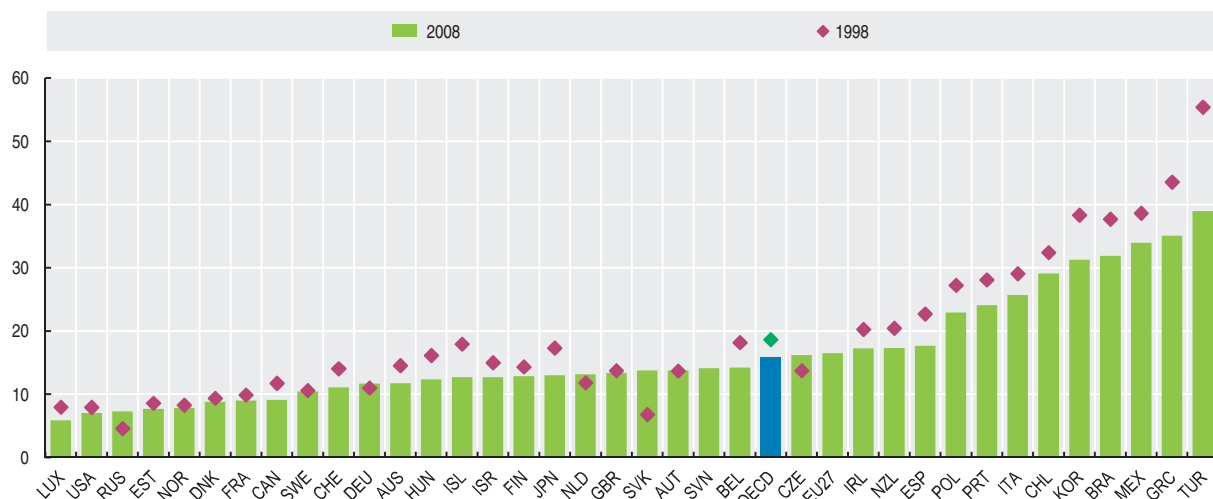
En pourcentage de l'emploi total par sexe

	Total				Hommes				Femmes			
	1990	2000	2005	2008	1990	2000	2005	2008	1990	2000	2005	2008
Allemagne	..	11.0	12.4	11.7	..	13.4	14.9	14.1	..	7.9	9.4	8.9
Australie	15.1	14.0	12.9	11.7	17.2	16.7	15.5	14.1	12.1	10.7	9.7	8.9
Autriche	14.2	13.1	13.3	13.8	..	13.9	15.3	15.7	..	12.2	10.9	11.5
Belgique	18.1	15.8	15.2	14.2	18.5	17.5	17.5	17.0	17.5	13.5	12.3	10.8
Canada	9.5	10.6	9.4	9.1	10.8	11.7	10.5	10.2	7.8	9.2	8.1	7.8
Corée	39.5	36.8	33.6	31.3	36.9	35.7	34.0	31.9	43.2	38.4	32.9	30.4
Danemark	11.7	8.7	8.7	8.8	..	11.7	11.6	12.1	..	5.5	5.3	5.1
Espagne	25.8	20.2	18.2	17.7	25.8	22.2	20.8	20.9	25.9	16.6	14.5	13.3
États-Unis	8.8	7.4	7.5	7.0	10.5	8.6	8.8	8.3	6.7	6.1	5.9	5.6
Finlande	15.6	13.7	12.7	12.8	19.5	17.8	16.7	16.8	11.3	9.2	8.5	8.6
France	13.2	9.3	9.1	9.0	14.9	11.5	11.5	11.6	10.9	6.7	6.3	6.2
Grèce	47.7	42.0	36.4	35.1	47.5	43.7	39.1	37.8	48.0	38.9	32.0	30.9
Hongrie	..	15.2	13.8	12.3	..	19.1	17.3	15.5	..	10.5	9.9	8.6
Irlande	24.9	18.9	17.3	17.3	32.3	25.8	24.7	24.9	10.9	9.0	7.4	7.5
Islande	..	18.0	14.2	12.7	..	24.0	20.1	17.1	..	11.0	7.4	7.4
Italie	28.7	28.5	27.0	25.7	31.1	32.3	31.2	30.1	24.1	22.0	20.6	19.3
Japon	22.3	16.6	14.7	13.0	18.9	15.5	14.5	13.4	27.4	18.3	14.9	12.4
Luxembourg	9.1	7.4	6.5	5.9	9.1	7.7	7.4	6.8	9.1	6.9	5.3	4.7
Mexique	31.9	36.0	35.5	33.9	35.5	36.4	35.7	33.5	20.4	35.2	35.3	34.7
Norvège	11.3	7.4	7.4	7.8	14.6	9.8	10.2	10.9	7.4	4.8	4.4	4.5
Nouvelle-Zélande	19.7	20.8	18.5	17.3	24.6	25.8	23.0	21.4	13.3	14.7	13.4	12.7
Pays-Bas	11.6	11.2	12.4	13.2	..	12.6	14.6	15.8	..	9.4	9.7	10.1
Pologne	27.2	27.4	25.8	22.9	..	29.5	27.9	25.0	..	24.8	23.1	20.4
Portugal	29.4	26.1	25.1	24.1	..	27.5	26.7	25.6	..	24.4	23.3	22.4
République slovaque	..	8.0	12.6	13.8	..	10.8	17.2	18.4	..	4.6	6.9	7.8
République tchèque	..	15.2	16.1	16.2	..	19.1	20.4	20.3	..	10.2	10.4	10.6
Royaume-Uni	15.1	12.8	12.9	13.4	19.9	16.7	17.4	17.8	8.9	8.3	7.7	8.2
Suède	9.2	10.3	9.8	10.4	12.9	14.5	14.0	14.5	5.2	5.7	5.3	5.9
Suisse	..	13.2	11.2	11.1	..	13.9	11.6	11.6	..	12.3	10.6	10.4
Turquie	61.0	51.4	45.8	39.0	53.5	46.5	42.2	36.1	78.4	64.7	56.2	46.8
Total UE27	..	18.3	17.3	16.5	..	20.9	20.5	19.7	..	14.8	13.2	12.5
Total OCDE	..	17.6	16.8	15.8	..	19.5	19.1	18.0	..	15.0	13.9	13.0
Brésil	38.2	36.5	34.9	31.9	37.9	38.4	36.3	33.4	38.6	33.8	33.2	30.0
Chili	..	32.2	31.2	29.1	..	33.3	32.3	29.2	..	29.6	29.0	28.9
Estonie	3.2	9.0	8.1	7.7	3.2	11.6	11.2	10.5	3.1	6.4	5.1	4.9
Fédération de Russie	..	10.1	7.8	7.3	..	10.5	8.3	7.9	..	9.7	7.3	6.7
Israël	..	14.2	13.1	12.7	..	18.3	17.3	16.5	..	9.3	8.2	8.2
Slovénie	..	15.8	15.1	14.1	..	18.5	17.2	16.5	..	12.7	12.6	11.3

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825506483182>

Taux d'emploi non salarié : total

En pourcentage de l'emploi total



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820502247761>

EMPLOI PAR RÉGION

Les taux de chômage varient sensiblement d'un pays de l'OCDE à l'autre mais les différences, importantes au niveau international, masquent des différences plus marquées encore entre régions. En 2006, les écarts entre régions en termes de taux de chômage étaient de plus de 10 points de pourcentage dans un tiers des pays de l'OCDE.

Définition

Les personnes ayant un emploi sont celles qui, au cours de la semaine de référence, ont travaillé au moins une heure contre rémunération ou en vue d'un bénéfice, ou qui occupaient un emploi mais en étaient temporairement absentes. Le taux d'emploi est le rapport des actifs occupés à la population en âge de travailler (25-64 ans).

Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité des taux de chômage est affectée par des différences dans le sens qui est donné au mot région. Ce mot peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs en termes de superficie et de population.

Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux : le niveau territorial supérieur (niveau territorial 2, grandes régions) et le niveau territorial inférieur (niveau territorial 3, petites régions). Les données sur le marché du travail en Australie et au Canada font référence à une autre classification, intitulée non official grids (NOG), similaire aux petites régions. Pour le Brésil, le Chili, la Chine, l'Inde, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud, seules des grandes régions ont été définies jusqu'à présent.

Tandis que les taux d'emploi de chômage sont disponibles pour les petites régions (niveau territorial 3, TL3), les taux d'emploi des femmes sont généralement disponibles seulement pour les grandes régions (niveau territorial 2, TL2).

Les données sur la croissance de l'emploi font référence aux petites régions (TL3) pour tous les pays sauf le Mexique. Les données se rapportent à 1999-2008 pour tous les pays sauf l'Allemagne, l'Italie, le Japon, l'Irlande et le Portugal (1996-2007), l'Islande (1999-2005) et le Mexique (2000-07). Les données sur le taux d'emploi des femmes se rapportent à 2008 pour tous les pays sauf l'Australie (2007), l'Islande (2005), la Corée (2006) et la Suisse (2007).

En bref

Les différences de croissance de l'emploi entre les régions d'un même pays sont souvent plus importantes qu'elles ne le sont d'un pays à l'autre. Entre 1999 et 2008, les différences de croissance de l'emploi entre les régions étaient de plus de 7 points de pourcentage en Pologne, au Danemark, en Finlande, en Suède et au Mexique. Il y avait de grandes différences de croissance de l'emploi entre les régions aussi bien dans des pays à forte croissance de l'emploi au niveau national, comme l'Espagne, que dans des pays à faible croissance de l'emploi au niveau national, comme la Pologne.

La création d'emploi au niveau national est principalement due à un petit nombre de régions dynamiques. En moyenne, 10 % des régions de l'OCDE dotées du rythme le plus rapide de création d'emplois étaient à l'origine de 46 % de la croissance globale de l'emploi entre 1999 et 2006. La contribution régionale des régions les plus dynamiques à la croissance nationale de l'emploi était particulièrement importante en Turquie, en Grèce, aux États-Unis et en Suède (où plus de 60 % de la croissance de l'emploi au niveau national étaient apportés par 10 % des régions).

Bien que le taux d'emploi des femmes soit en augmentation ces dernières années, presque un tiers des pays de l'OCDE dont les données régionales sont disponibles ont un taux d'emploi des femmes inférieur d'au moins 10 points de pourcentage au taux d'emploi total. Les écarts régionaux les plus larges concernant ce taux apparaissent en Turquie, aux États-Unis, en Corée et en Italie.

Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Reprise économique, innovation et croissance durable: Le rôle crucial des régions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Régions et croissance : Une analyse des tendances*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama des régions de l'OCDE : Édition 2007*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- OCDE Base de données régionales.

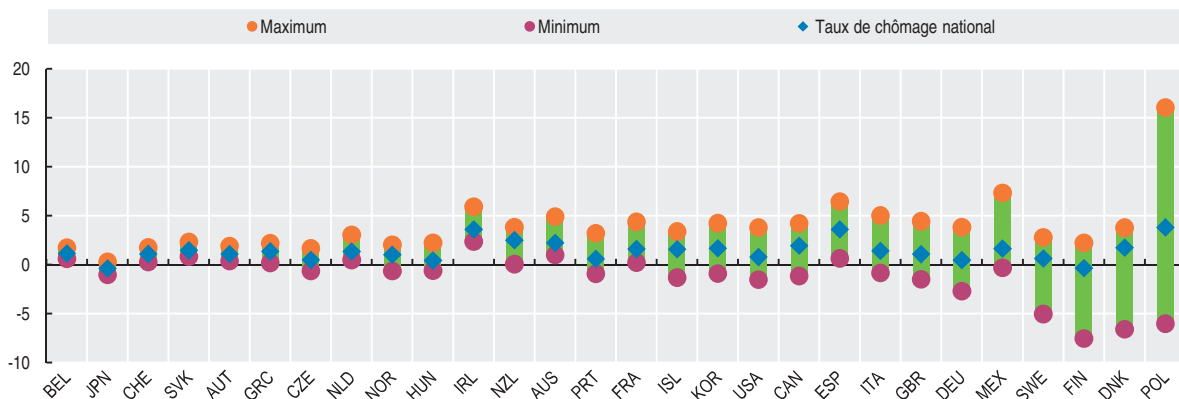
Sites Internet

- OECD eXplorer, www.OECD.org/gov/developpementregional.
- Territorial grids, www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators.



Disparités des taux de croissance annuels de l'emploi par région, petites régions

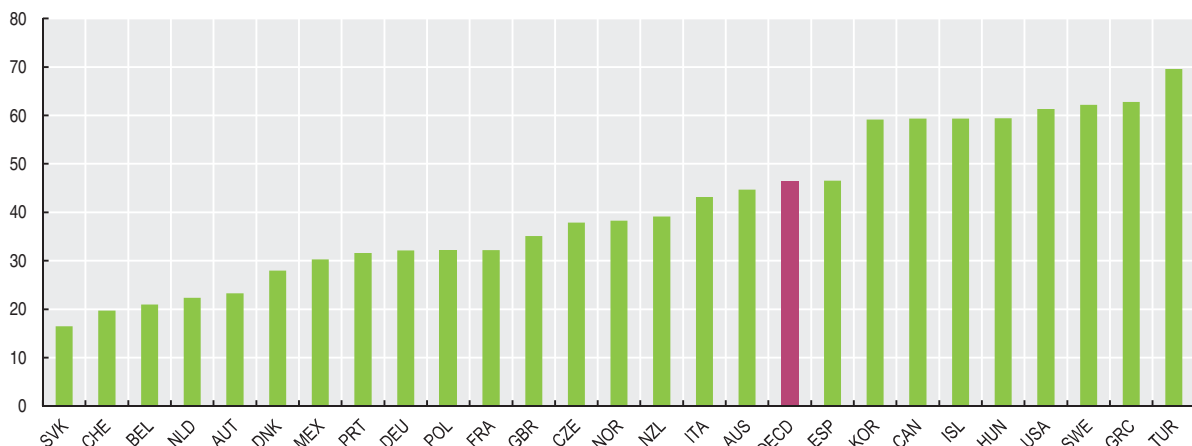
Pourcentage, 1999-2008 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820503806202>

Part des taux de croissance de l'emploi national due aux 10 % des régions les plus dynamiques, petites régions

Pourcentage, 1999-2008 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/82058717836>

Écarts régionaux du taux d'emploi des femmes, grandes régions

Pourcentage, 2008 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820538020632>

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Un des effets bénéfiques pour tous de l'augmentation de la productivité a été la baisse du nombre d'heures travaillées. Ces dernières années, dans plusieurs pays de l'OCDE, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour permettre aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie de famille, parmi lesquelles des mesures qui tendent à réduire la durée du travail.

Définition

La moyenne du nombre d'heures travaillées par année correspond au nombre total d'heures travaillées au cours de l'année divisé par le nombre moyen de personnes occupées. Les données couvrent les salariés et les travailleurs indépendants ainsi que l'emploi à temps plein et l'emploi à temps partiel.

Le nombre de personnes occupées est généralement déterminé à partir d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages; conformément aux définitions de l'OIT, les travailleurs occupés sont les personnes de 15 ans ou plus qui indiquent avoir occupé un emploi rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédente.

La plupart des pays estiment aussi la durée effective du travail par des enquêtes auprès des ménages. Les autres enquêtent auprès des établissements, des archives administratives ou de plusieurs sources à la fois. Les estimations tiennent compte des heures normales de travail à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires (rémunérées ou non), du temps consacré à d'autres activités professionnelles et des périodes chômées correspondant aux jours fériés, aux congés payés annuels, aux absences pour maladie et congés parentaux et de maternité, aux grèves et conflits du travail et aux périodes d'inactivité imputables à des conditions météorologiques défavorables, à des difficultés économiques et à plusieurs autres raisons de moindre importance.

Comparabilité

Les statisticiens nationaux et le Secrétariat de l'OCDE veillent à ce que les données soient aussi comparables que possible, mais celles-ci proviennent d'un certain nombre de sources différentes dont la fiabilité est inégale. Par exemple, pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont réalisées par le Secrétariat de l'OCDE à partir des résultats de l'enquête communautaire sur les forces de travail réalisée au printemps. Ces résultats reflètent une seule observation annuelle et les données de l'enquête doivent être complétées par d'autres sources, notamment pour les jours fériés et les congés payés. Dans les autres pays, la durée annuelle du travail est indiquée par les bureaux statistiques nationaux et les estimations sont établies à partir des meilleures sources disponibles. Les données d'un pays peuvent servir à comparer les tendances dans la productivité et l'utilisation de la main-d'œuvre, mais il est encore délicat de comparer les données de plusieurs pays sur une année donnée, en raison de l'hétérogénéité de leurs sources et d'autres incertitudes concernant leur comparabilité internationale.

En bref

Dans la grande majorité des pays de l'OCDE, la durée moyenne du travail par personne employée a diminué entre 1998 et 2008. Cependant, dans la plupart des pays, cette diminution a été modérée par rapport à ce qu'elle avait été les décennies précédentes, et le recul de la durée moyenne du travail entre ces deux années est peut-être à imputer partiellement à des effets conjoncturels temporaires.

Pour l'ensemble de l'OCDE, la durée annuelle moyenne du travail par personne occupée est tombée de 1 821 heures en 1998 à 1 764 heures en 2008, ce qui équivaut à une réduction du temps de travail d'à peine moins d'une heure et demie sur une semaine de 40 heures. La durée annuelle du travail a reculé dans une majorité de pays; elle a augmenté uniquement au Danemark, en Grèce, au Mexique, aux Pays-Bas et en Turquie. C'est en Corée, en Irlande, au Luxembourg, en France et en Espagne que sa baisse a été le plus notable.

Bien que toute comparaison entre pays appelle à la prudence, il ressort du tableau et du graphique que la durée effective du travail est nettement supérieure à la moyenne de la zone OCDE en République tchèque, en Grèce, en Hongrie, en Corée et en Pologne et nettement inférieure à cette moyenne en France, en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Norvège.

Source

- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Durand, M., J. Martin et A. Saint-Martin (2004), « La semaine de 35 heures : Portrait d'une exception française », *L'Observateur de l'OCDE*, novembre 2004, n° 244, OCDE, Paris.
- Evans, J., D. Lippoldt et P. Marianna (2001), *Trends in Working Hours in OECD Countries, Politique du marché du travail et politique sociale* – Documents hors série, n° 45, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), « Les différentes facettes du temps de travail », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, www.oecd.org/els/emploi/.
- Base de données OCDE des statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.

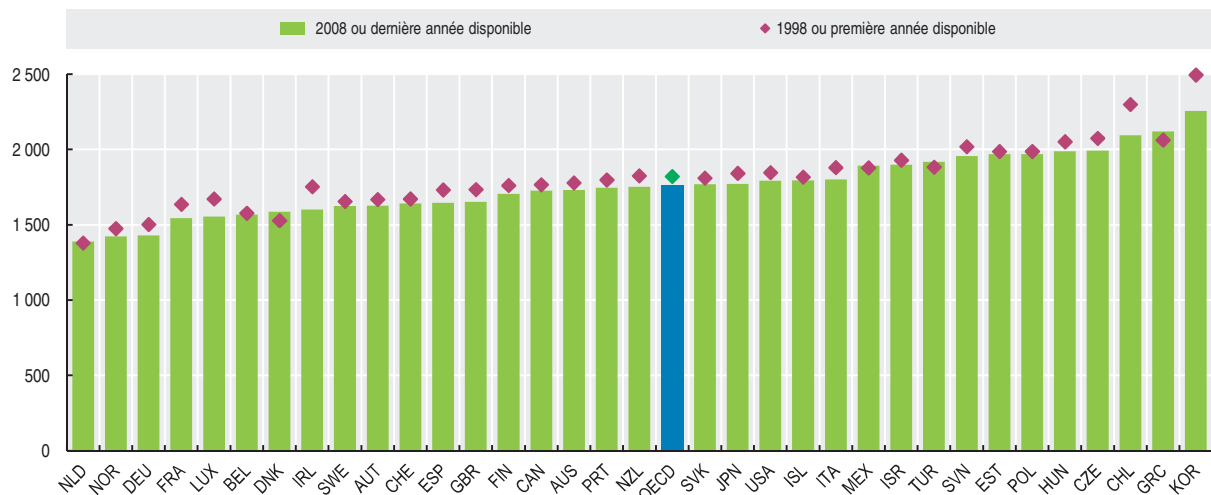
**Durée moyenne effective du travail**

Heures par an par actif occupé

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	1 534	1 518	1 509	1 503	1 492	1 473	1 458	1 445	1 439	1 442	1 434	1 430	1 431	1 430
Australie	1 793	1 792	1 784	1 778	1 763	1 783	1 756	1 734	1 737	1 735	1 730	1 728	1 730	1 732
Autriche	1 654	1 659	1 667	1 668	1 656	1 658	1 657	1 652	1 658	1 663	1 652	1 642	1 635	1 626
Belgique	1 580	1 554	1 567	1 578	1 581	1 545	1 577	1 580	1 575	1 549	1 565	1 566	1 560	1 568
Canada	1 761	1 774	1 767	1 767	1 769	1 768	1 762	1 744	1 734	1 752	1 738	1 738	1 735	1 727
Corée	2 658	2 648	2 592	2 496	2 502	2 520	2 506	2 465	2 434	2 404	2 364	2 357	2 316	2 256
Danemark	1 499	1 494	1 512	1 528	1 539	1 554	1 562	1 556	1 552	1 556	1 556	1 562	1 577	1 587
Espagne	1 733	1 729	1 728	1 732	1 732	1 731	1 727	1 721	1 706	1 690	1 668	1 656	1 636	1 647
États-Unis	1 845	1 835	1 846	1 847	1 847	1 836	1 814	1 810	1 800	1 802	1 800	1 801	1 798	1 792
Finlande	1 776	1 775	1 770	1 761	1 765	1 750	1 734	1 728	1 720	1 724	1 718	1 714	1 710	1 705
France	1 651	1 655	1 649	1 637	1 630	1 591	1 579	1 537	1 533	1 561	1 559	1 536	1 553	1 544
Grèce	2 123	2 098	2 065	2 063	2 107	2 121	2 123	2 106	2 116	2 064	2 081	2 150	2 122	2 120
Hongrie	2 039	2 035	2 059	2 052	2 067	2 061	2 019	2 027	1 998	1 998	1 997	1 993	1 988	1 988
Irlande	1 875	1 882	1 832	1 754	1 725	1 719	1 713	1 698	1 671	1 668	1 654	1 642	1 631	1 601
Islande	1 832	1 860	1 839	1 817	1 873	1 885	1 847	1 812	1 807	1 810	1 794	1 795	1 807	1 795
Italie	1 859	1 873	1 863	1 880	1 876	1 861	1 843	1 831	1 826	1 826	1 819	1 815	1 817	1 802
Japon	1 884	1 892	1 865	1 842	1 810	1 821	1 809	1 798	1 799	1 787	1 775	1 784	1 785	1 772
Luxembourg	1 719	1 691	1 678	1 672	1 669	1 662	1 646	1 635	1 630	1 586	1 570	1 580	1 515	1 555
Mexique	1 857	1 902	1 927	1 878	1 922	1 888	1 864	1 888	1 857	1 849	1 909	1 883	1 871	1 893
Norvège	1 488	1 483	1 478	1 476	1 473	1 455	1 429	1 414	1 399	1 417	1 420	1 414	1 417	1 422
Nouvelle-Zélande	1 842	1 833	1 821	1 824	1 838	1 830	1 817	1 817	1 813	1 827	1 810	1 787	1 771	1 753
Pays-Bas	1 394	1 421	1 414	1 380	1 361	1 374	1 373	1 348	1 363	1 362	1 375	1 389	1 390	1 389
Pologne	..	..	..	..	..	1 988	1 974	1 979	1 984	1 983	1 994	1 985	1 976	1 969
Portugal	1 897	1 848	1 812	1 799	1 812	1 765	1 769	1 767	1 742	1 763	1 752	1 757	1 727	1 745
République slovaque	1 878	1 842	1 839	1 809	1 809	1 815	1 790	1 733	1 678	1 733	1 768	1 773	1 776	1 769
République tchèque	2 064	2 066	2 067	2 075	2 088	2 092	2 000	1 980	1 972	1 986	2 002	1 997	1 985	1 992
Royaume-Uni	1 743	1 742	1 741	1 735	1 723	1 712	1 715	1 696	1 677	1 672	1 676	1 671	1 673	1 653
Suède	1 640	1 653	1 658	1 656	1 665	1 642	1 618	1 595	1 582	1 605	1 605	1 599	1 615	1 625
Suisse	1 704	1 678	1 665	1 672	1 694	1 688	1 650	1 630	1 643	1 673	1 667	1 652	1 643	1 642
Turquie	1 876	1 892	1 878	1 884	1 925	1 937	1 942	1 943	1 943	1 918	..	..	..	..
Total OCDE	1 838	1 840	1 835	1 821	1 820	1 811	1 796	1 788	1 778	1 777	1 777	1 774	1 769	1 764
Chili	..	2 312	2 256	2 300	2 277	2 263	2 241	2 250	2 234	2 232	2 157	2 165	2 128	2 095
Estonie	..	..	..	..	..	1 987	1 978	1 983	1 985	1 996	2 010	2 001	1 999	1 969
Israël	1 956	1 966	1 966	1 929	1 945	1 966	1 919	1 940	1 924	1 930	1 989	1 888	1 930	1 898
Slovénie	1 991	2 006	2 015	2 019	2 006	1 983	1 987	1 983	1 960	1 973	1 975	1 956	1 956	1 956

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825563825252>**Durée moyenne effective du travail**

Heures par an par actif occupé

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820606401832>

TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage permet de mesurer l'ampleur du manque de tension du marché du travail, en plus d'être un indicateur important du bien-être économique et social. La décomposition du taux de chômage par sexe montre la situation des différents groupes entre eux et par rapport à la population totale.

Définition

Les chômeurs sont ceux qui déclarent ne pas avoir d'emploi, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions pour chercher activement du travail au cours des quatre dernières semaines de référence. Les lignes directrices de l'OIT énumèrent les dispositions en question, qui comprennent notamment : réponses à des avis de vacance de poste, démarches sur les lieux de travail tels qu'usines ou chantiers de construction, publication de petites annonces dans les journaux et inscription auprès de bureaux de placement.

Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active, celle-ci étant composée de tous les actifs occupant un emploi.

Les taux de chômage présentés ici ne sont pas les taux publiés par la plupart des pays de l'OCDE, qui sont calculés sur la base du nombre de personnes inscrites dans les registres publics des demandeurs d'emploi. Comme ces données sont disponibles peu de temps après la fin du mois ou du trimestre

auquel elles se réfèrent, elles sont en effet couramment utilisées comme des chiffres de « référence » du chômage dans de nombreux pays. Cependant, les règles d'inscription au chômage ne sont pas les mêmes dans tous les pays et les statistiques établies d'après cette source ne sont donc pas comparables au plan international.

Quand le chômage est fort, certaines personnes se découragent et cessent de chercher du travail; elles ne sont alors plus comptées dans la population active. Ceci implique que le taux de chômage peut baisser, ou cesser d'augmenter, même s'il n'y a pas eu de progrès sous-jacent sur le marché du travail.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement dans quelques pays. En outre, il est probable que les niveaux de chômage soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais malgré cela les taux de chômage sont relativement cohérents dans le temps.

En bref

En ce qui concerne le chômage total sur la période 2006-08, les pays se classent en trois groupes : un premier groupe où le chômage est faible, avec des taux inférieurs à 4.0 % (Islande, Corée, Norvège, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suisse et Danemark), un groupe intermédiaire où les taux sont compris entre 4.0 et 8.5 %, et un groupe où les taux de chômage sont en moyenne égaux ou supérieurs à 8.5 % (France, Allemagne, Espagne, Turquie, Pologne et République slovaque).

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux de chômage moyennés sur la période 2006-08 étaient inférieurs à ceux enregistrés sur la période 1995-97, avec un déclin sensible en Finlande, en Irlande, en Italie et en Espagne. Ces déclins ont manifestement précédé la récession globale de 2008-09, dont les impacts sur le marché du travail seront décrits plus loin dans ce volume.

Il ne se dégage pas de schéma évident de l'observation des écarts de taux de chômage entre hommes et femme. Les taux de chômage des femmes sont généralement plus hauts que celui des hommes, mais l'écart s'est réduit récemment : dans certains pays, la différence est très faible (au Japon, en Norvège, en Turquie et aux États-Unis), voire même le chômage des femmes est plus bas que celui des hommes (République slovaque, Espagne et Turquie). Cela tient peut-être en partie au fait que, en situation de chômage, les femmes ont plus tendance que les hommes à se retirer du marché du travail dans ces pays.

Source

- OCDE (2010), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Édition 2006, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, www.oecd.org/els/emploi/.
- OCDE, Politiques de l'emploi, www.oecd.org/els/emploi/.
- Base de données OCDE des statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.



Taux de chômage : total

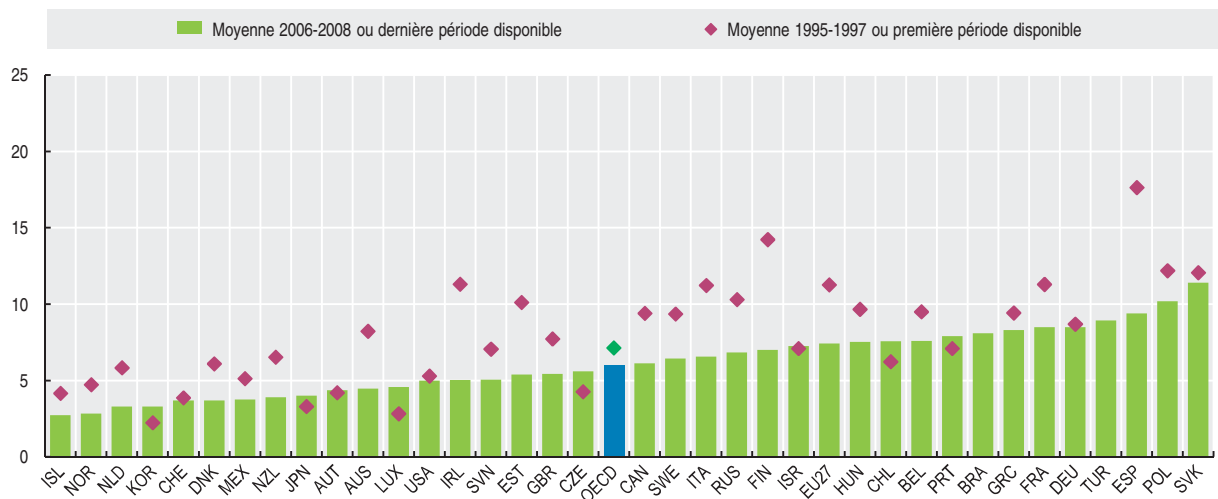
En pourcentage de la population active

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	8.0	8.7	9.4	9.1	8.3	7.5	7.6	8.4	9.3	9.8	10.6	9.8	8.4	7.3
Australie	8.2	8.2	8.3	7.7	6.9	6.3	6.8	6.4	5.9	5.4	5.0	4.8	4.4	4.2
Autriche	3.9	4.3	4.4	4.5	3.9	3.6	3.6	4.2	4.3	4.9	5.2	4.8	4.4	3.9
Belgique	9.7	9.6	9.2	9.3	8.5	6.9	6.6	7.5	8.2	8.4	8.5	8.3	7.5	7.0
Canada	9.5	9.6	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6	7.2	6.8	6.3	6.0	6.1
Corée	2.1	2.0	2.6	7.0	6.6	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7	3.7	3.5	3.2	3.2
Danemark	6.8	6.3	5.2	4.9	5.1	4.3	4.5	4.6	5.4	5.5	4.8	3.9	3.8	3.4
Espagne	18.4	17.8	16.7	15.0	12.5	11.1	10.4	11.1	11.1	10.6	9.2	8.5	8.3	11.4
États-Unis	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2	4.0	4.7	5.8	6.0	5.5	5.1	4.6	4.6	5.8
Finlande	15.1	14.9	12.7	11.4	10.3	9.6	9.1	9.1	9.1	8.8	8.3	7.7	6.9	6.4
France	11.0	11.5	11.4	11.0	10.4	9.0	8.3	8.6	9.0	9.2	9.3	9.3	8.3	7.9
Grèce	9.0	9.7	9.6	11.0	12.0	11.2	10.7	10.3	9.7	10.5	9.9	8.9	8.3	7.7
Hongrie	10.4	9.6	9.0	8.4	6.9	6.4	5.7	5.8	5.9	6.1	7.2	7.4	7.4	7.8
Irlande	12.3	11.7	9.9	7.6	5.7	4.4	3.9	4.5	4.8	4.5	4.4	4.5	4.6	6.0
Islande	4.9	3.7	3.9	2.7	2.0	2.3	2.3	3.3	3.4	3.1	2.6	2.9	2.3	3.0
Italie	11.2	11.2	11.3	11.4	11.0	10.2	9.1	8.6	8.5	8.0	7.7	6.8	6.1	6.8
Japon	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4	4.1	3.9	4.0
Luxembourg	2.9	2.9	2.7	2.7	2.4	2.2	1.9	2.6	3.8	5.0	4.6	4.6	4.2	4.9
Mexique	6.2	5.5	3.7	3.2	2.5	2.5	2.8	3.0	3.4	3.9	3.6	3.6	3.7	4.0
Norvège	5.5	4.8	3.9	3.1	3.0	3.2	3.4	3.7	4.2	4.3	4.5	3.4	2.6	2.5
Nouvelle-Zélande	6.5	6.3	6.8	7.7	7.0	6.1	5.4	5.3	4.8	4.0	3.8	3.8	3.7	4.2
Pays-Bas	6.6	6.0	4.9	3.8	3.2	2.8	2.2	2.8	3.7	4.6	4.7	3.9	3.2	2.8
Pologne	13.3	12.4	10.9	10.2	13.4	16.2	18.3	20.0	19.7	19.0	17.8	13.8	9.6	7.2
Portugal	7.2	7.3	6.8	5.0	4.5	4.0	4.0	5.1	6.4	6.7	7.7	7.8	8.1	7.8
République slovaque	13.1	11.3	11.8	12.6	16.3	18.8	19.3	18.7	17.6	18.2	16.2	13.4	11.2	9.6
République tchèque	4.1	3.9	4.8	6.4	8.6	8.7	8.0	7.3	7.8	8.3	7.9	7.1	5.3	4.4
Royaume-Uni	8.5	7.9	6.8	6.1	5.9	5.4	5.0	5.1	5.0	4.7	4.8	5.4	5.3	5.6
Suède	8.8	9.5	9.8	8.1	6.7	5.6	5.9	6.1	6.8	7.6	7.7	7.0	6.1	6.2
Suisse	3.5	3.9	4.2	3.5	3.0	2.6	2.6	3.2	4.3	4.4	4.4	4.0	3.6	3.5
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.4	8.6	9.8
Total UE27	11.3	11.4	11.1	10.5	9.7	8.7	8.5	8.9	9.0	9.1	8.9	8.2	7.1	7.0
Total OCDE	7.3	7.2	6.9	6.8	6.7	6.2	6.5	7.1	7.3	7.1	6.8	6.2	5.7	6.1
Brésil	..	..	..	..	..	..	9.4	9.1	9.7	9.2	9.6	8.7	8.3	7.3
Chili	..	6.3	6.1	6.3	9.8	9.2	9.1	9.0	8.5	8.8	8.0	7.7	7.2	7.8
Estonie	..	..	9.7	9.2	11.4	12.8	12.3	10.3	10.0	9.6	7.9	5.9	4.7	5.6
Fédération de Russie	9.4	9.7	11.8	13.3	13.0	10.6	9.0	7.9	8.2	7.8	7.2	7.2	6.1	..
Israël	6.9	6.7	7.7	8.5	8.9	8.8	9.4	10.3	10.7	10.4	9.0	8.4	7.3	6.1
Slovénie	..	6.9	6.9	7.4	7.4	6.8	6.2	6.3	6.7	6.3	6.5	6.0	4.8	4.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825613006672>

Taux de chômage : total

En pourcentage de la population active



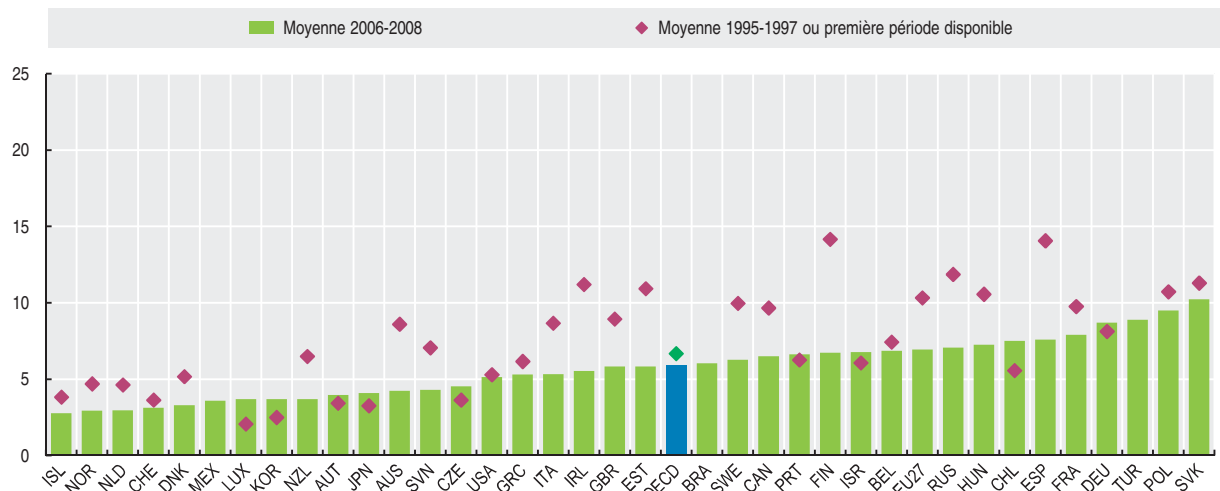
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820615781567>

Taux de chômage : hommes
En pourcentage de la population active, hommes

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	7.2	8.2	9.0	8.8	8.1	7.5	7.8	8.8	9.9	10.3	11.2	10.2	8.5	7.4
Australie	8.7	8.5	8.6	8.1	7.2	6.5	7.1	6.6	5.9	5.3	4.9	4.7	4.1	3.9
Autriche	3.1	3.6	3.6	3.8	3.3	3.0	3.2	4.0	4.0	4.4	4.9	4.3	4.0	3.6
Belgique	7.6	7.4	7.3	7.6	7.2	5.6	5.9	6.6	7.7	7.5	7.6	7.4	6.7	6.5
Canada	9.8	9.9	9.3	8.5	7.8	6.9	7.5	8.1	7.9	7.5	7.0	6.5	6.4	6.6
Corée	2.3	2.4	2.8	7.8	7.4	5.0	4.5	3.7	3.8	3.9	4.0	3.8	3.7	3.6
Danemark	5.7	5.3	4.5	3.9	4.5	3.9	4.1	4.3	4.9	5.1	4.4	3.4	3.4	3.1
Espagne	14.8	14.3	13.1	11.2	9.0	7.9	7.5	8.1	8.2	8.0	7.1	6.3	6.4	10.1
États-Unis	5.6	5.4	4.9	4.4	4.1	3.9	4.8	5.9	6.3	5.6	5.1	4.6	4.7	6.1
Finlande	15.2	15.0	12.3	10.9	9.7	8.7	8.7	9.1	9.3	8.8	8.1	7.4	6.6	6.2
France	9.3	10.0	10.0	9.4	8.9	7.5	7.0	7.7	8.1	8.4	8.4	8.5	7.8	7.4
Grèce	6.2	6.0	6.3	7.3	7.9	7.4	7.2	6.8	6.2	6.6	6.1	5.6	5.2	5.1
Hongrie	11.8	10.2	9.7	9.0	7.4	7.0	6.3	6.1	6.1	6.1	7.0	7.1	7.1	7.6
Irlande	12.2	11.5	9.9	7.7	5.8	4.4	4.0	4.7	5.0	4.9	4.6	4.6	4.9	7.1
Islande	4.8	3.4	3.3	2.2	1.4	1.8	2.1	3.6	3.6	3.2	2.6	2.7	2.3	3.3
Italie	8.6	8.7	8.7	8.8	8.5	7.9	7.1	6.7	6.5	6.4	6.1	5.5	5.0	5.5
Japon	3.1	3.3	3.4	4.2	4.8	4.9	5.2	5.5	5.5	4.9	4.6	4.3	3.9	4.1
Luxembourg	2.0	2.2	2.0	1.9	1.8	1.8	1.6	2.0	3.0	3.6	3.6	3.6	3.4	4.1
Mexique	..	..	..	..	..	..	2.4	2.6	2.9	3.3	3.4	3.4	3.5	3.9
Norvège	5.7	4.7	3.7	3.0	3.2	3.4	3.5	3.8	4.5	4.6	4.7	3.5	2.6	2.7
Nouvelle-Zélande	6.4	6.3	6.8	7.8	7.3	6.3	5.5	5.1	4.5	3.6	3.5	3.6	3.4	4.1
Pays-Bas	5.5	4.7	3.7	3.0	2.3	2.2	1.8	2.5	3.5	4.3	4.4	3.5	2.8	2.6
Pologne	12.1	11.0	9.1	8.5	11.8	14.4	16.9	19.1	19.0	18.2	16.6	13.0	9.0	6.5
Portugal	6.4	6.4	6.0	4.0	3.9	3.2	3.2	4.2	5.5	5.9	6.8	6.6	6.7	6.6
République slovaque	12.6	10.2	11.1	12.2	16.3	18.9	19.8	18.6	17.4	17.4	15.5	12.3	10.0	8.4
République tchèque	3.5	3.4	4.0	5.0	7.3	7.3	6.7	6.0	6.2	7.1	6.5	5.8	4.3	3.5
Royaume-Uni	9.9	9.2	7.7	6.8	6.5	5.9	5.5	5.7	5.5	5.1	5.2	5.8	5.6	6.1
Suède	9.7	10.1	10.1	8.2	6.6	5.9	6.1	6.4	7.2	7.8	7.7	6.9	5.9	6.0
Suisse	3.0	3.7	4.2	3.1	2.6	2.2	2.0	3.0	4.0	4.0	3.9	3.4	3.0	3.0
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.4	8.6	9.7
Total UE27	10.3	10.5	10.2	9.5	8.7	7.8	7.8	8.3	8.4	8.5	8.3	7.6	6.6	6.6
Total OCDE	6.8	6.8	6.4	6.4	6.3	5.9	6.3	7.0	7.2	6.9	6.6	6.0	5.6	6.1
Brésil	..	..	..	..	..	..	7.5	7.2	7.8	7.0	7.3	6.6	6.2	5.3
Chili	..	5.6	5.4	5.7	9.4	8.7	8.9	8.6	7.9	7.9	7.0	6.7	6.3	9.5
Estonie	..	..	10.4	9.9	12.5	13.8	12.6	10.8	10.2	10.3	8.6	6.2	5.4	5.9
Fédération de Russie	9.7	10.0	12.1	13.5	13.2	10.8	9.3	8.1	8.5	8.0	7.3	7.5	6.4	..
Israël	5.6	5.8	6.8	8.0	8.5	8.4	8.9	10.1	10.2	9.5	8.5	7.8	6.8	5.7
Slovénie	..	7.1	6.8	7.3	7.2	6.5	5.7	5.9	6.4	5.9	6.1	4.9	4.0	4.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825616821748>

Taux de chômage : hommes
En pourcentage de la population active, hommes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820632115210>



Taux de chômage : femmes

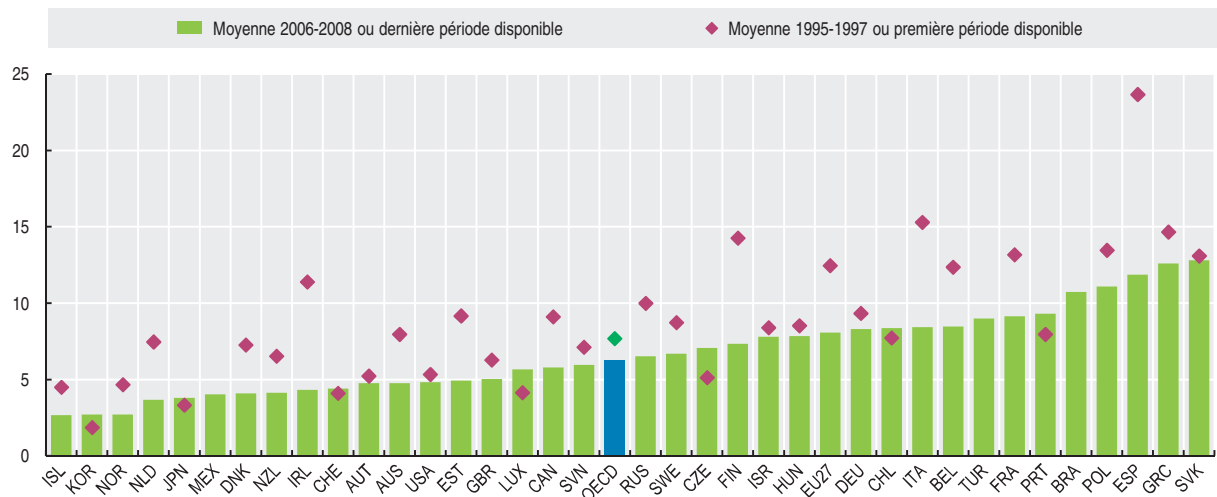
En pourcentage de la population active, femmes

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	9.0	9.2	9.8	9.3	8.5	7.5	7.4	7.9	8.7	9.1	10.0	9.4	8.3	7.2
Australie	7.9	7.9	8.1	7.5	6.8	6.2	6.5	6.2	6.0	5.6	5.2	4.9	4.8	4.6
Autriche	5.0	5.3	5.4	5.4	4.7	4.3	4.2	4.4	4.7	5.4	5.5	5.2	5.0	4.1
Belgique	12.7	12.5	11.9	11.6	10.3	8.5	7.5	8.7	8.9	9.6	9.5	9.3	8.5	7.6
Canada	9.1	9.3	8.9	8.0	7.3	6.7	6.9	7.1	7.2	6.9	6.5	6.1	5.6	5.7
Corée	1.7	1.6	2.3	5.7	5.3	3.6	3.3	2.7	3.3	3.4	3.4	2.9	2.6	2.6
Danemark	8.1	7.5	6.2	6.0	5.7	4.8	5.0	5.0	6.1	6.0	5.3	4.5	4.1	3.7
Espagne	24.7	23.7	22.6	21.2	18.1	16.1	14.8	15.7	15.3	14.3	12.2	11.6	10.9	13.1
États-Unis	5.6	5.4	5.0	4.6	4.3	4.1	4.7	5.6	5.7	5.4	5.1	4.6	4.5	5.4
Finlande	15.0	14.8	13.0	11.9	10.8	10.5	9.7	9.1	8.9	9.0	8.6	8.1	7.2	6.7
France	13.0	13.3	13.2	12.8	12.1	10.8	9.9	9.8	10.0	10.2	10.3	10.1	8.9	8.4
Grèce	13.8	15.4	14.8	17.0	18.2	17.1	16.1	15.7	15.0	16.2	15.3	13.6	12.8	11.4
Hongrie	8.7	8.8	8.1	7.8	6.3	5.6	5.0	5.4	5.6	6.1	7.4	7.8	7.7	8.0
Irlande	12.5	11.8	9.9	7.3	5.7	4.3	3.8	4.1	4.3	4.1	4.0	4.2	4.2	4.6
Islande	4.9	4.1	4.5	3.2	2.6	2.9	2.5	2.9	3.1	2.9	2.6	3.1	2.3	2.6
Italie	15.4	15.2	15.3	15.4	14.9	13.7	12.2	11.5	11.4	10.5	10.1	8.8	7.9	8.6
Japon	3.2	3.4	3.4	4.0	4.5	4.5	4.7	5.1	4.9	4.4	4.2	3.9	3.7	3.8
Luxembourg	4.3	4.2	3.9	4.0	3.3	2.9	2.4	3.5	4.9	6.8	6.0	6.0	5.2	5.8
Mexique	..	..	..	..	..	..	3.5	3.7	4.3	5.1	4.0	3.9	4.1	4.1
Norvège	5.1	4.8	4.1	3.2	2.9	3.1	3.3	3.5	3.9	3.9	4.3	3.3	2.5	2.3
Nouvelle-Zélande	6.5	6.3	6.8	7.6	6.7	6.0	5.4	5.5	5.1	4.5	4.1	4.2	4.0	4.2
Pays-Bas	8.1	7.7	6.6	5.0	4.4	3.7	2.8	3.1	3.9	4.9	5.1	4.4	3.6	3.0
Pologne	..	..	13.0	12.2	15.2	18.2	19.9	20.9	20.4	20.0	19.1	14.9	10.4	8.0
Portugal	8.1	8.2	7.6	6.2	5.1	5.0	5.1	6.1	7.3	7.7	8.7	9.2	9.6	9.1
République slovaque	13.8	12.7	12.8	13.2	16.4	18.6	18.7	18.7	17.8	19.2	17.2	14.7	12.7	11.0
République tchèque	4.8	4.7	5.9	8.1	10.3	10.4	9.7	9.0	9.9	9.9	9.8	8.8	6.8	5.6
Royaume-Uni	6.7	6.3	5.8	5.3	5.1	4.8	4.4	4.5	4.3	4.3	4.3	5.0	5.0	5.1
Suède	7.8	9.0	9.4	8.0	6.8	5.3	5.7	5.8	6.4	7.4	7.7	7.2	6.4	6.5
Suisse	4.0	4.2	4.1	4.0	3.5	3.2	3.4	3.5	4.6	4.9	5.1	4.7	4.4	4.1
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.4	8.6	10.0
Total UE27	12.5	12.5	12.4	11.8	10.9	9.8	9.4	9.7	9.7	9.8	9.6	8.9	7.8	7.5
Total OCDE	7.8	7.7	7.5	7.4	7.2	6.7	6.8	7.3	7.4	7.3	7.1	6.5	6.0	6.2
Brésil	..	..	..	..	..	..	11.9	11.6	12.4	11.9	12.5	11.3	11.1	9.8
Chili	..	7.9	7.7	7.6	10.7	10.0	9.7	9.6	9.7	10.5	9.8	9.5	8.8	6.8
Estonie	..	..	8.9	8.4	10.2	11.7	12.1	9.7	9.8	8.9	7.1	5.6	3.9	5.3
Fédération de Russie	9.2	9.3	11.5	13.0	12.9	10.4	8.6	7.6	8.0	7.5	7.0	6.8	5.8	..
Israël	8.6	7.8	8.8	9.2	9.4	9.2	9.9	10.6	11.3	11.4	9.5	9.0	7.9	6.5
Slovénie	..	6.7	7.1	7.5	7.6	7.0	6.8	6.8	7.1	6.9	7.1	7.2	5.9	4.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825622685822>

Taux de chômage : femmes

En pourcentage de la population active, femmes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820722572804>

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Le chômage de longue durée est un problème particulièrement préoccupant pour les personnes touchées et pour les pouvoirs publics. Sans même parler du stress que cette situation implique pour les chômeurs et leurs familles, des taux élevés de chômage de longue durée témoignent d'un mauvais fonctionnement du marché du travail et, dans les pays où les indemnités de chômage sont généreuses, ils font peser une très lourde charge sur les finances publiques.

Définition

Le chômage de longue durée recense ici les personnes qui sont au chômage depuis 12 mois ou plus. Les rapports calculés ici montrent la proportion de ces personnes au chômage à long terme parmi la totalité des chômeurs et sont appelés plus loin taux de chômage de longue durée. Des limites plus basses de la durée (par exemple six mois ou plus) sont parfois considérées dans les statistiques nationales sur le sujet.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la définition du chômage reprend les lignes directrices de l'OIT. Le chômage est généralement mesuré à l'aide d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Les chômeurs sont les personnes qui déclarent ne pas avoir travaillé contre rémunération, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine précédant l'enquête, qui sont disponibles pour travailler et qui ont activement cherché un emploi au cours

des quatre semaines précédentes. Les lignes directrices de l'OIT précisent ce qu'il faut entendre par recherche active d'emploi.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement d'un pays à l'autre. En outre, il est probable que les niveaux de chômage sont influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais les taux de chômage restent relativement fiables dans le temps.

Lorsque l'on compare les taux de chômage de longue durée, il importe de garder à l'esprit les différences institutionnelles entre les pays. Ces taux sont généralement plus élevés dans les pays où le chômage est indemnisé de façon relativement généreuse et sur de longues périodes. Dans les pays où les indemnités de chômage sont assez faibles et ne durent pas longtemps, les chômeurs sont sans doute plus vite amenés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales ou à accepter des emplois qui, pour une raison ou une autre, leur paraissent moins intéressants que ceux qu'ils occupaient précédemment.

En bref

Les taux de chômage de longue durée sont généralement plus faibles dans des pays qui ont connu un fort taux de croissance du PIB ces dernières années. Il semble qu'il y ait là un lien de causalité réciproque : d'une part, il est plus facile de trouver du travail dans une économie en pleine expansion, d'autre part, dans une économie en pleine expansion, le chômage devient encore moins attirant par rapport à un travail rémunéré. Les taux de chômage de longue durée peuvent aussi être plus faibles au début d'une période de déclin économique dû à une arrivée croissante de personnes fraîchement licenciées. Toutefois, ces évolutions décrites ici ont précédé celles qui sont liées à la crise financière de 2008-09, dont les impacts sont décrits plus loin dans ce volume.

En 2008, les taux de chômage de longue durée oscillaient entre 10 % ou moins en Corée, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, au Canada, en Islande, et en Norvège, et 50 % ou plus en Belgique, en République tchèque, en Allemagne et en République slovaque. Dans les pays non membres de l'OCDE, l'Estonie, Israël, la Fédération de Russie et la Slovaquie ont enregistré des taux de chômage de longue durée supérieurs à la moyenne de l'OCDE, tandis que le Chili a connu des parts plus basses de chômage de longue durée.

Sur la période 1998-2008, le chômage de longue durée a baissé de plus de 7 points de pourcentage dans l'ensemble de la zone OCDE. Il a fortement progressé, de 5 points de pourcentage voire plus en République tchèque, au Japon, au Luxembourg et en République slovaque, tandis qu'il reculait dans les deux tiers des pays, dans une proportion particulièrement forte en Irlande, en Espagne et en Suède. Dans les pays non membres de l'OCDE, le taux de chômage de longue durée a presque doublé en Israël entre 1998 et 2008, tandis qu'il a enregistré une baisse significative en Estonie et en Slovaquie.

Source

- OCDE (2009), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2002), « Le chômage de longue durée : tenants et aboutissants », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 4, OCDE, Paris, p. 203-264.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, www.oecd.org/els/emploi/.
- Perspectives de l'emploi de l'OCDE, www.oecd.org/els/employmentoutlook.
- Base de données OCDE des statistiques de la population active : www.oecd.org/statistics/labour.

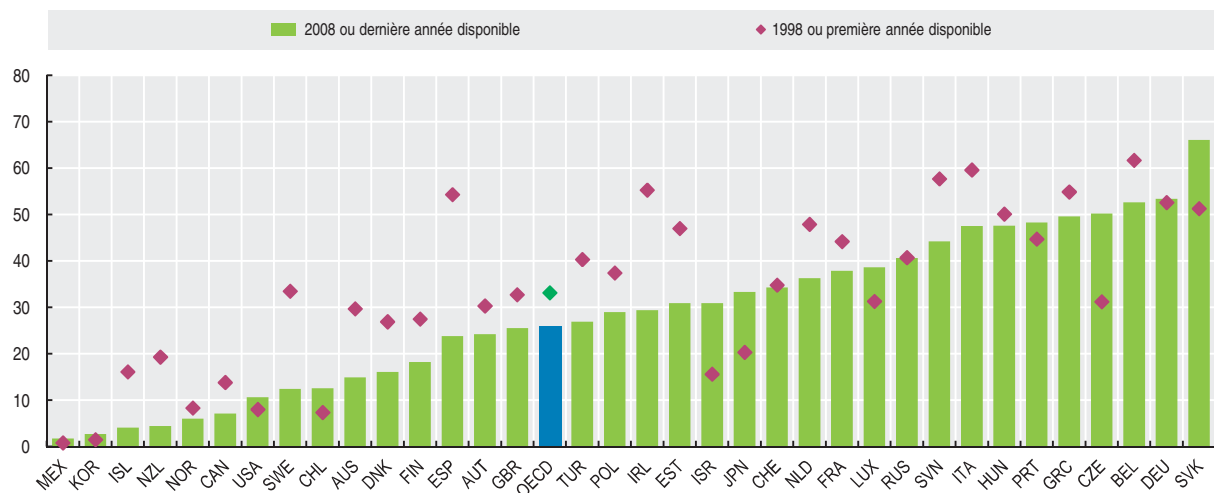
**Chômage de longue durée**

Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	48.7	47.8	50.1	52.6	51.7	51.5	50.4	47.9	50.0	51.8	54.1	57.3	56.6	53.4
Australie	32.0	28.5	31.2	29.7	28.3	25.5	22.0	22.4	21.5	20.7	18.3	18.1	15.4	14.9
Autriche	29.1	24.9	27.5	30.3	29.2	25.8	23.3	19.2	24.5	27.6	25.3	27.3	26.8	24.2
Belgique	62.4	61.3	60.5	61.7	60.5	56.3	51.7	49.6	46.3	49.6	51.6	55.6	50.0	52.6
Canada	16.8	16.8	16.1	13.8	11.7	11.2	9.5	9.6	10.0	9.5	9.6	8.7	7.5	7.1
Corée	4.4	3.8	2.6	1.5	3.8	2.3	2.3	2.5	0.6	1.1	0.8	1.1	0.6	2.7
Danemark	27.9	26.5	27.2	26.9	20.5	20.0	22.2	19.7	19.9	22.6	25.9	20.4	18.2	16.1
Espagne	57.1	55.9	55.7	54.3	51.2	47.6	44.0	40.2	39.8	37.7	32.6	29.5	27.6	23.8
États-Unis	9.7	9.5	8.7	8.0	6.8	6.0	6.1	8.5	11.8	12.7	11.8	10.0	10.0	10.6
Finlande	37.6	34.5	29.8	27.5	29.6	29.0	26.2	24.4	24.7	23.4	24.9	24.8	23.0	18.2
France	42.5	39.6	41.4	44.2	40.4	42.6	37.6	33.8	41.0	40.9	41.4	42.2	40.4	37.9
Grèce	51.4	56.7	55.7	54.9	55.3	56.4	52.8	52.7	56.3	54.8	53.7	55.6	50.3	49.6
Hongrie	50.6	54.4	51.3	50.1	49.4	49.0	46.6	44.8	42.2	45.1	46.0	46.1	47.6	47.6
Irlande	61.6	59.5	57.0	..	55.3	..	33.1	29.4	35.5	34.3	34.3	34.3	30.3	29.4
Islande	16.8	19.8	16.3	16.1	11.7	11.8	12.5	11.1	8.1	11.2	13.3	7.3	8.0	4.1
Italie	63.6	65.6	66.3	59.6	61.4	61.3	63.4	59.2	58.2	49.7	52.2	52.9	49.9	47.5
Japon	18.1	19.3	21.8	20.3	22.4	25.5	26.6	30.8	33.5	33.7	33.3	33.0	32.0	33.3
Luxembourg	23.2	27.6	34.6	31.3	32.3	22.4	28.4	27.4	24.7	21.0	26.4	29.5	34.5	38.6
Mexique	1.5	2.2	1.8	0.8	1.5	1.2	1.0	0.9	0.9	1.1	2.3	2.5	2.7	1.7
Norvège	24.2	14.2	12.4	8.3	7.1	5.3	5.5	6.4	6.4	9.2	9.5	14.5	8.8	6.0
Nouvelle-Zélande	25.7	20.8	19.3	19.3	20.9	19.3	16.7	14.5	13.5	11.7	9.4	7.1	5.7	4.4
Pays-Bas	46.8	50.0	49.1	47.9	43.5	..	..	26.7	29.2	32.5	40.1	45.2	41.7	36.3
Pologne	40.0	39.0	38.0	37.4	34.8	37.9	43.1	48.4	49.7	47.9	52.2	50.4	45.9	29.0
Portugal	50.9	53.1	55.6	44.7	41.2	42.9	38.1	35.5	32.8	43.2	48.6	51.8	47.3	48.3
République slovaque	54.1	52.6	51.6	51.3	47.7	54.6	53.7	59.8	61.1	60.6	68.1	73.1	70.8	66.1
République tchèque	31.2	31.3	30.5	31.2	37.1	48.8	52.7	50.7	49.9	51.8	53.6	55.2	53.4	50.2
Royaume-Uni	43.6	39.8	38.6	32.7	29.6	28.0	27.8	22.9	22.8	21.4	22.3	22.1	24.5	25.5
Suède	27.8	30.1	33.4	33.5	30.1	26.4	22.3	21.0	17.8	18.9	..	..	13.0	12.4
Suisse	33.6	25.6	28.2	34.8	39.6	29.0	29.9	21.8	26.1	33.5	39.0	39.1	40.8	34.3
Turquie	36.4	44.3	41.6	40.3	28.2	21.1	21.3	29.4	24.4	39.2	39.6	35.8	30.3	26.9
Total OCDE	34.0	34.2	35.0	33.1	31.7	31.4	29.5	29.4	30.7	31.7	32.8	32.1	29.1	25.9
Chili	..	9.2	6.9	7.3	12.2	15.6	18.2	16.9	16.7	17.1	16.5	11.5	12.6	..
Estonie	31.7	55.3	45.7	47.0	45.8	45.4	48.3	52.8	45.9	52.2	53.4	48.1	49.4	30.9
Fédération de Russie	29.7	32.6	38.2	40.7	47.0	46.2	39.2	39.2	37.6	39.0	38.5	41.7	40.6	..
Israël	16.2	14.3	14.2	15.6	18.9	18.8	17.0	19.2	25.0	32.6	32.5	32.6	30.9	..
Slovénie	53.2	52.0	56.7	57.7	57.7	62.4	61.4	57.7	55.5	52.7	49.2	51.8	47.9	44.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825635733410>**Chômage de longue durée**

Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820736681663>

CHÔMAGE PAR RÉGION

Les taux de chômage varient sensiblement d'un pays de l'OCDE à l'autre, mais les différences, importantes au niveau international, masquent des différences plus marquées encore entre régions. En 2008, les écarts entre régions en termes de taux de chômage étaient de plus de 10 points de pourcentage dans un tiers des pays de l'OCDE. Dans certaines régions, le chômage est également resté élevé sur toute la décennie allant de 1998 à 2008, avant même que la crise économique ait un impact sur le marché du travail.

Définition

Sont considérées comme étant au chômage les personnes qui indiquent qu'elles sont sans travail, qu'elles sont disponibles pour travailler et qu'elles ont entrepris des démarches actives pour trouver un emploi au cours des quatre semaines précédant l'enquête. Les lignes directrices de l'OIT spécifient quelles démarches comptent comme démarches actives pour trouver un emploi : il s'agit, par exemple, de répondre à une offre d'emploi, de se rendre dans une entreprise, sur un site de construction ou sur un autre lieu de travail, de mettre une annonce dans la presse ou de s'inscrire auprès d'un bureau de l'emploi.

Le taux de chômage est défini comme le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active, celle-ci étant composée des chômeurs et des personnes ayant un emploi.

Lorsque le chômage est élevé, certaines personnes peuvent se décourager et cesser de chercher du travail. Elles cessent alors d'être prises en compte dans le taux de chômage qui peut baisser, ou cesser d'augmenter, alors même qu'il n'y a pas d'amélioration sous-jacente du marché du travail.

Le coefficient de Gini donne une image des disparités régionales. Il rend compte non seulement des régions où le taux de chômage est le plus élevé et le plus faible, mais aussi des différences entre toutes les régions. Le coefficient de Gini peut prendre une valeur entre 0 et 1. Plus il prend une valeur élevée, plus les disparités régionales sont importantes. Les disparités régionales tendent à être sous-estimées lorsque les régions sont de vaste dimension.

Le taux de chômage des jeunes est défini comme le nombre de chômeurs âgés de 15 à 24 ans en pourcentage de la population active dans ce même groupe d'âge.

Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité des taux de chômage est affectée par les différences concernant le sens qui est donné au mot région. Ce mot peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs en matière de superficie et de population. Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux : le niveau territorial supérieur (niveau territorial 2, grandes régions) et le niveau territorial inférieur (niveau territorial 3, petites régions). Les données sur le marché du travail en Australie et au Canada font référence à une autre classification, intitulée *non official grids* (NOG), similaire aux petites régions. Pour le Brésil, le Chili, la Chine, l'Inde, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud, seules des grandes régions ont été définies jusqu'à présent.

En bref

Dans un tiers des pays de l'OCDE, l'écart entre les régions où le chômage est le plus élevé et celles où il est le plus bas est supérieur à 10 points. En 2008, l'Allemagne, l'Italie, la Finlande et la Fédération de Russie comptaient des régions où le chômage n'existait quasiment pas et d'autres où il pouvait être supérieur à 10 %. Après la fédération de Russie, l'Islande, l'Italie et la Belgique sont les pays qui présentaient les plus fortes disparités en termes de chômage d'après le coefficient de Gini.

Le chômage des jeunes fait lui aussi apparaître d'importantes disparités d'une région à l'autre au sein d'un même pays. La République slovaque, la Belgique, l'Espagne et l'Italie sont les pays où les inégalités régionales sont le plus accentuées. Dans près de la moitié des pays considérés, la variation régionale du taux de chômage des jeunes est supérieure à 10 points.

Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Local Governance and the Drivers of Growth*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonnette et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth, Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 420, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- OCDE, *Base de données régionales*.

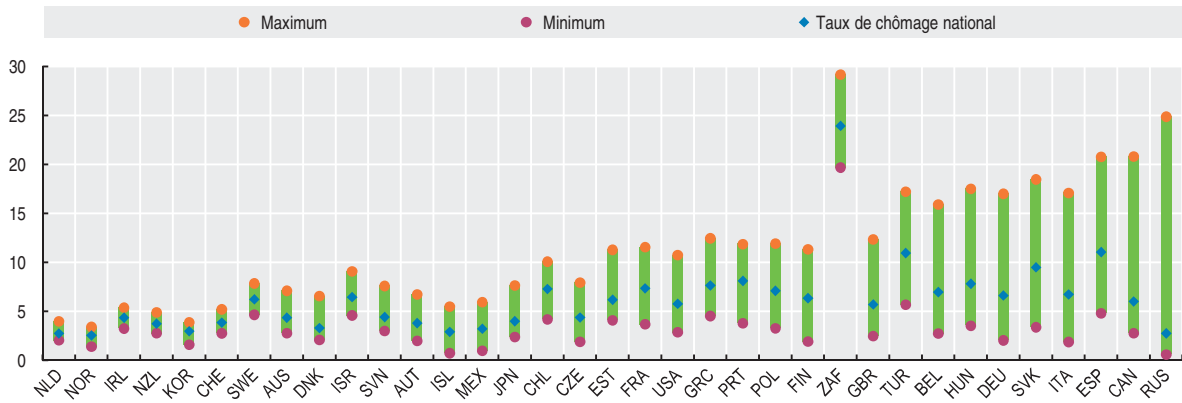
Sites Internet

- OECD eXplorer, www.OECD.org/gov/developpementregional.
- Territorial grids, www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators.



Classement du taux de chômage régional, petites régions

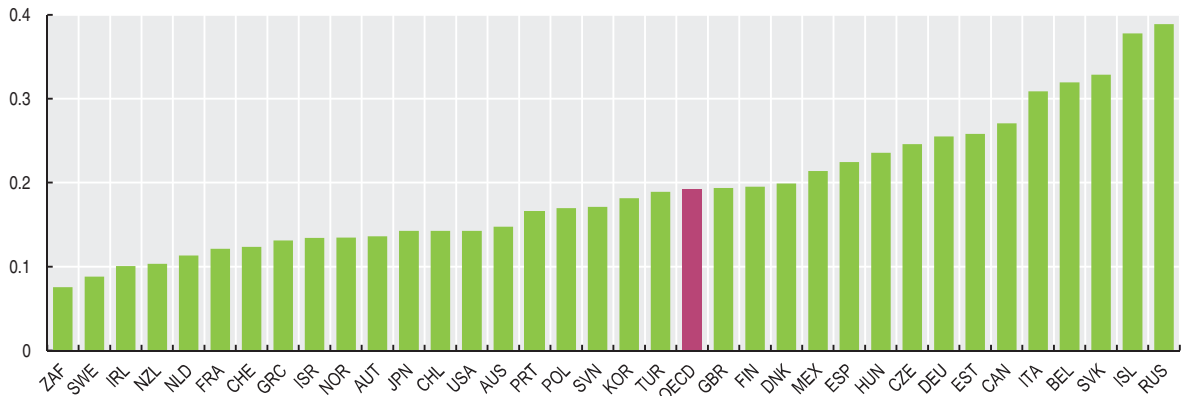
Pourcentage, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820741213136>

Indice de GINI des taux de chômage régionaux, petites régions

Année 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820840076676>

Variations du taux de chômage des jeunes par région, grandes régions

Pourcentage, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820813366103>





SCIENCE ET TECHNOLOGIE

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

CHERCHEURS

BREVETS

TIC

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

EXPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS LIÉS AUX TIC

ORDINATEUR, INTERNET ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et développement (R-D) illustrent les efforts déployés par les pouvoirs publics et le secteur privé pour obtenir un avantage concurrentiel dans les domaines scientifiques et technologiques.

Définition

La R-D englobe les travaux de création entrepris de façon systématique pour accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette connaissance pour de nouvelles applications. La « R-D » recouvre trois activités : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental. La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles. Cependant, elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Le principal agrégat utilisé pour les comparaisons internationales est la dépense intérieure de R-D (DIRD), qui est la dépense totale, courante et en capital, afférente aux travaux de R-D exécutés par les entreprises, instituts de recherche, laboratoires universitaires et publics, etc. résidents. Elle ne comprend pas les dépenses de R-D consacrées à des travaux financés par des sociétés se situant à l'intérieur du pays mais menés dans d'autres pays. La DIRD est ici exprimée en pourcentage du PIB.

En bref

En 2007, la R-D s'élevait à 2,3 % du PIB pour l'ensemble de l'OCDE. La Corée, la Finlande, le Japon et la Suède étaient les seuls pays de l'OCDE dont le ratio R-D/PIB dépassait 3 %, soit largement plus que la moyenne de l'OCDE. Depuis 2000, la dépense de R-D rapportée au PIB (intensité de R-D) a augmenté significativement au Japon mais légèrement seulement aux États-Unis. Dans l'UE, elle est restée relativement stable (1,8 % en 2007). En Chine, l'intensité de R-D est passée de 0,9 % en 2000 à 1,4 % en 2007.

Depuis la moitié des années 90, les dépenses de R-D (en termes réels) ont augmenté le plus rapidement (parmi les pays de l'OCDE) au Portugal et en Turquie, qui affichent tous les deux des taux moyens de croissance annuelle supérieures à 10 %. En Chine, depuis 2000, l'augmentation des dépenses réelles de R-D a dépassé 20 % par an.

Comparabilité

Les données de R-D présentées ici ont été calculées selon les lignes directrices du *Manuel de Frascati*. Il convient cependant de noter que pendant la période considérée, plusieurs pays ont amélioré la couverture de leurs enquêtes sur les activités de R-D dans le secteur des services (États-Unis, Japon, Norvège et Pays-Bas) et dans l'enseignement supérieur (Espagne, États-Unis, Finlande, Grèce, Japon, et Pays-Bas). Certaines des modifications indiquées dans le tableau prennent en compte ces améliorations méthodologiques ainsi que l'évolution sous-jacente des dépenses de R-D.

Pour la Corée, avant 2007, les sciences sociales et les humanités ne sont pas prises en compte dans les données sur la R-D. Pour les États-Unis, les dépenses en capital sont exclues.

Les données pour le Brésil et l'Inde ne suivent pas complètement les lignes directrices du *Manuel de Frascati*, et sont calculées à partir des Sources nationales. Les données du Brésil et de l'Afrique du Sud sont sous-estimées, ainsi que celles de la Chine avant 2000.

Source

- OCDE (2009), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2008*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Science, technologie et industrie, www.oecd.org/sti.



Dépense intérieure brute de recherche et développement

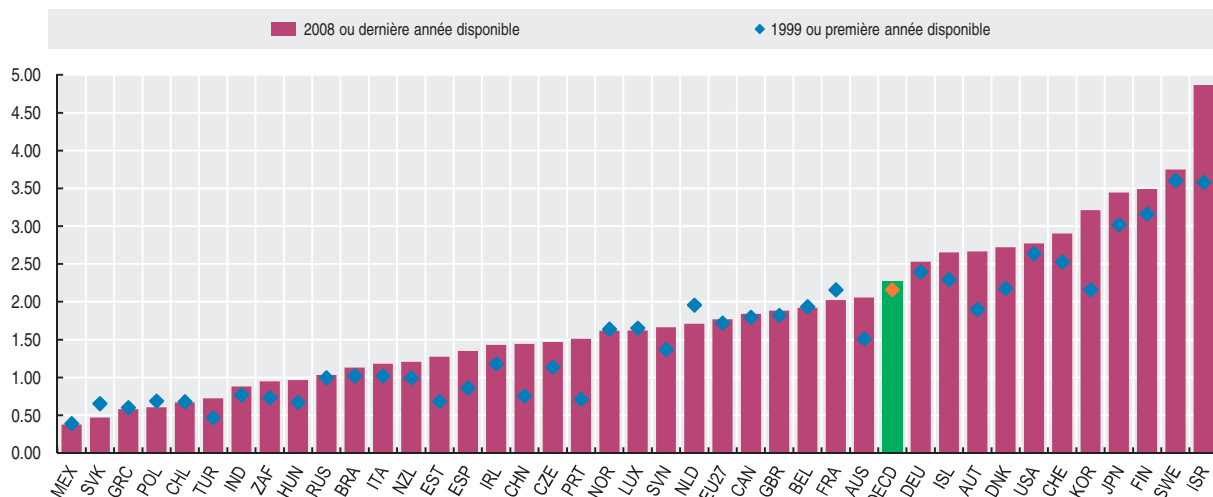
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	2.19	2.19	2.24	2.27	2.40	2.45	2.46	2.49	2.52	2.49	2.49	2.53	2.53	..
Australie	..	1.61	..	1.47	..	1.51	..	1.69	..	1.78	..	2.06	..	..
Autriche	1.55	1.60	1.70	1.78	1.90	1.94	2.07	2.14	2.26	2.26	2.45	2.47	2.54	2.67
Belgique	1.67	1.77	1.83	1.86	1.94	1.97	2.07	1.94	1.88	1.86	1.83	1.86	1.90	1.92
Canada	1.70	1.65	1.66	1.76	1.80	1.91	2.09	2.04	2.04	2.07	2.05	1.97	1.90	1.84
Corée	2.27	2.33	2.38	2.25	2.16	2.30	2.47	2.40	2.49	2.68	2.79	3.01	3.21	..
Danemark	1.82	1.84	1.92	2.04	2.18	..	2.39	2.51	2.58	2.48	2.46	2.48	2.55	2.72
Espagne	0.79	0.81	0.80	0.87	0.86	0.91	0.91	0.99	1.05	1.06	1.12	1.20	1.27	1.35
États-Unis	2.50	2.54	2.57	2.60	2.64	2.71	2.72	2.62	2.61	2.54	2.57	2.61	2.66	2.77
Finlande	2.26	2.52	2.70	2.87	3.16	3.35	3.30	3.36	3.43	3.45	3.48	3.45	3.47	3.49
France	2.29	2.27	2.19	2.14	2.16	2.15	2.20	2.23	2.17	2.15	2.10	2.10	2.04	2.02
Grèce	0.43	..	0.45	..	0.60	..	0.58	..	0.57	0.55	0.59	0.58	0.58	..
Hongrie	0.72	0.63	0.70	0.66	0.67	0.79	0.92	1.00	0.93	0.87	0.94	1.00	0.97	..
Irlande	1.26	1.30	1.27	1.24	1.18	1.12	1.10	1.10	1.17	1.23	1.25	1.25	1.28	1.43
Islande	1.53	..	1.83	2.00	2.30	2.67	2.95	2.95	2.82	..	2.77	2.99	2.70	2.65
Italie	0.97	0.99	1.03	1.05	1.02	1.05	1.09	1.13	1.11	1.10	1.09	1.13	1.18	1.18
Japon	2.92	2.81	2.87	3.00	3.02	3.04	3.12	3.17	3.20	3.17	3.32	3.40	3.44	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	1.65	..	..	1.65	1.63	1.56	1.65	1.57	1.62
Mexique	0.28	0.28	0.31	0.34	0.39	0.34	0.36	0.40	0.40	0.40	0.41	0.39	0.37	..
Norvège	1.69	..	1.63	..	1.64	..	1.59	1.66	1.71	1.59	1.52	1.52	1.64	1.62
Nouvelle-Zélande	0.95	..	1.09	..	1.00	..	1.14	..	1.19	..	1.16	..	1.21	..
Pays-Bas	1.97	1.98	1.99	1.90	1.96	1.82	1.80	1.72	1.76	1.81	1.79	1.78	1.71	..
Pologne	0.63	0.65	0.65	0.67	0.69	0.64	0.62	0.56	0.54	0.56	0.57	0.56	0.57	0.61
Portugal	0.54	0.57	0.59	0.65	0.71	0.76	0.80	0.76	0.74	0.77	0.81	1.02	1.21	1.51
République slovaque	0.92	0.91	1.08	0.78	0.66	0.65	0.63	0.57	0.57	0.51	0.51	0.49	0.46	0.47
République tchèque	0.95	0.97	1.08	1.15	1.14	1.21	1.20	1.20	1.25	1.25	1.41	1.55	1.54	1.47
Royaume-Uni	1.91	1.83	1.77	1.76	1.82	1.81	1.79	1.79	1.75	1.69	1.73	1.76	1.82	1.88
Suède	3.26	..	3.48	..	3.61	..	4.17	..	3.85	3.62	3.60	3.74	3.61	3.75
Suisse	..	2.65	..	..	..	2.53	..	..	..	2.90	..	..	..	..
Turquie	0.28	0.34	0.37	0.37	0.47	0.48	0.54	0.53	0.48	0.52	0.59	0.58	0.72	..
Total UE27	1.66	1.66	1.66	1.67	1.72	1.74	1.75	1.76	1.75	1.73	1.74	1.76	1.77	..
Total OCDE	2.05	2.08	2.10	2.12	2.16	2.19	2.23	2.20	2.20	2.17	2.21	2.24	2.28	..
Afrique du Sud	..	..	0.60	..	..	..	0.73	..	0.80	0.86	0.92	0.95	..	..
Brésil	0.80	0.72	..	..	..	1.02	1.04	0.98	0.96	0.90	0.97	1.00	1.10	1.13
Chili	..	..	..	..	..	..	..	0.68	0.67	0.67	..	..	..	..
Chine	0.57	0.57	0.64	0.65	0.76	0.90	0.95	1.07	1.13	1.23	1.34	1.42	1.44	..
Estonie	..	..	..	0.57	0.68	0.60	0.70	0.72	0.77	0.85	0.93	1.14	1.11	1.27
Fédération de Russie	0.85	0.97	1.04	0.95	1.00	1.05	1.18	1.25	1.28	1.15	1.07	1.07	1.12	1.03
Inde	..	0.69	0.71	0.76	0.77	0.81	0.84	0.81	0.80	0.79	0.84	0.88	0.87	0.88
Israël	2.57	2.74	3.00	3.14	3.58	4.32	4.60	4.59	4.32	4.26	4.37	4.40	4.76	4.86
Slovénie	1.53	1.29	1.28	1.34	1.37	1.39	1.50	1.47	1.27	1.40	1.44	1.56	1.45	1.66

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825643730162>

Dépense intérieure brute de recherche et développement

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820860264335>

CHERCHEURS

Les chercheurs constituent l'élément central du système de recherche-développement.

Définition

Les chercheurs sont des spécialistes engagés dans la conception et la création de nouveaux savoirs, produits, processus, méthodes et systèmes, mais aussi associés directement à la gestion de projets. Ils exercent leur activité dans le domaine civil ou militaire, le secteur public, les universités, les instituts de recherche, ainsi que dans le secteur des entreprises.

Le nombre de chercheurs est mesuré en personnel équivalent plein-temps (EPT) pour la R-D (une personne ne travaillant qu'à mi-temps à des activités de R-D comptera pour 0.5 année-personne) et est exprimé en millier de personnes employées dans chaque pays. Il comprend le personnel engagé dans des activités de R-D au cours d'une année.

Comparabilité

Les données sur les chercheurs ont été calculées selon la méthodologie du *Manuel de Frascati*, mais la comparabilité est dans une certaine mesure influencée par les améliorations apportées au champ des enquêtes nationales de R-D et les efforts déployés par les pays pour améliorer la comparabilité internationale de leurs données.

En bref

En 2006, on dénombrait environ 4 millions de personnes engagées dans des activités de R-D dans la zone OCDE, dont environ les deux tiers dans le secteur des entreprises.

En 2006, on dénombrait dans la zone OCDE environ 7.6 chercheurs pour 1 000 actifs, contre 5.9 en 1995. Le nombre de chercheurs a augmenté régulièrement au cours des deux dernières décennies.

Parmi les grandes régions de l'OCDE, c'est le Japon qui compte le plus grand nombre de chercheurs dans la population active, devant les États-Unis et l'Union européenne.

La Finlande, l'Islande, le Japon et la Nouvelle-Zélande affichent les plus gros effectifs de chercheurs pour 1 000 actifs. Les effectifs sont également importants au Danemark, en Suède, en Norvège et aux États-Unis. À l'inverse, ils sont faibles au Mexique et en Turquie.

Parmi les grands pays non membres de l'OCDE, la progression du nombre de chercheurs a été constante en Chine, même si son taux de 1.8 en 2007 restait très inférieur à la moyenne de l'OCDE. Celui de la Fédération de Russie recule depuis 1994, mais son taux, à 6.4 chercheurs pour 1 000 actifs en 2008, est proche de celui des pays de l'Union européenne.

Pour les États-Unis, début 2000, le nombre total de chercheurs est une estimation faite par l'OCDE. Pour les États-Unis, les données postérieures à 1985 excluent le personnel militaire.

Les données concernant le Brésil et l'Inde ne sont pas totalement conformes aux lignes directrices du *Manuel de Frascati*, et ont été calculées à partir de Sources nationales. Les données relatives à l'Afrique du Sud et au Brésil sont sans doute sous-estimées; il en va de même pour celles de la Chine jusqu'à l'année 2000 incluse.

Source

- OCDE (2009), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2008*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Mesurer la science et la technologie, www.oecd.org/sti/measuring-scitech.
- OCDE, Science, technologie et industrie, www.oecd.org/sti.
- Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie, www.Sourceoecd.org/scoreboard.



Chercheurs

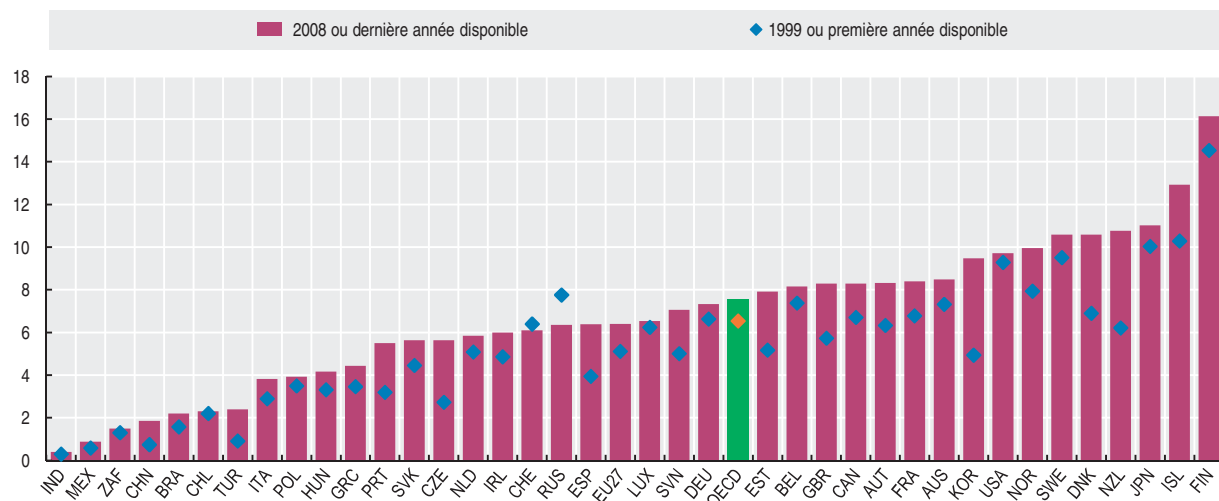
Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	6.1	6.1	6.3	6.3	6.6	6.6	6.7	6.8	6.9	6.9	7.0	7.2	7.3	..
Australie	..	7.3	..	7.3	..	7.3	..	7.8	..	8.4	..	8.5	..	..
Autriche	..	..	..	5.1	..	..	..	6.3	..	6.7	7.2	7.3	7.8	8.3
Belgique	6.0	6.5	6.7	6.9	7.4	7.4	7.7	7.4	7.4	7.7	7.8	8.1	8.3	8.2
Canada	6.4	6.5	6.6	6.6	6.7	7.2	7.5	7.4	7.7	8.1	8.3	8.3	..	..
Corée	4.9	4.8	4.8	4.6	4.9	5.1	6.3	6.4	6.8	6.9	7.9	8.6	9.5	..
Danemark	6.1	6.3	6.5	..	6.9	..	7.0	9.2	9.0	9.6	10.2	10.2	10.4	10.6
Espagne	3.5	3.7	3.8	4.0	3.9	4.7	4.7	4.8	5.2	5.5	5.7	5.8	5.9	6.4
États-Unis	8.1	..	8.8	..	9.3	9.3	9.5	9.7	10.2	9.8	9.6	9.7	..	..
Finlande	8.2	..	12.3	13.9	14.5	15.2	15.8	16.4	17.7	17.3	16.5	16.6	15.6	16.1
France	6.7	6.8	6.8	6.7	6.8	7.1	7.2	7.5	7.7	8.1	8.1	8.3	8.4	..
Grèce	2.3	..	2.7	..	3.5	..	3.4	..	3.5	..	4.3	4.3	4.4	..
Hongrie	2.9	2.9	3.1	3.2	3.3	3.7	3.8	3.9	3.9	3.6	3.8	4.2	4.2	..
Irlande	4.5	4.8	5.0	5.1	4.9	5.0	5.1	5.3	5.5	5.9	5.9	6.0	6.0	..
Islande	7.6	..	9.4	9.6	10.3	..	11.7	..	12.2	..	13.4	14.2	12.5	12.9
Italie	3.5	3.5	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	3.0	2.9	3.0	3.4	3.6	3.7	3.8
Japon	10.1	9.2	9.3	9.8	10.0	9.9	10.4	10.1	10.6	10.6	11.0	11.1	11.0	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	6.2	..	..	6.7	6.8	7.2	6.4	6.6	6.5
Mexique	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	..	..	..	0.9	1.0	1.1	0.9	0.9	..
Norvège	7.5	..	7.9	..	7.9	..	8.6	..	9.1	9.1	9.2	9.5	9.8	10.0
Nouvelle-Zélande	4.7	..	6.2	..	6.2	..	9.1	..	10.4	..	10.5	..	10.8	..
Pays-Bas	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.2	5.5	4.6	4.5	5.8	5.7	6.2	5.8	5.8
Pologne	3.3	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5	4.0	4.1	4.3	4.4	4.4	4.1	4.0	3.9
Portugal	2.6	2.7	2.9	3.0	3.2	3.3	3.5	3.7	4.0	4.0	4.1	4.8	5.5	..
République slovaque	4.6	4.7	4.7	4.8	4.5	4.9	4.7	4.5	4.7	5.2	5.2	5.5	5.7	5.6
République tchèque	2.3	2.5	2.4	2.5	2.7	2.8	3.0	3.0	3.2	3.3	4.8	5.2	5.3	5.6
Royaume-Uni	5.2	5.1	5.1	5.5	5.7	5.8	6.1	6.6	7.1	7.5	8.0	8.1	8.1	8.3
Suède	8.2	..	9.1	..	9.5	..	10.5	..	11.0	11.2	12.7	12.6	10.6	10.6
Suisse	..	5.6	..	..	..	6.4	..	..	..	6.1	..	..	..	..
Turquie	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.1	1.5	1.6	1.8	1.9	2.4	..
Total UE27	4.8	4.9	4.9	5.0	5.1	5.2	5.4	5.6	5.8	6.0	6.3	6.4	6.4	..
Total OCDE	5.9	6.1	6.2	6.4	6.5	6.6	6.9	7.0	7.3	7.3	7.5	7.6	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	1.3	..	1.2	1.5	1.4	1.5	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	1.6	1.5	1.5	1.7	1.7	2.0	2.1	2.2	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	2.2	2.3	..	..	..	..
Chine	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	1.0	1.0	1.1	1.2	1.2	1.5	1.6	1.8	..
Estonie	..	..	..	4.9	5.2	4.7	4.6	5.2	5.1	5.7	5.5	5.4	5.6	7.9
Fédération de Russie	9.2	8.5	8.2	7.7	7.8	7.8	7.8	7.5	7.4	7.1	6.8	6.7	6.7	6.4
Inde	..	..	..	..	..	0.3	..	..	..	..	0.4	..	..	..
Slovénie	5.6	5.2	4.5	4.8	5.0	4.8	4.9	5.1	4.2	4.3	5.5	6.1	6.3	7.1

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825648663103>

Chercheurs

Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820871730225>

BREVETS

Les indicateurs fondés sur les brevets fournissent une mesure du résultat des activités de R-D d'un pays, c'est-à-dire de ses inventions. La méthodologie utilisée pour comptabiliser les brevets peut influencer sur les résultats. Les comptages simples des brevets déposés auprès d'un office national de brevets présentent diverses limites, notamment une faible comparabilité internationale (avantage au pays d'accueil pour les demandes de brevets) et une hétérogénéité élevée des valeurs des brevets. L'OCDE a mis au point des familles de brevets triadiques, qui ont pour but de saisir exclusivement toutes les inventions importantes et qui sont comparables au plan international.

Définition

Une famille de brevets se définit comme un ensemble de brevets déposés dans divers pays (ou offices de brevets) pour protéger une même invention. Les familles de brevets triadiques sont un ensemble de brevets déposés auprès de trois des principaux offices de propriété intellectuelle, à savoir l'Office européen des brevets (OEB), l'Office japonais des brevets (JPO) et le United States Patent and Trademark Office (USPTO).

Les comptages des familles de brevets triadiques sont attribués au pays de résidence de l'inventeur, et se réfèrent à la date à laquelle le brevet a été enregistré pour la première fois.

Les familles de brevets triadiques sont exprimées en chiffres et par million d'habitants.

En bref

Le début du XXI^e siècle a été marqué par un ralentissement du rythme de croissance des dépôts de brevets, qui n'a progressé que de 1.6 % par an en moyenne, après avoir enregistré une hausse régulière de 5 % par an en moyenne pendant la seconde moitié des années 90. Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon ont affiché la même tendance à la baisse.

Quelque 52 000 familles de brevets triadiques ont été enregistrées dans le monde en 2007, une forte augmentation par rapport aux 41 000 comptabilisées en 1997. Les États-Unis détenaient 31 % des familles de brevets, soit un chiffre en baisse par rapport à leur niveau de 1997 (33.4 %); la proportion relative des familles de brevets originaires d'Europe a aussi eu tendance à diminuer, perdant plus de 3 points entre 1997 et 2007 (29 % en 2007). Le nombre des familles de brevets originaires du Japon est resté stable depuis 2000, mais sa proportion par rapport à l'ensemble des familles triadiques a augmenté d'un point, pour atteindre 28.2 % du total en 2007. L'origine des familles de brevets s'est déplacée vers les pays d'Asie. La croissance la plus remarquable s'observe en Corée : sa part en familles de brevets triadiques s'est établie à 4.4 % en 2007, contre moins d'1 % en 1997. La Chine et l'Inde affichent-elles aussi une forte croissance à cet égard, avec une croissance moyenne du nombre de brevets triadiques de plus de 23 % entre 1997 et 2007.

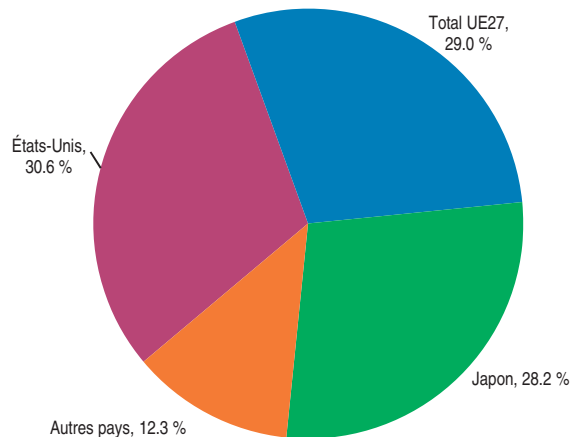
Si l'on rapporte le nombre de familles de brevets triadiques à la population, la Suisse, le Japon, la Suède et l'Allemagne occupent les quatre premiers rangs des pays les plus innovants en 2007, les nombres les plus élevés étant celui de la Suisse (118) et celui du Japon (115). Les ratios de l'Autriche, du Danemark, de la Finlande, d'Israël, de la Corée et des Pays-Bas se situent au-dessus de la moyenne OCDE (42). En taille, la Chine compte moins de 0.5 famille de brevets par million d'habitants.

Comparabilité

Le concept de familles de brevets triadiques a été élaboré afin d'améliorer la comparabilité internationale et la qualité des indicateurs fondés sur les brevets. En effet, seuls les brevets déposés dans le même groupe de pays sont pris en compte dans la famille : l'avantage au pays d'accueil et l'influence de la situation géographique sont par conséquent éliminés. En outre, les brevets inclus dans la famille ont généralement une valeur plus élevée : les titulaires de brevets ne consentent à supporter les coûts et les délais nécessaires pour étendre la protection de leur invention à d'autres pays que s'ils estiment que cette démarche en vaut la peine.

Part des pays dans les familles triadiques de brevets

Pourcentage, 2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821012825718>

Source

- OCDE, Base de données sur les brevets.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Dernis, H. et M. Khan (2004), *Triadic Patent Families Methodology, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie*, n° 2004/2, OCDE, Paris.
- Maraut, S., H. Dernis, C. Webb, V. Spiezia et D. Guellec (2008), *The OECD REGPAT database: A Presentation, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie*, n° 2008/2, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Manuel de l'OCDE sur les statistiques des brevets*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Droits de propriété intellectuelle, www.oecd.org/sti/ipr.
- OCDE, Travaux sur les brevets, www.oecd.org/sti/ipr-statistics.



Familles triadiques de brevets

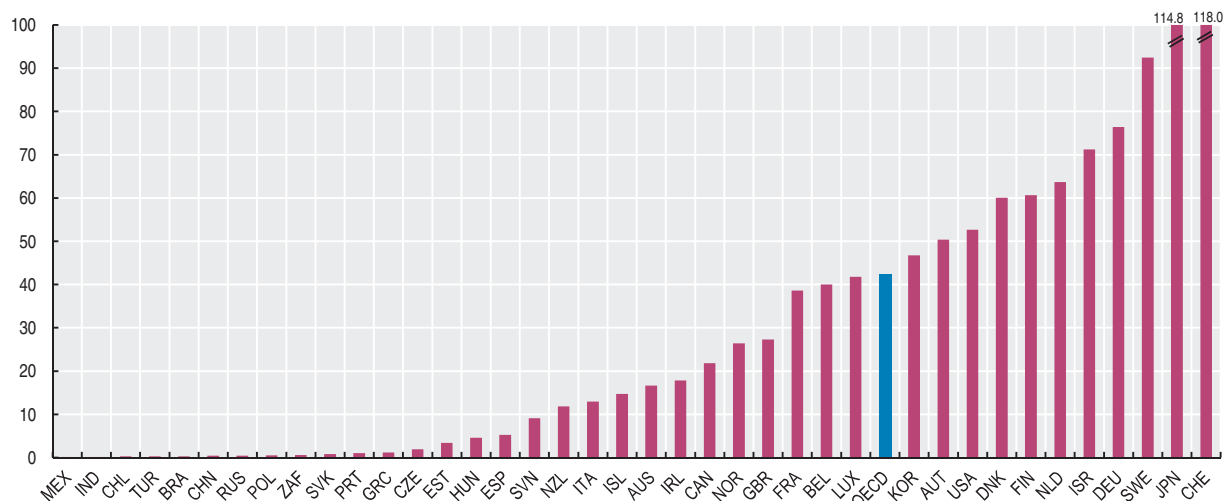
Nombre

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	4 424	4 873	5 511	5 680	6 133	5 948	6 079	5 683	5 533	5 747	6 069	6 270	6 224	6 283
Australie	239	233	234	277	297	317	362	324	347	338	362	373	351	352
Autriche	211	221	214	257	269	254	270	255	315	335	378	370	409	418
Belgique	354	373	362	432	396	397	361	336	343	327	415	415	414	425
Canada	370	386	426	531	531	544	535	535	589	576	652	761	740	719
Corée	213	326	323	388	467	576	719	925	1 227	1 715	2 138	2 314	2 465	2 264
Danemark	185	188	227	217	270	233	239	227	233	249	301	314	300	328
Espagne	88	82	92	108	126	124	151	160	163	167	218	201	227	236
États-Unis	11 260	12 241	13 012	13 919	14 458	14 686	14 348	13 592	14 446	15 239	15 941	16 002	16 047	15 883
Finlande	354	317	357	449	443	454	372	348	274	300	338	329	330	321
France	1 924	1 970	2 155	2 209	2 269	2 309	2 278	2 198	2 224	2 276	2 421	2 437	2 460	2 462
Grèce	5	2	13	10	12	10	7	6	8	13	9	15	14	13
Hongrie	20	25	25	32	18	40	35	31	28	41	44	42	43	46
Irlande	32	31	28	37	38	73	41	51	51	66	69	68	73	78
Islande	3	6	7	4	6	7	11	4	8	4	2	5	6	5
Italie	627	619	704	735	672	656	680	720	721	717	770	780	783	769
Japon	8 286	9 583	10 673	11 238	11 481	12 664	14 779	13 864	13 574	13 598	13 447	13 899	14 632	14 665
Luxembourg	8	14	16	16	22	22	20	24	13	20	24	20	25	20
Mexique	5	12	10	9	9	12	8	11	9	16	14	17	17	17
Norvège	87	87	76	100	93	103	108	90	106	97	105	128	127	124
Nouvelle-Zélande	22	21	31	40	52	47	51	41	60	62	63	59	54	50
Pays-Bas	686	758	806	834	849	903	989	1 190	1 061	1 054	1 060	1 033	1 044	1 043
Pologne	5	5	10	9	4	9	9	10	14	11	16	16	17	21
Portugal	2	3	4	8	5	5	4	6	6	7	7	12	11	11
République slovaque	1	2	1	5	3	2	2	2	3	5	3	4	5	4
République tchèque	5	3	11	11	16	10	9	15	16	16	15	14	19	20
Royaume-Uni	1 548	1 571	1 665	1 636	1 776	1 689	1 675	1 595	1 639	1 655	1 647	1 707	1 691	1 666
Suède	675	753	912	982	852	870	685	673	698	675	699	753	794	846
Suisse	731	765	815	822	799	792	832	807	808	847	883	893	897	899
Turquie	2	2	4	3	7	3	4	9	7	8	12	12	20	24
Total UE27	11 163	11 820	13 128	13 680	14 191	14 023	13 921	13 548	13 366	13 725	14 531	14 842	14 928	15 062
Total OCDE	32 372	35 467	38 722	40 997	42 372	43 759	45 664	43 731	44 524	46 181	48 119	49 262	50 238	50 014
Afrique du Sud	22	24	31	33	36	27	35	24	28	32	29	34	32	31
Brésil	15	16	19	29	29	29	32	46	43	48	48	51	56	65
Chili	2	2	3	-	2	2	2	5	4	2	5	5	5	6
Chine	19	21	22	44	47	58	66	103	152	216	244	373	489	587
Estonie	-	-	4	2	2	1	1	2	1	4	-	2	5	5
Fédération de Russie	53	62	57	70	95	61	69	55	50	52	60	71	67	66
Inde	6	10	15	23	32	39	50	94	133	142	140	154	178	192
Indonésie	-	-	-	2	3	1	4	2	2	-	-	1	..	..
Israël	140	159	214	288	298	276	302	320	268	298	354	415	483	494
Slovénie	4	7	5	5	12	4	7	6	14	14	12	17	17	18
Monde	32 746	35 882	39 272	41 655	43 128	44 484	46 484	44 665	45 522	47 333	49 409	50 820	52 031	51 990

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825682522218>

Familles triadiques de brevets

Nombre par million d'habitants, 2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/820878701421>

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

Depuis plus d'une décennie, les technologies de l'information et des communications (TIC) sont au cœur des mutations économiques. Les industries productrices de TIC et l'emploi dans les TIC jouent un rôle important, notamment en contribuant à des progrès technologiques rapides et à la croissance de la productivité.

Définition

En 1998, les pays de l'OCDE sont parvenus à un consensus sur une définition par branche d'activité du secteur des TIC fondée sur la Révision 3 de la Classification internationale type, par industrie (CITI Rév. 3).

Les principes sur lesquels repose cette définition sont exposés ci-après. Pour les industries manufacturières, les produits TIC doivent remplir la fonction de traitement et de communication d'informations, notamment par transmission et affichage, doivent utiliser le traitement électronique pour la détection, la mesure et/ou l'enregistrement de phénomènes physiques ou le contrôle d'un processus physique. Pour les industries de services, les produits TIC doivent permettre le traitement de l'information et de la communication par des moyens électroniques. Ces deux mesures de la production des TIC sont exprimées en pourcentage de la valeur ajoutée totale dans l'industrie manufacturière et les services aux entreprises.

Deux mesures de l'emploi dans les TIC sont montrées ici. La première est une mesure étroite, qui regroupe les spécialistes des TIC dont la fonction est en prise directe avec les TIC, comme les ingénieurs logiciels. La seconde renvoie à une réalité plus générale, où les TIC sont utilisées régulièrement dans le cadre de l'activité professionnelle, mais n'en constituent pas l'essence même (ces professions comprennent les scientifiques et les ingénieurs, ainsi que les employés de bureau, mais excluent les enseignants et les médecins spécialistes pour lesquels l'utilisation des TIC n'est pas

essentiel pour leurs missions). Ces deux mesures de l'emploi des TIC sont exprimées en pourcentage du total des emplois.

Comparabilité

L'existence d'une définition communément acceptée du secteur des TIC est une première étape vers la possibilité de faire des comparaisons entre périodes et entre pays. Toutefois, la définition n'est pas encore utilisée de façon systématique, et les données fournies par les pays membres ont été combinées avec différentes autres sources pour estimer des chiffres agrégés du secteur des TIC qui soient compatibles avec les totaux des comptes nationaux. C'est pourquoi les statistiques présentées ici peuvent différer des chiffres contenus dans les rapports nationaux et les publications précédentes de l'OCDE.

Les données pour les pays de l'Union européenne sont fondées sur la Classification internationale type des professions (CITP 88), et celles des pays extra-européens sur des systèmes nationaux de classification. Il n'y a pas d'harmonisation internationale de la classification et de la sélection des professions. Ceci implique que le niveau des indicateurs ne peut pas être directement comparé entre les pays. En outre, il peut y avoir des différences dans l'usage qui est fait des TIC selon les professions, à la fois au sein d'un même pays et d'un pays à l'autre, même quand elles reposent sur la même classification.

En bref

En 2006, la part des industries manufacturières des TIC représentait entre 2,3 % et 21 % de la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier dans les pays de l'OCDE au sujet desquels des données sont disponibles. La part moyenne des 23 pays de l'OCDE au sujet desquels des données sont disponibles était de 7,2 %. La part du secteur des services TIC était généralement plus faible que pour le secteur manufacturier; c'est en Grèce, en Hongrie, en Corée, au Portugal et en République tchèque qu'elle était la plus forte, tandis qu'elle était la moindre en Irlande, en Suède, en France et en Autriche.

En 2007, la définition étroite de l'emploi dans les TIC (spécialistes des TIC) représentait entre 3 et 4 % de l'emploi total dans la plupart des pays de l'OCDE. Cette part a augmenté ces dernières années dans la plupart des pays, malgré la stagnation de la part de l'emploi dans le secteur des TIC dans l'emploi du secteur des affaires. Le groupe plus large des professions utilisant les TIC (incluant les spécialistes) représente plus de 20 % de l'emploi total dans la plupart des pays.

Source

- OCDE (2009), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Guide to Measuring the Information Society*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Reviews of Risk Management Policies – Norway: Information Security*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de l'OCDE sur l'administration électronique*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Indicateurs clés des TIC de l'OCDE, www.ocde.org/sti/indicateurstic.
- OCDE, Science, technologie et industrie, www.oecd.org/sti.
- OCDE, Politique des télécommunications et d'Internet, www.oecd.org/sti/telecom.



Part des TIC dans la valeur ajoutée et dans l'emploi

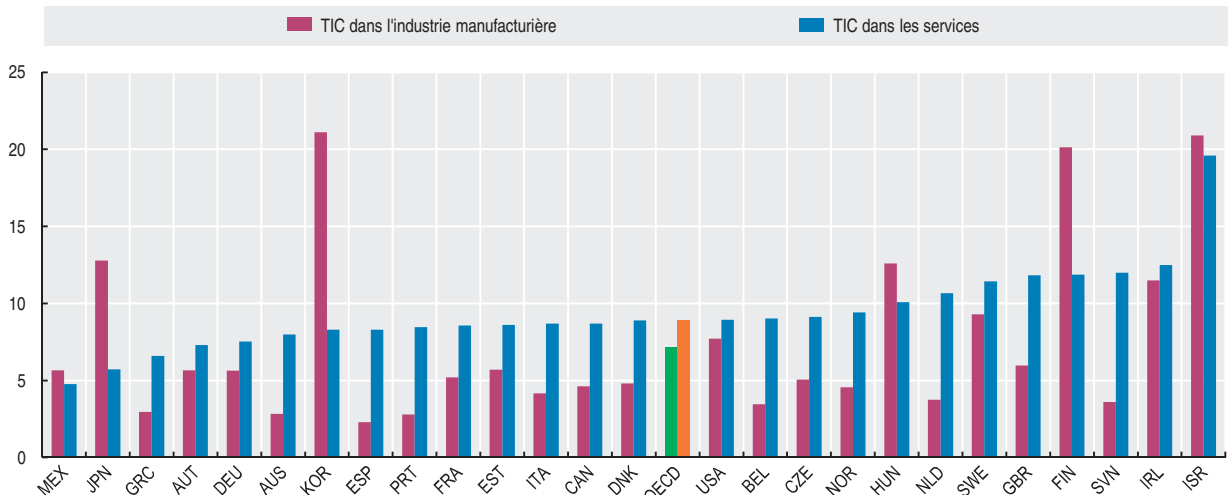
Pourcentage

Part des TIC dans la valeur ajoutée totale					Part des TIC dans l'économie totale				
Part des TIC de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée totale			Part des TIC dans les services aux entreprises dans la valeur ajoutée totale			Part des spécialistes liés aux TIC dans l'économie totale		Part des spécialistes et usagers confirmés et de base liés aux TIC dans l'économie totale	
Pourcentage, année 2006	Différence en point de pourcentage 1995-2006	Services de télécommunication, Autres services, 2006	Différence en point de pourcentage, 1995-2006		En pourcentage de l'emploi total, 2007	Différence en point de pourcentage 1995-2007	En pourcentage de l'emploi total, 2007	Différence en point de pourcentage, 1995-2007	
Allemagne	5.6	1.0	3.0	4.5	-0.6	3.1	0.9	21.6	1.2
Australie	2.8	-0.3	4.1	3.9	-1.0	3.6	0.3	20.8	-0.2
Autriche	5.6	-1.6	2.9	4.4	0.4	3.0	0.4	20.5	5.5
Belgique	3.5	-0.6	4.0	5.0	2.3	2.9	0.8	21.7	3.0
Canada	4.6	-1.6	4.1	4.6	1.3	4.2	1.2	20.5	-0.1
Corée	21.1	5.1	5.6	2.7	1.6	..	..	..	..
Danemark	4.8	0.4	2.9	6.0	1.5	4.0	1.1	27.2	6.8
Espagne	2.3	-1.5	4.3	4.0	1.1	2.9	0.7	18.6	2.8
États-Unis	7.7	-2.6	4.7	4.2	0.3	3.7	0.4	20.2	-1.0
Finlande	20.1	11.4	5.0	6.8	4.1	4.4	1.7	24.9	4.9
France	5.2	-1.1	2.8	5.8	0.3	2.6	-0.3	20.1	1.4
Grèce	3.0	1.2	6.0	0.6	0.8	2.2	0.0	14.9	4.6
Hongrie	12.6	7.8	5.8	4.3	2.8	2.7	..	22.6	..
Irlande	11.5	-2.7	2.6	9.9	4.1	2.4	-0.3	20.9	6.4
Islande	..	..	..	..	..	3.1	..	22.5	..
Italie	4.2	-	3.5	5.2	2.2	2.8	0.4	22.2	1.3
Japon	12.8	0.2	3.3	2.4	1.1	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	3.2	0.3	30.6	7.6
Mexique	5.6	0.4	3.6	1.2	0.7	..	..	..	..
Norvège	4.6	0.2	3.5	6.0	2.5	4.8	..	23.8	..
Pays-Bas	3.8	-2.4	3.7	7.0	3.2	3.9	0.6	23.4	0.4
Pologne	..	..	..	..	..	2.8	..	17.9	..
Portugal	2.8	-1.0	5.5	3.0	0.7	2.8	-0.1	14.3	-2.1
Rép. slovaque	..	..	..	..	..	3.5	..	19.1	..
Rép. tchèque	5.0	2.2	5.3	3.8	3.2	4.5	..	22.4	..
Royaume-Uni	6.0	-2.3	3.9	7.9	2.1	3.2	0.2	28.0	0.3
Suède	9.3	1.7	2.7	8.8	2.7	4.9	1.1	24.6	4.2
Suisse	..	..	..	..	..	5.2	..	23.0	..
Turquie	..	..	..	..	..	1.7	..	11.8	..
Moyenne OCDE	7.2	0.3	4.0	4.9	1.6	..	..	..	..
Estonie	5.7	..	5.4	3.2	..	2.6	..	21.8	..
Israël	20.9	..	6.2	13.4	..	..	..	..	..
Slovénie	3.6	..	7.1	4.9	..	3.1	0.3	23.9	4.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825710055655>

Part des TIC dans la valeur ajoutée

En pourcentage de la valeur ajoutée totale dans l'industrie manufacturière et part de la valeur ajoutée totale dans les services aux entreprises, 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821048646754>

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

L'investissement dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) a été le secteur le plus dynamique de l'investissement de la fin des années 90 et du début des années 2000. Il a servi à augmenter et à renouveler le stock de capital et permis d'intégrer les nouvelles technologies dans le processus de production, soutenant en outre la croissance économique.

Définition

L'investissement est défini conformément au *Système des comptes nationaux* de 1993. La part des TIC dans l'investissement couvre l'acquisition d'équipements et de logiciels utilisés dans la production depuis plus d'un an. Les TIC comportent trois éléments : matériel des technologies de l'information (ordinateurs et matériel connexe), équipements de communication et logiciels. Ces derniers comprennent l'acquisition de logiciels standard, de logiciels sur mesure et les logiciels développés pour compte propre.

Les parts de l'investissement présentées dans le tableau et le graphique sont des pourcentages de la formation brute de capital fixe de chaque pays, hors construction résidentielle.

Comparabilité

La disponibilité des données et la mesure de l'investissement dans les TIC varient considérablement selon les pays de l'OCDE, surtout en ce qui concerne la mesure de l'investissement dans les logiciels, les méthodes de déflation utilisées, la ventilation par secteur institutionnel et la période de couverture des données.

Dans les comptes nationaux, les dépenses en produits TIC sont considérées comme un investissement uniquement si les produits peuvent être physiquement isolés (autrement dit, les TIC sous forme d'équipement sont considérées non plus comme investissement mais comme consommation intermédiaire). Cela signifie que les investissements en TIC peuvent être sous-estimés et que la marge de la sous-estimation peut varier selon le traitement de la

En bref

La part des TIC dans l'ensemble de l'investissement non résidentiel a doublé, et dans certains cas même quadruplé, entre 1980 et 2000, mais elle a ensuite commencé à diminuer après l'éclatement de la bulle point-com. En 2008, elle était particulièrement importante (24 % ou plus du total) aux États-Unis, en Suède et au Danemark, alors qu'elle était inférieure à 6 % en Irlande.

Les logiciels sont le secteur où les investissements dans les TIC ont connu la croissance la plus rapide. Dans de nombreux pays, la part de ce secteur dans l'investissement non résidentiel a été multipliée plusieurs fois entre 1980 et 2008. C'est aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Suède, en Finlande et au Danemark, que la part des logiciels dans l'investissement total était la plus importante en 2008.

Ces dernières années, les logiciels ont représenté 50 % ou plus des investissements totaux dans les TIC en Finlande, en France, en Suède, au Japon, en Corée, au Danemark, au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada, en Suisse et aux Pays-Bas. Les équipements de communication étaient le segment d'investissement le plus important des TIC au Portugal et en Grèce, le matériel des TI le segment le plus important en Belgique et en Irlande.

consommation intermédiaire et de l'investissement dans les comptes de chaque pays. En particulier, le traitement des dépenses de logiciels comme investissement dans les comptes nationaux n'est que très récent, et les méthodologies utilisées varient encore selon les pays. Les difficultés pour mesurer les investissements en logiciel sont aussi liées aux modalités d'acquisition (location et licence, ou intégration au disque dur). De plus, les logiciels sont souvent développés pour compte propre. Pour tenter de résoudre les problèmes spécifiques liés aux logiciels dans les comptes nationaux, un groupe de travail conjoint OCDE-UE sur la mesure des logiciels dans les comptes nationaux a formulé des recommandations concernant la capitalisation des logiciels, qui sont en cours de mise en œuvre par les pays membres de l'OCDE.

Il est à noter que les composants des TIC qui sont incorporés dans d'autres produits, tels que les véhicules automobiles ou les machines-outils, sont pris en compte dans la valeur de ces autres produits et sont donc exclus des investissements dans les TIC tels qu'ils sont définis ici.

Source

- OCDE, *Base de données de la productivité*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays* de l'OCDE, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les perspectives des communications* de l'OCDE 2007, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord* de l'OCDE 2007, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Broadband Growth and Policies in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information* de l'OCDE : 2008, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays* de l'OCDE, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Base de données STAN pour l'analyse de l'industrie* sur CD-Rom, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/6, OCDE, Paris.
- Lequillier, F. et al. (2003), *Report of the OECD Task Force on Software Measurement in the National Accounts*, Documents de travail de la direction des statistiques, n° 2003/1, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/6, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – Base de données en ligne*.

Sites Internet

- Compendium statistique sur les brevets 2007, www.oecd.org/sti/ipr-statistics.
- Base de données OCDE de la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity.



Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel

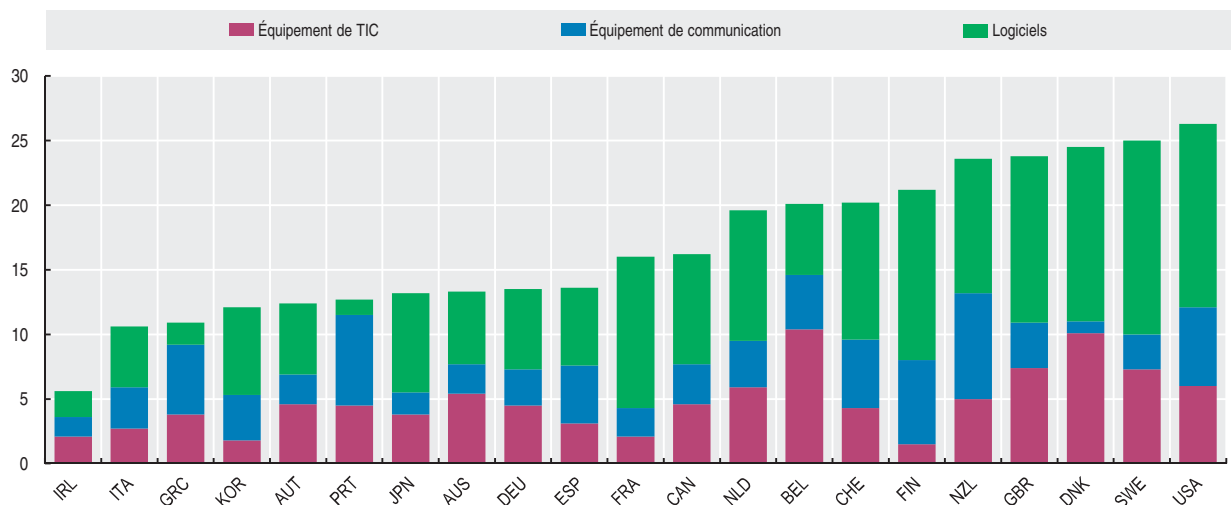
En pourcentage de la formation brute totale de capital fixe non résidentiel, économie totale

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	13.3	14.1	14.5	15.3	16.6	17.5	17.8	17.0	15.3	14.8	14.4	14.0	14.1	13.4
Australie	19.1	19.9	21.1	21.0	22.6	24.8	23.7	21.2	21.0	16.8	14.9	14.3	13.3	..
Autriche	11.3	10.8	11.2	12.6	13.5	13.4	14.0	14.5	13.1	12.4	11.9	12.1	12.3	..
Belgique	18.0	18.4	19.4	21.5	21.7	24.2	23.3	20.3	19.9	20.1	..	..	..	..
Canada	16.8	18.0	17.5	18.8	19.9	20.6	20.2	19.2	18.8	18.5	17.6	17.0	16.5	16.2
Corée	9.0	10.6	11.8	13.3	14.9	17.0	15.1	13.9	11.8	11.8	12.2	..	..	..
Danemark	19.7	18.5	19.8	19.5	21.6	19.9	19.2	22.0	22.1	23.7	24.8	24.5	24.6	..
Espagne	12.5	14.6	14.5	14.7	14.9	14.7	14.3	13.8	13.6	13.3	12.7	13.0	13.6	13.7
États-Unis	27.2	27.8	28.9	29.1	30.6	32.0	30.3	29.1	28.9	28.1	26.5	25.6	26.0	26.3
Finlande	19.9	17.5	17.5	18.7	19.4	19.5	17.9	18.5	20.1	19.2	21.2	..	..	..
France	13.9	15.5	17.5	18.7	19.9	19.2	20.5	19.2	18.6	17.6	17.4	17.0	16.1	16.0
Grèce	10.0	10.9	11.0	12.4	11.7	12.8	14.3	11.5	10.8	10.9	..	..	..	..
Irlande	10.4	11.4	9.6	11.0	10.1	10.1	9.9	8.2	7.9	7.9	6.2	6.8	5.6	..
Italie	13.0	13.6	14.8	14.1	13.8	14.6	13.6	12.3	11.6	11.4	11.6	10.9	10.6	10.7
Japon	10.8	12.6	12.1	12.0	13.0	15.0	15.1	14.8	14.8	14.6	14.3	13.4	13.2	..
Nouvelle-Zélande	18.9	18.9	20.6	24.4	23.3	26.2	22.4	21.1	21.8	21.6	21.6	22.3	22.3	23.6
Pays-Bas	15.7	16.4	17.9	18.9	19.1	19.9	19.9	19.1	20.0	21.3	22.0	22.3	19.5	..
Portugal	12.2	12.2	12.0	13.0	13.4	12.4	13.1	11.9	13.6	12.9	12.7	..	..	..
Royaume-Uni	23.0	25.1	23.8	25.6	27.2	30.0	28.0	26.5	24.5	25.0	24.6	24.7	23.8	..
Suède	24.1	23.3	24.8	27.1	28.7	31.3	28.7	26.3	24.7	24.3	25.6	25.0	..	..
Suisse	15.7	16.2	17.9	18.0	19.1	18.9	19.3	20.7	20.7	21.9	21.0	20.3	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825718115232>

Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel

En pourcentage de la formation brute totale de capital fixe non résidentiel, économie totale, 2008 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821147776225>

EXPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS LIÉS AUX TIC

Les biens d'information et de communication (TIC) font partie des secteurs les plus dynamiques du commerce international de la dernière décennie.

Définition

L'OCDE a élaboré, d'après la Classification centrale des produits (CPC) et le Système harmonisé (SH) une définition par produit du secteur des TIC. Les données dans cette section se réfèrent à la valeur des exportations de TIC en dollars des EU.

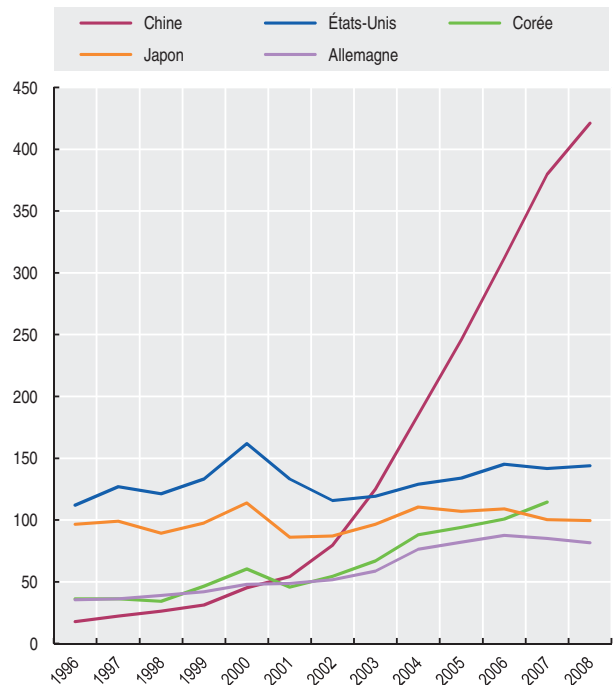
Comparabilité

Les données qui figurent dans ce tableau proviennent des statistiques du commerce international, qui sont établies selon des normes convenues à l'échelle internationale et dont on estime en général qu'elles offrent une bonne comparabilité.

Il est toutefois difficile de comparer les valeurs du commerce de biens TIC de l'OCDE en 2007 et celles d'années précédentes, car la nouvelle classification SH adoptée en 2007 diffère radicalement de révisions antérieures. L'OCDE met en place une correspondance entre le SH 2002 et le SH 2007 pour les biens TIC. Des efforts supplémentaires seront nécessaires pour quantifier l'impact de la fraude dite « carrousel » et s'adapter à son impact, fraude de la moitié des années 2000 qui a principalement touché les mouvements de biens TIC au sein de l'Union européenne.

Exportations d'équipement lié aux TIC

Milliards de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821185580846>

En bref

Les exportations de biens TIC par les pays de l'OCDE ont atteint un total de 815 milliards de dollars des EU en 2008.

Les pays de l'OCDE pourraient être classés en trois groupes : l'un constitué des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne, de la Corée, des Pays-Bas et du Mexique, avec de fortes exportations de biens TIC, un groupe intermédiaire composé du Royaume-Uni, de la France, de l'Irlande, de la Hongrie, du Canada et de la République tchèque, et un dernier groupe incluant tous les pays qui restent et affichant des exportations de TIC relativement faibles.

La croissance des exportations de TIC a été régulière dans presque tous les pays de l'OCDE. Elle a été particulièrement forte pour les pays qui partaient d'un niveau faible en 1998 – Hongrie, République slovaque, République tchèque et Pologne.

La Chine a enregistré une poussée spectaculaire de ses exportations de produits TIC, qui ont progressé, entre 1998 et 2008, de 31 % par an en moyenne et dépassent, depuis 2004, celles des États-Unis.

Source

- ITCS, *Statistiques du commerce international par produit*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives des communications de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Guide to Measuring the Information Society, OECD, Paris, www.oecd.org/dataoecd/41/12/36177203.pdf.

Sites Internet

- Indicateurs clés des TIC de l'OCDE, www.oecd.org/sti/indicateurstic.



Exportations d'équipement lié aux TIC

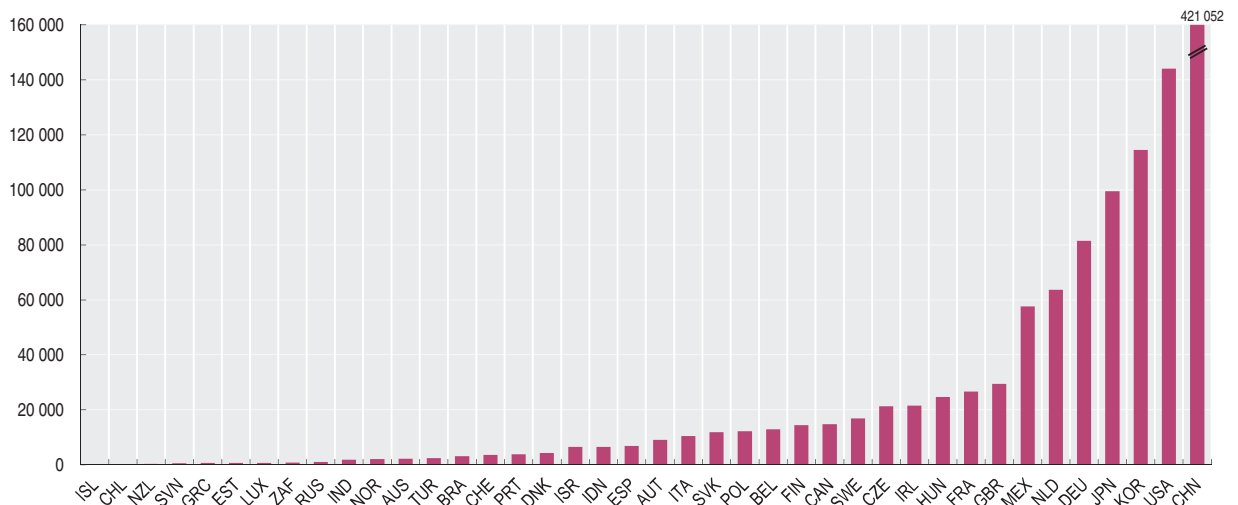
Millions de dollars des EU

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	35 374	36 250	38 905	41 942	48 027	48 794	51 777	58 715	76 444	82 070	87 620	85 045	81 490
Australie	2 081	2 162	1 733	1 708	1 893	1 772	1 546	1 672	1 820	1 912	1 927	2 067	2 230
Autriche	2 747	3 353	4 097	4 320	4 888	5 040	5 790	6 404	7 199	7 883	8 013	8 895	9 140
Belgique	..	..	..	9 253	11 147	11 885	10 137	12 051	13 029	13 908	12 739	12 201	12 954
Canada	13 043	13 927	13 663	15 015	22 425	14 071	10 693	10 557	12 387	14 581	15 409	15 577	14 813
Corée	36 246	36 244	34 300	46 452	60 317	45 721	54 407	66 996	88 118	94 141	100 879	114 521	..
Danemark	2 618	..	3 319	3 536	3 739	3 623	4 878	4 443	4 826	6 019	5 493	5 040	4 393
Espagne	4 326	4 521	5 042	5 481	5 457	5 433	5 234	6 757	7 228	7 411	7 516	6 861	..
États-Unis	112 123	126 869	121 198	133 271	161 976	133 096	115 633	119 332	128 915	133 928	145 195	141 610	144 033
Finlande	5 281	6 213	7 888	8 541	10 783	8 591	8 965	10 082	10 465	13 293	13 310	14 060	14 471
France	23 209	25 344	29 264	29 368	32 673	27 089	24 574	24 344	27 977	28 420	32 678	27 493	26 677
Grèce	154	195	249	309	476	366	341	425	558	522	668	611	721
Hongrie	498	3 079	4 445	5 602	7 289	7 286	8 841	10 948	15 757	16 005	17 926	21 397	24 656
Irlande	16 590	19 012	21 712	27 079	29 455	32 011	28 676	23 868	24 922	26 107	25 473	24 527	21 592
Islande	..	..	1	1	2	2	2	3	2	4	6	8	10
Italie	10 886	9 730	9 871	9 852	10 836	10 774	9 432	10 030	11 637	11 791	11 579	11 394	10 508
Japon	96 553	99 060	89 345	97 610	113 763	86 088	87 088	96 460	110 610	107 101	109 099	100 255	99 471
Luxembourg	..	..	..	985	1 015	1 467	1 248	1 068	1 167	1 303	1 000	1 099	784
Mexique	15 497	18 975	22 910	27 858	35 251	35 440	33 763	32 352	37 558	39 036	47 385	48 346	57 642
Norvège	989	1 133	1 171	1 179	1 134	1 209	996	1 052	1 210	1 335	1 536	1 732	2 174
Nouvelle-Zélande	203	241	231	213	242	235	256	293	361	380	385	430	421
Pays-Bas	25 170	31 781	31 278	35 157	39 594	34 010	29 508	44 478	55 612	60 981	64 275	70 103	63 687
Pologne	627	850	1 230	1 175	1 357	1 638	2 011	2 453	2 989	3 745	5 786	8 210	12 275
Portugal	1 145	1 098	1 166	1 494	1 527	1 746	1 736	2 391	2 578	2 993	3 699	4 073	3 867
République slovaque	..	234	327	358	395	496	503	861	1 708	3 024	5 259	8 478	11 869
République tchèque	711	..	1 074	807	1 396	2 651	4 252	5 312	8 079	8 952	12 778	17 352	21 368
Royaume-Uni	40 596	43 794	44 857	45 302	51 693	49 509	48 491	38 940	39 706	42 926	49 944	31 525	29 495
Suède	10 683	11 868	12 471	12 912	15 593	8 771	9 854	10 687	14 275	15 294	15 891	15 365	16 911
Suisse	2 649	2 433	2 649	3 055	3 356	2 895	2 269	2 577	3 074	3 682	3 292	3 338	3 687
Turquie	447	588	976	870	1 029	1 071	1 623	2 016	2 956	3 248	3 202	2 907	2 433
Total OCDE	460 450	498 951	505 372	570 704	678 728	582 783	564 522	607 567	713 165	751 996	809 963	804 517	815 153
Afrique du Sud	..	..	..	..	422	447	399	471	594	609	760	859	817
Brésil	..	1 035	1 014	1 269	2 253	2 349	2 197	2 130	2 042	3 735	4 004	2 676	3 168
Chili	..	42	45	52	47	60	60	41	43	53	57	82	92
Chine	17 854	22 357	26 356	31 354	45 317	54 144	79 637	125 015	185 002	245 943	311 858	379 690	421 052
Estonie	151	322	429	410	969	854	581	824	1 026	1 337	1 278	722	729
Fédération de Russie	..	677	370	538	521	436	403	421	548	516	888	916	1 098
Inde	747	675	451	511	737	911	842	1 095	1 235	1 327	1 536	1 793	1 849
Indonésie	3 250	2 885	2 338	3 091	7 620	6 163	6 331	5 707	6 550	6 971	6 170	6 053	6 540
Israël	3 078	3 732	4 159	4 891	6 806	5 913	4 506	4 382	5 248	3 367	3 638	1 564	6 524
Slovénie	193	172	175	135	174	212	232	273	292	249	308	411	644

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825851135382>

Exportations d'équipement lié aux TIC

Millions de dollars des EU, 2008 ou dernière année disponible

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821156650656>

ORDINATEUR, INTERNET ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'accès à la communication et les ordinateurs sont de plus en plus présents dans les ménages des pays de l'OCDE où les taux de pénétration sont élevés, mais également dans ceux qui accusaient du retard à cet égard.

Définition

Pour les ménages ayant accès à un ordinateur, le tableau indique le nombre de ménages ayant déclaré avoir au moins un ordinateur personnel en état de marche dans leur maison. La deuxième partie du tableau montre le pourcentage de ménages qui ont déclaré qu'ils avaient accès à Internet. Dans presque tous les cas, cet accès se fait via un ordinateur personnel en utilisant un accès commuté, l'ADSL ou le câble.

Le tableau montre aussi le nombre total de voies d'accès au moyen de communication. Pour les pays de l'OCDE et la Chine, le total de voies d'accès correspond au total des lignes fixes (lignes d'accès standard analogiques et lignes RNIS), plus le nombre de DSL, d'abonnements au modem câble et d'abonnements au téléphone mobile. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde et la Fédération de Russie, c'est le total des lignes téléphoniques principales en service, des lignes RNIS, des abonnements DSL et modem câble et des abonnements au téléphone mobile cellulaire.

Comparabilité

L'OCDE s'est attaquée aux problèmes de comparabilité au plan international en élaborant un questionnaire type sur l'utilisation des TIC par les ménages/individus. Ce questionnaire type se compose de modules consacrés à différents sujets, ce qui permet de l'étoffer en fonction de l'évolution des technologies reflétant les pratiques des utilisateurs et les préoccupations des pouvoirs publics. Le questionnaire type sur l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus est disponible sur le site Internet de l'OCDE.

Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les ménages peuvent soulever des problèmes de comparabilité au plan international en raison de différences structurelles dans la composition des ménages. Par ailleurs, les statistiques sur les individus peuvent utiliser des groupes d'âge différents; or, l'âge est un déterminant

En bref

Les taux de pénétration sont les plus élevés en Islande, aux Pays-Bas, au Japon, au Danemark, en Suède, en Norvège et en Corée, où au moins 80 % des ménages avaient accès à un ordinateur à domicile en 2007. En revanche, la proportion était inférieure à 50 % en Turquie, au Mexique, en Grèce, en République tchèque et au Portugal. Entre 2001 et 2007, la part des ménages ayant accès à un ordinateur à domicile a connu une augmentation particulièrement rapide en France, au Japon, au Royaume-Uni et en Allemagne.

La situation des ménages ayant accès à Internet est similaire. En Corée, en Islande, aux Pays-Bas, en Suède, au Danemark et en Norvège, plus de 75 % des ménages avaient accès à Internet en 2007, contre moins d'un quart au Mexique et au Brésil la même année.

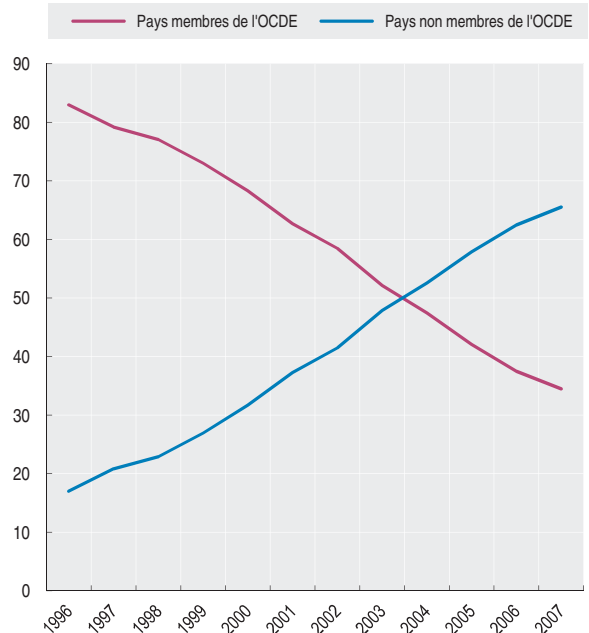
L'accès aux réseaux de télécommunications continue de progresser dans tous les pays de l'OCDE. L'accès a progressé de 164 % dans la zone OCDE dans son ensemble pendant la dernière décennie, passant de 59.5 à 156.7 voies d'accès aux télécommunications pour 100 habitants. Le taux de croissance des voies d'accès aux moyens de communication était plus haut que jamais en Chine (dont la pénétration de l'accès a augmenté de 986 % durant la dernière décennie), au Mexique (654 %), dans la Fédération de Russie (521 %) et en Estonie (341 %).

important de l'utilisation des TIC. Les indicateurs fondés sur le ménage ou fondés sur l'individu produisent des chiffres différents aussi bien en ce qui concerne les niveaux que les taux de croissance. Ces différences compliquent les comparaisons internationales et risquent de fausser les comparaisons fondées sur un indicateur unique d'accès à Internet ou de son utilisation, dans la mesure où le classement des pays change selon l'indicateur utilisé.

Pour l'accès aux télécommunications, les données pour les pays de l'OCDE sont collectées conformément à des définitions agréées, et ont donc un fort degré de comparabilité. Les données présentées pour les neuf pays non membres de l'OCDE ont été en partie collectées suivant les définitions de l'OCDE et en partie fournies par l'Union internationale des télécommunications (UIT). La définition utilisée par l'UIT est légèrement plus resserrée que celle utilisée par l'OCDE, malgré quoi les données retranscrites pour les deux ensembles de pays sont amplement comparables.

Abonnés aux téléphones portables

Part des pays de l'OCDE et des autres dans le total mondial



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821246427106>

Source

- OCDE (2009), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus Publications analytiques

- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives des communications de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Eurostat (2005), *Eurostat community survey on ICT usage in households and by individuals*, mai 2005, Eurostat, Luxembourg.

Sites Internet

- OCDE, Science, technologie et industrie, www.oecd.org/sti.
- OCDE, Politique des télécommunications et d'Internet, www.oecd.org/sti/telecom.



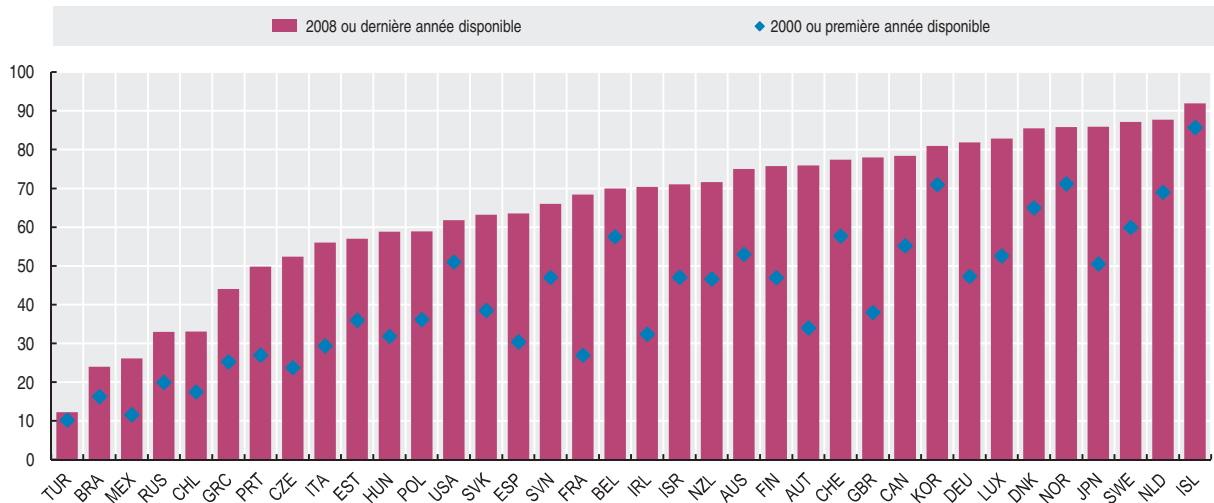
Ménages ayant accès à un ordinateur et à Internet et aux voies d'accès

	Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur				Pourcentage des ménages ayant accès à Internet				Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base pour 100 habitants			
	2000	2005	2007	2008	2000	2005	2007	2008	1995	2000	2005	2007
Allemagne	47.3	69.9	78.6	81.8	16.4	61.6	70.7	74.9	53.7	107.2	156.4	187.0
Australie	53.0	70.0	75.0	..	32.0	60.0	67.0	..	62.3	96.1	147.8	167.3
Autriche	34.0	63.1	70.7	75.9	19.0	46.7	59.6	68.9	51.6	120.2	152.2	170.4
Belgique	..	..	67.2	70.0	..	50.2	60.2	63.6	48.3	100.0	150.5	159.5
Canada	55.2	72.0	78.4	..	42.6	64.3	72.7	..	68.8	96.7	138.3	153.1
Corée	71.0	78.9	80.5	80.9	49.8	92.7	94.1	94.3	45.6	113.1	143.4	155.0
Danemark	65.0	83.8	83.0	85.5	46.0	74.9	78.1	81.9	77.2	124.4	174.6	190.8
Espagne	30.4	54.6	60.4	63.6	..	35.5	44.6	51.0	40.7	103.7	154.8	171.1
États-Unis	51.0	..	..	..	41.5	..	61.7	..	71.4	115.3	154.3	167.5
Finlande	47.0	64.0	74.0	75.8	30.0	54.1	68.8	72.4	75.5	131.7	168.3	179.2
France	27.0	..	61.6	68.4	11.9	..	49.2	62.3	57.8	97.9	136.1	152.0
Grèce	..	32.6	40.2	44.0	..	21.7	25.4	31.0	51.1	107.1	163.3	202.9
Hongrie	..	42.3	53.5	58.8	..	22.1	38.4	48.4	24.1	65.3	128.3	154.8
Irlande	32.4	54.9	65.5	70.3	20.4	47.2	57.3	63.0	40.1	96.3	148.7	172.7
Islande	..	89.3	89.1	91.9	..	84.4	83.7	87.7	67.2	134.4	179.5	183.3
Italie	29.4	45.7	53.4	56.0	18.8	38.6	43.4	46.9	50.7	117.5	174.6	203.5
Japon	50.5	80.5	85.0	85.9	..	57.0	62.1	63.9	58.5	102.0	134.8	137.1
Luxembourg	..	74.5	80.0	82.8	..	64.6	74.6	80.1	62.7	125.7	222.6	222.1
Mexique	..	18.3	22.0	26.1	..	8.8	11.9	13.7	10.4	26.9	66.0	88.2
Norvège	..	74.2	82.4	85.8	..	64.0	77.6	84.0	78.6	125.8	164.7	170.6
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	56.7	102.2	138.0	162.7
Pays-Bas	..	77.9	86.3	87.7	41.0	78.3	82.9	86.1	55.5	122.1	161.5	174.1
Pologne	..	40.1	53.7	58.9	..	30.4	41.0	47.6	15.2	46.2	107.3	141.9
Portugal	27.0	42.5	48.3	49.8	8.0	31.5	39.6	46.0	39.2	102.3	152.7	170.7
République slovaque	..	46.7	55.4	63.2	..	23.0	46.1	58.3	21.1	55.4	108.8	140.0
République tchèque	..	30.0	43.4	52.4	..	19.1	35.1	45.9	23.7	80.3	147.5	161.1
Royaume-Uni	38.0	70.0	75.4	78.0	19.0	60.2	66.7	71.1	58.4	114.2	175.4	195.3
Suède	59.9	79.7	82.9	87.1	48.2	72.5	78.5	84.4	91.0	139.0	176.8	190.2
Suisse	57.7	76.5	..	..	..	..	73.9	..	70.2	122.9	165.7	181.1
Turquie	..	12.2	..	..	6.9	7.7	..	..	23.7	49.6	89.0	115.9
Total UE27	..	..	64.0	67.9	..	48.4	54.1	60.4	..	..	..	..
Moyenne OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	51.7	96.1	139.1	156.7
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	11.1	29.6	82.2	..
Brésil	..	16.9	24.0	..	..	12.9	17.0	..	9.2	31.6	73.0	..
Chili	17.5	..	..	..	8.6	..	..	..	..	44.1	94.2	112.1
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11.4	58.5	73.0
Estonie	..	43.0	57.0	..	..	39.0	53.0	..	..	79.3	145.9	191.0
Fédération de Russie	..	26.0	..	..	..	25.0	..	..	16.9	24.2	112.7	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	3.6	12.9	..
Israël	47.1	62.4	68.9	71.0	19.8	48.9	59.3	61.8	..	116.8	165.8	181.3
Slovénie	..	61.0	66.0	..	..	48.0	58.0	..	..	..	194.0	188.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/825881036804>

Ménages ayant accès à un ordinateur

En pourcentage de tous les ménages

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821215531881>





ENVIRONNEMENT

EAU ET RESSOURCES NATURELLES

CONSOMMATION D'EAU

PÊCHERIES

AIR ET SOLS

ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE

DÉCHETS MUNICIPAUX

CONSOMMATION D'EAU

Les ressources en eau douce ont une grande importance pour l'environnement et l'économie. Leur répartition varie beaucoup entre pays et à l'intérieur d'un même pays. Dans les régions arides, elles sont parfois si limitées que la demande ne peut être satisfaite que grâce à des prélèvements incompatibles, du point de vue quantitatif, avec une exploitation durable, ce qui impose des restrictions en matière de quantités d'eau douce.

Les prélèvements d'eau, en particulier ceux destinés à l'approvisionnement public, à l'irrigation, à la production industrielle et au refroidissement des centrales électriques, exercent une forte pression sur les ressources avec des incidences importantes sur la quantité et la qualité des ressources en eau. Les principales préoccupations sont liées à l'utilisation inefficace de l'eau, et à ses conséquences environnementales et socio-économiques : réduction du débit des cours d'eau, pénuries, salinisation des eaux douces dans les zones côtières, problèmes de santé humaine, recul des zones humides, désertification et limitation de la production alimentaire.

Définition

Il y a prélèvement dès lors que de l'eau douce est extraite d'une source souterraine ou de surface, de manière permanente ou temporaire, et transportée sur son lieu d'usage. Si l'eau est restituée à une source de surface, le prélèvement de cette même eau par un utilisateur situé en aval est compté à nouveau dans le calcul des prélèvements totaux : ce qui peut conduire à un double comptage.

L'eau d'exhaure et l'eau de drainage sont incluses dans le calcul des prélèvements. L'eau utilisée pour la production d'électricité correspond à une exploitation *in situ* et n'est pas prise en compte.

Comparabilité

Il convient de garder à l'esprit que les définitions et les méthodes d'estimation employées par les pays membres pour calculer des données sur la consommation d'eau et son approvisionnement peuvent varier considérablement et changer au cours du temps. En général, la disponibilité et la qualité des données sont meilleures en ce qui concerne les prélèvements pour l'approvisionnement public, qui représentent à peu près 15 % de la totalité de l'eau prélevée dans les pays membres de l'OCDE.

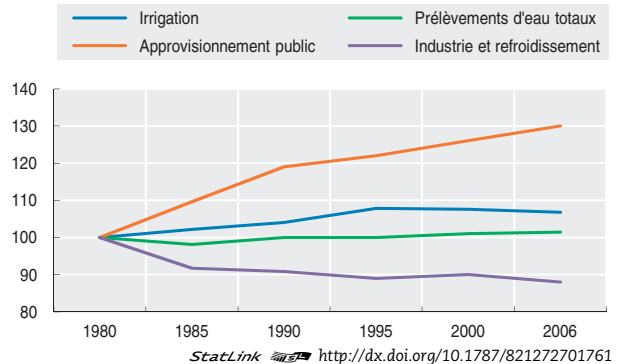
En bref

La plupart des pays de l'OCDE ont augmenté leurs prélèvements dans les années 60 et 70 pour répondre à la demande des secteurs agriculture et énergie. Depuis les années 80, certains pays ont stabilisé leurs prélèvements grâce à des techniques d'irrigation plus efficaces, au déclin d'industries grandes consommatrices d'eau (mines et sidérurgie, par exemple), au développement des technologies de production propres et à la réduction des fuites au niveau des conduites. Plus récemment, cette stabilisation reflète pour une part les conséquences des sécheresses alors que la croissance démographique continue d'entraîner une augmentation de l'approvisionnement public.

Au niveau mondial, on estime que la demande en eau a augmenté deux fois plus vite que la population au cours du siècle passé, l'agriculture étant le plus grand consommateur.

Prélèvements d'eau dans les pays de l'OCDE

Année 1980 = 100



Source

- OCDE (2008), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2006-08*, mises à jour du questionnaire OCDE/Eurostat sur l'état de l'environnement de 2008, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE, OMS (2003), *Assessing Microbial Safety of Drinking Water: Improving Approaches and Methods*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Problèmes sociaux liés à la distribution et à la tarification de l'eau*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *OECD Environmental Performance Reviews, Water: Performance and Challenges in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Améliorer la gestion de l'eau : L'expérience récente de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Chine in the Global Economy – Environment, Water Resources and Agricultural Policies: Lessons from China and OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Améliorer la gestion de l'eau : L'expérience récente de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Financing Water and Environment Infrastructure: The Case of Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Trade Policy Studies: Liberalisation and Universal Access to Basic Services: Telecommunications, Water and Sanitation, Financial Services, and Electricity*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Water and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *De l'eau pour tous : Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Indicateurs environnementaux, www.oecd.org/env/indicators.
- Le défi de l'eau : la réponse de l'OCDE, www.oecd.org/eau.

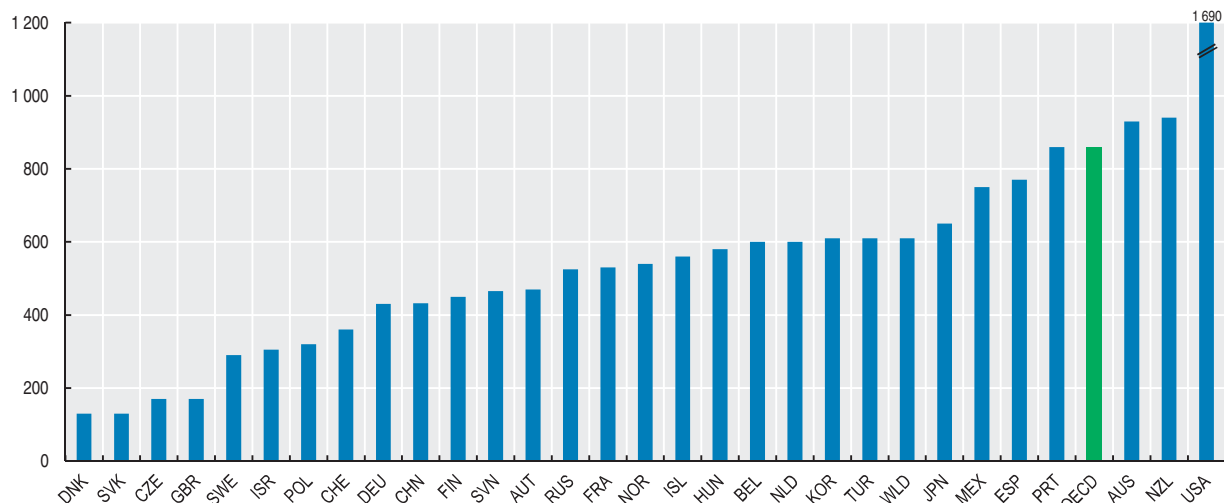


Prélèvements d'eau

	Prélèvements d'eau bruts totaux Millions de m ³						Prélèvements d'eau par habitant m ³ /habitant
	1980	1985	1990	1995	2000	2007 ou dernière année disponible	2007 ou dernière année disponible
Allemagne	42 205	..	47 875	43 375	40 590	35 555	430
Australie	10 900	14 600	..	24 070	21 705	18 765	930
Autriche	3 340	3 580	3 805	3 450	3 670	3 815	470
Belgique	..	..	..	8 240	7 535	6 390	600
Canada	37 595	42 385	45 095	42 215	..	..	..
Corée	17 510	18 580	20 570	23 670	26 020	29 165	610
Danemark	1 205	..	1 260	885	725	680	130
Espagne	39 920	46 250	36 900	33 290	37 070	33 760	770
États-Unis	517 720	467 335	468 620	470 515	476 800	..	1 690
Finlande	3 700	4 000	2 340	2 350	2 345	2 320	450
France	30 970	34 885	39 325	..	32 715	32 550	530
Grèce	5 040	5 495	7 835	8 695	..	..	..
Hongrie	4 805	6 265	6 295	..	6 620	5 820	580
Irlande	1 070	..	..	1 175	..	..	..
Islande	110	110	165	165	165	165	560
Italie	..	..	..	..	41 980	..	..
Japon	85 990	87 210	88 905	88 880	86 970	83 415	650
Luxembourg	..	65	60	55	60	..	..
Mexique	56 005	..	..	73 670	..	78 900	750
Norvège	..	2 025	..	2 420	2 350	2 475	540
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	2 510	3 925	940
Pays-Bas	9 200	9 350	7 985	6 505	8 915	9 780	600
Pologne	15 130	16 410	15 165	12 925	11 995	12 025	320
Portugal	10 500	..	8 600	10 850	8 810	9 150	860
République slovaque	2 230	2 060	2 115	1 385	1 170	690	130
République tchèque	3 255	3 335	3 305	2 495	1 920	1 705	170
Royaume-Uni	13 515	11 535	12 050	9 550	11 200	9 270	170
Suède	4 105	2 970	2 970	2 725	2 690	2 630	290
Suisse	2 590	2 645	2 665	2 570	2 565	2 660	360
Turquie	16 200	19 400	28 075	33 480	43 650	42 377	610
Total OCDE	991 400	972 400	986 700	994 100	1 005 300	998 900	860
Chine	..	..	..	..	..	563 300	432
Fédération de Russie	113 178	117 273	111 100	91 921	80 784	74 633	525
Israël	..	..	..	..	..	2 199	305
Slovénie	..	..	..	..	..	935	465
Monde	..	..	..	..	..	..	610

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1887/825886642723>

Prélèvements d'eau

 m³ par habitant, 2007 ou dernière année disponible

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821246523012>

PÊCHERIES

La pêche contribue de façon notable à la durabilité des revenus, aux possibilités d'emploi et aux apports globaux de protéines. Mais d'un autre côté, la surpêche de certaines espèces dans certaines régions fait peser une menace d'épuisement sur les stocks. Dans certains pays, notamment deux pays de l'OCDE au moins – le Japon et l'Islande –, le poisson est la principale source de protéines.

Définition

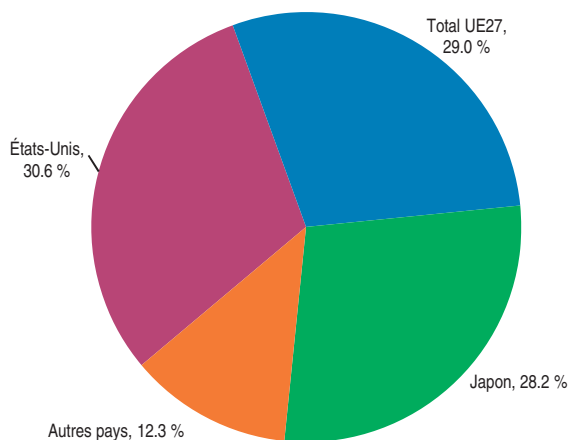
Les chiffres concernent les quantités de poissons marins débarquées, et de poissons et crustacés provenant des eaux continentales et élevés en réservoirs d'eau douce et d'eau de mer. Les prises de poissons marins pour chaque pays comprennent les poissons débarqués dans les ports étrangers et nationaux. Le tableau distingue les catégories pêche maritime et aquaculture en raison de leurs systèmes de production et de leurs taux de croissance qui diffèrent.

Comparabilité

Les séries chronologiques présentées sont relativement complètes et cohérentes d'une année sur l'autre, mais certaines variations temporelles peuvent refléter des modifications des systèmes de notification nationaux.

Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers

En pourcentage de l'OCDE total, 2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821365470825>

En bref

Le Japon, les États-Unis, la Norvège et la Corée sont les plus gros producteurs de pêche maritime : ils représentent près de 60 % de la production totale de l'OCDE. La production totale de pêche maritime de l'OCDE a augmenté légèrement en 2007, pour se situer à plus de 22 millions de tonnes; cela représente un peu moins d'un quart de la production maritime mondiale. Dans l'ensemble, la pêche maritime totale des pays de l'OCDE a diminué de 2,4 % par an pendant la dernière décennie. Le Danemark et la Pologne sont les plus touchés par cette baisse. Seuls l'Allemagne, la Turquie et les Pays-Bas ont affiché des taux de croissance positifs, de plus d'1 %.

La production issue de l'aquaculture n'a cessé de progresser en tant que part de l'approvisionnement mondial en protéines aquatiques; dans l'OCDE, elle est restée relativement stable, à un niveau de 5 millions de tonnes. La Corée consolide sa position au sein de l'OCDE en tant que premier producteur, avec une part de 27 % de sa production totale issue de l'aquaculture.

Source

- OCDE (2009), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Politiques et statistiques de base 2008*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE et FAO (2008), *Globalisation and Fisheries – Proceedings of an OECD-FAO Workshop*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *La libéralisation du secteur de la pêche : Sa portée et ses effets*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Coûts de gestion des pêcheries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Fish Piracy: Combating Illegal, Unreported and Unregulated Fishing*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Pourquoi la pêche pirate perdure : Les ressorts économiques de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *The Development Dimension – Fishing for Coherence: Proceedings of the Workshop on Policy Coherence for Development in Fisheries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les mécanismes du marché au service de la pêche : Comment faciliter leur utilisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche : Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Pêcheries, www.oecd.org/agr/peche.



Pêche en mer et production de l'aquaculture

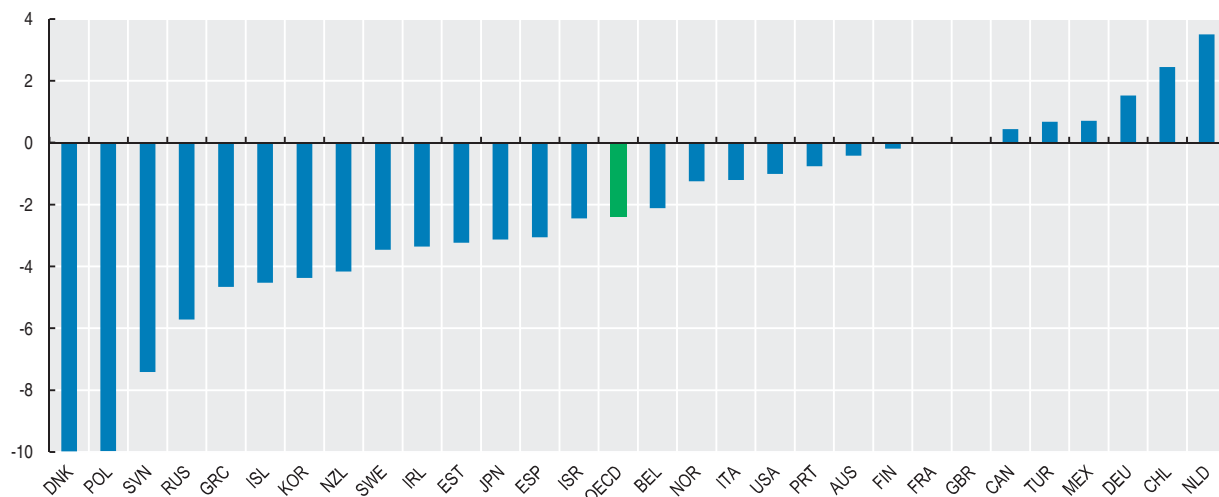
Milliers de tonnes

	Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers							Aquaculture						
	1995	2000	2003	2004	2005	2006	2007	1995	2000	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	241	194	222	223	246	259	262	40	45	64	57	57	45	52
Australie	201	185	215	231	237	192	186	24	37	44	51	48	54	60
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	4	..	..	..	..	..	..
Belgique	29	27	24	24	22	20	22	2	2	..	..	..	..	..
Canada	854	1 008	1 088	1 452	1 020	1 070	983	66	127	157	145	145	171	-
Corée	2 322	2 090	1 831	1 752	1 829	1 311	1 550	1 017	667	844	938	1 057	1 280	1 408
Danemark	2 025	1 524	1 028	1 090	913	857	645	45	44	38	43	39	38	40
Espagne	1 075	1 002	774	687	717	677	752	224	312	313	362	273	273	285
États-Unis	4 783	4 245	4 402	4 492	3 641	4 374	4 188	413	373	420	408	408	360	-
Finlande	106	92	76	89	77	102	117	17	15	13	13	14	13	13
France	616	682	695	663	606	602	474	281	267	240	244	244	238	238
Grèce	153	93	90	91	90	94	95	33	88	102	98	110	113	110
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	9	..	..	..	..	..	..
Irlande	379	291	195	306	282	282	219	27	41	63	59	61	87	48
Islande	1 603	1 930	1 981	1 730	1 669	1 018	1 399	4	4	6	8	8	10	5
Italie	301	387	312	288	268	286	267	225	228	192	233	234	242	247
Japon	7 450	5 092	4 743	4 515	4 466	4 511	4 417	1 390	1 292	1 306	1 261	1 257	1 224	1 279
Mexique	1 222	1 193	1 303	1 246	1 246	1 244	1 312	158	46	70	80	80	123	128
Norvège	2 701	2 894	2 702	2 671	2 546	2 402	2 520	278	492	584	637	657	712	830
Nouvelle-Zélande	567	536	688	633	633	442	427	69	87	87	94	105	108	112
Pays-Bas	463	404	391	379	413	469	464	84	92	..	52	68	42	-
Pologne	241	200	160	174	136	126	133	25	32	32	35	36	35	36
Portugal	242	172	182	163	157	181	196	5	8	8	7	7	8	-
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	1	1	1	1	2	1
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	19	19	20	19	20	20	20
Royaume-Uni	912	748	575	654	670	614	888	92	144	212	202	152	157	148
Suède	379	341	281	262	248	262	246	8	6	7	7	7	9	-
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..
Turquie	577	461	463	505	380	489	589	22	79	79	94	118	129	140
Total OCDE	29 442	25 791	24 421	24 320	22 512	21 884	22 348	4 582	4 548	4 902	5 148	5 206	5 385	5 141
Chili	7 684	4 547	3 921	5 317	4 738	4 462	4 133	206	425	607	696	739	836	804
Estonie	129	110	79	75	96	90	98	-	-	-	-	1	1	1
Fédération de Russie	..	4 289	3 426	3 174	..	..	..	..	205	289	302	..	..	..
Israël	5	6	4	3	4	4	3	14	20	21	22	22	22	21
Slovénie	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826000788474>

Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1997-2007 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821345622234>

ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE

Le dioxyde de carbone (CO₂) constitue la majeure partie des « gaz à effet de serre ». L'ajout de gaz à effet de serre d'origine anthropique à l'atmosphère perturbe l'équilibre radiatif de la Terre (c'est-à-dire l'équilibre entre l'énergie solaire que la terre absorbe et réfléchit dans l'espace). Cela entraîne une élévation de la température à la surface du globe et, par voie de conséquence, a des répercussions sur le climat, le niveau des océans et l'agriculture mondiale.

Définition

Le tableau présente les émissions de CO₂ résultant de la combustion de pétrole, de charbon et de gaz à des fins énergétiques. La combustion du bois, l'incinération des déchets et certaines activités industrielles (fabrication du ciment, par exemple) provoquent elles aussi des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, mais celles-ci sont relativement peu importantes en proportion du total et elles ne sont pas comprises dans ces statistiques. Les Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (version révisée 1996) donnent des explications

techniques plus complètes sur la mesure des émissions de CO₂ estimées dans ce tableau. Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

Comparabilité

Ces estimations des émissions sont sensibles à la qualité des données sur l'énergie à partir desquelles elles sont établies. Par exemple, certains pays, membres ou non de l'OCDE, ont des difficultés à reporter des informations sur les soutages et définissent ceux-ci, à tort, comme étant des carburants utilisés à l'étranger par leurs propres navires et aéronefs. Dès lors que les émissions dues aux soutages ne figurent pas dans les totaux nationaux, la comparaison entre pays devient difficile. Mais, comme les estimations sont réalisées au moyen d'une méthode normalisée et de facteurs d'émission identiques pour tous les pays, de manière générale, la comparabilité entre les pays est assez satisfaisante.

En bref

Depuis 1971, les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de 105 %, soit une moyenne de 2.0 % par an, et l'on estime une augmentation d'encre 39 % à l'horizon 2030, soit une moyenne de 1.4 % par an. En 1971, 66 % du total étaient imputables aux pays qui sont membres de l'OCDE aujourd'hui. En raison de l'augmentation rapide des émissions du monde en développement, la part imputable à l'OCDE était descendue à 45 % en 2007, mais on prévoit qu'elle diminue à 31 % d'ici 2030. De loin, c'est en Asie que les hausses observées dans les pays non membres ont été les plus fortes : les émissions de la Chine ont augmenté de 5.8 % par an entre 1971 et 2007. L'utilisation du charbon en Chine a accru les émissions de CO₂ de 5.2 milliards de tonnes au cours de ces trente-six années.

Les émissions de CO₂ de l'OCDE affichent une baisse importante à deux reprises, à la suite des chocs pétroliers du milieu des années 70 et du début des années 80. Les émissions des économies en transition ont diminué au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à compenser les augmentations enregistrées dans la zone de l'OCDE entre 1990 et aujourd'hui. Cependant, les émissions mondiales n'en ont pas été stabilisées pour autant, car celles des pays en développement ont progressé. Avec la crise économique actuelle, les émissions issues de la combustion du charbon ont ralenti en 2008 et pourraient avoir baissé en 2009.

La ventilation des données révèle des variations substantielles entre les différents secteurs. Entre 1971 et 2007, la part combinée de l'électricité, de la production de chaleur et des transports est passée de la moitié aux deux tiers des émissions totales.

La part des différents combustibles fossiles dans les émissions totales a légèrement évolué au cours de la période. Ainsi, le charbon continue de représenter à peu près 40 % des émissions, comme au début des années 70. Le gaz naturel est quant à lui passé de 15 % en 1971 à 20 % en 2007, et le pétrole de 49 % à 38 %. Les substitutions entre combustibles et l'utilisation croissante des sources d'énergie non fossiles ont réduit le ratio CO₂/approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) de 5 % sur les 36 dernières années.

Source

- AIE (2009), *Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie* : Édition 2009, AIE, Paris.
- AIE (2009), *World Energy Outlook 2009*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- CEMT (2007), *Transports et émissions de CO₂ : Quels progrès ?*, CEMT, Paris.
- AIE (2008), *CO₂ Capture and Storage: A Key Carbon Abatement Option 2008*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Energy Technology Transitions for Industry: Strategies for the Next Industrial Revolution*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *IEA Scoreboard 2009: 35 Key Energy Trends over 35 Years*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Sectoral Approaches in Electricity – Building Bridges to a Safe Climate*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Transport Energy and CO₂: Moving towards Sustainability*, AIE, Paris.
- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Space Technologies and Climate Change*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

Publications méthodologiques

- OMM, PNUE, OCDE, AIE (1996), *Lignes Directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre – version révisée 1996*, GIEC/OCDE/AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie*.

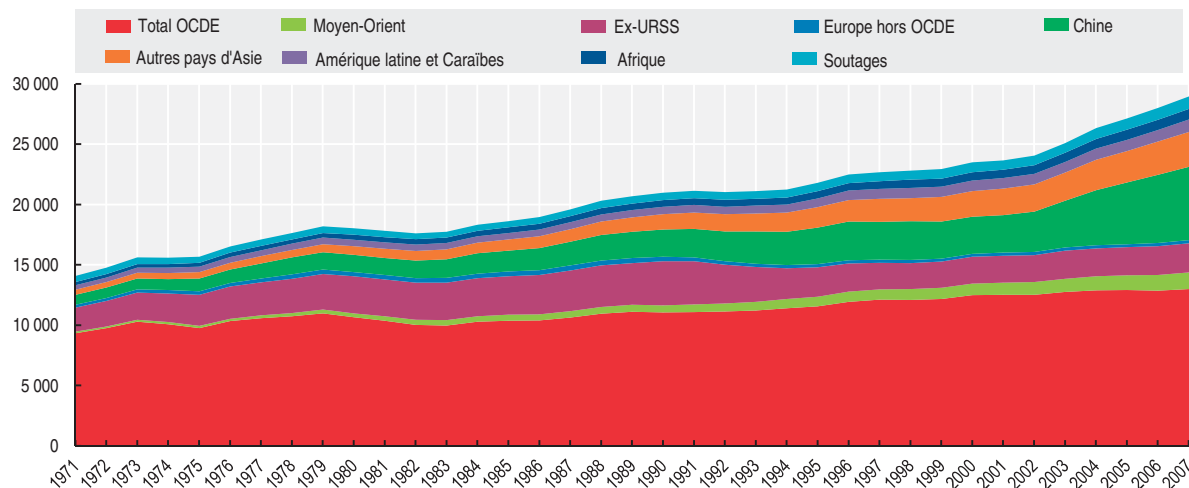
Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie

Millions de tonnes

	1971	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2030
Allemagne	979	950	867	860	829	827	845	833	842	843	811	823	798	..
Australie	144	260	303	323	332	339	351	359	360	368	386	391	396	..
Autriche	49	56	62	63	61	61	65	68	73	74	74	74	70	..
Belgique	117	108	118	121	117	119	119	112	120	117	113	110	106	..
Canada	339	432	497	500	511	533	526	533	555	551	556	538	573	..
Corée	52	229	418	361	395	431	449	457	459	479	469	477	489	..
Danemark	55	50	61	57	54	50	51	51	56	51	47	55	50	..
Espagne	120	206	241	249	269	284	285	302	310	327	340	332	345	..
États-Unis	4 291	4 863	5 477	5 475	5 501	5 693	5 673	5 614	5 689	5 772	5 784	5 698	5 769	5 585
Finlande	40	54	60	57	56	54	59	62	72	67	55	67	64	..
France	432	352	362	385	378	377	384	376	385	385	388	378	369	..
Grèce	25	70	79	83	82	87	90	90	94	93	95	94	98	..
Hongrie	62	67	57	57	57	54	56	55	57	56	56	56	54	..
Irlande	22	31	35	38	39	41	43	43	42	42	44	45	44	..
Islande	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	..
Italie	293	398	410	421	422	424	426	433	449	450	454	455	438	..
Japon	759	1 065	1 157	1 126	1 166	1 181	1 167	1 203	1 210	1 211	1 218	1 202	1 236	984
Luxembourg	15	10	8	7	7	8	8	9	10	11	11	11	11	..
Mexique	97	293	329	349	342	357	356	364	373	376	404	418	438	..
Norvège	24	28	35	37	38	34	33	33	35	37	35	36	37	..
Nouvelle-Zélande	14	21	29	29	31	32	34	35	36	36	36	37	35	..
Pays-Bas	130	157	173	174	169	173	179	179	184	185	183	178	182	..
Pologne	287	344	336	313	304	292	290	280	291	295	294	306	305	..
Portugal	14	39	49	53	60	59	59	63	58	60	63	56	55	..
Rép. slovaque	39	57	41	40	39	37	38	38	38	37	38	37	37	..
Rép. tchèque	151	155	124	118	111	122	122	117	121	122	120	121	122	..
Royaume-Uni	623	553	516	520	517	526	539	524	536	536	534	536	523	..
Suède	82	53	57	58	57	53	52	54	55	54	50	48	46	..
Suisse	39	41	41	43	43	42	43	41	43	44	44	44	42	..
Turquie	41	127	177	178	177	201	182	192	202	207	216	240	265	..
Total UE27	..	4 059	3 882	3 882	3 813	3 831	3 905	3 877	3 993	4 003	3 970	3 988	3 926	3 516
Total OCDE	9 337	11 073	12 122	12 097	12 169	12 492	12 527	12 520	12 755	12 887	12 922	12 866	13 001	12 494
Afrique du Sud	174	255	299	310	291	299	284	295	321	338	331	332	346	..
Bésil	91	193	275	283	293	303	312	311	304	321	327	333	347	..
Chili	21	33	55	57	60	56	54	55	58	63	64	66	71	..
Chine	800	2 211	3 101	3 156	3 046	3 038	3 084	3 309	3 830	4 546	5 058	5 604	6 028	11 615
Estonie	..	36	17	16	15	14	15	14	16	17	16	15	18	..
Féd. de Russie	..	2 180	1 444	1 438	1 474	1 514	1 514	1 505	1 540	1 524	1 531	1 587	1 587	1 928
Inde	199	589	869	878	942	976	985	1 015	1 041	1 112	1 154	1 244	1 324	3 362
Indonésie	25	140	235	232	253	265	282	291	299	316	331	344	377	..
Israël	14	34	51	50	51	56	57	60	62	61	61	63	66	..
Slovénie	..	13	15	15	14	14	15	15	15	15	16	16	16	..
Monde	14 095	20 981	22 684	22 813	22 954	23 497	23 664	24 067	25 110	26 336	27 147	28 028	28 962	40 226

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826007022078>Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie par région

Millions de tonnes

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821401265015>

DÉCHETS MUNICIPAUX

La quantité de déchets municipaux produite dans un pays est fonction du taux d'urbanisation, des types et des modes de consommation, des revenus des ménages et des modes de vie. Bien que les déchets municipaux ne constituent qu'une partie de la totalité des déchets produits, leur gestion et leur traitement absorbent souvent plus du tiers des efforts financiers consentis par le secteur public pour lutter contre la pollution.

Les principales préoccupations environnementales sont liées aux répercussions potentielles d'une gestion inadaptée des déchets sur la santé humaine et sur l'environnement (contamination des sols et de l'eau, qualité de l'air, utilisation des terres et paysages).

Définition

Les déchets municipaux sont les déchets collectés et traités par ou pour les municipalités. Ils comprennent les déchets des ménages, y compris les encombrants, les déchets assimilés produits par les activités commerciales, les bureaux, les institutions et les petites entreprises, les déchets d'entretien des jardins et des espaces verts, les déchets d'entretien de la voirie, le contenu des poubelles publiques et les déchets des marchés. La définition exclut les déchets issus de l'assainissement des eaux usées municipales, ainsi que les déchets des activités de construction et de démolition.

Les quantités exprimées en kilogrammes de déchets municipaux par habitant, soit « l'intensité de production de déchets », sont un indicateur général de la pression potentielle sur l'environnement et sur la santé. Il convient de les compléter avec des informations sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets, ainsi que sur les niveaux et modes de consommation.

Comparabilité

La définition des déchets municipaux et les méthodes d'enquête employées varient d'un pays à l'autre.

Les principaux problèmes tiennent à la prise en compte des déchets de type ménager produits par les activités commerciales, ainsi que des collectes sélectives réalisées par des entreprises privées.

Les données sur le Canada et la Nouvelle-Zélande portent uniquement sur les déchets des ménages. Les données sur la Chine ne comprennent pas les déchets produits dans les zones rurales.

Le total OCDE ne comprend pas la République tchèque, la Hongrie, la Corée, la Pologne et la République slovaque. Les valeurs par habitant pour la dernière année disponible couvrent tous les pays de l'OCDE et sont en partie fondées sur des estimations de l'OCDE.

Le total de l'UE27 renvoie aux données fournies par Eurostat.

En bref

En forte augmentation depuis 1980, la quantité de déchets municipaux produite dans la zone de l'OCDE a dépassé 650 millions de tonnes en 2007 (5 560 kg par habitant).

Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, un afflux plus important, associé à la croissance économique, et des changements de modes de consommation tendent à générer des taux plus forts de déchets par habitant. Sur les vingt dernières années, l'intensité de la production de déchets a progressé plus lentement que les dépenses de consommation finale privée et que le PIB, avec un net ralentissement depuis quelques années.

La quantité et la composition de déchets municipaux destinés à l'élimination finale est également fonction des pratiques nationales de gestion des déchets. Malgré des progrès dans ces pratiques, seuls quelques pays ont réussi à réduire la quantité de déchets solides qui doit être éliminée.

Source

- OCDE (2008), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2006-08*, mises à jour du questionnaire OCDE/Eurostat sur l'état de l'environnement de 2008, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Addressing the Economics of Waste*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Economic Aspects of Extended Producer Responsibility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Toward Waste Prevention Performance Indicators*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : Internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *OECD Sustainable Development Studies: Conducting Sustainability Assessments*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Indicateurs environnementaux, www.oecd.org/env/indicators.
- OCDE, Prévention de la production de déchets et gestion des déchets, www.oecd.org/env/waste.



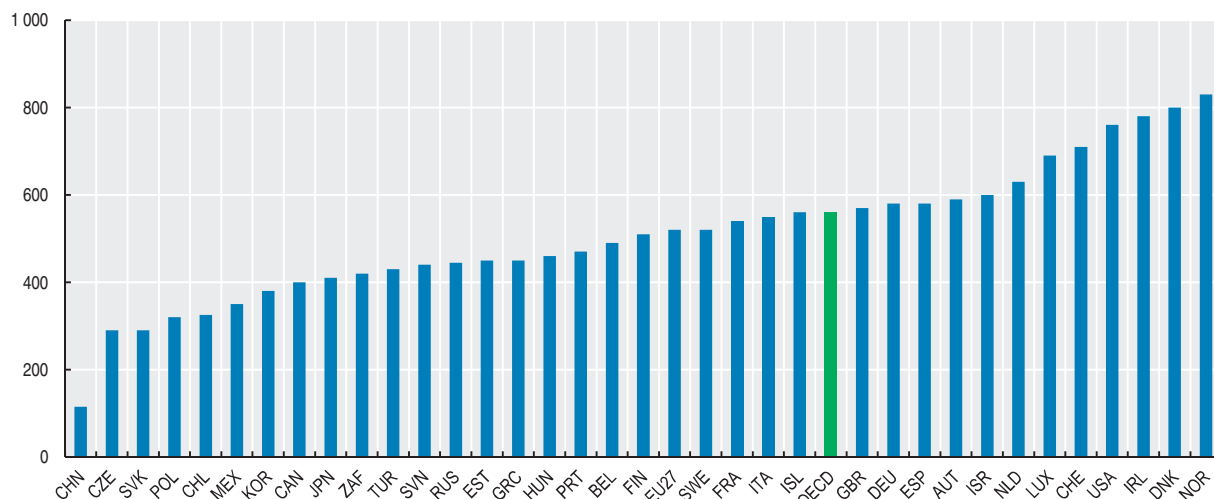
Production de déchets municipaux

	Montants totaux produits de déchets municipaux Milliers de tonnes						Intensité de production de déchets municipaux Kg/habitant
	1980	1985	1990	1995	2000	2007 ou dernière année disponible	2007 ou dernière année disponible
Allemagne	..	..	49 860	50 895	52 810	47 890	580
Australie	10 000	..	12 000	..	13 200	..	..
Autriche	..	..	3 200	3 480	4 260	4 850	590
Belgique	2 760	3 055	3 440	4 585	4 860	5 210	490
Canada	..	..	8 925	7 030	11 280	12 980	400
Corée	..	20 995	30 645	17 440	16 950	18 375	380
Danemark	2 045	2 430	..	2 960	3 545	4 365	800
Espagne	..	..	..	18 730	24 730	26 154	580
États-Unis	137 570	149 190	186 170	193 870	216 865	230 555	760
Finlande	..	..	..	2 110	2 600	2 675	510
France	..	..	26 220	28 250	31 230	34 310	540
Grèce	2 500	3 000	3 000	3 200	4 450	5 000	450
Hongrie	..	..	5 500	4 750	4 550	4 595	460
Irlande	640	1 100	..	1 850	2 280	3 400	780
Islande	..	..	..	115	130	175	560
Italie	14 040	15 000	20 000	25 780	28 960	32 550	550
Japon	43 940	42 095	50 260	52 225	54 830	52 035	410
Luxembourg	130	130	225	240	285	330	690
Mexique	..	..	21 060	30 510	30 730	36 865	350
Norvège	1 700	1 970	2 000	2 720	2 755	3 860	830
Nouvelle-Zélande	880	..	1 140	1 430	1 540	..	..
Pays-Bas	7 050	6 930	7 430	8 470	9 770	10 310	630
Pologne	10 055	11 090	11 100	10 985	12 225	12 265	320
Portugal	1 980	2 350	3 000	3 855	4 530	5 005	470
République slovaque	..	1 900	1 600	1 620	1 710	1 580	290
République tchèque	..	2 600	..	3 200	3 435	3 025	290
Royaume-Uni	..	..	27 100	28 900	33 955	34 780	570
Suède	2 510	2 650	3 200	3 555	3 795	4 720	520
Suisse	2 790	3 400	4 100	4 200	4 730	5 355	710
Turquie	12 000	18 000	22 315	27 235	30 620	30 000	430
Total UE27	..	..	..	226 530	252 480	258 200	520
Total OCDE	377 250	405 345	488 960	527 575	589 845	622 685	560
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	20 000	420
Brésil	..	..	..	..	58 000	..	..
Chili	..	..	..	..	4 680	5 330	325
Chine	..	..	67 670	106 710	118 190	154 145	115
Estonie	..	..	..	535	600	600	450
Fédération de Russie	22 000	24 800	28 000	50 000	51 850	63 075	445
Inde	..	..	..	..	108 000	..	..
Israël	..	..	..	..	3 970	4 325	600
Slovénie	..	..	..	1 190	1 020	885	440

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826022128246>

Production de déchets municipaux

Kg par habitant, 2007 ou dernière année disponible

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821457711321>





ÉDUCATION

RÉSULTATS

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

ÉLÈVES LES PLUS PERFORMANTS

CARRIÈRES SCIENTIFIQUES : LES ATTENTES DES FILLES ET DES GARÇONS

TAUX D'OBTENTION D'UN DIPLÔME ET TAUX D'ENTRÉE
DANS L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE

NIVEAU D'ÉDUCATION

RESSOURCES

CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE

DÉPENSES D'ÉDUCATION PAR ÉTUDIANT

DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES DANS L'ÉDUCATION

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

Avec quelle efficacité les systèmes scolaires dotent-ils les jeunes des connaissances et des compétences nécessaires pour leur vie d'adulte et pour continuer à apprendre au-delà de l'école? Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) évalue les savoirs et savoir-faire que les jeunes ont acquis à l'âge de 15 ans, c'est-à-dire vers la fin de la scolarité obligatoire. L'enquête PISA 2006 expose également l'attitude des élèves à l'égard des sciences et de l'environnement, leur intérêt pour les sciences, et dans quelle mesure ils sont conscients des perspectives futures que leurs compétences scientifiques peuvent leur ouvrir, ainsi que les possibilités et les conditions d'apprentissage des sciences offertes par les établissements.

Définition

L'enquête PISA couvre les sciences, les mathématiques et la compréhension de l'écrit. Le cycle d'évaluation 2006 du PISA prévoyait des tests d'une durée totale de trois heures et demie en sciences, de deux heures en mathématiques, et d'une heure en compréhension de l'écrit. Chaque élève devait consacrer deux heures aux tests.

La culture scientifique est la capacité d'utiliser des connaissances scientifiques pour identifier les questions auxquelles la science peut apporter une réponse, acquérir de nouvelles connaissances, expliquer des phénomènes scientifiques et tirer des conclusions fondées sur des faits à propos de questions à caractère scientifique. La culture mathématique est l'aptitude à définir et à comprendre le rôle

que les mathématiques jouent dans le monde, à porter des jugements fondés et à utiliser et à s'engager dans des activités mathématiques en fonction des exigences de la vie de chacun en tant que citoyen constructif, impliqué et réfléchi. La compréhension de l'écrit est la capacité de comprendre, d'utiliser et d'interpréter des textes écrits en vue de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de prendre une part active dans la société.

Comparabilité

Des experts éminents des pays participants formulent des avis sur la portée et la nature des évaluations et les décisions finales à cet égard sont prises par les gouvernements des pays de l'OCDE. Des ressources et des efforts considérables sont mis en œuvre pour rendre compte des diversités culturelles et linguistiques et pour les concilier dans les matériels d'évaluation, et des mécanismes stricts d'assurance qualité sont appliqués au stade de la traduction, de l'échantillonnage et de la collecte de données.

Plus de 400 000 élèves de 15 ans dans 57 pays participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2006 du PISA. Les résultats étant fondés sur des échantillons aléatoires, les erreurs types sont calculées et indiquées dans les tableaux.

En bref

Le graphique montre les résultats en sciences en matière de différences avec le score moyen de l'OCDE (500, axe de gauche). Comme pour le PISA 2003, la Finlande se place au premier rang dans cette catégorie. Pour la Hongrie, la Suède, la Pologne, le Danemark et la France, les résultats scientifiques ne sont pas très différents de la moyenne OCDE. Le graphique présente aussi les résultats en compréhension de l'écrit par rapport au score moyen de l'OCDE (492). Les corrélations entre pays de leurs scores dans ces deux domaines sont fréquentes, mais certains pays affichent aussi des différences significatives, comme la Corée (où les scores de la compréhension de l'écrit sont meilleurs que ceux de la culture scientifique) et la Russie (où l'on trouve le schéma opposé).

Le tableau présente les résultats par sexe. En culture scientifique, en moyenne, les garçons sont légèrement plus forts que les filles; les résultats sont nettement meilleurs pour les garçons au Danemark, au Luxembourg, au Mexique, aux Pays-Bas, en Suisse et au Royaume-Uni, tandis qu'ils sont nettement meilleurs pour les filles en Grèce et en Turquie. En mathématiques, les filles restent en retard dans de nombreux pays, avec en moyenne 11 points de moins que les garçons. En revanche, en compréhension de l'écrit, on observe des différences au profit des filles dans tous les pays : dans les pays de l'OCDE, les filles ont en moyenne 38 points d'avance sur les garçons.

Source

- OCDE (2001), *PISA Connaissances et compétences : Des atouts pour la vie – premiers résultats de PISA 2000*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *PISA Apprendre aujourd'hui, réussir demain : Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1, Analyse des résultats*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Top of the Class: High Performers in Science in PISA 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Equally prepared for life?: How 15-year-old boys and girls perform in school*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Green at Fifteen?: How 15-Year-Olds Perform in Environmental Science and Geoscience in PISA 2006*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2006), *Compétences en sciences, lecture et mathématiques : Le cadre d'évaluation de PISA 2006*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Base de données PISA de l'OCDE.

Sites Internet

- Site Internet de PISA, www.pisa.oecd.org.



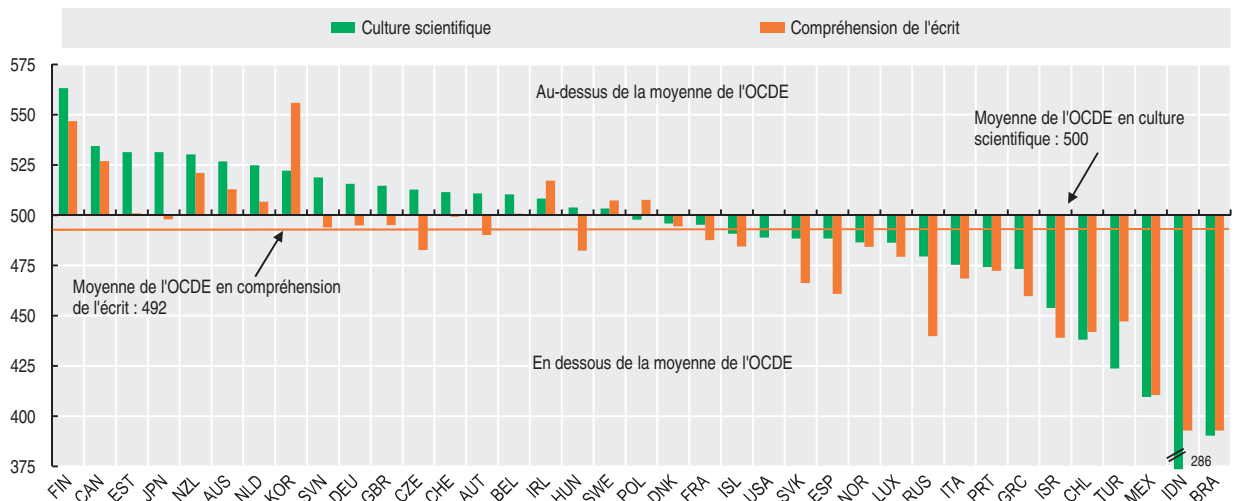
Résultats et différences par sexe du PISA 2006

	Culture scientifique				Culture mathématique				Compréhension de l'écrit			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type
Allemagne	519	4.6	512	3.8	513	4.6	494	3.9	475	5.3	517	4.4
Australie	527	3.2	527	2.7	527	3.2	513	2.4	495	3.0	532	2.2
Autriche	515	4.2	507	4.9	517	4.4	494	4.1	468	4.9	513	5.5
Belgique	511	3.3	510	3.2	524	4.1	517	3.4	482	4.1	522	3.5
Canada	536	2.5	532	2.1	534	2.4	520	2.0	511	2.8	543	2.5
Corée	521	4.8	523	3.9	552	5.3	543	4.5	539	4.6	574	4.5
Danemark	500	3.6	491	3.4	518	2.9	508	3.0	480	3.6	509	3.5
Espagne	491	2.9	486	2.7	484	2.6	476	2.6	443	2.6	479	2.3
États-Unis	489	5.1	489	4.0	479	4.6	470	3.9	..	..	..	..
Finlande	562	2.6	565	2.4	554	2.7	543	2.6	521	2.7	572	2.3
France	497	4.3	494	3.6	499	4.0	492	3.3	470	5.2	505	3.9
Grèce	468	4.5	479	3.4	462	4.3	457	3.0	432	5.7	488	3.5
Hongrie	507	3.3	501	3.5	496	3.5	486	3.7	463	3.7	503	3.9
Irlande	508	4.3	509	3.3	507	3.7	496	3.2	500	4.5	534	3.8
Islande	488	2.6	494	2.1	503	2.6	508	2.2	460	2.8	509	2.3
Italie	477	2.8	474	2.5	470	2.9	453	2.7	448	3.4	489	2.8
Japon	533	4.9	530	5.1	533	4.8	513	4.9	483	5.4	513	5.2
Luxembourg	491	1.8	482	1.8	498	1.7	482	1.8	464	2.0	495	2.1
Mexique	413	3.2	406	2.6	410	3.4	401	3.1	393	3.5	427	3.0
Norvège	484	3.8	489	3.2	493	3.3	487	2.8	462	3.8	508	3.3
Nouvelle-Zélande	528	3.9	532	3.6	527	3.1	517	3.6	502	3.6	539	3.6
Pays-Bas	528	3.2	521	3.1	537	3.1	524	2.8	495	3.7	519	3.0
Pologne	500	2.7	496	2.6	500	2.8	491	2.7	487	3.4	528	2.8
Portugal	477	3.7	472	3.2	474	3.7	459	3.2	455	4.4	488	3.5
République slovaque	491	3.9	485	3.0	499	3.7	485	3.5	446	4.2	488	3.8
République tchèque	515	4.2	510	4.8	514	4.2	504	4.8	463	5.0	509	5.4
Royaume-Uni	520	3.0	510	2.8	504	2.6	487	2.6	480	3.0	510	2.6
Suède	504	2.7	503	2.9	505	2.7	500	3.0	488	4.0	528	3.5
Suisse	514	3.3	509	3.6	536	3.3	523	3.6	484	3.2	515	3.3
Turquie	418	4.6	430	4.1	427	5.6	421	5.1	427	5.1	471	4.3
Moyenne OCDE	501	0.7	499	0.6	503	0.7	492	0.6	473	0.7	511	0.7
Brésil	395	3.2	386	2.9	380	3.4	361	3.0	376	4.3	408	3.7
Chili	448	5.4	426	4.4	424	5.5	396	4.7	434	6.0	451	5.4
Estonie	530	3.1	533	2.9	515	3.3	514	3.0	478	3.2	524	3.1
Fédération de Russie	481	4.1	478	3.7	479	4.6	473	3.9	420	4.8	458	4.3
Indonésie	399	8.2	387	3.7	399	8.3	382	4.0	384	8.7	402	4.2
Israël	456	5.6	452	4.2	448	6.6	436	4.3	417	6.5	460	4.6
Slovénie	515	2.0	523	1.9	507	1.8	502	1.8	467	1.9	521	1.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826022780458>

Résultats du PISA 2006 : culture scientifique et compréhension de l'écrit

Résultats moyens

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821466523110>

ÉLÈVES LES PLUS PERFORMANTS

Les compétences sont devenues un objet de concurrence mondiale face à la demande toujours plus forte de travailleurs hautement qualifiés. Il faut des compétences de haut niveau pour enrichir les connaissances, créer de nouvelles technologies et innover. C'est donc un facteur déterminant de croissance économique et de progrès social. Cet indicateur analyse de manière approfondie le profil des élèves les plus performants en sciences sur la base des résultats du Programme de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

Définition

Les résultats sont basés sur des évaluations faites dans le cadre du programme PISA de l'OCDE, qui a été mis en œuvre en 2006 (avec un accent particulier sur les capacités des étudiants à utiliser des connaissances scientifiques). « Étudiants » se réfère ici aux jeunes de 15 ans inscrits dans

l'enseignement secondaire. « Meilleurs » désigne les élèves qui atteignent les niveaux 5 et 6 sur l'échelle PISA de culture scientifique, le niveau 5 sur l'échelle de lecture, et les niveaux 5 et 6 sur l'échelle de culture mathématique. Les niveaux de compétence sont tirés des résultats des évaluations réalisées dans le cadre du cycle 2006 du PISA/OCDE (qui mettait l'accent sur les compétences en sciences). La population étudiée dans le cadre de cet indicateur est constituée des élèves de 15 ans inscrits dans le secondaire. Les « élèves les plus performants » sont ceux qui ont atteint les niveaux 5 et 6 de l'échelle de culture scientifique, le niveau 5 de l'échelle de compréhension de l'écrit et les niveaux 5 et 6 de l'échelle de culture mathématique.

Comparabilité

Des experts éminents des pays participant au PISA prodiguent des conseils sur la portée et la nature des évaluations, et les décisions finales à cet égard sont prises par les pouvoirs publics des pays de l'OCDE. Des efforts et des ressources importants sont mis en œuvre pour prendre en compte la diversité culturelle et linguistique dans les supports d'évaluation, et des mécanismes stricts d'assurance qualité sont appliqués au stade de la traduction, de l'échantillonnage et de la collecte de données.

Plus de 400 000 élèves de 15 ans dans les 57 pays participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2006 du PISA. Les résultats étant fondés sur des échantillons aléatoires, les erreurs types sont calculées et indiquées dans les tableaux.

En bref

La proportion des élèves les plus performants en sciences est très variable d'un pays à l'autre. Dans l'ensemble des pays, l'excellence scientifique ne présente qu'une corrélation faible avec les résultats moyens dans la discipline correspondante. Si, en moyenne dans les pays de l'OCDE, 9 % des élèves atteignent le niveau 5 de l'échelle de culture scientifique du PISA, et légèrement plus de 1 % atteignent le niveau 6, ces pourcentages varient largement d'un pays à l'autre. Par exemple, sept pays membres comptent au moins 13 % d'élèves très performants en sciences, alors que cette proportion n'est que de 5 % ou moins dans six autres pays. En moyenne, le pourcentage des meilleurs élèves est de 9 % en compréhension de l'écrit et de 13 % en mathématiques. En compréhension de l'écrit, ces proportions vont de plus de 13 % dans quatre pays de l'OCDE à moins de 5 % dans six autres. En mathématiques, les élèves les plus performants sont moins de 5 % dans deux pays membres, alors qu'ils sont plus de 13 % dans treize autres. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le pourcentage des meilleurs élèves dans les trois disciplines confondues (sciences, écrit et mathématiques) est de 4 %, et de 18 % dans au moins une discipline.

Filles et garçons ont autant de chances de se classer en tête : en moyenne, 4,1 % des filles et 3,9 % des garçons obtiennent les meilleurs résultats dans les trois disciplines confondues, et respectivement 17,3 % et 18,6 % dans au moins une discipline. Les écarts entre filles et garçons sont minimes parmi les élèves les plus performants en sciences uniquement, mais ils sont bien plus grands parmi les meilleurs élèves à l'écrit uniquement et en mathématiques uniquement. En sciences, les résultats moyens sont équivalents chez les garçons et les filles, mais les garçons sont nettement plus nombreux parmi les meilleurs élèves. Dans huit des 17 pays de l'OCDE qui comptent au moins 3 % de filles et de garçons parmi les élèves les plus performants en sciences, les garçons sont nettement plus nombreux parmi eux. En moyenne, près de la moitié des meilleurs élèves en sciences (44 %) figurent aussi parmi les plus performants à l'écrit et en mathématiques, mais l'analyse montre que cela vaut pour 50 % des filles et seulement 37 % des garçons.

Source

- OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1, Analyse des résultats*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Top of the Class: High Performers in Science in PISA 2006*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Equally prepared for life?: How 15-year-old boys and girls perform in school*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Green at Fifteen?: How 15-Year-Olds Perform in Environmental Science and Geoscience in PISA 2006*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2006), *Compétences en sciences, lecture et mathématiques : Le cadre d'évaluation de PISA 2006*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Base de données PISA de l'OCDE.

Sites Internet

- Site Internet de PISA, www.pisa.oecd.org.

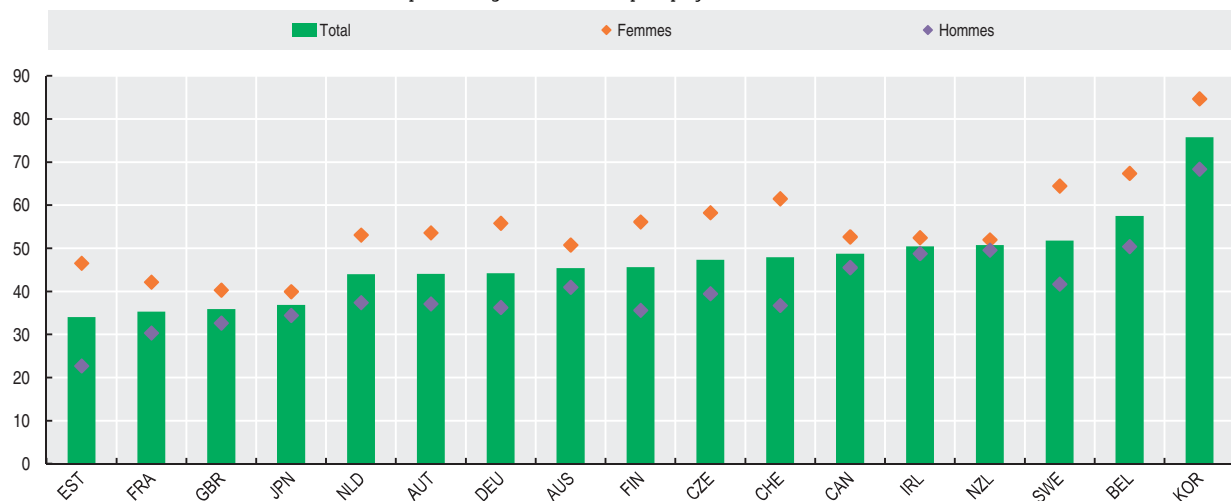
Pourcentages des élèves les plus performants par domaine du PISA 2006

	Sciences		Compréhension de l'écrit		Mathématiques		Élèves les plus performants dans les trois domaines du PISA 2006	
	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type
Allemagne	11.8	0.7	9.9	0.7	15.4	1.0	5.2	0.5
Australie	14.6	0.7	10.6	0.6	16.4	0.8	6.6	0.4
Autriche	10.0	0.8	9.0	0.7	15.8	1.0	4.4	0.4
Belgique	10.1	0.5	11.3	0.6	22.3	0.8	5.8	0.4
Canada	14.4	0.5	14.5	0.7	17.9	0.7	7.0	0.4
Corée	10.3	1.1	21.7	1.4	27.1	1.5	7.8	0.8
Danemark	6.8	0.7	5.9	0.6	13.7	0.8	3.0	0.5
Espagne	4.9	0.4	1.8	0.2	7.2	0.5	0.8	0.2
États-Unis	9.1	0.7	..	..	7.6	0.8	..	..
Finlande	20.9	0.8	16.7	0.8	24.4	1.0	9.5	0.5
France	8.0	0.7	7.3	0.7	12.5	0.9	2.8	0.4
Grèce	3.4	0.4	3.5	0.4	5.0	0.5	0.9	0.2
Hongrie	6.9	0.6	4.7	0.6	10.3	0.9	2.4	0.4
Irlande	9.4	0.7	11.7	0.8	10.2	0.8	4.8	0.5
Islande	6.3	0.5	6.0	0.5	12.7	0.7	2.8	0.3
Italie	4.6	0.3	5.2	0.4	6.2	0.5	1.3	0.2
Japon	15.1	0.8	9.4	0.7	18.3	1.0	5.5	0.5
Luxembourg	5.9	0.4	5.6	0.4	10.6	0.5	2.5	0.3
Mexique	0.3	0.1	0.6	0.1	0.8	0.2	0.0	0.0
Norvège	6.1	0.5	7.7	0.6	10.4	0.7	2.7	0.3
Nouvelle-Zélande	17.6	0.8	15.9	0.8	18.9	0.9	8.9	0.6
Pays-Bas	13.1	0.9	9.1	0.6	21.1	1.1	5.8	0.5
Pologne	6.8	0.5	11.6	0.8	10.6	0.8	3.7	0.4
Portugal	3.1	0.4	4.6	0.5	5.7	0.5	1.5	0.2
République slovaque	5.8	0.5	5.4	0.5	11.0	0.9	2.3	0.3
République tchèque	11.6	0.9	9.2	0.8	18.3	1.2	5.5	0.6
Royaume-Uni	13.7	0.6	9.0	0.6	11.1	0.6	4.9	0.3
Suède	7.9	0.5	10.6	0.8	12.6	0.7	4.1	0.3
Suisse	10.5	0.8	7.7	0.7	22.6	1.2	5.0	0.5
Turquie	0.9	0.3	2.1	0.6	4.2	1.2	0.4	0.2
Moyenne OCDE	9.0	0.1	8.6	0.1	13.4	0.2	4.1	0.1
Brésil	0.6	0.2	1.1	0.3	1.0	0.3	0.2	0.1
Chili	1.9	0.3	3.5	0.6	1.5	0.4	0.4	0.1
Estonie	11.5	0.8	6.0	0.6	12.5	0.8	3.9	0.5
Fédération de Russie	4.2	0.5	1.7	0.3	7.4	0.8	0.6	0.1
Indonésie	..	..	0.1	0.0	0.4	0.2	..	..
Israël	5.2	0.6	5.0	0.5	6.1	0.6	1.7	0.2
Slovénie	12.9	0.6	5.3	0.5	13.7	0.6	3.3	0.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826068484665>

Élèves les plus performants dans les trois domaines du PISA 2006

En pourcentage des élèves les plus performants en sciences

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821471061130>

CARRIÈRES SCIENTIFIQUES : LES ATTENTES DES FILLES ET DES GARÇONS

Il est important d'étudier les profils des filles et des garçons en matière d'instruction afin de déterminer les causes des inégalités face à l'apprentissage, d'améliorer les performances moyennes et de mieux comprendre comment et pourquoi les élèves apprennent. Les attentes différentes des filles et des garçons en ce qui concerne les carrières scientifiques peuvent être décrites à partir des données extraites du Programme de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

Définition

Les résultats sont basés sur des évaluations faites dans le cadre du programme PISA de l'OCDE, qui a été réalisé en 2006 (avec un accent particulier sur les capacités des étudiants à utiliser des connaissances scientifiques). « Étudiants » se réfère ici aux jeunes de 15 ans inscrits dans l'enseignement secondaire. Les carrières scientifiques sont celles qui impliquent une quantité considérable de science, ainsi que

celles qui impliquent des études dans l'enseignement supérieur dans un domaine scientifique ainsi que des carrières spécifiques, comme ingénieur, prévisionniste météo, opticien et médecin. Plus précisément, on a demandé aux élèves « Quel genre de travail vous attendez-vous à avoir lorsque vous aurez 30 ans? ». Les réponses ont ensuite été codées en utilisant des codes CITP.

Comparabilité

Des experts éminents des pays participant au PISA prodiguent des conseils sur la portée et la nature des évaluations, et les décisions finales à cet égard sont prises par les pouvoirs publics des pays de l'OCDE. Des efforts et des ressources importants sont mis en œuvre pour prendre en compte la diversité culturelle et linguistique dans les supports d'évaluation, et des mécanismes stricts d'assurance qualité sont appliqués au stade de la traduction, de l'échantillonnage et de la collecte de données.

Plus de 400 000 élèves de 15 ans dans les 57 pays participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2006 du PISA. Les résultats étant fondés sur des échantillons aléatoires, les erreurs types sont calculées et indiquées dans les tableaux.

En bref

Garçons et filles ont des opinions globalement semblables à propos des sciences étudiées à l'école, mais on observe des aspirations très différentes en ce qui concerne l'emploi qu'ils espèrent exercer à 30 ans.

En moyenne dans les pays de l'OCDE, 25 % des élèves espèrent avoir une profession scientifique à 30 ans, et les écarts sont faibles entre garçons (24 %) et filles (27 %). Cependant, lorsqu'on se penche sur les types de carrière envisagés, les différences sont grandes. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, 17 % des garçons souhaitant poursuivre une carrière scientifique précisent qu'ils veulent un emploi dans l'informatique, contre 2 % des filles (aucun pays n'enregistre de pourcentage plus élevé chez les filles). Dans certains pays, l'écart est très important : en Slovaquie, par exemple, 44 % des garçons souhaitant faire une carrière scientifique veulent travailler dans l'informatique, contre 2 % des filles.

Les différences sont également marquées entre filles et garçons souhaitant devenir ingénieurs. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, 30 % en moyenne des garçons souhaitant poursuivre une carrière scientifique veulent être ingénieurs, contre 10 % des filles. On observe cet écart dans tous les pays, mais il est particulièrement net en Irlande (36 points de pourcentage d'écart) et au Danemark (35 points).

Certaines professions sont en revanche privilégiées par les filles. Ainsi, 30 % des filles souhaitant poursuivre une carrière scientifique veulent être infirmières, contre 4 % seulement des garçons. En Belgique, ces pourcentages sont de 44 % pour les filles et de 7 % pour les garçons. Un profil analogue se dessine pour les professions liées aux sciences de la santé (notamment, médecins, dentistes, vétérinaires et pharmaciens). Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, 42 % des filles intéressées par une carrière scientifique citent des professions de ce type, contre 20 % des garçons. En France, ces chiffres sont de 58 % pour les filles et de 18 % pour les garçons.

Source

- OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1, Analyse des résultats*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Equally prepared for life?: How 15-year-old boys and girls perform in school*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Top of the Class: High Performers in Science in PISA 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Green at Fifteen?: How 15-Year-Olds Perform in Environmental Science and Geoscience in PISA 2006*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2006), *Compétences en sciences, lecture et mathématiques : Le cadre d'évaluation de PISA 2006*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Base de données PISA de l'OCDE.

Sites Internet

- Site Internet de PISA, www.pisa.oecd.org.



CARRIÈRES SCIENTIFIQUES : LES ATTENTES DES FILLES ET DES GARÇONS

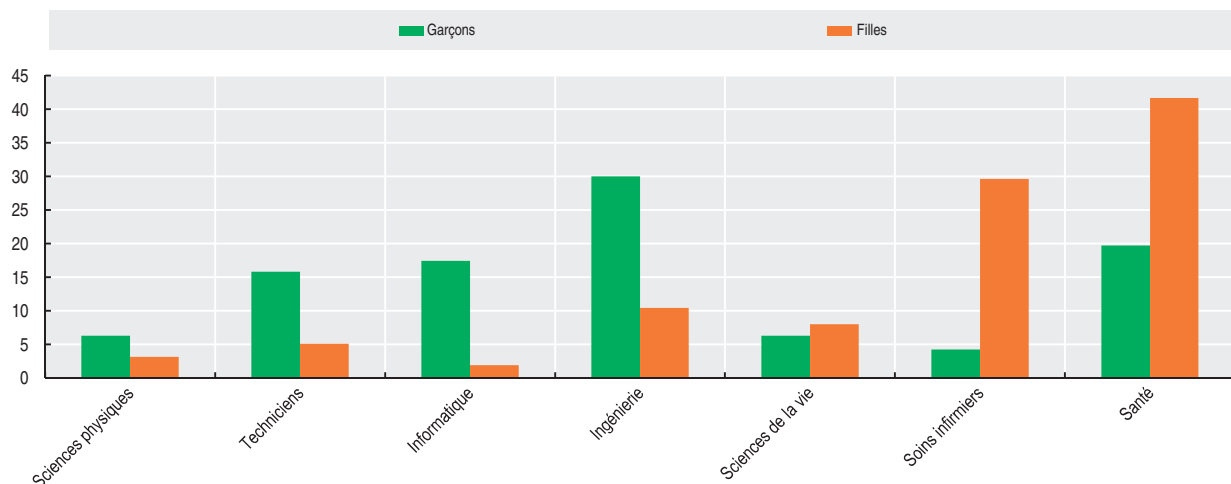
Élèves espérant avoir une carrière scientifique à 30 ans par type de matière scientifique du PISA 2006

	Part des élèves espérant avoir une carrière scientifique à 30 ans parmi les élèves âgés de 15 ans				Part des élèves espérant avoir une carrière scientifique à 30 ans parmi les élèves âgés de 15 ans par type de matière							
	Jeunes hommes		Jeunes femmes		Informatique et ingénierie				Santé et soins infirmiers			
					Jeunes hommes		Jeunes femmes		Jeunes hommes		Jeunes femmes	
	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type
Allemagne	18.0	0.9	18.8	0.8	39.2	2.3	11.8	1.6	18.8	2.1	66.0	2.5
Australie	27.0	0.7	28.7	0.8	46.3	1.7	8.1	0.5	26.2	1.4	64.9	1.2
Autriche	17.8	1.6	22.3	1.2	32.8	3.1	9.9	1.5	18.3	2.4	75.6	2.5
Belgique	25.7	1.0	28.4	0.9	52.9	2.0	13.0	1.1	23.3	1.5	75.4	1.5
Canada	32.7	0.8	41.4	0.9	45.7	1.2	6.5	0.6	31.5	1.3	75.4	1.2
Corée	20.4	0.8	16.6	0.9	44.7	2.7	13.4	1.8	25.6	1.7	72.5	2.9
Danemark	18.9	0.9	24.8	0.9	49.3	2.3	8.7	1.3	24.2	1.8	71.9	1.9
Espagne	25.2	1.0	30.3	0.9	57.7	1.6	14.2	1.1	21.4	1.5	71.6	1.4
États-Unis	32.0	1.2	44.4	1.1	40.3	1.7	5.3	0.7	35.1	1.6	80.3	1.3
Finlande	15.1	0.7	21.1	1.0	40.2	2.8	8.2	1.3	24.6	2.7	76.5	1.8
France	26.6	1.3	29.9	1.0	37.2	2.2	7.4	1.0	25.4	1.9	79.2	1.5
Grèce	23.7	1.1	26.4	1.0	42.4	2.6	19.3	1.8	20.8	2.0	57.0	2.1
Hongrie	17.3	1.2	16.2	1.1	66.6	2.8	15.2	2.2	17.8	2.2	68.5	2.7
Irlande	28.3	1.2	30.2	0.9	51.4	2.2	9.2	1.4	27.9	2.1	77.5	1.8
Islande	27.4	1.1	37.1	1.1	34.9	2.0	15.9	1.4	33.1	2.2	68.3	1.9
Italie	32.3	1.1	31.0	1.0	49.7	2.8	13.2	1.4	25.3	2.6	73.2	1.7
Luxembourg	23.4	0.8	24.9	1.0	47.4	2.3	15.9	1.5	22.1	1.7	70.0	2.0
Mexique	35.6	1.3	33.6	1.0	52.6	1.4	17.0	1.2	25.4	1.3	60.9	1.8
Norvège	20.8	0.9	29.3	1.0	63.8	2.2	18.5	1.8	18.2	1.8	70.4	1.9
Nouvelle-Zélande	20.5	1.0	27.6	1.0	41.5	2.3	10.3	1.1	34.3	2.4	70.3	1.5
Pays-Bas	15.9	0.8	30.0	1.1	39.1	3.1	7.0	1.0	33.7	3.1	83.6	1.3
Pologne	33.9	1.1	28.7	1.0	44.8	1.9	19.2	1.5	14.9	1.2	70.5	1.5
Portugal	35.4	1.4	42.1	1.0	50.9	2.3	12.1	1.1	25.0	1.6	71.9	1.4
République slovaque	21.7	1.2	17.5	1.3	62.3	3.0	10.9	2.0	14.9	2.0	75.9	3.1
République tchèque	17.0	1.0	18.0	1.3	57.1	2.7	18.5	4.1	11.7	1.7	64.4	4.1
Royaume-Uni	22.5	0.9	26.6	0.8	45.4	1.8	6.4	0.8	31.9	1.7	75.1	1.5
Suède	20.3	1.0	24.6	1.0	37.4	2.4	12.3	1.6	19.1	2.0	65.3	2.2
Suisse	20.7	0.6	23.2	0.8	49.9	2.3	10.3	1.3	12.7	1.2	67.8	1.9
Turquie	23.1	1.5	25.3	1.4	53.8	2.3	21.3	2.5	32.9	2.5	69.8	2.8
Moyenne OCDE	23.5	0.2	27.0	0.2	47.5	0.4	12.4	0.3	24.0	0.4	71.4	0.4
Brésil	28.6	1.1	41.9	1.1	10.1	1.1	4.9	0.8	39.3	2.3	74.2	1.6
Chili	39.8	1.4	40.9	1.8	47.4	1.8	11.7	1.1	31.8	1.6	74.3	1.6
Estonie	21.4	0.9	20.2	1.0	67.7	2.2	29.0	2.0	8.5	1.1	51.2	2.6
Fédération de Russie	22.7	1.3	22.8	2.5	64.3	2.8	18.0	2.0	13.6	1.7	67.4	2.5
Indonésie	17.7	1.3	28.3	1.3	22.9	7.2	13.3	2.9	50.4	9.9	68.4	3.7
Israël	37.5	1.7	40.8	1.2	35.0	3.1	11.5	1.4	38.2	3.0	73.3	1.8
Slovénie	28.1	0.8	17.6	2.0	44.4	1.8	7.5	1.3	20.2	1.6	74.2	1.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826070053352>

Part des élèves par type de matière scientifique du PISA 2006

En pourcentage des élèves espérant avoir une carrière scientifique



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821518875177>

TAUX D'OBTENTION D'UN DIPLÔME ET TAUX D'ENTRÉE DANS L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE

L'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires devient la norme dans la plupart des pays de l'OCDE aujourd'hui. Par ailleurs, les élèves dans leur majorité sont diplômés de filières d'enseignement secondaire du deuxième cycle donnant accès aux études supérieures, d'où un accroissement des inscriptions à ce niveau. Les pays affichant des taux élevés de réussite dans le supérieur sont également ceux qui ont le plus de chances de se doter d'une population active hautement qualifiée ou de la conserver.

Définition

Le taux d'obtention d'un diplôme est le pourcentage de la cohorte ayant l'âge théorique de suivre des études supérieures, qui suit et achève avec succès une formation à ce niveau; cet indicateur porte uniquement sur l'obtention d'un premier diplôme, et fournit une mesure du taux de réussite actuel dans l'enseignement supérieur. Le taux d'accès est une estimation du pourcentage de jeunes d'une cohorte donnée qui suivront différents types de formation supérieure au cours de leur vie; on le calcule en additionnant les taux d'accès des étudiants pour chaque tranche d'âge. Les deux indicateurs renseignent sur le rythme auquel les pays produisent des connaissances de haut niveau.

Les données sur l'enseignement supérieur présentées ici font référence à un diplôme universitaire classique, c'est-à-dire ceux qui sanctionnent l'achèvement d'une formation supérieure de type A. Sont exclues de ces données les formations plus courtes et souvent à finalité professionnelle, qui donnent d'ordinaire directement accès au marché du travail (c'est-à-dire les formations supérieures de type B).

Comparabilité

Les taux de réussite à l'issue d'un premier cursus d'enseignement supérieur de type A représentent la somme des taux de réussite nets à chaque âge. Les taux bruts sont présentés pour les pays qui ne peuvent pas fournir des données aussi détaillées. Pour calculer les taux de réussite bruts, les pays déterminent l'âge auquel, en règle générale, le premier diplôme est obtenu. Le taux de réussite des pays qui ont une forte proportion d'étudiants internationaux (par exemple l'Australie et la Nouvelle-Zélande) peut être gonflé artificiellement car tous les diplômés internationaux sont considérés comme des premiers diplômés, quelle que soit la formation reçue auparavant dans d'autres pays.

Les taux d'accès dans les programmes de type A correspondent à la somme de taux nets d'accès pour tous les âges. Le taux net d'accès d'un âge donné est obtenu en divisant le nombre des premières admissions dans chaque type de formation supérieure par l'effectif total dans le groupe d'âge correspondant. La somme des taux nets d'accès est obtenue par addition des taux nets d'accès pour chaque âge.

Les données relatives à l'évolution tendancielle des taux de réussite et d'accès dans l'enseignement supérieur pour les années 1995, 2000-04 s'appuient sur une enquête spéciale effectuée dans les pays de l'OCDE et dans quatre des six économies partenaires en janvier 2007. Les données portant sur les années 2005 à 2007 sont fondées sur la collecte de données UNESCO/OCDE/Eurostat sur les statistiques de l'éducation.

En bref

Au vu des tendances actuelles en matière de taux de réussite, 39 % en moyenne des personnes ayant l'âge théorique d'obtention d'un diplôme ont achevé une formation supérieure de type A en 2007 dans les 22 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données comparables. Ce pourcentage varie de 20 % ou moins en Grèce, à plus de 45 % en Irlande, au Danemark, en Pologne, en Finlande, en Nouvelle-Zélande, en Australie et en Islande. En moyenne dans les pays de l'OCDE, le taux de diplômés ayant suivi une formation de type A a augmenté de 18 points de pourcentage en l'espace de 12 ans. Dans la quasi-totalité des pays pour lesquels des données comparables existent, ces taux de réussite ont augmenté entre 1995 et 2007, souvent de façon très sensible.

Si l'évolution actuelle des taux d'accès se poursuit, on estime que 56 % des jeunes adultes des pays de l'OCDE suivront une formation supérieure de type A au cours de leur vie. En Australie, en Islande, en Pologne, en Finlande, en Suède, en République slovaque et en Nouvelle-Zélande, au moins 70 % des jeunes adultes suivent des formations de type A. En moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données comparables, la part des jeunes adultes admis en 2007 dans des formations de type A a progressé de 9 points de pourcentage par rapport à 2000, et de 19 points de pourcentage par rapport à 1995. Les taux d'accès dans des cursus de type A ont progressé de plus de 15 points de pourcentage entre 2000 et 2007 en République slovaque, en République tchèque, en Australie, en Israël et en Corée.

Source

- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation – Édition 2008*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2009), *UOE Data Collection – 2009 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2009.



TAUX D'OBTENTION D'UN DIPLÔME ET TAUX D'ENTRÉE DANS L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE

Taux d'obtention d'un diplôme et taux d'accès (enseignement tertiaire de type A)

	Taux d'obtention d'un diplôme							Taux d'accès						
	Somme des taux nets d'obtention d'un diplôme par âge							Somme des taux nets d'accès par âge						
	1995	2000	2003	2004	2005	2006	2007	1995	2000	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	14	18	18	19	20	21	23	26	30	36	37	36	35	34
Australie	..	36	50	51	50	50	..	..	59	68	70	82	84	86
Autriche	10	15	19	20	20	21	22	27	34	34	37	37	40	42
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	33	34	33	29	30
Canada	27	27	28	29	35	31	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	41	45	47	49	51	59	61
Danemark	25	37	43	44	46	45	47	40	52	57	55	57	59	57
Espagne	24	30	32	33	33	33	32	..	47	46	44	43	43	41
États-Unis	33	34	32	33	34	36	37	..	43	63	63	64	64	65
Finlande	20	41	48	47	48	48	48	39	71	73	73	73	76	71
Grèce	14	15	20	24	25	20	18	15	30	35	35	43	49	43
Hongrie	..	..	..	29	36	30	29	..	64	69	68	68	66	63
Irlande	..	30	37	39	38	39	45	..	32	41	44	45	40	44
Islande	..	33	45	51	56	63	63	..	66	83	79	74	78	73
Italie	..	19	..	36	41	39	35	..	39	54	55	56	55	53
Japon	25	29	34	35	36	39	39	31	40	43	42	44	45	46
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	27	29	30	30	31	32
Norvège	26	37	39	45	41	43	43	59	67	75	72	76	67	66
Nouvelle-Zélande	33	50	49	50	51	52	48	83	95	107	86	79	72	76
Pays-Bas	29	35	38	40	42	43	43	44	53	52	56	59	58	60
Pologne	..	34	44	45	45	47	49	36	65	70	71	76	78	78
Portugal	15	23	33	32	32	33	43	..	..	..	..	..	53	64
République slovaque	15	..	25	28	30	35	39	28	37	40	47	59	68	74
République tchèque	13	14	17	20	25	29	35	..	25	33	38	41	50	54
Royaume-Uni	..	37	38	39	39	39	39	..	47	48	52	51	57	55
Suède	24	28	35	37	38	41	40	57	67	80	79	76	76	73
Suisse	9	12	22	26	27	30	31	17	29	38	38	37	38	39
Turquie	6	9	11	11	11	15	..	18	21	23	26	27	31	29
Moyenne OCDE	20	28	33	35	36	37	39	37	47	53	53	55	56	56
Brésil	..	10	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	33	34	48	43	41
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	55	41	39
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	67	65	66
Israël	..	..	31	32	35	36	37	..	32	41	44	55	56	57
Slovénie	..	..	..	..	18	21	20	..	..	..	..	40	46	50

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826088613422>

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire de type A

Pourcentage de diplômés de l'enseignement tertiaire de type A sur la population ayant l'âge d'obtention de ce diplôme



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821522348872>

NIVEAU D'ÉDUCATION

Il est essentiel pour le bien-être social et économique des pays de donner une bonne éducation et une bonne formation à une population. L'éducation joue un rôle clé pour fournir aux individus les savoirs, les capacités et les compétences nécessaires pour participer efficacement à la société et à l'économie. Elle contribue aussi à répandre les savoirs scientifiques et culturels. Le niveau d'éducation est une reconstruction de données communément utilisée pour évaluer le « capital humain », c'est-à-dire les compétences disponibles dans la population et la main-d'œuvre.

Définition

Le niveau de formation supérieure fait référence au plus haut degré de formation atteint par chaque personne d'un groupe d'âge, sous forme d'un pourcentage de l'ensemble de ce groupe d'âge. Les filières de l'enseignement supérieur englobent les programmes « de type A », qui sont fondés dans une large mesure sur la théorie et destinés à offrir des qualifications suffisantes pour être admis à suivre des

programmes de recherche de pointe ou à exercer une profession exigeant de hautes compétences, ainsi que les programmes « de type B », qui ont une finalité professionnelle plus précise et donnent directement accès au marché du travail. En général, le deuxième cycle du secondaire suit la réussite du premier cycle du secondaire. Le premier cycle du secondaire complète l'enseignement de base, avec généralement des professeurs plus spécialisés.

Comparabilité

On a utilisé la Classification internationale type de l'éducation (CITE-97) pour désigner les niveaux d'enseignement d'une façon comparable entre les pays. Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation* pour une description des programmes et des niveaux de formation définis dans la CITE-97, accompagnée de tables de correspondance des programmes nationaux.

En bref

Les pays de l'OCDE ont enregistré une forte hausse de la proportion des adultes ayant atteint un niveau de formation supérieur au cours des dernières décennies. Dans 15 pays de l'OCDE, 30 % voire plus du groupe des 25-64 ans ont atteint un niveau de formation supérieur. Au Canada, au Japon, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis, cette part est beaucoup plus importante. À l'inverse, en République tchèque, en Italie et en Turquie, cette part est inférieure à 14 %.

La comparaison des niveaux actuels de formation atteints par les cohortes plus jeunes et plus âgées donne une indication des tendances à long terme. Par exemple, la comparaison des niveaux de formation atteints par les 25-34 ans et les 55-64 ans révèle que la Corée a enregistré au cours des 30 dernières années une progression de plus de 40 points de pourcentage du nombre de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieur, soit plus de 30 points de plus que l'augmentation de la moyenne OCDE au cours de la même période. En revanche, quelques pays de l'OCDE n'affichent qu'un accroissement marginal (États-Unis) ou même décroissent (Allemagne) dans le même temps.

La croissance d'ensemble du nombre d'individus qui ont atteint un niveau de formation supérieur donne une indication complémentaire sur l'augmentation du stock de capital humain disponible dans chaque pays. Le nombre d'individus qui ont atteint un niveau de formation supérieur a augmenté chaque année de 7 % ou plus en Irlande, en Pologne, au Portugal, en Espagne, et en Turquie. En Irlande, en Espagne et en Turquie, la croissance d'ensemble de la population a exercé des pressions supplémentaires sur le système de l'éducation supérieure, problème qui s'est moins posé en Allemagne et au Japon.

Source

- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Blöndal S., S. Field et N. Girouard (2002), *Investment in Human Capital Through Post-Compulsory Education and Training: Selected Efficiency and Equity Aspects*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 333, OCDE, Paris.
- Blöndal, S., S. Field et N. Girouard (2002), « L'investissement en capital humain: rôle de l'enseignement secondaire du deuxième cycle et de l'enseignement supérieur », *Revue économique de l'OCDE*, n° 34, 2002/I, OCDE, Paris.
- Hansson, B. (2007), *Effects of Tertiary Expansion: Crowding-out effects and labour market matches for the higher educated*, Documents de travail de l'OCDE en éducation, n° 10, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Examens des politiques nationales d'éducation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation – Édition 2008*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), www.oecd.org/edu/cei.
- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2009.



Niveau d'éducation

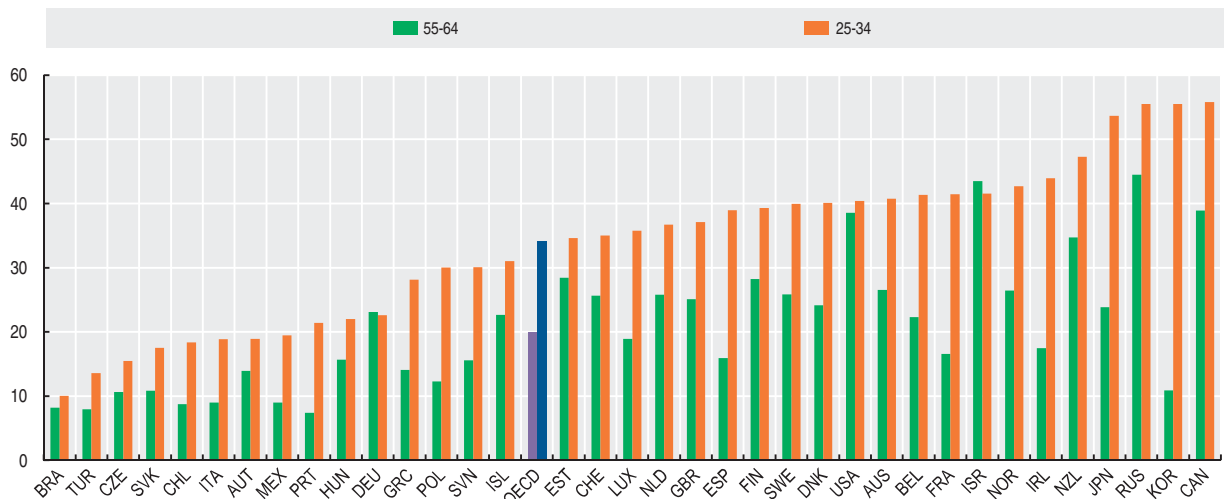
En pourcentage de la population par classe d'âge

	Population diplômée de l'enseignement tertiaire, en pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2007					Population âgée de 25 à 64								
	25-64	25-34	35-44	45-54	55-64	Avec un niveau d'éducation inférieur au 2ème cycle du secondaire			Avec un niveau d'éducation secondaire et postsecondaire non tertiaire			Avec un niveau d'éducation tertiaire		
						1997	1998	2007	1997	1998	2007	1997	1998	2007
Allemagne	24.3	22.6	25.7	25.1	23.1	16.8	16.2	15.6	60.6	60.8	60.1	22.6	23.0	24.3
Australie	33.7	40.7	33.9	32.2	26.6	46.7	44.0	31.8	29.0	30.6	34.4	24.3	25.4	33.7
Autriche	17.6	18.9	19.1	17.5	13.9	26.4	25.8	19.9	63.0	60.5	62.6	10.6	13.7	17.6
Belgique	32.1	41.3	35.5	28.3	22.3	45.0	43.3	32.0	29.9	31.4	35.9	25.1	25.3	32.1
Canada	48.3	55.8	52.6	44.6	38.9	22.3	21.4	13.4	40.3	40.4	38.3	37.4	38.2	48.3
Corée	34.6	55.5	40.0	21.0	10.9	37.9	33.6	22.1	42.3	43.9	43.3	19.8	22.5	34.6
Danemark	32.2	40.1	34.1	30.4	24.2	..	21.5	24.5	..	53.2	43.3	..	25.4	32.2
Espagne	29.0	38.9	32.2	22.7	15.9	68.8	67.1	49.3	12.6	13.2	21.7	18.6	19.7	29.0
États-Unis	40.3	40.4	42.2	39.6	38.5	14.1	13.5	12.1	51.8	51.6	47.6	34.1	34.9	40.3
Finlande	36.4	39.3	42.7	35.8	28.2	31.7	31.0	19.5	38.9	38.8	44.2	29.4	30.2	36.4
France	26.8	41.4	28.7	19.8	16.6	40.5	39.3	31.3	39.5	40.1	41.9	20.0	20.6	26.8
Grèce	22.7	28.1	25.9	20.7	14.1	55.9	54.1	40.4	28.6	29.1	36.9	15.5	16.8	22.7
Hongrie	17.7	22.0	17.4	15.8	15.7	37.0	36.7	20.8	50.8	50.1	61.2	12.2	13.2	18.0
Irlande	32.2	43.9	34.3	25.2	17.5	50.4	48.7	32.4	26.8	30.2	35.4	22.8	21.1	32.2
Islande	29.8	31.0	35.4	27.9	22.6	43.9	44.6	35.5	35.3	34.4	34.7	20.9	21.0	29.8
Italie	13.6	18.9	14.0	11.3	9.0	..	59.3	47.7	..	32.1	38.7	..	8.6	13.6
Japon	41.0	53.7	46.2	41.4	23.9	20.3	20.0	..	49.1	49.4	59.0	30.6	30.6	41.0
Luxembourg	26.5	35.7	27.3	22.0	18.9	..	..	34.3	..	..	39.2	..	..	26.5
Mexique	15.9	19.5	15.9	14.9	9.0	72.2	72.0	66.7	15.8	15.8	18.4	12.0	12.2	14.9
Norvège	34.2	42.7	36.2	30.8	26.5	17.0	15.4	21.1	57.2	57.2	44.7	25.8	27.4	34.2
Nouvelle-Zélande	41.0	47.3	41.4	39.4	34.7	39.0	38.0	28.4	33.5	33.9	30.6	27.5	28.1	41.0
Pays-Bas	30.8	36.7	30.8	30.2	25.8	..	35.7	26.8	..	40.1	42.4	..	24.2	30.8
Pologne	18.7	30.0	17.7	12.8	12.3	23.0	21.7	13.7	66.8	67.4	67.6	10.2	10.9	18.7
Portugal	13.7	21.4	13.6	10.4	7.4	..	82.1	72.5	..	9.6	13.8	..	8.3	13.7
République slovaque	14.1	17.5	13.0	13.8	10.8	21.4	19.8	13.0	68.1	69.9	72.9	10.5	10.3	14.1
République tchèque	13.7	15.5	14.3	14.2	10.7	15.0	14.7	9.5	74.3	74.9	76.8	10.6	10.4	13.7
Royaume-Uni	31.8	37.1	32.3	30.5	25.1	40.9	39.9	31.7	36.5	36.3	36.5	22.6	23.8	31.8
Suède	31.3	40.0	31.0	28.9	25.9	24.7	23.9	15.4	47.8	48.1	53.3	27.5	28.0	31.3
Suisse	31.3	35.0	33.8	30.0	25.6	18.7	16.4	14.6	59.1	61.4	55.5	22.2	22.2	29.9
Turquie	10.8	13.6	9.6	8.8	7.9	79.0	78.2	71.3	13.4	14.4	17.9	7.6	7.5	10.8
Moyenne OCDE	27.5	34.2	29.2	24.9	20.1	37.0	37.8	29.8	42.6	41.8	43.2	20.4	20.5	27.4
Brésil	9.6	10.0	9.5	10.1	8.2	..	..	63.2	..	..	27.2	..	..	9.6
Chili	13.2	18.3	12.5	11.4	8.7	..	..	50.0	..	..	36.9	..	..	13.2
Estonie	33.3	34.6	33.7	35.5	28.4	..	..	10.9	..	..	55.8	..	..	33.6
Fédération de Russie	54.0	55.5	58.1	54.3	44.5	..	..	11.1	..	..	34.0	..	..	54.9
Israël	43.6	41.5	45.8	44.1	43.5	..	..	19.6	..	..	36.8	..	..	43.6
Slovénie	22.2	30.1	22.6	19.5	15.6	..	..	18.2	..	..	59.6	..	..	22.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826124112463>

Population ayant atteint au minimum le niveau d'éducation tertiaire

Pourcentage, 2007

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821553547007>

CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE

La plupart des pays ont beaucoup de difficultés à améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage. Ils sont confrontés notamment à des pénuries d'enseignants qualifiés et ne parviennent pas à proposer aux enseignants suffisamment de possibilités de perfectionnement professionnel.

Définition

L'enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS), fournit la première perspective comparative internationale sur les conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles publiques et privées du premier cycle du secondaire. L'enquête a porté sur environ

75 000 enseignants dans 16 pays de l'OCDE et 7 pays partenaires, et fournit des informations sur le développement professionnel entrepris par les enseignants, leurs croyances, leurs attitudes et pratiques, l'évaluation de leur travail ainsi que la forme et la nature des retours d'informations qu'ils reçoivent, et leur évaluation des chefs d'établissements. Les résultats de l'enquête donnent un aperçu de quelques-uns des facteurs qui se cachent derrière les différences dans les résultats d'apprentissage des élèves (telles que celles révélées par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves, PISA) et aider les pays à examiner et à élaborer des politiques visant à rendre la profession plus attrayante et plus efficace.

Comparabilité

La conception de l'enquête permet d'obtenir une bonne comparabilité des résultats dans l'ensemble des pays participants. Dans chacun d'entre eux, 200 écoles environ ont été choisies au hasard, et dans chacune d'entre elles, le chef d'établissement et 20 enseignants, sélectionnés également de manière aléatoire, ont rempli un questionnaire pendant 45 minutes environ, sur papier ou en ligne. Au total, l'enquête TALIS porte sur 75 000 enseignants environ, sur les plus de 2 millions d'enseignants travaillant dans les 23 pays participants. L'enquête a également été menée aux Pays-Bas, mais les résultats pour ce pays ont été éliminés en raison du non-respect des critères d'échantillonnage requis.

Les données concernant la Belgique se réfèrent aux régions flamandes.

En bref

En Autriche, en Irlande et au Portugal, un tiers au moins des enseignants sont en poste dans un établissement dont la direction ne fait état d'aucune évaluation interne ou externe au cours des cinq dernières années. C'est également le cas de 25 % environ des enseignants au Danemark et en Espagne, et de 20 % environ au Brésil et en Italie. En revanche, dans dix pays (Australie, Brésil, Corée, Hongrie, Italie, Mexique, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Turquie), la moitié au moins des enseignants sont en poste dans un établissement dont la direction fait état d'au moins une évaluation annuelle.

L'évaluation des enseignants et leur appréciation sont rarement associées à des incitations matérielles, telles que des avantages financiers ou une promotion. Dans tous les pays ayant participé à l'enquête, 9 % seulement des enseignants déclarent que l'évaluation ou l'appréciation a des répercussions modérées ou importantes sur leur salaire; moins de 11 % déclarent que cela a des répercussions modérées ou importantes sur l'octroi de primes ou d'autres formes de gratifications financières.

Les incitations non matérielles sont également relativement rares. Un peu plus d'un tiers de tous les enseignants déclarent que leur évaluation et appréciation ont entraîné un changement modéré à important de la reconnaissance que leur témoignent le chef d'établissement et/ou leurs collègues. Pour un peu moins d'un quart d'entre eux, cela s'est traduit par un changement modéré à important des possibilités de perfectionnement professionnel.

Les enseignants soumis à des évaluations et appréciations jugent le processus positivement. Dans l'ensemble, ces enseignants considèrent que les évaluations et appréciations reçues reflètent leur travail avec justesse, et qu'elles contribuent à leur satisfaction professionnelle.

Si les enseignants peuvent tirer avantage de ces systèmes d'évaluation et d'appréciation sur le plan individuel, ils estiment que, globalement, ces systèmes ne reconnaissent pas leurs efforts et leurs accomplissements, ne récompensent pas les bons enseignants et les méthodes pédagogiques efficaces, et n'offrent pas les incitations appropriées aux enseignants. Dans la plupart des pays, la majorité des enseignants déclarent que des performances systématiquement médiocres n'entraînent pas de licenciement, et plus des trois quarts indiquent que leur chef d'établissement ne prend aucune disposition pour réduire les gratifications financières d'un enseignant qui persiste à mal s'acquitter de sa mission.

Source

- OCDE (2009), *Creating Effective Teaching and Learning Environments: First Results from TALIS*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

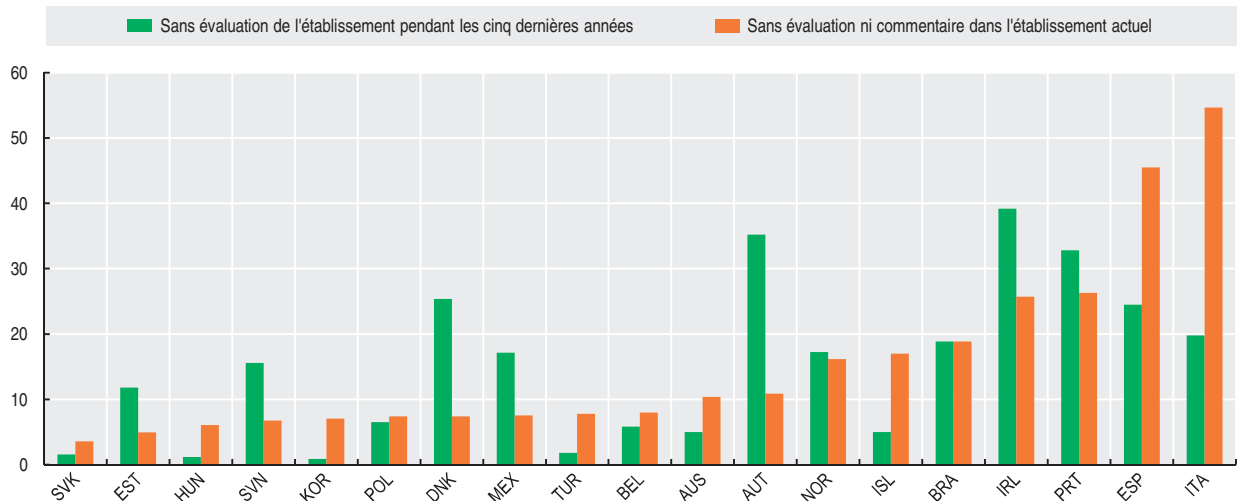
- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation 2009 : Panorama*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE TALIS, www.oecd.org/edu/talis.
- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2009.

Enseignants dont le travail n'a été ni évalué ni commenté et enseignants en poste dans des établissements sans aucune évaluation

En pourcentage de tous les enseignants, 2007-08



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821553842867>

Perception par les enseignants des évaluations et commentaires sur leur travail et de l'impact sur leur établissement scolaire

Pourcentage, 2007-08



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821567602881>

DÉPENSES D'ÉDUCATION PAR ÉTUDIANT

Les décideurs doivent concilier la nécessité d'améliorer la qualité des services éducatifs et le souci d'élargir l'accès aux études, notamment dans l'enseignement supérieur. L'étude comparative de l'évolution des dépenses unitaires d'éducation montre que, dans de nombreux pays de l'OCDE, l'augmentation des effectifs, en particulier dans l'enseignement supérieur, n'est pas toujours allée de pair avec une modification des investissements dans l'éducation.

Définition

Cet indicateur présente les dépenses au titre des établissements d'enseignement en fonction du nombre d'étudiants en équivalents temps plein inscrits dans ces établissements. Ne sont pris en compte que les établissements d'enseignement et les programmes d'études pour lesquels des données sur les effectifs et les dépenses sont disponibles. Les subventions publiques destinées à financer les frais de subsistance des étudiants sont exclues de cet indicateur afin d'assurer la comparabilité des données entre pays.

En bref

En 2006, les dépenses d'enseignement supérieur par étudiant s'élevaient en moyenne, dans les pays de l'OCDE, à 12 336 USD sur la base des PPA. Cette moyenne occulte de grandes différences en matière de dépenses d'éducation à ce niveau, celles-ci allant de moins de 4 063 USD par étudiant en Estonie à plus de 20 000 USD en Suisse et aux États-Unis. Les pays de l'OCDE où la plupart des activités de recherche et de développement sont menées par des établissements d'enseignement supérieur ont tendance à afficher des niveaux plus élevés de dépenses par étudiant que les pays où ces activités sont en grande partie réalisées par d'autres institutions publiques ou par l'industrie.

En moyenne, s'agissant des pays pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses par étudiant ont augmenté de 11 % en valeur réelle entre 2000 et 2006. Malgré cette progression moyenne, ces dépenses ont cependant diminué dans certains pays : en Allemagne, en Hongrie, en Islande, en Irlande, aux Pays-Bas, en Norvège et en Suède, ainsi qu'au Brésil, au Chili et en Israël. Dans tous ces pays à l'exception de l'Allemagne, cette baisse est essentiellement due à une hausse rapide (10 % ou plus) du nombre d'étudiants dans le supérieur.

Le niveau moyen des dépenses par étudiant dans l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire était de 7 283 USD. Entre 2000 et 2006, période où le nombre d'inscriptions d'étudiants est resté relativement stable, les dépenses par étudiant ont augmenté dans tous les pays, de 24 % en moyenne. Sur cette période, les dépenses par étudiant dans l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire ont augmenté d'au moins 10 % dans 22 des 30 pays de l'OCDE et pays partenaires pour lesquels des données sont disponibles. Cette hausse dépasse 30 % en République tchèque, en Hongrie, en Islande, en Irlande, en Corée, en Pologne, en République slovaque et au Royaume-Uni, ainsi qu'au Brésil et en Estonie.

Les dépenses exprimées en monnaie nationale pour 2006 sont converties en dollars des EU sur la base des PPA. Le taux de change PPA est préféré au taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs (taux d'intérêt, politiques commerciales, prévisions de croissance économique, etc.) sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif des monnaies dans les différents pays.

Les dépenses unitaires sont obtenues en divisant les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement par le nombre d'étudiants en équivalents temps plein.

Comparabilité

Les données concernant les dépenses proviennent d'une étude spéciale menée en 2008 selon des méthodes et des définitions cohérentes. Elles reposent sur les définitions et le champ couvert par le programme conjoint de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat concernant l'éducation; elles ont été ajustées en fonction du niveau des prix de 2006 sur la base du déflateur des prix du PIB. L'utilisation d'une étude et de définitions communes garantit un bon niveau de comparabilité des données d'un pays à l'autre.

Source

- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : Internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Qualité et reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur : Un défi international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Analyse des politiques d'éducation : Regards sur l'enseignement supérieur*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens des politiques nationales d'éducation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation – Édition 2008*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2009), *UOE Data Collection – 2009 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2009.



Dépenses d'éducation par étudiant et variations dans les dépenses au titre des établissements d'enseignement selon différents facteurs

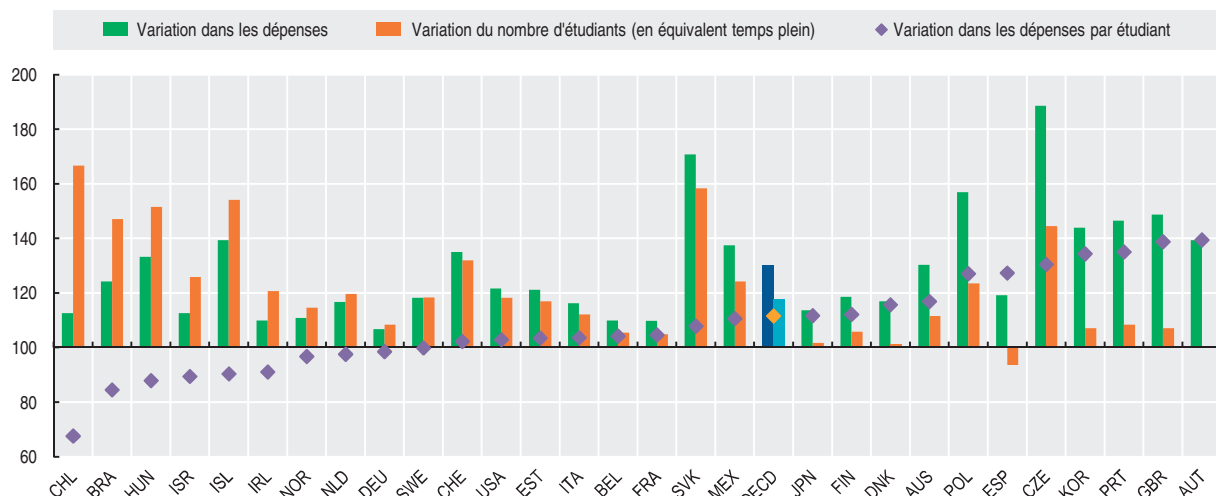
Année 2006

	Dans l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non tertiaire				Dans l'enseignement tertiaire			
	Dépenses par étudiant aux prix constants de 2000, dollars des EU et PPA, 2006	Indice de variation, année 2000 = 100, année 2006			Dépenses par étudiant aux prix constants de 2000, dollars des EU et PPA, 2006	Indice de variation, année 2000 = 100, année 2006		
		Dépenses	Nombre d'étudiants	Dépenses par étudiant		Dépenses	Nombre d'étudiants	Dépenses par étudiant
Allemagne	6 985	100	97	104	13 016	107	108	99
Australie	7 459	116	105	111	15 016	130	111	117
Autriche	9 910	106	97	109	15 148	139	100	139
Belgique	7 980	110	107	102	13 244	110	105	104
Canada	7 774	119	95	125	22 810	124	..	..
Corée	6 089	155	98	159	8 564	144	107	134
Danemark	9 270	119	106	112	15 391	117	101	116
Espagne	7 016	112	94	119	11 087	119	94	127
États-Unis	10 267	117	103	114	25 109	122	118	103
Finlande	6 891	125	105	119	12 845	119	106	112
France	7 712	101	98	103	11 568	110	105	105
Hongrie	4 188	151	91	167	6 367	133	152	88
Irlande	7 318	165	104	159	11 832	110	121	91
Islande	8 877	143	106	135	8 579	139	154	90
Italie	8 204	112	102	110	8 725	116	112	104
Japon	7 661	101	91	112	13 418	114	102	112
Luxembourg	15 440	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	2 072	125	107	117	6 462	137	124	111
Norvège	10 448	110	107	103	16 235	111	115	97
Nouvelle-Zélande	5 589	106	..	..	9 288	131	..	..
Pays-Bas	8 109	121	104	116	15 196	117	120	98
Pologne	3 568	118	84	141	5 224	157	124	127
Portugal	5 967	99	89	112	9 724	146	108	135
République slovaque	3 032	140	89	157	6 056	171	158	108
République tchèque	4 532	137	91	152	7 989	189	145	130
Royaume-Uni	8 306	134	89	150	15 447	149	107	139
Suède	8 123	114	101	114	16 991	118	118	100
Suisse	11 129	109	102	106	22 230	135	132	102
Turquie	1 286	..	..	..	4 648	..	..	..
Moyenne OCDE	7 283	121	98	124	12 336	130	118	111
Brésil	1 550	171	103	165	10 294	124	147	84
Chili	2 089	105	102	103	6 292	113	167	68
Estonie	4 147	140	83	170	4 063	121	117	104
Fédération de Russie	2 399	174	..	..	4 279	258	..	..
Israël	5 322	113	108	105	11 132	113	126	89
Slovénie	7 759	..	..	..	8 251	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826203021461>

Variations dans les dépenses au titre des établissements d'enseignement du niveau tertiaire d'éducation par facteur

Variations entre 2000-06, année 2000 = 100

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821567825256>

DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES DANS L'ÉDUCATION

La question du partage des coûts entre les acteurs du système éducatif et la société dans son ensemble est au cœur des débats dans de nombreux pays. Elle se pose avec une acuité particulière dans l'éducation préprimaire et dans l'enseignement supérieur, qui donnent moins souvent lieu à un financement public intégral ou quasi intégral. Face à l'apparition de nouveaux groupes de clients et à un éventail plus large de programmes éducatifs, proposés par des prestataires toujours plus nombreux, les pouvoirs publics établissent de nouveaux partenariats afin de mobiliser les ressources nécessaires et partager plus équitablement les coûts et les avantages.

Définition

Les pouvoirs publics peuvent allouer directement des fonds aux établissements d'enseignement ou les utiliser pour

allouer des subventions à des entités privées à des fins d'enseignement. Les deux types de dépenses sont inclus dans les données sur les dépenses publiques figurant dans cette section. Les dépenses privées comprennent toutes les dépenses directes des établissements d'enseignement, qu'ils soient partiellement couverts par des subventions publiques ou non.

Ces données sur les dépenses sont limitées aux dépenses des établissements d'enseignement. Sont exclus les coûts engagés par les familles qui achètent des manuels et du matériel scolaires dans le commerce, ou qui recourent aux services de professeurs particuliers. Sont aussi exclus les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants qui peuvent aussi représenter une part importante du coût des études pour les étudiants au niveau de l'enseignement supérieur.

Comparabilité

Le choix de la définition assez vaste donnée ci-dessus des établissements d'enseignement est dicté par le souci de prendre en compte les dépenses consacrées à des services similaires fournis dans certains pays de l'OCDE par des écoles et des universités et, dans d'autres, par des structures autres que les établissements d'enseignement, et de permettre leur comparaison. Les chiffres relatifs aux dépenses ont été obtenus au moyen d'une étude spéciale menée en 2008 selon des méthodes et des définitions cohérentes.

En bref

Environ 85 % de l'ensemble des fonds destinés aux établissements d'enseignement dans les pays de l'OCDE proviennent directement de sources publiques. Dans l'enseignement supérieur, en 2006, la part des financements publics s'élevait à 73 % du total moyen de l'OCDE. La part des dépenses consacrées à l'enseignement supérieur prise en charge par les particuliers, les entreprises et d'autres sources privées, y compris des versements privés subventionnés, représentait moins de 5 % au Danemark, en Finlande et en Norvège, mais plus de 40 % en Australie, au Canada, au Japon, aux États-Unis et en Israël, et plus de 75 % en Corée et au Chili. La proportion des financements publics dans l'enseignement supérieur a décliné au cours du temps : elle est passée en moyenne de 78 % en 2000 à 73 % en 2006. Dans la petite moitié des pays pour laquelle on dispose de données comparables pour 2000 et 2006, la part des dépenses privées a augmenté de 3 points de pourcentage ou plus. Cette hausse dépasse 9 points de pourcentage en Autriche, au Mexique, au Portugal et en République slovaque. Seule l'Irlande – et, dans une moindre mesure, la Pologne et l'Espagne – enregistrent une baisse notable du pourcentage des fonds privés alloués aux établissements d'enseignement supérieur.

Dans l'enseignement supérieur, les hausses des dépenses privées affectées aux établissements sont généralement allées de pair (en valeur réelle) avec celles des dépenses publiques, de même que pour tous les niveaux d'études réunis. Les investissements publics dans l'enseignement supérieur se sont accrues dans l'ensemble des pays de l'OCDE pour lesquels des données existent entre 2000 et 2006, sauf au Japon et au Chili. En particulier, dans six des onze pays de l'OCDE enregistrant les plus fortes hausses des dépenses publiques dans le supérieur (la République tchèque, la Hongrie, l'Islande, la Pologne, la République slovaque et la Suisse), les droits d'inscription sont nuls ou peu élevés dans les établissements et le taux de diplômés du supérieur est relativement faible. À l'inverse, en Corée, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux États-Unis, où les dépenses publiques ont également augmenté sensiblement, les financements privés dans le supérieur sont plus importants.

Source

- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *L'école de demain – Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Élèves présentant des déficiences, des difficultés et des désavantages sociaux : Politiques, statistiques et indicateurs – Édition 2007*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2008), *UOE Data Collection – 2008 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2009.



DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES DANS L'ÉDUCATION

Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement

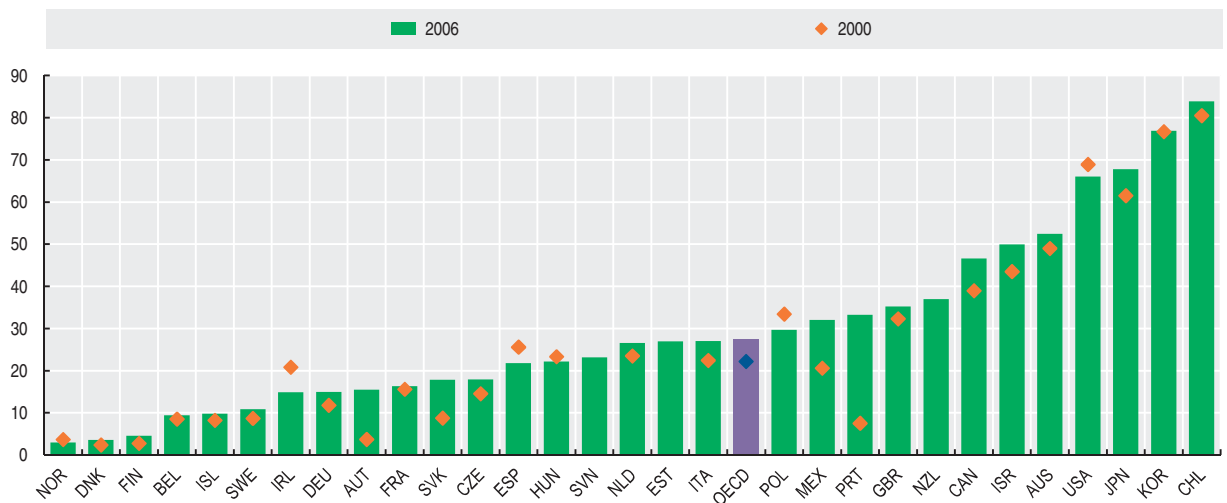
Pourcentage

	Niveau d'éducation préprimaire (enfant de 3 ans ou plus)		Niveau d'éducation primaire, secondaire, postsecondaire non tertiaire		Niveau d'éducation tertiaire		Tous les niveaux d'éducation	
	2000	2006	2000	2006	2000	2006	2000	2006
Allemagne	24.3	27.8	13.7	13.0	11.8	15.0	14.4	14.8
Australie	33.8	36.9	15.6	17.2	49.0	52.4	24.7	27.6
Autriche	22.8	36.6	4.2	5.7	3.7	15.5	6.0	10.8
Belgique	3.1	3.6	5.3	4.9	8.5	9.4	5.7	5.6
Canada	..	..	7.6	11.3	39.0	46.6	20.1	26.2
Corée	..	53.7	19.2	22.4	76.7	76.9	40.8	41.2
Danemark	14.4	18.6	2.2	2.1	2.4	3.6	4.0	8.1
Espagne	18.5	14.3	7.0	6.3	25.6	21.8	12.6	11.1
États-Unis	25.1	22.4	8.4	8.5	68.9	66.0	32.7	32.0
Finlande	12.1	9.2	0.7	1.0	2.8	4.5	2.0	2.5
France	4.6	4.5	7.4	7.5	15.6	16.3	8.8	9.1
Grèce	..	..	8.3	..	0.3	..	6.2	..
Hongrie	12.1	6.2	7.3	5.3	23.3	22.1	11.7	9.5
Irlande	5.8	..	4.0	3.1	20.8	14.9	9.5	6.0
Islande	35.5	30.4	3.6	3.9	8.2	9.8	10.0	10.2
Italie	..	6.5	2.2	2.8	22.5	27.0	5.7	7.7
Japon	47.7	56.6	10.2	10.1	61.5	67.8	29.0	33.3
Mexique	9.7	16.8	13.9	17.3	20.6	32.1	14.7	19.8
Norvège	..	9.5	1.0	..	3.7	3.0	5.0	..
Nouvelle-Zélande	..	37.6	..	13.4	..	37.0	..	20.1
Pays-Bas	1.6	1.4	14.3	13.1	23.5	26.6	15.9	15.7
Pologne	12.9	14.7	4.6	1.4	33.4	29.6	11.0	9.5
Portugal	..	..	0.1	0.1	7.5	33.3	1.4	8.0
République slovaque	..	20.8	2.4	13.2	8.8	17.9	3.6	14.8
République tchèque	12.3	9.3	8.3	9.2	14.6	17.9	10.1	11.6
Royaume-Uni	4.1	7.3	11.3	23.2	32.3	35.2	14.8	24.7
Suède	10.7	0.0	0.1	0.1	8.7	10.9	3.0	2.7
Suisse	..	..	10.8	13.4	..	..	7.9	..
Turquie	..	..	..	..	4.6	..	1.4	..
Moyenne OCDE	16.4	20.2	7.2	8.8	22.2	27.4	11.9	15.3
Chili	..	29.1	31.6	27.2	80.5	83.9	44.8	44.4
Estonie	..	1.2	..	1.5	..	26.9	..	7.0
Israël	33.1	22.4	5.9	7.8	43.5	49.9	20.0	23.2
Slovénie	..	18.3	..	9.2	..	23.1	..	13.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826213234488>

Part des dépenses privées des établissements d'enseignement de l'éducation tertiaire

Pourcentage

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821575222084>





FINANCES PUBLIQUES

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS

DÉPENSES, REVENUS ET DÉFICITS PUBLICS

DETTE PUBLIQUE

DÉPENSES PUBLIQUES

DÉPENSES SOCIALES

DÉPENSES DE SANTÉ

DÉPENSES DE RETRAITE PUBLIQUES ET PRIVÉES

AUTRES DÉPENSES PUBLIQUES

DÉPENSES D'ÉDUCATION

DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

SOUTIENS À L'AGRICULTURE ET AIDE ÉTRANGÈRE

SOUTIEN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À L'AGRICULTURE

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

FISCALITÉ

RECETTES FISCALES TOTALES

IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

DÉPENSES, REVENUS ET DÉFICITS PUBLICS

Les déficits ou les excédents des administrations publiques sont sensibles au cycle économique ainsi qu'aux politiques fiscales et de dépenses publiques. Ces déficits ou excédents affectent l'activité économique, les pressions inflationnistes et les déséquilibres externes.

Définition

Le besoin/la capacité de financement des administrations publiques est le solde des comptes non financiers pour ce secteur (selon le *Système de comptabilité nationale de 1993*). Il correspond aussi à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses des administrations publiques, y compris les dépenses en capital. Les administrations publiques se composent principalement de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés et des administrations locales, ainsi que des administrations de sécurité sociale. Les principales recettes des administrations publiques sont les rentrées d'impôts, les cotisations sociales, les dividendes et les autres revenus de la propriété. Leurs principaux postes de dépenses résident dans la rémunération des fonctionnaires, les prestations sociales, les intérêts payés au titre de la dette publique, les subventions et la formation brute de capital fixe. Un chiffre négatif représente un déficit.

En bref

À l'approche de la création de l'Union économique et monétaire, les pays de l'UE qui devaient adopter l'euro ont mené des politiques budgétaires visant à alléger les déficits publics. Des politiques de réduction du déficit ont aussi été mises en œuvre, avec succès, dans plusieurs autres pays, notamment en Nouvelle-Zélande depuis 1994, et en Australie, au Danemark, en Finlande et en Suède depuis 1998. La Corée est le seul pays qui ait enregistré des soldes budgétaires positifs tout au long de la période considérée, même si la Norvège a dégagé un excédent la plupart des années depuis 1990.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, les déficits en pourcentage du PIB ont atteint un point culminant en 1993, mais ils ont ensuite diminué régulièrement au cours des six années suivantes (exception faite de la forte augmentation ponctuelle observée au Japon en 1998) et se sont transformés en excédent (capacité de financement) au sommet du cycle économique en 2000. Les soldes budgétaires n'ont ensuite cessé de se dégrader, si bien que le ratio déficit/PIB atteignait un niveau élevé en 2003 dans la plupart des pays membres, et plus particulièrement en Allemagne, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et au Japon. Entre 2004 et 2006, le déficit exprimé en pourcentage du PIB a diminué dans la plupart des pays, à l'exception de la Hongrie, de l'Italie, du Portugal et de la République slovaque. En 2007, la majorité des pays ont amélioré leur situation budgétaire. Néanmoins, en Belgique, aux États-Unis, en France, en Grèce, au Japon et au Royaume-Uni, les déficits se sont creusés.

Le niveau fiscal s'est dégradé en 2008 dans tous les pays signalés ici, à l'exception de la Norvège et de la Suisse. Le déficit public s'est élevé à 13.6 % du PIB en Islande et 7.8 % en Grèce, tandis qu'en Irlande le léger excédent de 2007 a fait place à un déficit de 7.2 % du PIB en 2008. Le déficit public a aussi augmenté aux États-Unis et au Royaume-Uni, où il a respectivement atteint 6.5 % et 5.3 % du PIB.

Les données présentées ici ont été établies dans l'optique des comptes nationaux, de sorte que ces chiffres peuvent différer de ceux notifiés à la Commission européenne dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE) pour certains pays de l'UE et pour certaines années.

Comparabilité

Les données figurant dans le tableau sont fondées sur le *Système de comptabilité nationale de 1993* ou sur le *Système européen des comptes nationaux et régionaux de 1995*, de sorte que tous les pays utilisent un ensemble commun de définitions. Dans plusieurs pays de l'OCDE, les comptes de 2000, 2001 ou 2002 ont été affectés par la vente de licences de téléphonie mobile, qui a été enregistrée dans les comptes nationaux comme une dépense négative (la vente d'un actif) et a donc réduit d'autant le déficit. Pour assurer la cohérence de ces statistiques avec les chiffres officiels des comptes nationaux, des opérations ponctuelles de grande ampleur précédemment exclues ont été réintégrées dans les données (pour l'Allemagne et les Pays-Bas en 1995, et pour le Japon en 1998). Se référer aux Sources et méthodes des Perspectives de l'OCDE (www.oecd.org/eco/sources-and-methods) pour plus de détails.

Les données relatives au Brésil sont calculées comme le total des créances sur les administrations publiques, à partir des statistiques sur la situation monétaire. Les données pour l'Afrique du Sud font référence aux années fiscales, du 1^{er} avril au 31 mars; les données proviennent de la Trésor national et sont différentes de celles que présente Statistics South Africa et la Banque centrale sud-africaine.

Source

- OCDE (2009), *Perspectives économiques de l'OCDE* : Nov. n° 86 – Volume 2009-2, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD Glossary of Statistical Terms*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Statistiques des Comptes nationaux annuels de l'OCDE.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE.

Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Besoin ou capacité de financement des administrations publiques

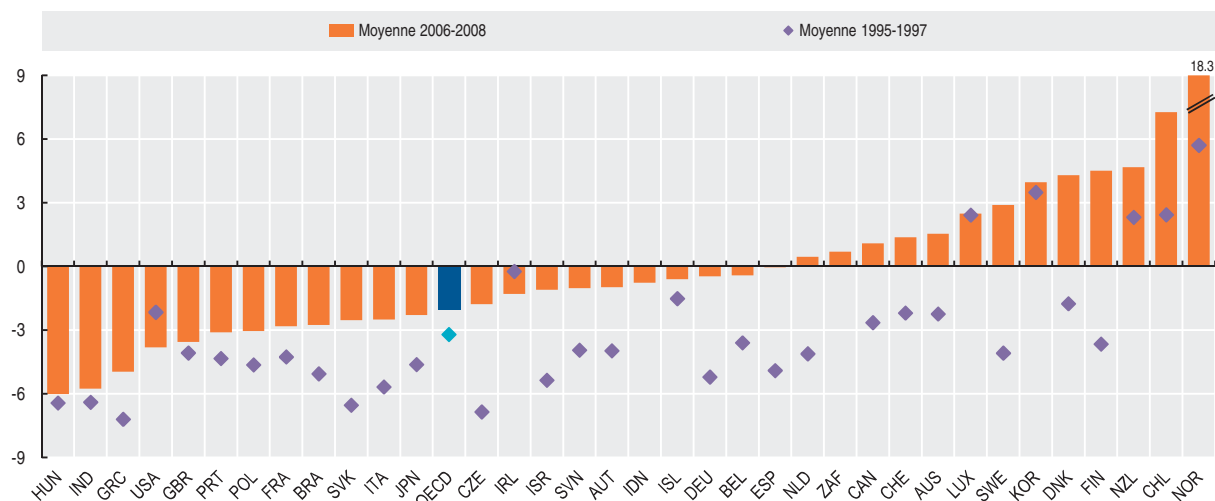
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	-9.7	-3.3	-2.6	-2.2	-1.5	1.3	-2.8	-3.6	-4.0	-3.8	-3.3	-1.6	0.2	-
Australie	-3.7	-2.4	-0.7	1.6	2.0	0.9	-0.1	1.3	1.8	1.2	1.7	1.9	1.8	1.0
Autriche	-5.9	-4.1	-2.0	-2.5	-2.4	-1.9	-0.2	-0.9	-1.6	-4.5	-1.7	-1.7	-0.7	-0.5
Belgique	-4.5	-4.0	-2.3	-1.0	-0.7	-0.1	0.4	-0.2	-0.2	-0.4	-2.8	0.2	-0.2	-1.2
Canada	-5.3	-2.8	0.2	0.1	1.6	2.9	0.7	-0.1	-0.1	0.9	1.5	1.6	1.6	0.1
Corée	3.8	3.4	3.3	1.6	2.7	5.4	4.3	5.1	0.5	2.7	3.4	3.9	4.7	3.3
Danemark	-2.9	-1.9	-0.5	-	1.4	2.3	1.2	0.2	-0.1	1.9	5.0	5.0	4.5	3.4
Espagne	-6.5	-4.9	-3.4	-3.2	-1.4	-1.0	-0.7	-0.5	-0.2	-0.4	1.0	2.0	1.9	-4.1
États-Unis	-3.3	-2.3	-0.9	0.3	0.7	1.5	-0.6	-4.0	-5.0	-4.4	-3.3	-2.2	-2.8	-6.5
Finlande	-6.2	-3.5	-1.3	1.6	1.6	6.9	5.0	4.1	2.4	2.2	2.6	3.9	5.2	4.4
France	-5.5	-4.0	-3.3	-2.6	-1.8	-1.5	-1.6	-3.2	-4.1	-3.6	-3.0	-2.3	-2.7	-3.4
Grèce	-9.1	-6.6	-5.9	-3.8	-3.1	-3.7	-4.4	-4.8	-5.7	-7.4	-5.3	-3.2	-4.0	-7.8
Hongrie	-8.7	-4.6	-6.1	-7.9	-5.4	-3.0	-4.1	-8.9	-7.2	-6.4	-7.9	-9.4	-5.0	-3.7
Irlande	-2.0	-0.1	1.4	2.3	2.6	4.8	0.9	-0.3	0.4	1.4	1.7	3.0	0.2	-7.2
Islande	-3.0	-1.6	-	-0.4	1.1	1.7	-0.7	-2.6	-2.8	-	4.9	6.3	5.4	-13.6
Italie	-7.4	-7.0	-2.7	-3.1	-1.8	-0.9	-3.1	-3.0	-3.5	-3.6	-4.4	-3.3	-1.5	-2.7
Japon	-4.7	-5.1	-4.0	-11.2	-7.4	-7.6	-6.3	-8.0	-7.9	-6.2	-6.7	-1.6	-2.5	-2.7
Luxembourg	2.4	1.2	3.7	3.4	3.4	6.0	6.1	2.1	0.5	-1.1	-	1.3	3.7	2.5
Norvège	3.2	6.3	7.6	3.3	6.0	15.4	13.3	9.2	7.3	11.1	15.1	18.5	17.7	18.8
Nouvelle-Zélande	2.8	2.8	1.4	0.4	-	1.9	1.8	3.8	4.0	4.1	5.2	5.9	5.0	3.1
Pays-Bas	-9.2	-1.9	-1.2	-0.9	0.4	2.0	-0.3	-2.1	-3.2	-1.8	-0.3	0.5	0.2	0.7
Pologne	-4.4	-4.9	-4.6	-4.3	-2.3	-3.0	-5.1	-5.0	-6.3	-5.7	-4.1	-3.6	-1.9	-3.7
Portugal	-5.0	-4.5	-3.5	-3.4	-2.8	-3.0	-4.3	-2.9	-3.0	-3.4	-6.1	-3.9	-2.7	-2.8
République slovaque	-3.4	-9.9	-6.3	-5.3	-7.4	-12.3	-6.5	-8.2	-2.8	-2.4	-2.8	-3.5	-1.9	-2.3
République tchèque	-13.4	-3.3	-3.8	-5.0	-3.7	-3.7	-5.6	-6.8	-6.6	-2.9	-3.6	-2.6	-0.7	-2.0
Royaume-Uni	-5.8	-4.2	-2.2	-0.1	0.9	3.7	0.6	-2.0	-3.7	-3.6	-3.3	-2.7	-2.7	-5.3
Suède	-7.3	-3.3	-1.6	1.2	1.2	3.7	1.7	-1.4	-1.2	0.6	2.0	2.4	3.8	2.5
Suisse	-2.0	-1.8	-2.8	-1.9	-0.5	0.1	-0.1	-1.2	-1.7	-1.8	-0.7	0.8	1.6	1.6
Total OCDE	-4.8	-3.1	-1.7	-1.9	-0.8	0.2	-1.3	-3.3	-4.1	-3.4	-2.7	-1.3	-1.3	-3.5
Brésil	-5.3	-4.8	-5.1	-6.5	-5.3	-3.4	-3.3	-4.4	-5.1	-2.8	-3.4	-3.5	-2.8	-2.0
Chili	3.1	2.2	2.0	0.4	-2.1	-0.7	-0.5	-1.2	-0.5	2.1	4.6	7.7	8.8	5.3
Inde	-6.7	-6.3	-6.3	-9.5	-9.5	-8.9	-10.3	-9.3	-9.4	-7.5	-7.1	-5.6	-4.4	-7.3
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-1.0	-1.2	-0.1
Israël	-4.9	-6.4	-4.8	-4.7	-3.6	-1.5	-4.0	-5.3	-6.2	-4.1	-2.2	-0.7	-0.2	-2.4
Slovénie	-8.4	-1.1	-2.4	-2.4	-3.0	-3.7	-4.0	-2.5	-2.7	-2.2	-1.4	-1.3	-	-1.8
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.3	1.4	1.8	-1.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826240080468>

Besoin ou capacité de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821602618102>

Revenus des administrations publiques

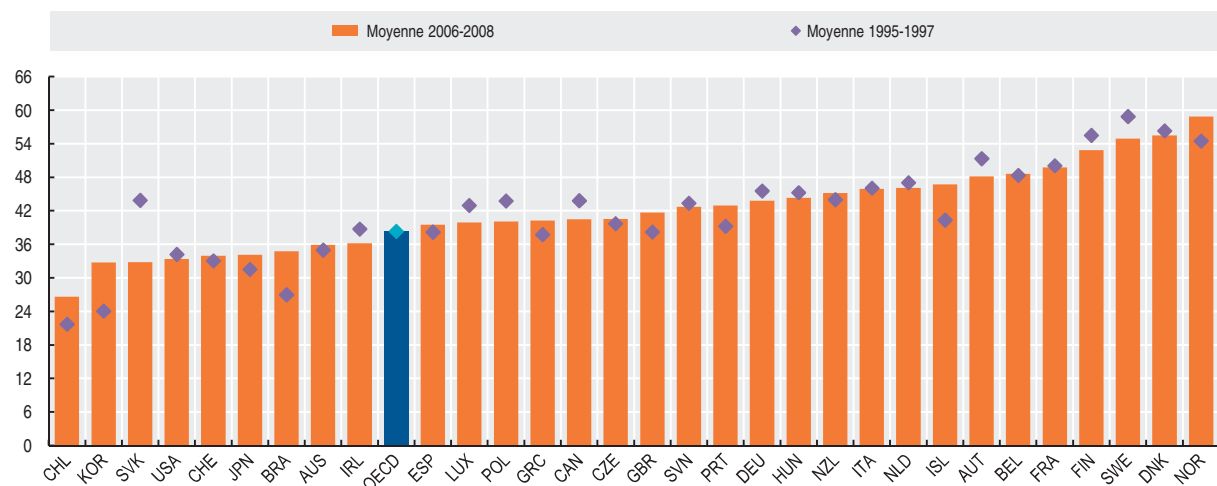
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	45.1	46.0	45.7	45.9	46.7	46.4	44.7	44.4	44.4	43.5	43.6	43.7	43.8	43.8
Australie	34.5	34.9	35.6	36.8	36.9	36.1	35.8	36.7	36.4	36.3	36.5	36.4	36.0	35.3
Autriche	50.4	51.9	51.7	51.5	51.3	50.3	51.4	50.1	50.0	49.6	48.4	47.9	48.2	48.4
Belgique	47.6	48.5	49.0	49.4	49.5	49.1	49.5	49.7	50.9	49.1	49.3	48.7	48.2	48.9
Canada	43.2	43.8	44.5	44.9	44.3	44.1	42.6	41.1	41.1	40.7	40.8	41.0	40.7	39.8
Corée	23.6	24.0	24.5	25.2	25.4	27.9	28.3	28.7	29.4	28.8	30.0	31.7	33.3	33.3
Danemark	56.2	56.7	55.9	56.0	56.5	55.5	55.0	54.5	54.6	56.1	57.5	56.3	55.1	55.0
Espagne	38.0	38.4	38.2	37.8	38.4	38.1	38.0	38.4	38.2	38.5	39.4	40.4	41.1	37.0
États-Unis	33.8	34.3	34.6	34.9	34.9	35.4	34.4	31.9	31.3	31.6	33.0	33.8	34.0	32.3
Finlande	55.2	56.3	55.0	54.2	53.2	55.2	52.9	53.1	52.6	52.4	52.9	52.5	52.6	53.4
France	48.9	50.4	50.8	50.1	50.8	50.1	50.0	49.4	49.1	49.6	50.5	50.3	49.6	49.3
Grèce	36.7	37.4	39.1	40.6	41.3	43.0	40.9	40.3	39.0	38.0	38.5	39.7	40.4	40.6
Hongrie	46.6	45.8	43.4	42.6	43.3	43.9	43.1	42.2	42.2	42.2	42.2	42.6	44.8	45.5
Irlande	39.1	39.0	38.1	36.8	36.7	36.1	34.2	33.2	33.6	34.9	35.4	37.2	36.5	34.9
Islande	39.8	40.6	40.7	40.9	43.2	43.6	41.9	41.7	42.8	44.1	47.1	48.0	47.9	44.3
Italie	45.1	45.5	47.6	46.2	46.5	45.3	44.9	44.4	44.7	44.2	43.8	45.3	46.4	46.0
Japon	31.2	31.6	31.7	31.3	31.2	31.4	32.2	30.8	30.5	30.9	31.7	34.5	33.5	34.4
Luxembourg	42.1	42.3	44.3	44.4	42.6	43.6	44.2	43.6	42.2	41.5	41.5	39.7	39.9	40.2
Norvège	54.2	54.8	54.5	52.5	53.7	57.7	57.5	56.3	55.5	56.7	57.3	59.1	58.7	58.8
Nouvelle-Zélande	45.0	43.9	43.2	41.9	41.2	41.1	40.4	41.4	42.5	42.1	44.2	46.1	45.2	44.2
Pays-Bas	47.2	47.5	46.3	45.8	46.4	46.1	45.1	44.1	43.9	44.3	44.5	46.1	45.7	46.6
Pologne	43.3	46.1	41.8	40.1	40.4	38.1	38.6	39.2	38.4	36.9	39.4	40.2	40.3	39.6
Portugal	38.4	39.7	39.7	39.4	40.5	40.2	40.1	41.4	42.5	43.1	41.6	42.3	43.2	43.2
République slovaque	45.2	43.8	42.6	40.5	40.7	39.9	38.0	36.8	37.4	35.3	35.2	33.4	32.5	32.4
République tchèque	40.5	39.1	39.4	38.1	38.5	37.9	38.5	39.4	40.5	41.9	41.1	40.5	41.1	40.0
Royaume-Uni	38.2	38.0	38.4	39.4	39.8	40.3	40.6	39.0	38.7	39.6	40.8	41.4	41.4	42.2
Suède	58.0	59.6	59.0	59.7	61.4	60.7	62.9	54.3	54.8	55.0	56.0	55.3	55.1	54.3
Suisse	33.0	33.5	32.7	33.8	33.8	35.2	34.7	35.0	34.6	34.2	34.6	34.3	33.9	33.6
Total OCDE	37.9	38.5	38.6	38.7	38.8	39.0	38.4	37.0	36.8	36.8	37.7	38.6	38.6	37.9
Brésil	27.3	26.7	26.9	27.8	29.1	30.4	31.3	31.9	31.4	32.2	33.4	33.5	34.8	35.9
Chili	21.7	21.8	21.6	21.1	20.4	21.6	21.7	21.1	20.7	22.0	23.8	25.9	27.5	26.5
Slovénie	44.3	43.3	42.5	43.3	43.4	43.0	43.6	43.9	43.7	43.6	43.8	43.2	42.4	42.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/826245431564>

Revenus des administrations publiques

En pourcentage du PIB



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/821625868348>



Dépenses des administrations publiques

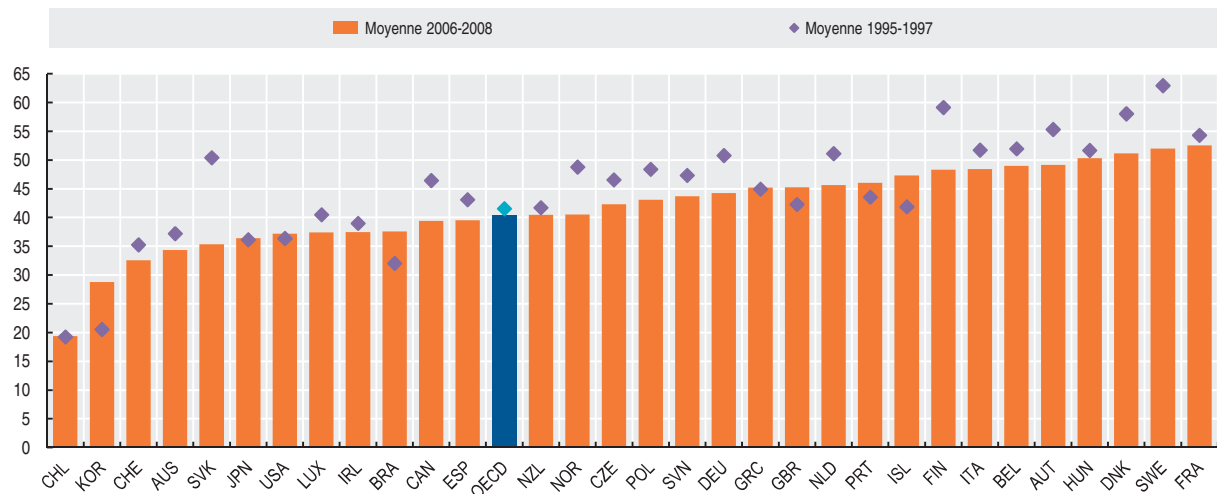
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	54.8	49.3	48.3	48.1	48.2	45.1	47.5	48.0	48.4	47.3	46.9	45.3	43.6	43.8
Australie	38.2	37.2	36.3	35.2	34.8	35.2	35.9	35.4	34.6	35.1	34.8	34.5	34.2	34.3
Autriche	56.2	56.1	53.7	54.0	53.7	52.2	51.6	51.0	51.5	54.1	50.1	49.7	48.8	48.9
Belgique	52.1	52.6	51.2	50.4	50.2	49.2	49.2	49.8	51.1	49.5	52.2	48.5	48.4	50.1
Canada	48.5	46.6	44.3	44.8	42.7	41.1	42.0	41.2	41.2	39.9	39.3	39.4	39.1	39.7
Corée	19.8	20.6	21.3	23.5	22.7	22.4	23.9	23.6	28.9	26.1	26.6	27.7	28.7	30.0
Danemark	59.1	58.7	56.4	56.0	55.1	53.3	53.9	54.2	54.7	54.3	52.5	51.3	50.7	51.5
Espagne	44.4	43.2	41.6	41.1	39.9	39.1	38.6	38.9	38.4	38.9	38.4	38.4	39.2	41.1
États-Unis	37.1	36.6	35.4	34.6	34.2	33.9	35.0	35.9	36.3	36.0	36.2	36.0	36.8	38.8
Finlande	61.4	59.8	56.3	52.6	51.6	48.3	47.9	49.0	50.1	50.2	50.3	48.6	47.4	49.0
France	54.4	54.5	54.1	52.7	52.6	51.6	51.6	52.6	53.2	53.3	53.4	52.7	52.3	52.7
Grèce	45.7	44.1	45.0	44.4	44.4	46.7	45.3	45.1	44.7	45.4	43.8	42.9	44.4	48.3
Hongrie	55.3	50.4	49.4	50.5	48.7	46.9	47.2	51.1	49.4	48.6	50.1	52.0	49.8	49.2
Irlande	41.1	39.1	36.7	34.5	34.1	31.3	33.2	33.5	33.2	33.5	33.7	34.2	36.2	42.0
Islande	42.7	42.2	40.7	41.3	42.0	41.9	42.6	44.3	45.6	44.1	42.2	41.7	42.5	57.8
Italie	52.5	52.5	50.2	49.3	48.2	46.1	48.0	47.4	48.3	47.8	48.1	48.7	47.9	48.7
Japon	36.0	36.7	35.7	42.5	38.6	39.0	38.6	38.8	38.4	37.0	38.4	36.2	36.0	37.1
Luxembourg	39.7	41.1	40.7	41.0	39.2	37.6	38.1	41.5	41.8	42.5	41.5	38.3	36.2	37.7
Norvège	50.9	48.5	46.9	49.2	47.7	42.3	44.2	47.1	48.3	45.6	42.3	40.6	41.0	40.0
Nouvelle-Zélande	42.2	41.1	41.7	41.5	41.2	39.2	38.6	37.6	38.5	38.0	39.1	40.1	40.2	41.1
Pays-Bas	56.4	49.4	47.5	46.7	46.0	44.2	45.4	46.2	47.1	46.1	44.8	45.5	45.5	45.9
Pologne	47.7	51.0	46.4	44.3	42.7	41.1	43.8	44.2	44.6	42.6	43.4	43.9	42.2	43.3
Portugal	43.4	44.1	43.2	42.8	43.2	43.1	44.4	44.3	45.5	46.5	47.6	46.3	45.8	46.0
République slovaque	48.6	53.7	49.0	45.8	48.1	52.2	44.5	45.0	40.1	37.6	38.0	36.9	34.4	34.7
République tchèque	54.0	42.4	43.2	43.1	42.3	41.6	44.1	46.2	47.1	44.8	44.7	43.1	41.7	42.1
Royaume-Uni	44.1	42.2	40.6	39.5	38.8	36.6	39.9	40.9	42.4	43.1	44.1	44.1	44.1	47.5
Suède	65.3	62.9	60.7	58.5	60.2	57.0	61.2	55.8	56.0	54.4	54.0	52.9	51.3	51.8
Suisse	35.0	35.3	35.5	35.8	34.3	35.1	34.8	36.2	36.4	35.9	35.3	33.5	32.2	32.0
Total OCDE	42.7	41.6	40.4	40.6	39.7	38.7	39.8	40.3	40.8	40.2	40.5	39.9	39.9	41.4
Brésil	32.6	31.5	32.0	34.3	34.4	34.4	35.0	35.7	36.7	35.3	37.0	37.3	37.5	37.9
Chili	18.6	19.6	19.6	20.7	22.5	22.3	22.2	22.3	21.2	19.9	19.3	18.2	18.7	21.2
Slovénie	52.6	44.5	44.8	45.7	46.5	46.7	47.6	46.3	46.4	45.8	45.2	44.5	42.4	44.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826282384058>

Dépenses des administrations publiques

En pourcentage du PIB

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821627002788>

DETTE PUBLIQUE

L'accumulation de la dette publique est un facteur clé de la viabilité des finances publiques. L'évolution de la dette publique au cours du temps reflète les effets des déficits publics ainsi que des transactions financières qui ne sont pas incluses dans les comptes de crédits publics.

Définition

La dette publique peut être mesurée comme les engagements financiers bruts ou les engagements financiers nets, ces derniers étant égaux aux engagements financiers bruts diminués des actifs financiers. Les données présentées ici sont les engagements financiers bruts exprimés en pourcentage du PIB. Pour la plupart des pays, les engagements financiers bruts désignent les dettes (à court et à long terme) de toutes les institutions entrant dans le secteur des administrations publiques, telles qu'elles sont définies dans le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993 ou dans le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC) de 1995.

Cette définition diffère de la définition de la dette appliquée dans le cadre du traité de Maastricht. En premier lieu, la dette brute au sens du traité de Maastricht n'inclut pas les crédits commerciaux et avances, ni les actions et les réserves techniques d'assurance. En second lieu, les obligations d'État sont évaluées à leur valeur nominale selon la définition de Maastricht, mais à la valeur du marché (ou à leur prix d'émission augmenté des intérêts courus selon les règles du SCN). Les États-Unis et le Canada évaluent également les obligations d'État à leur valeur nominale.

Les administrations publiques se composent principalement de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés et des administrations locales, ainsi que des administrations de sécurité sociale. En principe, les dettes au sein des différents niveaux d'administration et entre ces niveaux sont consolidées. En d'autres termes un prêt d'un niveau d'administration à un autre représente un actif pour le premier niveau et un passif d'un montant équivalent pour le second niveau de sorte qu'ils s'annulent (par « consolidation ») pour le secteur des administrations publiques. Se référer aux Sources et méthodes des Perspectives de l'OCDE (www.oecd.org/eco/sources-and-methods) pour plus de détails.

Comparabilité

La comparabilité des données peut être compromise de deux manières. Premièrement, des différences nationales concernant l'application des définitions du SCN/SEC peuvent affecter la comparabilité des statistiques de la dette publique entre pays. Deuxièmement, des modifications concernant l'application des définitions du SCN/SEC peuvent altérer la comparabilité des données relatives à un même pays dans le temps.

Dans le cas du Brésil, les statistiques de la dette n'incluent pas les titres d'État détenus par la banque centrale mais intègrent ses opérations de pension.

En bref

En 2008, les engagements financiers bruts des administrations publiques étaient au plus haut au Japon, avec un taux de 172.1 %; l'Italie et la Grèce affichaient eux aussi des ratios supérieurs à 100 %. Seuls l'Australie, la Corée, le Luxembourg et la Nouvelle-Zélande pouvaient se vanter d'un ratio inférieur à 30 % en 2008.

Entre 1990 et 1996, les engagements financiers bruts des administrations publiques ont augmenté dans la plupart des pays. Entre 1997 et 2007, ils ont diminué dans plusieurs pays (à l'exception de la Corée, de l'Allemagne, de la France, de la Grèce, du Japon et du Portugal). En 2008, ils ont augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE suite à la crise financière. Les hausses les plus sensibles ont eu lieu en Islande (de 53.6 % du PIB en 2007 à 96.3 % du PIB en 2008) et en Irlande (de 28.3 % du PIB en 2007 à 48.5 % du PIB en 2008).

Source

- OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'OCDE* : Nov. n° 84 – Volume 2008-2, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *La gestion de la dette publique et les marchés des valeurs d'État au XXI^e siècle*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Credit Risk and Credit Access in Asia*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2008), *Dettes de l'administration centrale*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD Glossary of Statistical Terms*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Statistiques des Comptes nationaux annuels de l'OCDE.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE.

Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, www.oecd.org/eco/sources-and-methods.



Engagements financiers bruts des administrations publiques

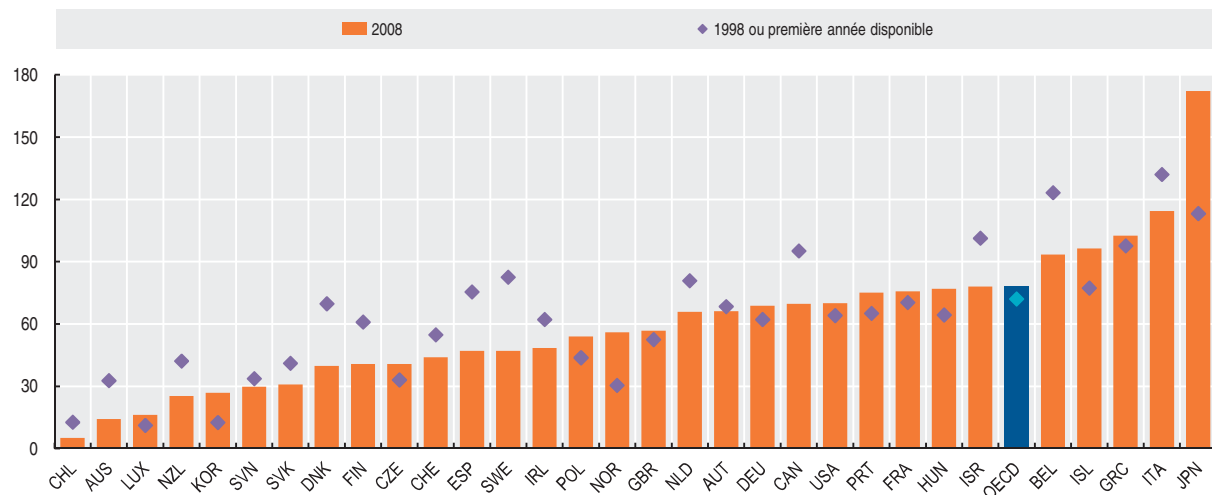
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	55.7	58.8	60.3	62.2	61.5	60.4	59.7	62.1	65.3	68.7	71.1	69.2	65.3	68.8
Australie	42.5	39.6	37.9	32.7	28.4	25.4	22.5	20.5	19.0	17.2	16.9	16.2	15.3	14.3
Autriche	69.5	70.3	66.7	68.5	71.2	71.1	72.1	73.2	71.3	70.8	70.8	66.4	62.2	66.2
Belgique	135.4	133.4	128.0	123.2	119.6	113.8	112.0	108.4	103.4	98.5	95.9	91.6	88.1	93.5
Canada	101.6	101.7	96.3	95.2	91.4	82.1	82.7	80.6	76.6	72.6	71.6	69.5	65.0	69.7
Corée	5.2	5.6	7.2	12.6	15.0	15.7	16.6	15.8	17.4	21.3	23.1	26.1	25.7	26.8
Danemark	79.3	76.6	72.1	69.7	64.1	57.1	55.0	55.4	53.6	50.1	42.4	38.3	31.6	39.8
Espagne	69.3	76.0	75.0	75.3	69.4	66.5	61.9	60.3	55.3	53.4	50.6	46.2	42.1	47.0
États-Unis	70.6	69.8	67.3	64.1	60.4	54.4	54.4	56.7	60.1	61.1	61.3	60.8	61.8	70.0
Finlande	65.2	66.0	64.6	60.9	54.7	52.3	49.9	49.5	51.4	51.5	48.5	45.2	41.5	40.7
France	62.7	66.3	68.8	70.3	66.8	65.6	64.3	67.3	71.4	73.9	75.7	70.9	69.9	75.7
Grèce	101.1	103.1	100.0	97.7	101.1	114.9	117.7	117.2	112.0	114.2	114.5	107.9	103.9	102.6
Hongrie	88.6	75.8	66.4	64.4	66.5	60.9	59.7	60.7	61.7	65.0	68.8	72.1	72.2	77.0
Irlande	..	..	..	62.2	51.3	40.2	37.4	35.2	34.1	32.7	32.7	28.8	28.3	48.5
Islande	..	..	..	77.3	73.6	72.9	75.0	72.0	71.0	64.5	52.6	57.5	53.6	96.3
Italie	122.5	128.9	130.3	132.0	125.8	121.0	120.2	119.4	116.8	117.3	119.9	117.1	112.5	114.4
Japon	86.2	93.8	100.5	113.2	127.0	135.4	143.7	152.3	158.0	165.5	175.3	172.1	167.1	172.1
Luxembourg	9.5	10.1	10.2	11.2	10.0	9.2	8.2	8.4	7.9	8.6	7.6	11.3	10.9	16.3
Norvège	40.9	36.6	32.1	30.3	31.0	34.2	33.0	40.6	50.2	52.7	49.1	60.5	58.4	56.0
Nouvelle-Zélande	51.3	44.9	42.3	42.2	39.6	37.4	35.4	33.5	31.4	28.6	27.4	27.0	26.2	25.3
Pays-Bas	89.6	88.1	82.2	80.8	71.6	63.9	59.4	60.3	61.9	62.2	61.1	54.9	52.1	65.8
Pologne	51.6	51.4	48.3	43.8	46.6	45.4	43.8	55.0	55.3	54.6	54.7	55.1	51.7	54.0
Portugal	68.8	68.4	67.4	65.2	62.1	62.0	63.3	66.5	68.0	70.6	74.0	73.1	71.1	75.2
République slovaque	38.2	37.7	39.0	41.1	53.5	57.5	57.0	50.1	48.2	46.9	38.4	33.8	32.2	30.8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	33.1	34.9	34.8	34.9	34.6	38.0	40.7
Royaume-Uni	51.6	51.2	52.0	52.5	47.4	45.1	40.4	40.8	41.2	43.5	46.1	45.9	46.9	56.8
Suède	81.0	84.4	83.2	82.5	73.7	64.7	63.3	60.8	60.0	60.1	60.7	53.6	47.9	47.1
Suisse	47.7	50.1	52.1	54.9	51.9	52.5	51.3	57.2	57.0	57.9	56.4	50.3	47.2	44.0
Total OCDE	69.6	71.5	71.6	72.0	71.2	68.3	68.5	70.5	72.6	74.3	75.9	74.6	73.1	78.4
Chili	17.8	15.1	13.2	12.7	13.9	13.8	15.1	15.7	13.0	10.7	7.3	5.3	4.1	5.2
Israël	102.4	100.6	99.9	101.3	95.3	85.1	89.9	97.6	99.9	98.2	94.2	85.7	79.4	78.0
Slovénie	..	..	..	..	..	..	33.7	34.8	34.2	35.0	33.9	33.8	30.0	29.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826288620551>

Engagements financiers bruts des administrations publiques

En pourcentage du PIB

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821711743838>

DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales exprimées en pourcentage du PIB sont un indicateur de la mesure dans laquelle les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes défavorisés ou vulnérables.

Définition

Les dépenses sociales comprennent les prestations en espèces, les biens et services fournis directement (prestations « en nature »), et les allègements fiscaux accordés à des fins sociales. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes. Pour être considérés comme « sociaux », les programmes doivent se caractériser soit par une redistribution des ressources entre les ménages, soit par une participation obligatoire. Les

prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Toutes les prestations sociales non fournies par les administrations publiques sont considérées comme « privées ». Les transferts privés entre ménages ne sont pas considérés comme « sociaux » et ne sont pas inclus ici.

Comparabilité

Les dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB constituent l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé aux fins de comparaisons internationales. Il soulève des problèmes de mesure, notamment en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui peuvent être sous-estimées dans certains pays. Les données concernant les prestations sociales similaires fournies par des organisations caritatives privées sont souvent de moindre qualité que celles concernant les dépenses publiques.

Aucune donnée concernant les dépenses privées n'est actuellement collectée pour les pays classés à part sur le côté gauche du graphique.

En bref

En 2005, les dépenses sociales publiques représentaient en moyenne 21 % du PIB. En Suède et en France, le poids relatif de ces dépenses était d'environ 29 % du PIB, contre 7 % au Mexique et en Corée.

Les dépenses sociales publiques brutes sont passées d'environ 16 % en 1980 à 18 % en 1990 et 21 % du PIB en 2005. En moyenne, les ratios dépenses sociales publiques/PIB ont enregistré les hausses les plus marquées au début des années 80, au début des années 90, puis de nouveau au début de ce millénaire. Entre ces moments charnières au début de chaque décennie, les ratios dépenses/PIB n'ont guère varié; au cours des années 80, le ratio moyen dépenses sociales publiques/PIB de la zone OCDE a fluctué juste en deçà de 20 %, tandis que pendant les années 90, il a eu tendance à diminuer après le repli de l'activité économique du début des années 90, tout en se maintenant aux alentours de 20 % du PIB.

Les trois principales catégories de transferts sociaux sont les pensions de retraite et de réversion (7 % du PIB en moyenne), les dépenses de santé (6 %) et les transferts de revenus à la population en âge de travailler (4 %). Les dépenses publiques au titre des autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où la contribution des pouvoirs publics à la fourniture des services destinés aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus importante.

Selon les pays, les systèmes de protection sociale recourent à des financements privés dans des mesures très différentes. En 2005, les dépenses sociales privées brutes étaient les plus importantes (un peu plus de 10 % du PIB) aux États-Unis, tandis qu'elles étaient au plus bas (moins d'1 % du PIB) en République tchèque, en Hongrie, au Luxembourg, au Mexique, en Pologne, en Nouvelle-Zélande, en Espagne et en Turquie. Dans certains pays de l'OCDE, le rôle des bénéficiaires sociaux privés a augmenté ces dernières années, surtout au Canada, aux Pays-Bas et aux États-Unis. La diminution de la générosité des bénéficiaires sociaux publics liés à l'emploi (aide au revenu liée à la maladie et au handicap) depuis les années 80 a encouragé l'augmentation des bénéficiaires privés pour compléter les programmes publics. Au Danemark, aux Pays-Bas et en Suède, les gouvernements ont légiféré sur une responsabilité accrue des employeurs, qui ont dû fournir des bénéficiaires maladie pendant la première moitié des années 90.

Source

- Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (voir www.oecd.org/els/social/expenditure).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Adema, W. et M. Ladaique (2009), *How Expensive is the Welfare State? Gross and Net Indicators in the OECD Social Expenditure Database (SOCX)*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 92, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-07), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille* (voir www.oecd.org/els/social/expenditure), OCDE, Paris (voir www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees).
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris (voir www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG).
- OCDE (2009), *Assurer le bien-être des enfants*, OCDE, Paris (voir www.oecd.org/els/social/bienetreenfants).
- OCDE (2009), *Maladie, invalidité et travail*, OCDE, Paris (voir www.oecd.org/els/invalidite).

Sites Internet

- OCDE, Statistiques sur la protection sociale, www.oecd.org/statistics/social.



Dépenses sociales publiques et privées

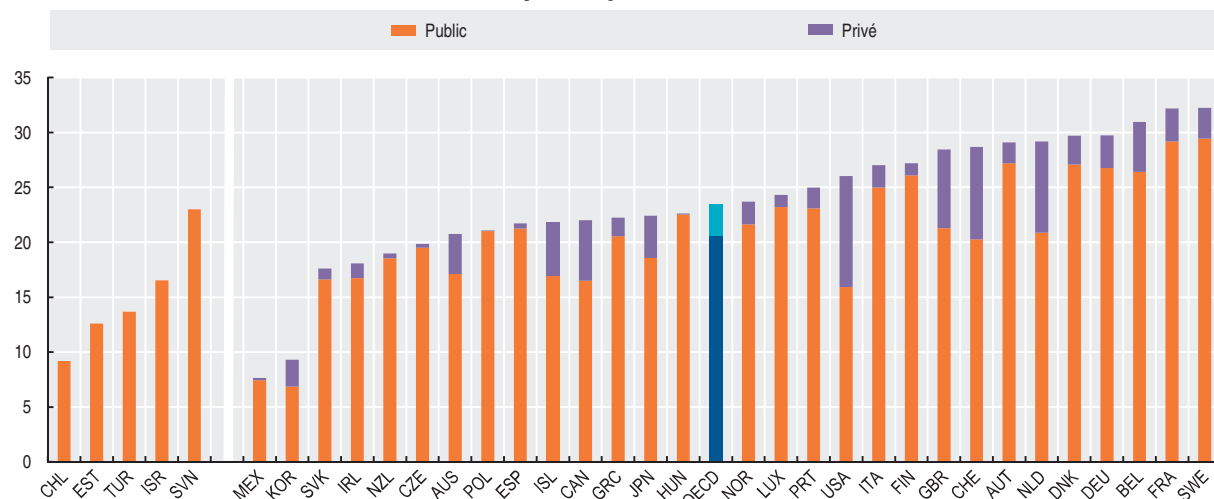
En pourcentage du PIB

	Dépenses sociales publiques						Dépenses sociales privées					
	1990	1995	2000	2003	2004	2005	1990	1995	2000	2003	2004	2005
Allemagne	22.3	26.5	26.2	27.3	26.7	26.7	3.1	3.1	3.1	3.1	3.0	3.0
Australie	13.6	16.6	17.8	17.8	17.7	17.1	..	4.5	5.4	4.5	3.6	3.7
Autriche	23.9	26.5	26.4	27.5	27.3	27.2	2.2	2.1	2.0	2.0	1.9	1.9
Belgique	24.9	26.2	25.3	26.5	26.6	26.4	1.6	2.1	2.4	4.1	4.2	4.5
Canada	18.1	18.9	16.5	17.2	16.6	16.5	3.3	4.4	5.0	5.4	5.5	5.5
Corée	2.9	3.3	5.0	5.6	6.3	6.9	0.4	2.3	2.9	2.9	2.3	2.5
Danemark	25.1	28.9	25.8	27.8	27.7	27.1	2.1	2.4	2.4	2.5	2.6	2.6
Espagne	19.9	21.4	20.3	21.0	21.2	21.2	0.2	0.3	0.3	0.5	0.5	0.5
États-Unis	13.4	15.3	14.5	16.2	16.1	15.9	7.6	8.3	9.2	10.1	10.1	10.1
Finlande	24.2	30.9	24.3	25.8	26.0	26.1	1.1	1.3	1.2	1.2	1.2	1.1
France	25.1	28.6	27.9	29.0	29.1	29.2	1.9	2.0	2.4	2.8	2.9	3.0
Grèce	16.5	17.3	19.2	19.9	19.9	20.5	2.1	1.9	2.3	2.1	1.8	1.7
Hongrie	..	..	20.0	22.2	21.7	22.5	..	..	0.0	0.1	0.1	0.1
Irlande	14.9	15.7	13.6	15.8	16.2	16.7	1.4	1.7	1.3	1.3	1.3	1.3
Islande	13.7	15.2	15.3	18.2	17.9	16.9	3.0	3.5	4.2	5.0	4.9	4.9
Italie	19.9	19.9	23.3	24.4	24.7	25.0	4.0	4.2	2.2	2.2	2.1	2.1
Japon	11.4	14.3	16.5	18.1	18.2	18.6	..	..	3.7	3.6	3.6	3.8
Luxembourg	19.1	20.8	19.7	23.4	23.9	23.2	0.0	0.0	0.1	1.1	1.2	1.1
Mexique	3.6	4.7	5.8	7.3	7.2	7.4	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2
Norvège	22.3	23.3	21.3	24.5	23.2	21.6	1.9	1.7	2.0	2.6	2.3	2.1
Nouvelle-Zélande	21.8	18.9	19.4	18.2	18.0	18.5	0.2	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4
Pays-Bas	25.6	23.8	19.8	21.2	21.1	20.9	6.1	6.7	7.3	7.9	8.2	8.3
Pologne	14.9	22.6	20.5	22.3	21.4	21.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Portugal	12.9	17.0	19.6	22.9	23.1	23.1	0.9	1.2	1.6	0.8	1.9	1.9
République slovaque	..	18.6	17.9	17.1	16.5	16.6	0.0	0.7	0.8	1.2	1.3	1.0
République tchèque	16.0	18.2	19.8	20.7	19.7	19.5	0.0	0.1	0.4	0.4	0.3	0.4
Royaume-Uni	17.0	20.2	19.2	20.5	21.1	21.3	5.1	6.7	7.8	6.7	6.7	7.1
Suède	30.2	32.1	28.5	30.4	29.9	29.4	1.2	2.4	2.7	3.0	2.9	2.8
Suisse	13.4	17.5	17.9	20.3	20.3	20.3	5.3	7.6	8.3	8.2	8.6	8.4
Turquie	7.6	7.5	13.3	13.5	13.6	13.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total OCDE	18.1	19.9	19.3	20.8	20.6	20.6	2.1	2.5	2.7	2.9	2.8	2.9
Chili	..	..	10.7	10.3	9.4	9.2	..	..	..	..	..	..
Estonie	..	..	13.9	12.5	13.0	12.6	..	..	..	..	..	..
Israël	..	16.6	17.2	18.3	17.2	16.5	..	..	..	..	..	..
Slovénie	..	..	24.2	23.7	23.4	23.0	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826301580471>

Dépenses sociales publiques et privées

En pourcentage du PIB, 2005

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821714230340>

DÉPENSES DE SANTÉ

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les dépenses de santé représentent une part élevée et croissante des dépenses publiques et privées. Leur poids relatif en pourcentage du PIB est très variable d'un pays à l'autre, ce qui tient à divers facteurs liés aux mécanismes du marché et d'ordre social, ainsi qu'à la diversité des modes de financement et d'organisation des systèmes de santé nationaux.

Définition

Les dépenses totales de santé représentent la consommation finale de biens et services de santé, augmentée des dépenses d'investissement dans les infrastructures sanitaires. Elles comprennent les dépenses de source tant publique que privée (y compris celles des ménages) consacrées aux biens et services médicaux, aux programmes de santé publique et de prévention, et à l'administration.

En bref

En 2007, les dépenses de santé des pays de l'OCDE représentaient en moyenne 8.9 % de leur PIB. Toutefois, cette proportion variait considérablement d'un pays à l'autre, allant de 6 % environ en Turquie et au Mexique à 16 % du PIB aux États-Unis, suivis de la France (11.0 %), de la Suisse (10.8 %) et de l'Allemagne (10.4 %). La part des dépenses publiques de santé mesurées en pourcentage du PIB variait elle aussi d'un pays à l'autre, de 8.7 % du PIB en France à 3.7 % et 2.7 % respectivement en Corée et au Mexique.

Il existe une relation positive entre le PIB par habitant et les dépenses de santé par habitant dans les pays de l'OCDE. Si les pays ayant un PIB par habitant plus élevé ont des dépenses de santé plus élevées, on constate par ailleurs des différences substantielles en termes de dépenses de santé entre pays. Ainsi, malgré leur PIB par habitant similaire, les dépenses de santé par habitant du Japon représentent moins de 75 % de celles de l'Allemagne.

Dans la zone OCDE, les dépenses de santé par habitant ont augmenté en termes réels de 4.1 % par an entre 1997 et 2007. Dans beaucoup de pays, ce taux de croissance a culminé en 2001-02 puis décliné. En général, les pays où la croissance a été la plus forte durant cette période sont ceux où les taux étaient les plus bas au début de la période (par exemple la Corée et la Turquie). D'autres pays, tels que l'Irlande et le Royaume-Uni, ont mis en place des politiques spécifiques pour augmenter les dépenses publiques de santé. En Allemagne, les dépenses de santé par habitant ont augmenté, en termes réels, de seulement 1.7 % par an, suite à l'application de politiques de réduction des coûts.

Les tendances de l'évolution du ratio des dépenses de santé par rapport au PIB sont le résultat d'évolutions en matière à la fois de PIB et de dépenses de santé. De façon générale, les dépenses de santé ont augmenté plus vite ces dix dernières années que le PIB, avec pour résultat une augmentation de la part du PIB allouée à la santé. Cette part pourrait augmenter encore suite à la récession de 2008 et 2009. Il est peu probable que l'évolution du PIB ait un impact sur les dépenses de santé sur le court terme, même si d'après l'expérience de certains pays de l'OCDE qui ont été confrontés à des récessions substantielles dans les 20 dernières années, les dépenses de santé pourraient baisser à la suite de la récession.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE en sont à des stades variables de présentation de leurs dépenses totales de santé selon les catégories proposées dans le manuel de l'OCDE intitulé *Système de comptes de la santé*. La comparabilité des données sur les dépenses de santé s'est améliorée au cours des dernières années, toutefois, certaines limitations subsistent par exemple à propos de l'inclusion des soins de longue durée dans les dépenses sociales ou de santé.

La taille du PIB d'un pays, et donc le rapport entre ses dépenses totales de santé et son produit intérieur brut, peut être affectée par les bénéfices non distribués des sociétés étrangères opérant dans ce pays (voir l'indicateur Taille du PIB).

Aucune donnée concernant les dépenses privées n'est actuellement collectée pour les pays classés à part sur le côté gauche du graphique.

Source

- OCDE (2009), *Éco-Santé OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Le projet de l'OCDE sur la santé : L'assurance-maladie privée dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Technologies de la santé et prise de décision*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Maladie, invalidité et travail : Surmonter les obstacles (Vol. 1) : Norvège, Pologne, Suisse*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), « Les déterminants des dépenses publiques de santé et de soins de longue durée : une méthode de projection intégrée », *Revue économique de l'OCDE*, n° 43, volume 2006/2, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Études de l'OCDE sur les politiques de santé : Les personnels de santé dans les pays de l'OCDE : Comment répondre à la crise imminente ?*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2000), *Système de comptes de la santé*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- OCDE *Éco-Santé*.



Dépenses de santé publiques et privées

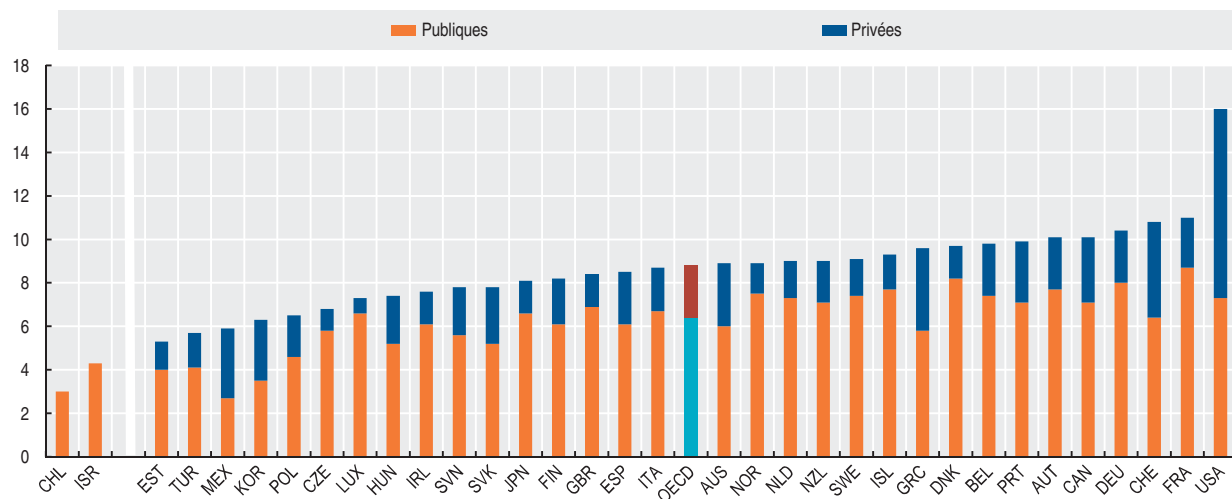
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques de santé										Dépenses privées de santé
	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007
Allemagne	6.6	6.3	8.2	8.3	8.4	8.5	8.1	8.2	8.1	8.0	2.4
Australie	3.9	4.6	5.5	5.6	5.8	5.6	5.9	5.8	5.9	6.0	2.9
Autriche	5.1	6.1	7.6	7.7	7.7	7.8	7.9	7.9	7.8	7.7	2.4
Belgique	..	5.7	6.1	6.3	6.3	7.2	7.5	7.4	7.2	7.4	2.4
Canada	5.3	6.6	6.2	6.5	6.7	6.9	6.9	7.0	7.0	7.1	3.0
Corée	0.8	1.6	2.1	2.7	2.6	2.6	2.7	3.0	3.3	3.5	2.8
Danemark	7.9	6.9	6.8	7.1	7.3	7.8	7.9	7.9	8.1	8.2	1.5
Espagne	4.2	5.1	5.2	5.2	5.2	5.7	5.8	5.8	6.0	6.1	2.4
États-Unis	3.7	4.8	5.9	6.3	6.6	6.8	6.9	7.0	7.1	7.3	8.7
Finlande	5.0	6.2	5.1	5.3	5.6	5.9	6.0	6.2	6.2	6.1	2.1
France	5.6	6.4	8.0	8.1	8.4	8.6	8.7	8.8	8.7	8.7	2.3
Grèce	3.3	3.5	4.7	5.3	5.3	5.4	5.1	5.7	5.9	5.8	3.8
Hongrie	..	6.3	4.9	4.9	5.3	6.0	5.8	6.0	5.9	5.2	2.2
Irlande	6.8	4.4	4.6	5.1	5.4	5.7	5.9	5.6	5.5	6.1	1.5
Islande	5.5	6.8	7.7	7.6	8.3	8.5	8.0	7.7	7.5	7.7	1.6
Italie	..	6.1	5.8	6.1	6.2	6.2	6.6	6.8	6.9	6.7	2.0
Japon	4.7	4.6	6.2	6.5	6.5	6.6	6.6	6.7	6.6	6.6	1.5
Luxembourg	4.8	5.0	5.2	5.6	6.1	6.8	7.3	6.9	6.6	6.6	0.7
Mexique	..	1.8	2.4	2.4	2.5	2.6	2.7	2.7	2.6	2.7	3.2
Norvège	5.9	6.3	6.9	7.4	8.2	8.4	8.1	7.6	7.2	7.5	1.4
Nouvelle-Zélande	5.2	5.7	6.0	6.0	6.4	6.2	6.5	6.7	7.2	7.1	1.9
Pays-Bas	5.1	5.4	5	5.2	5.5	6.0	6.0	5.9	7.4	7.3	1.7
Pologne	..	4.4	3.9	4.2	4.5	4.4	4.3	4.3	4.3	4.6	1.9
Portugal	3.4	3.8	6.4	6.3	6.5	7.1	7.2	7.3	7.1	7.1	2.8
République slovaque	..	..	4.9	4.9	5.0	5.1	5.3	5.2	5.0	5.2	2.6
République tchèque	..	4.6	5.9	6.0	6.4	6.7	6.5	6.3	6.1	5.8	1.0
Royaume-Uni	5.0	4.9	5.6	5.8	6.1	6.2	6.6	6.7	6.9	6.9	1.5
Suède	8.2	7.4	7.0	7.3	7.6	7.8	7.5	7.5	7.4	7.4	1.7
Suisse	..	4.3	5.6	6.0	6.3	6.6	6.6	6.7	6.4	6.4	4.4
Turquie	0.7	1.6	3.1	3.8	4.1	4.3	4.3	4.1	4.1	4.1	1.6
Moyenne OCDE	4.9	5.1	5.6	5.9	6.1	6.3	6.4	6.4	6.4	6.4	2.4
Chili	..	..	2.8	3.0	3.0	3.0	2.8	2.8	2.8	3.0	..
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.0	1.3
Israël	..	..	4.7	4.8	4.9	4.8	4.6	4.5	4.3	4.3	..
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.6	2.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826302287457>

Dépenses de santé publiques et privées

En pourcentage du PIB, 2007 ou dernière année disponible

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821724862007>

DÉPENSES DE RETRAITE PUBLIQUES ET PRIVÉES

Les systèmes de retraite varient selon les pays et il n'est pas de modèle unique qui convienne à tous les pays. En général, ils allient des financements publics et privés. Les retraites publiques sont statutaires, le plus souvent financées sur la base du paiement de prestations courantes grâce à des cotisations courantes, et gérées par des institutions publiques. Les retraites privées sont dans certains cas obligatoires, mais le plus souvent il s'agit de plans de retraite volontaire, soutenus par des fonds et liés à un emploi ou de plans d'économies individuelles pour la retraite (retraites personnelles).

Définition

Les prestations de vieillesse sont considérées comme publiques lorsque les flux financiers correspondants sont contrôlés par des administrations publiques (administration centrale, États fédérés et collectivités locales, à l'inclusion des caisses de sécurité sociale). Les prestations de retraite versées par les administrations publiques à leurs propres employés et financées directement sur le budget courant de l'État (financement par répartition) sont aussi réputées publiques. Toutes les prestations de retraite qui ne sont pas fournies par des administrations publiques relèvent du domaine privé.

En bref

En 2005, les dépenses sociales publiques pour les prestations envers le troisième âge représentaient en moyenne 6.5 % du PIB, en comparaison avec des prestations de retraite privées s'élevant en moyenne à 1.5 % du PIB la même année (dans les pays pour lesquels des données sont disponibles). Les dépenses publiques pour les retraites du troisième âge sont au plus haut – supérieures à 10 % du PIB – en Autriche, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie et en Pologne. À l'inverse, l'Australie, l'Islande, l'Irlande, la Corée et le Mexique dépensent 3.5 % de leur PIB ou moins sur les retraites publiques du troisième âge.

Les dépenses privées pour les prestations envers le troisième âge sont au plus haut en Australie, au Danemark, en Islande, aux Pays-Bas et en Suisse, où elles dépassent 3.5 % du PIB. Quoiqu'il en soit, les dépenses en prestations privées sont négligeables dans environ un tiers des pays de l'OCDE.

La part des retraites privées dans les dépenses totales pour les prestations envers le troisième âge ne dépassent 50 % qu'en Australie et en Islande. Leur proportion moyenne dépasse légèrement les 20 %.

Au cours du temps, les dépenses publiques de retraite ont augmenté légèrement plus vite que le revenu national, passant d'une moyenne de 5.6 % du PIB en 1990 à 6.5 % en 2005.

Les dépenses de retraites privées ont aussi augmenté en 2001 et 2005, passant d'une moyenne de 1.8 % du PIB en 2001 à 2.1 % en 2008 (dans les pays pour lesquels l'essentiel de la tendance de l'évolution pour ces deux années est disponible).

Ces dernières années, il y a eu au sein des systèmes de retraite statutaires un glissement vers les subventions et la gestion par le secteur privé. Cette tendance a été particulièrement forte en Amérique latine et en Europe centrale et orientale. Bien que négligeable désormais, les dépenses de retraites privées seront à l'avenir beaucoup plus élevées en Hongrie, au Mexique, en Pologne et en République slovaque par exemple. D'autres pays de l'OCDE ayant des retraites privées obligatoires incluent l'Australie, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

Les dépenses de retraite privées comprennent les paiements versés aux titulaires de plans de retraite privés (ou aux personnes à charge) après le départ à la retraite. Sont inclus tous les types de régimes (plans professionnels et individuels, obligatoires et volontaires, capitalisés et provisionnés) couvrant les personnes qui travaillent aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

Les dépenses au titre des prestations de retraite publiques et privées sont exprimées en pourcentage du PIB. Seules les données pour les prestations auprès du troisième âge (c'est-à-dire qu'elles n'incluent pas les revenus des survivants) sont présentées ici.

Comparabilité

Les dépenses sociales publiques brutes proviennent de la Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales, tandis que les dépenses de retraite pour les arrangements de retraites privées proviennent de la base de données statistiques d'ensemble sur les retraites. Cette base fournit des informations sur les accords de retraite subventionnées, qui regroupent des plans de retraite privés ainsi que publics. Toutefois, seules les dépenses privées sont prises en compte dans cet indicateur. Seules des données allant jusqu'à 2005 étaient disponibles dans la base de données sur les dépenses sociales à l'époque de la rédaction.

La base de données sur les retraites ne couvre pas tous les types de retraite privée pour tous les pays : les données sur les retraites privées pour l'Autriche, le Canada, l'Allemagne, le Luxembourg et les États-Unis, incluent seulement des fonds de pension autonomes. La rupture des séries concernant le Mexique reflète l'inclusion de plans de retraites liées à l'emploi enregistrées par le CONSAR depuis 2005.

Aucune donnée sur les dépenses privées n'est collectée en ce moment pour les pays classés à part sur le côté gauche du graphique.

Source

- Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.
- Statistiques de l'OCDE sur les retraites.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Complementary and Private Pensions throughout the World 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *PISA Apprendre aujourd'hui, réussir demain : Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Les pensions dans les pays de l'OCDE 2009 : Panorama des systèmes de retraite*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Pensions at a Glance: Asia/Pacific*, OCDE, Paris.
- *Pension Markets in Focus*, octobre 2009, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Adema, W. et M. Einerhand (1998), *The Growing Role of Private Social Benefits*, Politique du marché du travail et politique sociale – Documents hors série, n° 32, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les pensions privées : Classification et glossaire de l'OCDE*, OCDE, Paris.


Sites Internet

- Travail de l'OCDE sur les retraites, www.oecd.org/daf/pensions.
- Pension Markets in Focus, www.oecd.org/daf/pensions/pensionmarkets.
- Perspectives sur les pensions privées de l'OCDE, www.oecd.org/daf/pensions/outlook.
- Les pensions dans les pays de l'OCDE 2009, www.oecd.org/els/social/pensions/PAG-fr.

Dépenses de retraite publiques et privées

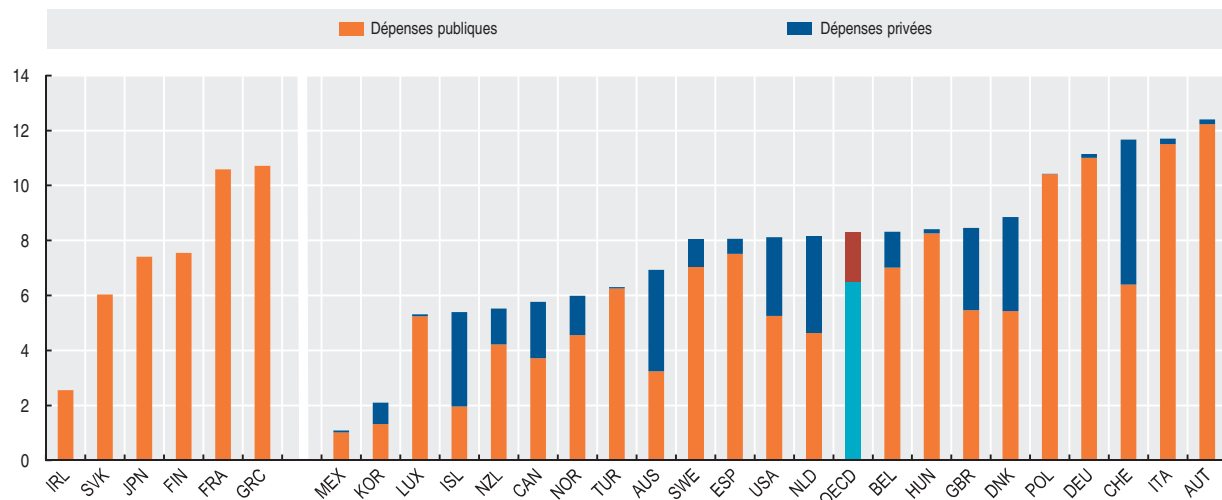
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques de retraite							Dépenses privées de retraite						
	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	9.4	10.0	10.5	10.9	11.0	11.0	11.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Australie	2.8	3.4	3.6	3.2	3.2	3.4	3.2	4.4	4.3	3.6	3.7	3.9	3.4	3.9
Autriche	11.1	12.1	11.9	12.3	12.4	12.2	12.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2
Belgique	6.5	6.9	6.8	6.9	7.0	7.0	7.0	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	2.8	2.6
Canada	3.8	4.2	3.9	3.9	3.9	3.8	3.7	2.1	2.1	2.2	2.0	2.2	2.2	2.4
Corée	0.6	1.1	1.2	1.0	1.1	1.2	1.3	1.0	1.0	0.6	0.8	0.9	1.0	0.8
Danemark	5.1	6.2	5.3	5.3	5.4	5.3	5.4	3.1	3.2	3.2	3.4	3.8	3.3	4.1
Espagne	7.1	8.1	8.0	7.8	7.6	7.6	7.5	0.6	0.4	0.5	0.5	0.6	0.5	0.6
États-Unis	5.1	5.3	5.1	5.3	5.3	5.3	5.3	3.0	2.8	2.9	2.9	3.1	3.3	..
Finlande	6.3	7.7	6.7	7.1	7.4	7.4	7.5	..	..	..	..	0.5	0.5	0.5
France	9.0	10.4	10.3	10.2	10.3	10.4	10.6	..	..	..	..	..	..	..
Grèce	9.3	9.1	10.0	10.4	10.3	10.3	10.7	..	..	..	..	..	0.0	0.0
Hongrie	..	..	7.1	7.8	7.7	7.8	8.3	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.2
Irlande	2.9	2.6	2.3	2.5	2.5	2.6	2.6	..	..	..	..	..	..	..
Islande	2.2	2.3	2.1	2.1	2.3	2.1	2.0	3.2	3.4	3.4	3.4	3.5	3.7	3.8
Italie	8.2	9.3	11.1	11.2	11.3	11.4	11.5	..	..	..	0.2	0.2	0.2	0.3
Japon	4.0	5.1	6.2	6.9	7.1	7.2	7.4	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	7.4	8.1	6.9	5.1	5.2	5.2	5.2	..	..	..	0.1	0.1	0.1	0.1
Mexique	0.4	0.6	0.6	0.8	1.0	0.9	1.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	0.2
Norvège	5.2	5.1	4.5	4.9	5.0	4.8	4.6	..	..	..	1.4	1.4	2.0	..
Nouvelle-Zélande	7.2	5.6	4.9	4.5	4.4	4.2	4.2	2.0	1.8	1.4	1.3	1.5	1.3	1.4
Pays-Bas	5.8	5.0	4.6	4.6	4.7	4.7	4.7	3.1	3.2	3.4	3.5	3.6	3.6	3.7
Pologne	4.1	7.6	9.6	10.8	11.0	10.8	10.4	..	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0
Portugal	4.1	6.2	6.9	7.6	8.1	8.6	..	1.0	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.4
République slovaque	..	6.1	6.2	6.3	6.1	6.1	6.0	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	5.2	6.0	7.3	7.4	7.3	7.0	7.2	0.2	0.2	0.2	..	..	0.3	0.3
Royaume-Uni	4.6	5.1	5.2	5.3	5.3	5.4	5.5	3.0	2.9	2.8	3.0	3.1	2.8	2.9
Suède	7.0	7.4	6.7	6.7	7.2	7.2	7.0	..	..	..	1.0	1.1	1.3	1.2
Suisse	5.2	6.2	6.2	6.3	6.5	6.4	6.4	4.8	5.1	5.3	5.3	5.3	5.4	5.3
Turquie	2.2	2.9	..	..	..	..	6.3	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Moyenne OCDE	5.6	6.1	6.2	6.4	6.4	6.4	6.5	1.9	1.8	1.8	1.8	1.9	2.0	2.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/826342882165>

Dépenses privées de retraite

En pourcentage du PIB, 2005

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/821740343242>

DÉPENSES D'ÉDUCATION

Les dépenses d'éducation représentent un investissement qui peut encourager la croissance économique, donner de l'élan à la productivité, contribuer au développement personnel et social, et réduire les inégalités sociales. La proportion des ressources financières totales dédiées à l'éducation est un des choix clé faits par les gouvernements, les entreprises, les étudiants et leur famille.

Définition

Cet indicateur porte sur les dépenses au titre des établissements scolaires, des universités et autres établissements publics et privés fournissant ou accompagnant des services éducatifs. Les dépenses au titre des établissements ne se limitent pas à celles qui sont affectées aux services d'enseignement proprement dits mais englobent également les dépenses publiques et privées allouées aux services auxiliaires destinés aux élèves/étudiants et à leur famille, lorsque ces services sont assurés par l'intermédiaire des établissements d'enseignement. Dans le supérieur, les dépenses de recherche et développement peuvent elles aussi être considérables et

sont comptabilisées dans cet indicateur pour autant que les recherches soient effectuées par des établissements d'enseignement.

En principe, les dépenses publiques comprennent les dépenses directes affectées aux établissements d'enseignement ainsi que les subventions publiques aux ménages au titre des établissements d'enseignement. Les dépenses privées sont nettes de ces subventions publiques imputables aux établissements d'enseignement, elles excluent aussi les dépenses faites en dehors des établissements d'enseignement (manuels achetés par les familles, tutorat privé pour les élèves/étudiants, frais de subsistance des élèves/étudiants).

Comparabilité

La large définition des institutions éducatives employée ici garantit que les dépenses en services sont couvertes sur une base comparable, qu'elles soient fournies par des écoles et des universités (comme c'est le cas dans beaucoup de pays de l'OCDE) ou par des établissements autres que des écoles (comme c'est le cas dans d'autres pays).

Les données sur les dépenses ont été obtenues grâce à une étude spéciale menée en 2008 selon des méthodes et des définitions consistantes.

Aucune donnée sur les dépenses privées n'est collectée en ce moment pour les pays classés à part sur le côté gauche du graphique.

En bref

Les dépenses pour les institutions éducatives représentent une charge financière lourde pour la société dans son ensemble. Cette charge n'incombe toutefois pas uniquement au financement public. En 2006, si l'on considère des sources privées et publiques, l'ensemble des pays de l'OCDE a dépensé 6.1 % de son PIB pour les institutions éducatives du degré préprimaire, primaire, secondaire et tertiaire. Plus de trois quarts de cette somme provient de sources publiques. Les dépenses pour les institutions éducatives sont les plus hautes au Danemark, en Islande, en Corée, aux États-Unis ainsi qu'en Israël, avec au moins 7 % du PIB dû à des dépenses publiques et privées pour les institutions éducatives. Dix pays parmi les 34 pour lesquels des données sont disponibles dépensent 5 % ou moins de leur PIB pour des institutions éducatives; en Turquie et dans la Fédération de Russie, cette part est de respectivement 2.7 % et 3.9 %.

Presque un tiers des dépenses de l'OCDE pour les institutions éducatives sont dédiées au troisième cycle. À ce niveau, les voies ouvertes aux étudiants, les frais de scolarité payés par chaque étudiant, la durée des programmes et l'organisation de l'enseignement varient fortement selon les pays de l'OCDE, avec pour résultat des différences significatives dans les dépenses allouées au troisième cycle. D'un côté, le Canada, la Corée, les États-Unis et Israël dépensent entre 1.8 et 2.9 % de leur PIB pour les institutions du troisième cycle; ces pays font aussi partie de ceux qui ont la plus forte proportion de dépenses privées pour le troisième cycle. De l'autre côté, la Belgique, la France, l'Islande, le Mexique et le Royaume-Uni dépensent pour ces institutions une part du PIB inférieure à la moyenne de l'OCDE; ces pays sont toutefois parmi ceux dont la part du PIB dépensée pour l'éducation primaire, secondaire et postsecondaire/non tertiaire.

Source

- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *L'école de demain – Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Élèves présentant des déficiences, des difficultés et des désavantages sociaux : Politiques, statistiques et indicateurs – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation – Édition 2008*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2008), *UOE Data Collection – 2008 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2009.



Dépenses d'éducation publiques et privées

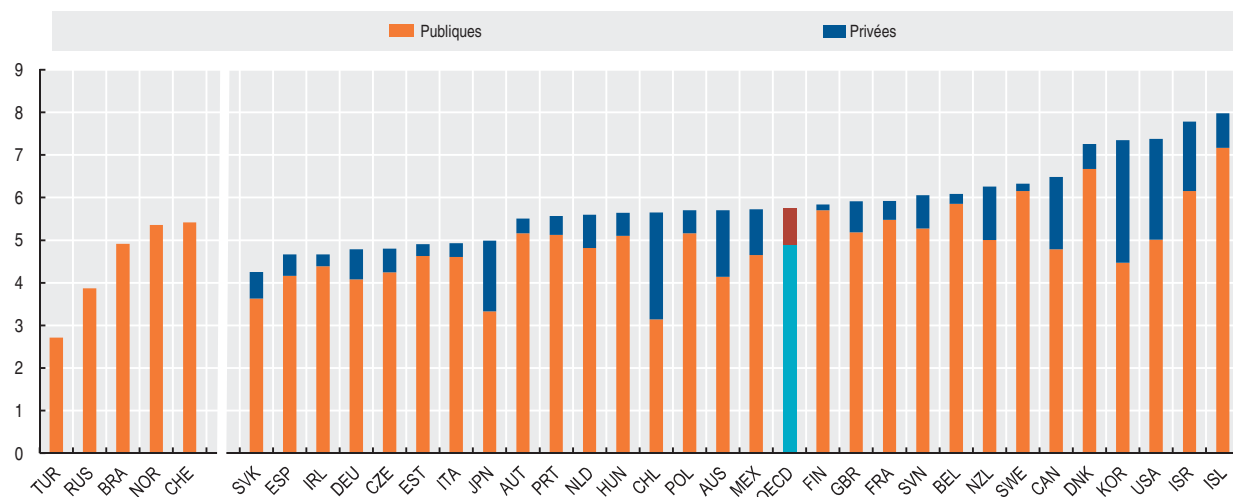
Année 2006

	En pourcentage du PIB						Indice de variation, année 2000 = 100					
	Niveau d'éducation primaire, secondaire et postsecondaire non tertiaire		Niveau d'éducation tertiaire		Tous niveaux d'éducation		Niveau d'éducation primaire, secondaire et postsecondaire non tertiaire		Niveau d'éducation tertiaire		Tous niveaux d'éducation	
	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées
Allemagne	2.7	0.4	0.9	0.2	4.1	0.7	101	96	102	135	103	107
Australie	3.3	0.7	0.8	0.8	4.1	1.6	114	128	122	139	115	134
Autriche	3.5	0.2	1.2	0.1	5.2	0.4	104	144	122	580	106	202
Belgique	3.9	0.2	1.2	0.1	5.9	0.2	110	102	109	122	112	109
Canada	3.3	0.4	1.5	1.3	4.8	1.7	114	176	108	148	108	152
Corée	3.4	0.9	0.6	1.9	4.5	2.9	149	181	143	144	151	153
Danemark	4.3	0.1	1.6	0.1	6.7	0.6	119	115	116	174	115	242
Espagne	2.7	0.2	0.9	0.2	4.2	0.5	113	100	125	102	121	105
États-Unis	3.7	0.3	1.0	1.9	5.0	2.4	117	118	133	117	120	116
Finlande	3.7	..	1.6	0.1	5.7	0.1	125	185	116	195	122	153
France	3.7	0.2	1.1	0.2	5.5	0.4	101	102	109	114	103	107
Hongrie	3.2	0.2	0.9	0.3	5.1	0.5	155	110	135	127	152	121
Irlande	3.4	0.1	1.0	0.2	4.4	0.3	167	128	119	79	151	92
Islande	5.1	0.2	1.0	0.1	7.2	0.8	142	152	137	165	144	147
Italie	3.4	0.1	0.7	0.2	4.6	0.3	115	148	108	138	111	141
Japon	2.6	0.3	0.5	1.0	3.3	1.7	101	101	95	125	101	123
Luxembourg	3.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	3.2	0.6	0.8	0.4	4.6	1.1	120	156	118	214	123	176
Norvège	3.7	..	1.2	..	5.4	..	110	..	111	88	120	..
Nouvelle-Zélande	3.8	0.6	0.9	0.5	5.0	1.3	106	..	131	..	111	..
Pays-Bas	3.3	0.4	1.1	0.4	4.8	0.8	123	110	111	131	120	118
Pologne	3.7	..	0.9	0.4	5.2	0.5	122	35	166	139	128	109
Portugal	3.6	..	0.9	0.4	5.1	0.4	99	93	102	624	101	608
République slovaque	2.4	0.4	0.8	0.2	3.6	0.6	124	776	152	345	127	585
République tchèque	2.7	0.3	1.0	0.2	4.2	0.6	136	153	183	233	145	170
Royaume-Uni	3.9	0.3	0.9	0.4	5.2	0.7	115	273	138	157	117	220
Suède	4.1	..	1.4	0.2	6.2	0.2	114	95	114	146	118	106
Suisse	3.7	0.5	1.4	..	5.4	..	109	138	135	..	112	138
Turquie	1.9	..	0.8	..	2.7	..	144	..	137	..	..	..
Moyenne OCDE	3.4	0.3	1.0	0.5	4.9	0.8	120	157	125	187	121	177
Total OCDE	3.4	0.3	0.9	1.1	4.7	1.5	..	..	..	..	..	..
Brésil	3.8	..	0.8	..	4.9	..	171	..	124	..	157	..
Chili	2.5	0.9	0.3	1.4	3.1	2.5	112	91	93	117	114	112
Estonie	3.4	0.1	0.9	0.2	4.6	0.3	140	..	121	..	..	..
Fédération de Russie	2.0	..	0.8	..	3.9	..	174	..	258	..	190	..
Israël	4.1	0.3	1.0	0.8	6.2	1.6	111	148	100	129	110	133
Slovénie	3.8	0.4	1.0	0.3	5.3	0.8	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826362456147>

Dépenses d'éducation publiques et privées pour tous les niveaux d'éducation

En pourcentage du PIB, 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821750634772>

DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

Deux des tâches essentielles qui incombent à un gouvernement consistent à protéger l'État contre les agressions extérieures et à maintenir l'ordre public à l'intérieur de ses frontières.

Définition

Les données sur les dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense sont extraites des comptes nationaux, et compilées selon la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP). Les données couvrent toutes les dépenses, aussi bien courantes qu'en capital, entreprises par les administrations publiques.

Le maintien de l'ordre englobe les forces de police, les services de renseignements, les prisons et autres établissements pénitentiaires, le système judiciaire, et les ministères de l'Intérieur.

Les dépenses au titre de la défense sont liées à la défense militaire et civile, à l'aide militaire sous la forme de dons (en espèces ou en nature), aux emprunts (y compris les équipements), aux contributions aux forces de maintien de la paix internationale, ainsi qu'aux dépenses en recherche et développement liées à la défense.

En bref

En 2007 – dernière année pour laquelle la plupart des pays sont en mesure de fournir des données –, les pays affichant les dépenses globales, exprimées en pourcentage du PIB, les plus élevées étaient les États-Unis et le Royaume-Uni, tandis que le Luxembourg, l'Islande et l'Irlande se trouvaient à l'autre extrémité de la chaîne. Dans la majorité des pays, le poids relatif de ces dépenses en pourcentage du PIB est en recul depuis 1997, cette baisse étant particulièrement importante en Norvège, en Suède, en République tchèque, en République slovaque et en France.

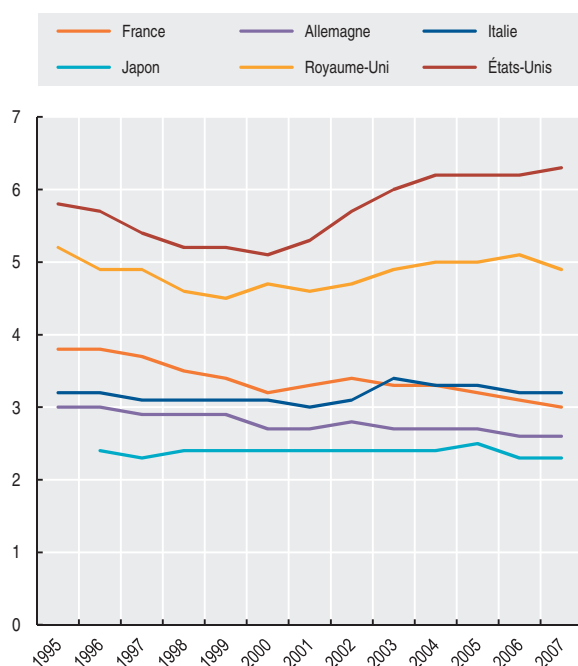
Dans le total, les poids relatifs des deux composantes – à savoir le maintien de l'ordre et la défense – diffèrent sensiblement selon les pays, la part des dépenses de défense étant élevée aux États-Unis, en Grèce et en Corée, tandis que ce sont au contraire les dépenses de maintien de l'ordre qui pèsent lourdement dans la balance en Islande, au Luxembourg et en Irlande. Pour la plupart des pays figurant dans le tableau, les dépenses de maintien de l'ordre étaient plus importantes à la fin de la période considérée que les dépenses de défense, et le ratio entre ces deux catégories avait augmenté dans la plupart des pays au cours de cette période.

Comparabilité

Les données des comptes nationaux sont conformes aux définitions du *Système de comptes nationaux de 1993* et globalement comparables. Dans le cas du Japon, les dépenses de maintien de l'ordre et de défense se rapportent à l'exercice budgétaire, tandis que les statistiques du PIB sont établies par année civile. Par ailleurs, les données relatives à la Nouvelle-Zélande se rapportent à l'exercice budgétaire.

Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821874301585>

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *L'économie de la sécurité*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Regards sur les comptes nationaux 2009*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, Paragraphe XVIII.9, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

Bases de données en ligne

- Statistiques des Comptes nationaux annuels de l'OCDE.



Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

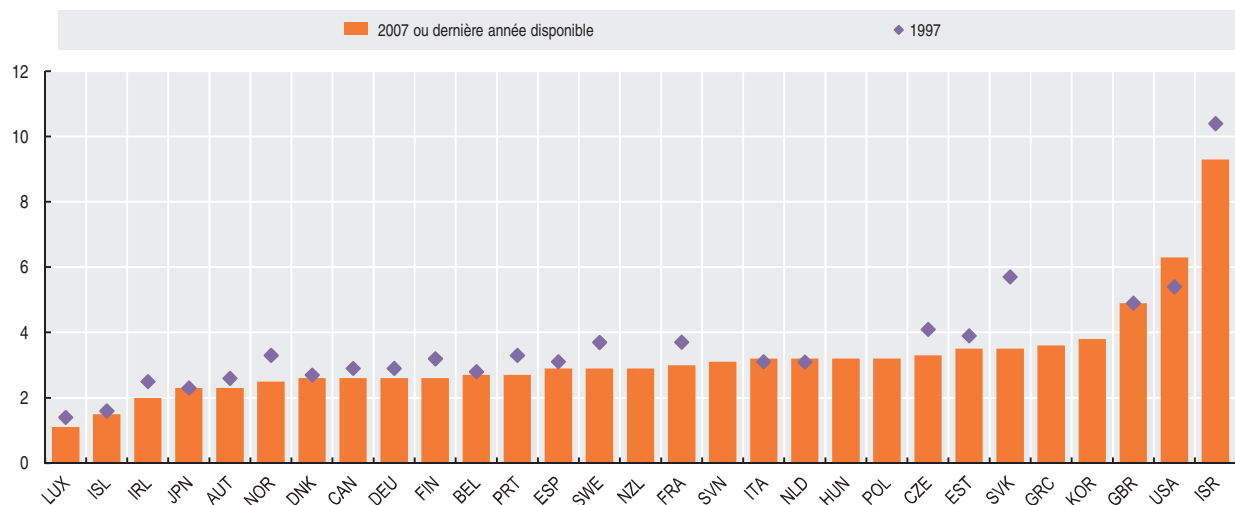
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	2.7	2.7	2.8	2.7	2.7	2.7	2.6	2.6	..
Autriche	2.6	2.5	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.3	2.3	2.5
Belgique	2.9	2.9	2.8	2.8	2.8	2.7	2.8	2.9	2.9	2.8	2.8	2.7	2.7	..
Canada	3.3	3.2	2.9	3.0	2.9	2.7	2.8	2.7	2.7	2.6	2.6	2.6	..	..
Corée	..	..	..	..	..	4.0	3.7	3.5	3.7	3.5	3.7	3.8	3.8	..
Danemark	2.8	2.7	2.7	2.7	2.6	2.5	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.6	2.6	2.6
Espagne	3.4	3.2	3.1	3.0	3.0	2.9	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	..
États-Unis	5.8	5.7	5.4	5.2	5.2	5.1	5.3	5.7	6.0	6.2	6.2	6.2	6.3	..
Finlande	3.3	3.4	3.2	3.0	2.9	2.8	2.7	2.6	2.8	2.9	2.9	2.7	2.6	..
France	3.8	3.8	3.7	3.5	3.4	3.2	3.3	3.4	3.3	3.3	3.2	3.1	3.0	..
Grèce	..	..	..	..	..	4.7	4.5	4.7	4.2	4.0	3.7	3.3	3.6	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	3.2	3.7	3.5	3.4	3.4	3.6	3.2	..
Irlande	2.7	2.6	2.5	2.5	2.2	2.1	2.2	2.0	1.9	1.9	1.8	1.9	2.0	..
Islande	..	..	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	..
Italie	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1	3.0	3.1	3.4	3.3	3.3	3.2	3.2	..
Japon	..	2.4	2.3	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.5	2.3	2.3	..
Luxembourg	1.3	1.3	1.4	1.3	1.1	1.1	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3	1.1	1.1	1.2
Norvège	..	3.4	3.3	3.4	3.3	2.9	2.9	3.2	3.1	2.9	2.5	2.5	2.5	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	2.9	2.7	2.9	..	..	..
Pays-Bas	3.3	3.3	3.1	3.0	3.1	3.0	3.1	3.2	3.3	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	2.8	2.9	2.6	2.8	3.0	3.2	..
Portugal	3.3	3.4	3.3	3.3	3.2	3.3	3.2	3.3	3.4	3.4	3.4	3.2	2.7	..
République slovaque	5.6	5.8	5.7	5.5	4.8	4.9	5.0	4.8	3.7	4.2	3.7	3.8	3.5	..
République tchèque	4.5	4.1	4.1	3.7	4.0	4.1	3.8	3.7	4.2	3.5	3.9	3.4	3.3	..
Royaume-Uni	5.2	4.9	4.9	4.6	4.5	4.7	4.6	4.7	4.9	5.0	5.0	5.1	4.9	..
Suède	3.8	3.9	3.7	3.7	3.8	3.6	3.5	3.5	3.4	3.2	3.1	3.1	2.9	..
Estonie	4.3	4.1	3.9	4.0	4.1	4.1	3.8	3.9	4.1	3.5	3.5	3.4	3.5	..
Israël	10.4	10.6	10.4	10.2	10.2	9.8	10.2	11.3	10.7	9.8	9.6	9.7	9.3	..
Slovénie	..	..	..	..	..	2.8	3.1	3.0	3.1	3.1	3.0	3.1	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826376433538>

Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

En pourcentage du PIB

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/821831416880>

SOUTIEN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À L'AGRICULTURE

Les gouvernements apportent un soutien à l'agriculture grâce à un éventail de moyens, allant de transferts de budget financés par le contribuable à des politiques telles que la protection aux frontières et les prix administrés, qui, dans la mesure où ils font augmenter les prix au-delà des niveaux qui prévaudraient en leur absence, font l'effet d'un impôt implicite sur les consommateurs. Si certaines de ces mesures poursuivent des buts recommandables tels que le soutien aux communautés rurales et l'incitation à des pratiques agricoles qui ne nuisent pas à l'environnement, elles peuvent aussi conduire à des distorsions du commerce, à une surproduction et à des dégâts environnementaux.

Définition

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de l'OCDE est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. Elle peut prendre la forme d'un montant total, mais elle est le plus souvent exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes (ESP en pourcentage). C'est cette mesure que l'on utilise ici.

La mesure a été approuvée par l'ensemble des pays membres de l'OCDE et est largement reconnue comme le seul indicateur fiable pour comparer le soutien à l'agriculture entre les pays et dans le temps. L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) est disponible pour les 30 pays de l'OCDE (l'Union européenne est traitée comme une entité unique) et certains pays non membres.

En bref

Les écarts entre les niveaux de soutien constatés dans les pays de l'OCDE sont importants. L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes varie de quasiment zéro à 62 %. Ces disparités reflètent, entre autres, l'hétérogénéité des objectifs poursuivis par les pouvoirs publics, le recours à des moyens d'action différents au fil du temps, et le rythme et la portée variables des réformes de la politique agricole. Sur le long terme, le niveau du soutien apporté aux producteurs a diminué dans la plupart des pays membres de l'OCDE. Ainsi, l'ESP moyenne en pourcentage était plus basse sur la période 2006-08 qu'entre 1986 et 1988 (23 % contre 37 %) et elle a diminué dans la plupart des pays. Les modalités selon lesquelles le soutien aux producteurs est dispensé ont également changé quelque peu. Les formes d'aide connues pour exercer les effets de distorsion les plus prononcés sur la production et les échanges sont moins prédominantes que par le passé, puisque leur poids relatif est passé de plus de 86 % du soutien total au cours de la période 1986-88 à 56 % entre 2006 et 2008.

S'agissant des économies émergentes pour lesquelles l'OCDE calcule également l'ESP en pourcentage, cet indicateur était sensiblement inférieur à la moyenne de l'OCDE et variait de 4 % au Chili à 14 % en Israël sur la période 2005-07. L'évolution du niveau de soutien aux producteurs est variable suivant les économies. Tandis qu'il a diminué en Afrique du Sud, au Chili, en Fédération de Russie et en Israël, le niveau du soutien aux producteurs a augmenté au Brésil et en Chine depuis le milieu des années 90.

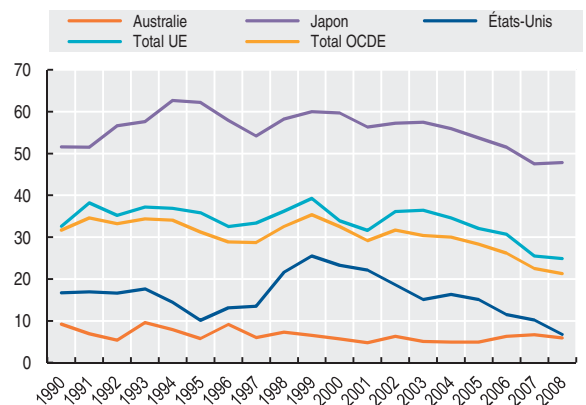
Comparabilité

Des efforts permanents sont déployés, dans le cadre de la préparation du rapport annuel *Suivi et évaluation*, pour que les politiques de l'ensemble des pays de l'OCDE soient traitées de manière cohérente et exhaustive. Chaque année, les estimations provisoires obtenues sont soumises à l'examen et à l'approbation des représentants des pays membres de l'OCDE, de même que toutes les modifications apportées à la méthodologie utilisée.

Le tableau n'inclut pas les données relatives à chacun des États membres de l'Union européenne (UE). L'Autriche, la Finlande et la Suède sont inclus dans l'UE15 depuis 1995. La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque, ainsi que les pays de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE, sont inclus dans l'UE25 pour la période 2004-06, et dans l'UE27 depuis 2007. Le « Total OCDE » inclut la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque sur l'ensemble de la période considérée, mais exclut les pays appartenant à l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE.

Estimation du soutien aux producteurs agricoles pour certains pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822042462767>

Source

- OCDE (2009), *Politiques agricoles des pays de l'OCDE 2009 : Suivi et évaluation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Politiques agricoles des économies émergentes 2009 : Suivi et évaluation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *OECD Review of Agricultural Policies: Israël 2010*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Agricultural Policy Design and Implementation: A synthesis*, OCDE, Paris.
- OCDE, FAO (2008), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-17*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), *OECD's Producer Support Estimate and Related Indicators of Agricultural Support: Concepts, Calculations, Interpretation and Use (The PSE Manual)*, OCDE, Paris.



Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

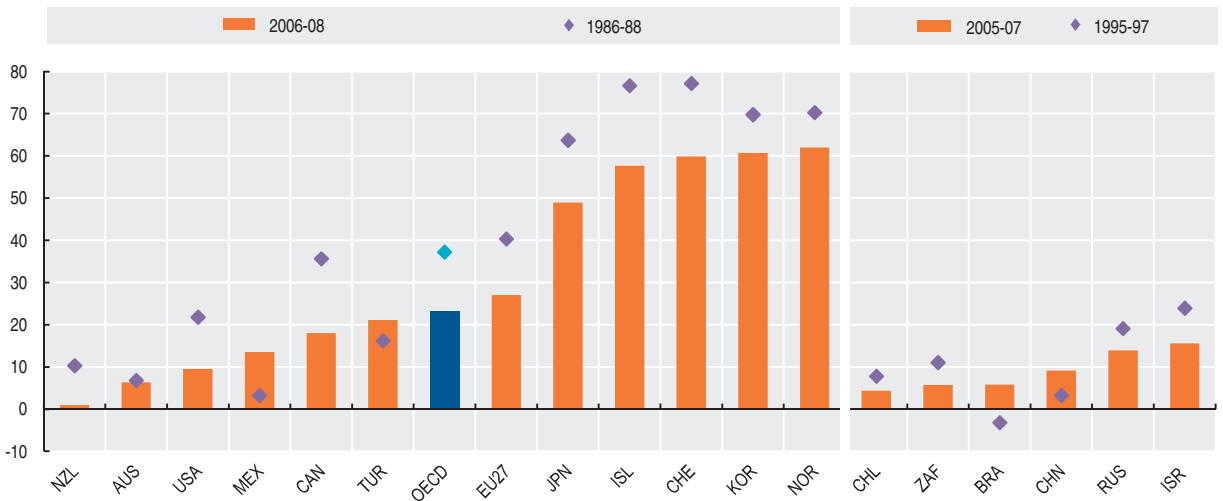
En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Australie	5.8	9.1	6.0	7.3	6.5	5.7	4.8	6.3	5.1	4.9	4.9	6.3	6.7	5.9
Canada	19.5	16.1	14.4	17.0	18.0	20.0	15.8	21.5	25.4	20.9	21.9	21.7	19.4	13.0
Corée	72.0	64.2	63.0	56.2	64.7	66.0	60.3	63.8	60.6	65.8	65.6	65.3	65.1	51.7
États-Unis	10.1	13.1	13.5	21.6	25.5	23.3	22.1	18.6	15.1	16.3	15.1	11.5	10.2	6.8
Islande	59.6	58.7	59.8	71.3	72.0	67.2	63.4	67.5	66.4	66.0	67.1	65.3	56.8	51.0
Japon	62.2	57.9	54.2	58.2	60.0	59.7	56.3	57.2	57.5	55.9	53.7	51.5	47.5	47.8
Mexique	-4.2	5.0	14.5	17.5	17.3	23.4	18.2	26.9	19.2	11.5	12.8	13.8	13.6	13.1
Norvège	65.0	66.8	69.0	71.2	71.9	67.0	66.2	74.7	72.0	67.4	66.9	65.3	58.7	61.9
Nouvelle-Zélande	1.5	1.0	1.1	1.0	0.9	0.5	0.7	0.4	0.9	0.9	1.5	1.0	1.0	0.8
Suisse	64.8	69.1	69.7	71.8	75.9	70.4	67.9	71.3	70.0	69.9	66.9	66.4	55.0	58.1
Turquie	13.0	16.0	24.9	26.4	22.3	20.8	3.9	20.9	28.3	26.2	25.1	19.9	18.9	24.5
Total UE	35.8	32.5	33.4	36.2	39.3	33.9	31.6	36.1	36.4	34.6	32.1	30.7	25.5	24.9
Total OCDE	31.2	28.9	28.7	32.5	35.4	32.5	29.2	31.7	30.4	30.0	28.3	26.2	22.5	21.3
Afrique du Sud	14.7	7.6	10.8	10.7	8.2	5.2	3.9	11.0	7.1	7.7	6.5	7.5	3.3	..
Brésil	-7.7	-0.1	-1.8	6.8	1.3	5.8	4.2	5.7	5.9	4.6	6.3	6.1	5.0	..
Chili	8.5	7.1	7.8	10.6	10.5	9.9	6.2	10.8	5.3	4.9	4.9	4.3	3.9	..
Chine	6.2	1.8	1.8	1.5	-2.4	3.4	5.9	8.8	10.1	7.2	7.8	11.0	8.6	..
Fédération de Russie	13.2	17.7	26.4	18.6	-0.7	4.6	9.2	14.6	20.9	21.9	13.3	17.5	10.8	..
Israël	24.2	24.5	23.1	23.8	25.1	28.9	26.3	26.6	22.0	20.7	17.5	17.6	11.8	20.9

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826383215346>

Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822022843872>

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

Les gouvernements des pays de l'OCDE apportent un soutien financier à l'industrie de la pêche, en particulier pour des objectifs liés au management, incluant la surveillance et la recherche. Ce soutien financier est important pour garantir un secteur de la pêche durable et responsable.

Définition

L'indicateur « transferts financiers publics » (TFP) constitue une mesure du soutien financier dont bénéficie le secteur de la pêche de la part des gouvernements. Les TFP recouvrent les transferts directs destinés à accroître les revenus des intéressés (paiements directs), les transferts destinés à réduire les coûts d'exploitation, et les dépenses au titre des services généraux fournis au secteur de la pêche. Ces services généraux comprennent essentiellement les activités de protection des zones marines et de gestion des pêcheries, mais aussi dans certains cas les prévisions météorologiques par zone et les systèmes de navigation et de surveillance par satellite conçus à l'intention des flottilles de pêche.

Comparabilité

Les données sont relativement complètes et cohérentes dans le temps, mais certaines variations d'une année à l'autre peuvent refléter des modifications des systèmes statistiques nationaux. Il convient également de noter que les chiffres concernant les services généraux fournis par les pouvoirs publics peuvent englober des dépenses d'équipement importantes et ponctuelles. Par ailleurs, certains types de TFP (telles que les dépenses de surveillance maritime) peuvent relever d'autres organismes que les services des pêches (ainsi, dans certains pays, la surveillance maritime est assurée par la marine), si bien que les données correspondantes sont susceptibles de faire défaut. Certains chiffres, notamment pour les années les plus récentes, sont de nature provisoire.

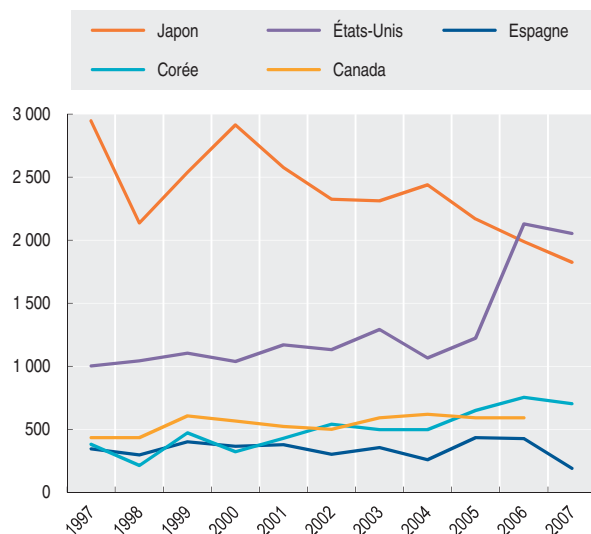
En bref

Si les transferts totaux au secteur halieutique dans les pays de l'OCDE ont atteint un pic de 6,6 milliards de dollars des EU en 2006, leur montant a fluctué aux alentours de 6 milliards de dollars au cours de la dernière décennie. La majorité des TFP sont catégorisés comme des services généraux, soit 75 % de l'ensemble des TFP en 2006. Les gouvernements de l'OCDE ont dédié 1,6 milliard de dollars des EU au management et aux améliorations, et 736 millions de dollars des EU pour la recherche sur les pêcheries. Parmi les autres types de services généraux pris en charge par les TFP, on trouve la construction et la maintenance des ports, ainsi que l'amélioration des stocks et la préservation de l'habitat. Une large partie des TFP pour les services généraux (2,1 milliards de dollars des EU sur 5,3 milliards) est notée dans la catégorie « non spécifié », car plusieurs pays n'ont pas déclaré des détails suffisants.

Les paiements directs représentent 19 % des TFP totaux. En 2006, 250 millions de dollars des EU ont été dédiés aux programmes d'aide à la cessation d'activité, et 32 millions à la construction ou la modernisation des bateaux de pêche. Les autres paiements directs comprennent l'assurance contre le chômage (223 millions de dollars US) et le DISAS REL (188 millions de dollars des EU). La troisième catégorie de TFP, les transferts de réduction des coûts, représentaient 6 % des TFP.

Pêche : transferts financiers publics pour certains pays

Millions de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822130571445>

Source

- OCDE (2007), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE* : vol. 2 – *Statistiques nationales, 2002-04*, Édition 2006, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE* : *Politiques et statistiques de base 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010) (à paraître), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE 2009* : *Politique et statistiques de base*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Cox, A. (2003), *OECD Work on Defining and Measuring Subsidies in Fisheries*, OCDE, Paris.
- Cox, A. (2004), *Subsidies and Deep-Sea Fisheries Management: Policy Issues and Challenges*, OCDE, Paris.
- Cox, A. et C. Schmidt (2003), *Subsidies in the OECD Fisheries Sector: A Review of Recent Analysis and Future Directions*, document préparé pour le FAO Expert Consultation on Identifying, Assessing and Reporting on Subsidies in the Fishing Industry, Rome, 3-6 décembre 2002.
- OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Sustainable Development Studies – Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects*, OCDE, Paris.
- OCDE et FAO (2008), *Globalisation and Fisheries – Proceedings of an OECD-FAO Workshop*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche : Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Pêcheries, www.oecd.org/agr/peche.

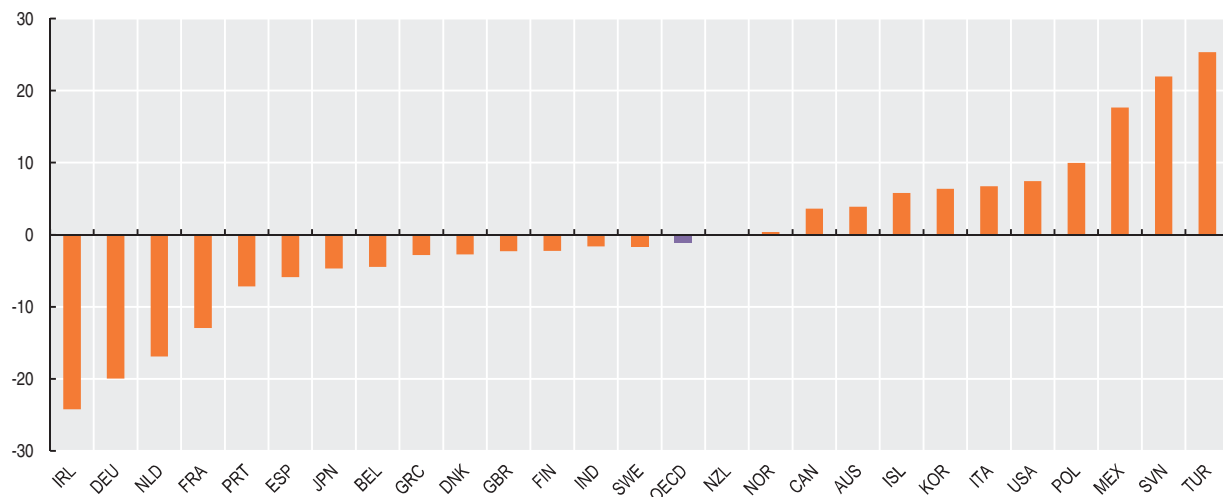
**Pêche : transferts financiers publics**

Milliers de dollars des EU

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	63 215	16 488	31 276	29 834	28 988	28 208	33 890	18 326	30 928	4 878	6 819
Australie	41 230	..	..	82 272	75 902	78 038	95 558	95 560	46 299	52 080	60 355
Belgique	4 949	..	4 473	6 849	2 830	1 607	1 668	6 328	8 613	7 103	3 140
Canada	433 309	..	606 443	564 497	521 355	497 771	589 975	618 787	591 000	596 195	..
Corée	378 994	211 927	471 556	320 449	428 313	538 695	495 280	495 280	649 387	644 000	703 000
Danemark	82 030	90 507	27 765	16 316	..	68 769	37 659	28 505	58 108	90 036	62 105
Espagne	344 581	296 642	399 604	364 096	376 614	301 926	353 290	256 569	433 786	246 625	188 207
États-Unis	1 002 580	1 041 000	1 103 100	1 037 710	1 169 590	1 130 810	1 290 440	1 064 400	..	2 043 425	2 053 142
Finlande	26 198	26 888	19 236	13 908	16 510	16 025	20 231	19 397	24 817	17 496	20 892
France	140 807	..	71 665	166 147	141 786	155 283	179 740	236 811	126 194	36 535	35 229
Grèce	46 958	26 908	43 030	87 315	86 957	88 334	119 045	35 500	61 013	58 276	35 267
Irlande	98 880	..	143 184	..	..	63 632	64 960	21 448	22 144	19 743	6 167
Islande	38 678	36 954	39 763	41 978	28 310	28 955	48 348	55 705	64 326	52 000	68 000
Italie	91 811	..	200 470	217 679	231 680	159 630	149 270	170 055	119 239	165 161	..
Japon	2 945 785	2 135 946	2 537 536	2 913 149	2 574 086	2 323 601	2 310 744	2 437 934	2 165 198	1 950 000	1 824 000
Mexique	16 808	..	..	..	..	..	177 000	114 000	84 973	88 760	85 267
Norvège	163 437	153 046	180 962	104 564	99 465	156 340	139 200	142 315	149 521	143 498	169 367
Nouvelle-Zélande	40 397	29 412	29 630	27 273	15 126	18 981	38 325	50 134	32 197	37 966	40 574
Pays-Bas	35 849	..	..	1 389	12 779	12 443	6 569	5 218	13 685	18 425	5 638
Pologne	7 927	..	..	..	..	..	..	..	50 523	33 659	20 477
Portugal	65 077	..	28 674	25 578	25 066	24 899	26 930	26 930	32 769	29 219	30 896
Royaume-Uni	128 066	90 833	75 968	81 394	73 738	..	82 691	87 487	103 150	103 994	..
Suède	53 452	26 960	31 053	25 186	22 505	24 753	30 650	34 422	36 603	34 785	45 652
Turquie	15 114	..	1 277	26 372	17 721	16 167	16 300	59 500	98 072	136 182	144 739
Total OCDE	6 258 205	4 183 511	6 046 665	6 153 955	5 949 321	5 734 867	6 307 763	6 080 611	6 174 521	6 610 041	5 608 933
Inde	341	397	410	331	346	314	..	..	..	..	..
Slovénie	520	581	484	723	581	687	680	566	1 085	1 346	3 787

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826416450536>**Pêche : transferts financiers publics**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1997-2007 ou dernière période disponible

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822116435128>

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

La promotion du développement économique et social des pays non membres est un objectif essentiel de l'OCDE depuis sa création. La part de revenu national qu'un pays consacre à l'aide publique au développement (APD) est généralement considérée comme un indicateur de son attachement au développement international, et les Nations Unies ont depuis longtemps déjà assigné pour objectif aux pays développés d'affecter 0.7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD.

Définition

Cette section rend compte de la part de leur RNB que les différents pays consacrent à l'APD nette, ainsi que de la répartition géographique des apports d'APD bilatérale.

Par APD, on entend l'aide fournie par les États en vue de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement. Les prêts et crédits accordés à des fins militaires en sont exclus. L'aide peut emprunter la voie bilatérale, autrement dit être fournie directement par un donneur à un bénéficiaire, ou être fournie par l'intermédiaire d'une institution multilatérale de développement, comme les Nations Unies ou la Banque mondiale. L'aide peut prendre la forme de dons, de prêts assortis de conditions de faveur ou d'apports d'assistance technique. Sont considérés comme assortis de conditions de faveur les prêts comportant un élément de libéralité d'au moins 25 % du total.

L'OCDE tient une liste de pays et territoires en développement, et seule l'aide qui leur est destinée est comptabilisée dans l'APD. Cette liste, qui est régulièrement mise à jour, compte actuellement plus de 150 pays ou territoires qui avaient un revenu par habitant inférieur à 11 456 dollars des EU en 2007. Les données font référence à l'APD fournie par les 22 pays de l'OCDE membres du Comité d'aide au développement (CAD).

En bref

La moyenne pondérée du volume total de l'APD consentie par les membres du CAD en pourcentage de leur RNB cumulé a atteint 0.31 % en 2008. La moyenne non pondérée mesurant « l'effort moyen par pays » était de 0.48 %. La tendance à la baisse, depuis 1990, sur laquelle s'inscrivaient les deux moyennes a pris fin en 1999 et elle s'est ensuite inversée, les membres du CAD ayant accru leur aide conformément aux engagements souscrits à la Conférence internationale sur le financement du développement organisée à Monterrey en 2002 et aux sommets du G8 de Gleneagles et du Millénaire +5 de l'ONU.

En 2008, l'APD nette totale des membres du CAD a atteint le plus haut niveau jamais atteint (121.5 milliards de dollars des EU), avec une hausse de 11.7 % en termes réels par rapport à 2007. Le volume des projets et programmes bilatéraux de développement de l'APD augmente ces dernières années et a connu une nette hausse entre 2007 et 2008, ce qui indique que les donateurs augmentent considérablement l'envergure de leurs principaux programmes d'aide.

Les données relatives à la répartition géographique de l'aide présentées ici sont toutefois exprimées en valeur brute, afin de rendre compte de l'ampleur des nouveaux apports consentis au cours de la période considérée.

Comparabilité

Les statistiques sur l'APD sont établies sur la base d'un ensemble de directives mises au point par le CAD, et les statistiques de chaque pays font l'objet, à intervalles réguliers, d'un examen de la part des autres membres du CAD.

Source

- Statistiques du Comité d'aide au développement.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2010), *Revue de l'OCDE sur le développement : Coopération pour le développement – Rapport 2010 – Efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement*, Volume 10-1, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *OECD Journal on Development Volume 9, Issue 2: Measuring Human Rights and Democratic Governance: Experiences and Lessons from Metagora*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Ressources naturelles et croissance pro-pauvres: Enjeux économiques et politiques, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Gouvernance, fiscalité et responsabilité : enjeux et pratiques, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Enquête 2008 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris : Rendre l'aide plus efficace d'ici 2010, Pour une meilleure aide au développement*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Efficacité de l'aide : Rapport d'étape sur la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, Pour une meilleure aide au développement*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Statistiques du développement international sur CD-Rom*, OCDE, Paris.
- OCDE (2010), *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement 2010 : Versements, Engagements, Indicateurs par pays*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de l'aide au développement 2008 : Statistiques par région*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Système de notification des pays créanciers 2008 : Activités d'aide dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Statistiques du développement international.

Sites Internet

- Statistiques du Comité d'aide au développement, www.oecd.org/dac/stats.
- OCDE, Calcul de l'élément don des prêts d'aide, www.oecd.org/dataoecd/15/0/31738575.pdf.

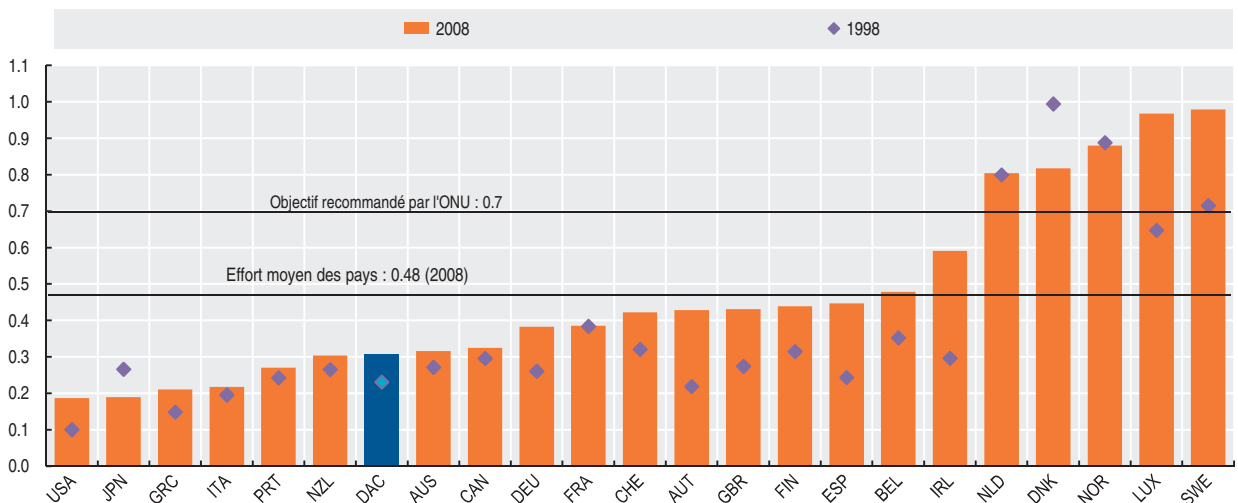


Aide publique au développement nette
En pourcentage du revenu national brut

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	0.31	0.32	0.28	0.26	0.26	0.27	0.27	0.27	0.28	0.28	0.36	0.36	0.37	0.38
Australie	0.34	0.27	0.27	0.27	0.26	0.27	0.25	0.26	0.25	0.25	0.25	0.30	0.32	0.32
Autriche	0.27	0.23	0.24	0.22	0.24	0.23	0.34	0.26	0.20	0.23	0.52	0.47	0.50	0.43
Belgique	0.38	0.34	0.31	0.35	0.30	0.36	0.37	0.43	0.60	0.41	0.53	0.50	0.43	0.48
Canada	0.38	0.32	0.34	0.30	0.28	0.25	0.22	0.28	0.24	0.27	0.34	0.29	0.29	0.32
Danemark	0.96	1.04	0.97	0.99	1.01	1.06	1.03	0.96	0.84	0.85	0.81	0.80	0.81	0.82
Espagne	0.24	0.22	0.24	0.24	0.23	0.22	0.30	0.26	0.23	0.24	0.27	0.32	0.37	0.45
États-Unis	0.10	0.12	0.09	0.10	0.10	0.10	0.11	0.13	0.15	0.17	0.23	0.18	0.16	0.19
Finlande	0.31	0.33	0.32	0.31	0.33	0.31	0.32	0.35	0.35	0.37	0.46	0.40	0.39	0.44
France	0.55	0.48	0.44	0.38	0.38	0.30	0.31	0.37	0.40	0.41	0.47	0.47	0.38	0.39
Grèce	..	0.15	0.14	0.15	0.15	0.20	0.17	0.21	0.21	0.16	0.17	0.17	0.16	0.21
Irlande	0.29	0.31	0.31	0.30	0.31	0.29	0.33	0.40	0.39	0.39	0.42	0.54	0.55	0.59
Italie	0.15	0.20	0.11	0.20	0.15	0.13	0.15	0.20	0.17	0.15	0.29	0.20	0.19	0.22
Japon	0.27	0.20	0.21	0.27	0.27	0.28	0.23	0.23	0.20	0.19	0.28	0.25	0.17	0.19
Luxembourg	0.36	0.44	0.55	0.65	0.66	0.70	0.77	0.78	0.86	0.79	0.79	0.89	0.92	0.97
Norvège	0.86	0.83	0.84	0.89	0.88	0.76	0.80	0.89	0.92	0.87	0.94	0.89	0.95	0.88
Nouvelle-Zélande	0.23	0.21	0.26	0.27	0.27	0.25	0.25	0.22	0.23	0.23	0.27	0.27	0.27	0.30
Pays-Bas	0.81	0.81	0.81	0.80	0.79	0.84	0.82	0.81	0.80	0.73	0.82	0.81	0.81	0.80
Portugal	0.25	0.21	0.25	0.24	0.26	0.26	0.25	0.27	0.22	0.63	0.21	0.21	0.22	0.27
Royaume-Uni	0.29	0.27	0.26	0.27	0.24	0.32	0.32	0.31	0.34	0.36	0.47	0.51	0.35	0.43
Suède	0.77	0.84	0.79	0.72	0.70	0.80	0.77	0.84	0.79	0.78	0.94	1.02	0.93	0.98
Suisse	0.34	0.34	0.34	0.32	0.35	0.34	0.34	0.33	0.37	0.40	0.43	0.39	0.38	0.42
Total CAD	0.26	0.25	0.22	0.23	0.22	0.22	0.22	0.23	0.25	0.26	0.33	0.31	0.28	0.31
Dont : Membres de l'UE	0.37	0.37	0.33	0.33	0.31	0.32	0.33	0.35	0.35	0.35	0.44	0.43	0.39	0.43

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826454736750>

Aide publique au développement nette
En pourcentage du revenu national brut



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822143200636>

Répartition de l'aide publique au développement brute des pays du CAD par groupe de revenus et par région

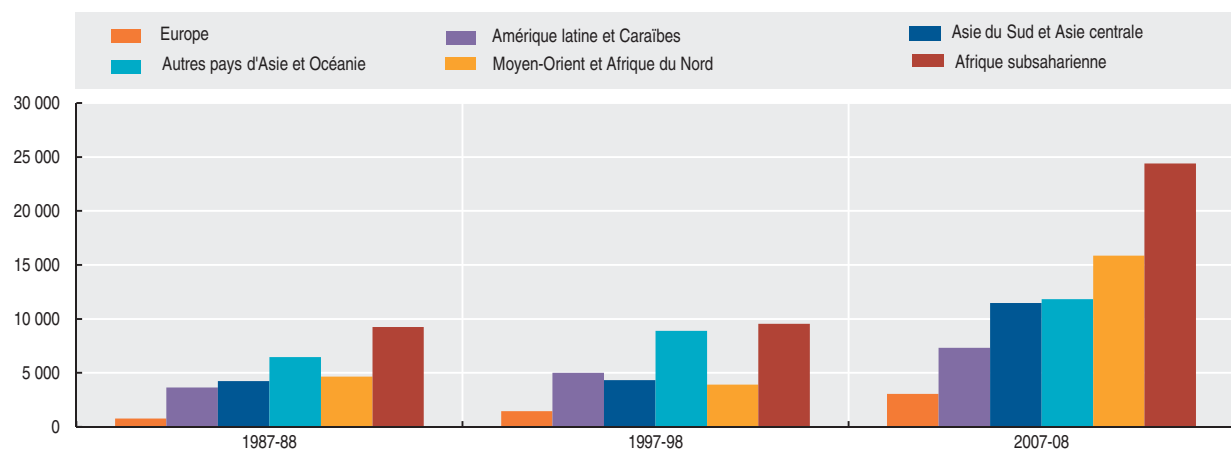
Millions de dollars des EU, moyennes sur 2 ans

	1987-88	1997-98	2007-08
<i>Répartition de l'APD bilatérale par groupe de revenu</i>			
Pays les moins avancés	8 604	8 197	22 819
Autres pays à faible revenu	2 607	3 407	7 140
Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	11 408	15 596	32 291
Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure	2 515	3 114	6 217
Pays en développement plus avancés	2 675	1 107	8
Non alloué	5 714	9 211	24 366
<i>Répartition de l'APD bilatérale par région</i>			
Afrique subsaharienne	9 237	9 545	24 384
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 648	3 908	15 848
Asie du Sud et Asie centrale	4 250	4 326	11 478
Autres pays d'Asie et Océanie	6 465	8 902	11 818
Europe	763	1 445	3 056
Amérique latine et Caraïbes	3 641	5 004	7 317
Non spécifié	4 518	7 502	18 940
APD bilatérale	33 522	40 632	92 841
APD multilatérale	13 410	16 560	33 014
APD totale	46 932	57 193	125 855

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/826501547436>

Répartition de l'aide publique au développement brute des pays du CAD par région

Millions de dollars des EU



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/822155163426>



Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale brute des pays du CAD

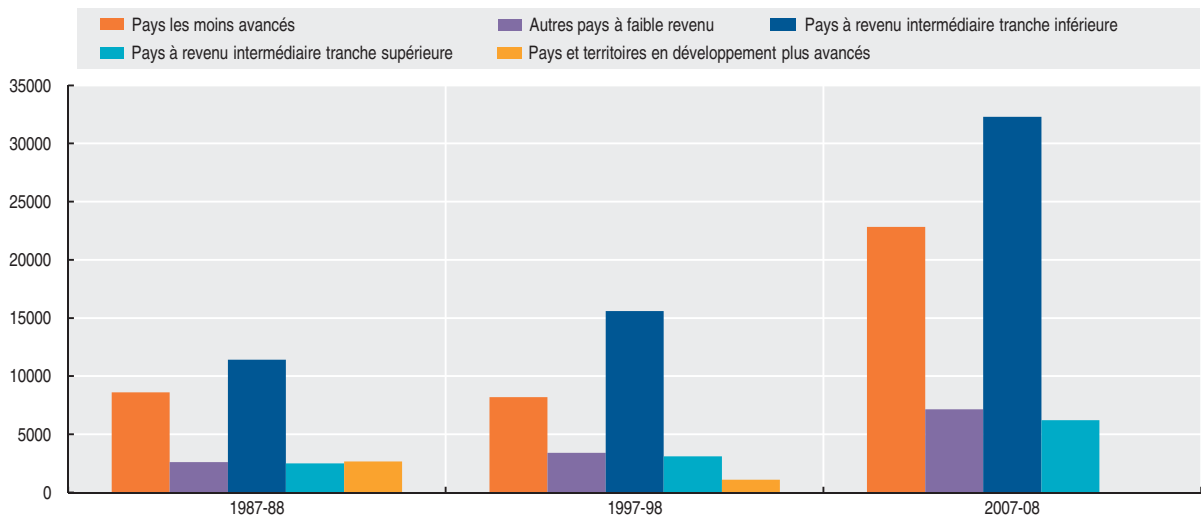
Moyennes sur 2 ans

	1987-88			1997-98			2007-08	
	Millions de dollars des EU	En pourcentage du total APD		Millions de dollars des EU	En pourcentage du total APD		Millions de dollars des EU	En pourcentage du total APD
Indonésie	1 764	3.8	Chine	1 863	3.3	Irak	9 462	7.5
Égypte	1 615	3.4	Indonésie	1 711	3.0	Afghanistan	3 475	2.8
Inde	1 359	2.9	Égypte	1 613	2.8	Chine	2 601	2.1
Israël	1 349	2.9	Inde	1 556	2.7	Indonésie	2 543	2.0
Chine	1 088	2.3	Philippines	935	1.6	Inde	2 263	1.8
Bangladesh	961	2.0	Thaïlande	861	1.5	Viêtnam	1 745	1.4
Pakistan	889	1.9	Bangladesh	758	1.3	Soudan	1 743	1.4
Philippines	836	1.8	Viêtnam	714	1.2	Tanzanie	1 603	1.3
Tanzanie	765	1.6	Mozambique	694	1.2	Éthiopie	1 551	1.2
Mozambique	651	1.4	Tanzanie	687	1.2	Cameroun	1 396	1.1
Kenya	566	1.2	Pakistan	622	1.1	Égypte	1 389	1.1
Thaïlande	562	1.2	Bosnie-Herzégovine	560	1.0	Bangladesh	1 310	1.0
Turquie	544	1.2	Cote d'Ivoire	506	0.9	Mozambique	1 222	1.0
Soudan	475	1.0	Madagascar	479	0.8	Nigeria	1 121	0.9
Éthiopie	445	0.9	Pérou	464	0.8	Autorité palestinienne	1 108	0.9
APD bilatérale	33 522	71.4	APD bilatérale	40 632	71.0	APD bilatérale	92 841	73.8
APD multilatérale	13 410	28.6	APD multilatérale	16 560	29.0	APD multilatérale	33 014	26.2
APD totale	46 932	100.0	APD totale	57 193	100.0	APD totale	125 855	100.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826508213458>

Répartition de l'aide publique au développement bilatérale brute des pays du CAD par groupe de revenus

Millions de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822167225743>

RECETTES FISCALES TOTALES

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'État sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du degré de contrôle exercé par l'État sur les ressources de l'économie.

Définition

Les impôts sont définis comme des paiements obligatoires, sans contrepartie, versés aux administrations publiques. Ils sont sans contrepartie en ce sens que les prestations fournies par l'État aux contribuables ne sont normalement pas proportionnelles à leurs paiements. Les données sur les recettes fiscales totales présentées ici ont trait aux recettes provenant des impôts sur les revenus et les bénéfices, des cotisations de sécurité sociale, des impôts perçus sur les marchandises et services, des charges sociales, des impôts sur la propriété et le transfert de propriété et d'autres taxes.

Les impôts sur les revenus et les bénéfices sont des impôts prélevés sur les revenus ou les bénéfices nets (c'est-à-dire les revenus bruts diminués des déductions fiscales autorisées) des particuliers et des entreprises. Ils comprennent également les impôts prélevés sur les gains en capital des particuliers et des entreprises et sur les gains provenant de jeux d'argent.

Les impôts sur les biens et services sont tous les impôts prélevés sur la production, l'extraction, la vente, le transfert, la location ou la livraison de biens et la prestation de services, ou sur l'utilisation de biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités. Il s'agit essentiellement de taxes sur la valeur ajoutée et de taxes sur les ventes.

On notera que la somme des impôts sur les biens et services et des impôts sur les revenus et les bénéfices n'est pas égale aux recettes fiscales totales.

En bref

En 2008, les recettes fiscales totales exprimées en pourcentage du PIB ont baissé dans 17 pays de l'OCDE et augmenté dans 9. Cela signifie que la moyenne des recettes totales de l'OCDE a baissé d'environ 0,5 % du PIB après avoir atteint 35,8 % en 2007. La légère tendance à la hausse enregistrée dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE pendant les années 90 a pris fin en 2000, et depuis 2001, les recettes fiscales totales de l'ensemble des pays de l'OCDE mesurées en pourcentage du PIB ont légèrement baissé.

Les recettes d'impôts sur les revenus et les bénéfices représentaient en moyenne 13,2 % du PIB en 2007. Ce ratio a évolué à la hausse au cours de la seconde moitié des années 90, pour atteindre un pic en 2000. Après avoir légèrement reflué les années suivantes, le ratio moyen est passé en 2007 au-delà du niveau atteint en 2000.

La moyenne de l'OCDE en matière de recettes d'impôts sur les biens et services est remarquablement stable depuis 1994, à un niveau d'environ 11 % du PIB.

Comparabilité

Les données sont collectées de manière à être aussi comparables que possible entre pays. Les représentants des pays ont approuvé la définition de chaque catégorie d'impôts et les modalités selon lesquelles il convient de les mesurer dans tous les pays de l'OCDE. Il leur incombe donc de veiller à ce que les données transmises soient conformes à ces règles. Celles-ci sont exposées dans le « Guide d'interprétation de l'OCDE » qui figure à la fin de chaque édition des *Statistiques des recettes publiques*.

Source

- OCDE (2009), *Statistiques des recettes publiques 1965-2008 – Édition 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *La politique fiscale dans les pays de l'OCDE : Évolutions et réformes récentes*, Études de la politique fiscale de l'OCDE, n° 9, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Tendances des impôts sur la consommation : TVA/TPS et droits d'accise taux, tendances et questions d'administration*, Édition 2005, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 15 Tax-Preferred Saving Accounts: (version française)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *L'économie politique des taxes liées à l'environnement*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Consumption Tax Trends: VAT/GST and Excise Rates, Trends and Administration Issues*, 2008, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *PISA Literacy Skills for the World of Tomorrow – Further Results from PISA 2000*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Les impôts sur les salaires 2007-08*, Édition 2008, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Modèle de convention fiscale électronique (eMTC), www.sourceoecd.org/reference/modeltax.
- OCDE (1992-2008), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune*, actualisée chaque année, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune*, Version abrégée, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE.
- Statistiques des impôts sur les salaires.

Sites Internet

- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, www.oecd.org/ctp.
- Administration fiscale dans les pays de l'OCDE : Comparative Information Series (2004), www.oecd.org/ctp/ta.



Recettes fiscales totales

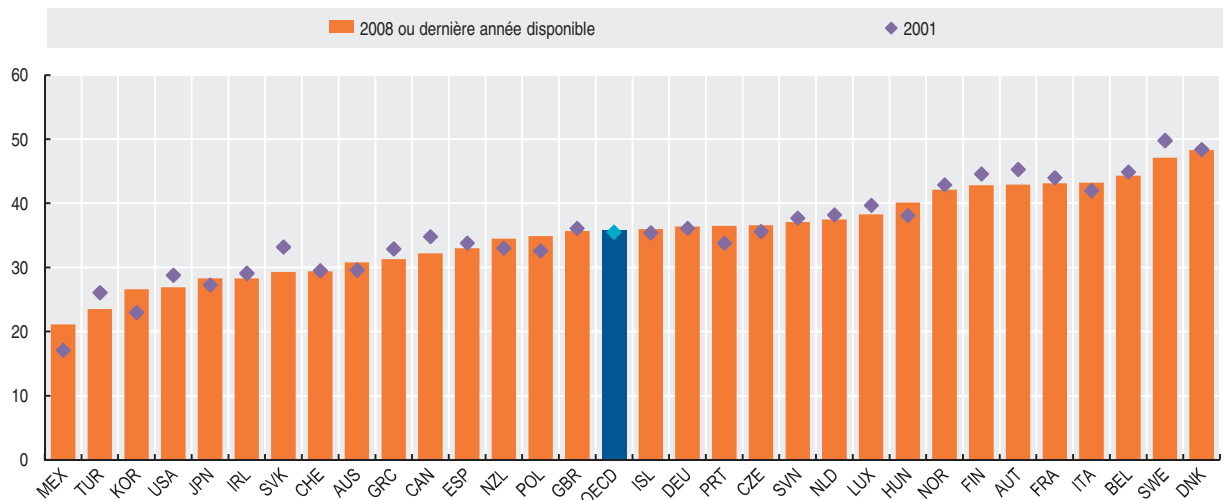
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	37.2	36.5	36.2	36.4	37.1	37.2	36.1	35.4	35.5	34.8	34.8	35.6	36.2	36.4
Australie	28.8	29.4	29.2	30.0	30.5	31.1	29.6	30.5	30.6	31.1	30.8	30.6	30.8	..
Autriche	41.4	42.9	44.4	44.4	44.0	43.2	45.3	44.0	43.8	43.4	42.3	41.8	42.3	42.9
Belgique	43.6	44.0	44.5	45.2	45.2	44.9	44.9	45.0	44.6	44.8	44.7	44.4	43.9	44.3
Canada	35.6	35.9	36.7	36.7	36.4	35.6	34.8	33.7	33.7	33.6	33.4	33.5	33.3	32.2
Corée	18.6	19.2	20.1	20.2	20.6	22.6	23.0	23.2	23.9	23.2	23.9	25.0	26.5	26.6
Danemark	48.8	49.2	48.9	49.3	50.1	49.4	48.4	47.8	48.0	49.0	50.8	49.6	48.7	48.3
Espagne	32.1	31.9	32.9	33.2	34.1	34.2	33.8	34.2	34.2	34.6	35.7	36.7	37.2	33.0
États-Unis	27.9	28.3	28.7	29.3	29.4	29.9	28.8	26.5	25.9	26.1	27.5	28.2	28.3	26.9
Finlande	45.7	47.0	46.3	46.1	45.8	47.2	44.6	44.6	44.0	43.5	44.0	43.5	43.0	42.8
France	42.9	44.1	44.4	44.2	45.1	44.4	44.0	43.4	43.2	43.5	43.9	44.0	43.5	43.1
Grèce	28.9	35.9	30.3	32.0	32.9	34.0	32.9	33.6	32.2	31.1	31.4	31.2	32.0	31.3
Hongrie	41.3	39.7	38.1	37.8	38.1	38.0	38.1	37.9	37.6	37.6	37.3	37.1	39.5	40.1
Irlande	32.5	32.5	31.8	31.3	31.5	31.3	29.1	28.0	28.5	29.9	30.4	31.7	30.8	28.3
Islande	31.2	32.3	32.2	34.5	36.9	37.2	35.4	35.3	36.7	38.0	40.6	41.5	40.9	36.0
Italie	40.1	41.8	43.2	41.7	42.5	42.3	42.0	41.4	41.8	41.0	40.8	42.3	43.5	43.2
Japon	26.8	26.8	27.2	26.8	26.3	27.0	27.3	26.2	25.7	26.3	27.4	28.0	28.3	..
Luxembourg	37.1	37.6	39.3	39.4	38.3	39.1	39.7	39.3	38.1	37.2	37.6	35.8	36.5	38.3
Mexique	15.2	15.3	15.9	15.1	15.8	16.9	17.1	16.5	17.4	17.1	18.1	18.3	18.0	21.1
Norvège	40.9	40.8	41.5	42.4	42.7	42.6	42.9	43.1	42.3	43.3	43.5	44.0	43.6	42.1
Nouvelle-Zélande	36.6	34.8	35.0	33.4	33.4	33.6	33.0	34.4	34.2	35.3	37.4	36.6	35.7	34.5
Pays-Bas	41.5	40.9	40.9	39.1	40.1	39.7	38.2	37.5	36.9	37.3	38.5	38.9	37.5	..
Pologne	36.2	37.4	36.6	35.6	35.1	32.8	32.6	33.1	32.6	31.7	33.0	34.0	34.9	..
Portugal	32.1	32.7	32.8	33.0	33.9	34.1	33.8	34.5	34.7	33.9	34.7	35.5	36.4	36.5
Rép. slovaque	..	..	..	36.7	35.4	34.1	33.2	33.2	33.1	31.6	31.4	29.4	29.4	29.3
Rép. tchèque	37.5	36.0	36.3	34.9	35.8	35.3	35.6	36.3	37.3	37.8	37.6	37.1	37.4	36.6
Royaume-Uni	34.0	33.8	34.3	35.5	35.7	36.4	36.1	34.6	34.3	34.9	35.8	36.6	36.1	35.7
Suède	47.5	49.4	50.6	51.0	51.4	51.8	49.8	47.9	48.3	48.7	49.5	49.0	48.3	47.1
Suisse	27.7	28.1	27.6	28.5	28.7	30.0	29.5	29.9	29.2	28.8	29.2	29.3	28.9	29.4
Turquie	16.8	18.9	20.7	21.1	23.1	24.2	26.1	24.6	25.9	24.1	24.3	24.5	23.7	23.5
Moyenne OCDE	34.7	35.3	35.4	35.5	35.9	36.0	35.5	35.2	35.1	35.1	35.7	35.8	35.8	..
Slovénie	39.2	38.1	37.0	37.8	38.2	37.5	37.7	38.0	38.2	38.3	38.6	38.3	37.8	37.1

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826510051556>

Recettes fiscales totales


En pourcentage du PIB

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822256363522>

Impôts sur le revenu et les profits

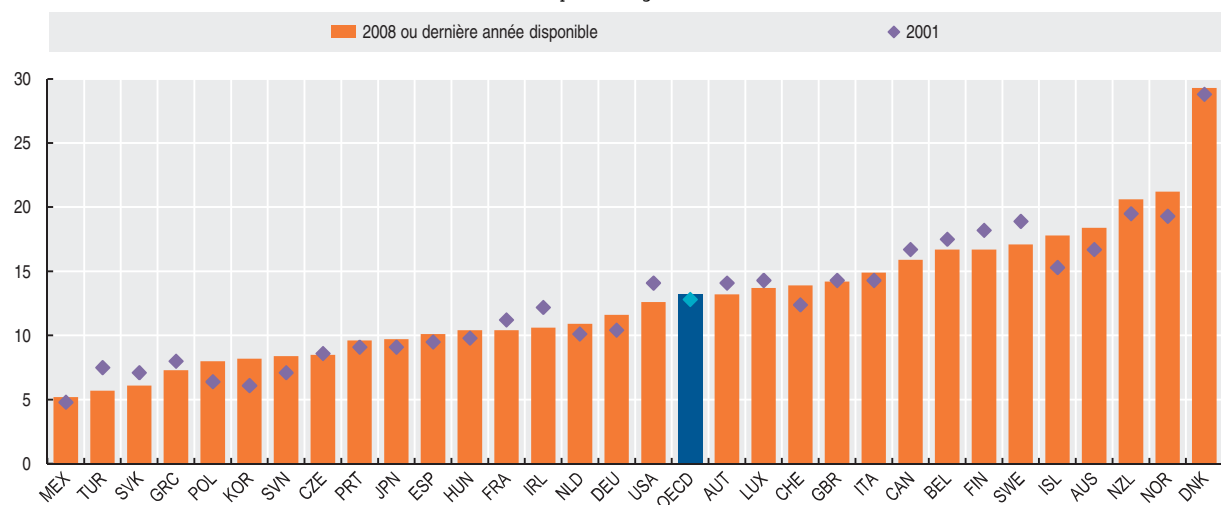

En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	11.3	10.5	10.2	10.7	11.1	11.2	10.4	9.9	9.7	9.5	9.8	10.8	11.3	11.6
Australie	15.9	16.6	16.5	17.7	18.3	18.1	16.7	17.2	17.3	18.2	18.2	18.1	18.4	..
Autriche	10.9	11.9	12.7	12.9	12.5	12.3	14.1	13.0	12.8	12.6	12.0	12.1	12.7	13.2
Belgique	16.6	16.6	17.0	17.5	17.1	17.3	17.5	17.3	16.9	16.9	17.1	16.7	16.5	16.7
Canada	16.5	16.9	17.9	17.7	18.1	17.8	16.7	15.4	15.4	15.7	15.8	16.4	16.6	15.9
Corée	5.9	5.8	5.3	6.1	5.1	6.5	6.1	5.9	6.7	6.5	7.0	7.4	8.4	8.2
Danemark	30.2	30.2	29.9	29.5	29.6	29.8	28.8	28.6	28.8	29.7	31.2	29.9	29.0	29.3
Espagne	9.4	9.2	9.8	9.4	9.6	9.7	9.5	9.9	9.6	9.7	10.4	11.1	12.3	10.1
États-Unis	12.8	13.5	14.0	14.4	14.6	15.1	14.1	11.7	11.2	11.4	12.9	13.6	13.9	12.6
Finlande	16.5	18.2	17.7	18.1	17.8	20.4	18.2	18.1	17.0	16.8	16.8	16.6	16.9	16.7
France	7.0	7.4	8.1	10.2	10.8	11.0	11.2	10.4	10.0	10.2	10.3	10.7	10.4	10.4
Grèce	6.4	6.4	6.8	8.1	8.4	9.3	8.0	8.1	7.4	7.5	8.0	7.4	7.5	7.3
Hongrie	8.7	8.7	8.3	8.4	8.9	9.2	9.8	10.0	9.3	8.9	8.8	9.1	10.0	10.4
Irlande	12.7	13.2	13.1	12.9	13.2	13.2	12.2	11.1	11.3	11.8	11.7	12.5	12.1	10.6
Islande	10.6	11.3	11.5	13.0	14.2	14.8	15.3	15.3	16.0	16.1	17.5	18.3	18.5	17.8
Italie	14.2	14.5	15.3	13.6	14.4	14.0	14.3	13.4	12.9	12.9	12.9	13.9	14.7	14.9
Japon	10.3	10.2	10.1	9.0	8.4	9.4	9.1	8.0	7.9	8.4	9.3	9.9	10.3	9.7
Luxembourg	14.6	14.9	15.6	15.1	13.9	14.1	14.3	14.4	13.9	12.3	12.9	12.5	12.8	13.7
Mexique	3.8	3.7	4.2	4.3	4.6	4.6	4.8	4.8	4.6	4.2	4.4	4.6	5.0	5.2
Norvège	14.3	14.8	15.7	15.7	16.0	19.2	19.3	18.8	18.5	20.1	21.4	22.0	21.0	21.2
Nouvelle-Zélande	22.4	20.7	20.9	19.4	19.4	20.2	19.5	20.5	20.4	21.6	23.6	22.7	22.5	20.6
Pays-Bas	10.9	11.1	10.7	10.3	10.2	10.0	10.1	10.2	9.4	9.2	10.7	10.6	10.9	..
Pologne	11.1	10.7	10.4	10.3	7.4	6.8	6.4	6.3	6.0	5.9	6.4	7.0	8.0	..
Portugal	7.9	8.6	8.7	8.5	9.1	9.6	9.1	8.9	8.4	8.3	8.2	8.5	9.4	9.6
Rép. slovaque	..	..	..	8.6	8.6	7.0	7.1	6.6	6.7	5.7	5.6	5.7	5.8	6.1
Rép. tchèque	9.4	8.1	8.7	8.1	8.3	8.0	8.6	9.0	9.5	9.5	9.1	9.1	9.4	8.5
Royaume-Uni	12.6	12.4	12.7	13.8	13.8	14.2	14.3	13.2	12.6	12.8	13.7	14.5	14.3	14.2
Suède	18.6	19.3	19.9	19.9	20.8	21.2	18.9	17.1	17.8	18.6	19.4	19.3	18.7	17.1
Suisse	11.9	12.3	11.9	12.5	12.0	13.2	12.4	12.9	12.5	12.5	13.0	13.4	13.2	13.9
Turquie	4.8	5.0	5.7	7.0	7.3	7.1	7.5	6.1	6.1	5.3	5.3	5.3	5.6	5.7
Moyenne OCDE	12.4	12.5	12.7	12.8	12.8	13.1	12.8	12.4	12.2	12.3	12.8	13.0	13.2	..
Slovénie	6.5	7.0	7.1	6.9	6.9	6.9	7.1	7.4	7.6	7.8	8.3	8.7	8.8	8.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/826542162885>

Impôts sur le revenu et les profits

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/822256756643>



Impôts sur les biens et les services

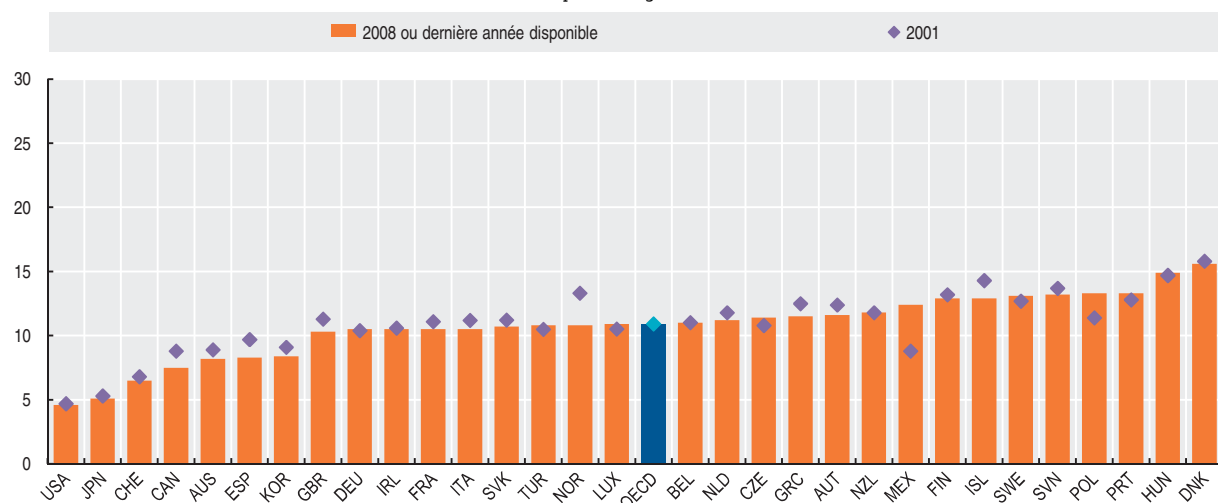
En pourcentage du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	10.4	10.3	10.1	10.0	10.4	10.5	10.4	10.3	10.4	10.1	10.1	10.1	10.6	10.5
Australie	8.4	8.2	8.0	8.2	8.0	8.9	8.9	9.2	9.1	8.9	8.6	8.3	8.2	..
Autriche	11.9	12.3	12.8	12.5	12.6	12.3	12.4	12.6	12.5	12.4	12.1	11.7	11.7	11.6
Belgique	11.2	11.5	11.7	11.1	11.5	11.4	11.0	11.1	11.0	11.2	11.3	11.3	11.0	-
Canada	9.0	9.0	9.0	9.1	8.8	8.6	8.8	8.9	8.9	8.7	8.5	8.1	7.9	7.5
Corée	8.0	8.5	8.6	7.7	8.3	8.7	9.1	9.0	8.9	8.4	8.2	8.1	8.3	8.4
Danemark	15.6	16.0	16.1	16.4	16.5	15.8	15.8	16.0	15.8	16.0	16.2	16.4	16.3	15.6
Espagne	9.2	9.3	9.5	9.8	10.2	10.1	9.7	9.7	9.7	9.8	9.9	9.9	9.5	8.3
États-Unis	5.0	4.9	4.9	4.9	4.8	4.8	4.7	4.7	4.7	4.8	4.8	4.8	4.7	4.6
Finlande	14.0	14.1	14.6	14.1	14.2	13.7	13.2	13.5	14.1	13.8	13.8	13.5	12.9	12.9
France	11.8	12.3	12.2	11.9	12.0	11.4	11.1	11.1	11.0	11.1	11.1	10.8	10.7	10.5
Grèce	11.9	12.2	12.3	12.0	12.2	12.0	12.5	12.3	11.4	11.0	10.9	11.3	11.4	11.5
Hongrie	16.8	16.2	15.0	14.7	15.4	15.4	14.7	14.2	14.8	15.4	14.8	14.3	14.9	14.9
Irlande	13.2	13.0	12.6	12.2	12.1	11.7	10.6	10.9	10.8	11.2	11.4	11.4	11.1	10.5
Islande	15.2	15.6	15.3	15.9	17.0	16.4	14.3	14.4	15.1	16.0	17.1	17.6	16.5	12.9
Italie	10.9	10.8	11.2	11.5	11.7	11.8	11.2	11.2	10.7	10.8	10.8	11.1	11.0	10.5
Japon	4.2	4.3	4.7	5.3	5.4	5.2	5.3	5.3	5.2	5.3	5.3	5.2	5.1	5.1
Luxembourg	10.0	9.9	10.6	10.5	10.4	10.6	10.5	10.6	10.5	11.2	10.9	10.0	9.9	10.9
Mexique	8.2	8.5	8.6	7.5	7.9	8.9	8.8	8.1	9.1	9.5	10.3	10.3	9.5	12.4
Norvège	15.8	15.5	15.4	15.8	15.6	13.5	13.3	13.3	12.9	12.7	12.1	12.0	12.4	10.8
Nouvelle-Zélande	12.2	12.2	12.2	12.1	12.1	11.7	11.8	12.1	12.1	11.9	12.0	11.9	11.3	11.8
Pays-Bas	11.3	11.6	11.3	11.3	11.7	11.5	11.8	11.6	11.7	11.9	12.2	11.9	11.2	..
Pologne	12.8	13.7	13.1	12.3	12.8	11.8	11.4	12.1	12.2	11.9	12.7	13.3	13.3	..
Portugal	13.0	13.2	12.9	13.0	13.2	12.7	12.8	13.1	13.2	13.2	13.8	14.1	13.7	13.3
Rép. slovaque	..	..	..	12.7	12.2	12.3	11.2	11.4	12.0	12.3	12.6	11.4	11.3	10.7
Rép. tchèque	12.1	11.8	11.3	10.8	11.5	11.2	10.8	10.8	11.1	11.8	11.8	11.2	11.1	11.4
Royaume-Uni	12.0	12.0	11.9	11.7	11.8	11.6	11.3	11.2	11.2	11.1	10.8	10.6	10.5	10.3
Suède	13.4	12.9	13.0	12.7	12.6	12.8	12.7	12.9	12.9	12.7	12.9	12.8	12.9	13.1
Suisse	6.1	6.0	6.0	6.2	6.6	6.7	6.8	6.8	6.8	6.8	6.9	6.8	6.5	6.5
Turquie	6.3	7.2	7.7	7.6	8.3	10.1	10.5	11.5	12.8	11.5	12.0	11.9	11.3	10.8
Moyenne OCDE	11.0	11.1	11.1	11.0	11.3	11.1	10.9	11.0	11.1	11.1	11.2	11.1	10.9	..
Slovénie	15.2	14.9	13.9	14.5	15.0	14.1	13.7	13.9	14.0	13.8	13.6	13.3	13.2	13.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826555254320>

Impôts sur les biens et les services

En pourcentage du PIB

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822257310272>

IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

Les impôts applicables au salarié moyen mesurent le rapport entre le montant des impôts payés par un travailleur salarié moyen célibataire et sans enfants et les coûts de main-d'œuvre totaux qu'il représente pour son employeur. Ce « coin fiscal » permet donc d'évaluer l'ampleur de l'effet dissuasif exercé par le système fiscal en matière d'emploi.

Définition

Les impôts intégrés dans cet indicateur sont les impôts sur le revenu des personnes physiques ainsi que les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale. Les impôts sur les salaires sont également pris en compte pour les rares pays où il en existe. Le montant d'impôts payé pour l'emploi d'un salarié moyen est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre qu'il représente (à savoir le salaire brut augmenté des cotisations patronales de sécurité sociale et des impôts sur les salaires).

On entend par salarié moyen une personne dont la rémunération est égale au revenu moyen des salariés du pays concerné qui travaillent à temps complet dans les secteurs C à K de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI rév. 3). Le salarié moyen est réputé vivre seul, ce qui signifie qu'il ou elle ne bénéficie d'aucun allègement fiscal au titre d'un conjoint, d'un concubin ou d'un enfant à charge.

Comparabilité

Les catégories d'impôts prises en compte dans cet indicateur sont totalement comparables d'un pays à l'autre, dans la mesure où elles correspondent à des définitions communes acceptées par tous les pays de l'OCDE et publiées dans les *Statistiques des recettes publiques*.

Les niveaux de revenu des salariés diffèrent d'un pays à l'autre dans les secteurs C à K de la CITI, mais ils peuvent être considérés comme des niveaux de revenus correspondant à des types d'activités comparables dans les différents pays.

Les informations sur le niveau de revenu du salarié moyen sont fournies par les ministères des Finances de tous les pays de l'OCDE, et sont fondées sur des enquêtes statistiques nationales. Le montant des impôts versés par un salarié célibataire est calculé en appliquant la législation fiscale du pays concerné. Par conséquent, les mesures du « coin fiscal » obtenues résultent d'un exercice de modélisation, plutôt que de l'observation directe des impôts effectivement payés.

Source

- OCDE (2009), *Les impôts sur les salaires 2007-08*, Édition 2008, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Immervoll, H. (2004), *Average and Marginal Effective Tax Rates Facing Workers in the EU: A Micro-Level Analysis of Levels, Distributions and Driving Factors*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 19, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 15 Tax-Preferred Saving Accounts: (version française)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 11 : La taxation des options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Statistiques des recettes publiques 1965-2008 – Édition 2009*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Prestations et salaires, www.oecd.org/els/social/workincentives.
- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, www.oecd.org/ctp.
- Analyse des politiques fiscales de l'OCDE, www.oecd.org/ctp/tpa.

En bref

En 2008, les impôts applicables au salarié moyen représentaient environ 38 % des coûts totaux de la main-d'œuvre, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Ce « coin fiscal » représentait une part allant de 15 % au Mexique à 50 % ou plus en Allemagne, en Belgique et en Hongrie.

En moyenne, les impôts applicables au salarié moyen ont légèrement diminué depuis 2000 pour l'ensemble de la zone OCDE. Toutefois, il existe d'importantes différences entre les pays. Onze des 30 pays membres de l'OCDE ont enregistré une hausse globale des impôts applicables au salarié moyen depuis 2000. Les pays où cette augmentation a été la plus forte comprenaient le Japon, la Grèce, la Corée et les Pays-Bas. Parmi les 19 pays où les impôts applicables au salarié moyen ont globalement diminué, les baisses les plus marquées ont été observées en Finlande, en Irlande et en Suède.

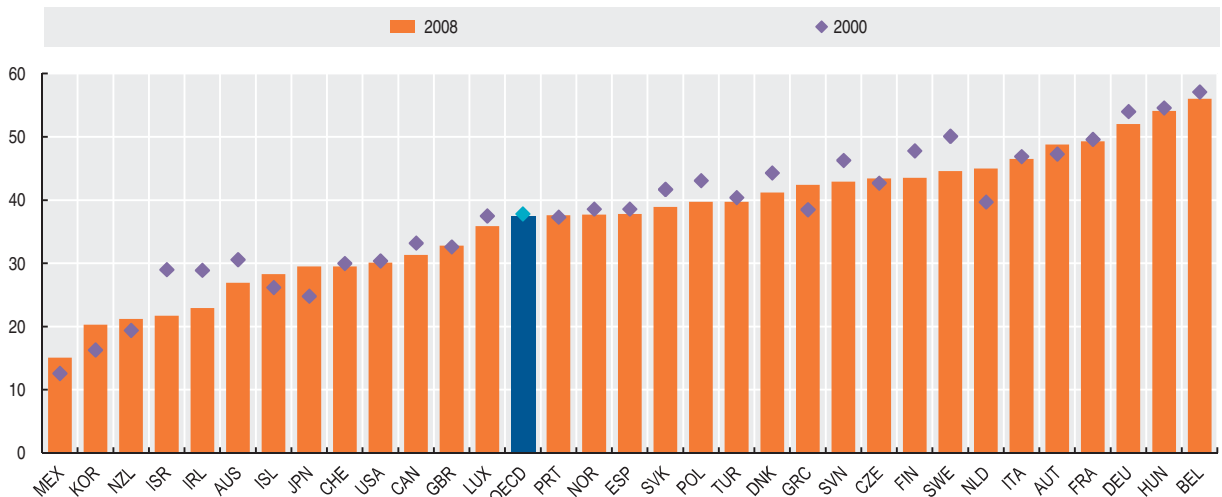
**Impôts applicables au salarié moyen**

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	54.0	53.0	53.5	54.2	53.2	53.1	53.3	52.6	52.0
Australie	30.6	27.3	27.7	28.0	28.0	28.3	28.3	27.7	26.9
Autriche	47.3	46.9	47.1	47.4	48.1	48.0	48.3	48.6	48.8
Belgique	57.1	56.7	56.3	55.7	55.4	55.5	55.5	55.8	56.0
Canada	33.2	32.0	32.1	32.0	32.0	31.9	31.9	31.2	31.3
Corée	16.3	16.4	16.1	16.3	17.0	17.3	18.1	19.7	20.3
Danemark	44.3	43.6	42.6	42.6	41.3	41.1	41.3	41.4	41.2
Espagne	38.6	38.8	39.1	38.5	38.7	38.9	39.1	38.9	37.8
États-Unis	30.4	30.3	30.1	29.9	29.8	29.7	29.9	29.7	30.1
Finlande	47.8	46.4	45.9	45.0	44.5	44.6	44.0	43.6	43.5
France	49.6	49.8	49.8	49.8	49.9	50.0	50.1	49.2	49.3
Grèce	38.5	38.2	39.0	37.9	40.0	40.5	41.9	42.3	42.4
Hongrie	54.6	55.8	53.7	50.8	51.8	51.1	52.0	54.5	54.1
Irlande	28.9	25.8	24.5	24.2	24.0	23.5	23.0	22.7	22.9
Islande	26.2	26.9	28.5	29.3	29.8	29.7	29.5	28.1	28.3
Italie	46.9	46.4	46.4	45.7	46.0	45.7	45.9	46.2	46.5
Japon	24.8	24.9	30.5	27.4	27.3	27.7	28.8	29.3	29.5
Luxembourg	37.5	35.8	32.9	33.5	33.9	34.7	35.3	36.3	35.9
Mexique	12.6	13.2	15.8	16.8	15.3	14.7	15.0	15.9	15.1
Norvège	38.6	39.2	38.6	38.1	38.1	37.2	37.4	37.5	37.7
Nouvelle-Zélande	19.4	19.4	19.5	19.7	20.0	20.4	21.1	21.5	21.2
Pays-Bas	39.7	37.2	37.4	37.1	38.8	38.9	44.6	44.3	45.0
Pologne	43.1	42.8	42.7	43.0	43.2	43.4	43.7	42.9	39.7
Portugal	37.3	36.4	36.6	36.8	37.8	37.3	37.4	37.7	37.6
République slovaque	41.7	42.7	42.5	42.9	42.5	38.3	38.5	38.6	38.9
République tchèque	42.7	42.6	42.9	43.2	43.5	43.8	42.6	42.9	43.4
Royaume-Uni	32.6	32.2	32.3	33.8	33.9	33.9	34.0	34.0	32.8
Suède	50.1	49.1	47.8	48.2	48.4	48.1	47.8	45.3	44.6
Suisse	30.0	30.1	30.1	29.7	29.4	29.5	29.5	29.7	29.5
Turquie	40.4	43.6	42.5	42.2	42.8	42.8	42.7	42.7	39.7
Moyenne OCDE	37.8	37.5	37.5	37.3	37.5	37.3	37.7	37.7	37.4
Israël	29.0	29.5	30.0	27.1	25.3	24.9	23.5	24.1	21.7
Slovénie	46.3	46.2	46.1	46.2	46.3	45.6	45.3	43.3	42.9

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826577603862>**Impôts applicables au salarié moyen**

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822301233411>





QUALITÉ DE VIE

SANTÉ

ESPÉRANCE DE VIE
MORTALITÉ INFANTILE
OBÉSITÉ

INÉGALITÉ DES REVENUS ET PAUVRETÉ

INÉGALITÉ DES REVENUS
TAUX ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

SOCIÉTÉ

SUICIDES
BIEN-ÊTRE SUBJECTIF
BÉNÉFICES SOCIAUX DE L'ÉDUCATION
INACTIVITÉ DES JEUNES
TOURISME – NUITÉES

SÉCURITÉ

POPULATION CARCÉRALE
VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET ACCIDENTS MORTELS DE LA ROUTE

ESPÉRANCE DE VIE

L'espérance de vie à la naissance demeure l'un des indicateurs de l'état de santé les plus fréquemment cités. Les gains d'espérance de vie enregistrés dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies, qui reflètent les réductions prononcées des taux de mortalité, peuvent être attribués à plusieurs facteurs, dont l'augmentation du niveau de vie, l'amélioration des habitudes de vie et l'élévation du niveau d'instruction, ainsi qu'un accès plus large à des soins de santé de qualité. D'autres facteurs tels que l'amélioration de la nutrition, de l'hygiène et du logement ont également joué un rôle, en particulier dans les pays dont l'économie est en voie de développement.

Définition

L'espérance de vie à la naissance correspond au nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre, calculé d'après un ensemble donné de taux de mortalité par âge prévalant dans un pays à l'époque de sa naissance. Il est à noter que les taux effectifs de mortalité par âge d'une génération particulière ne peuvent être connus à l'avance. Cela implique que si les taux de mortalité par âge diminuent (comme on l'a vu au cours des dernières décennies dans les pays de l'OCDE), la longévité réelle d'une personne sera plus grande que l'espérance de vie calculée d'après les taux de mortalité actuels.

En bref

Dans les pays de l'OCDE, l'espérance de vie moyenne à la naissance pour l'ensemble de la population a atteint 79.1 ans en 2007, soit plus de dix ans de plus qu'en 1960. Dans une petite moitié des pays de l'OCDE, l'espérance de vie a dépassé 80 ans en 2007. Le pays à l'espérance de vie la plus élevée est le Japon, avec une espérance de vie, femmes et hommes confondus, de 82.6 ans. À l'autre extrémité, l'espérance de vie la plus basse dans les pays de l'OCDE revient à la Turquie, suivie de la Hongrie. Cependant, tandis que l'espérance de vie en Hongrie n'a progressé que très modestement depuis 1960, elle a sensiblement augmenté en Turquie, qui rattrape rapidement la moyenne OCDE. Les pays de l'OCDE dotés d'un PIB par habitant plus élevé ont généralement une espérance de vie à la naissance plus élevée, bien que le lien soit moins évident quand les niveaux de revenus sont plus hauts.

L'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes était en moyenne de 5.6 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE en 2007, et elle atteignait 76.3 ans pour les hommes et 81.9 ans pour les femmes. Cet écart s'est accru en moyenne d'une demi-année dans tous les pays entre 1960 et 2007. Mais ce chiffre masque des différences d'évolution entre les décennies du début de la période et celles de la fin. Ainsi, alors que l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes s'est fortement creusé dans un grand nombre de pays au cours des années 60 et 70, il s'est réduit durant les vingt-cinq dernières années, les gains d'espérance de vie ayant été plus importants pour les hommes que pour les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE. Cette diminution de l'écart d'espérance de vie entre les sexes a été imputée au moins en partie au rapprochement des comportements à risque des hommes et des femmes, comme le tabagisme, qui s'est accompagné d'une réduction sensible des taux de mortalité due à des maladies cardio-vasculaires chez les hommes.

Comparabilité

Chaque pays calcule l'espérance de vie de sa population à l'aide de méthodes qui peuvent être assez diverses. Ces différences peuvent influencer sur la comparabilité des estimations communiquées par les pays sur l'espérance de vie car, selon la méthode utilisée, ces estimations peuvent varier d'une fraction d'année.

Source

- OCDE (2009), *Éco-Santé OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Obtenir un meilleur rapport qualité-prix dans les soins de santé*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- OCDE Éco-Santé.

Sites Internet

- Données sur la santé de l'OCDE, www.oecd.org/health/healthdata.
- Panorama de la santé de l'OCDE 2009, www.oecd.org/sante/panoramadelasante.

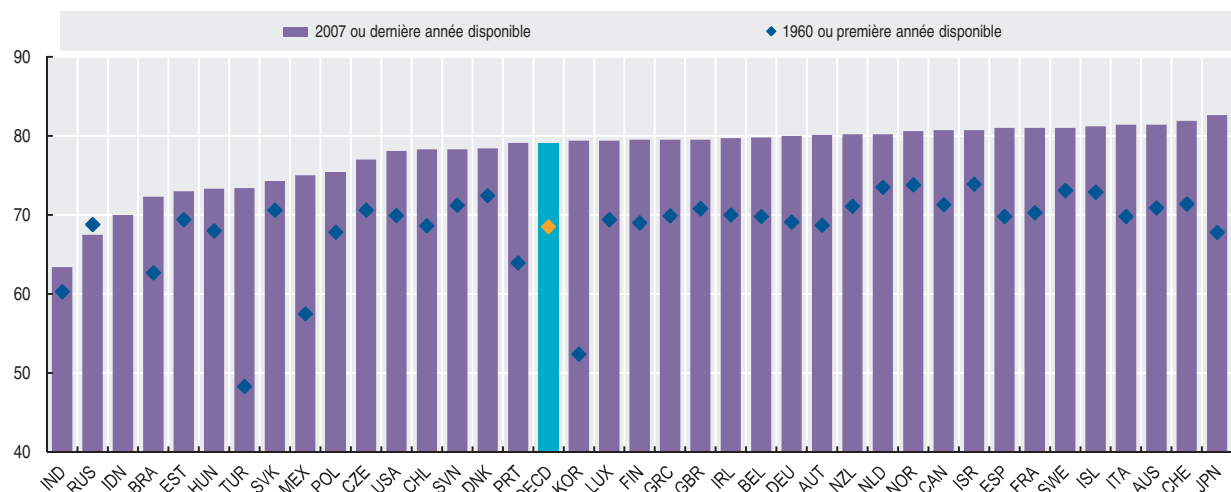

Espérance de vie à la naissance : total

Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	69.1	70.6	72.9	75.3	76.6	78.2	78.5	78.5	78.6	79.2	79.4	79.8	80.0
Australie	70.9	70.8	74.6	77.0	77.9	79.3	79.7	80.0	80.3	80.6	80.9	81.1	81.4
Autriche	68.7	70.0	72.6	75.5	76.6	78.1	78.6	78.8	78.8	79.3	79.5	79.9	80.1
Belgique	69.8	71.1	73.3	76.1	76.9	77.8	78.1	78.1	78.2	78.9	79.0	79.5	79.8
Canada	..	..	75.3	77.6	78.1	79.3	79.6	79.7	79.9	80.2	80.4	80.7	..
Corée	52.4	62.2	65.9	71.4	73.5	76.0	76.4	77.0	77.4	78.0	78.5	79.1	79.4
Danemark	72.4	73.3	74.3	74.9	75.3	76.8	77.0	77.1	77.4	77.8	78.2	78.4	78.4
Espagne	69.8	72.0	75.4	77.0	78.1	79.4	79.7	79.8	79.7	80.3	80.3	81.1	81.0
États-Unis	69.9	70.9	73.7	75.3	75.7	76.8	77.1	77.2	77.5	77.8	77.8	78.1	..
Finlande	69.0	70.8	73.6	75.0	76.6	77.7	78.1	78.3	78.5	78.9	79.1	79.5	79.5
France	70.3	72.2	74.3	76.9	77.9	79.1	79.2	79.4	79.4	80.3	80.2	80.7	81.0
Grèce	69.9	72.0	74.5	77.1	77.7	78.0	78.5	78.7	78.9	79.1	79.3	79.6	79.5
Hongrie	68.0	69.2	69.1	69.4	69.9	71.7	72.3	72.6	72.6	72.8	72.8	73.2	73.3
Irlande	70.0	71.2	72.9	74.9	75.5	76.6	77.2	77.9	78.3	78.9	79.5	79.8	79.7
Islande	72.9	74.3	76.7	78.0	78.0	80.1	80.2	80.6	81.2	81.0	81.2	81.2	81.2
Italie	..	..	74.0	77.1	78.3	79.8	80.1	80.3	79.9	80.9	80.8	81.4	..
Japon	67.8	72.0	76.1	78.9	79.6	81.2	81.5	81.8	81.8	82.1	82.0	82.4	82.6
Luxembourg	69.4	..	72.8	75.5	76.8	78.0	77.9	78.1	77.8	79.2	79.5	79.4	79.4
Mexique	57.5	60.9	67.2	70.6	72.5	73.9	74.2	74.3	74.5	74.6	74.7	74.8	75.0
Norvège	73.8	74.4	75.9	76.7	77.9	78.8	78.9	79.0	79.6	80.1	80.3	80.5	80.6
Nouvelle-Zélande	..	71.5	73.2	75.5	76.8	78.4	78.7	79.0	79.3	79.5	79.8	80.1	80.2
Pays-Bas	73.5	73.7	75.9	77.0	77.5	78.0	78.3	78.4	78.6	79.2	79.4	79.8	80.2
Pologne	67.8	70.0	70.2	70.7	72.0	73.9	74.3	74.6	74.7	75.0	75.1	75.3	75.4
Portugal	63.9	66.7	71.4	74.1	75.4	76.7	77.0	77.2	77.4	78.3	78.1	78.9	79.1
République slovaque	70.6	69.8	70.6	71.0	72.4	73.3	73.6	73.8	73.9	74.1	74.0	74.3	74.3
République tchèque	70.6	69.6	70.4	71.5	73.3	75.1	75.3	75.4	75.3	75.9	76.1	76.7	77.0
Royaume-Uni	70.8	71.9	73.2	75.7	76.6	77.9	78.2	78.3	78.3	78.9	79.1	79.5	..
Suède	73.1	74.7	75.8	77.6	78.8	79.7	79.9	79.9	80.2	80.6	80.6	80.8	81.0
Suisse	71.4	73.1	75.6	77.5	78.6	79.9	80.3	80.5	80.6	81.2	81.4	81.7	81.9
Turquie	48.3	54.2	58.1	67.5	69.3	71.1	71.5	71.9	72.2	72.6	73.0	73.2	73.4
Moyenne OCDE	68.5	70.3	72.6	74.9	76.0	77.4	77.7	77.9	78.0	78.5	78.7	79.0	79.1
Brésil	..	..	62.7	66.6	68.6	70.5	70.8	71.1	71.4	71.7	72.0	72.3	..
Chili	..	..	68.6	73.3	74.9	76.5	76.9	77.3	77.7	77.9	78.0	78.2	78.3
Chine	..	..	..	68.6	..	71.4	..	..	..	..	73.0	..	..
Estonie	..	..	69.4	69.7	67.6	70.6	70.4	71.0	71.6	72.0	72.8	73.0	73.0
Fédération de Russie	..	68.8	67.5	69.2	64.5	65.3	65.2	65.0	64.9	65.3	65.3	66.6	67.5
Inde	..	..	..	..	60.3	61.9	62.5	62.5	62.7	62.9	63.6	63.4	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	70.0	..	..
Israël	..	..	73.9	76.8	77.4	78.8	79.3	79.5	79.8	80.3	80.3	80.7	80.7
Slovénie	..	..	71.2	73.3	74.0	75.6	75.9	76.1	77.1	77.4	77.8	78.5	78.3

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/826605861805>
Espérance de vie à la naissance : total

Nombre d'années


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/822308540314>

Espérance de vie à la naissance : hommes

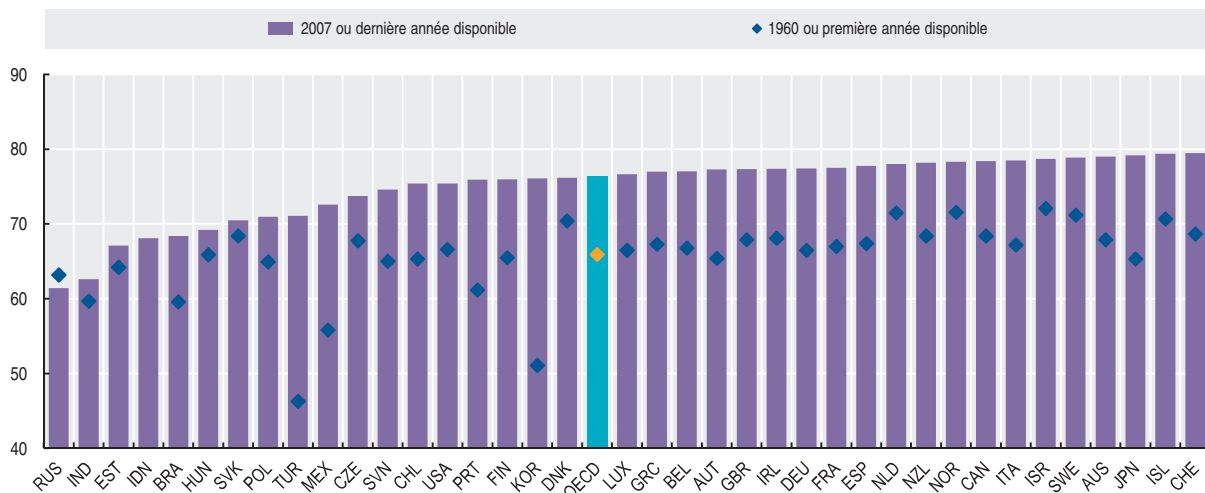
Nombre d'années


	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	66.5	67.5	69.6	72.0	73.3	75.1	75.6	75.7	75.8	76.5	76.7	77.2	77.4
Australie	67.9	67.4	71.0	73.9	75.0	76.6	77.0	77.4	77.8	78.1	78.5	78.7	79.0
Autriche	65.4	66.5	69.0	72.2	73.3	75.1	75.6	75.8	75.9	76.4	76.7	77.1	77.3
Belgique	66.8	67.9	69.9	72.7	73.5	74.6	75.0	75.1	75.3	76.0	76.2	76.6	77.1
Canada	..	..	71.7	74.4	75.1	76.7	77.0	77.2	77.4	77.8	78.0	78.4	..
Corée	51.1	58.7	61.8	67.3	69.6	72.3	72.8	73.4	73.9	74.5	75.1	75.7	76.1
Danemark	70.4	70.7	71.2	72.0	72.7	74.5	74.7	74.8	75.0	75.4	76.0	76.1	76.2
Espagne	67.4	69.2	72.3	73.4	74.4	75.8	76.2	76.3	76.3	76.9	77.0	77.7	77.8
États-Unis	66.6	67.1	70.0	71.8	72.5	74.1	74.4	74.5	74.8	75.2	75.2	75.4	..
Finlande	65.5	66.5	69.3	71.0	72.9	74.2	74.6	74.9	75.2	75.4	75.6	75.9	76.0
France	67.0	68.4	70.2	72.8	73.8	75.3	75.4	75.7	75.8	76.7	76.7	77.2	77.5
Grèce	67.3	70.1	72.2	74.6	75.0	75.5	75.9	76.2	76.5	76.6	76.8	77.1	77.0
Hongrie	65.9	66.3	65.5	65.1	65.3	67.4	68.1	68.4	68.4	68.6	68.6	69.0	69.2
Irlande	68.1	68.8	70.1	72.1	72.8	74.0	74.5	75.2	75.9	76.5	77.3	77.4	77.4
Islande	70.7	71.2	73.7	75.4	75.9	78.4	78.1	78.7	79.7	79.2	79.2	79.4	79.4
Italie	..	..	70.6	73.8	75.0	76.9	77.1	77.4	77.1	77.9	78.0	78.5	..
Japon	65.3	69.3	73.4	75.9	76.4	77.7	78.1	78.3	78.4	78.6	78.6	79.0	79.2
Luxembourg	66.5	..	70.0	72.4	73.0	74.6	75.1	74.7	74.8	76.0	76.7	76.8	76.7
Mexique	55.8	58.5	64.1	67.7	69.7	71.3	71.6	71.8	72.0	72.1	72.2	72.4	72.6
Norvège	71.6	71.2	72.4	73.5	74.8	76.0	76.2	76.4	77.1	77.6	77.8	78.2	78.3
Nouvelle-Zélande	..	68.4	70.1	72.5	74.1	75.9	76.3	76.6	77.0	77.3	77.7	78.0	78.2
Pays-Bas	71.5	70.8	72.5	73.8	74.6	75.5	75.8	76.0	76.2	76.9	77.2	77.6	78.0
Pologne	64.9	66.6	66.0	66.2	67.6	69.7	70.2	70.4	70.5	70.7	70.8	70.9	71.0
Portugal	61.1	63.7	67.9	70.6	71.7	73.2	73.5	73.8	74.2	75.0	74.9	75.5	75.9
République slovaque	68.4	66.7	66.8	66.6	68.4	69.1	69.5	69.8	69.9	70.3	70.1	70.4	70.5
République tchèque	67.8	66.1	66.9	67.6	69.7	71.7	72.1	72.1	72.0	72.6	72.9	73.5	73.8
Royaume-Uni	67.9	68.7	70.2	72.9	74.0	75.5	75.8	76.0	76.2	76.8	77.1	77.3	..
Suède	71.2	72.2	72.8	74.8	76.2	77.4	77.6	77.7	77.9	78.4	78.4	78.7	78.9
Suisse	68.7	70.0	72.3	74.0	75.4	77.0	77.5	77.9	78.0	78.6	78.7	79.2	79.5
Turquie	46.3	52.0	55.8	65.4	67.2	69.0	69.4	69.8	70.1	70.5	70.9	71.1	71.1
Moyenne OCDE	65.9	67.2	69.3	71.6	72.8	74.3	74.7	74.9	75.2	75.6	75.9	76.2	76.3
Brésil	..	..	59.6	62.8	64.8	66.7	67.0	67.3	67.6	67.9	68.1	68.4	..
Chili	..	..	65.3	70.3	72.0	73.6	74.0	74.4	74.8	74.9	75.1	75.2	75.4
Estonie	..	..	64.2	64.5	61.3	65.1	64.6	65.1	66.0	66.3	67.3	67.4	67.1
Fédération de Russie	..	63.2	61.5	63.7	58.1	59.0	58.9	58.7	58.6	58.9	58.9	60.4	61.4
Inde	..	..	..	..	59.7	61.0	61.3	61.6	61.8	62.1	63.3	62.6	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	68.1	..	..
Israël	..	..	72.1	74.9	75.5	76.7	77.3	77.5	77.6	78.0	78.2	78.7	78.7
Slovénie	..	65.0	67.3	69.4	70.3	71.9	72.1	72.3	73.2	73.5	74.1	74.8	74.6

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/826617177173>

Espérance de vie à la naissance : hommes

Nombre d'années



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/822315487443>



Espérance de vie à la naissance : femmes

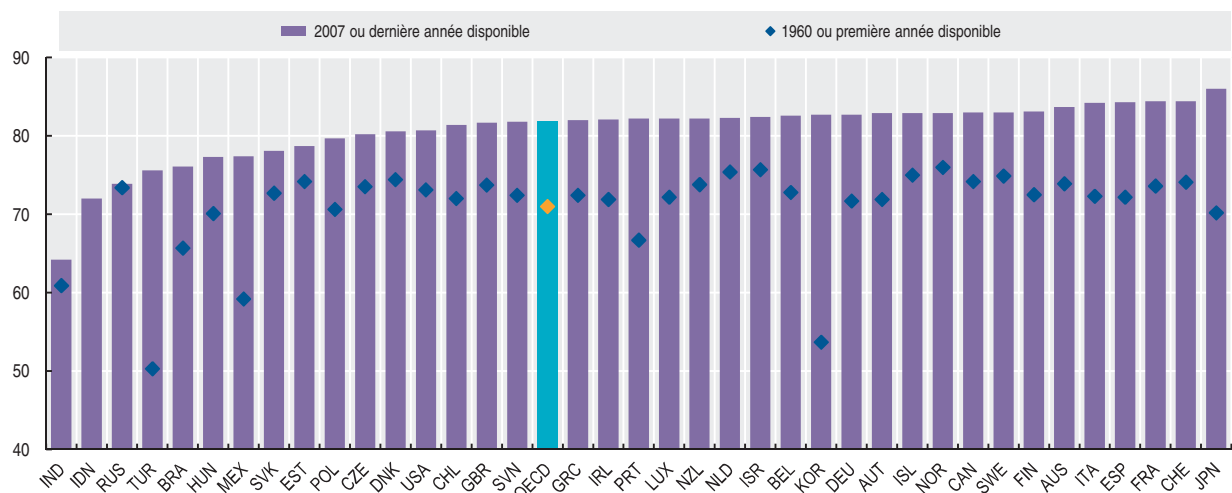
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	71.7	73.6	76.2	78.5	79.9	81.2	81.5	81.3	81.3	81.9	82.0	82.4	82.7
Australie	73.9	74.2	78.1	80.1	80.8	82.0	82.4	82.6	82.8	83.0	83.3	83.5	83.7
Autriche	71.9	73.4	76.1	78.8	79.9	81.1	81.5	81.7	81.6	82.1	82.2	82.7	82.9
Belgique	72.8	74.3	76.7	79.5	80.4	81.0	81.2	81.2	81.1	81.8	81.9	82.3	82.6
Canada	..	..	78.9	80.8	81.1	81.9	82.1	82.1	82.4	82.6	82.7	83.0	..
Corée	53.7	65.6	70.0	75.5	77.4	79.6	80.0	80.5	80.8	81.4	81.9	82.4	82.7
Danemark	74.4	75.9	77.3	77.8	77.9	79.2	79.3	79.4	79.8	80.2	80.5	80.7	80.6
Espagne	72.2	74.8	78.5	80.6	81.8	82.9	83.2	83.2	83.0	83.7	83.7	84.4	84.3
États-Unis	73.1	74.7	77.4	78.8	78.9	79.5	79.8	79.9	80.1	80.4	80.4	80.7	..
Finlande	72.5	75.0	78.0	79.0	80.4	81.2	81.7	81.6	81.9	82.5	82.5	83.1	83.1
France	73.6	75.9	78.4	80.9	81.9	82.8	82.9	83.0	82.9	83.8	83.7	84.1	84.4
Grèce	72.4	73.8	76.8	79.5	80.3	80.5	81.0	81.1	81.3	81.5	81.7	82.0	82.0
Hongrie	70.1	72.1	72.7	73.7	74.5	75.9	76.4	76.7	76.7	76.9	76.9	77.4	77.3
Irlande	71.9	73.5	75.6	77.7	78.3	79.2	79.9	80.5	80.8	81.4	81.8	82.2	82.1
Islande	75.0	77.3	79.7	80.5	80.0	81.8	82.2	82.5	82.7	82.7	83.1	83.0	82.9
Italie	..	..	77.4	80.3	81.5	82.8	83.1	83.2	82.8	83.8	83.6	84.2	..
Japon	70.2	74.7	78.8	81.9	82.9	84.6	84.9	85.2	85.3	85.6	85.5	85.8	86.0
Luxembourg	72.2	..	75.6	78.7	80.6	81.3	80.7	81.5	80.9	82.4	82.3	81.9	82.2
Mexique	59.2	63.2	70.2	73.5	75.2	76.5	76.7	76.8	77.0	77.0	77.1	77.2	77.4
Norvège	76.0	77.5	79.3	79.9	80.9	81.5	81.7	81.6	82.1	82.6	82.7	82.9	82.9
Nouvelle-Zélande	..	74.5	76.2	78.4	79.5	80.8	81.1	81.3	81.5	81.8	82.0	82.2	82.2
Pays-Bas	75.4	76.5	79.2	80.1	80.4	80.5	80.7	80.7	80.9	81.4	81.6	81.9	82.3
Pologne	70.6	73.3	74.4	75.2	76.4	78.0	78.3	78.7	78.8	79.2	79.4	79.6	79.7
Portugal	66.7	69.7	74.9	77.5	79.0	80.2	80.5	80.6	80.6	81.5	81.3	82.3	82.2
République slovaque	72.7	72.9	74.3	75.4	76.3	77.4	77.7	77.7	77.8	77.8	77.9	78.2	78.1
République tchèque	73.5	73.1	74.0	75.5	76.8	78.5	78.6	78.7	78.6	79.2	79.3	79.9	80.2
Royaume-Uni	73.7	75.0	76.2	78.5	79.3	80.3	80.5	80.6	80.5	81.0	81.2	81.7	..
Suède	74.9	77.1	78.8	80.4	81.4	82.0	82.1	82.1	82.5	82.7	82.8	82.9	83.0
Suisse	74.1	76.2	79.0	80.9	81.9	82.8	83.2	83.2	83.2	83.8	84.0	84.2	84.4
Turquie	50.3	56.3	60.3	69.5	71.3	73.1	73.5	73.9	74.3	74.6	75.0	75.3	75.6
Moyenne OCDE	71.0	73.3	76.0	78.3	79.2	80.3	80.6	80.8	80.9	81.3	81.5	81.8	81.9
Brésil	..	..	65.7	70.4	72.3	74.3	74.6	74.9	75.2	75.5	75.8	76.1	..
Chili	..	..	72.0	76.5	77.9	79.6	80.0	80.4	80.8	81.0	81.1	81.3	81.4
Estonie	..	..	74.2	74.7	74.1	76.0	76.2	77.0	76.9	77.8	78.1	78.5	78.7
Fédération de Russie	..	73.4	73.0	74.3	71.6	72.3	72.2	71.9	71.8	72.3	72.4	73.2	73.9
Inde	..	..	..	..	60.9	62.7	63.6	63.3	63.5	63.7	63.9	64.2	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	72.0	..	..
Israël	..	..	75.7	78.4	79.5	80.9	81.2	81.5	81.8	82.4	82.2	82.5	82.4
Slovénie	..	72.4	75.1	77.2	77.8	79.1	79.6	79.9	80.7	81.1	81.3	81.9	81.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826637385273>

Espérance de vie à la naissance : femmes

Nombre d'années



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822345280677>

MORTALITÉ INFANTILE

La mortalité infantile est un enjeu clé de la santé de la population en bas âge. Un grand nombre d'études ont examiné l'effet de divers déterminants médicaux et non médicaux de la mortalité infantile. Parmi ceux-ci, la situation matérielle et sociale des mères et des nouveaux-nés, le milieu social, les modes de vie et mentalités individuels ainsi que les caractéristiques des systèmes de santé. Le fait que des pays où les dépenses de santé sont élevées n'enregistrent pas nécessairement une faible mortalité infantile a conduit à penser qu'il n'était pas indispensable d'accroître ces dépenses pour obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine.

Définition

Le taux de mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes. La mortalité néonatale recouvre les décès d'enfants pendant leurs quatre premières semaines de vie. La mortalité postnéonatale recouvre les décès d'enfants survenant entre les âges de deux et douze mois.

En bref

Tous les pays de l'OCDE ont accompli des progrès remarquables dans la réduction du taux de mortalité infantile depuis 1970, époque à laquelle la moyenne était de près de 30 décès pour 1 000 naissances vivantes. En 2007, la moyenne OCDE s'était établie à 4.9 décès pour 1 000 naissances vivantes, ce qui représente une baisse de plus de 80 % depuis 1970. Le Portugal, qui avait le taux de mortalité infantile le plus élevé d'Europe, a vu ce dernier diminuer de plus de 90 % depuis 1970 pour se ranger parmi les plus bas des pays de l'OCDE en 2007. On relève aussi une forte baisse des taux de mortalité infantile en Corée, et une réduction plus lente aux États-Unis.

Environ deux tiers des décès qui se produisent au cours de la première année de vie sont des décès néonataux (qui surviennent au cours des quatre premières semaines de vie). Les malformations congénitales, les naissances prématurées, et d'autres problèmes qui apparaissent pendant la grossesse sont les principaux facteurs de mortalité néonatale dans les pays développés. En ce qui concerne les décès qui surviennent plus d'un mois après la naissance (mortalité postnéonatale), les causes sont généralement plus variées, les plus fréquentes étant la mort subite du nourrisson, les anomalies congénitales, les infections et les accidents.

Étant donné que les femmes sont de plus en plus nombreuses à différer leur maternité et que les naissances multiples liées au traitement de la stérilité augmentent, le nombre de naissances prématurées tend à s'accroître. Dans certains pays de l'OCDE, cette évolution a contribué à une stabilisation de la tendance à la baisse des taux de mortalité infantile au cours de ces dernières années.

Comparabilité

Les écarts entre pays concernant les taux de mortalité infantile et néonatale peuvent être dus dans une certaine mesure aux pratiques différentes qu'ils suivent pour enregistrer les enfants prématurés. Certains pays n'ont ni âge de grossesse ni limite de poids pour l'enregistrement de la mortalité. Des limites existent en Norvège (où l'âge de grossesse nécessaire pour être compté comme une mort survenue après une naissance vivante doit dépasser 12 semaines) et en République tchèque, en France, aux Pays-Bas et en Pologne (qui appliquent un âge minimum de 22 semaines et un seuil de poids de 500 g).

Source

- OCDE (2009), *Éco-Santé OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants – études thématiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Études de l'OCDE sur les politiques de santé : Les personnels de santé dans les pays de l'OCDE : Comment répondre à la crise imminente ?*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2006), *Economic Valuation of Environmental Health Risks to Children*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- OCDE Éco-Santé.

Sites Internet

- Données sur la santé de l'OCDE, www.oecd.org/health/healthdata.

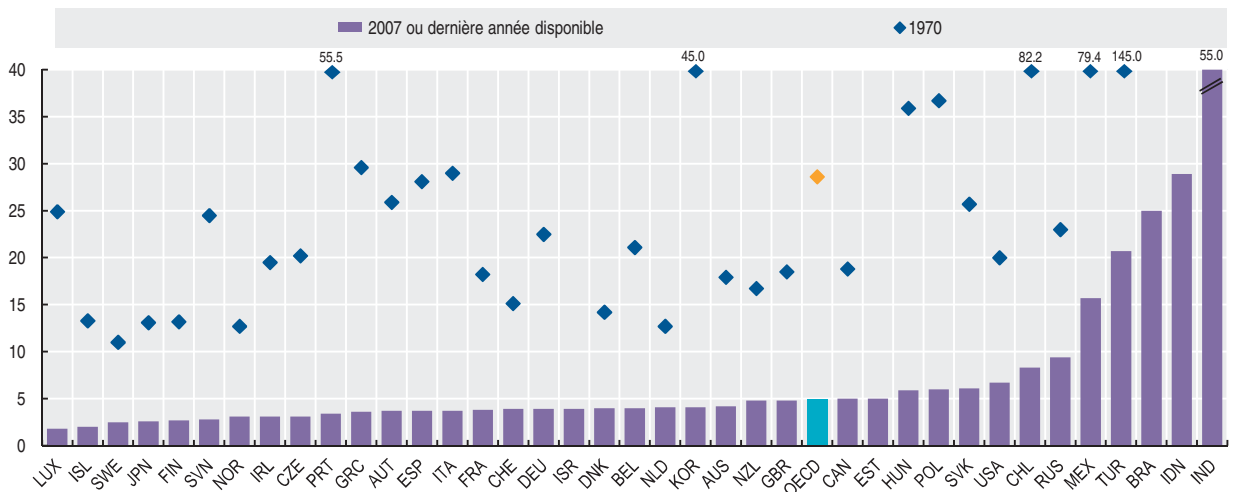


Mortalité infantile
Morts pour 1 000 naissances vivantes

	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	22.5	12.4	7.0	5.3	4.4	4.3	4.2	4.2	4.1	3.9	3.8	3.9
Australie	17.9	10.7	8.2	5.7	5.2	5.3	5.0	4.8	4.7	5.0	4.7	4.2
Autriche	25.9	14.3	7.8	5.4	4.8	4.8	4.1	4.5	4.5	4.2	3.6	3.7
Belgique	21.1	12.1	8.0	6.0	4.8	4.5	4.4	4.1	3.8	3.7	4.0	4.0
Canada	18.8	10.4	6.8	6.1	5.3	5.2	5.4	5.3	5.3	5.4	5.0	..
Corée	45.0	..	..	..	..	..	5.3	..	..	4.7	4.1	..
Danemark	14.2	8.4	7.5	5.1	5.3	4.9	4.4	4.4	4.4	4.4	3.8	4.0
Espagne	28.1	12.3	7.6	5.5	4.4	4.1	4.1	3.9	4.0	3.8	3.8	3.7
États-Unis	20.0	12.6	9.2	7.6	6.9	6.9	7.0	6.8	6.8	6.9	6.7	..
Finlande	13.2	7.6	5.6	3.9	3.8	3.2	3.0	3.1	3.3	3.0	2.8	2.7
France	18.2	10.0	7.3	5.0	4.5	4.6	4.2	4.2	4.0	3.8	3.8	..
Grèce	29.6	17.9	9.7	8.1	5.4	5.1	5.1	4.0	4.1	3.8	3.7	3.6
Hongrie	35.9	23.2	14.8	10.7	9.2	8.1	7.2	7.3	6.6	6.2	5.7	5.9
Irlande	19.5	11.1	8.2	6.4	6.2	5.7	5.0	5.3	4.6	4.0	3.7	3.1
Islande	13.3	7.8	5.8	6.0	3.0	2.7	2.3	2.4	2.8	2.3	1.4	2.0
Italie	29.0	14.6	8.2	6.2	4.5	4.6	4.3	3.9	3.9	3.8	3.7	3.7
Japon	13.1	7.5	4.6	4.3	3.2	3.1	3.0	3.0	2.8	2.8	2.6	2.6
Luxembourg	24.9	11.5	7.3	5.5	5.1	5.9	5.1	4.9	3.9	2.6	2.5	1.8
Mexique	79.4	51.0	39.2	27.7	19.4	18.3	18.1	17.3	17.6	16.8	16.2	15.7
Norvège	12.7	8.1	6.9	4.0	3.8	3.9	3.5	3.4	3.2	3.1	3.2	3.1
Nouvelle-Zélande	16.7	13.0	8.4	6.7	6.3	5.6	6.2	5.4	5.9	5.0	5.2	4.8
Pays-Bas	12.7	8.6	7.1	5.5	5.1	5.4	5.0	4.8	4.4	4.9	4.4	4.1
Pologne	36.7	25.5	19.3	13.6	8.1	7.7	7.5	7.0	6.8	6.4	6.0	6.0
Portugal	55.5	24.2	11.0	7.5	5.5	5.0	5.0	4.1	3.8	3.5	3.3	3.4
République slovaque	25.7	20.9	12.0	11.0	8.6	6.2	7.6	7.9	6.8	7.2	6.6	6.1
République tchèque	20.2	16.9	10.8	7.7	4.1	4.0	4.1	3.9	3.7	3.4	3.3	3.1
Royaume-Uni	18.5	12.1	7.9	6.2	5.6	5.5	5.2	5.2	5.1	5.1	5.0	4.8
Suède	11.0	6.9	6.0	4.1	3.4	3.7	3.3	3.1	3.1	2.4	2.8	2.5
Suisse	15.1	9.1	6.8	5.0	4.9	5.0	5.0	4.3	4.2	4.2	4.4	3.9
Turquie	145.0	117.5	55.4	43.0	28.9	27.8	26.7	28.7	24.6	23.6	22.3	20.7
Moyenne OCDE	28.1	17.9	11.2	8.4	6.5	6.2	6.0	5.9	5.6	5.4	5.1	4.9
Brésil	..	69.1	47.0	37.9	30.1	29.2	28.4	27.5	26.6	25.8	25.0	..
Chili	82.2	31.1	15.9	11.3	9.3	8.7	8.1	8.2	8.7	8.2	7.9	8.3
Chine	..	..	32.9	..	28.4	..	..	..	..	24.3	..	..
Estonie	..	17.1	12.3	14.9	8.4	8.8	5.7	7.0	6.4	5.4	4.4	5.0
Fédération de Russie	23.0	22.1	17.4	18.1	15.3	14.6	13.3	12.4	11.6	11.0	10.2	9.4
Inde	..	..	..	74.0	68.0	66.0	63.0	60.0	58.0	58.0	57.0	55.0
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	28.9	..	..
Israël	..	15.6	9.9	6.8	5.5	5.1	5.4	4.9	4.6	4.4	4.0	3.9
Slovénie	24.5	15.3	8.4	5.5	4.9	4.2	3.8	4.0	3.7	4.1	3.4	2.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826718006252>

Mortalité infantile
Morts pour 1 000 naissances vivantes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822350026628>

OBÉSITÉ

L'obésité constitue un facteur de risque connu pour de nombreux problèmes de santé, dont l'hypertension, l'excès de cholestérol, le diabète, les maladies cardio-vasculaires, les problèmes respiratoires (asthme), les maladies musculosquelettiques (arthrite), et certaines formes de cancer. Au niveau individuel, l'obésité peut avoir plusieurs causes, dont un apport calorique excessif, le manque d'activité physique, une prédisposition génétique et des troubles du système endocrinien. L'obésité est associée à une augmentation du risque de contracter une maladie chronique, et donc susceptible d'entraîner un important surcroît de dépenses pour les soins de santé requis.

Définition

Pour évaluer la surcharge pondérale et déterminer s'il y a obésité, on se sert le plus souvent de l'indice de masse corporelle (IMC), chiffre représentant le rapport du poids d'un individu à sa taille (poids/taille², le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètres). Selon la classification actuelle de l'OMS, un adulte est en surpoids lorsque son IMC se situe entre 25 et 30, et il est obèse si son IMC est supérieur à 30.

En bref

La moitié ou plus de la population adulte est aujourd'hui considérée comme en surpoids ou obèse dans 13 pays de l'OCDE : Mexique, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Australie, Grèce, Luxembourg, Hongrie, République tchèque, République slovaque, Irlande, Islande et Espagne. À titre de comparaison, les taux de surpoids et d'obésité sont beaucoup plus bas au Japon et en Corée) et dans certains pays d'Europe (France et Suisse), encore qu'ils progressent aussi dans ces pays. S'agissant uniquement de l'obésité (qui présente de plus grands risques pour la santé que le surpoids), sa prévalence chez les adultes va de 3 % au Japon et en Corée à plus de 30 % aux États-Unis et au Mexique.

L'évaluation systématique de l'obésité au fil du temps montre que le taux d'obésité a plus que doublé au cours des vingt dernières années aux États-Unis, et qu'il a été presque multiplié par trois en Australie et a plus que triplé au Royaume-Uni. Quelque 20 à 24 % des adultes au Royaume-Uni, en Australie, en Islande et au Luxembourg sont obèses, soit un taux similaire à celui qui prévalait aux États-Unis au début des années 90. Il a aussi fortement augmenté dans un grand nombre de pays d'Europe durant la dernière décennie.

Dans tous les pays, il y a plus d'hommes en surcharge pondérale que de femmes, mais, dans presque la moitié des pays de l'OCDE, il y a plus de femmes obèses que d'hommes. Si l'on prend en compte ensemble la surcharge pondérale et l'obésité, le taux des femmes dépasse celui des hommes dans seulement deux pays – le Mexique et la Turquie.

Comparabilité

La classification fondée sur l'IMC n'est pas nécessairement adaptée à tous les groupes ethniques, qui peuvent être exposés à des risques équivalents avec un IMC plus bas (comme les Asiatiques) ou plus élevé. Le seuil pour les adultes ne convient pas non plus pour déterminer s'il y a surpoids ou obésité chez les enfants.

Pour la plupart des pays, les données sur l'obésité sont recueillies au moyen d'enquêtes sur la santé effectuées à travers des entretiens auprès de la population. Font exception l'Australie, la République tchèque (2005), le Japon, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque (2007), le Royaume-Uni et les États-Unis, pour lesquels les données proviennent d'examen de santé au cours desquels le poids et la taille des personnes sont réellement mesurés. Cette différence de méthode de collecte des données limite sensiblement la comparabilité de ces dernières. Les estimations fondées sur les examens de santé sont généralement plus élevées et plus fiables que celles qui ont été établies d'après les informations fournies lors des entretiens sur l'état de santé.

Source

- OCDE (2009), *Éco-Santé OCDE 2009*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Sassi, F. et al. (2009), *The Obesity Epidemic: Analysis of Past and Projected Future Trends in Selected OECD Countries*, Documents de travail de l'OCDE sur la santé, n° 45, OCDE, Paris.
- Sassi, F. et al. (2009), *Education and Obesity in Four OECD Countries*, Documents de travail de l'OCDE sur la santé, n° 46, OCDE, Paris.
- Sassi, F. et al. (2009), *Improving Lifestyles, Tackling Obesity: The Health and Economic Impact of Prevention Strategies*, Documents de travail de l'OCDE sur la santé, n° 48, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- OCDE Éco-Santé.

Sites Internet

- Données sur la santé de l'OCDE, www.oecd.org/health/healthdata.



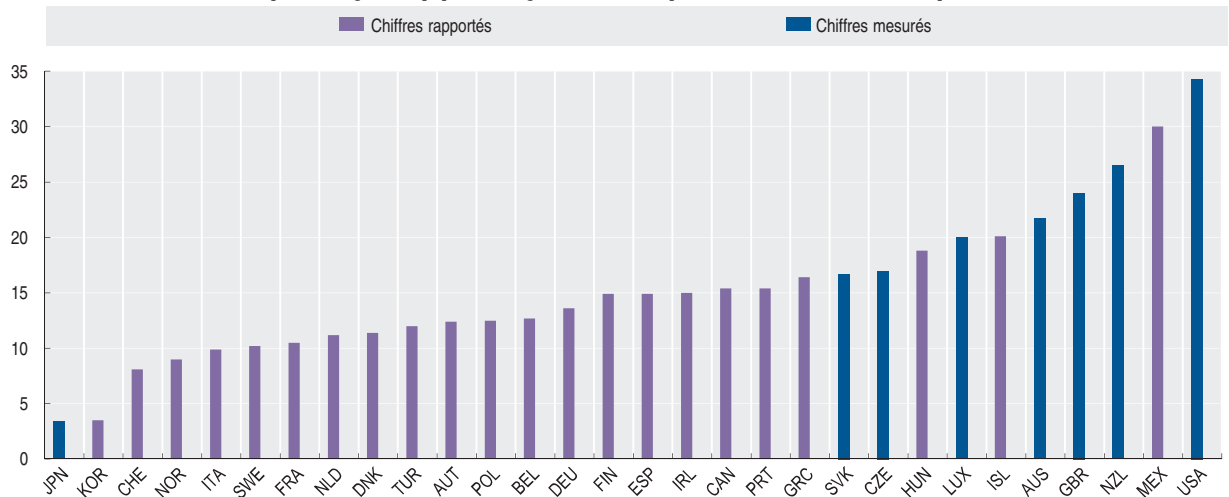
Population en surpoids et obèse âgée de 15 ans ou plus
 En pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus, 2007 ou dernière année disponible

	Femmes			Hommes			Total		
	Surpoids	Obèse	Surpoids et obèse	Surpoids	Obèse	Surpoids et obèse	Surpoids	Obèse	Surpoids et obèse
Allemagne	28.7	12.8	41.5	43.5	14.4	57.9	36.0	13.6	49.6
Australie	28.2	21.4	49.6	45.3	21.9	67.2	36.7	21.7	58.4
Autriche	29.9	12.7	42.6	44.9	12.0	56.9	35.3	12.4	47.7
Belgique	24.4	13.4	37.8	38.7	11.9	50.6	31.4	12.7	44.1
Canada	24.9	14.3	39.2	38.0	16.5	54.5	31.4	15.4	46.8
Corée	23.7	3.3	27.0	30.3	3.7	34.0	27.0	3.5	30.5
Danemark	26.4	11.8	38.2	40.9	11.0	51.9	33.2	11.4	44.6
Espagne	28.6	14.7	43.4	43.6	15.1	58.6	36.2	14.9	51.1
États-Unis	26.2	35.3	61.5	40.0	33.3	73.3	33.0	34.3	67.3
Finlande	28.8	14.0	42.8	40.7	16.0	56.7	34.0	14.9	48.9
France	21.2	10.4	31.6	32.0	10.5	42.5	26.5	10.5	37.0
Grèce	34.9	18.3	53.2	48.1	14.3	62.4	41.3	16.4	57.7
Hongrie	29.8	18.0	47.8	38.7	19.6	58.3	34.0	18.8	52.8
Irlande	28.0	13.0	41.0	43.0	16.0	59.0	36.0	15.0	51.0
Islande	32.2	21.3	53.5	47.7	18.9	66.6	40.1	20.1	60.2
Italie	27.6	9.2	36.8	44.3	10.6	54.9	35.6	9.9	45.5
Japon	18.1	3.3	21.4	26.3	3.4	29.7	21.8	3.4	25.1
Luxembourg	25.6	18.8	44.3	41.5	20.9	62.4	34.7	20.0	54.8
Mexique	37.4	34.5	71.9	42.5	24.2	66.7	39.5	30.0	69.5
Norvège	26.0	8.0	34.0	43.0	9.0	52.0	34.0	9.0	43.0
Nouvelle-Zélande	30.6	27.0	57.6	41.7	26.0	67.7	36.2	26.5	62.6
Pays-Bas	27.7	12.2	39.9	40.9	10.2	51.1	34.3	11.2	45.5
Pologne	26.6	12.5	39.1	39.5	12.6	52.1	32.8	12.5	45.3
Portugal	31.4	16.1	47.5	41.4	14.6	56.0	36.2	15.4	51.6
République slovaque	24.4	15.9	40.3	39.5	18.1	57.6	29.5	16.7	46.2
République tchèque	29.0	17.0	46.0	42.0	18.0	60.0	35.0	17.0	52.0
Royaume-Uni	32.0	24.4	56.4	41.4	23.6	65.1	36.7	24.0	61.0
Suède	26.2	10.1	36.3	41.6	10.3	51.9	33.8	10.2	44.0
Suisse	20.9	7.7	28.6	37.8	8.6	46.3	29.2	8.1	37.3
Turquie	28.9	14.5	43.4	33.6	9.7	43.3	31.6	12.0	43.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826752626708>

Population obèse âgée de 15 ans ou plus

En pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus, 2007 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822414327028>

INÉGALITÉ DES REVENUS

Quel que soit le pays, les inégalités de revenu font partie des inégalités de niveau de vie les plus visibles. De fortes inégalités de revenu impliquent généralement un gaspillage de ressources humaines, du fait qu'une grande partie de la population est au chômage ou victime de trappes à bas salaires ou à sous-qualifications.

Définition

Par « revenu », on entend « revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ». Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les prestations monétaires reçues de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux versés par le ménage. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant apporté pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de différentes tailles (par exemple, les besoins d'un ménage comptant quatre membres sont supposés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

Les inégalités de revenu entre les personnes sont mesurées ici à l'aide de cinq indicateurs. Le coefficient de Gini correspond au rapport entre la proportion cumulée de la population ordonnée selon le niveau de revenu et la proportion cumulée du revenu total de cette population ; il est compris entre 0, en cas d'égalité parfaite, et 1, en cas d'inégalité totale. L'écart logarithmique moyen correspond pour sa part à la valeur moyenne du logarithme du revenu moyen rapporté au revenu de chaque décile. Le carré du coefficient de variation correspond à la variance du revenu moyen de chaque décile divisé par le carré du revenu moyen de l'ensemble de la population. Le rapport interdécile D9/D1 est le rapport de la valeur supérieure du neuvième décile (qui regroupe les 10 % de personnes ayant le revenu le plus élevé) à celle du premier décile. Le rapport interdécile D5/D1 est le rapport du revenu médian à la valeur supérieure du premier décile. L'écart logarithmique moyen et les rapports interdéciles ont une valeur inférieure égale à 1 et n'ont pas de borne supérieure, tandis que le carré du coefficient de variation a une borne inférieure égale à 0 et, à l'autre extrême, tend vers l'infini.

Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et

En bref

Les inégalités de revenu varient considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Lorsque ces inégalités sont mesurées au moyen du coefficient de Gini, c'est au Danemark et en Suède qu'elles sont le plus faibles et au Mexique et en Turquie qu'elles sont le plus marquées. Elles sont supérieures à la moyenne aux États-Unis, en Pologne et au Portugal et inférieures à la moyenne dans les autres pays nordiques et dans de nombreux pays d'Europe continentale. Il existe un rapport du simple au double entre le coefficient de Gini du pays le plus inégalitaire, à savoir le Mexique, et celui du pays le plus égalitaire, en l'occurrence le Danemark. Globalement, le choix de l'indicateur d'inégalités de revenu a peu d'influence sur le classement des pays.

Du milieu des années 80 au milieu des années 2000, les inégalités se sont creusées dans 19 pays sur 24, au premier rang desquels la Finlande, la Nouvelle-Zélande et le Portugal. En revanche, elles se sont réduites en France, en Grèce et en Turquie, ainsi qu'en Irlande et en Espagne (où 2000 est la dernière année pour laquelle des données sur l'évolution des inégalités sont disponibles). En règle générale, les inégalités de revenu se sont creusées plus rapidement du milieu des années 80 au milieu des années 90 qu'au cours de la décennie suivante.

des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable. En outre, de légères différences entre les périodes et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Les résultats font référence à différentes années. Ainsi, les chiffres relatifs au milieu des années 2000 correspondent aux revenus perçus en 2004 pour tous les pays, sauf l'Australie et la Nouvelle-Zélande (2003/04), la Hongrie et le Royaume-Uni (2004/05), la Suisse (2004/2005), le Canada, le Danemark, les États-Unis et les Pays-Bas (2005), et la Corée (2006). Les chiffres relatifs au milieu des années 90 correspondent aux revenus perçus en 1995 pour tous les pays, hormis l'Autriche et l'Italie (1993), l'Australie (1994/95), le Danemark, la France, la Grèce, l'Irlande, le Japon, le Mexique et la Turquie (1994), et le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la République tchèque (1996). Les chiffres relatifs au milieu des années 80 correspondent aux revenus perçus en 1985 pour tous les pays, à l'exception de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark et de la Suède (1983), des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Mexique et de la Turquie (1984), de la Finlande, du Luxembourg, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande (1986), de l'Irlande (1987), et de la Grèce (1988). Les données portant sur la période allant du milieu des années 80 au milieu des années 90 font référence aux changements intervenus de 1990 environ au milieu des années 90 en ce qui concerne la Hongrie, le Portugal, la République tchèque et les Länder de l'ouest de l'Allemagne. Les données intéressantes la période allant du milieu des années 90 au milieu des années 2000 font référence aux changements intervenus du milieu des années 90 aux alentours de 2000 dans le cas de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Irlande, du Portugal et de la République tchèque (les chiffres de 2005, fondés sur les statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), n'étant pas considérés comme comparables avec ceux des années antérieures), et à l'évolution qu'a connue la Suisse de 2000 à 2005.

Source

- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Jomo, K.S. (2001), *Globalisation, Liberalisation, Poverty and Income Inequality in Southeast Asia*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 185, OCDE, Paris.
- Kayizzi-Mugerwa, S. (2001), *Globalisation, Growth and Income Inequality: The African Experience*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 186, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Income Disparities in China: An OECD Perspective*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Accroître les chances de chacun : Pour une politique sociale active au bénéfice de tous*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Uchimura, H. (2005), *Impact of Changes in Social Institutions on Income Inequality in China*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 243, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur la protection sociale, www.oecd.org/statistiques/social.
- Travaux de l'OCDE sur l'inégalité des revenus et la pauvreté, www.oecd.org/els/social/inequality.



Inégalité des revenus

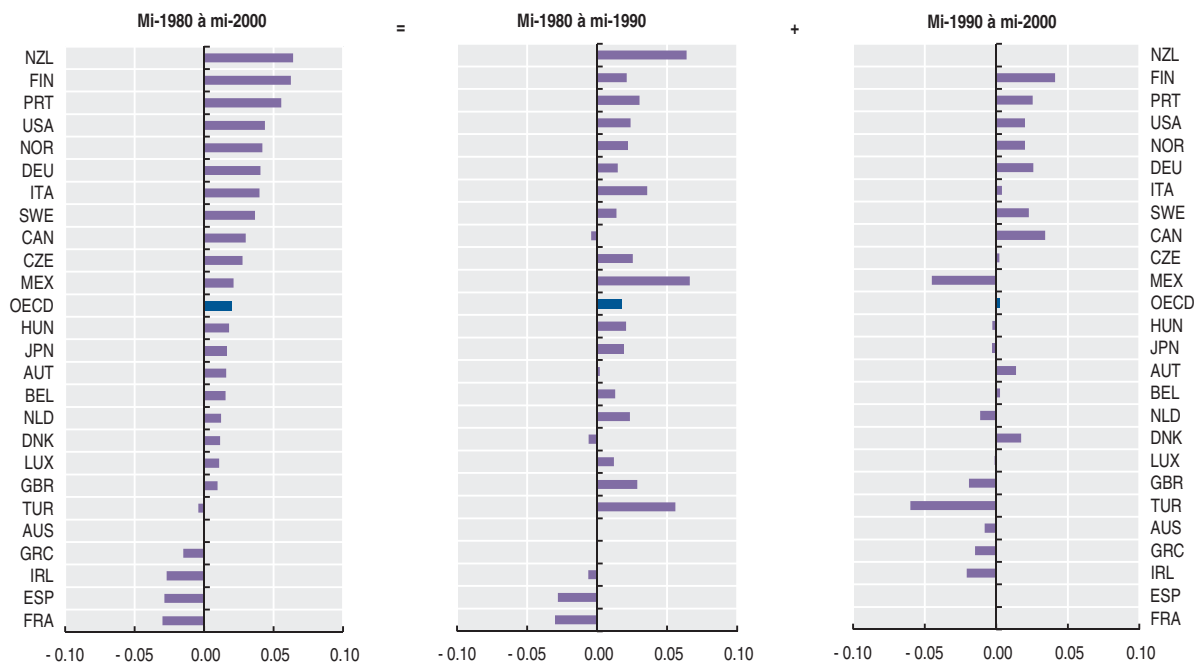
Indicateurs, milieu de la décennie 2000-2010

	Coefficient de Gini		Déviation logarithmique moyenne		Coefficient de variation		Ratio interdécile P90/P10		Ratio interdécile P50/P10	
	Niveau	Rang	Niveau	Rang	Niveau	Rang	Niveau	Rang	Niveau	Rang
Allemagne	0.30	15	0.16	14	0.45	13	3.98	16	2.08	17
Australie	0.30	16	0.17	15	0.39	9	3.95	15	2.09	18
Autriche	0.27	4	0.13	8	0.33	3	3.27	10	1.82	7
Belgique	0.27	9	0.13	6	0.30	1	3.43	14	1.97	14
Canada	0.32	18	0.18	17	0.59	17	4.12	17	2.14	20
Corée	0.31	17	0.20	22	0.35	5	4.73	24	2.50	27
Danemark	0.23	1	0.10	2	0.60	18	2.72	1	1.75	3
Espagne	0.32	19	0.20	21	0.41	10	4.59	23	2.32	23
États-Unis	0.38	27	0.29	25	0.81	23	5.91	27	2.69	29
Finlande	0.27	7	0.13	7	0.81	24	3.21	6	1.86	11
France	0.28	13	0.14	9	0.37	7	3.39	13	1.82	8
Grèce	0.32	21	0.18	16	0.43	12	4.39	21	2.18	21
Hongrie	0.29	14	0.14	10	0.48	15	3.36	12	1.78	6
Irlande	0.33	22	0.19	18	0.79	22	4.41	22	2.29	22
Islande	0.28	12	0.16	13	0.54	16	3.10	4	1.76	4
Italie	0.35	25	0.24	23	1.10	25	4.31	20	2.11	19
Japon	0.32	20	0.20	20	0.41	11	4.77	25	2.43	26
Luxembourg	0.26	3	0.12	3	0.30	2	3.25	8	1.86	10
Mexique	0.47	30	0.41	28	2.70	28	8.53	30	2.86	30
Norvège	0.28	11	0.16	12	0.46	14	2.83	3	1.77	5
Nouvelle-Zélande	0.34	23	..	..	..	..	4.27	19	2.06	16
Pays-Bas	0.27	8	..	..	..	..	3.23	7	1.86	12
Pologne	0.37	26	0.26	24	0.71	20	5.63	26	2.42	25
Portugal	0.42	28	0.31	26	1.13	26	6.05	28	2.35	24
République slovaque	0.27	5	0.13	5	0.37	6	3.26	9	1.86	13
République tchèque	0.27	5	0.12	4	0.38	8	3.20	5	1.74	2
Royaume-Uni	0.34	23	0.20	19	0.71	21	4.21	18	1.99	15
Suède	0.23	2	0.10	1	0.65	19	2.79	2	1.72	1
Suisse	0.28	10	0.15	11	0.34	4	3.29	11	1.83	9
Turquie	0.43	29	0.32	27	1.45	27	6.49	29	2.67	28
Moyenne OCDE	0.31	..	0.19	..	0.66	..	4.16	..	2.09	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826773162617>

Tendances des inégalités des revenus

Changements en point de pourcentage du coefficient de Gini



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822437534501>

TAUX ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

Le principal objectif d'une politique sociale est d'éviter les difficultés économiques. Étant donné que la notion de « niveau de vie décent » varie selon les pays et les époques, il n'existe aucun indicateur de pauvreté « absolue » adopté d'un commun accord par tous les pays de l'OCDE. Un point de départ pour mesurer la pauvreté consiste donc à s'intéresser à la pauvreté « relative », dont la mesure fait appel au revenu annuel médian dans chaque pays.

Définition

La pauvreté monétaire relative est mesurée ici au moyen du taux de pauvreté et de l'intensité de la pauvreté. Le taux de pauvreté correspond au nombre de personnes, ramené à la population totale, qui vivent en dessous du seuil de pauvreté; dans le cas présent, celui-ci est fixé à la moitié du revenu médian des ménages. Toutefois, deux pays affichant le même taux de pauvreté peuvent connaître des différences sur le plan du niveau de revenu des plus démunis. C'est pourquoi l'intensité de la pauvreté, à savoir le pourcentage d'écart entre le revenu moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté, est également présentée pour prendre en compte cet aspect de la pauvreté.

Par « revenu », on entend « revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ». Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les prestations monétaires reçues de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux versés par le ménage. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant apporté pour tenir compte

des disparités entre les besoins de ménages de différentes tailles (par exemple, les besoins d'un ménage comptant quatre membres sont supposés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable. En outre, de légères différences entre les périodes et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Les mesures sont particulièrement délicates au bas de l'échelle des revenus. Par ailleurs, comme une grande part de la population se situe autour du seuil de pauvreté retenu ici, de faibles évolutions du revenu peuvent entraîner d'importantes variations des indicateurs de pauvreté. De légères différences d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives. Les années prises en considération pour chaque pays sont précisées au chapitre « Indicateurs d'inégalités de revenu ».

En bref

Au milieu des années 2000, le taux de pauvreté moyen avoisinait 11 % dans les pays de l'OCDE. Toutefois, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre : les États-Unis, le Mexique et la Turquie affichent un taux de pauvreté de 17 % ou plus, tandis que celui-ci est inférieur à 6 % au Danemark, en République tchèque et en Suède. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen des personnes les plus démunies est inférieur de 29 % au revenu médian (intensité de la pauvreté), les écarts les plus grands ayant été relevés aux États-Unis, au Mexique et en Suisse, et les plus faibles en Belgique, en Finlande, au Luxembourg et aux Pays-Bas. En règle générale, c'est dans les pays où le taux de pauvreté est élevé que l'intensité de la pauvreté est forte. Cette règle n'est pas universelle, toutefois (ainsi, l'Islande et la Suisse associent faible taux de pauvreté et forte intensité de la pauvreté, tandis que le cas de figure inverse s'observe en Australie, au Canada, en Grèce, en Irlande et en Italie).

Ces 20 dernières années, le taux de pauvreté a baissé dans 8 pays et augmenté dans 16 autres, d'où un accroissement global légèrement supérieur à un point pour l'OCDE dans son ensemble. Les diminutions les plus sensibles ont été enregistrées en Belgique et au Mexique et les hausses les plus fortes (4 à 5 points) en Allemagne, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas.

Source

- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Global World Income Inequality: Absolute, Relative or Intermediate?, Paper presented at the 28th General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Cork.
- Förster, M. (1994), *Measurement of Low Incomes and Poverty in a Perspective of International Comparisons*, Politique du marché du travail et politique sociale – Documents hors série, n° 14, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Accroître les chances de chacun : Pour une politique sociale active au bénéfice de tous*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

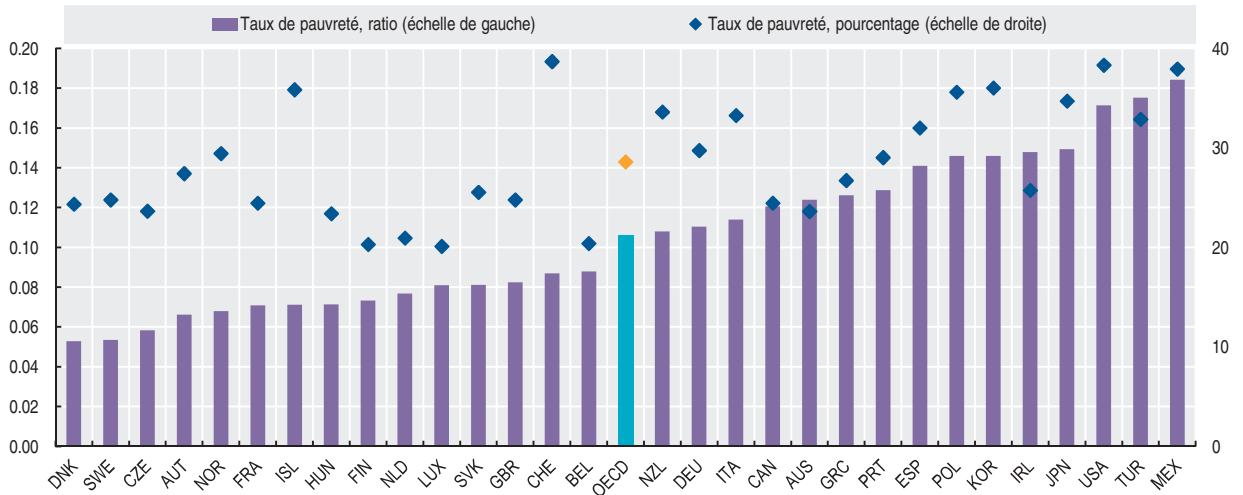
Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur la protection sociale, www.oecd.org/statistiques/social.
- Travaux de l'OCDE sur l'inégalité des revenus et la pauvreté, www.oecd.org/els/social/inequality.



Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté

Milieu de la décennie 2000



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822560430054>

Tendances des taux de pauvreté

Changements en point de pourcentage du taux de pauvreté monétaire au niveau médian de 50 %

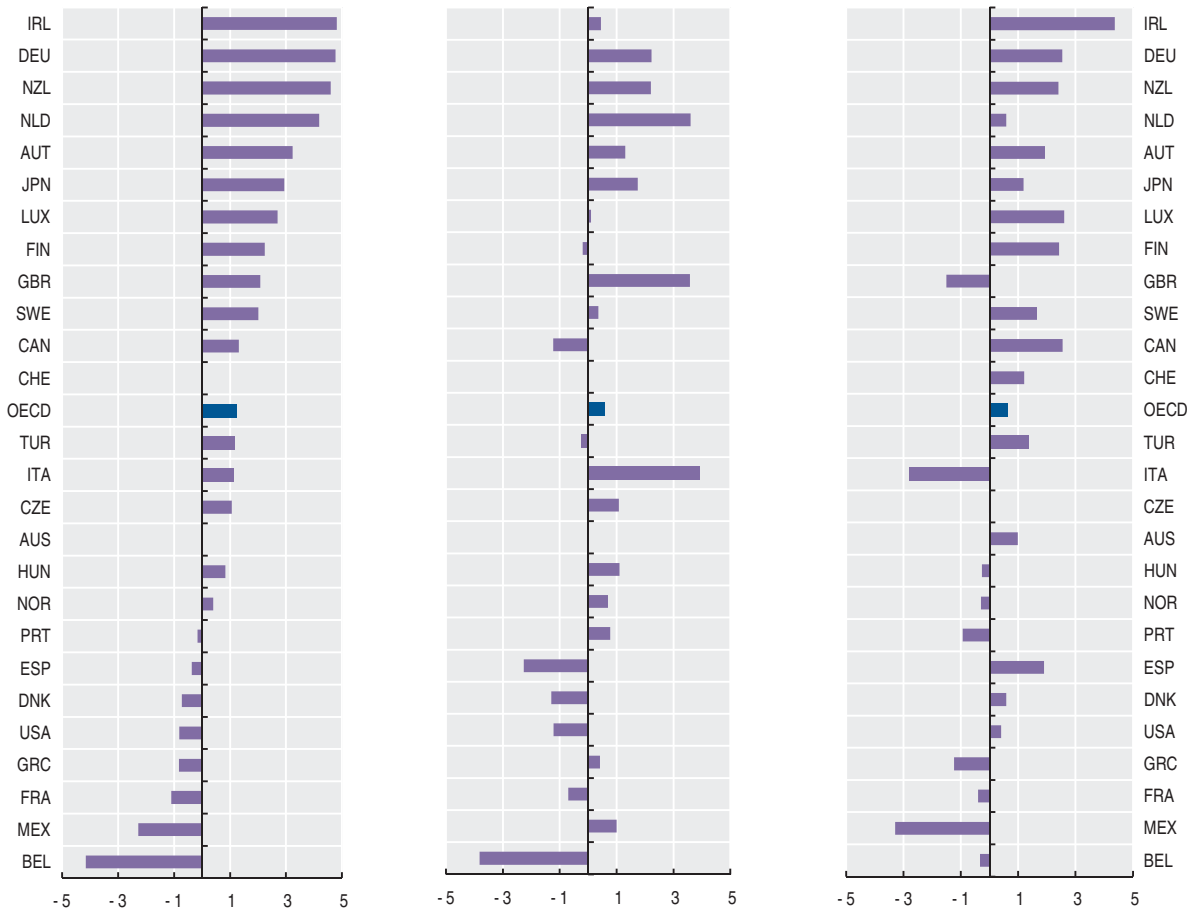
Mi-1980 à mi-2000

=

Mi-1980 à mi-1990

+

Mi-1990 à mi-2000



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822576570877>

SUICIDES

Le suicide est souvent considéré comme une manifestation extrême de la dépression et d'une médiocre qualité de vie. De par son caractère extrême, le suicide peut être vu comme la partie émergée de l'iceberg, avec des variations intertemporelles des taux de suicide et des variations entre pays, révélateur de l'ampleur du problème plus général que constitue la pathologie dépressive.

Définition

Les données relatives au taux de suicide sont établies à partir des registres officiels où sont consignées les causes de décès, conformément aux conventions internationales issues de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé (ICD). Les taux présentés ici sont normalisés et utilisent la structure démographique de la zone OCDE de 1980, afin d'éliminer les variations de la pyramide des âges d'un pays à l'autre et d'une époque à une autre.

Le taux de suicide est exprimé en nombre de décès pour 100 000 personnes.

En bref

Globalement, les taux de suicide ont augmenté dans les années 70 pour atteindre un pic au début des années 80. Le Japon et l'Irlande font exception. Au Japon, le taux de suicide est aujourd'hui légèrement plus faible qu'en 1960, mais demeure relativement élevé (environ 20 décès pour 100 000 personnes) depuis 1997. L'Irlande a vu son taux de suicide augmenter fortement et continuellement jusqu'en 2000, pour fléchir modérément mais régulièrement depuis.

Les taux de suicide ont régressé aussi bien chez les hommes que chez les femmes, sans que l'écart entre les sexes ne change beaucoup. Le suicide reste un phénomène majoritairement masculin. On compte en moyenne un suicide de femme pour environ trois suicides d'hommes. L'écart entre les sexes est plus marqué au Mexique, en Pologne et en République slovaque, et moindre en Corée, aux Pays-Bas et en Norvège. Cet écart est également moins patent pour les cohortes jeunes.

Parmi les pays de l'OCDE, on ne constate pas de relation systématique entre le taux de suicide et le PIB par habitant, même si l'on observe une faible corrélation négative entre le taux de suicide et des évaluations subjectives de la qualité de vie.

Comparabilité

Malgré l'existence de l'ICD, les données relatives au suicide posent des problèmes de comparabilité. Les procédures utilisées par les différents pays pour déclarer le suicide comme cause du décès sont variables et les procédures ont parfois évolué au fil du temps. En outre, le nombre de décès par suicide peut être sous-estimé en raison du tabou qui entoure ce phénomène dans la société. Cette norme socioculturelle peut varier d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre.

Les études qui mesurent la fiabilité des statistiques relatives au suicide suggèrent que les Sources d'erreurs sont aléatoires. Elles n'ont donc qu'une incidence limitée lorsque l'on compare les taux entre pays, entre groupes démographiques ou entre périodes.

Les données relatives à la satisfaction à l'égard de l'existence sont fondées sur le *Gallup World Survey*. En ce qui concerne la comparabilité de ces données, voir « Bien-être subjectif ».

Source

- Gallup World Poll.
- *Statistiques des Comptes nationaux annuels de l'OCDE*.
- OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

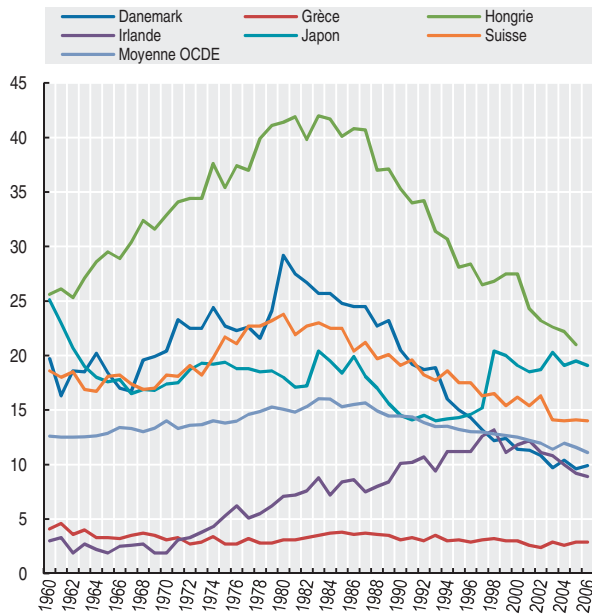
Publications analytiques

- Sainsbury P. et J.S. Jenkins (1982), *The accuracy of officially reported suicide statistics for purposes of epidemiological research*, *Journal of Epidemiology and Community Health*, 36: 43-48.



Taux de suicide

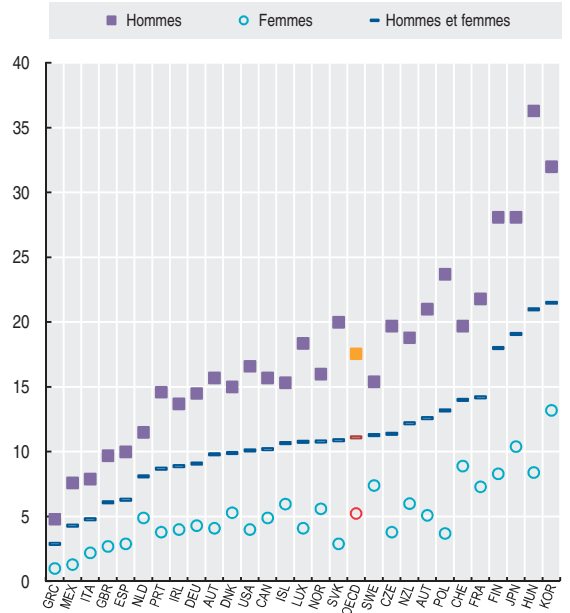
Pour 100 000 personnes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822601475116>

Taux de suicide par sexe : hommes plus femmes

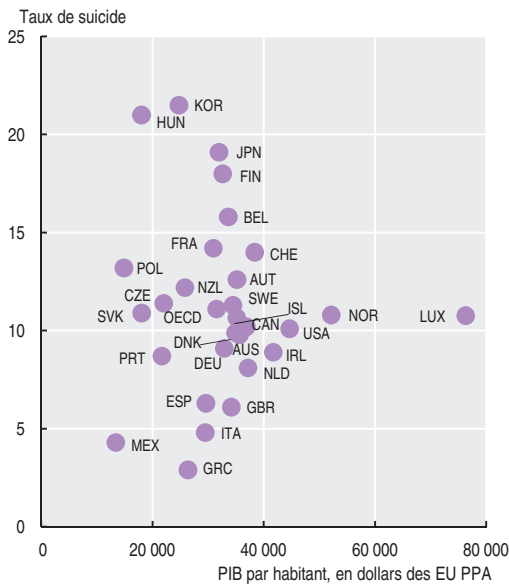
Pour 100 000 personnes, 2006 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822648661667>

Taux de suicide et PIB par tête

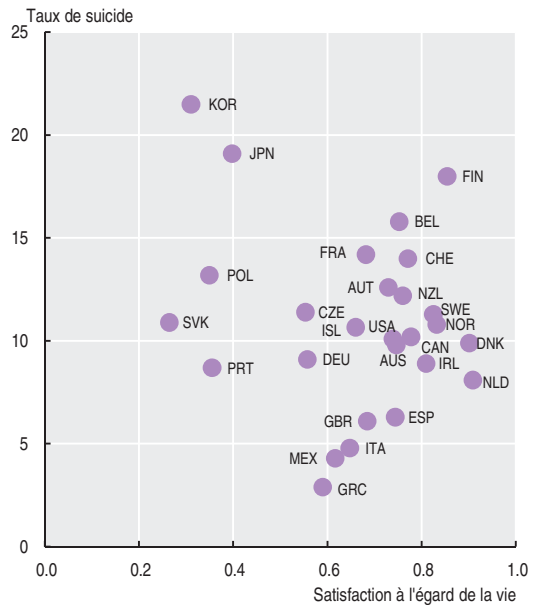
USD PPA, 2006 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822652086787>

Taux de suicide et bien-être subjectif

Taux de suicide (2006 ou dernière année disponible) et bien-être subjectif (2008 ou dernière année disponible)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822654326584>

BIEN-ÊTRE SUBJECTIF

Le bien-être subjectif renvoie à la notion de satisfaction à l'égard de la vie, à la présence d'expériences ou de sentiments positifs et à l'absence d'expériences ou de sentiments négatifs. Chacun de ces trois éléments, qui constitue une composante distincte du bien-être subjectif, est soumis à toute une série de déterminants.

Définition

Les mesures de la satisfaction à l'égard de l'existence sont le reflet d'une évaluation cognitive donnée par chaque personne de sa vie en général, aujourd'hui et dans cinq ans. Les mesures présentées ici se fondent sur une échelle de qualité de vie en fonction de laquelle les personnes interrogées doivent attribuer une note à leur existence allant du moins bon (0) au meilleur (10), et renvoient à la proportion des répondants qui attribuent à leur existence (actuelle et à venir) une note de 7 ou plus.

En bref

En moyenne, environ 63 % des habitants des pays de l'OCDE font état d'une satisfaction élevée, la proportion étant supérieure (71 %) pour l'avenir à horizon de cinq ans. Parmi les pays de l'OCDE, la proportion de scores de satisfaction élevés varie entre 85 % ou plus aux Pays-Bas, en Finlande et au Danemark, et 36 % ou moins en Turquie, en Hongrie, en Pologne, au Portugal, en Corée et en République slovaque. À l'exception du Brésil, le degré de satisfaction est moindre dans les principaux pays non membres de l'OCDE montrés ici (de l'ordre d'environ 25 % ou moins en Indonésie, en Chine, en Estonie, en Inde et en Fédération de Russie, mais les réponses dénotent généralement plus d'optimisme quant à l'avenir.

S'agissant des expériences positives, près de 90 % de la population de la zone OCDE déclarent avoir été traités avec respect, et plus de 70 % avoir éprouvé du plaisir à faire quelque chose la veille ou avoir géré leur temps de façon autonome, une proportion bien moindre affirmant avoir appris quelque chose (54 %), ou être fier de quelque chose qu'ils avaient accompli (62 %). Parmi les expériences négatives, environ un tiers de la population de la zone OCDE rapporte s'être inquiété et environ un quart avoir ressenti une quelconque forme de souffrance le jour précédent, tandis qu'environ 10 % déclarent s'être sentis déprimés.

Pour ce qui concerne les pays de l'OCDE, « l'indice d'expériences positives » composite est le plus élevé en Islande et le plus bas en Turquie; s'agissant de « l'indice d'expériences négatives », c'est en Espagne qu'il est le plus haut et au Danemark qu'il est le plus bas. Entre ces pays, des valeurs élevées de l'indice d'expériences positives tendent à être associées avec des valeurs élevées de l'évaluation de la vie, et il n'y a qu'une corrélation négative faible entre les indices d'expériences positives et d'expériences négatives.

La mesure des expériences et sentiments positifs et négatifs fait référence aux personnes qui déclarent avoir vécu six différentes formes d'expériences positives et négatives durant la journée précédente. Sont présentés également deux indices composites d'expériences positives et négatives, calculés au niveau des réponses individuelles. Pour chaque personne, les six items sont codés de sorte que les réponses positives reçoivent la note 1 et les réponses négatives (y compris les réponses « je ne sais pas » ou les « refus de répondre ») la note 0; pour ces données individuelles, un indice est calculé si on peut dénombrer au moins 5 scores validés sur 6. L'indice composite de chaque personne consiste en la moyenne des items validés multipliée par 100, et le score au niveau national figurant dans le tableau est la moyenne de toutes les notations individuelles pour lesquelles un indice a été calculé.

Les parts de la population sont calculées en pourcentage de l'ensemble des répondants, à l'exclusion de ceux qui ont refusé de répondre ou qui ne savaient pas quoi répondre aux diverses questions de l'enquête.

Comparabilité

Les données utilisées ici sont tirées de la *Gallup World Poll* et renvoient à 2009 ou auparavant. Le *Gallup World Poll*, sondage conduit dans environ 140 pays, s'appuie sur un questionnaire commun, traduit dans les principales langues de chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont basés sur la probabilité et représentatifs de la population résidente âgée de 15 ans et plus de l'ensemble d'un pays (y compris les zones rurales).

Même si ces caractéristiques assurent une bonne comparabilité des données d'un pays à l'autre, les résultats peuvent être sujets à des erreurs d'échantillonnage et des erreurs hors échantillonnage. La taille des échantillons est limitée à un millier de personnes environ dans chaque pays.

Source

- Gallup World Poll.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- « Income, Health and Well-Being Around the Worlds: Evidence from the Gallup World Poll », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 22, n° 2, printemps.



Personnes déclarant diverses expériences positives et négatives

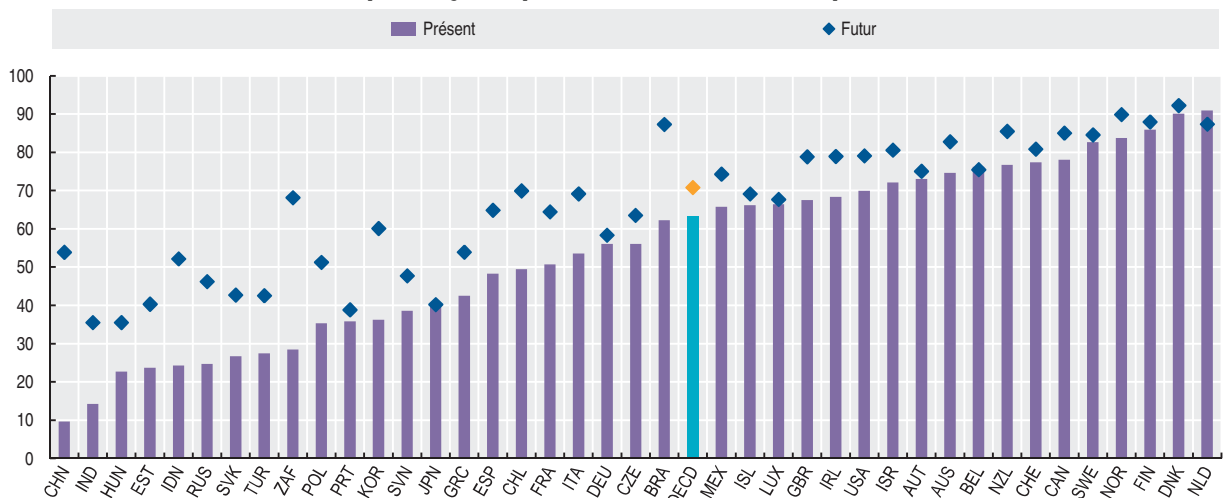
2009 ou dernière année disponible

	Expériences positives							Expériences négatives							
	En pourcentage des répondants							Indice des expériences positives	En pourcentage des répondants						Indice des expériences négatives
	Bien reposé	Traité avec respect	Libre de la gestion de votre temps	Fier de quelque chose que vous avez accompli	Avoir appris ou fait quelque chose d'intéressant	Plaisir	Douleur		Inquiétude	Tristesse	Ennui	Dépression	Colère		
Allemagne	66.5	92.9	61.7	56.2	54.7	74.4	73.2	21.8	27.6	18.1	13.7	5.2	16.6	22.0	
Australie	65.8	90.6	70.7	73.7	58.9	83.2	74.3	23.0	30.6	17.3	20.3	8.2	17.6	22.1	
Autriche	73.5	93.8	78.3	63.8	52.7	84.4	75.1	21.2	23.5	16.5	11.6	5.8	12.3	18.2	
Belgique	70.6	92.5	82.9	60.6	50.1	79.1	73.7	28.1	33.3	18.6	11.5	8.6	20.7	23.8	
Canada	70.0	93.3	75.8	78.6	67.9	87.0	79.8	24.6	37.3	20.7	22.4	9.3	16.2	24.8	
Corée	75.3	68.9	78.8	62.3	37.9	64.4	61.9	23.9	32.4	14.4	29.7	18.7	15.9	22.8	
Danemark	66.3	96.0	71.9	62.6	61.4	88.8	76.8	21.0	23.7	12.2	12.3	2.9	13.3	15.1	
Espagne	73.3	97.7	84.7	69.5	51.8	59.1	72.0	31.3	51.7	26.1	20.8	12.6	23.0	28.8	
États-Unis	67.5	89.4	71.4	74.2	61.5	84.0	76.3	29.8	38.4	20.9	29.8	13.8	19.3	28.1	
Finlande	69.8	93.2	74.0	61.8	57.6	73.2	72.8	17.7	29.1	9.9	18.1	6.5	4.4	15.3	
France	64.1	93.2	78.5	49.9	56.0	74.5	72.7	36.0	38.0	22.4	16.0	7.9	30.6	28.5	
Grèce	57.7	92.0	63.0	45.0	39.5	74.1	66.6	28.5	42.4	18.8	29.1	6.9	15.1	22.9	
Hongrie	65.2	88.4	..	..	35.8	74.2	64.8	27.6	35.5	23.3	..	26.8	9.2	26.4
Irlande	70.4	93.6	80.6	75.2	56.2	83.8	77.0	18.8	28.5	22.5	21.6	8.8	19.4	23.0	
Islande	66.4	97.3	..	..	82.4	86.9	83.3	25.8	24.8	10.9	..	4.7	10.2	17.2
Italie	64.5	93.5	79.7	63.0	54.4	75.2	73.2	26.3	43.9	25.8	23.7	11.3	13.9	27.2	
Japon	76.8	61.2	85.3	46.9	54.7	74.0	69.7	20.5	29.9	12.7	21.8	20.6	14.7	20.7	
Luxembourg	63.7	95.5	..	..	56.0	78.8	73.9	26.6	25.3	19.0	..	4.9	27.0	24.0
Mexique	74.3	92.9	76.9	70.0	58.8	85.6	78.0	22.3	33.0	15.6	30.8	12.1	10.3	20.4	
Norvège	66.1	91.8	66.8	58.6	63.4	86.1	75.5	16.5	20.5	13.2	22.2	8.1	12.9	16.1	
Nouvelle-Zélande	66.3	91.1	70.5	76.4	70.9	84.6	77.8	23.5	31.4	18.0	24.0	8.8	20.2	23.6	
Pays-Bas	67.1	94.3	67.6	65.1	46.6	80.0	72.2	16.3	31.5	13.8	9.5	4.3	9.4	15.8	
Pologne	66.5	94.2	70.6	63.1	43.6	74.0	67.7	17.3	33.5	20.8	22.3	6.2	19.0	19.9	
Portugal	71.4	93.2	75.5	57.2	59.4	62.2	72.5	26.0	48.7	33.3	16.2	16.8	11.1	28.4	
République slovaque	59.2	82.3	60.2	54.6	38.6	74.9	61.1	24.1	39.3	22.9	16.8	12.6	30.8	26.9	
République tchèque	59.8	74.0	54.6	52.2	50.8	77.9	62.2	20.9	33.9	18.8	14.9	13.0	30.9	22.8	
Royaume-Uni	66.9	91.3	75.6	59.1	54.7	84.3	75.5	24.1	32.5	20.0	27.1	9.0	16.9	23.7	
Suède	64.1	94.1	70.0	66.5	61.6	86.8	76.4	22.9	15.9	12.0	19.0	4.4	12.4	15.8	
Suisse	69.8	94.4	70.1	60.3	57.5	86.1	76.4	26.2	32.1	17.9	14.2	4.2	13.8	20.7	
Turquie	67.8	68.2	..	..	32.7	47.5	56.5	17.8	31.2	30.6	..	14.4	37.5	28.1
Moyenne OCDE	67.6	89.5	72.9	62.6	54.3	77.6	72.3	23.7	32.6	18.9	20.0	9.9	17.5	22.4	
Afrique du Sud	76.5	82.6	70.6	56.0	48.9	73.5	71.1	25.6	31.0	18.8	22.0	13.5	19.5	23.3	
Brésil	68.6	94.3	73.9	75.3	59.6	81.1	76.6	25.9	43.8	20.5	13.9	8.0	17.9	23.9	
Chili	70.4	94.5	74.1	68.4	60.7	81.2	77.1	33.1	46.8	23.6	30.6	14.4	21.3	27.4	
Chine	80.7	90.6	82.9	35.5	37.0	83.7	72.8	11.8	25.7	6.8	21.4	7.7	16.3	17.3	
Estonie	59.4	88.8	60.4	51.9	45.9	70.1	60.0	20.6	34.6	24.8	17.6	11.8	14.1	20.3	
Fédération de Russie	60.7	90.3	63.6	46.2	36.5	63.2	58.8	22.8	22.8	18.7	18.7	12.1	9.0	15.5	
Inde	66.4	80.7	53.6	33.0	36.6	79.3	67.1	29.6	35.6	25.4	21.5	23.0	29.4	27.8	
Indonésie	87.6	94.3	69.9	69.8	55.0	87.3	81.0	16.6	25.2	15.4	31.8	1.2	17.3	13.3	
Israël	58.6	75.8	56.2	58.0	49.6	72.2	63.1	38.4	43.2	24.3	31.3	15.0	30.7	31.1	
Slovénie	68.2	92.6	66.6	70.4	57.1	58.5	66.2	30.5	51.7	21.2	12.8	7.3	19.0	25.5	

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/8226807282861>

Personnes déclarant que leur vie est globalement hautement satisfaisante

En pourcentage des répondants, 2009 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822657515827>

BÉNÉFICES SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Cet indicateur porte sur les liens entre le niveau de formation et trois variables reflétant la santé et la cohésion de la population : l'état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle.

Définition

Les estimations des effets marginaux de l'éducation dans chacun des trois domaines montrent l'augmentation de la probabilité que des personnes présentent des résultats sociaux positifs lors du passage d'un niveau de scolarité au niveau supérieur. Elles peuvent aussi être interprétées comme la différence de la part de personnes présentant des

résultats positifs dans les niveaux d'enseignement. Les calculs sont basés sur des modèles de régression propres à chaque pays qui prédisent chaque variable aux résultats dichotomiques (par exemple un intérêt élevé ou faible pour la politique) par rapport au niveau de scolarité atteint par les individus.

La santé est mesurée par la proportion d'adultes qui considèrent leur santé comme étant au moins « bonne ». L'intérêt politique est mesuré par la proportion d'adultes qui se disent au moins « assez intéressé » par la politique. La confiance entre personnes est mesurée par la proportion d'adultes qui croient que la plupart des gens essaient d'être justes.

Comparabilité

Les calculs reposent sur des microdonnées relatives aux adultes âgés de 25 à 64 ans extraites de différentes enquêtes (l'Enquête sociale européenne de 2004 et 2006, l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes de 2003, la *World Values Survey* de 2005 et le Programme international d'enquêtes sociales de 2004 et 2006). Ces enquêtes ont été retenues car elles contiennent au moins 1 000 observations et que leurs questions sur l'état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle sont comparables. L'analyse se limite aux microdonnées pour lesquelles la répartition des niveaux de formation est éloignée au maximum de 10 points de pourcentage par rapport à celles présentées pour des années comparables dans *Regards sur l'éducation*. Quelques exceptions ont été admises sur recommandation des représentants du Canada, de la Finlande, de la Corée et de la Norvège auprès de l'INES (indicateurs des systèmes d'enseignement).

En bref

L'instruction peut avoir sur la vie des individus des répercussions qui vont au-delà de ce que peuvent mesurer des indicateurs économiques tels que les revenus du travail. L'état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle font partie de ces multiples retombées sociales. L'éducation peut avoir une incidence sur l'état de santé des individus car elle peut les amener à choisir un mode de vie plus sain, à mieux gérer leurs problèmes de santé et à éviter les situations qui pourraient porter atteinte à leur santé – travailler dans des conditions dangereuses ou vivre dans le stress de la pauvreté, par exemple. Elle peut aussi contribuer à accroître l'intérêt pour la politique puisqu'elle est source d'informations et d'expériences pertinentes et qu'elle apporte des compétences, des valeurs, des attitudes et des convictions propices à une citoyenneté active. Elle peut également avoir une incidence sur la confiance interpersonnelle en aidant les individus à mieux comprendre et à accepter les valeurs de cohésion sociale et de diversité, ou parce que ceux qui ont un niveau de formation plus élevé sont plus susceptibles de vivre et de travailler dans un environnement moins touché par la criminalité et les comportements antisociaux.

Le niveau de formation est en corrélation positive avec l'état de santé perçu, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle. Les adultes ayant un meilleur niveau de formation sont plus susceptibles de déclarer que leur santé est, au minimum, bonne, qu'ils sont au moins relativement intéressés par la politique et qu'ils estiment que la plupart des gens essaient d'être justes. S'agissant de la perception de l'état de santé, on constate que dans tous les pays sauf en Pologne, la différence de perception est plus marquée et plus uniforme entre les diplômés du premier cycle du secondaire et ceux du deuxième cycle du secondaire qu'entre ces derniers et les diplômés du supérieur. En revanche, en ce qui concerne l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle, la différence de perception est globalement plus nette et plus uniforme entre les diplômés du deuxième cycle du secondaire et ceux du supérieur qu'entre les diplômés du premier cycle du secondaire et ceux du deuxième cycle du secondaire.

Source

- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Comprendre l'impact social de l'éducation*, OCDE, Paris.

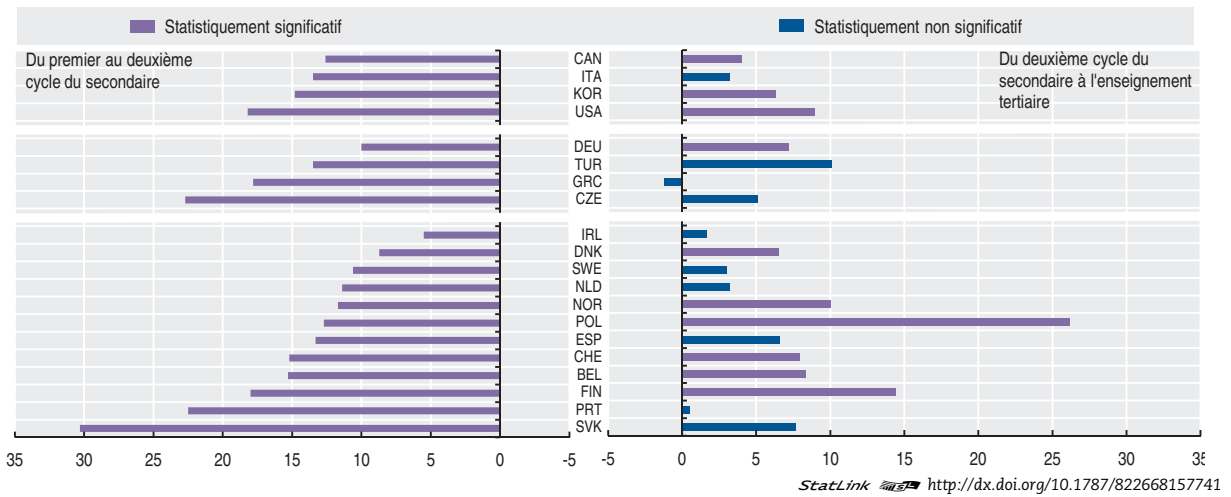
Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2009.



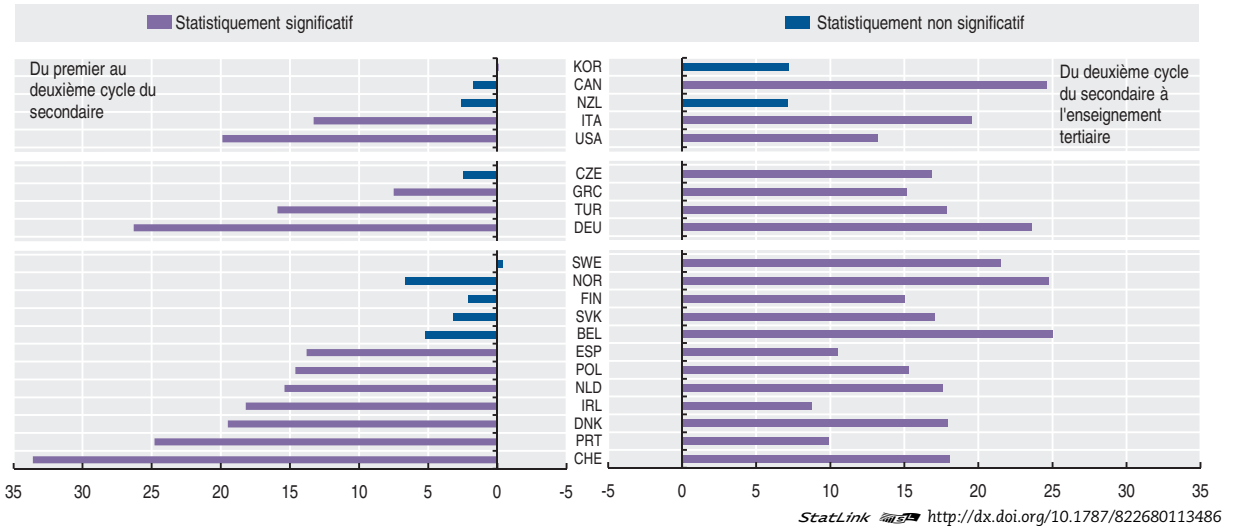
Effets marginaux de l'éducation sur l'état de santé selon les dires des personnes interrogées

Augmentation de la probabilité en pourcentage, 2006 ou dernière année disponible



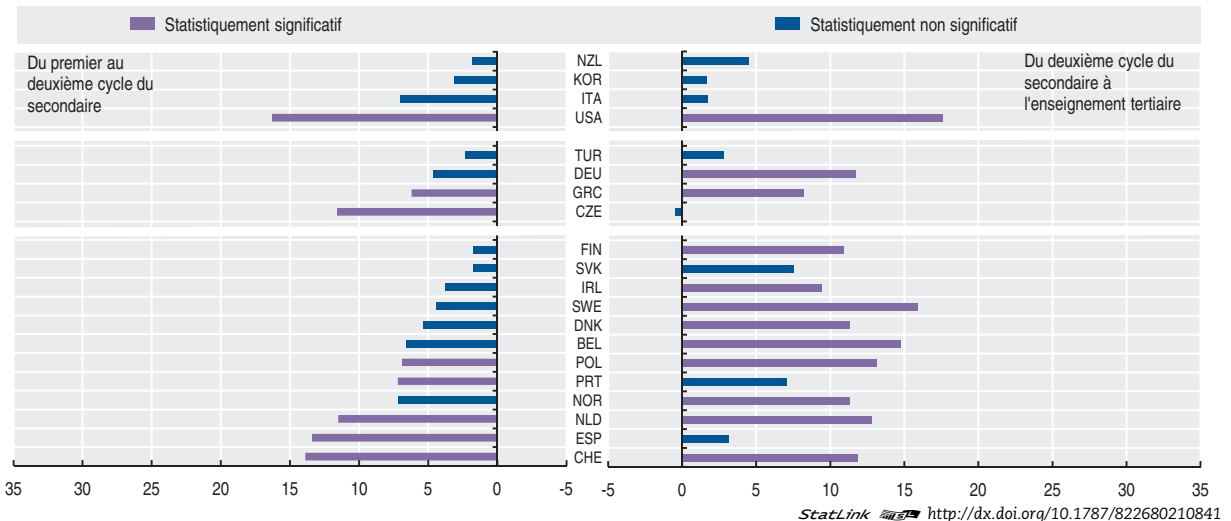
Effets marginaux de l'éducation sur l'intérêt pour la politique

Augmentation de la probabilité en pourcentage, 2006 ou dernière année disponible



Effets marginaux de l'éducation sur la confiance dans les relations interpersonnelles

Augmentation de la probabilité en pourcentage, 2006 ou dernière année disponible



INACTIVITÉ DES JEUNES

Les jeunes qui n'ont pas d'emploi, ne suivent pas de formation et ne sont pas non plus scolarisés sont susceptibles de devenir plus tard des « exclus », personnes dont le revenu se situe sous le seuil de pauvreté et qui ne possèdent pas les compétences nécessaires pour améliorer leur situation matérielle.

Définition

L'indicateur considéré représente la proportion de jeunes qui ne sont pas scolarisés, ne suivent pas de formation et n'ont pas d'emploi, dans la population totale des jeunes du même groupe d'âge. Les jeunes scolarisés comprennent aussi bien ceux qui étudient à temps partiel que ceux qui le font à temps plein, mais ne comprennent pas ceux qui suivent un enseignement non formel ou participent à des activités d'enseignement de très courte durée. La notion d'emploi est définie conformément aux Lignes directrices de l'OIT et s'applique à toutes les personnes qui ont travaillé pour obtenir un gain monétaire pendant au moins une heure au cours de la semaine ayant précédé l'enquête.

En bref

En moyenne, 15 % des jeunes de 20 à 24 ans n'étaient ni scolarisés ni employés en 2007. Il existe d'importantes différences entre les pays : au Danemark, en Islande, au Japon, aux Pays-Bas et en Norvège, moins de 9 % des jeunes étaient dans cette situation. Le ratio est bien plus élevé en Italie, en Pologne, en République slovaque et au Royaume-Uni où cette proportion dépasse 18 %, et en Turquie où elle dépasse 40 %. Dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, cette part a diminué au cours du temps, ce qui s'explique par la durée plus longue des études des jeunes, en particulier des filles, par rapport à la décennie précédente. La proportion des jeunes qui ne sont ni scolarisés ni dans un emploi est deux fois plus grande pour les jeunes de 20 à 24 ans (14.9 %) que pour ceux de 15 à 19 ans (7.2 %). Cette proportion est encore plus forte parmi les jeunes de 25 à 29 ans (17 % en 2007).

Dans la plupart des pays, la douceur de la transition de l'école à la vie active dépend beaucoup du cycle des affaires et des conditions économiques. Quand ces conditions empirent, les jeunes qui sont dans cette transition sont les premiers touchés. Cela tient au fait que lorsque les employeurs se séparent de leurs employés, les jeunes se voient souvent dans l'impossibilité d'entrer sur le marché du travail dans la mesure où ils sont en compétition avec des travailleurs plus expérimentés. De même, quand les taux d'emploi baissent, on observe une tendance à rester scolarisé plus longtemps, car les revenus potentiels auxquels les étudiants renoncent pendant leurs études sont dans beaucoup de cas proches de zéro. Dans ce contexte, il est important pour les systèmes éducatifs de faciliter les conditions d'accès à l'éducation et à la formation et de mettre des ressources supplémentaires à la disposition des institutions éducatives.

Comparabilité

Le principal problème de comparabilité tient au fait que, dans certains pays, les jeunes qui effectuent leur service militaire obligatoire ne sont comptabilisés ni parmi ceux qui exercent un emploi, ni parmi les personnes scolarisées. Cependant, la durée du service militaire est assez courte dans la plupart des pays et la réaffectation des appelés à la catégorie emploi/éducation ne modifierait pas beaucoup les chiffres présentés ici.

Source

- OCDE (2009), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire mars 2009*, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE, Édition 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Des emplois pour les jeunes*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2007.
- Youth Employment Summit, www.yesweb.org.



Jeunes non scolarisés et sans emploi

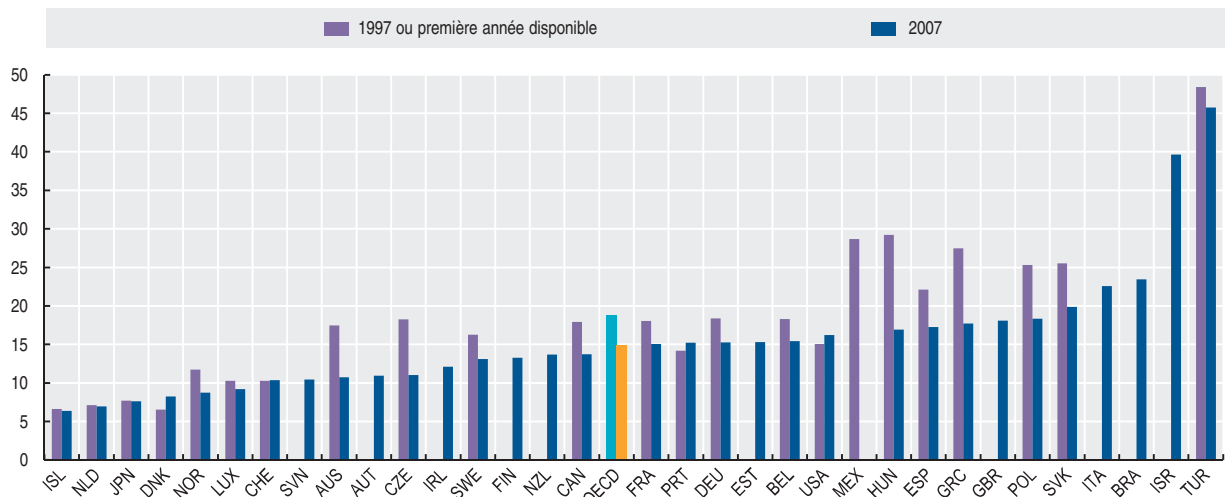
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	Jeunes entre 20 et 24 ans							Jeunes entre 15 et 19 ans						
	1997	2000	2003	2004	2005	2006	2007	1997	2000	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	18.4	16.9	15.6	17.5	18.7	16.7	15.2	5.0	5.7	4.7	3.6	4.4	4.2	4.2
Australie	17.5	13.3	13.3	12.3	11.6	11.5	10.7	8.1	6.8	6.8	7.5	7.4	7.1	6.5
Autriche	..	..	10.4 |	12.9	12.4	12.5	11.0	..	..	5.6 |	7.3	6.9	6.6	5.3
Belgique	18.3	16.0	17.1	16.9	18.3	16.9	15.4	9.0	6.5	7.1	4.9	6.2	7.1	5.2
Canada	17.9	15.7	14.3	14.2	14.4	13.0	13.7	6.5	8.2	8.1	8.8	7.0	7.3	6.4
Danemark	6.5	6.6	11.8	11.3	8.3	5.9	8.2	1.4	2.7	2.5	2.1	4.3	4.4	3.9
Espagne	22.1	15.0	14.8	15.6	19.4	16.9	17.2	10.9	8.0	7.3	7.6	10.8	10.1	10.9
États-Unis	15.1	14.4	..	16.9	15.5	15.6	16.2	7.1	7.0	..	6.9	6.1	6.3	6.3
Finlande	..	..	14.4	15.4	13.0	13.3	13.3	..	..	6.2	5.9	5.2	3.6	3.5
France	18.0	14.1	.. |	16.1	15.8	16.6	15.1	2.9	3.3	.. |	5.2	6.0	6.4	5.8
Grèce	27.5	24.9	21.7	21.8	20.1	17.4	17.7	9.6	9.0	9.5	10.0	9.8	8.8	8.5
Hongrie	29.2	22.0	19.9	18.6	18.9	18.5	16.9	8.9	8.6	6.8	6.2	6.4	6.0	5.0
Irlande	..	9.7	11.5	11.6	12.3	11.8	12.1	..	4.4	5.3	4.9	4.5	5.0	5.1
Islande	6.6	..	7.8	6.4	10.0	..	6.4	..	..	..	..	..	..	..
Italie	..	27.5	21.7	23.6	24.1	22.8	22.6	..	13.1	9.3	11.0	11.2	11.8	10.2
Japon	7.7	8.8	9.8	9.2	8.8	9.1	7.6	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	10.3	8.2	8.1	10.1	9.3	10.3	9.2	5.6	..	2.1	3.2	2.2	4.1	2.9
Mexique	28.7	27.1	27.6	27.4	..	..	..	19.0	18.3	17.8	17.0	..	..	..
Norvège	11.7	8.0	10.6	9.8	9.6	9.1	8.8	..	..	2.7	2.8	2.5	3.4	3.7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	13.7	13.0	13.7	..	..	..	..	7.2	8.3	9.3
Pays-Bas	7.1	8.2	9.4	9.3	9.1	7.3	6.9	2.8	3.7	4.3	3.3	3.9	3.0	3.6
Pologne	25.3	30.8	25.5	24.1	20.1	20.7	18.3	5.3	4.5	3.3	2.6	1.7	3.8	2.5
Portugal	14.2	11.0	12.3	13.5	14.1	13.3	15.2	9.8	7.7	8.8	9.8	8.4	7.8	8.6
République slovaque	25.5	33.1	29.6	27.8	25.2	22.8	19.9	16.7	26.3	12.6	7.9	6.3	6.7	5.4
République tchèque	18.2	20.3	18.0	18.5	16.6	14.1	11.0	5.0	7.9	5.8	5.7	5.3	4.5	2.9
Royaume-Uni	..	15.4	15.3	14.8	16.8	18.2	18.1	..	8.0	9.4	9.0	9.3	10.9	10.7
Suède	16.3	10.7	11.8	13.6	13.4	15.2	13.1	4.6	3.6	4.2	4.8	4.7	5.3	5.4
Suisse	10.3	5.9	12.7	11.0	11.0	10.8	10.4	7.4	7.9	7.8	7.2	7.5	7.6	8.2
Turquie	48.4	44.2	47.8	47.8	47.1	46.3	45.7	30.2	31.2	32.8	35.3	37.7	34.3	36.1
Moyenne OCDE	18.8	17.5	16.9	17.0	16.3	15.8	14.9	8.8	9.3	8.0	7.7	7.4	7.5	7.2
Brésil	..	..	..	..	..	..	23.4	..	..	..	..	..	..	14.7
Estonie	..	..	18.0	19.5	16.3	15.4	15.3	..	..	3.3	7.6	5.2	3.7	5.7
Israël	..	..	44.2	40.9	40.3	40.6	39.6	..	..	25.2	25.6	24.7	24.3	25.7
Slovénie	..	..	13.0	11.2	13.0	13.7	10.4	..	..	4.8	4.3	4.9	4.2	4.3

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826876888878>

Jeunes entre 20 et 24 ans non scolarisés et sans emploi

En pourcentage de la population de cette classe d'âge



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822682373852>

TOURISME – NUITÉES

Le nombre d'arrivées de touristes non résidents en chambre d'hôtel ou dans un établissement assimilé est l'une des mesures standard de l'activité touristique internationale. Les touristes prenant leurs vacances dans leur propre pays ne sont pas pris en compte.

Définition

Ces statistiques concernent le nombre de non-résidents qui arrivent dans un hôtel ou un établissement assimilé – résidence hôtelière, motel, hôtel de villégiature, club, pension, etc. – ou dans un établissement d'hébergement offrant des services hôteliers limités. Il convient de noter que les arrivées de touristes non résidents n'indiquent pas le nombre de voyageurs. Si une personne se rend dans le même pays plusieurs fois par an, chacune de ses visites est considérée comme une arrivée distincte et si une personne se rend dans plusieurs pays au cours d'un même voyage, son arrivée dans chaque pays est comptabilisée séparément. Les excursionnistes, de même que les personnes qui séjournent chez des amis ou parents, ne sont pas pris en compte.

En bref

D'après la publication *Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 : Tendances et politiques* (OCDE, 2008), les pays membres de l'OCDE représentent environ 60 % des arrivées internationales. Huit des dix principales destinations touristiques mondiales sont membres de l'OCDE. Le tourisme représente entre 2 et 12 % du PIB, entre 3 et 11 % de l'emploi, et en moyenne autour de 30 % des exportations de services dans les pays membres de l'OCDE. C'est en outre un des vecteurs essentiels de la mondialisation. Son importance pour la performance de l'économie, du secteur des services et de l'emploi est largement reconnue. Les pouvoirs publics accordent à cette filière de plus en plus d'attention au niveau national, régional et local.

D'après les prévisions de l'OMT dans sa publication *Tourisme Horizon 2020*, les arrivées internationales dépasseront le chiffre de 1.56 milliard en 2020. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique, le tourisme devrait se développer à un rythme supérieur à 5 % par an, à comparer à une moyenne mondiale de 4.1 %. Dans les régions touristiques plus anciennes d'Europe et des Amériques, en revanche, son expansion devrait être inférieure à la moyenne. L'Europe restera la première destination mondiale, mais sa part diminuera, tombant à 46 % des arrivées mondiales en 2020 contre 60 % en 1995.

Comparabilité

Plusieurs pays de l'OCDE ne peuvent pas fournir de statistiques sur « les arrivées de touristes non résidents dans les hôtels ou autres établissements similaires ». Pour ces pays, les statistiques présentées ici recouvrent les « arrivées de non-résidents aux frontières nationales ». Le Canada, la Chine, l'Inde, l'Irlande, et les États-Unis indiquent le nombre de non-résidents arrivant à leurs frontières nationales; un touriste est un visiteur qui a l'intention de séjourner pendant une nuit au moins. Les chiffres du Japon, de la Corée et de la Nouvelle-Zélande incluent le nombre d'arrivées de visiteurs non résidents à leurs frontières nationales; la catégorie visiteur inclut les visiteurs qui passent la nuit (touriste) et ceux d'un seul jour. Les séries chronologiques relatives à l'Australie (visiteurs pour 1990-97 et 2007, et touristes pour 1998-2006) et à l'Afrique du Sud (visiteurs pour 1990-94 et touristes pour 1995-2007) présentent des indicateurs mixtes.

Source

- Office statistique des Communautés européennes (Eurostat).
- Organisation mondiale du tourisme (UNWTO).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *Innovation and Growth in Tourism*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *L'impact de la culture sur le tourisme*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 : Tendances et politiques*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Eurostat (2007), *Panorama on Tourism*, European Commission, Luxembourg.
- Eurostat (2007), *Tourism statistics – Pocketbook – Data 2000-05*, European Commission, Luxembourg.
- UNWTO (2003), *Tourism 2020 Vision*, UNWTO, Madrid.
- UNWTO (2008), *Yearbook of Tourism Statistics*, UNWTO, Madrid.

Publications méthodologiques

- Nations Unies, OCDE, Organisation mondiale du tourisme (2001), *Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel*, OCDE, Paris.
- ONU, OMT (1994), *Recommendations on Tourism Statistics*, ONU, New York.

Sites Internet

- Eurostat, <http://Europe.eu.int/comm/eurostat/>.
- Travaux sur le tourisme de l'OCDE, www.oecd.org/cfe/tourism.
- Organisation mondiale du tourisme, www.world-tourism.org.



Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires

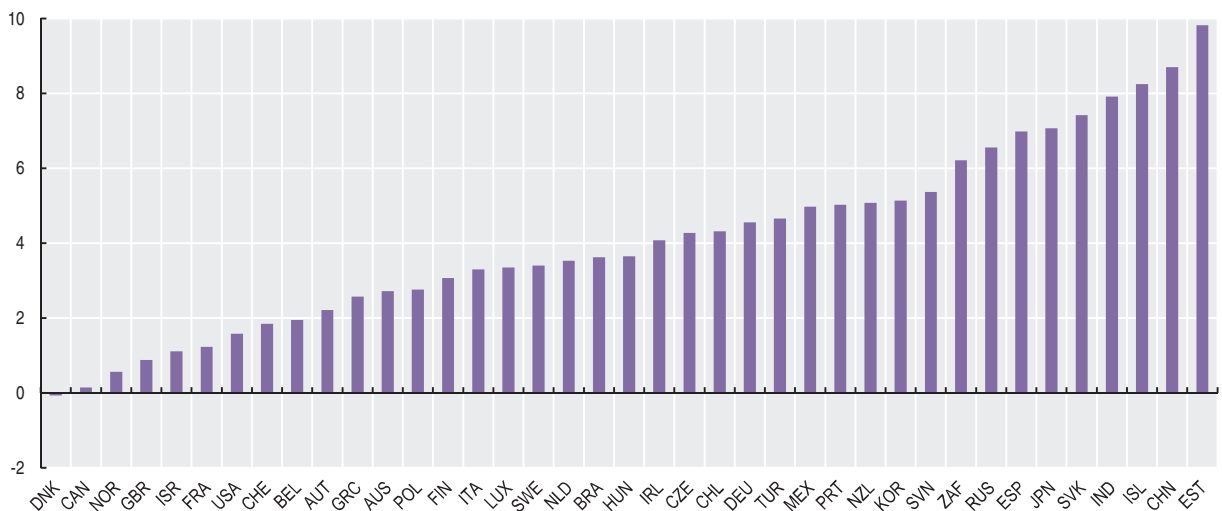
Milliers

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	12 269	12 683	13 042	13 745	14 457	14 965	16 719	15 754	15 672	15 979	17 620	18 761	20 630	21 449
Australie	3 362	3 726	4 165	4 318	3 825	4 109	4 530	4 435	4 420	4 354	4 774	5 020	5 064	5 644
Autriche	12 878	12 464	12 533	12 329	12 803	12 755	13 240	13 279	13 487	13 748	14 075	14 542	14 947	15 344
Belgique	3 947	4 138	4 469	4 710	4 859	4 983	5 163	5 117	5 323	5 261	5 385	5 409	5 665	5 713
Canada	15 972	16 932	17 286	17 669	18 870	19 411	19 627	19 679	20 057	17 534	19 145	18 770	18 265	17 931
Corée	3 580	3 753	3 684	3 908	4 250	4 660	5 322	5 147	5 347	4 753	5 818	6 023	6 155	6 448
Danemark	..	..	1 307	1 317	1 305	1 268	1 347	1 310	1 284	1 294	1 363	1 350	1 357	1 308
Espagne	15 310	16 286	17 008	18 250	20 199	26 799	27 150	27 012	26 611	27 249	27 620	29 029	34 412	35 844
États-Unis	44 753	43 490	46 636	47 875	46 377	48 510	51 237	46 927	43 581	41 218	46 086	49 206	50 978	55 986
Finlande	1 633	1 587	1 537	1 618	1 655	1 613	1 751	1 774	1 796	1 800	1 825	1 828	2 045	2 188
France	27 121	27 018	27 096	29 625	32 339	34 267	36 474	35 097	36 093	32 520	33 988	35 033	32 506	33 463
Grèce	6 659	6 250	5 973	6 785	7 276	7 229	7 767	6 997	6 654	6 574	6 313	7 143	7 548	8 746
Hongrie	2 122	2 116	2 202	2 188	2 472	2 401	2 604	2 669	2 599	2 599	2 951	3 140	3 009	3 131
Irlande	4 309	4 818	5 289	5 587	6 064	6 403	6 646	6 353	6 476	6 764	6 953	7 333	8 001	8 332
Islande	..	..	311	354	400	431	451	465	513	569	615	643	714	782
Italie	21 074	23 467	24 929	25 133	25 927	26 530	28 797	29 138	29 340	28 174	29 916	30 870	33 513	34 757
Japon	3 468	3 345	3 837	4 218	4 106	4 438	4 757	4 772	5 239	5 212	6 138	6 728	7 334	8 347
Luxembourg	492	496	461	508	525	580	589	577	599	581	613	667	673	706
Mexique	5 159	6 718	7 491	8 155	8 157	9 501	9 867	9 410	7 869	8 556	9 972	10 691	9 689	13 250
Norvège	2 830	2 880	2 746	2 702	2 829	2 857	2 787	2 686	2 561	2 439	2 556	2 656	2 841	..
Nouvelle-Zélande	1 323	1 409	1 529	1 497	1 485	1 607	1 787	1 909	2 045	2 104	2 334	2 366	2 409	2 455
Pays-Bas	4 456	4 797	4 999	6 163	7 432	7 550	7 738	7 445	7 433	6 930	7 601	8 081	8 567	8 713
Pologne	2 540	2 792	3 020	2 919	2 695	1 982	2 505	2 488	2 536	2 701	3 385	3 723	3 738	3 833
Portugal	3 809	4 000	4 069	4 314	4 974	4 911	5 119	4 934	5 060	4 906	5 201	5 355	5 883	7 045
République slovaque	680	735	758	660	701	767	836	927	1 041	1 043	1 094	1 203	1 292	1 350
République tchèque	2 448	2 891	3 696	4 013	4 067	4 141	3 863	4 439	4 314	4 485	5 346	5 686	5 781	6 098
Royaume-Uni	14 927	17 118	16 890	17 110	16 304	17 019	17 019	17 019	14 176	14 397	13 172	17 009	18 711	18 671
Suède	1 830	1 995	2 091	2 143	2 304	2 320	2 465	2 586	2 577	2 552	2 610	2 736	2 867	2 993
Suisse	7 358	6 946	6 730	7 039	7 185	7 154	7 821	7 455	6 868	6 530	..	7 229	7 863	8 448
Turquie	3 716	4 617	6 440	9 382	7 539	4 805	6 789	8 769	9 859	8 983	10 962	12 937	11 883	14 788
Brésil	1 529	1 709	2 266	2 419	3 854	3 754	3 868	3 331	3 536	2 633	3 068	3 215	..	..
Chili	1 634	1 540	1 450	1 644	1 759	1 632	1 742	1 723	1 412	1 614	1 785	2 027	2 253	2 507
Chine	21 070	20 034	22 765	23 770	25 073	27 047	31 229	33 167	36 803	32 970	41 761	46 809	49 913	54 720
Estonie	..	331	403	504	602	..	..	848	937	1 009	1 300	1 358	1 330	1 286
Inde	1 886	2 124	2 288	2 374	2 359	2 482	2 649	2 537	2 384	2 726	3 457	3 919	4 447	5 082
Israël	2 595	2 978	2 765	2 461	2 283	2 895	3 165	1 077	694	900	1 374	2 005	2 131	2 748
Fédération de Russie	..	5 311	5 496	..	..	..	..	3 215	3 231	3 101	3 275	3 438	4 416	..
Slovénie	648	641	714	803	799	740	884	933	1 006	1 053	1 125	1 192	1 247	1 354
Afrique du Sud	3 897	4 488	4 915	4 976	5 732	5 890	5 872	5 787	6 430	6 505	6 678	7 369	8 396	9 091

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/826886665341>

Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1997-2007 ou dernière période disponible

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822707613066>

POPULATION CARCÉRALE

La criminalité cause de grandes souffrances aux victimes et à leur famille, mais les coûts liés à l'emprisonnement peuvent aussi être considérables. Ces coûts sont normalement justifiés par le besoin d'infliger aux coupables une punition, de dissuader les autres de se comporter de façon similaire, et de prévoir la récidive. La taille de la population carcérale dépend du niveau de criminalité, des mesures législatives et de l'efficacité des mesures d'application.

Définition

L'indicateur retenu ici porte sur l'ensemble des catégories de population carcérale, y compris les individus incarcérés en attente de leur procès et les personnes placées en détention provisoire pour 100 000 habitants. Ces informations sont recueillies par le Centre international d'études pénitentiaires tous les trois ans environ, depuis 1992. Il convient de noter que toutes les personnes incarcérées n'ont pas été reconnues coupable d'un crime, en raison de l'inclusion des personnes en attente de procès ou d'une décision d'arbitrage.

En bref

Ces quinze dernières années, la plupart des pays de l'OCDE ont enregistré une augmentation continue de leur taux de population carcérale. En moyenne, parmi les 30 pays de l'OCDE, ce taux a augmenté à un niveau de 100 personnes pour 100 000 unités de la population totale au début des années 90 à 140 personnes à la fin des années 2000. Le taux de population carcérale le plus élevé est celui des États-Unis, où 760 personnes pour 100 000 étaient en prison en 2008 : un tel niveau représente trois à quatre fois celui du pays qui a le deuxième taux le plus haut (la Pologne), et l'augmentation a été rapide.

L'augmentation de la population carcérale s'étend à la plupart des autres pays de l'OCDE. Depuis 1992, le taux de population carcérale a plus que doublé aux Pays-Bas, au Mexique et en Turquie, tandis qu'il a baissé au Canada, au Danemark, en Hongrie, en Corée et en Suisse.

La composition de la population carcérale est très différente selon les pays. En moyenne, un prisonnier sur quatre est un détenu préventif ou provisoire, mais ces deux catégories représentent une part beaucoup plus importante de la population carcérale en Italie, au Luxembourg et en Turquie. Les femmes et les jeunes (âgés de moins de 18 ans) représentent en moyenne respectivement 5 % et 2 % de la population carcérale. Les étrangers quant à eux occupent une part beaucoup plus large (22 % de tous les détenus en moyenne), cette part dépassant les 40 % au Luxembourg, en Suisse, ainsi qu'en Autriche, en Belgique et en Grèce. Dans plusieurs pays, l'augmentation rapide de la population carcérale dépasse les capacités d'accueil des institutions existantes; les niveaux d'occupation sont supérieurs à 100 % dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, et supérieurs à 125 % en Grèce, au Mexique et en Espagne.

Comparabilité

Le taux d'emprisonnement peut varier selon les pays, selon que ceux-ci appliquent comme sanctions judiciaires la détention à domicile ou la réhabilitation résidentielle. Ces dernières façons d'appliquer le système judiciaire ont quelques similitudes avec la prison, mais elles ne constituent pas une incarcération dans une institution officielle. Des informations comparatives supplémentaires sont disponibles auprès de la Source citée plus haut : parmi ces informations, des renseignements sur la part de la population carcérale totale des détenus préventifs/provisoires, des prisonnières, des jeunes prisonniers, des prisonniers étrangers, et du taux d'occupation (en pourcentage) par rapport à la capacité officielle de la prison.

Source

- Walmsley, R. (2009), *World Prison Population List (huitième édition)*, Centre international d'études pénitentiaires, Londres, www.kcl.ac.uk/depsta/law/research/icps/worldbrief/.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris (voir www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG).
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2009), *Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale (onzième enquête)*, UNODC, Vienne, www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/United-Nations-Surveys-on-Crime-Trends-and-the-Operations-of-Criminal-Justice-Systems.html.

Sites Internet

- OCDE, Statistiques sur la protection sociale, www.oecd.org/statistics/social.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, www.unodc.org.



Taux de la population carcérale

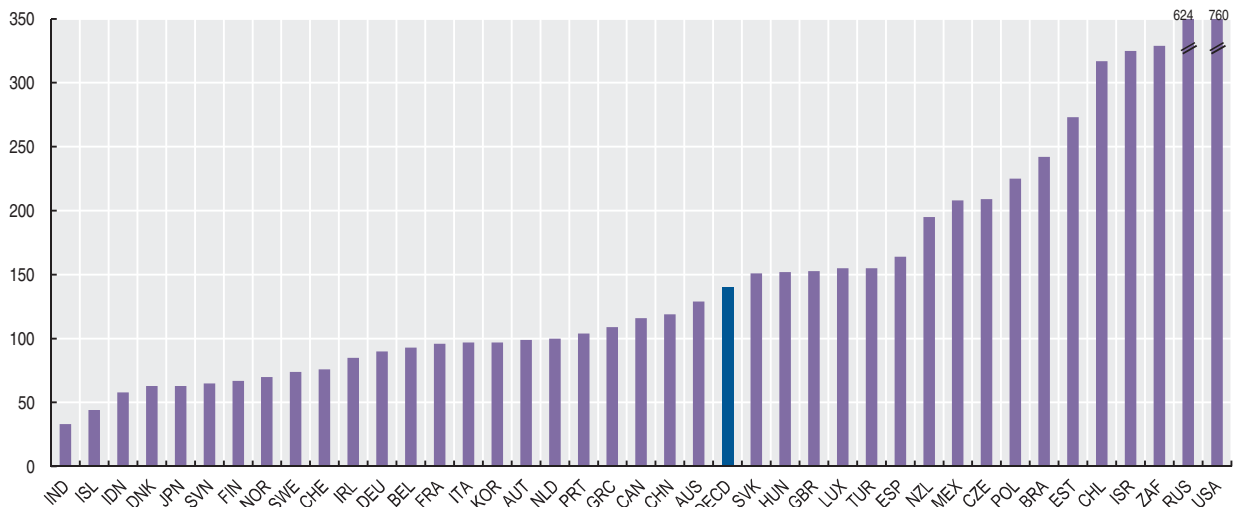
Nombre pour 100 000 habitants


	1992	1995	1998	2001	2004	2009
Allemagne	71	81	96	98	98	90
Australie	89	96	107	116	120	129
Autriche	87	78	87	86	110	99
Belgique	71	75	81	85	88	93
Canada	123	131	126	117	108	116
Corée	126	133	147	132	119	97
Danemark	66	66	64	59	70	63
Espagne	90	102	114	117	138	164
États-Unis	505	600	689	685	723	760
Finlande	65	59	50	59	66	67
France	84	89	86	75	92	96
Grèce	61	56	68	79	82	109
Hongrie	153	121	140	170	164	152
Irlande	61	57	71	78	76	85
Islande	39	44	38	39	39	44
Italie	81	87	85	95	96	97
Japon	36	38	42	51	60	63
Luxembourg	89	114	92	80	121	155
Mexique	98	102	133	164	183	208
Norvège	58	55	57	59	65	70
Nouvelle-Zélande	119	128	143	152	160	195
Pays-Bas	49	66	85	95	123	100
Pologne	160	158	141	208	211	225
Portugal	93	124	144	128	125	104
République slovaque	124	147	123	138	175	151
République tchèque	123	181	209	210	169	209
Royaume-Uni	91	100	125	126	140	153
Suède	63	65	60	68	81	74
Suisse	79	80	85	71	81	76
Turquie	54	82	102	89	100	155
Moyenne OCDE	100	111	119	124	133	140
Afrique du Sud	280	280	387	409	333	329
Brésil	74	92	102	133	183	242
Chili	155	155	181	225	238	317
Chine	..	101	115	111	118	119
Estonie	306	295	330	351	339	273
Fédération de Russie	487	622	688	638	587	624
Inde	..	..	28	30	30	33
Indonésie	21	21	26	31	44	58
Israël	201	189	147	153	209	325
Slovénie	42	41	38	58	54	65

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/827065685670>

Taux de la population carcérale

Nombre pour 100 000 habitants, 2009 ou dernière année disponible



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/822712761682>

VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET ACCIDENTS MORTELS DE LA ROUTE

Le nombre de véhicules routiers automobiles est élevé et en augmentation dans toute la zone OCDE. La réduction du nombre d'accidents de la route est donc une préoccupation pour tous les pays.

Définition

Le tableau de cette section indique le nombre de tués sur la route par million d'habitants. Le graphique montre le nombre de tués sur la route par million d'habitants et par million de véhicules.

Un véhicule routier automobile est un véhicule sur roues qui est destiné à être utilisé sur les routes, qui est pourvu d'un moteur constituant son seul moyen de propulsion et qui sert normalement à transporter des personnes ou des marchandises ou à tracter, sur route, des véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises. Entrent par conséquent dans cette catégorie les autobus, autocars, véhicules de transport de marchandises et motocycles, ainsi que les voitures particulières. Les véhicules automobiles se déplaçant sur rails sont exclus.

On entend par « tué sur la route » toute personne qui décède immédiatement ou dans les 30 jours suivant un accident de la route.

Comparabilité

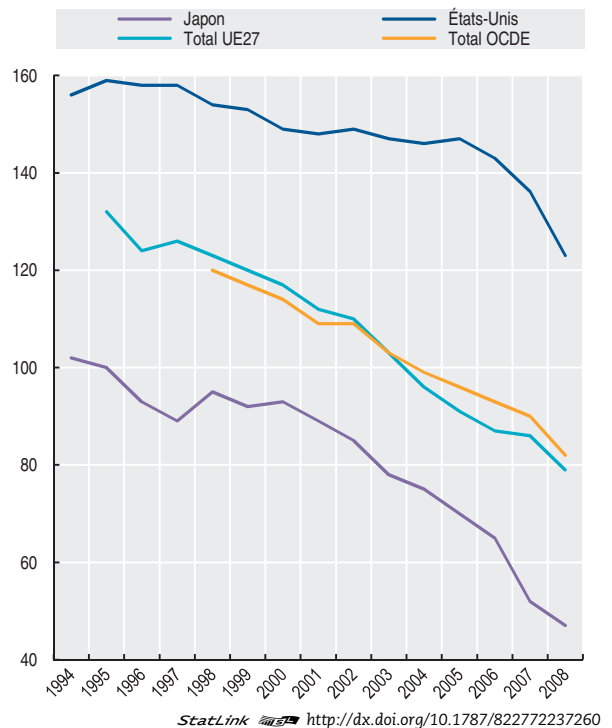
Les véhicules routiers automobiles sont attribués aux pays dans lesquels ils sont immatriculés tandis que les décès sont attribués aux pays dans lesquels ils surviennent. Par conséquent, les ratios des tués par million d'habitants et des tués par million de véhicules ne peuvent pas être strictement interprétés comme indiquant la proportion de la population

d'un pays qui risque d'être victime d'un accident mortel sur la route ou la probabilité qu'un véhicule immatriculé dans un pays donné soit impliqué dans un accident mortel. Toutefois, dans la pratique, les écarts entre les numérateurs et les dénominateurs ont tendance à s'annuler.

Le nombre de véhicules venant s'ajouter au parc actuel est en général exact, mais l'information concernant le nombre de véhicules retirés de la circulation est moins sûre.

Accidents mortels de la route

Par million d'habitants



En bref

En 2008, le nombre de tués sur la route par million d'habitants variait de plus de 211 en Fédération de Russie à 38 en Islande. Au cours de la période considérée dans le tableau, les taux ont diminué dans tous les pays, à l'exception de l'Inde, avec un recul particulièrement sensible en Allemagne, au Luxembourg et au Portugal.

Les taux de tués sur la route par million d'habitants constituent un indicateur de sécurité routière ambigu, car le nombre d'accidents dépend, dans une large mesure, du parc de véhicules de chaque pays. La figure illustre le nombre de tués par million de véhicules ainsi que le nombre de tués par million d'habitants en 2008. Les taux par million de véhicules sont influencés par les habitudes de conduite, la réglementation routière et l'efficacité de son application, le tracé routier ainsi que d'autres facteurs sur lesquels peuvent agir les pouvoirs publics. En 2008, les taux de mortalité sur les routes par million de véhicules étaient de moins de 70 en Islande et en Suisse, mais supérieurs à 400 en Turquie et en Fédération de Russie. À noter qu'à des taux de mortalité bas par million d'habitants peuvent correspondre des taux de mortalité très élevés par million de véhicules. Par exemple, un pays dont le parc de véhicules est petit (comme la Turquie) peut afficher un faible nombre de tués par million d'habitants mais un nombre élevé de tués par million de véhicules.

Source

- FIT (2010), *Évolution des transports 1970-2008*, Édition 2010, FIT, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- FIT (2008), *Zéro tué sur la route : Un système sûr, des objectifs ambitieux*, FIT, Paris.

Publications statistiques

- FIT (2008), *Key Transport Statistics 2008*, FIT, Paris.

Publications méthodologiques

- UNECE, FIT, Eurostat (2009), *Glossary for Transport Statistics, 4th Edition*, FIT, Paris.

Sites Internet

- Forum international des transports, www.internationaltransportforum.org/homefr.html.



VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET ACCIDENTS MORTELS DE LA ROUTE

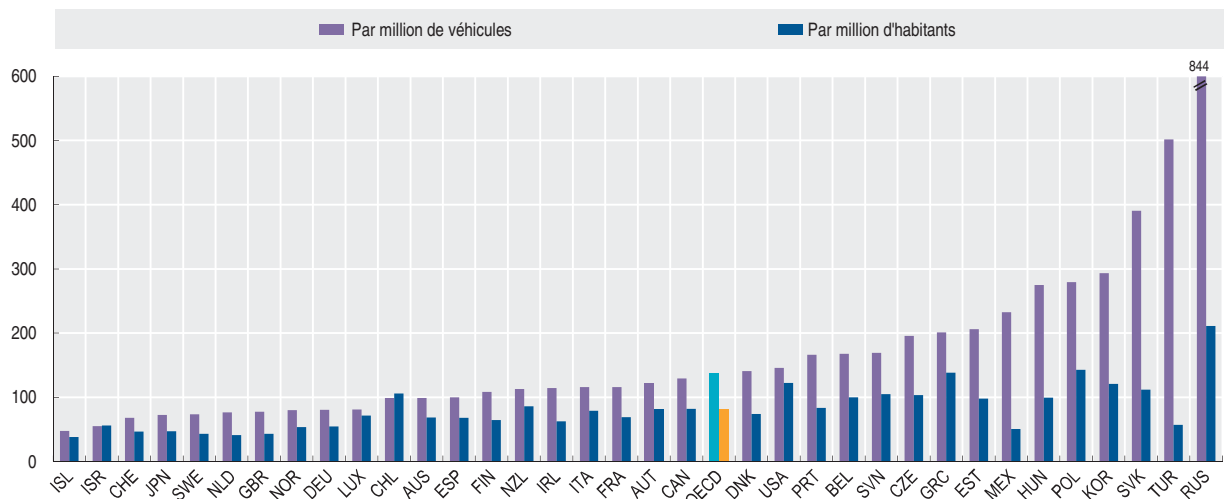
Accidents mortels de la route

Par million d'habitants

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	116	107	104	95	95	91	85	83	80	71	65	62	60	55
Australie	111	108	95	94	93	95	90	87	82	79	81	78	77	68
Autriche	150	127	137	121	135	122	119	118	114	108	94	89	83	81
Belgique	148	134	134	147	136	143	144	131	117	112	104	102	100	100
Canada	113	103	101	97	98	95	90	93	87	85	91	89	83	82
Corée	..	..	..	226	232	218	171	152	151	136	132	131	127	121
Danemark	111	98	93	94	97	93	80	86	80	68	61	56	74	74
Espagne	147	139	142	150	144	143	135	129	128	115	89	94	85	68
États-Unis	159	158	158	154	153	149	148	149	147	146	147	143	136	123
Finlande	86	79	85	78	83	76	83	80	73	72	72	64	72	65
France	144	138	136	143	136	129	130	121	96	87	88	77	75	69
Grèce	195	206	201	207	201	193	178	159	145	151	150	149	141	138
Hongrie	155	135	137	136	130	118	122	141	131	129	127	130	123	99
Irlande	122	125	129	124	110	110	107	96	84	94	84	87	77	63
Islande	90	37	55	98	75	113	84	101	80	79	64	104	48	38
Italie	122	115	116	118	116	115	117	117	105	98	94	89	86	79
Japon	100	93	89	95	92	93	89	85	78	75	70	65	52	47
Luxembourg	169	170	142	134	133	172	159	140	118	109	101	78	90	72
Mexique	51	52	53	53	53	53	52	49	46	45	46	47	51	51
Norvège	70	58	69	79	68	76	61	68	61	56	49	52	49	53
Nouvelle-Zélande	162	141	144	132	134	121	118	103	115	107	99	95	100	86
Pays-Bas	86	76	74	73	75	73	67	66	67	54	50	50	48	46
Pologne	179	165	189	183	174	163	143	152	148	150	143	138	147	143
Portugal	242	241	222	213	200	186	161	165	148	124	118	104	81	83
République slovaque	130	119	154	160	125	120	116	116	121	113	111	113	122	112
République tchèque	154	152	155	132	141	145	130	140	142	136	126	104	118	103
Royaume-Uni	66	65	65	62	62	62	63	63	62	57	55	55	50	43
Suède	65	61	61	60	65	67	65	63	59	53	49	49	51	43
Suisse	98	87	83	84	81	82	75	70	74	69	55	50	51	47
Turquie	97	86	81	76	69	58	45	62	56	62	62	62	68	57
Total UE27	132	124	126	123	120	117	112	110	103	96	91	87	86	79
Total OCDE	..	..	..	120	117	114	109	109	103	99	96	93	90	82
Afrique du Sud	252	243	235	216	247	196	253	270	268	274	301	325	312	287
Chili	131	132	127	131	109	110	100	98	107	109	100	101	99	106
Estonie	251	233	151	200	206	169	149	146	164	121	126	126	146	98
Fédération de Russie	221	199	188	198	203	203	213	228	248	241	237	230	235	211
Inde	68	70	74	77	81	80	80	82	84	91	98	106	115	..
Israël	99	91	91	92	78	73	84	80	67	69	63	57	53	56
Slovénie	209	195	180	156	168	157	140	134	121	137	129	130	145	105

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/827083480353>
Accidents mortels de la route

2008 ou dernière année disponible


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822748755243>





THÈME SPÉCIAL : DE LA CRISE À LA REPRISE

INTRODUCTION

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

PRODUCTION INDUSTRIELLE ET VENTE AU DÉTAIL

CONFIANCE DES ENTREPRISES ET DES CONSOMMATEURS

CONDITIONS FINANCIÈRES

PRIX DES ACTIFS

DETTE ET TITRISATION

COMMERCE EXTÉRIEUR ET FINANCES

COMMERCE INTERNATIONAL

FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX

CONDITIONS DES MÉNAGES

CONSÉQUENCES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

REVENU DES MÉNAGES

POLITIQUES ÉCONOMIQUES FACE À LA CRISE

POLITIQUE BUDGÉTAIRE

POLITIQUE MONÉTAIRE

INTRODUCTION

« *Le génie financier précède la chute.* »

John Kenneth Galbraith, *Brève histoire de l'euphorie financière*

L'économie mondiale a traversé une des pires crises qu'elle ait connues depuis la Seconde Guerre mondiale, et elle est aujourd'hui sur la voie d'une lente reprise. Même si cette crise n'a pas débouché – pour paraphraser une chanson à succès qui date de quelques années – sur la « fin du monde tel que nous le connaissons », il est tout au moins admis qu'il ne s'agissait pas simplement d'une de ces turbulences auxquelles sont confrontées les économies de temps à autre, et elle est souvent comparée par sa gravité à la crise de 1929 qui avait conduit à la Grande Dépression. La crise a suivi une période caractérisée par de bons résultats et des bases saines sur le plan économique, tout au moins à en juger par les critères appliqués par la plupart des économistes – une croissance vigoureuse du produit intérieur brut (PIB), une inflation basse et un chômage faible. Néanmoins, cet environnement, conjugué à un cadre réglementaire assez peu rigoureux, s'est également traduit par une forte expansion du crédit et le développement de nouveaux produits financiers et instruments de financement. Or, il est possible que, dans de nombreux cas, même les autorités de régulation et les experts des marchés financiers, hormis certains initiés, n'aient pas pleinement appréhendé la nature de certaines des récentes innovations financières. Cela ne semblait toutefois pas très important tant que ces innovations continuaient à engendrer d'énormes profits pour les intermédiaires financiers et les investisseurs en général. Les mises en garde des spécialistes de la gestion des risques et de ceux qui tiraient la sonnette d'alarme quant à l'accumulation de risques ont été trop souvent ignorées, tandis que les appels à la prudence périodiquement lancés par certaines institutions et personnes ont été rapidement balayés d'un revers de main à chaque nouveau rebond du marché.

Puis la crise est venue, la tourmente de 2007 liée aux crédits hypothécaires à risques (*subprime*) se transformant en crise mondiale. La baisse de PIB qui s'en est suivie a été la plus forte enregistrée depuis la création de l'OCDE, mais les conséquences de cette crise vont bien au-delà du recul de l'activité économique. Les établissements financiers et les investisseurs ont subi d'énormes moins-values. De nombreux individus ont perdu leur emploi, leur maison et leur retraite, tandis que d'autres ont perdu leur confiance dans la capacité des institutions à encadrer les marchés dans l'intérêt général. Les plans de sauvetage destinés aux établissements financiers en difficulté mis en place par les gouvernements du monde entier ont peut-être permis aux marchés de capitaux de retrouver une situation de fonctionnement normal, mais au prix d'augmentations de la dette publique que de nombreux pays n'avaient jamais connues en temps de paix, et d'alourdissement des impôts conjugué à une réduction des dépenses publiques au cours des années à venir. Les retombées de la crise vont en outre au-delà du cadre réglementaire des établissements financiers, soulevant des questions sur l'équilibre à trouver entre responsabilités publiques et privées en général, ainsi qu'entre les performances économiques et les autres dimensions à prendre en compte pour évaluer les résultats des différents pays. Enfin, cette crise jette le doute sur la capacité des économistes à comprendre le fonctionnement de systèmes économiques complexes, ainsi que sur la pertinence de certains modèles théoriques et l'adéquation de certains outils statistiques existants pour cerner les déficiences structurelles, évaluer les actifs et suivre les performances.

Il n'existe pas encore de diagnostic faisant l'unanimité sur la nature de la crise. Toutefois, au moins deux faits sont incontestables. Le premier est que la crise a débuté au centre même du monde développé, c'est-à-dire aux États-Unis, et non à sa périphérie, comme cela avait été le cas lors des précédentes crises (qui avaient commencé au Mexique au début des années 80, en Suède et au Japon au début des années 90, en Asie du Sud-Est et en Russie à la fin des années 90, et en Argentine au début des années 2000). À partir des États-Unis, la contagion financière s'est rapidement propagée à d'autres régions du monde et à la sphère réelle de l'économie, soulignant que, au-delà de ses avantages, la mondialisation était également porteuse de risques contre lesquels les autorités nationales étaient mal équipées. Le second est que le secteur financier était au cœur de la crise. Cela vaut en particulier pour le secteur bancaire « parallèle » dont l'importance avait connu une croissance exponentielle depuis la fin des années 90, en dehors du champ d'application des règles et dispositifs de protection relatifs aux banques commerciales. Ces établissements ont étayé une grande partie de leurs prêts à long terme par l'émission de titres à court terme, ce qui a débouché sur une forte asymétrie des échéances entre leurs éléments d'actif et de passif, et en accroissant leur endettement par rapport à leurs

ressources propres. Un phénomène de contagion s'en est suivi, les établissements de crédit ayant procédé à une titrisation massive de prêts, pour vendre ensuite les titres ainsi créés à d'autres intermédiaires financiers.

Les « causes profondes » de la crise sont plus sujettes à controverse. Un des facteurs souvent mentionnés est l'ampleur du déséquilibre des paiements courants entre pays, qui a contribué à nourrir des flux financiers considérables vers les marchés de capitaux des États-Unis, alimentant la croissance de la dette et l'augmentation des prix des actifs. D'autres facteurs sont liés à l'orientation des politiques publiques, en particulier aux États-Unis, où la faiblesse des taux d'intérêt a entretenu la demande de crédit. D'autres facteurs encore tiennent à la situation des ménages, qui – dans de nombreuses régions du monde – ont accumulé des dettes considérables, notamment sous forme hypothécaire, parce qu'ils escomptaient une hausse ininterrompue des prix des logements; cette dette a également servi à alimenter la consommation privée, dans un contexte marqué par une stagnation des revenus pour la plupart des familles et par des gains concentrés dans la partie supérieure de la distribution des revenus. S'il est difficile d'évaluer l'importance relative de chacun de ces facteurs, leurs effets se sont probablement conjugués pour accentuer l'ampleur de la crise.

L'objet de ce chapitre spécial de l'édition 2010 du *Panorama des statistiques de l'OCDE* n'est pas de fournir une description complète de la crise. Plus modestement, il réunit diverses statistiques utiles pour analyser la crise, sa mise en place et, lorsque les données voulues étaient disponibles, ses suites. Il fournit des informations sur certaines causes de la crise – telles que la correction des prix des actifs, l'accumulation de la dette et la généralisation de la titrisation, ou encore les déséquilibres mondiaux des paiements courants –, sur certaines de ses conséquences pour l'activité économique, le commerce extérieur, les marchés du travail, la confiance des ménages et leurs revenus, ainsi que sur certaines des principales mesures prises par les pouvoirs publics face à la crise, sous la forme d'injections de liquidités et de politiques budgétaires expansionnistes. Ce faisant, ce chapitre rassemble un large éventail de statistiques produites par différentes composantes de l'OCDE, dont certaines ont été précédemment diffusées par le biais d'autres rapports, tandis que d'autres ont été spécialement élaborées pour la présente publication. Le but de ce chapitre est de fournir une évaluation concise mais globale de la crise et de ses conséquences. Pour ce faire, nous avons eu recours à des données à haute fréquence, qui contrastent avec les données annuelles utilisées dans les autres chapitres de cette publication et dans les précédentes éditions du *Panorama des statistiques de l'OCDE*.

Nous espérons naturellement que ce chapitre apporte un nouvel éclairage sur ces questions, mais la quantité d'informations fournie reste limitée par la disponibilité des données. Cette crise offre donc également l'occasion d'évaluer l'adéquation de notre infrastructure statistique pour suivre certaines évolutions. À cet égard, il convient de souligner que nos systèmes statistiques présentent toujours d'importantes lacunes en termes de *couverture* (par exemple en ce qui concerne les bilans et les prix des actifs), d'*actualité* (ainsi, les délais de disponibilité des statistiques financières excèdent souvent deux ans, et sont même encore plus longs dans d'autres domaines) et d'*accès aux microdonnées* (qui revêtent une importance cruciale pour évaluer la concentration de risques spécifiques dans certaines parties du système, et pour gérer les conséquences de la crise à mesure de son déroulement). Ces limitations sont lourdes de conséquences pour l'action publique, dans la mesure où elles peuvent déboucher sur une évaluation biaisée. Cela est particulièrement net dans les circonstances actuelles, où les fluctuations des conditions financières (sur lesquelles on dispose d'informations quasiment en temps réel) sont observées avec beaucoup plus d'attention que l'évolution des conditions de vie du commun des mortels (pour lesquelles les délais de disponibilité des données sont longs). Cette asymétrie de l'information statistique risque d'amener les responsables politiques à croire que la crise est finie au moment même où ses conséquences sociales se font plus durement sentir.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la récente crise financière a débouché sur la plus forte baisse de l'activité économique, mesurée par le PIB, enregistrée depuis la Grande Dépression des années 30.

Définition

Le PIB est la mesure classique de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. Il peut être décomposé en cinq grands agrégats de la demande finale. La consommation finale privée comprend la consommation finale des ménages – les dépenses consacrées par les ménages résidents à des biens et services de consommation individuels, y compris les biens que les ménages produisent et consomment eux-mêmes et les loyers imputés – et la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages. La consommation finale des administrations publiques est constituée par les dépenses effectuées par les administrations publiques pour fournir des biens et services de consommation aux ménages individuels et à la société dans son ensemble. La formation brute de capital (investissement) est la valeur des acquisitions (moins les cessions) d'actifs fixes et d'objets de valeur par un producteur

au cours de l'année considérée, augmentée de la variation des stocks. Les exportations sont les biens et services obtenus par des non-résidents auprès de résidents, et les importations désignent les biens et services obtenus par des résidents auprès de non-résidents.

Les données présentées ici correspondent aux agrégats des comptes nationaux trimestriels à prix constants, tels qu'ils figurent dans la base de données des Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE. Pour chaque pays, le graphique met en regard l'évolution du PIB en volume au cours de la récente récession et celle qu'il a connue pendant les trois décennies précédentes. Les données sont exprimées sous forme d'indice, dont la base (100) correspond au niveau atteint par le PIB le trimestre antérieur à chaque récession, l'axe horizontal indiquant le nombre de trimestres consécutifs. Le tableau, quant à lui, montre les variations cumulées du PIB en volume désaisonnalisé et de ses composantes entre le premier trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009, pour certains pays et régions.

Comparabilité

Les données trimestrielles sur le PIB et les composantes de la demande reposent sur le *Système de comptabilité nationale (SCN)* de 1993. Cela garantit une bonne comparabilité entre pays. Il existe cependant des divergences dans certains domaines, tels que le traitement des services d'intermédiation financière indirectement mesurés et la production de logiciels pour compte propre. Ainsi, les États-Unis intègrent les dépenses consacrées aux équipements militaires n'ayant pas d'usage civil dans l'investissement, et non dans la consommation finale des administrations publiques. De même, à la différence d'autres pays de l'OCDE, les États-Unis incluent dans la consommation finale des administrations publiques (et le PIB) la consommation de capital fixe liée à la dépréciation des équipements militaires.

En bref

La baisse cumulée du PIB en volume observée au cours de la récession de 2008 et 2009 est sans précédent dans l'histoire récente, ainsi que l'illustrent les graphiques ci-contre. La contraction du PIB a été plus forte, plus longue et plus synchronisée que lors des précédentes crises (puisqu'elle a commencé partout au premier ou deuxième trimestre de 2008). Cette baisse cumulée du PIB a atteint 8 points au Japon, s'est établie aux alentours de 6 points au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie, et a excédé 3 points en France et aux États-Unis. Au troisième trimestre de 2009, le PIB avait rebondi dans tous les pays mentionnés, hormis au Royaume-Uni.

Le recul du PIB en volume dans la zone OCDE (4.7 points entre le premier trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009) tenait essentiellement à la forte baisse de l'investissement et des exportations, qui a largement compensé la diminution des volumes d'importation. La consommation publique a sensiblement étayé l'activité économique, même si ce soutien a été plus modéré au Japon. La consommation privée en volume a contribué au recul de l'activité économique dans la zone OCDE considérée dans son ensemble (et tout particulièrement au Royaume-Uni), tandis qu'elle a soutenu l'activité économique en France et en Allemagne. L'investissement et les échanges internationaux se situent à des niveaux nettement plus bas qu'avant la crise dans tous les pays considérés. La crise ne s'est pas uniquement fait sentir dans les pays de l'OCDE, ainsi que l'illustrent le ralentissement de la croissance du PIB en Chine et la diminution beaucoup plus marquée du PIB observée en Fédération de Russie, essentiellement imputable au déclin de l'investissement et de la consommation privée.

Source

- OECD (2009), *Quarterly National Accounts*, OECD, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OECD (2009), *OECD Economic Outlook: June n° 85 – Volume 2009 Issue 1*, OECD, Paris.

Publications statistiques

- OECD (2009), *Quarterly National Accounts*, OECD, Paris.

Publications méthodologiques

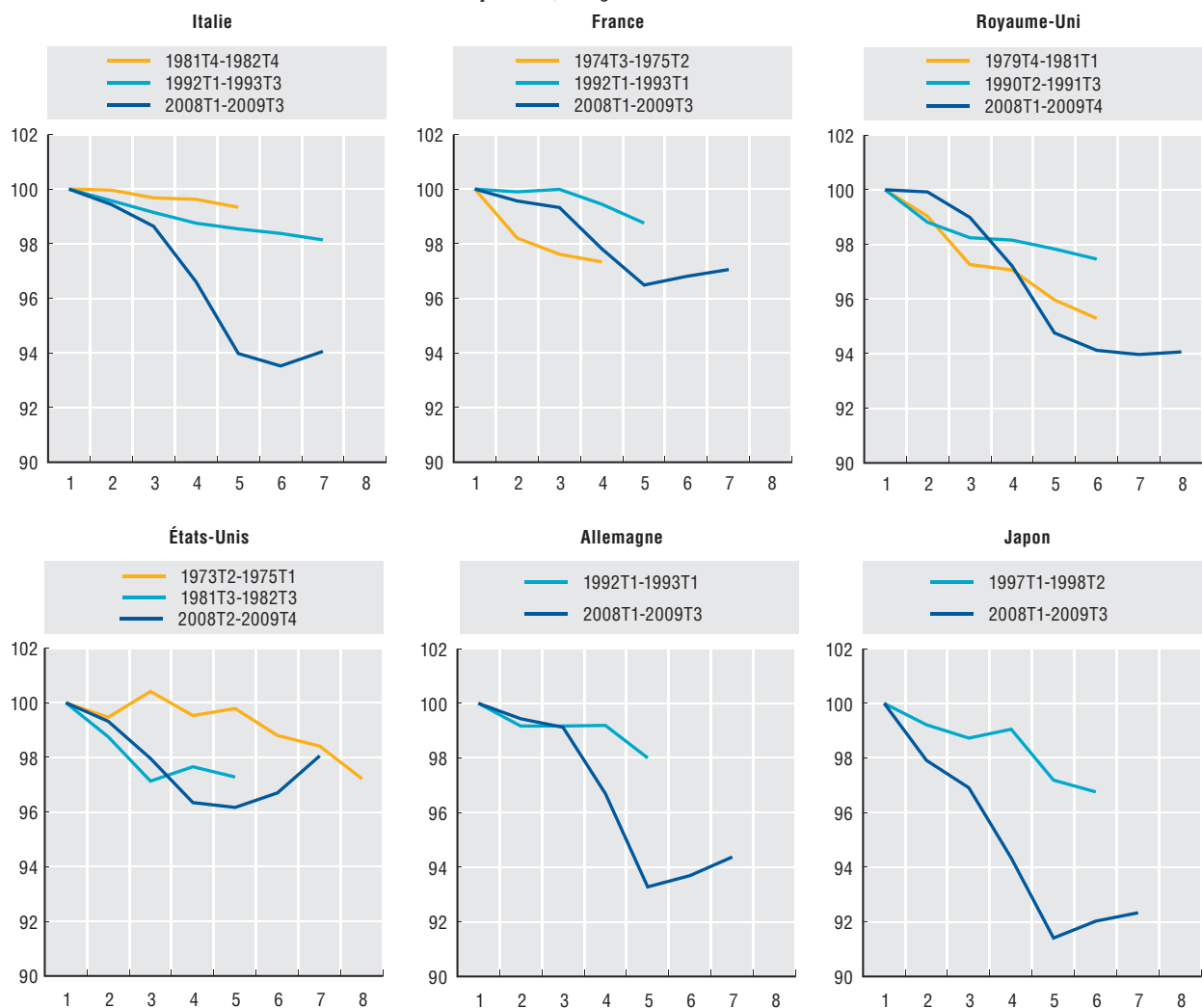
- OECD (2000), *OECD Glossaries, System of National Accounts, 1993 – Glossary*, OECD, Paris.

Sites Internet

- OECD National Accounts, www.oecd.org/std/national-accounts.

Évolution du PIB en volume lors des crises récentes

Trimestre du pic = 100, corrigé des variations saisonnières


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822810045362>
Évolution du PIB en volume et de ses composantes par la demande lors de la récession de 2008-09

Pourcentage, changement cumulé entre 2008T1 et 2009T2

	Indice du produit intérieur brut	Dépenses de consommation finale privée	Dépenses de consommation finale du gouvernement	Formation brute de capital	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
Allemagne	-6.3	0.8	3.2	-10.6	-18.2	-12.9
Canada	-3.1	-0.3	3.1	-11.1	-19.2	-19.0
États-Unis	-3.5	-1.7	2.9	-16.7	-12.6	-19.5
France	-3.2	0.9	1.8	-8.4	-15.0	-12.5
Italie	-6.5	-2.6	2.2	-15.8	-23.9	-19.0
Japon	-8.0	-2.7	0.7	-16.7	-32.1	-20.5
Royaume-Uni	-5.9	-4.0	3.1	-18.0	-13.3	-16.7
Zone euro	-5.1	-1.3	3.2	-12.4	-17.8	-15.3
Total OCDE	-4.7	-2.1	3.0	-13.9	-15.7	-17.4
Fédération de Russie	-9.7	-3.2	2.2	-21.0	-12.9	-35.1

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/827110638046>

PRODUCTION INDUSTRIELLE ET VENTE AU DÉTAIL

Pendant la crise, la production industrielle s'est effondrée dans tous les pays de l'OCDE, tandis que le recul du commerce de détail a été nettement plus limité. Un redressement de la production industrielle a débuté au printemps 2009 et s'est ensuite poursuivi.

Définition

L'indice de la production industrielle couvre les activités extractives, les activités de fabrication et les services d'utilité publique, mais exclut le secteur de la construction. La ventilation des activités économiques repose sur la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, troisième révision (CITI rév. 3). L'indice du commerce de détail est fondé sur le chiffre d'affaires de ce secteur, corrigé des variations des prix de détail.

Le système d'indicateurs composites avancés (ICA) de l'OCDE est conçu pour signaler à l'avance les points de retournement de l'activité économique, mesurée par la production industrielle. L'ICA relatif à un pays donné se compose d'un ensemble d'indicateurs économiques. Les points de retournement de l'ICA tendent à précéder ceux de la production industrielle (épurée de la tendance) de 6 à 9 mois.

En bref

En avril 2009, la production industrielle avait baissé en glissement annuel de 30 % au Japon, de plus de 20 % dans la zone euro et de plus de 12 % aux États-Unis. Le recul de la production industrielle est supérieur à celui du produit intérieur brut (PIB) en raison de sa plus grande sensibilité au cycle économique. Depuis avril 2009, la production industrielle s'est redressée dans tous les pays considérés, hormis l'Irlande, enregistrant un rebond marqué (supérieur à 10 %) au Brésil, en Corée, en Inde, au Japon, au Luxembourg et en République slovaque. Le redressement observé pour la zone OCDE se limite à 4,3 %, soit environ un quart du recul enregistré au cours de la période de 12 mois allant jusqu'à avril 2009.

La diminution du commerce de détail est généralement moindre que celle accusée par la production industrielle, ce qui tient à la plus grande résistance dont a fait preuve la consommation privée pendant la crise. Au Brésil et dans certains pays européens, le commerce de détail a continué de progresser d'avril 2008 à avril 2009. Depuis lors, il a enregistré un rebond dans la moitié environ des pays considérés (ainsi que pour la moyenne de l'OCDE), tandis qu'il a continué à reculer dans plusieurs pays européens.

Les ICA relatifs à la zone OCDE et aux cinq principaux pays d'Asie (la Chine, la Corée, l'Inde, l'Indonésie et le Japon) laissent nettement augurer une reprise depuis le début de 2009. Cela devrait se traduire par un redressement des chiffres de la production industrielle au second semestre de 2009, qui pourrait même atteindre un niveau supérieur à sa tendance de long terme en 2010. Une incertitude considérable pèse toutefois sur les estimations de cette tendance à long terme en cas de baisse marquée de l'activité économique.

Comparabilité

Les indices de la production industrielle sont généralement élaborés suivant les principes énoncés dans la publication des Nations Unies intitulée *Nombres-indices de la production industrielle*, qui a été mise à jour en 2009. Les données relatives à certains pays peuvent s'écarter de ces principes en raison de l'utilisation de systèmes de classification différents – la CITI, la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE), le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), etc. – et d'unités statistiques différentes de celles recommandées. Ainsi, l'indice de la production industrielle du Mexique inclut le secteur de la construction.

La couverture du commerce de détail peut varier suivant les pays pour différentes raisons (telles que des contraintes administratives, ou des différences de délimitation de la population des unités de production constituant le secteur du commerce de détail). Dans le cas du Japon et des États-Unis (depuis avril 2007), les données nationales sont corrigées par l'OCDE des variations de la hausse des prix à la consommation.

Source

- OECD (2010), *Main Economic Indicators*, OECD, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Nilsson, R. and E. Guidetti (2007), *Current Period Performance of OECD Composite Leading Indicators (CLIs)*, OECD Statistics Working Papers, n° 2007/1, OECD, Paris.
- Nilsson, R. (2006), *Composite Leading Indicators and Growth Cycles in Major OECD Non-Member Economies and Recently New OECD Member Countries*, OECD Statistics Working Papers, n° 2006/5, OECD, Paris.
- Nilsson, R. and O. Brunet (2006), *Composite Leading Indicators For Major OECD Non-Member Economies: Brazil, Chine, India, Indonesia, Russian Federation, South Africa*, OECD Statistics Working Papers, n° 2006/1, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

- *Main Economic Indicators*.

Publications méthodologiques

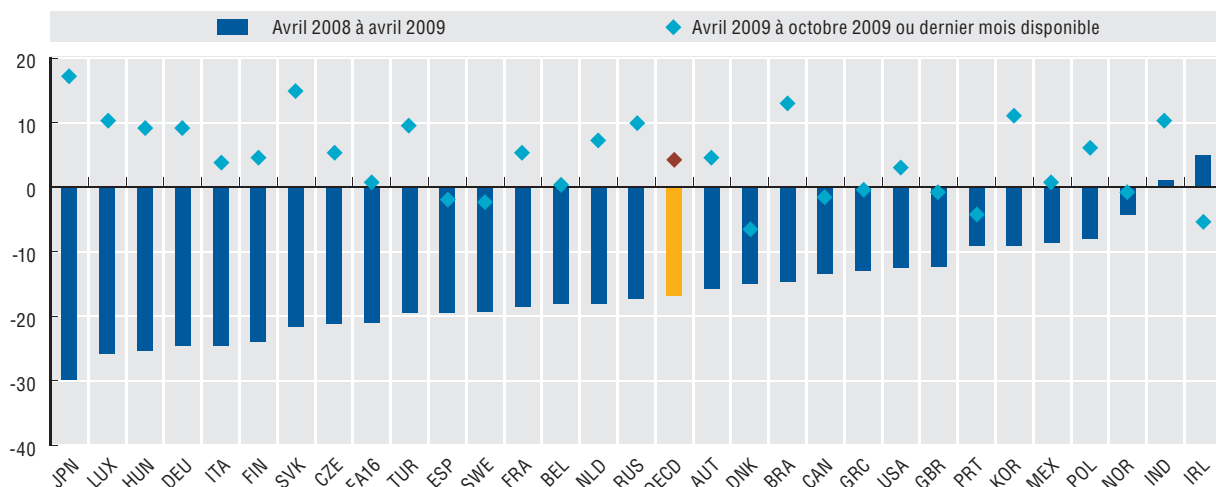
- United Nations (2009), *International Recommendations for the Index of Industrial Production*, United Nations, New York.
- OECD (2002), *Main Economic Indicators: Comparative Methodological Analysis: Industry, Retail and Construction Indicators Volume 2002 Supplement 1*, OECD, Paris.
- *OECD System of Composite Leading Indicators*.

Sites Internet

- OECD Main Economic Indicators, www.oecd.org/std/mei.
- OECD Composite Leading Indicators, www.oecd.org/std/cli.

Indice de production industrielle

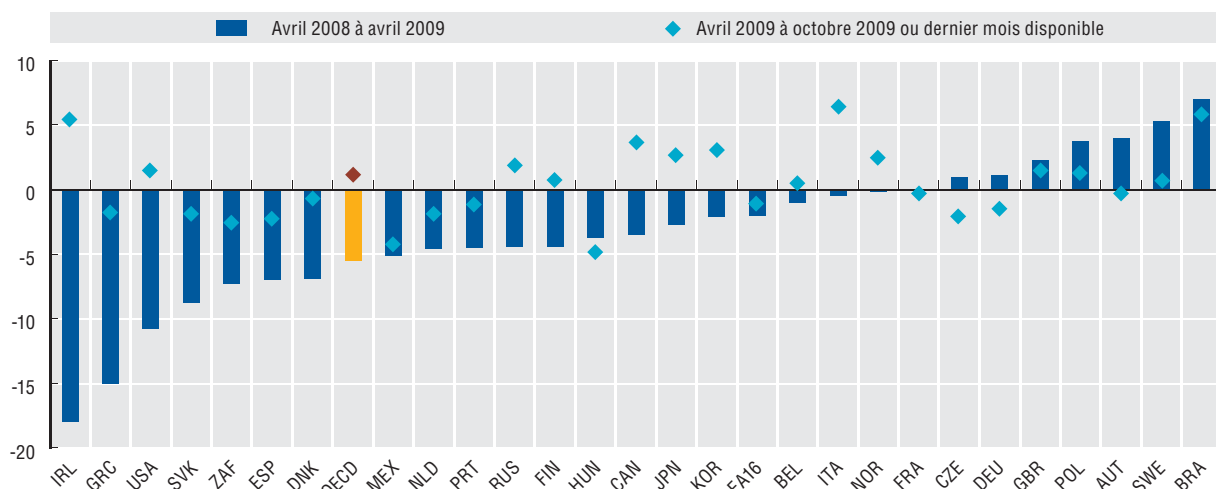
Changement cumulé en pourcentage, corrigé des variations saisonnières



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822823146248>

Commerce de détail (volume)

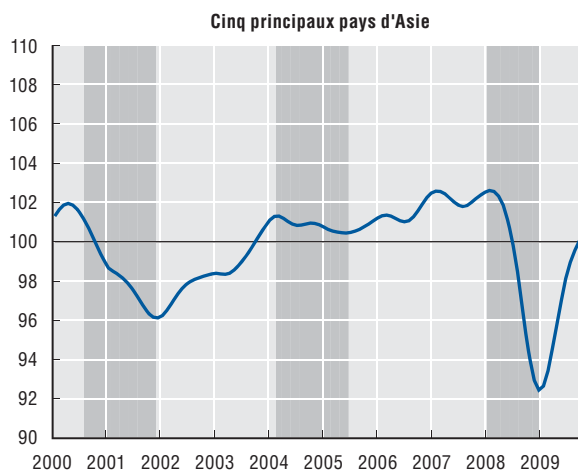
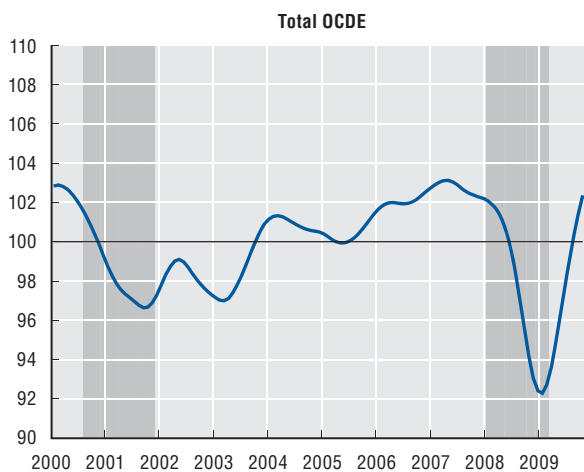
Changement cumulé en pourcentage, corrigé des variations saisonnières



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/822823268034>

Indicateur composite avancé

Corrigé des amplitudes, tendance de long terme = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823002426041>

CONFIANCE DES ENTREPRISES ET DES CONSOMMATEURS

La crise a eu des répercussions disproportionnées sur la confiance des entreprises et des consommateurs, et la faiblesse de la confiance des agents économiques a contribué au blocage des marchés de capitaux.

Définition

Les données relatives à la confiance des entreprises et des consommateurs proviennent d'enquêtes qui fournissent des informations qualitatives sur les conditions économiques. Ces enquêtes sont réalisées auprès d'un échantillon d'entreprises et de ménages, qui sont interrogés sur leur évaluation de la situation actuelle et leurs anticipations concernant l'avenir immédiat. Les indicateurs de confiance constituent une mesure composite des opinions des sondés concernant la production, les commandes et les stocks dans le cas des entreprises, et de leurs intentions en matière d'achats importants, de leur évaluation de leur propre situation économique actuelle par rapport au passé récent, et de leurs anticipations concernant l'avenir immédiat dans le cas des consommateurs.

En bref

La confiance des consommateurs et celle des entreprises ont commencé à se dégrader fortement au début de 2008, bien avant l'éclatement de la crise financière à l'automne de la même année. La confiance des agents économiques dans l'ensemble de la zone OCDE a atteint un point bas au premier trimestre de 2009, où tant la confiance des consommateurs que celle des milieux d'affaires sont tombées à des niveaux historiquement bas par rapport aux précédentes périodes de ralentissement cyclique.

Depuis lors, les deux séries de données ont montré des signes d'amélioration. La confiance des entreprises et celle des consommateurs dans l'ensemble de la zone OCDE ont connu huit mois consécutifs de raffermissement, après avoir reculé pendant 20 mois. Ce rebond a été plus précoce et plus fort aux États-Unis (en particulier pour les entreprises) et au Royaume-Uni (tant pour les entreprises que pour les consommateurs), plus récent mais assez vigoureux au Japon, et récent et moins prononcé en Allemagne. La confiance des agents économiques reste toutefois en deçà de son niveau de long terme (100) dans tous les pays à l'exception des États-Unis (pour les entreprises) et du Royaume-Uni (pour les consommateurs).

Il est encore trop tôt pour déterminer si ce redressement reflète un changement durable de la confiance des entreprises et des consommateurs, ou une évaluation lucide de la crise et une prise de conscience du fait que la concrétisation de certains scénarios apocalyptiques semble maintenant peu probable. En outre, la confiance des entreprises et celle des consommateurs pourraient se stabiliser à des niveaux historiquement bas, au lieu de revenir en territoire positif. Néanmoins, à de nombreux égards, les indicateurs de confiance des entreprises et des consommateurs commencent à faire écho aux signaux positifs qui ressortent des mesures de la production dans d'autres domaines.

Dans ces enquêtes, les sondés sont généralement interrogés sur l'orientation du changement, ou sur la façon dont ils évaluent la situation actuelle par rapport à des conditions « normales ». Les réponses proposées sont généralement du type « en hausse/à peu près identique/en baisse » ou « supérieur à la normale/normal/inférieur à la normale » dans les enquêtes réalisées auprès des entreprises, et du type « en forte hausse/en légère hausse/reste identique/en légère baisse/en forte baisse » dans les enquêtes effectuées auprès des consommateurs. Les réponses sont généralement présentées sous la forme de « soldes » d'opinions positives et négatives dans différents domaines; cela signifie que les réponses de type « à peu près identique » ou « normal » sont ignorées, et que le solde est calculé comme la différence entre les proportions de sondés donnant des réponses favorables et défavorables.

On obtient les indicateurs normalisés présentés ici en ramenant les soldes nationaux, après lissage, à une échelle centrée sur la valeur 100. Les données proviennent généralement d'enquêtes mensuelles; pour les pays où seules des données d'enquêtes trimestrielles sont disponibles, celles-ci sont converties en données mensuelles par interpolation linéaire. Les zones grisées des graphiques correspondent aux différentes périodes de ralentissement cyclique : le deuxième choc pétrolier de 1978-79, la première guerre du Golfe de 1991, la crise du système monétaire européen de 1992, la crise des marchés émergents de 1998, l'effondrement des sociétés « point-com » de 2001, et la crise financière qui a débuté fin 2008.

Comparabilité

Pour les États membres de l'Union européenne, les séries de données sur la confiance utilisées par l'OCDE sont tirées d'un système harmonisé d'enquêtes auprès des entreprises et des consommateurs géré par la Commission européenne, ce qui garantit une très bonne comparabilité des données. Pour les autres pays, l'OCDE a sélectionné les séries qui correspondent le mieux à une formulation « classique », mais elles peuvent ne pas être pleinement comparables.

Source

- *Main Economic Indicators*.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OECD (2009), *Main Economic Indicators*, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

- *Main Economic Indicators*.

Publications méthodologiques

- OECD (2003), *Business Tendency Surveys: A Handbook*, OECD, Paris.

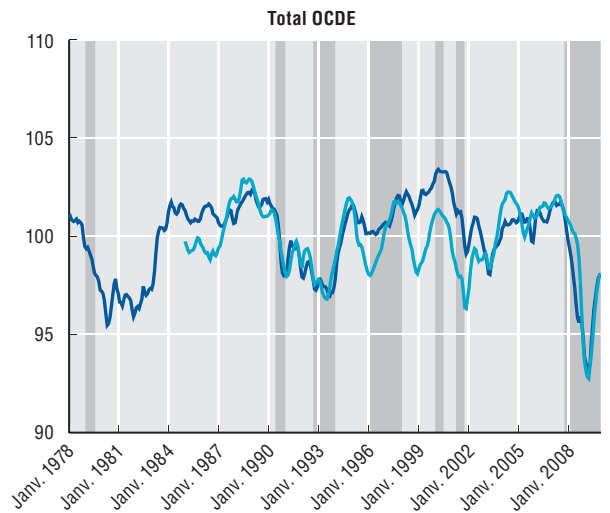
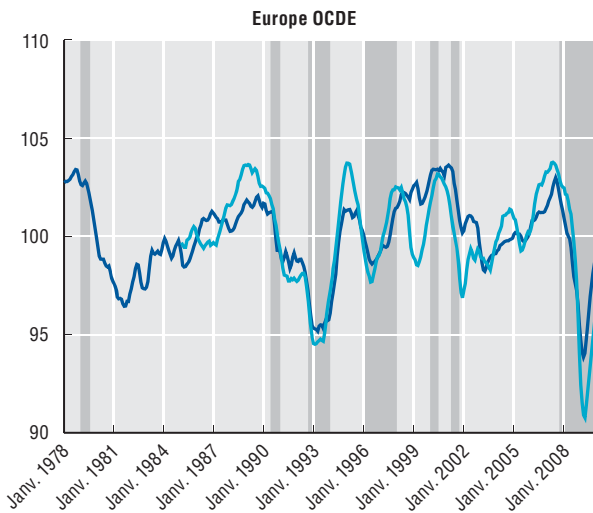
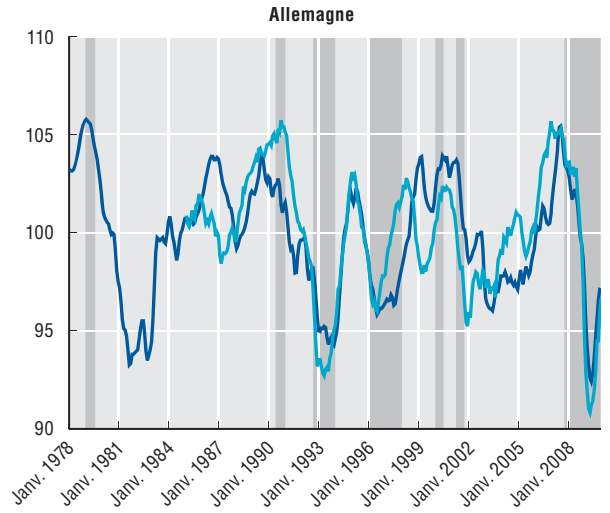
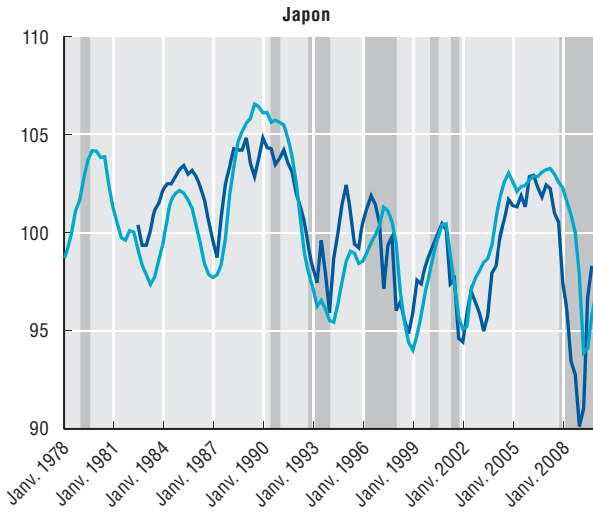
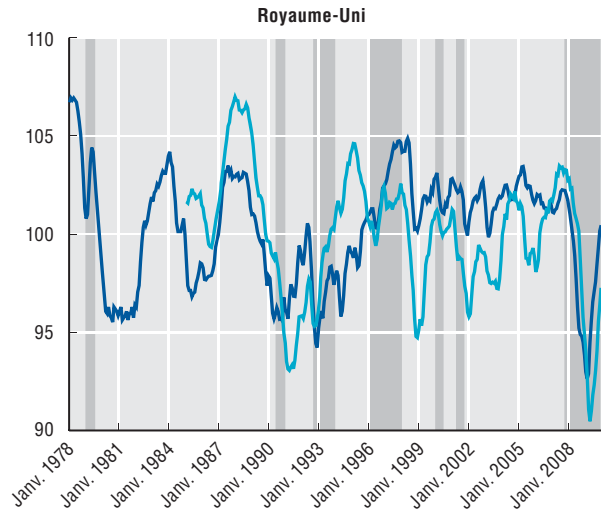
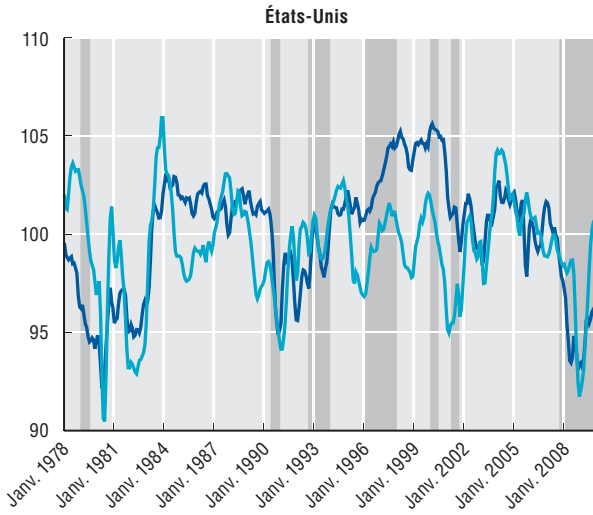
Sites Internet

- OECD Main Economic Indicators, www.oecd.org/std/mei.
- OECD Leading Indicators and Tendency Surveys, www.oecd.org/std/cli-ts.

CONFIANCE DES ENTREPRISES ET DES CONSOMMATEURS

Confiance des entreprises et des ménages

■ Ralentissements cycliques — Enquête auprès des consommateurs — Enquête auprès des entreprises



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823033745777>

PRIX DES ACTIFS

L'évolution en dents de scie des prix des actifs a déclenché la crise, entraînant une réduction de l'actif net des ménages et des établissements financiers. Parmi les catégories d'actifs les plus affectées par ces fluctuations figuraient l'immobilier d'habitation et les actions des entreprises cotées.

Définition

Les indices des cours des actions reposent sur la cote et n'incluent pas les versements de dividendes. Les données correspondent aux indices Dow Jones EURO STOXX pour la zone euro, Euronext Paris SBF 250 pour la France, DB CDAX pour l'Allemagne, NYSE Composite pour les États-Unis, BOVESPA pour le Brésil, SSE Composite pour la Chine, TSE TOPIX pour le Japon, et MICEX pour la Russie. Les indices mensuels sont généralement obtenus en calculant la moyenne des cours de clôture quotidiens.

Les indices des prix des logements ci-contre sont représentatifs des prix de vente des biens immobiliers d'habitation dans divers pays. Les données correspondent aux indices des prix des logements S&P/Case-Shiller (fondés sur le marché de l'immobilier d'habitation dans 20 régions

métropolitaines) pour les États-Unis, à l'indice trimestriel des prix des logements de l'office statistique Destatis pour l'Allemagne, aux indices de référence des prix des logements de la société Nationwide pour le Royaume-Uni, à l'indice des prix des logements foncier inclus (moyenne pondérée calculée pour 8 capitales d'États et de Territoires) pour l'Australie, à l'indice des prix des maisons individuelles et des appartements établi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) pour la France, à l'indice des prix de vente des logements neufs construits par les entrepreneurs généraux en construction résidentielle pour le Canada, et à l'indice général des prix des logements pour l'Espagne.

Les prix utilisés sont nominaux (ce qui signifie qu'ils ne sont pas corrigés de l'inflation globale) et exprimés sous formes d'indices de base 100 pour l'année 2005.

Comparabilité

S'agissant des cours des actions, la comparabilité des données est bonne, dans la mesure où les indices nationaux correspondent généralement à l'ensemble des actions (ou à de larges groupes d'actions) cotées sur le marché boursier.

En ce qui concerne les prix des logements, la comparabilité des données est beaucoup plus limitée en raison de différences de couverture, d'actualité et de méthodologie. Les indices des prix des logements présentés ici sont des moyennes nationales pour la plupart des pays, mais ils sont limités aux zones métropolitaines ou aux capitales régionales dans d'autres pays. Ces indices peuvent également reposer sur des catégories spécifiques de logements, ou se limiter à certains types d'entrepreneurs. Les indices ci-contre sont considérés comme représentatifs des conditions prévalant sur les marchés du logement des différents pays, mais la question de savoir dans quelle mesure ils le sont effectivement reste ouverte.

En bref

Les indices des cours des actions ont commencé à diminuer à l'automne 2007, soit un an avant le point culminant de la crise financière (atteint au dernier trimestre de 2008). Pour les États-Unis, l'Allemagne, la France et la zone euro, la baisse des cours des actions a débuté au second semestre de 2007 et s'est poursuivie jusqu'en mars 2009 (pour s'établir finalement aux alentours de 50 %), avant de céder la place à un rebond. Si les variations des cours des actions dans les pays européens et aux États-Unis se sont caractérisées par une nette synchronisation, cela a moins été le cas au Brésil, en Chine, en Fédération de Russie et au Japon. Alors que les cours des actions reculent au Japon depuis 2007, ils ont été multipliés par cinq au cours de la période de deux ans allant jusqu'à octobre 2007 en Chine, avant de chuter de 70 %. Le redressement des cours des actions depuis la fin de 2008 a été particulièrement vif pour le Brésil, la Fédération de Russie et la Chine.

Les prix de l'immobilier résidentiel ont commencé à diminuer au premier trimestre de 2006 aux États-Unis – bien avant que ce phénomène ne soit observé dans d'autres pays de l'OCDE – pour atteindre un point bas au premier trimestre de 2009, leur baisse cumulée dans l'intervalle s'établissant aux alentours de 30 %. Au Royaume-Uni, les prix des logements ont atteint un pic au premier trimestre de 2007, puis chuté de 18 % jusqu'au premier trimestre 2009, et connaissent un rebond depuis lors. Les prix de l'immobilier d'habitation ont culminé plus tardivement, en 2008, dans le cas de la France et de l'Espagne, qui ont connu des baisses de moindre ampleur (par rapport aux autres pays) jusqu'au deuxième trimestre de 2009. À l'inverse, en Allemagne, les prix des logements ont régulièrement augmenté jusqu'au dernier trimestre de 2007 (dernière période connue). En Australie, au troisième trimestre de 2009, les prix de l'immobilier d'habitation étaient encore supérieurs à leur niveau d'avant la crise, tandis que dans le cas du Canada, la baisse a été limitée à 4 %.

Source

- For House price indices: National sources.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OECD (2009), OECD Economic Outlook, Nov. n° 86 – Vol 2009/2, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

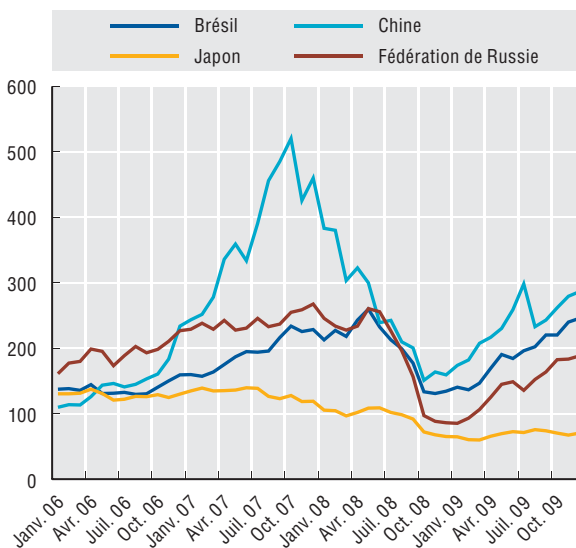
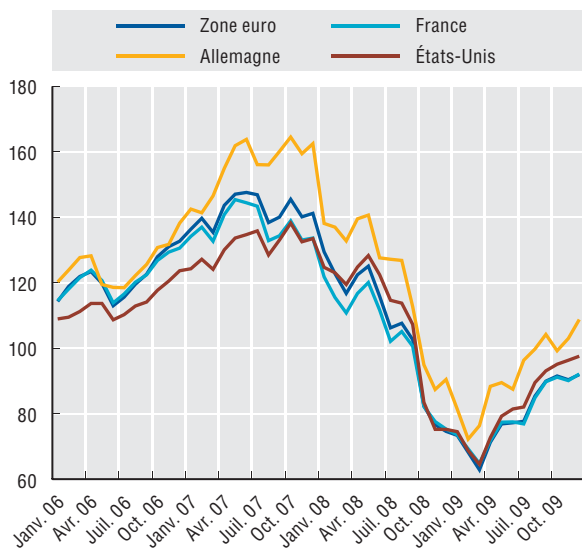
- Main Economic Indicators.
- Genesis, Destatis.
- CANSIM, Statistics Canada.

Sites Internet

- OECD Main Economic Indicators, www.oecd.org/std/mei.

Indices des cours des actions

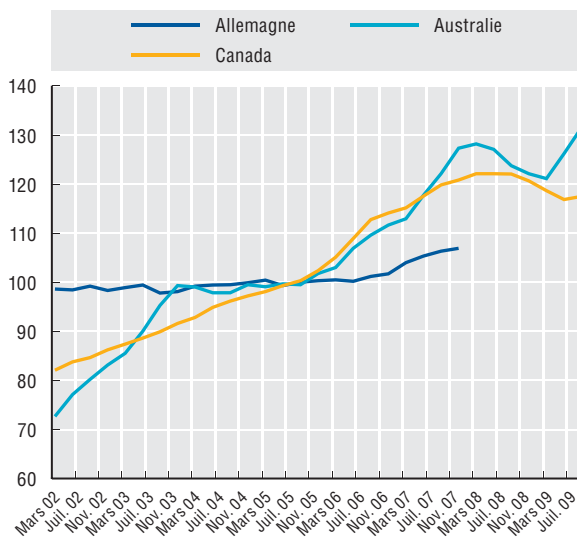
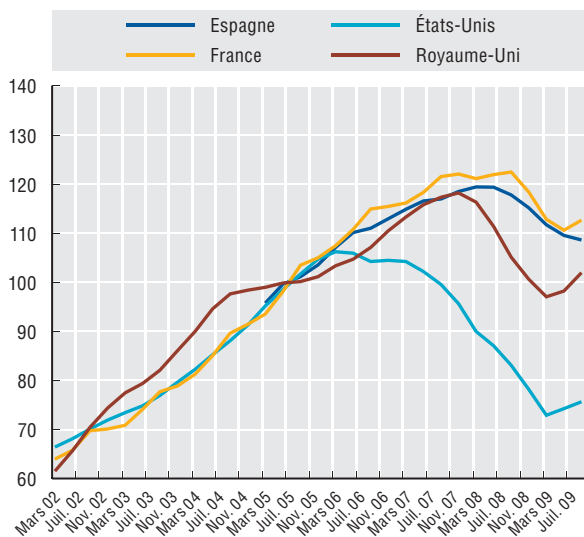
Année 2005 = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/82311150813>

Indices des prix des logements

Année 2005 = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823148755274>

DETTE ET TITRISATION

La baisse des prix des actifs a eu un énorme impact sur les ménages et les entreprises en raison des dettes qui avaient été accumulées, en particulier par les établissements financiers. La croissance des titres adossés à des actifs a contribué à la propagation de la crise sur les marchés de capitaux.

Définition

L'endettement des ménages et des entreprises est mesuré par le ratio entre leurs engagements et leurs revenus. Les données sur ces engagements sont tirées des *Comptes financiers des pays de l'OCDE* publiés chaque année. Les engagements sont égaux à la somme du numéraire et des dépôts, des titres autres qu'actions, des crédits, des actions et autres titres de participation, des réserves techniques d'assurance ainsi que des autres comptes à recevoir.

Pour le secteur des ménages, les engagements se composent essentiellement de crédits, et sont exprimés en proportion du revenu disponible brut des ménages; les données prennent en compte les institutions sans but lucratif au service des ménages. Pour les entreprises (tant financières que non financières), les engagements totaux sont exprimés en

proportion de l'excédent brut d'exploitation, un indicateur de comptabilité nationale qui mesure l'excédent que tirent les entreprises de leur production après déduction des salaires et traitements, mais avant prise en compte des intérêts, loyers ou charges analogues payés ou reçus. Le graphique relatif à l'endettement du secteur bancaire correspond aux banques centrales et autres institutions de dépôts, ainsi qu'à la catégorie des autres intermédiaires financiers. Cet endettement est calculé sous forme de ratio entre certains actifs financiers et le total des fonds propres. Ces actifs financiers comprennent le numéraire et les dépôts, les titres autres qu'actions, à l'exclusion des produits financiers dérivés, et les crédits. Le total des fonds propres correspond aux engagements prenant la forme d'actions et autres participations, à l'exclusion des parts d'organismes de placement collectif.

Les titres adossés à des actifs (TAA) sont des obligations, créées par titrisation, pour lesquelles les paiements dus au titre des intérêts ou du principal sont calculés en fonction d'un ensemble d'actifs, acquis sur le marché secondaire ou sortis du bilan de leur détenteur initial, tels que des crédits hypothécaires, des encours de cartes de crédit et des prêts automobiles. Les titres adossés à des crédits hypothécaires au logement constituent un type particulier de TAA, pour lequel les actifs sous-jacents sont des prêts hypothécaires à long terme accordés à des ménages.

Comparabilité

Ces données sur les engagements et les actifs financiers reposent sur des comptes non consolidés reflétant les bilans intrasectoriels. La comparabilité entre pays des comptes financiers est bonne, mais la couverture de certains instruments et secteurs financiers soulève quelques problèmes.

En bref

En 2008, les engagements des ménages étaient supérieurs à 120 % du revenu disponible au Royaume-Uni, au Canada, aux États-Unis et au Japon, tandis qu'ils étaient nettement inférieurs en Europe continentale. Au cours des dix dernières années, ce ratio a sensiblement augmenté dans la plupart des pays. L'endettement des entreprises est beaucoup plus élevé, et s'est accru dans tous les grands pays de l'OCDE, hormis l'Allemagne et le Japon. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, cette montée de l'endettement correspond en grande partie à l'évolution du secteur financier, dont les engagements ont enregistré depuis 1995 une croissance presque deux fois plus rapide que ceux du secteur non financier.

Dans le secteur financier, l'augmentation des engagements à l'approche de la crise s'est accompagnée d'une modification de leur composition. Au point culminant de la crise, l'endettement du secteur bancaire, c'est-à-dire le ratio entre les actifs financiers des banques et leurs ressources propres, s'était accru dans la plupart des grands pays de l'OCDE, en partie parce que les banques avaient rapatrié leurs engagements hors bilan et déduit leurs pertes de valeur actionnariale. À la suite de la crise, les ratios d'endettement devraient refluer, compte tenu du désendettement observé dans l'ensemble de l'économie.

La contagion entre marchés de capitaux a eu pour origine la stratégie des établissements financiers fondée sur la titrisation massive de prêts et la détention de différents droits qui ont été vendus à d'autres investisseurs. L'encours de titres adossés à des actifs (TAA) émis aux États-Unis a quintuplé au cours de la période de dix ans allant jusqu'à la mi-2007, avant de diminuer de 10 % environ les mois suivants. La part des titres adossés à des crédits hypothécaires dans l'ensemble des TAA émis s'est hissée de 40 % en 1998 à environ deux tiers à la mi-2007.

Source

- OECD National Accounts Statistics.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OECD (2010), *National Accounts at a Glance 2009*, OECD, Paris.
- OECD (2010), *National Accounts of OECD Countries*, OECD, Paris.
- OECD (2009), *National Accounts of OECD Countries 2008, Volume IIIb, Financial Balance Sheets: Stocks*, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

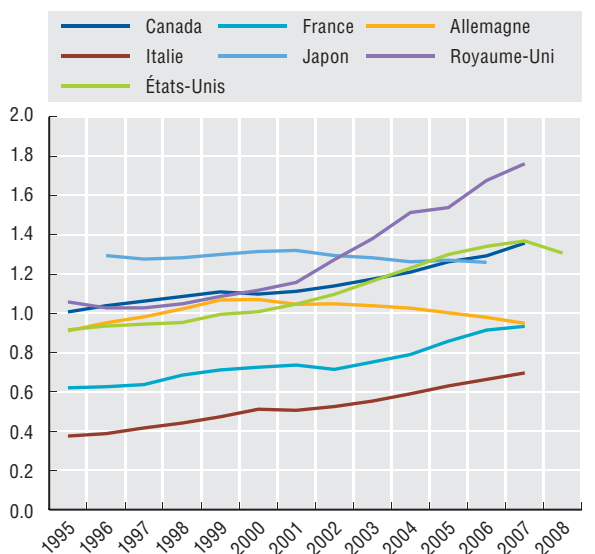
- Thomson Reuters Datastream.

Publications méthodologiques

- OECD (2000), *OECD Glossaries, System of National Accounts, 1993 – Glossary*, OECD, Paris.
- IMF (2009), *Handbook on Securities Statistics, second draft, Part 1*, IMF, Washington, DC.
- OECD (2008), www.sourceoecd.org/periodical/fmt.
- OECD National Accounts, www.oecd.org/std/national-accounts.
- OECD (2009), *OECD Financial Accounts*, OECD, Paris, www.sourceoecd.org/9789264082403.

Endettement des ménages

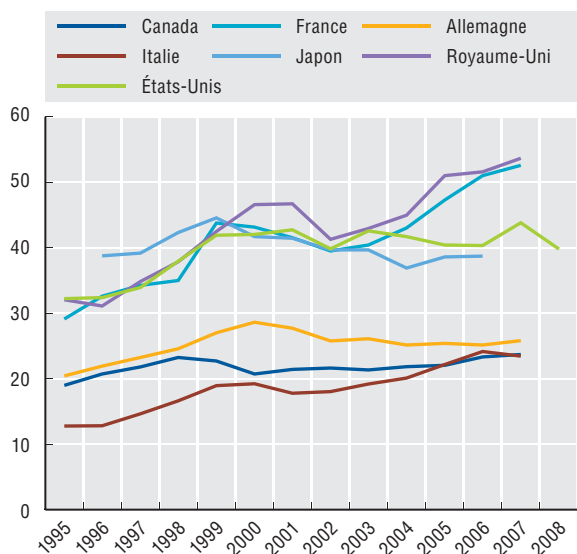
Ratio sur le revenu disponible brut



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823151633767>

Endettement des entreprises

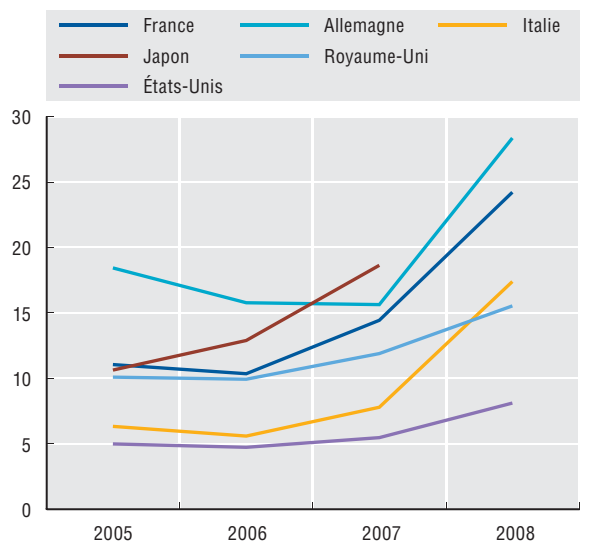
Ratio sur l'excédent brut d'exploitation



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823162705683>

Levier du secteur bancaire

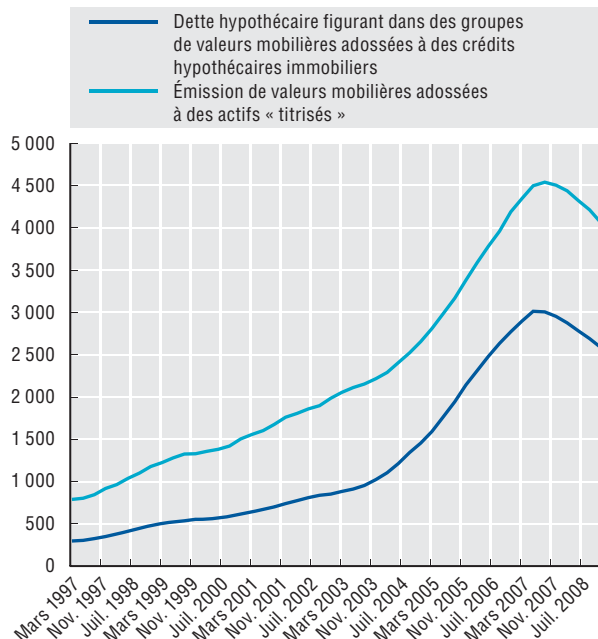
Ratio sur les fonds propres totaux



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823253827735>

Émission de valeurs mobilières adossées à des actifs « titrisés » (Asset-backed securities) pour les États-Unis

Milliards de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823272536016>

COMMERCE INTERNATIONAL

Les amples déséquilibres commerciaux entre pays affichant des excédents et des déficits des paiements courants ont contribué à la crise qui a touché l'économie mondiale en 2008, dans la mesure où ils ont débouché sur des entrées de capitaux qui ont alimenté l'expansion du crédit et la hausse des prix des actifs aux États-Unis. La crise financière a ensuite entraîné un effondrement synchronisé sans précédent des échanges internationaux.

Définition

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes d'un pays en provenance du reste du monde et ses paiements courants au profit du reste du monde (voir la partie sur la « Balance des paiements »). Les soldes des paiements courants utilisés ici reposent sur des données trimestrielles désaisonnalisées, exprimées en milliards USD.

L'indicateur du commerce extérieur employé dans cette partie est la somme des importations et des exportations de marchandises des 30 pays membres de l'OCDE, calculée à partir de données mensuelles (désaisonnalisées) exprimées en milliards USD. La mesure de la synchronisation des courants d'échanges présentée ici est la proportion de pays de l'OCDE qui enregistrent en glissement annuel un recul de la valeur mensuelle de leurs exportations de marchandises supérieur à 10 %.

En bref

La période ayant précédé la crise financière de 2008 a été caractérisée par d'amples déséquilibres commerciaux. La Chine a affiché des excédents des paiements courants, d'un montant proche de 250 milliards USD en 2008, qui, conjugués aux excédents enregistrés par l'Allemagne, le Japon et les pays exportateurs de pétrole, ont compensé les volumineux déficits des paiements courants des États-Unis. Ces déséquilibres commerciaux se sont atténués depuis le second semestre de 2008, mais on ignore si ce mouvement se poursuivra dans l'avenir.

La crise mondiale a eu un impact considérable sur le commerce extérieur. La valeur mensuelle des échanges de marchandises des pays de l'OCDE a diminué d'environ un tiers entre le début de 2008 et la fin de la même année. Cet effondrement du commerce de biens s'est accompagné d'un recul plus limité de la valeur des échanges de services des pays de l'OCDE.

Cette diminution du commerce extérieur des pays de l'OCDE reflétait la forte synchronisation de ce mouvement de baisse entre eux. À la fin de 2008, plus de 90 % des pays de l'OCDE affichaient (en glissement annuel) une diminution de plus de 10 % de la valeur mensuelle de leurs exportations de marchandises; aucune période antérieure n'avait été marquée par une telle synchronisation du recul du commerce. Cette régression des échanges tenait également à l'effondrement de la confiance dans tout le système financier, et à son impact sur le financement des échanges. Les crédits commerciaux à court terme dans la zone OCDE ont commencé à diminuer au troisième trimestre de 2008, et même plus tôt dans certains pays. Cette chute des crédits commerciaux s'est accélérée jusqu'au début de 2009, avant de prendre un rythme plus modéré. La mesure des crédits commerciaux présentée ici fournit uniquement une indication des facteurs à l'œuvre, mais la plupart des analystes s'accordent à considérer que le recul des crédits commerciaux a été plus prononcé que celui anticipé sur la base des courants d'échanges.

On utilise comme variable indicatrice des crédits commerciaux à court terme les encours de crédits à l'exportation à court terme garantis ayant une échéance maximale de 12 mois. Les données employées portent sur les engagements contractés par des réassureurs privés ou publics (hors intérêts). L'indicateur présenté est la variation en pourcentage des encours de fin de trimestre pour les économies de l'OCDE, convertis en USD à l'aide des taux de change de fin de période.

Comparabilité

Les données trimestrielles sur les soldes des opérations courantes sont établies conformément à la cinquième édition, de 1993, du *Manuel de la balance des paiements* du Fonds monétaire international (FMI), ce qui garantit une bonne comparabilité. Les statistiques des paiements courants de la Chine sont publiées avec une périodicité semestrielle. Les données mensuelles sur les échanges de marchandises sont conformes aux lignes directrices des Nations Unies et sont en outre normalisées par l'OCDE, ce qui assure une bonne comparabilité.

Source

- OECD (2010), *Main Economic Indicators*, OECD, Paris.
- OECD (2009), *OECD Employment Outlook*, OECD, Paris.
- OECD (2009), *Monthly Statistics of International Trade*, OECD, Paris.
- Berne Union (*International Union of Credit & Investment Insurers*).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Araújo S., Oliveira Martins J. (2009), *The Great Synchronisation: tracking the trade collapse with high-frequency data*.

Bases de données en ligne

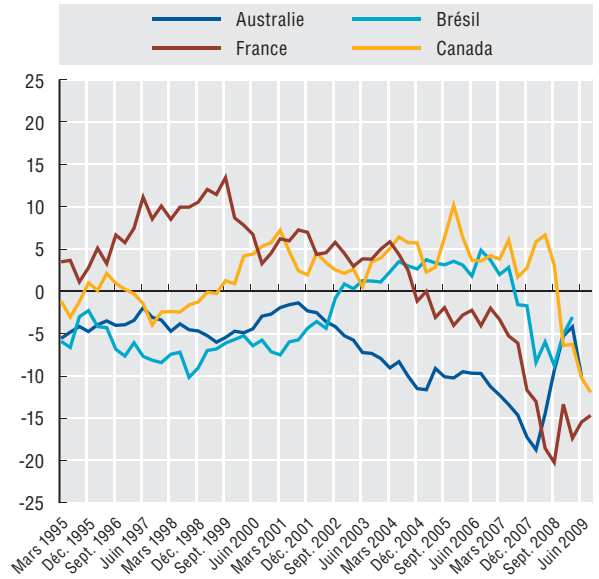
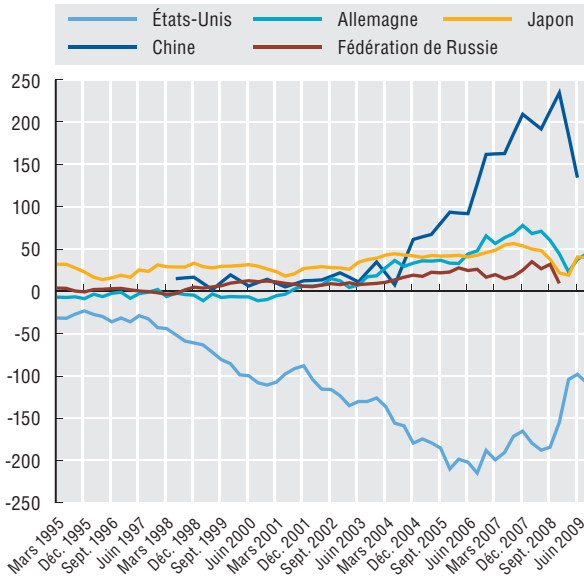
- *Monthly International Trade*.
- *Main Economic Indicators*.

Publications méthodologiques

- United Nations (1998), *International Merchandise Trade Statistics: Compilers' Manual*, United Nations, New York.
- Lindner, A., et al. (2001), *Trade in Goods and Services: Statistical Trends and Measurement Challenges*, OECD Statistics Brief, n° 1, October, OECD, Paris.

Balance des transactions courantes des principales économies

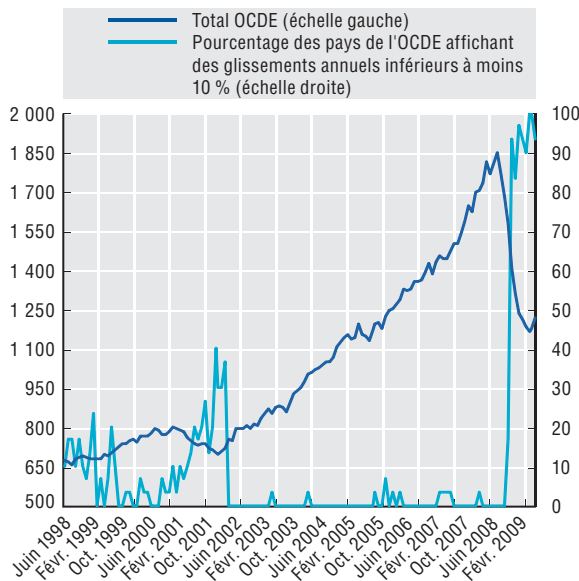
Milliards de dollars des EU, données trimestrielles, corrigé des variations saisonnières



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823275077568>

Commerce de marchandises et synchronisation des exportations en valeur pour le total OCDE

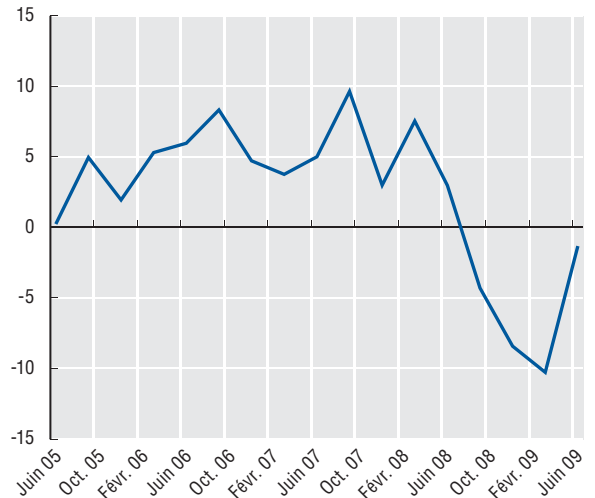
Milliards de dollars des EU, corrigé des variations saisonnières



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823284240248>

Financement à court terme du commerce dans la zone OCDE

Taux de variation trimestriel en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823322065446>

FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX

Les flux financiers internationaux prennent des formes diverses, une des principales catégories étant celle de l'investissement direct étranger. Cette partie présente également des informations sur les flux financiers totaux à destination des États-Unis, et sur les avoirs de réserve des autorités monétaires du monde entier.

Définition

La Définition de l'investissement direct étranger (IDE) figure dans la note sur les « Flux et stocks d'IDE » de la partie consacrée à la « Mondialisation économique ». Les données trimestrielles utilisées sont exprimées en milliards USD et présentées sous forme de moyenne des quatre trimestres précédents.

Les données sur les flux et les encours d'investissements de portefeuille transnationaux relatives aux États-Unis sont tirées du système du Trésor sur les capitaux internationaux (TIC, *Treasury International Capital*); tous les flux d'IDE sont exclus de ces données. Les données mensuelles utilisées sont

En bref

La crise financière mondiale a été lourde de conséquences pour les flux d'IDE, qui se sont contractés de plus de 50 % pour l'ensemble de la zone OCDE entre le premier trimestre de 2008 et le premier trimestre de 2009. À l'intérieur de la zone OCDE, le recul des flux d'IDE a été plus marqué pour la zone euro (qui a enregistré une chute de 77 %), alors qu'il a été limité à 14 % pour les États-Unis. Par ailleurs, les économies émergentes, telles que l'Inde et la Fédération de Russie, ont vu leurs entrées d'IDE reculer de manière nettement plus modeste que les pays de l'OCDE, enregistrant une baisse cumulée de 20 % dans le cas de la Fédération de Russie et de 18 % dans le cas de l'Inde. Les entrées d'IDE au Brésil ont été, quant à elles, relativement épargnées par la crise.

Au-delà de l'IDE, les amples déséquilibres mondiaux entre les pays affichant des excédents et des déficits des paiements courants se sont répercutés sur les flux financiers internationaux. Les États-Unis, en particulier, ont vu affluer d'énormes volumes de capitaux destinés à l'acquisition d'actifs financiers, qui ont alimenté la hausse des prix des actifs et le gonflement de la dette dans ce pays. L'ampleur de ces flux financiers entrants s'est nettement réduite depuis la mi-2007 pour les capitaux du secteur privé, et depuis le début de 2008 pour les capitaux du secteur public. Après un rebond amorcé en mai 2008, les entrées nettes de capitaux du secteur privé ont recommencé à diminuer pour devenir négatives au second semestre de 2009, ce qui s'est traduit par une dépréciation sensible du dollar.

Les entrées nettes de capitaux du secteur public aux États-Unis étaient imputables à la volonté des banques centrales d'accumuler d'amples réserves de change, essentiellement libellées en USD. Le montant total des avoirs de réserve de la Chine, des autres économies émergentes et en développement et des pays exportateurs de pétrole a enregistré une énorme augmentation entre 1990 et 2008, qui s'est accélérée après la crise asiatique. Pendant cette période, la part des réserves officielles mondiales détenue par la Chine et le Japon est passée de 14 % à 44 %, tandis que celle des pays exportateurs de pétrole a doublé pour se hisser de 7 % à 14 %. Cet accroissement considérable des réserves totales des économies émergentes d'Asie et des pays exportateurs de pétrole avait pour objet de préserver l'ancrage de leurs monnaies au dollar des États-Unis.

exprimées en milliards USD et présentées sous forme de moyenne des 12 mois précédents.

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate et sous le contrôle des autorités monétaires des différents pays, et leur permettent de financer les déséquilibres des paiements. Ces avoirs de réserve comprennent les avoirs en devises (sous forme de numéraire et dépôts et de titres), les autres créances, les droits de tirage spéciaux (DTS) et la position de réserve au Fonds monétaire international (FMI); les avoirs en or détenus par les banques centrales en sont exclus. Les données utilisées sont exprimées en milliards USD.

Comparabilité

Les limites relatives à la comparabilité des données sur l'IDE sont évoquées dans la note sur les « Flux et stocks d'IDE » de la partie consacrée à la « Mondialisation économique ».

Les données du système du Trésor des États-Unis sur les capitaux internationaux (TIC) couvrent la plupart des types de flux financiers internationaux, mais pas les flux d'investissement direct, pour lesquels les données sont collectées par le Bureau d'analyse économique du ministère du Commerce des États-Unis. Dans le cadre du système TIC sont réunies les données relatives aux flux et encours d'investissements de portefeuille transnationaux entre les agents économiques résidant aux États-Unis (y compris les filiales établies dans ce pays d'entreprises dont le siège se trouve à l'étranger) et ceux qui résident dans le reste du monde (y compris les filiales étrangères d'entreprises ayant leur siège aux États-Unis).

Source

- Visco, I. (2009), *The Global Crisis – The Role of Policies and the International Financial System*.
- IMF (2009), *World Economic Outlook (WEO)*, IMF, Washington, DC.
- United States Department of the Treasury, *Treasury International Capital System*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Johnson, K. H. (2009), *Gross or Net International Financial Flows, Understanding the Financial Crisis*, Council on Foreign Relations, Center for Geoeconomic Studies.

Bases de données en ligne

- Main Economic Indicators.
- IMF International Financial Statistics.

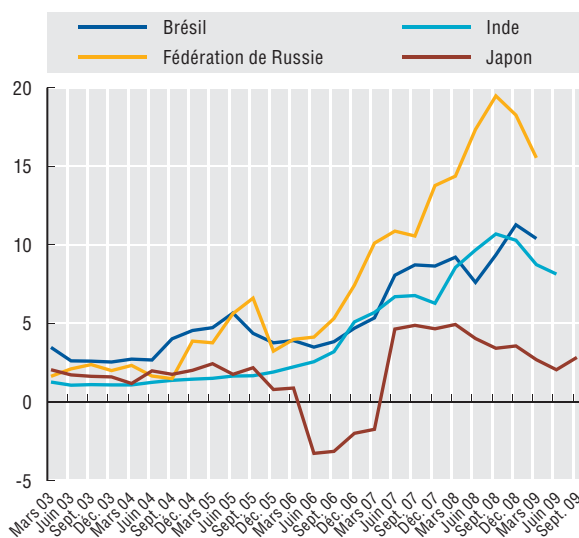
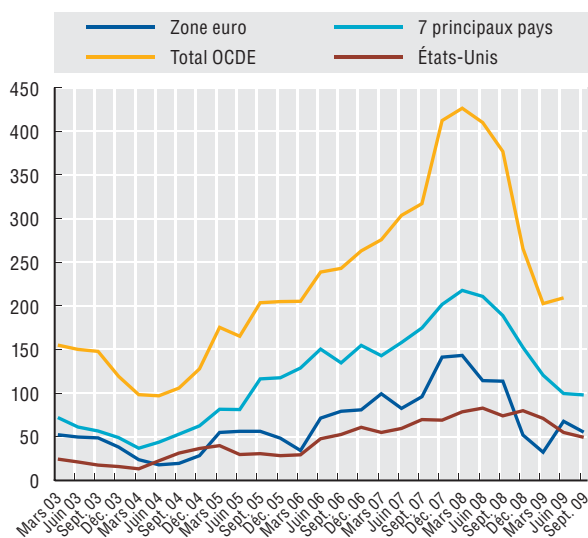
Sites Internet

- OECD Main Economic Indicators, www.oecd.org/std/mei.

FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX

Flux entrants d'investissement direct étranger dans les principales économies

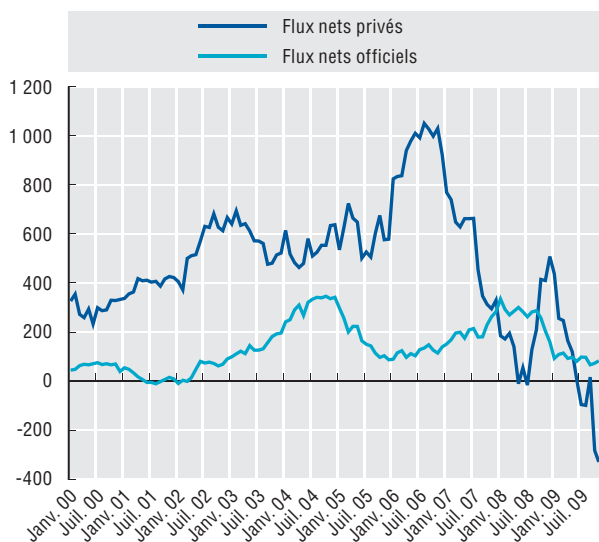
Milliards de dollars des EU, moyenne sur 4 trimestres



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823327284351>

Flux financiers nets à destination des États-Unis

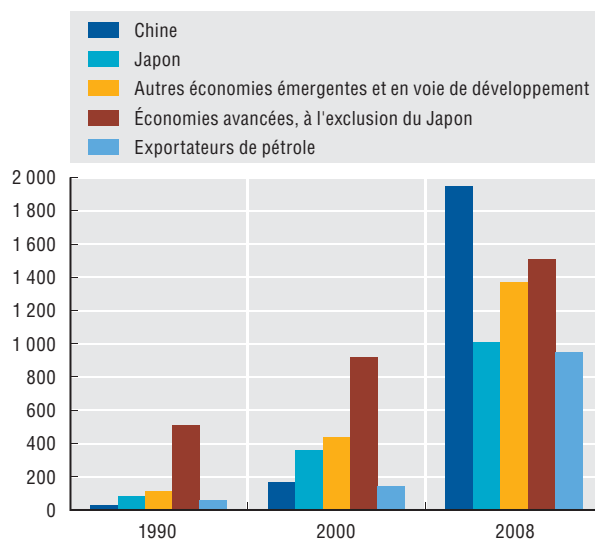
Milliards de dollars des EU, somme sur les 12 derniers mois



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823331821801>

Réserves d'actifs

Milliards de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823422237056>

CONSÉQUENCES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La crise a entraîné une dégradation de la situation du marché du travail dans la plupart des pays de l'OCDE. Bien que la reprise ait débuté, le chômage continuera probablement à augmenter en 2010. En outre, même après avoir atteint son point culminant, il faudra du temps au taux de chômage pour revenir à son niveau d'avant la crise, et une partie de la hausse conjoncturelle du chômage risque de devenir structurelle, de nombreux sans-emplois sombrant dans le chômage de longue durée ou sortant de la population active.

Définition

Les Définitions de l'emploi et du chômage figurent dans la partie de cette publication consacrée au « Travail ». L'indicateur utilisé ici pour comparer les conséquences sur le marché du travail de la crise actuelle avec celles de précédentes est un indice mesurant la hausse relative du taux de chômage (depuis le troisième trimestre de 2007 jusqu'à la fin de 2011 pour la crise actuelle), l'axe horizontal du graphique indiquant le nombre de trimestres consécutifs à la première observation. Les données et prévisions sur le taux de chômage sont tirées de l'édition 2009 des *Perspectives de l'emploi* de l'OCDE.

En bref

La montée du chômage observée depuis le déclenchement de la crise est la plus forte de ces dernières décennies pour la zone OCDE dans son ensemble. Le taux de chômage de l'OCDE devrait augmenter de près de 80 % entre son précédent point bas et le douzième trimestre de la récession actuelle, alors que les hausses correspondantes observées lors des précédentes récessions s'inscrivaient dans une fourchette de 20 % à 50 %. Aux États-Unis, cette récession serait de loin la pire de celles ayant eu lieu depuis 1970 en termes d'impact sur le chômage. Par contre, la montée du chômage en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni, devrait être comparable à celles observées au cours des récessions des années 70 et 80, mais plus marquée que celles associées aux deux récessions passées les plus récentes. Au Japon, le taux de chômage a commencé à augmenter fortement au quatrième trimestre de la récession actuelle, qui devrait se traduire *in fine* par une hausse de moitié environ; cela ne constituerait certes pas un accroissement sans précédent du taux de chômage, mais le niveau prévu pour la fin de 2011 représenterait un sommet depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les marchés du travail ont connu des évolutions très différentes suivant les pays au cours de la récession actuelle, l'emploi ayant enregistré depuis le début de 2008 une baisse cumulée de 12 % en Irlande, alors qu'il a légèrement progressé en Australie, en Corée, au Mexique, en Pologne et en Suisse. Ces écarts tiennent à la fois aux différences de gravité de la crise économique et aux différences d'ajustement des marchés de l'emploi à la crise. Dans la plupart des économies, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine a diminué, ce qui a limité les pertes d'emplois consécutives à la baisse du PIB. Cet effet a été particulièrement fort en Allemagne, où l'emploi total n'a pas reculé malgré une diminution prononcée de la production, mais beaucoup plus faible aux États-Unis, où la baisse de l'activité économique s'est traduite par des suppressions de postes dans des proportions inhabituelles. Ces profils différents devraient déterminer l'évolution de l'emploi dans le cadre de la reprise, celui-ci recommençant à croître plus tôt et plus rapidement dans les pays où la baisse du nombre d'heures travaillées a été la plus limitée pendant la récession.

Les variations cumulées de l'emploi du premier trimestre de 2008 au deuxième trimestre de 2009, et les variations correspondantes du produit intérieur brut (PIB), reposent sur les données désaisonnalisées qui figurent dans les *Principaux indicateurs économiques* de l'OCDE.

Comparabilité

Les données sur l'emploi et le chômage sont tirées des enquêtes sur la population active dans la plupart des pays, mais elles proviennent de la source la plus couramment utilisée dans quelques autres. Cette divergence peut limiter la comparabilité des niveaux de divers indicateurs, mais elle est moins problématique dès lors qu'il s'agit de comparer des variations et des trajectoires.

Source

- OECD (2009), *OECD Employment Outlook 2009: Tackling the Jobs Crisis*, OECD, Paris.
- OECD (2010), *Main Economic Indicators*, OECD, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OECD (2007), *Society at a Glance: OECD Social Indicators – 2006 Edition*, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

- *Main Economic Indicators*.
- *OECD Employment Outlook*.

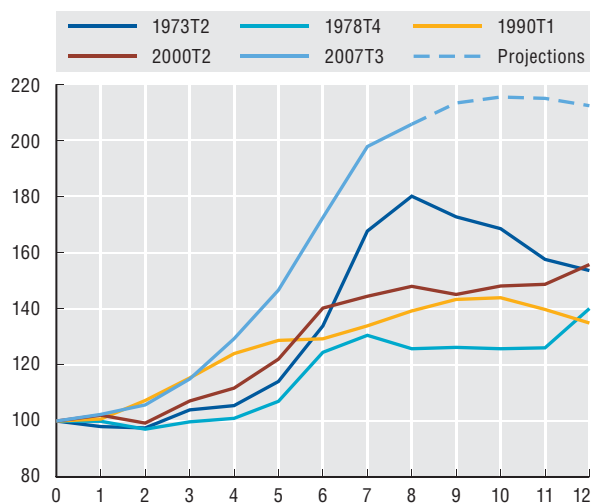
Publications statistiques

- *OECD Labour Statistics Database*.
- *OECD Employment Policy*.
- *OECD Employment Data*.
- *OECD Main Economic Indicators*.

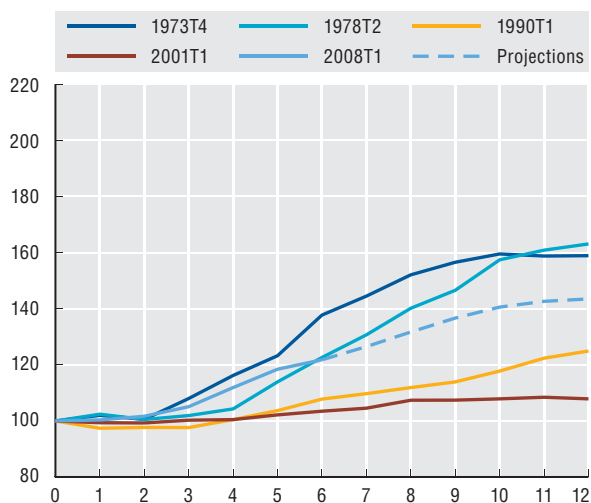
Évolution des taux de chômage lors des crises récentes

Base de l'indice = taux de chômage trimestriel au précédent pic du cycle conjoncturel

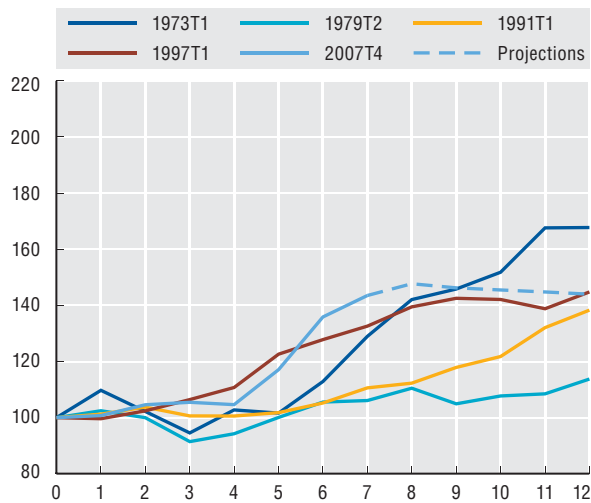
États-Unis



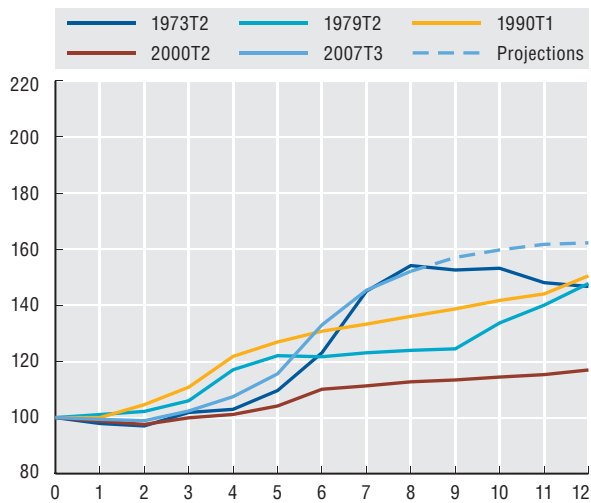
Quatre principaux pays de l'UE



Japon



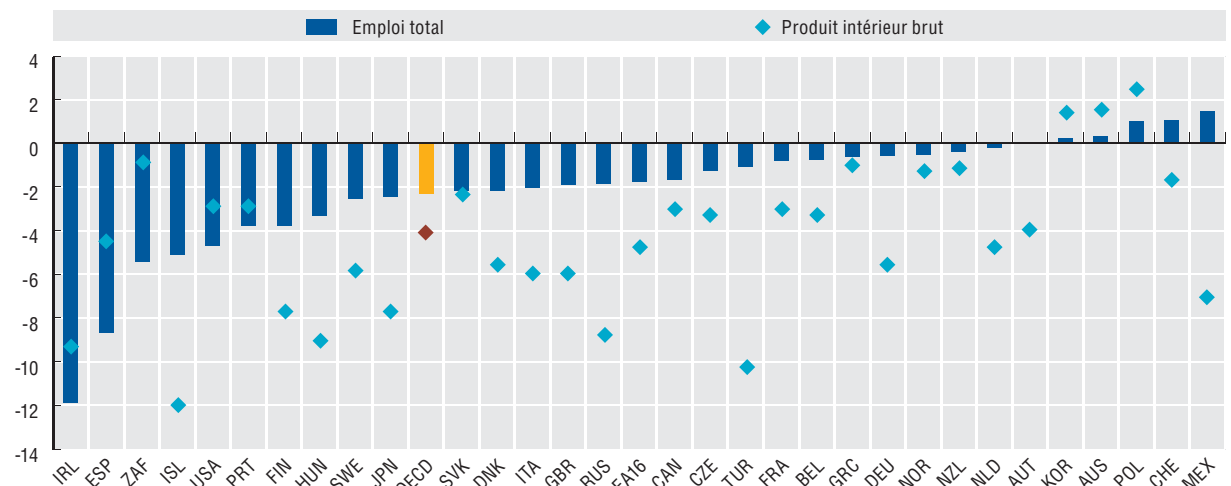
Total OCDE



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823423132501>

Évolution de l'emploi et du produit intérieur brut

Changement cumulé de 2008T1 à 2009T3, en pourcentage, corrigé des variations saisonnières



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823428802057>

REVENU DES MÉNAGES

Les répercussions de la crise sur le revenu des ménages ont été atténuées jusqu'ici par l'augmentation des transferts publics nets et le décalage temporel entre la baisse du produit intérieur brut (PIB) et le recul de l'emploi.

Définition

Le revenu disponible est la somme des revenus primaires des ménages et des transferts courants qu'ils reçoivent (à l'exclusion des transferts sociaux en nature, tels que ceux liés à l'éducation et à la santé), diminuée des transferts courants qu'ils paient (dont les impôts et les cotisations de sécurité sociale). Le revenu disponible peut être considéré comme le montant maximum que les ménages peuvent affecter à l'acquisition de biens ou services de consommation sans devoir réduire leurs actifs ou accroître leurs engagements, si l'on fait abstraction des variations de patrimoine net découlant des transferts en capital ou des gains de détention.

Selon le *Système de comptabilité nationale*, la rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable considérée.

L'emploi désigne l'ensemble des personnes ayant dépassé un âge spécifié qui, au cours d'une période donnée, ont travaillé au moins une heure ou ont été temporairement absentes de leur travail. Il comprend non seulement les salariés (le concept qui correspondrait le mieux à celui de rémunération des salariés tel qu'il est défini dans la comptabilité nationale), mais aussi les employeurs, les travailleurs indépendants et les aides familiaux non rémunérés, tandis qu'en sont exclus les membres des forces armées.

Les graphiques ci-contre montrent, pour chaque pays, l'évolution du revenu disponible réel des ménages, de la rémunération des salariés et de l'emploi. Toutes les séries sont désaisonnalisées et exprimées sous forme d'indices, dont la base (100) correspond au niveau de la variable représentée au premier trimestre de 2008 (considéré comme le point culminant atteint par le PIB avant la crise).

Comparabilité

Les données relatives à l'Australie, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni incluent les revenus des institutions sans but lucratif au service des ménages, tandis que ceux-ci ne sont pas intégrés dans les données relatives à la France et à la Suède.

Les données sur les revenus et la rémunération des salariés, disponibles en termes nominaux, ont été corrigées de l'inflation à l'aide du déflateur des dépenses de consommation des ménages dans le cas de la France et de la Suède, alors que c'est le déflateur des dépenses de consommation privée qui a été utilisé pour l'Australie, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni.

En bref

Le revenu disponible réel des ménages a continué à augmenter, quoique à un rythme modéré, pendant la crise. Sa hausse cumulée variait de 2 % au Canada, aux États-Unis et en France, à 4 % ou plus en Australie, au Royaume-Uni et en Suède. Pour tous les pays considérés, la rémunération des salariés a accusé une baisse en termes réels, qui s'est parfois enclenchée avec un décalage par rapport à la récession. La France est la seule économie où la rémunération réelle des salariés ait légèrement progressé entre le premier trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009.

La rémunération réelle des salariés a connu une évolution très similaire à celle de l'emploi aux États-Unis, tandis qu'elle a diminué plus rapidement au Royaume-Uni et en Suède, et un peu plus lentement au Canada et en France. Au-delà de l'effet des écarts de rythme de diminution du PIB, les différences de comportement de l'emploi pendant la crise étaient imputables à la mise en œuvre de mesures de chômage partiel, et au rôle d'amortisseur joué par la diminution du temps de travail dans certains pays.

Pour tous les pays considérés, le revenu disponible réel des ménages a augmenté malgré la stabilité ou le recul de la rémunération des salariés. En termes cumulés, l'écart entre les taux de variation du revenu disponible des ménages et de la rémunération des ménages, qui excédait 6 points dans tous les pays sauf l'Australie, le Canada et la France, tenait pour l'essentiel à l'impact de l'augmentation des transferts publics aux ménages, et à la diminution de leurs versements d'impôts. La proportion considérable et grandissante du revenu des ménages qui est indépendante de l'emploi a empêché que le recul du PIB ne soit encore plus prononcé.

Source

- OECD (2010), *National Accounts at a Glance 2009*, OECD, Paris.
- OECD (2009), *Quarterly National Accounts*, OECD, Paris.
- OECD (2010), *Main Economic Indicators*, OECD, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OECD (2009), *OECD Economic Outlook: June n° 85 – Volume 2009 Issue 1*, OECD, Paris.

Publications statistiques

- OECD (2009), *Quarterly National Accounts*, OECD, Paris.
- OECD (2010), *Main Economic Indicators*, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

- OECD *Quarterly National Accounts*.
- *Main Economic Indicators*.

Publications méthodologiques

- OECD (2000), *OECD Glossaries, System of National Accounts, 1993 – Glossary*, OECD, Paris.

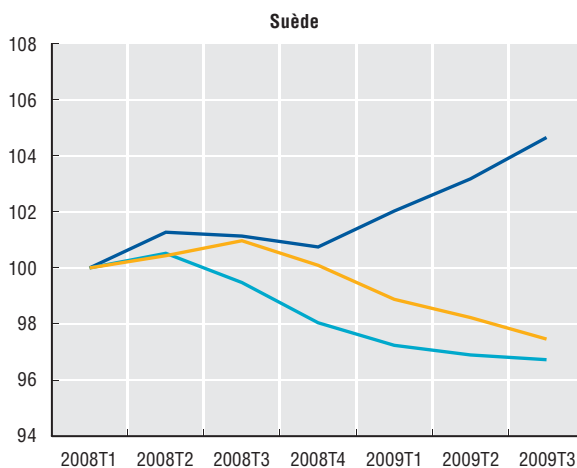
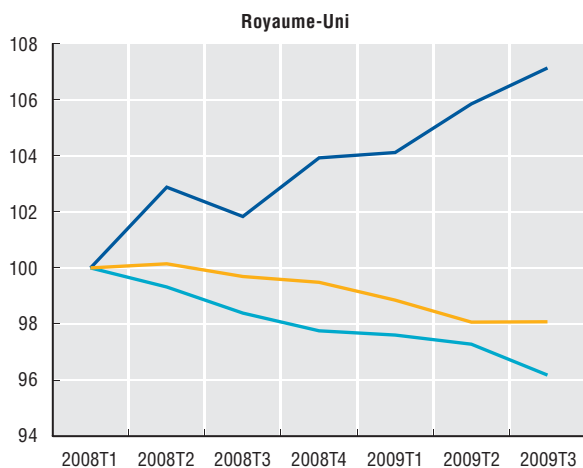
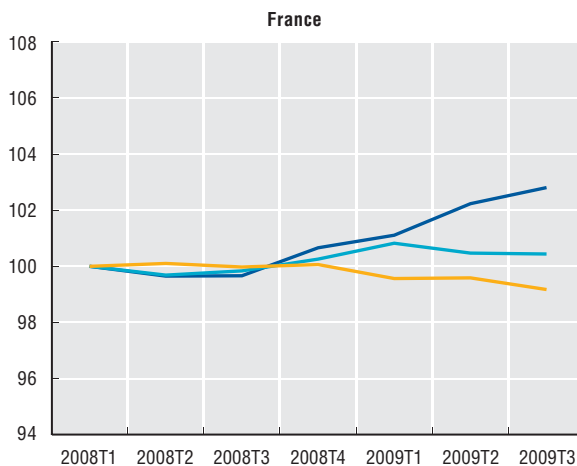
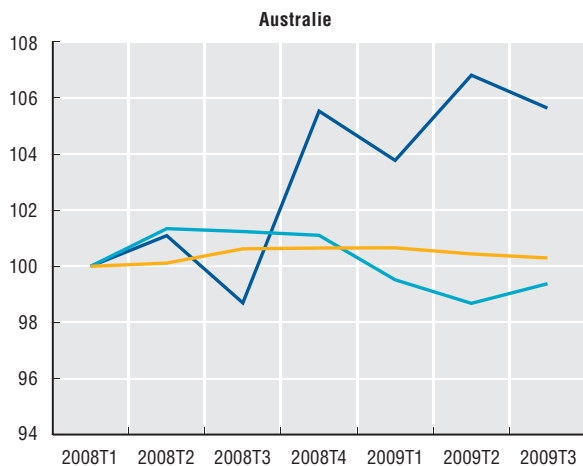
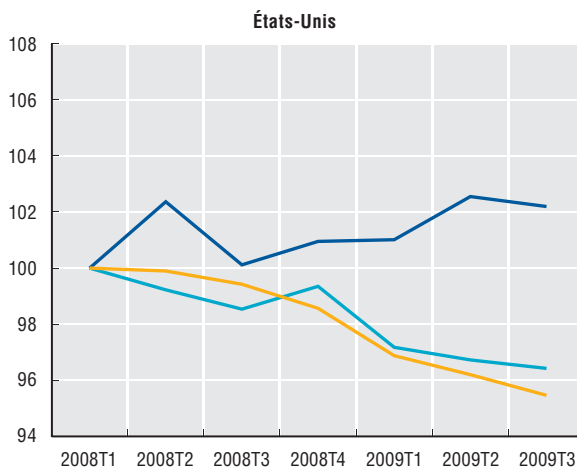
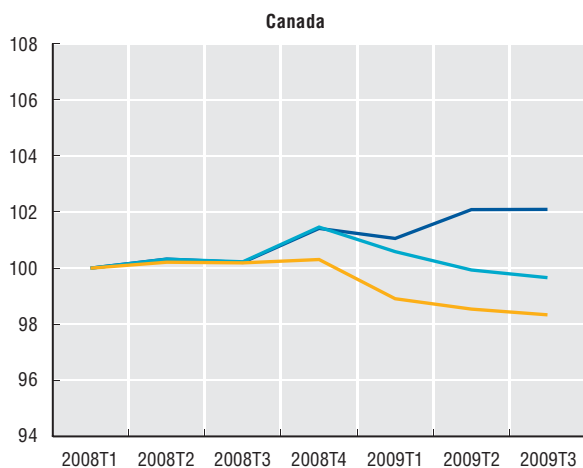
Sites Internet

- OECD National Accounts, www.oecd.org/std/national-accounts.
- OECD Main Economic Indicators, www.oecd.org/std/mei.

Revenu disponible brut réel, rémunération réelle des salariés et emploi

2008T1 = 100, corrigé des variations saisonnières

— Revenu disponible brut réel — Rémunération réelle des salariés — Emploi



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823438412563>

POLITIQUE BUDGÉTAIRE

La politique budgétaire peut jouer un rôle très important d'accompagnement de l'activité économique en phase de récession, via le jeu des stabilisateurs automatiques et des mesures discrétionnaires d'assouplissement de la politique budgétaire. En conséquence, la crise a débouché sur une augmentation spectaculaire des déficits et de la dette publics dans la plupart des pays de l'OCDE.

Définition

On peut analyser l'effet négatif de la crise sur les situations budgétaires en examinant les variations du solde des administrations publiques (c'est-à-dire les variations de la différence entre leurs recettes et leurs dépenses). Les variations cumulées des soldes des administrations publiques au cours de la période 2009-11 sont exprimées ici par rapport au produit intérieur brut (PIB) de 2008. La décomposition de ces variations cumulées en éléments conjoncturels (correspondant aux effets de réduction des recettes fiscales et d'augmentation des dépenses des administrations publiques induits par la récession) et en éléments structurels (imputables aux mesures discrétionnaires de politique budgétaire ainsi qu'à la disparition du dynamisme

En bref

Tous les pays de l'OCDE hormis l'Islande et la Hongrie voient leurs soldes budgétaires se dégrader fortement sur la période de trois ans consécutive à 2008. Par ailleurs, tous les pays de l'OCDE sont confrontés à une détérioration conjoncturelle marquée de leur situation budgétaire. Les soldes structurels se sont sensiblement dégradés depuis 2008, à l'exception notable de l'Islande, de la Hongrie, de l'Italie et de la République tchèque. Un assouplissement discrétionnaire de la politique budgétaire contribue à soutenir l'activité économique dans la quasi-totalité des pays.

Les trais de mesures budgétaires diffèrent suivant les pays non seulement par leur ampleur, mais aussi par leur composition. La plupart des pays ont adopté des plans de relance de vaste portée, fondé sur l'ajustement simultané de divers impôts et programmes de dépenses. D'importantes baisses d'impôts ont été appliquées aux États-Unis, en Corée et en Finlande, tandis que de fortes augmentations des dépenses (représentant plus de 2,5 % du PIB de 2008) sont prévues en Australie, en Corée, au Danemark, au Japon et en Turquie. Inversement, la Hongrie, l'Irlande et l'Islande ont adopté des programmes d'assainissement budgétaire, associant des hausses d'impôts et des coupes dans les dépenses.

Ce creusement des déficits budgétaires devrait se traduire par un gonflement sensible de la dette publique d'ici à 2011 par rapport aux niveaux de 2008. Cela tient à la fois à l'impact de l'augmentation des déficits cumulés (dans la plupart des pays) et, dans une moindre mesure, à d'autres opérations financières. Pour l'heure, la plupart des grands pays de l'OCDE ont annoncé une forme ou une autre de programme d'assainissement budgétaire à moyen terme, sachant que les autorités japonaises envisagent la publication d'un programme budgétaire à moyen terme début 2010. Néanmoins, les programmes des sept principaux pays n'offrent pour l'instant guère d'informations sur le calendrier et les instruments du futur assainissement des finances publiques.

exceptionnel des recettes observé avant la crise) repose sur l'évaluation par l'OCDE des différents facteurs à l'œuvre. Les données relatives à la composition des projets initiaux de trais de mesures budgétaires (discrétionnaires) élaborés pour faire face à la crise sont fondées sur les informations collectées par l'OCDE jusqu'à début juin 2009.

Les variations de la dette des administrations publiques (mesurée par leurs engagements financiers bruts) reflètent à la fois les déficits publics annuels et des opérations financières (telles que les plans de sauvetage des établissements financiers) qui ne sont pas comptabilisées dans les dépenses publiques.

Le secteur des administrations publiques comprend l'administration centrale, les collectivités locales et le système de sécurité sociale.

Comparabilité

Toutes les mesures budgétaires sont comptabilisées sur la base des droits constatés (c'est-à-dire celle utilisée en comptabilité nationale). Cela signifie que les dispositions fondées sur la modification d'échéances de paiement, telles que le versement anticipé de transferts publics ou le report de la perception de recettes fiscales, sont sans incidence sur les données relatives à un exercice donné.

Dans le tableau, le total des colonnes diffère de la somme de composantes indiquées, car certaines d'entre elles n'ont pas été clairement précisées ou ne figurent pas dans cette ventilation. La colonne relative à l'effet net ne reflète que les mesures budgétaires discrétionnaires prises face à la crise financière. Elle ne prend pas en compte l'impact potentiel des mesures de recapitalisation, des garanties et autres opérations financières, ni de l'incidence des modifications des échéances de paiement des impôts et des marchés publics.

Source

- OECD (2009), *OECD Economic Outlook: June n° 85 – Volume 2009 Issue 1*, OECD, Paris.
- OECD (2009), *OECD Economic Outlook, Interim Report March 2009*, OECD, Paris.
- OECD (2009), *OECD Economic Outlook: November n° 86 – Volume 2009 Issue 2*, OECD, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

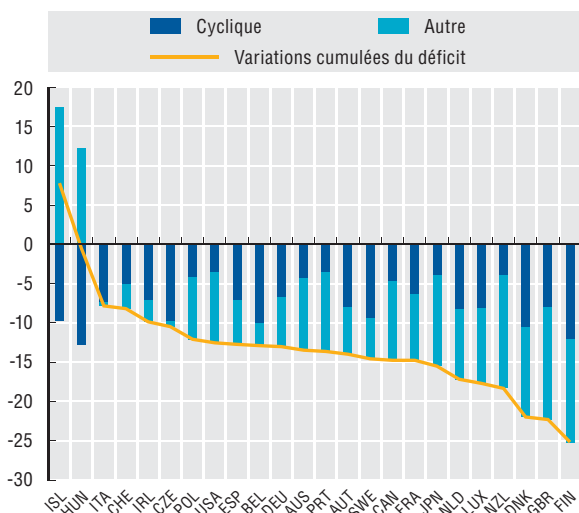
- Furceri, D. (2009), *Fiscal Convergence, Business Cycle Volatility and Growth*, OECD Economics Department Working Papers, n° 674, OECD, Paris.
- Afonso, A., L. Agnello and D. Furceri (2008), *Fiscal Policy Responsiveness, Persistence, and Discretion*, OECD Economics Department Working Papers, n° 659, OECD, Paris.

Sites Internet

- OECD Economic Outlook Statistics, www.sourceOECD.org/database/oecdeconomicoutlook.
- OECD Economic Outlook, <http://www.oecd.org/OECDEconomicOutlook>.

Variations cumulées des soldes des administrations publiques 2009-11

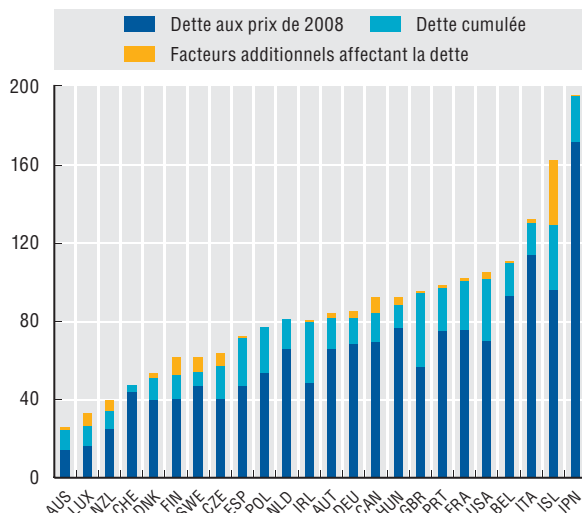
En pourcentage du PIB de 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823445563033>

Dettes brutes du gouvernement

En pourcentage du PIB 2008, prévisions pour 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823474056333>

Composition des plans de relance

Total sur la période 2008-10, en pourcentage du PIB 2008

Effet net	Plans de relance, mesures fiscales					Plans de relance, dépenses publiques						
	Total	Individus	Entreprises	Consommation	Cotisations sociales	Total	Consommation	Investissement	Transferts aux ménages	Transferts aux entreprises	Transferts aux collectivités locales	
Allemagne	-3.2	-1.6	-0.6	-0.3	0.0	-0.7	1.6	0.0	0.8	0.3	0.3	0.0
Australie	-5.4	-1.3	-1.1	-0.2	0.0	0.0	4.1	0.0	3.0	1.1	0.0	0.0
Autriche	-1.2	-0.8	-0.8	-0.1	0.0	0.0	0.4	0.0	0.1	0.2	0.0	0.1
Belgique	-1.4	-0.3	0.0	-0.1	-0.1	0.0	1.1	0.0	0.1	0.5	0.5	0.0
Canada	-4.1	-2.4	-0.8	-0.3	-1.1	-0.1	1.7	0.1	1.3	0.3	0.1	..
Corée	-6.1	-2.8	-1.4	-1.1	-0.2	0.0	3.2	0.0	1.2	0.7	1.0	0.3
Danemark	-3.3	-0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	2.6	0.9	0.8	0.1	0.0	0.0
Espagne	-3.9	-1.7	-1.6	0.0	0.0	0.0	2.2	0.3	0.7	0.5	0.7	0.0
États-Unis	-5.6	-3.2	-2.4	-0.8	0.0	0.0	2.4	0.7	0.3	0.5	0.0	0.9
Finlande	-3.2	-2.7	-1.9	0.0	-0.3	-0.4	0.5	0.0	0.3	0.1	0.0	0.0
France	-0.7	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.6	0.0	0.2	0.3	0.0	0.0
Grèce	0.8	0.8	0.8	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.4	0.1	0.4	0.1	0.0
Hongrie	7.7	0.2	-0.6	-0.1	2.3	-1.5	-7.5	-3.2	0.0	-3.4	-0.4	-0.5
Irlande	8.3	6.0	4.5	-0.2	0.5	1.2	-2.2	-1.8	-0.2	-0.1	0.0	0.0
Islande	7.3	5.7	1.0	..	..	..	-1.6	..	..	..	..	..
Italie	0.0	0.3	0.0	0.0	0.1	0.0	0.3	0.3	0.0	0.2	0.1	0.0
Japon	-4.7	-0.5	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	4.2	0.2	1.2	0.6	1.5	0.6
Luxembourg	-3.9	-2.3	-1.5	-0.8	0.0	0.0	1.6	0.0	0.4	1.0	0.2	0.0
Mexique	-1.7	-0.4	0.0	0.0	-0.4	0.0	1.2	0.1	0.7	0.1	0.0	0.0
Norvège	-1.2	-0.3	0.0	-0.3	0.0	0.0	0.9	0.0	0.4	0.0	0.0	0.3
Nouvelle-Zélande	-3.7	-4.1	-4.0	0.0	0.0	0.0	-0.3	0.1	0.6	-0.6	0.0	0.0
Pays-Bas	-2.5	-1.6	-0.2	-0.5	-0.1	-0.8	0.9	0.0	0.5	0.1	0.0	0.0
Pologne	-1.2	-0.4	0.0	-0.1	-0.2	0.0	0.8	0.0	1.3	0.2	0.1	0.0
Portugal	-0.8	..	..	..	..	..	..	0.0	0.4	0.0	0.4	0.0
Rép. tchèque	-2.8	-2.5	0.0	-0.7	-0.4	-1.4	0.3	-0.1	0.2	0.0	0.2	0.0
Rép. slovaque	-1.3	-0.7	-0.5	-0.1	0.0	-0.1	0.7	0.0	0.0	0.1	0.6	0.0
Royaume-Uni	-1.9	-1.5	-0.5	-0.2	-0.6	0.0	0.4	0.0	0.4	0.2	0.0	0.0
Suède	-3.3	-1.7	-1.3	-0.2	0.0	-0.2	1.7	1.1	0.3	0.1	0.0	0.2
Suisse	-0.5	-0.2	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.3	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0
Turquie	-4.4	-1.5	-0.2	-1.1	-0.2	0.0	2.9	0.6	1.2	0.0	0.3	0.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/827168846578>

POLITIQUE MONÉTAIRE

Les banques centrales de la zone OCDE ont adopté des dispositions sans précédent face à la crise, en procédant à la fois à des baisses classiques de leurs taux directeurs, destinées à réguler l'accès à l'offre de monnaie centrale, et à une expansion de leur bilan par des mesures non conventionnelles.

En bref

La plupart des pays ont eu recours à la politique monétaire à la suite de la crise pour stimuler la demande globale. Cette relation par voie de politique monétaire a pris essentiellement deux formes.

Premièrement, les banques centrales ont réduit rapidement leurs taux directeurs après le déclenchement de la récession. La Réserve fédérale des États-Unis a défini comme objectif pour le taux de ses fonds fédéraux une fourchette de 0 % à 0,25 % dès décembre 2008, en indiquant son intention de maintenir les taux à un niveau exceptionnellement bas pendant une période prolongée. La Banque du Japon a utilisé les marges de manœuvre (déjà limitées) dont elle disposait pour abaisser ses taux directeurs à 0,1 %, tandis que la Banque d'Angleterre a ramené les siens à 0,5 %. La Banque centrale européenne, quant à elle, a réduit son principal taux directeur de manière moins prononcée, abaissant à 1 % le taux de son opération principale de refinancement. Des réductions sensibles des taux directeurs ont également eu lieu dans d'autres économies membres et non membres de l'OCDE. Ces baisses des taux directeurs se sont traduites par des diminutions similaires des taux de référence sur les marchés monétaires, qui ont atteint des niveaux négatifs en termes réels.

Deuxièmement, la plupart des grandes banques centrales ayant épuisé leurs possibilités de réduction des taux directeurs, la politique monétaire s'est recentrée sur des mesures moins conventionnelles en vue d'améliorer le fonctionnement des marchés de capitaux. Ces mesures non conventionnelles destinées à accroître l'offre de crédit ont généralement consisté à accorder aux banques un accès aux liquidités supérieur à celui qui serait normalement requis pour maintenir les taux de marché à court terme dans les limites fixées par les autorités, à accroître la masse monétaire par des mesures d'assouplissement quantitatif et de création de réserves excédentaires, et à procéder à des interventions directes dans des compartiments plus larges des marchés du crédit (allant au-delà du rôle traditionnel de contrepartie des établissements bancaires joué par la banque centrale), en vue d'assouplir les conditions globales de crédit dans l'économie.

Ces mesures non conventionnelles ont pris des formes variables suivant les pays. Aux États-Unis, la Réserve fédérale est intervenue directement dans les principaux compartiments du marché du crédit en proie à des dysfonctionnements, comme ceux des billets de trésorerie et des produits titrisés, et elle a commencé à réaliser ou à intensifier, dans le cadre d'opérations d'open market, des achats directs de titres adossés à des créances hypothécaires, d'obligations d'agences fédérales et d'obligations d'État à long terme. La Banque du Japon a elle aussi pris des mesures pour mettre d'amples liquidités à la disposition du système financier et, partant, soutenir l'offre de crédit à l'ensemble de l'économie, notamment en créant une facilité temporaire de crédit illimitée, garantie par des emprunts de sociétés, au taux cible de l'argent au jour le jour. Enfin, les mesures non conventionnelles adoptées par la Banque centrale européenne ont surtout consisté à assouplir ses conditions d'intervention et à élargir l'ampleur de ses opérations de fourniture de liquidités aux établissements financiers. L'ensemble de ces mesures non conventionnelles se sont traduites par une expansion sensible des bilans des banques centrales, en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les conditions monétaires devraient rester accommodantes jusqu'à ce que des éléments solides indiquent qu'une reprise de l'activité économique est bien engagée. Quelques pays, tels que l'Australie, la Norvège et Israël, ont pris des mesures pour relever leurs taux directeurs au second semestre de 2009.

Définition

Les taux directeurs sont ceux qui s'appliquent aux principales opérations de refinancement des banques centrales. Les données utilisées portent sur la fourchette retenue comme objectif par la Réserve fédérale des États-Unis pour les taux de ses fonds fédéraux, sur les taux directeurs à court terme de la Banque du Japon, sur le taux de l'opération principale de refinancement de la Banque centrale européenne, et sur le taux d'intérêt directeur de la Banque d'Angleterre. Sont également représentés sur les graphiques ci-contre les taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire.

Les données relatives aux bilans des banques centrales sont exprimées en monnaie nationale et sont celles qui figuraient dans la base de données Datastream à la date du 11 juin 2009.

Comparabilité

Les données relatives aux taux directeurs et aux bilans des banques centrales sont tirées de sources officielles et se caractérisent par une très bonne comparabilité. Elles peuvent cependant correspondre à des degrés différents de détente du marché, suivant les dispositions qui limitent l'accès aux concours des banques centrales.

Source

- OECD (2009), *OECD Economic Outlook: June n° 85 – Volume 2009 Issue 1*, OECD, Paris.
- Thomson Reuters Datastream.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Minegishi, M., B. Cournède (2009), *The role of transparency in the conduct of monetary policy*, OECD Economics Department Working Papers, n° 724, OECD, Paris.

Publications statistiques

- OECD (2010), *Main Economic Indicators*, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

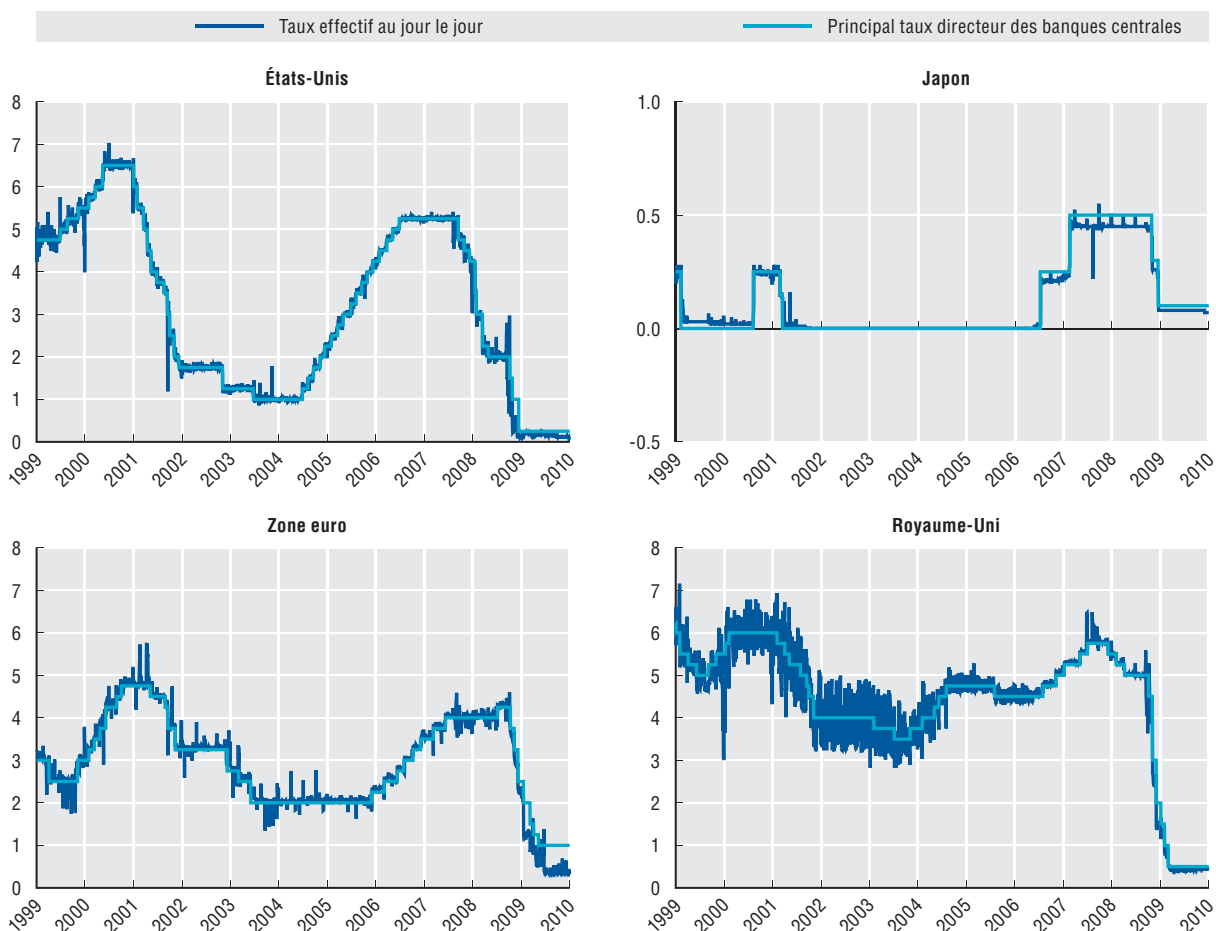
- *Main Economic Indicators*.

Sites Internet

- OECD Economic Outlook, http://www.oecd.org/OECD_Economic_Outlook.
- OECD Main Economic Indicators, www.oecd.org/std/mei.

Taux directeurs des principales économies de l'OCDE

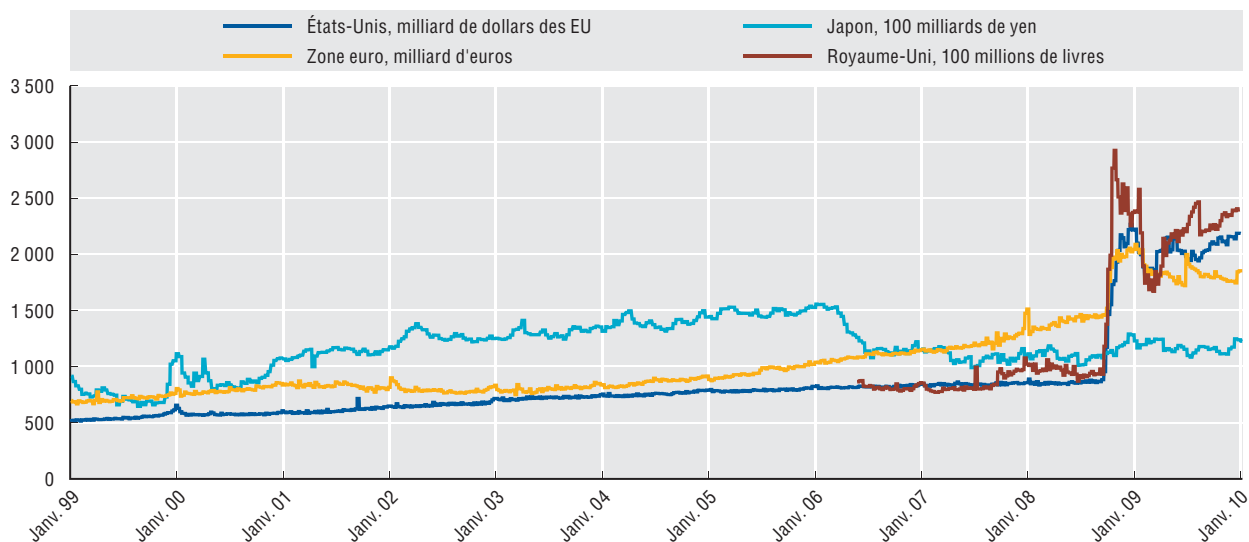
Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823483764355>

Accroissement des bilans des banques centrales

Monnaies nationales



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823485026712>

Index analytique

A

Abonnés aux téléphones portables	162
Accès à Internet, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à Internet	162
Accès des ménages à l'ordinateur et à Internet	162
Accès des ménages à l'ordinateur et à Internet	163
Accidents, voir : Accidents mortels de la route	250
Accidents mortels de la route	250
Accroissement des bilans des banques centrales	277
Agriculture, voir : Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture	59
Agriculture, voir : Valeur ajoutée par activité	57
Aide, voir : Aide publique au développement	214
Aide publique à la pêche	212
Aide publique à l'agriculture	210
Aide publique au développement, voir : Aide publique au développement	214
Aide publique au développement	214
Aide publique au développement nette	215
Approvisionnement en d'énergie	106
Approvisionnement en énergie par habitant	110
Approvisionnement en énergie par habitant	111
Approvisionnement en énergie primaire	107
Approvisionnement total en énergie primaire par région	107
Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB	109
Aquaculture, voir : Pêcheries	168
Aquaculture, voir : Concours publics à la pêche	212
Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires	247
Assistance, développement, voir : Aide publique au développement	214

B

Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises	67
Balance des opérations courantes	77
Balance des opérations courantes des principales économies	267

Balance des paiements, voir : Balance des opérations courantes des principales économies	267
Balance des paiements, voir : Balance des opérations courantes	77
Balance des paiements	76
Balance des services : exportations de services moins importations de services	71
Bénéfices sociaux de l'éducation	242
Besoin ou capacité de financement des administrations publiques	195
Bien-être subjectif	240
Biens et services, voir : Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises	67
Brevets	154

C

Capacité de lecture, voir : Évaluation internationale des élèves	176
Carrières scientifiques, voir : Carrières scientifiques : les attentes des filles et des garçons	180
Carrières scientifiques : les attentes des filles et des garçons	180
Chercheurs	152
Chômage, voir : Chômage de longue durée	144
Chômage, voir : Migration et chômage	28
Chômage de longue durée	144
Chômage par région	146
Classement des PIB régionaux par habitant, petites régions	39
Combustible, voir : Émissions de CO ₂ dues à la combustion d'énergie	171
Commerce, voir : Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE	75
Commerce, voir : Partenaires commerciaux	74
Commerce de détail (volume)	259
Commerce de marchandises et synchronisation des exportations en valeur pour le total OCDE	267
Commerce international	266
Commerce international	65
commerce international de biens et services	70
Communications, voir : Investissement dans les TIC	158
Communications, voir : Taille du secteur des TIC	156
Compétitivité, voir : Taux de change effectifs	100
Composition des plans de relance	275
Compréhension de l'écrit, voir : Évaluation internationale des élèves	176
Conditions d'enseignement et d'apprentissage	186
Confiance des entreprises et des consommateurs	260

Conséquences sur le marché du travail	270	Dépenses d'éducation par étudiant et variations dans les dépenses d'éducation au titre des établissements d'enseignement selon différents facteurs	189
Consommation d'eau	166	Dépenses d'éducation par étudiant	188
Contribution à la croissance du PIB	53	Dépenses des administrations publiques	197
Contribution de la productivité du travail et de l'utilisation de la ressource en main d'œuvre au PIB par habitant	51	Dépenses de santé	202
Contribution des renouvelables à l'approvisionnement en énergie	117	Dépenses publiques et privées d'éducation	190
Coûts unitaires de la main d'œuvre	54	Dépenses sociales	200
Coûts unitaires de la main d'œuvre et productivité du travail, économie totale	55	Dépenses sociales publiques et privées	201
Coûts unitaires de la main d'œuvre, économie totale	55	Dépenses, revenus et déficits publics	194
Crise, voir : Évolution du PIB en volume lors des crises récentes	257	Dettes et titrisation	264
Croissance annuelle relative des exportations de marchandises	69	Dettes publiques, voir : Dettes publiques	198
Croissance annuelle relative des exportations de services	73	Dettes publiques	198
Croissance annuelle relative des importations de marchandises	68	Dettes publiques brutes	275
Croissance annuelle relative des importations de services	72	Différence entre les taux d'emplois des populations nées dans le pays de résidence et nées à l'étranger par niveau d'éducation	27
Croissance de la productivité du travail	50	Différences de croissance annuelle de l'emploi entre les régions, les petites régions	137
Croissance de la productivité du travail, voir : Contribution de la productivité du travail et de l'utilisation de la ressource en main d'œuvre au PIB par habitant	51	Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU – taux de change ou parités de pouvoir d'achat	98
Croissance du PIB, voir : Contribution à la croissance du PIB	53	Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat	97
Croissance du PIB par habitant en volume	35	Dioxyde de carbone CO ₂ , émissions, voir : Émissions de dioxyde de carbone CO ₂	170
Croissance du PIB par heure travaillée	51	Disparités régionales, voir : Indice de Gini du PIB régional par habitant et part de la population dans les régions à faible PIB par habitant, petites régions	39
Croissance du PIB réel	36	Distribution de la population nationale en régions urbaines, intermédiaires et rurales	19

D

Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers	169
Déchets, voir : Déchets municipaux	172
Déchets municipaux	172
Défense, voir : Dépenses de maintien de l'ordre et de la défense	208
Déficits publics, voir : Déficit publics	198
Dépense intérieure brute de R-D	151
Dépense intérieure brute de recherche et développement	150
Dépenses de maintien de l'ordre et de la défense	208
Dépenses de maintien de l'ordre et de la défense	209
Dépenses de retraite	204
Dépenses de retraite publiques et privées	205
Dépenses de santé publiques et privées	203
Dépenses d'éducation	206

E

Écarts régionaux de l'incidence du chômage, petites régions	147
Écarts régionaux du taux d'emploi des femmes, grandes régions	137
Éducation, voir : Évaluation internationale des élèves	176
Éducation, voir : Dépenses publiques et privées d'éducation	190
Éducation, voir : Bénéfices sociaux de l'éducation	242
Éducation, voir : Inactivité des jeunes	244
Éducation privée, voir : Dépenses publiques et privées d'éducation	190
Éducation supérieure, voir : Taux d'obtention d'un diplôme et taux d'accès	182
Éducation supérieure, voir : Taux d'obtention d'un diplôme et taux d'entrée dans l'enseignement tertiaire	182

Effets marginaux de l'éducation sur la confiance dans les relations interpersonnelles	243	Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays	210
Effets marginaux de l'éducation sur l'état de santé selon les dires des personnes interrogées	243	Évaluation internationale des élèves	176
Effets marginaux de l'éducation sur l'intérêt pour la politique	243	Évolution de la valeur ajoutée par activité	58
Élèves, voir : Élèves les plus performants	178	Évolution de l'emploi et du produit intérieur brut	271
Élèves espérant avoir une carrière scientifique à 30 ans par type de matière scientifique du PISA 2006	181	Évolution des taux d'intérêt à long terme	94
Élèves les plus performants	178	Évolution du PIB	36
Élèves les plus performants dans les 3 domaines du PISA 2006	179	Évolution du PIB en volume et de ses composantes par la demande lors de la récession de 2008-09	257
Émission de valeurs mobilières adossées à des actifs « titrisés » (Asset-backed securities) pour les États-Unis	265	Évolution du PIB en volume lors des crises récentes	257
Émissions de CO ₂ dues à la combustion d'énergie	171	Évolution du taux de chômage lors des crises récentes	271
Émissions de dioxyde de carbone CO ₂	170	Exportations, voir : Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises	67
Émissions mondiales de CO ₂ dues à la combustion d'énergie, par région	171	Exportations, voir : Partenaires commerciaux	74
Emploi à temps partiel	132	Exportations de marchandises	69
Emploi dans les filiales étrangères	82	Exportations de services	73
Emploi non salarié	134	Exportations d'équipement lié aux TIC	161
Emploi par région	136		
Endettement des entreprises	265	F	
Endettement des ménages	265	Familles triadiques de brevets	155
Énergie, voir : Contribution des énergies renouvelables à l'approvisionnement en énergie	117	Filiales étrangères, voir : Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger	83
Énergie, voir : Production d'électricité	112	Financement à court terme du commerce dans la zone OCDE	267
Énergie nucléaire	114	Flux entrants d'investissement direct	80
Énergie renouvelable	116	Flux entrants d'investissement direct dans les principales économies	269
Énergies renouvelables, voir : Contribution des énergies renouvelables à l'approvisionnement en énergie	117	Flux et stocks d'IDE	78
Énergies renouvelables de l'OCDE	117	Flux et stocks d'IDE	79
Engagements financiers, voir : Engagements financiers bruts des administrations publiques	199	Flux financiers internationaux	268
Engagements financiers bruts des administrations publiques	199	Flux financiers nets à destination des États-Unis	269
Enseignants dont le travail n'a été ni évalué ni commenté et enseignants en poste dans des établissements sans aucune évaluation	187	Flux sortants d'investissement direct	81
Enseignement tertiaire, voir : Variations dans les dépenses au titre des établissements d'enseignement dans l'enseignement tertiaire selon différents facteurs	189	Forfaits fiscaux, voir : Composition des forfaits fiscaux	257
Entreprises manufacturières de moins de 20 personnes	61	Formation brute de capital fixe	47
Épargne, voir : Dette publique	198	Fréquence de l'emploi à temps partiel	133
Épargne, voir : Épargne des ménages	44	Fuite des cerveaux, voir : Migration et chômage	28
Épargne des ménages	44		
Espérance de vie	226	G	
		Gaz à effet de serre, émissions, voir : Émissions de CO ₂	170
		H	
		Heures de travail, voir : Heures travaillées	139
		Heures travaillées	138

I

Importations, voir : Régions et pays partenaires des importations de marchandises de l'OCDE	75
Importations, voir : Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises	67
Importations, voir : Partenaires commerciaux	74
Importations de marchandises	68
Importations de services	72
Impôts applicables au salarié moyen	222
Impôts sur le revenu et les profits	220
Impôts sur les biens et les services	221
Inactivité, voir : Inactivité des jeunes	244
Inactivité des jeunes	244
Incarcération, voir : Population carcérale	248
Indicateurs, voir : Indicateurs composites avancées	259
Indicateurs composites avancés	259
Indice de Gini des taux de chômage régionaux, petites régions	147
Indice de Gini du PIB régional par habitant et part de la population dans les régions à faible PIB par habitant, petites régions	39
Indice de la concentration géographique de la population, petites régions	19
Indice de la concentration géographique des personnes âgées, petites régions	21
Indice de la production industrielle	259
Indice des prix, voir : Indices des prix à la consommation	86
Indice des prix, voir : Indices de niveaux de prix	99
Indice des prix, voir : Indices des prix à la production	90
Indices de niveaux de prix	99
Indices de PIB par habitant en volume	35
Indices des cours des actions	263
Indices des prix à la consommation	86
Indices des prix à la production (IPP)	90
Indices des prix du logement	263
Industrie, voir : Valeur ajoutée réelle dans l'industrie	59
Industrie, voir : Valeur ajoutée par activité	57
Industrie, voir : Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière	61
Industrie, voir : IPP : industrie manufacturière	91
Inégalité, voir : Mesure de l'inégalité des revenus	234
Intensité énergétique	108
Intérêt pour la politique, voir : Effets marginaux de l'éducation sur l'intérêt pour la politique	243

Investissement, voir : Flux entrants d'investissement direct	80
Investissement : logements, voir : Taux d'investissement	46
Investissement : machines et équipements, voir : Taux d'investissement	46
Investissement dans les TIC	158
Investissement étranger, voir : Flux et stocks d'IDE	78
Investissements directs étrangers, voir : Flux sortants d'investissement direct	81
IPC : alimentation et énergie	89
IPC : tous produits	87
IPC : tous produits sauf alimentation, sauf énergie	88
IPC pour le total OCDE	89
IPP, voir : Indices des prix à la production	90
IPP : industrie manufacturière	91

J

Jeunes entre 20 et 24 ans non scolarisés et sans emploi	245
Jeunes non scolarisés et sans emploi	245

L

Levier du secteur bancaire	265
----------------------------	-----

M

Mesure de l'inégalité des revenus	234
Migration, voir : Taux de migration nette	25
Migration, voir : Tendances des migrations	24
Migration et chômage	28
Migration et emploi	26
Mortalité, voir : Mortalité infantile	230
Mortalité, voir : Mortalité infantile	230
Mortalité infantile	230

N

Naissances, voir : Taux de fécondité	15
Niveau d'éducation	184
Niveaux de population	13
Niveaux de productivité du travail	48
Niveaux du PIB par habitant et de la productivité du travail	49
Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière	61

O

Obésité	232
---------	-----

P

Parités de pouvoir d'achat	97
Parités de pouvoir d'achat, voir : Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat	97
Parités de pouvoir d'achat, voir : Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU – taux de change ou parités de pouvoir d'achat	98
Part de la population dépendante	17
Part de l'augmentation du PIB dans chaque pays due aux 10% des régions les plus dynamiques, petites régions	39
Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger	83
Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière et les services	83
Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel	159
Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement	191
Part des échanges dans le PIB	64
Part des échanges internationaux dans le PIB	65
Part des élèves par type de matière scientifique du PISA 2006	181
Part des pays dans les familles triadiques de brevets	154
Part des personnes âgées dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de personnes âgées	21
Part des taux de croissance de l'emploi national due aux 10% des régions les plus dynamiques, petites régions	137
Part des TIC dans la valeur ajoutée	157
Part des TIC dans la valeur ajoutée et dans l'emploi	157
Partenaires commerciaux	74
Pêche : transferts financiers publics	196
Pêche : transferts financiers publics	213
Pêche : transferts financiers publics pour une sélection de pays	212
Pêche : transferts publics, voir : Pêche : transferts financiers publics	212
Pêche en mer et production de l'aquaculture	169
Pêcheries	168
Perception par les enseignants des évaluations et commentaires sur leur travail et de l'impact sur leur établissement scolaire	187

Personnes âgées par région	20
Personnes déclarant des expériences positives et négatives	241
Personnes déclarant que leur vie est globalement hautement satisfaisante	241
Personnes nées à l'étranger et population étrangère	23
Petites et moyennes entreprises	60
PIB, voir : Évolution du PIB en volume lors des crises récentes	257
PIB, voir : Évolution du PIB	36
PIB, voir : Évolution de la valeur ajoutée par activité	58
PIB, voir : Produit Intérieur Brut	33
PIB, voir : Part des échanges internationaux dans le PIB	65
PIB, voir : Croissance du PIB réel	36
PIB, voir : Taille du PIB	32
PIB, voir : Valeur ajoutée par activité	57
PIB par habitant	34
PIB par habitant, voir : Croissance du PIB par habitant en volume	35
PIB par habitant, voir : Niveaux du PIB par habitant et productivité du travail	49
PIB par heure travaillée	49
PIB par région	38
PISA, voir : Évaluation internationale des élèves	176
PISA, voir : Résultats et différences par sexe du PISA 2006	177
PISA, voir : Performance des élèves sur l'échelle de culture scientifique et de compréhension de l'écrit de PISA 2006	177
Politique budgétaire	274
Politique fiscale	276
Population, voir : Population dépendante	16
Population, voir : Distribution de la population nationale en régions urbaines, intermédiaires et rurales	19
Population, voir : Population immigrée	22
Population, voir : Population totale	12
Population obèse âgée de 15 ans ou plus	233
Population ayant atteint au minimum le niveau d'éducation tertiaire	185
Population carcérale	248
Population de l'OCDE	13
Population dépendante	16
Population en surpoids et obèse âgée de 15 ans ou plus	233
Population étrangère, voir : Tendances des migrations	24
Population immigrée	22
Population mondiale	13
Population par région	18
Population totale	12

Pourcentages des élèves les plus performants par domaine du PISA 2006	179	Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE	75
PPA, voir : Taux de conversion	96	Rémunération du travail	92
PPAs, voir : Parités de pouvoir d'achat	97	Rémunération du travail par heure, économie totale	93
Prélèvements d'eau	167	Répartition de l'aide publique au développement bilatérale brute des pays du CAD par groupe de revenus	216
Principaux bénéficiaires de l'aide publique au développement bilatérale totale des pays du CAD	217	Réserves d'actifs	269
Prix, voir : Indices des prix à la production	90	Résultats du PISA 2006 : culture scientifique et compréhension de l'écrit	177
Prix des actifs	262	Résultats et différences par sexe du PISA 2006	177
Prix du pétrole	122	Revenu, voir : Revenu national brut par habitant	41
Prix du pétrole brut à l'importation	123	Revenu des ménages	272
Prix spot du pétrole brut	123	Revenu disponible brut réel, rémunération réelle des salariés et emploi	273
Production de déchets municipaux	173	Revenu disponible des ménages	42
Production de pétrole	120	Revenu national brut et net par habitant	41
Production de pétrole brut	121	Revenu national brut par habitant	41
Production de produits raffinés, voir : Proportion des produits raffinés, par produit	120	Revenu national par habitant	40
Production d'électricité	112	RNB, voir : Revenu national brut et net par habitant	41
Production d'électricité mondiale, par type d'énergie	112	RNN, voir : Revenu national par habitant	40
Production d'électricité nucléaire	115		
Production d'énergie	118		
Production industrielle et ventes de détail	258		
Production totale d'énergie	119		
Production totale d'énergie, par produit	118		
Production totale d'énergie, par région	119		
Productivité, voir : Croissance de la productivité du travail	50		
Productivité du travail, voir : Contribution de la productivité du travail et de l'utilisation de la ressource en main-d'œuvre au PIB par habitant	51		
Productivité et croissance	52		
Produit intérieur brut	33		
Proportion de la population nationale dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de population	19		
Proportion des produits raffinés, par produit	120		
R		S	
Ratio du taux de chômage des personnes nées à l'étranger sur celui des personnes nées dans le pays de résidence	29	Santé, voir : Effets marginaux de l'éducation sur l'état de santé selon les dires des personnes interrogées	243
R-D, voir : Dépenses en R-D	150	Scores en science, voir : Évaluation internationale des élèves	176
R-D, voir : Brevets	154	Secteur bancaire, voir : Levier du secteur bancaire	265
R-D, voir : Chercheurs	152	Secteur des TIC, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	162
Recettes fiscales, voir : Recettes fiscales totales	218	Secteur des TIC, voir : Investissement dans les TIC	158
Recettes fiscales totales	218	Secteur des TIC, voir : Taille du secteur des TIC	156
Recherche et développement, voir : Dépense intérieure brute de R-D	151	Services, voir : Importations de services	72
Régions avec la plus grande densité de population dans chaque pays, petites régions	19	Services, voir : Valeur ajoutée réelle dans les services	59
		Services aux entreprises, voir : Valeur ajoutée dans les services	57
		Services publics, voir : Valeur ajoutée pour les services	57
		Suicides	238
		T	
		Taille du PIB	32
		Taille du secteur des TIC	156
		TALIS, voir : Conditions d'enseignement et d'apprentissage	186
		Taux de change	98

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(30 2010 06 2P) ISBN 978-92-64-08401-8 – n° 57292 2010